DAVID**CHEKROUN**
ETIENNE**PATAUT**
ISMAËL**EMELIEN**
JEAN-LOUP**SAMAAN**
FRANÇOIS**BUSIER**
MATTHIAS**FEKL**
PIERRE**BUHLER**
ERIC**HAZAN**
NICOLAS**VIGOLLES**
JOËL**LEDEROFF**
PHILIPPE**TURPIN**
THIERRY**GERMAIN**
PAOLA**DEBRIL**
PASCAL**JOSEPH**
BENOIT**D'ANCONA**
JÉRÔME**SADDIER**
THIERRY**ROURE**

NICOLAS**BOUILLANT**
OLIVIER**GALIANA**
THOMAS**MELONIO**
TANGI**LENEVERICORDEL**
DENIS**QUINQUETON**
BENJAMIN**FOISSEY**
LIONEL**CHOUKROUN**
JUDITH **HERPE**
VIRGINIE**HIS**
GILLES**FINCHELSTEIN**
CLARA**BAMBERGER**
MARC**VILLEMAIN**
PHILIPPE**RAIMBAULT**

Esprit Critique

Une décennie en 100 articles

Jean Jaurès
Fondation

Remerciements

Ce livre, imaginé par Gilles Finchelstein,
a été élaboré et coordonné par Thierry Germain et Thierry Roure.

Tous trois remercient chaleureusement les contributeurs d'Esprit critique, dont l'engagement bénévole aura seul permis une aventure éditoriale qui est aussi une histoire d'amitiés, ainsi que les contributeurs occasionnels – pour ne citer que quelques-uns dont les articles figurent dans cet ouvrage, Camille Chekroun, Denis Jacquot, Jacques Morel, Pierre Moscovici, Vincent Tiberj et Nicolas Véron.

SOMMAIRE

INTRODUCTION DE GILLES FINCHELSTEIN 9

NOUVEAU SIÈCLE, NOUVELLE CIVILISATION 11

1 - Une nouvelle grammaire du monde
(les lignes de force au niveau mondial) 11

Face aux crimes du marché. Quelles armes juridiques pour le citoyen ?, William BOURDON,
critique par David CHEKROUN 13

Libertés et sûreté dans un monde dangereux, Mireille DELMAS-MARTY,
critique par Etienne PATAUT 16

La globalisation humaine, Catherine WIHTOL DE WENDEN,
critique par Etienne PATAUT 19

Dix jours qui ébranleront le monde, Alain MINC,
critique par Ismaël EMELIEN 23

The Next 100 Years: A Forecast for the 21st Century, George FRIEDMAN,
critique par Jean-Loup SAMAAN 26

La peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations, Tzvetan TODOROV,
critique par François BUSIER 28

Continuer l'Histoire, Hubert Védrine
avec la collaboration d'Adrien ABECASSIS et de Mohamed BOUABDALLAH,
critique par Matthias FEKL 32

Comment l'Europe va sauver l'Amérique, Charles KUPCHAN,
critique par Pierre BUHLER 34

Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain, Emmanuel TODD
L'obsession anti-américaine. Son fonctionnement, ses causes, ses inconséquences, François REVEL,
critique par Eric HAZAN 43

2 - Vers une civilisation européenne
(l'Europe comme nouvelle patrie face au monde) ? 47

Une tombe au creux des nuages. Essais sur l'Europe d'hier et d'aujourd'hui, Jorge SEMPRUN,
critique par Nicolas VIGNOLLES 49

L'Europe par le marché. Histoire d'une stratégie improbable, Nicolas JABKO,
critique par Etienne PATAUT 52

Europa mon amour. 1989-2009 : un rêve blessé, Boris PETRIC et Jean-François GOSSIAUX,
critique par Joël LE DEROFF 55

La révolution européenne 1945 – 2007, Elie BARNAVI et Krzysztof POMIAN,
critique par Joël LE DEROFF 58

L'Europe tragique et magnifique. Les grands enjeux européens, Jacques DELORS,
critique par Joël LE DEROFF 61

3 - Un siècle idéologique (valeurs et idées) ? 65

Le monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?, Raffaele SIMONE,
critique par Joël LE DEROFF 67

La nouvelle idéologie française, Béatrice DURAND,
critique par Philippe TURPIN 70

L'Annuel des idées 2010, Collectif, sous la direction d'Emmanuel LEMIEUX,
critique par Thierry GERMAIN 74

Le moment fraternité, Régis DEBRAY,
critique par Paola DEBRIL 77

La pensée tiède. Un regard critique sur la pensée française, Perry ANDERSON,
critique par Thierry GERMAIN 80

Traité d'athéologie, Michel ONFRAY,
critique par Pascal JOSEPH 84

Histoire des gauches en France, sous la direction de Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR,
critique par Benoît D'ANCONA 87

Pouvoir intellectuel, les nouveaux réseaux, Emmanuel LEMIEUX,
critique par Jérôme SADDIER 89

Le neveu de Lacan, Jacques-Alain Miller,
critique par Thierry GERMAIN 92

CHANGER DE MODÈLES 96

1 - Vers un nouveau capitalisme ? 96

Le libéralisme en crise, Economie politique,
critique par Thierry ROURE 99

L'avenir du capitalisme, Jean-Luc GREAU,
critique par Nicolas BOUILLANT 101

Trois leçons sur la société post-industrielle, Daniel COHEN,
critique par Nicolas BOUILLANT 105

Le capitalisme est en train de s'autodétruire, Patrick ARTUS et Marie-Paule VIRARD,
critique par Nicolas BOUILLANT 108

La démocratie et le marché, Jean-Paul FITOUSSI,
critique par Olivier GALIANA 111

La grande désillusion, Joseph E. STIGLITZ,
critique par Nicolas BOUILLANT 113

Le libéralisme n'a pas d'avenir. Big business, marchés et démocratie, Guillaume DUVAL,
critique par Thierry GERMAIN 117

2 - Vers un monde économique unifié ? 121

La prospérité du vice. Une introduction (inquiète) à l'économie, Daniel COHEN,
critique par Paola DEBRIL 123

La mondialisation est-elle un facteur de paix ?, Philippe MARTIN, Thierry MAYER
et Mathias THOENIG,
critique par David CHEKROUN 125

Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie internationale, Suzanne BERGER,
critique par Camille & David CHEKROUN 128

De Sénèque à Lévi-Strauss, ils racontent la mondialisation, Laurent FERRI,
critique par Thierry GERMAIN 130

Le gouvernement du monde, Jean-François BAYART,
critique par Denis JACQUOT 133

Rapport d'information sur la mondialisation, Edouard BALLADUR (président),
Renaud DONNEDIEU DE VABRES (rapporteur),
critique par Thomas MELONIO 137

3 - Un autre modèle politique : l'inconnue social-démocrate 139

Socialismes : Y revenir ?
critique par Thierry ROURE 141

Pourquoi pas le socialisme ?, Gerald Allan COHEN,
critique par Tangi LE NEVE RICORDEL 144

L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total, Alain SUPIOT,
critique par Etienne PATAUT 148

Rénover la gauche en Europe. Pour une gauche réformiste européenne, Bruno LIEBHABERG,
critique par David CHEKROUN 151

Ce grand cadavre à la renverse, Bernard-Henri LEVY,
critique par Pierre MOSCOVICI 153

Sortir du pessimisme social. Essai sur l'identité de la gauche, Gérad GRUNBERG & Zaki LAÏDI,
critique par Thierry GERMAIN 155

Le royaume enchanté de Tony Blair, Philippe AUCLAIR,
critique par Thierry GERMAIN 158

L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905 – 2005),
Alain BERGOUNIOUX et Gérard GRUNBERG
critique par Matthias FEKL 161

REFAIRE SOCIÉTÉ 165

1 - Le social est dans l'escalier 165

Déchiffrer la société française, Louis MAURIN,
critique par Ismaël EMELIEN 167

Les classes moyennes à la dérive, Louis CHAUVEL,
critique par Nicolas VIGNOLLES 170

La France invisible, sous la direction de Stéphane BEAUD, Joseph CONFAVREUX
& Jade LINDGAARD,
critique par Nicolas VIGNOLLES 173

Faut-il brûler le modèle social français ?, Alain LEFEBVRE & Dominique MEDA,
critique par Denis QUINQUETON 175

Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social, Eric MAURIN,
critique par Eric HAZAN 177

2 - Le travail, c'est capital ? 179

Le quai de Ouistreham, Florence AUBENAS,
critique par Benjamin FOISSEY 181

La France du travail. Données, analyses, débats, Collectif,
critique par Nicolas VIGNOLLES 183

Sommes-nous des paresseux ? … et 30 autres questions sur la France et les Français,
Guillaume DUVAL,
critique par Nicolas BOUILLANT 187

L'avenir du travail, sous la direction de Jacques ATTALI,
critique par Nicolas VIGNOLLES 190

Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail, Thomas PHILIPPON,
critique par Nicolas VERON 193

La fatigue des élites ; le capitalisme et ses cadres, François DUPUY,
critique par Lionel CHOUKROUN 195

3 - L'Humain dans tous ses états (éthiques, pratiques et mystiques) 197

Le multiculturalisme, Patrick SAVIDAN,
critique par Judith HERPE 199

Corps en miettes, Sylviane AGACINSKI,
critique par Tangi LE NEVE RICORDEL 203

Mauvais genre, Axel LEOTARD,
critique par Joël LE DEROFF 206

Capitalisme et pulsion de mort, Gilles DOSTALER & Bernard MARIS,
critique par Virginie HIS 209

Ouvrir la politique à la diversité, Eric KESLASSY,
critique par Vincent TIBERJ 212

Petit éloge de la colère, Patrick AMINE,
critique par François BUSIER 214

Le plan vermeil. Modeste proposition, Régis DEBRAY,
critique par Gilles FINCHELSTEIN 217

Liberté, égalité, sexualités. Actualité politique des questions sexuelles, Clarisse FABRE
& Eric FASSIN,
critique par Denis QUINQUETON 220

La laïcité, centre de l'union, Jean-Michel REYNAUD,
critique par Pascal JOSEPH 222

SCÈNE ET ACTEURS 227

1- A hauteur d'hommes (portraits ; bios ; destins ; histoire) 227

Histoire d'un Allemand. Souvenirs 1914 – 1933, Sebastian HAFFNER,
critique par Denis QUINQUETON 229

Monsieur Bob, Olivier BAILLY,
Le vin des rues, Robert GIRAUD,
Paris insolite, Jean-Paul CLEBERT,
Un parisien à travers Paris, Philippe MEYER,
critique par Thierry GERMAIN 232

Fleurs et couronnes, Ariane CHEMIN,
critique par Thierry GERMAIN 235

Freelance, Grover Lewis à Rolling Stone, Philippe GARNIER,
critique par Thierry GERMAIN 238

André Gorz ou le socialisme difficile, Arno MÜNSTER,
critique par Virginie HIS 241

A vrai dire. Livre de l'après-pouvoir, Vaclav HAVEL,
critique par Joël LE DEROFF 244

Douloureuse Russie. Journal d'une femme en colère, Anna POLITKOVSKAÏA,
critique par Thierry GERMAIN 247

L'observateur engagé, Gilles MARTINET,
Chaque homme est lié au monde, Roger STEPHANE,
critique par Thierry GERMAIN 249

Profession de foi. Pour l'honneur de la politique, Charles FITERMAN,
critique par Thierry GERMAIN 252

La présence pure, Christian BOBIN,
The West Wing, 4ème saison, série télévisée de John WELLS, Aaron SORKIN
& Thomas SCHLAMME,
critique par Denis QUINQUETON 256

Mon sang retombera sur vous. Lettres retrouvées d'un otage sacrifié mars - mai 1978, Aldo MORO,
critique par Pascal JOSEPH 259

Pour l'amour des livres, Jean-Jacques BROCHIER,
critique par Thierry GERMAIN 262

Des voix sous la cendre. Manuscrits des Sonderkommandos d'Auschwitz-Birkenau, Collectif,
critique par Thierry GERMAIN 265

Salvador Allende. L'autre 11 septembre, Antoine BLANCA,
critique par Pascal JOSEPH 268

Mon pays réinventé, Isabel ALLENDE,
L'incroyable et interminable procès du général Augusto Pinochet, Ariel DORFMAN,
Chili, 11 septembre 1973, la démocratie assassinée, sous la direction d'Eduardo CASTILLO,
critique par Thierry GERMAIN 270

Un cabinet d'amateur, Georges PEREC,
critique par François BUSIER 274

2 - (Médias et communication) 277

Média-Paranoïa, Laurent JOFFRIN,
critique par Clara BAMBERGER 279

Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie, Edward BERNAYS,
critique par François BUSIER 282

Le général et le journaliste. Conversations avec Jean-Luc Barré, Jean MAURIAC,
Tueurs de papiers, Henri MARC,
Notre métier a mal tourné, Philippe COHEN & Elisabeth LEVY,
critique par Thierry GERMAIN 287

La publicité autrement, Jean-Marie DRU,
critique par Virginie HIS 292

La fin de la télévision, Jean-Louis MISSIKA,
critique par Lionel CHOUKROUN 294

Images et politique en France au XX^ème siècle, Christian DELPORTE,
critique par François BUSIER 297

Une presse sans Gutenberg, Jean-François FOGEL & Bruno PATINO,
critique par François BUSIER 305

Almanach critique des médias, Olivier CYRAN & Mehdi BA,
critique par François BUSIER 309

Almanach critique des médias, Olivier CYRAN & Mehdi BA,
La méprise. L'affaire d'Outreau, Florence AUBENAS,
critique par Denis QUINQUETON 315

Nos délits d'initiés. Mes soupçons de citoyen, Guy BIRENBAUM,
critique par Jérôme SADDIER 318

3 - Peut-on faire l'économie de la culture (la culture interroge le monde) ? 321

Crime et châtiment, Musée d'Orsay, Commissaire de l'exposition : Jean CLAIR,
critique par Virginie HIS 323

Harvey Milk, film de Gus VAN SANT,
critique par Denis QUINQUETON 325

Beaufort, Ron LESHEM,
critique par Lionel CHOUKROUN 328

La faute à 68, ELFO,
critique par Joël LE DEROFF 330

Mai 68. Les murs ont la parole. Journal mural, Julien BESANÇON,
Mai 68. Soyons réalistes, demandons l'impossible, Philippe GODARD,
critique par François BUSIER 332

Foudres de guerre, Benjamin BERTON,
critique par Marc VILLEMAIN 336

L'avocat de la terreur, film de Barbet SCHROEDER,
critique de Denis QUINQUETON 339

De la culture en Amérique, Frédéric MARTEL,
critique par Lionel CHOUKROUN 341

Au-delà de la haine, film d'Olivier MEYROU,
critique par Denis QUINQUETON 343

La lucidité, José SARAMAGO,
critique par Marc VILLEMAIN 346

Un homme est mort, Kris & Etienne DAVODEAU,
critique par Denis QUINQUETON 348

Le complot contre l'Amérique, Philip ROTH,
critique par Denis QUINQUETON 350

Le temps où nous chantions, Richard POWERS,
critique par Marc VILLEMAIN 353

L'homme qui mangeait la mort, Borislav PEKIC,
critique par Marc VILLEMAIN 358

1916 – 1924. Rétrospective Dada au Centre Pompidou, Télérama,
critique par Philippe RAIMBAULT 360

Les dépossédés, Robert MCLIAM WILSON & Donovan WYLIE,
Le style du monde. La vie dans le capitalisme de fiction, Vicente VERDU,
critique par Marc VILLEMAIN 364

Vent en rafales, Taslima NASREEN,
critique par Philippe RAIMBAULT 368

Le promeneur du champ de mars, film de Robert GUEDIGUIAN,
critique par Pascal JOSEPH 371

Straight Life, Laurie & Art PEPPER,
critique par Marc VILLEMAIN 373

Mondovino, film de Jonathan NOSSITER,
critique par Jacques MOREL 376

INTRODUCTION

GILLES FINCHELSTEIN

Depuis des milliers d'années, les sociétés bougent au rythme des pages que l'on tourne.

Au tamis de l'actualité éditoriale, l'on récolte parfois des idées qui auront la vie dure, des concepts qui vont se faire un nom, des auteurs qui ne s'en laisseront pas compter. Dans ces milliers de titres qui se succèdent saison après saison, se nichent les analyses, débats et propositions qui permettront aux hommes de faire, ensemble, un pas de plus.

Depuis 2003, la revue *Esprit critique* est le tamis que la Fondation Jean-Jaurès tient, et continuera de tenir, au cœur de l'actualité éditoriale.

Et, puisque les idées se plaisent aujourd'hui à passer sans cesse de livres en écrans, et à créer de nouveaux chemins, féconds mais touffus encore, entre la vieille encre et le rétina, nous avons voulu une revue numérique.

Près de 600 critiques plus tard, et afin de mettre en perspective les thèmes et idées majeurs qui ont pu émerger au fil de ces dix années de lectures, nous offrons à votre curiosité ce livre en ligne.

Organisé autour de questionnements très actuels tout en laissant, en fin de volume, une large place à de surprenantes échappées, cet ouvrage vous invite à une libre promenade en une centaine d'articles parmi ceux parus entre 2003 et 2011.

Cette exploration vous mènera parfois vers des livres et concepts qui ont marqué notre début de XXI^{e} siècle. Toujours, elle vous dira le plaisir de lire, le goût d'écrire, et le jeu délicat mais fertile de la critique.

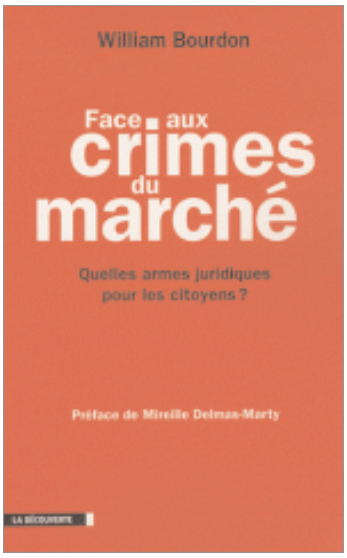
Bonne lecture.

NOUVEAU SIÈCLE
NOUVELLE CIVILISATION ?

Passée au shaker d'une fin de XX^{ème} siècle ébouriffante, ayant entamé le XXI^{ème} avec la même frénésie, notre bonne vieille planète s'est plu à changer ses us et coutumes autant que ses codes : mondialisations, révolutions technologiques, interrogations idéologiques, nouvelles fractures et nouveaux sens,... C'est ce mouvement qu'*Esprit critique* a tenté de saisir au travers des essais critiqués, une nouvelle grammaire du monde exprimée par une question : à nouveau siècle, nouvelle civilisation ?

- I -

Une nouvelle grammaire du monde



FACE AUX CRIMES DU MARCHÉ.
Quelles armes juridiques pour le citoyen ?

WILLIAM BOURDON
Préface de **Mireille Delmas-Marty**

EDITIONS LA DÉCOUVERTE, FÉVRIER 2010

PAR DAVID CHEKROUN

décembre 2010

Que peut le droit ? Assurément peu, aurait répondu Karl Marx tant il était convaincu qu'en l'absence de conditions matérielles permettant de les exercer, les droits « ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté ».

Que peut le droit aujourd'hui face aux crimes des multinationales et des institutions financières ? Beaucoup plus, répondrait William Bourdon. Car avec dextérité[1] et talent, cet avocat au Barreau de Paris, spécialisé dans la défense des droits de l'homme et des victimes de crimes commis par des opérateurs économiques, ancien secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, auteur récidiviste[2], tente de nous redonner espoir : les citoyens peuvent disposer d'armes juridiques pour lutter contre l'impunité dont jouissent les multinationales. Face au cynisme, le droit peut être une arme utile et l'auteur, président de Sherpa, le démontre en formulant des propositions concrètes.

Le postulat de départ est assez clair. Le processus de mondialisation de l'économie s'est accompagné d'une détérioration progressive et croissante du respect des droits humains de la part des multinationales ou « entreprises transnationales ». Ces violations directes ou indirectes des droits les plus fondamentaux se réalisent dans des domaines aussi différents que la santé publique, l'environnement, les normes sociales, les libertés économiques et les droits syndicaux. Et parfois, ce sont l'ensemble de ces droits qui peuvent être sacrifiés lorsqu'il s'agit notamment de l'exploitation des ressources naturelles. Pour autant, les victimes de ces crimes de la mondialisation ne disposent pas des instruments juridiques efficaces pour faire reconnaître leurs droits et obtenir la sanction des responsables.

Ainsi, depuis le cas Nestlé, responsable de la mort de milliers de nourrissons pour avoir détourné les femmes de l'allaitement dans le seul but de vendre son lait en poudre, aux travailleurs forcés de Total en Birmanie en passant par les affaires Bhopal, Minamata, Nike, De Beers, Coca-Cola, Chevron-Texaco, les obstacles ne manquent pas pour que les victimes de la déforestation, de

1. Pour une analyse controversée de William Bourdon, *cf.* notamment Pierre Péan, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Fayard, 2010 (chap. 1).

2. *La Cour pénale internationale. Le statut de Rome*, avec Emmanuelle Duverger, Ed. du Seuil, 2000 ; *Haute Fidélité*, Ed. du Seuil, 1999.

l'extraction pétrolière, des essais médicamenteux et autres crimes obtiennent véritablement justice.

L'explication est nimbée dans l'analyse suivante : lorsqu'une entreprise multinationale viole les droits humains, ce sont les juridictions de l'Etat des victimes des violations qui ont vocation à prononcer une sanction et à ordonner réparation. En pratique, l'entreprise multinationale, en tant que personne morale, sera sanctionnée au civil et éventuellement au pénal pour ces crimes à la condition qu'ils soient commis sur le territoire de l'Etat du siège ou à l'égard des personnes relevant de la juridiction de l'Etat du siège. Or, lorsqu'elles exercent leurs activités commerciales sur le territoire d'un Etat autoritaire, les entreprises transnationales bénéficient généralement d'une impunité de fait pour les violations des droits de l'homme qu'elles commettent ou dont elles se rendent complices. Cette impunité s'explique techniquement par une double réalité : en premier lieu, la territorialité du droit pénal exclut juridiquement la compétence de l'Etat du siège pour condamner ces crimes ; en second lieu, l'Etat sur le territoire duquel se déroulent les activités commerciales ne voudra pas sanctionner ces violations.

Qu'on en juge à partir de la surprenante affaire Total en Birmanie. Bref rappel factuel : les sociétés multinationales Total et Unocal ont exploité un chantier de gazoduc pendant plusieurs années en Birmanie. Elles ont été accusées de complicité de violation des droits de l'homme dans le cadre de l'exploitation du chantier Yadana, notamment en raison des violations perpétrées par les militaires birmans en charge de la sécurité du chantier. Eu égard à la situation politique, les victimes birmanes se sont trouvées privées de tout droit à un recours effectif devant les juridictions birmanes. L'histoire aurait pu s'arrêter à ce rendez-vous manqué si, et c'est assez singulier pour être noté, des organisations non gouvernementales n'avaient pas incité les victimes à engager des actions devant des tribunaux étrangers. Unocal a été poursuivi au civil devant les juridictions américaines sur la base d'une loi de 1789 du nom d'*Alien Tort Claims Act* et Total a été poursuivi au pénal devant les juridictions françaises, sur la base du droit pénal. Finalement, un accord est intervenu avec Total qui a conduit, rappelons-le sans procès, à la création d'un fonds d'indemnisation doté de 5,2 millions d'euros à destination des victimes.

Cette affaire Total révèle assez bien les convictions de William Bourdon. Il convient de collaborer avec le marché sans être ni dupe ni à sa botte. Le dialogue avec les multinationales ne doit pas être condamné par définition car il en va de la moralisation du capitalisme. A l'opposé, le marché ne peut s'auto-réformer en douceur et il n'évoluera que sous la pression extérieure de l'opinion publique (comme dans l'affaire du Probo Koala en Côte d'Ivoire en 2006) et/ou de la crainte du bâton ou du juge.

En multipliant les exemples, l'avocat passe en revue les solutions inefficaces, irréalisables et illégitimes. Premièrement, il écarte la création d'un tribunal pénal international pour les droits économiques et sociaux sur le modèle de la Cour pénale internationale et de la convention de Rome du 17 juillet 1998. La thèse est une fois de plus solidement charpentée : certains Etats tels que les Etats-Unis, la Russie et la Chine n'ont pas encore ratifié la Convention et les premières actions engagées par la Cour valident la perception d'une juridiction pour les Africains. Ce manque de légitimité condamne *de facto* la justice internationale. Deuxièmement, il critique les instruments de *soft law* ou « droit mou » dont la mise en œuvre n'est guère contrôlée et la violation encore moins sanctionnée. On pense notamment aux principes directeurs de l'OCDE, au *Global Compact* de l'Organisation des Nations unies (ONU). Dans le même ordre d'idées, il dénonce le foisonnement d'initiatives éthiques des multinationales, codes de bonne conduite, chartes de développement durable ou autres labels verts ou bleus qui sont

généralement destinés davantage à servir les stratégies de *greenwashing* ou de *fairwashing* qu'à s'orienter vers un comportement vertueux. Troisièmement, il critique la radicalisation du mouvement altermondialiste et ses excès qui ne permettent pas de trouver des solutions viables. Il cite pêle-mêle la posture exagérément victimaire de certaines ONG et des slogans visant à supprimer la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. Quatrièmement, il dénonce les rapports incestueux qu'entretiennent les multinationales avec les ONG, notamment anglo-américaines. Est alors dénoncé le mouvement d'allers-retours des salariés d'ONG vers des fonctions de directeurs du développement durable dans des multinationales ou bien le financement des ONG par les entreprises transnationales qui en arrivent à substantiellement changer leurs discours. On découvre alors qu'une ONG américaine a transformé son slogan « Sue the bastards » en « Finding the ways that work ».

Au final, William Bourdon énonce des propositions argumentées et ordonnées en trois catégories particulièrement utiles : l'entreprise et son pays d'origine, l'entreprise et ses pays d'accueil, l'entreprise et la communauté internationale. 39 propositions originales et réalistes qui fondent les champs du possible et de l'essentiel : repenser les rapports et les responsabilités entre les sociétés mères et les filiales, créer des indicateurs de performance sociale et environnementale des multinationales, garantir un droit d'accès des tiers aux informations sociales et environnementales, encourager une politique d'achats publics responsables, réformer les délits de recel, offrir l'accès de la justice pour les associations luttant contre les atteintes à l'environnement et contre la corruption, renforcer les législations réprimant les atteintes aux droits humains.

En refermant ce passionnant ouvrage, nous avons regretté toutefois que les propositions n'aient pas été priorisées, hiérarchisées et surtout évaluées. Par ailleurs, la mise en œuvre effective de certaines propositions aurait pu être chiffrée. Enfin les rapports entre ce qui est demandé aux Etats, à la communauté internationale et aux multinationales auraient pu être affinés.

Mais, avouons-le, cette étude a le grand mérite d'offrir aux lecteurs une doctrine et une philosophie nouvelle de la responsabilité sociétale des multinationales[3], d'explorer sans préjugé les rapports entre ONG et multinationales, de pointer les risques de radicalisation et de connivence entre ces dernières et de formuler des propositions véritablement concrètes.

3. *Cf.* notamment Sherpa, *Les entreprises transnationales et leur responsabilité sociétale*, 2009 : http://asso-sherpa.org/sherpa-content/docs/programmes/GDH/publications/2%20-%20Fiche%20OIF%202010.pdf

LIBERTÉS ET SÛRETÉ DANS UN MONDE DANGEREUX

MIREILLE DELMAS-MARTY

Editions du Seuil, collection La couleur des idées, février 2010

PAR ETIENNE PATAUT

juin 2010

« Oussama Ben Laden – c'est-à-dire l'idéologie radicale dont il est devenu l'emblème – a-t-il finalement gagné son pari de détruire la démocratie ? »

Ces quelques mots tirés de la conclusion suffisent à se rendre compte de la gravité de l'enjeu de la réflexion menée par Mireille Delmas-Marty dans son dernier ouvrage. Consacré à l'impossible équilibre entre garantie des libertés et maintien de la sûreté, celui-ci est de nature à faire frémir le lecteur, qui comprend progressivement à quel point le balancier penche désormais du côté de la sûreté.

Célèbre spécialiste de droit pénal, professeur au Collège de France et spectatrice attentive et avisée des systèmes juridiques internationaux, Mireille Delmas-Marty était sans doute la meilleure guide pour décrire cette évolution qui semble frapper inéluctablement les pays occidentaux (notamment) : celle d'un durcissement continu et inquiétant de la répression pénale. Les exemples abondent tout au long du livre. Certains d'entre eux sont bien connus : la situation des prisonniers des prisons d'Abou Ghraib ou de Guantanamo, par exemple, a été très largement discutée et critiquée. D'autres, comme l'adoption en France d'une loi sur la rétention de sûreté qui permet de maintenir en captivité des individus ayant purgé leur peine au nom de leur supposée « dangerosité », sont peut-être moins connus en dehors des cénacles spécialisés. D'autres encore, peut-être les plus nombreux et les plus insidieux, sont certainement presque inconnus du grand public : ainsi notamment des très nombreuses entorses à la protection de la vie privée aujourd'hui justifiées par la lutte contre le crime.

Chacun de ces exemples pourrait être discuté à l'infini, précisé, peut-être même justifié. La grande force de l'essai de Mireille Delmas-Marty est d'en proposer une lecture globale, qui insère chacune de ces hypothèses dans une évolution d'ensemble d'autant plus glaciale qu'elle semble à la fois cohérente et fatale.

Pour ce faire, l'auteur propose d'alterner les angles de vue, en se concentrant successivement sur les personnes, les Etats, puis la planète toute entière. Chacune de ces démonstrations lui permet de montrer à quel point le droit pénal est aujourd'hui sur une pente dangereuse.

Sous l'angle des personnes, peut-être le plus immédiatement accessible et le plus convaincant, l'auteur démontre de façon limpide le processus

de déshumanisation du droit pénal et la radicalisation des procédures de contrôle actuellement à l'œuvre. Notamment, Mireille Delmas-Marty montre avec précision comment le concept de « dangerosité » ouvre à toutes les dérives, en légitimant des mesures de contrôle social très strictes (injonction de soin, suivi socio-judiciaire, bracelet électronique voire privation de liberté) justifiées non pas par la commission d'une infraction, mais par le simple risque d'une infraction. Une telle évolution conduit inéluctablement à concentrer entre les mains d'experts sociaux ou médicaux le soin de juger de l'opportunité de procéder à la rétention, à faire confiance à des fichiers pourtant truffés d'erreurs supposés permettre une « analyse de risque » qui ne paraît convaincante qu'à ceux qui s'y livrent. L'évolution est d'autant plus inquiétante qu'elle est très répandue (l'auteur cite l'exemple de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, tout particulièrement) et que les différents garde-fous instaurés par chacun des systèmes juridiques pour défendre les libertés ne paraissent guère fonctionner. La Cour suprême des Etats-Unis ou le Conseil constitutionnel français semblent en effet avoir été ici bien timorés face à la déferlante de lois qui leur ont été soumises.

Véhiculant ce que l'auteur appelle une « anthropologie guerrière », ces nouvelles lois déshumanisent à l'aide de statistiques et de probabilités la figure du criminel, désormais sanctionné non pour ce qu'il a fait, mais pour ce qu'il pourrait faire… Il est dès lors urgent d'opposer à cette vision une anthropologie « humaniste », reposant sur l'égale dignité de tous les êtres humains, y compris du criminel ou de l'ennemi combattant, donc. Devant la faillite des tribunaux et des parlements nationaux, il semble aujourd'hui que seule la Cour européenne des droits de l'homme fasse figure de nœud de résistance, opposant inlassablement les droits de chaque homme dans sa singularité à la force de la répression de l'Etat. Il n'est guère d'hommage plus convaincant à l'intuition des rédacteurs de la Convention européenne des droits de l'homme et au système juridictionnel qu'ils ont mis en place concomitamment.

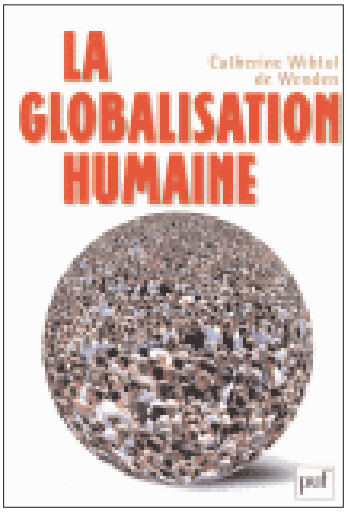
La description n'est guère plus enthousiasmante lorsqu'elle se tourne vers l'étude des dangers pour les Etats eux-mêmes. L'après 11-Septembre s'est en effet accompagné de dérives manifestes de l'Etat de droit, reposant sur une utilisation désormais courante des concepts d'état d'urgence ou d'état d'exception, qui permettent à la fois de concentrer les pouvoirs entre les mains de l'exécutif et de supprimer ou d'atténuer un grand nombre de garanties démocratiques et de libertés fondamentales. Extrêmement inquiétant, le processus, qui peut passer comme aux Etats-Unis par une militarisation de la justice ou par une privatisation de la force publique, touche au cœur même de la démocratie. Le terrorisme étant par nature une menace diffuse et perpétuelle, restreindre l'Etat de droit en l'invoquant, c'est porter atteinte à la nature même de l'organisation démocratique ; et ce ne sont pas les exemples des totalitarismes du XX^{ème} siècle, repris par l'auteur, qui peuvent être de nature à apaiser les craintes soulevées… L'Etat de droit n'a pas encore cédé, certes. Des points de résistance existent. On notera ainsi quelques signes d'espoir venus de traditions nationales fortes et anciennes. Tout particulièrement, la Chambre des Lords du Royaume-Uni se distingue avec une rigueur qui force l'admiration dans le concert des juridictions suprêmes. Au fil d'une série de décisions, elle montre que la tradition libérale du pays auquel on doit l'*Habeas Corpus* ne faiblit pas, au point de remettre profondément en cause la législation terroriste adoptée, cette fois sans originalité aucune, par le Parlement britannique.

Les coups portés à l'Etat de droit sont toutefois rudes et très largement partagés dans le monde. Dès lors, ils ne peuvent pas ne pas se répercuter dans l'ordre international tout entier. C'est l'objet de la troisième partie du livre, peut-être la moins aisée à saisir et la plus sujette à discussion, que de décrire les tensions qui traversent la société

internationale. C'est qu'en effet les dangers, aujourd'hui, sont volontiers indifférents aux frontières. Comme l'affirme l'auteur, terrorisme, fabrication et commerce des armes ou cybercriminalité sont aujourd'hui des préoccupations planétaires, pas nationales. Les réponses à ces menaces, d'ailleurs, sont elles-mêmes aujourd'hui délocalisées, comme le montre le saisissant exemple de la pratique des Etats-Unis « externalisant » leurs centres d'interrogatoires dans différents lieux de la planète, ou procédant à de véritables enlèvements dans d'autres pays. Face à de telles menaces, une réponse véritablement internationale est difficile à organiser. L'ordre juridique mondial, tout d'abord, reste relativement peu organisé : malgré un dense réseau de conventions internationales et d'organisations mondiales ou régionales, il n'existe pas de société internationale à proprement parler susceptible de mettre sur pied une réponse unique et globale aux menaces. Prenant acte de cet enchevêtrement de normes et des tensions entre un « ordre souverainiste débordé » et un « ordre universaliste contesté », l'auteur propose à nouveau sa thèse bien connue du « pluralisme ordonné ». Il s'agit là d'une idée forte de l'auteur, auquel elle a déjà consacré tout un ouvrage, qui propose une grille de lecture possible de l'articulation des différents niveaux de normes. Complexe et évolutif, le pluralisme ordonné préconisé par l'auteur n'est pas toujours facile à saisir, notamment dans ses conséquences concrètes. Le propos est ici beaucoup plus général et dépasse le seul équilibre entre libertés et sûreté qui fait l'objet du reste de l'ouvrage. Il n'en reste pas moins qu'il y a là une tentative vigoureuse et originale d'essayer de penser une réaction de la société internationale toute entière au phénomène de durcissement du droit pénal. En cela, la tentative ouvre grand les portes d'une discussion, qui s'annonce passionnante, passionnée et d'une importance essentielle.

C'est dire l'ambition de l'ensemble de l'ouvrage, à la fois constat désabusé et tentative d'organisation d'une réponse à une évolution très critiquable. A cet égard, il faut souligner que, quoique très critique, l'essai n'est pas pour autant radicalement pessimiste. Dans sa conclusion, l'auteur réfléchit à la construction d'une nouvelle communauté de destin qui, par une conscience accrue de l'imprévisibilité des risques, pourrait conduire à une organisation collective et un renforcement des libertés. Il y aurait là la prise de conscience d'un destin commun, qui seule pourrait nous faire échapper à la société de la peur dans laquelle nous glissons insidieusement.

Réflexions utopiques ? Souhaitons ardemment qu'il n'en soit rien !



LA GLOBALISATION HUMAINE

CATHERINE WIHTOL DE WENDEN

EDITIONS PUF, SEPTEMBRE 2009

PAR ETIENNE PATAUT

décembre 2009

A l'heure où s'ouvre un bien contestable débat sur une supposée identité nationale, la lecture du nouveau livre de Catherine Wihtol de Wenden apparaît comme un exercice salutaire. Un exercice, pourtant, qui n'incite pas nécessairement à l'optimisme, malgré celui mesuré mais communicatif de l'auteur. Comme elle l'affirme, les questions d'immigration sont en effet l'un des rares domaines où la quasi-unanimité des experts contredit directement les politiques menées au niveau étatique, au moins dans les pays du Nord. Le constat, il est vrai, n'est guère étonnant. C'est que les flux d'immigration ont un très fort impact sur l'Etat et la nation, qu'ils « défient les principes mêmes du système étatique westphalien » au point que l'auteur n'hésite pas à affirmer qu'« avec l'immigration, la nation n'est plus la communauté de base du système international dans des sociétés devenues multiculturelles ».

Rien ne l'illustre mieux que la multiplication des diasporas, vues comme « la dispersion à partir d'un territoire » et « l'organisation d'une communauté répartie entre plusieurs pays maintenant des liens entre les groupes, l'existence d'une identité collective et de recompositions identitaires autour d'une mémoire et d'un héritage culturel, un sentiment d'appartenance, détaché ou non d'un espace de référence ». Pour ces groupes, à l'évidence, « la logique des réseaux familiaux, économiques, sociaux, culturels et religieux l'emporte sur la logique des liens territoriaux ».

Dès lors, les réactions de défiance, de protection sont légion dans les pays d'accueil, Europe et Etats-Unis en tête, illustrant l'un des grands paradoxes du libéralisme dans sa version globalisée : celui de prévoir la libre circulation des marchandises, des capitaux, des sociétés, mais pas des hommes.

L'objectif du livre est, à partir de là, d'essayer de remettre à plat toutes ces politiques, pour essayer de bâtir ce que l'auteur appelle une « approche win/win », expression par laquelle il faut comprendre qu'il serait possible d'élaborer une vision et, partant, une politique de l'immigration profitable aux pays d'origine, aux pays d'accueil et, bien entendu, aux migrants eux-mêmes.

Le propos, comme on le voit, est à la fois ambitieux et radical. Il ne s'agit rien de moins que de procéder à une relecture complète des politiques d'immigration, particulièrement celles du Nord, au prisme de la réalité des flux de mobilité des hommes.

On comprend bien que l'un des piliers d'un tel travail soit de procéder à la collecte des données effectives de ces flux. Dès lors, l'un des premiers et très impressionnants apports du livre est de donner un tableau extrêmement précis et, dans la mesure du possible, chiffré des migrations aujourd'hui. Continent par continent, les flux migratoires sont scrutés à la loupe. Austère, souvent un peu télégraphique voire, à l'occasion, répétitive (le livre aurait mérité un travail de *rewriting* conséquent), cette partie n'en est pas moins essentielle. Elle permet de livrer un tableau à la fois impressionnant et nuancé, propre, en tout cas, à remettre profondément en cause les nombreuses idées reçues qui circulent, notamment en France, sur le sujet.

Cette partie permet notamment de se faire une idée de l'importance de la variété du phénomène migratoire, qui doit conduire à distinguer les migrations d'établissement, de travail, de famille ou d'étude, les réfugiés et demandeurs d'asile et les migrants illégaux et à tenir compte des phénomènes migratoires plus récents, mais en pleine expansion : les déplacés environnementaux, poussés par le réchauffement climatique, ou encore la mobilité de retraités partant s'installer dans des pays ensoleillés. Le phénomène migratoire est extraordinairement complexe et la réalité qui apparaît progressivement sous les yeux du lecteur est très souvent bien éloignée des cadres juridiques qui sont censés la régir.

Elle permet aussi de se rendre compte non seulement que l'immigration est un phénomène mondial (l'immigrant « moyen » nous dit l'auteur est un Asiatique qui vit et circule en Asie), mais encore à quel point elle est aussi un phénomène Sud-Sud, puisque seuls 61 % des migrants vivent dans des pays développés. Les phénomènes décrits, notamment ceux de migrations en chaîne, par lesquels les pays à la frontière d'un aimant migratoire (Mexique pour les Etats-Unis, Turquie ou Maghreb pour l'Europe) deviennent eux-mêmes des terres d'immigration, sont ici particulièrement spectaculaires.

Vue du continent européen, l'analyse du phénomène offre évidemment moins de surprises. Elle met le doigt, toutefois – et un doigt précis, chiffré et mesurable – sur les importants bouleversements qui résultent de ce que l'Europe est aujourd'hui devenue le premier pôle d'immigration au monde. Sont ainsi soulignées les importantes difficultés politiques de certains pays, notamment en Europe du Sud, devenus brutalement des terres d'immigration après avoir longtemps été caractérisés par l'émigration, de même qu'est mise en pleine lumière la fonction de frontière de la Méditerranée (qualifiée de « Rio Grande » européen) et le rôle considérable pris par les alcôves européennes qui servent de point de passage au prix de très grandes tensions (Ceuta et Melilla, Malte, Sangatte…). Il faut aussi lire avec beaucoup d'attention les passages consacrés à la diversité des parcours migratoires, qui peuvent varier considérablement en fonction des pays d'accueil, souvent en raison de liens historiques aussi anciens qu'évidents (Algériens en France, migrants du Commonwealth au Royaume-Uni, Soviétiques d'origine allemande en Allemagne), parfois en raison de bouleversements politiques plus récents, au premier rang desquels il faut bien évidemment compter l'écroulement du mur de Berlin, qui a fait « entrer en mobilité » pour reprendre l'expression de l'auteur un grand nombre d'Etats.

Face à ces mouvements, aussi profonds que divers, la réponse européenne est plus que paradoxale. La conscience des nécessités de l'immigration face au double défi de la pénurie de main-d'œuvre et de l'inexorable vieillissement de la population est réelle. La réponse apportée, pourtant, est loin d'être à la hauteur. Malgré en effet quelques tentatives timides (notamment l'élaboration d'un titre de séjour pour les étrangers qualifiés), la communautarisation s'est jusqu'à aujourd'hui essentiellement traduite par un alignement vers le bas, sur la politique la plus restrictive. Sur ce point, le constat de l'auteur est absolument accablant. L'expérience de l'Europe

aurait pourtant pu servir de parfait contre-exemple. L'auteur met en lumière en effet en quoi l'accès à la libre circulation des pays d'Europe orientale ayant adhéré à l'Union européenne montre très bien (et contrairement à une croyance fermement établie) que les migrants reviennent d'autant plus dans leur pays d'origine que la circulation entre celui-ci et le pays d'accueil est aisée et juridiquement garantie.

On ajoutera ici qu'il aurait été sans doute fructueux d'opposer le rôle de la Commission européenne et celui du Conseil. De nombreux exemples (le dernier en date étant celui de la récente directive « retour » sur les modalités d'éloignement des étrangers) montrent en effet que la Commission européenne est beaucoup plus sensible aux exigences de la mobilité. Celle-ci est en quelque sorte intégrée dans son code culturel, puisque l'on sait le rôle décisif que la Commission a joué pour la construction de la libre circulation à l'intérieur de l'Europe, modèle qu'elle garde en mémoire lorsqu'il s'agit de proposer des textes sur les migrations en provenance des pays tiers. La réponse du Conseil, miroir de celle des Etats, est au contraire à la fois ferme et frileuse. A cet égard, d'ailleurs, il faut se féliciter de la récente ratification du traité de Lisbonne, qui fait entrer, même si c'est par la petite porte, le Parlement européen dans le jeu entre Commission et Conseil.

C'est qu'en effet l'auteur ne peine guère à convaincre que la réponse consistant simplement à fermer toujours plus les frontières est à terme intenable. Elle est intenable humainement, parce que cette politique se traduit par des violations répétées, devenues structurelles, des droits fondamentaux des migrants, jusqu'à ces insoutenables images de barques pleines de cadavres, échouées sur les côtes européennes. Mais elle est aussi intenable politiquement et économiquement. L'immigration est un phénomène irrésistible et, surtout, nécessaire pour pallier pénurie de main-d'œuvre et vieillissement. Il est dès lors, pour l'auteur, impératif aujourd'hui de repenser complètement la politique d'encadrement des migrations, pour parvenir à une solution satisfaisante pour les pays d'accueil comme pour les pays d'origine.

A cet égard, la proposition la plus audacieuse et la plus intéressante de l'ouvrage est sans conteste celle visant à faire consacrer un « droit universel à la mobilité », d'origine kantienne et s'appuyant à la fois sur les travaux de Zigmunt Bauman et sur un certain nombre de textes internationaux dans lesquels ce droit figure en germe. En toute hypothèse, l'idée générale est entièrement contenue dans la formulation de ce nouveau droit : une prérogative particulière, individuelle, opposable aux Etats, garantissant comme droit fondamental celui de se déplacer d'un pays à l'autre et d'y rester.

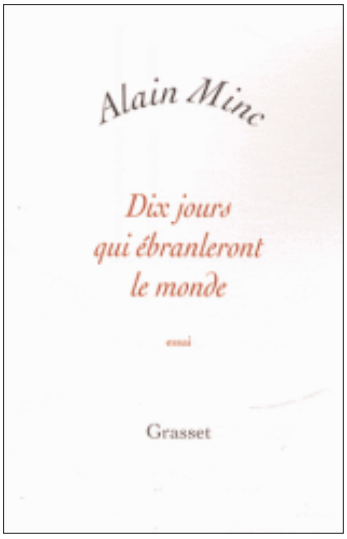
La proposition serait proprement révolutionnaire. Elle demeure, bien entendu, à construire. Il reste en effet à lui trouver une formulation juridique précise, à l'encadrer et à lui construire des limites. Même, en effet, si l'auteur affirme avec beaucoup de force qu'« un monde sans frontière n'est pas une utopie », elle n'en est pas moins consciente que les Etats conserveront encore longtemps le droit d'apporter des restrictions à l'entrée de migrants sur leur territoire. Il n'en reste pas moins qu'en inversant le principe et l'exception, en estimant que le point de départ doit être le droit de chaque personne à se déplacer et non pas le principe général de fermeture des frontières, l'auteur propose un profond renversement de perspective.

Partir de l'individu et non plus de l'Etat, affirmer le droit subjectif de celui-là et non la prérogative de souveraineté de celui-ci : le changement de focale est complet. Appuyé sur des faits empiriquement constatés et des données chiffrées, il convainc au moins qu'un autre discours sur l'immigration est aujourd'hui réellement possible. Il est donc bien permis d'échapper à l'alternative entre deux modes plus ou moins sévères de fermeture des

frontières à laquelle se résume en général le débat politique français.

Tout reste à faire, mais la voix à la fois scientifique et profondément humaine de Catherine Wihtol de Wenden doit impérativement être entendue si l'on veut sortir de ce qui semble bien aujourd'hui être une grave ornière de notre champ politique.

DIX JOURS QUI ÉBRANLERONT LE MONDE



ALAIN MINC

Editions Grasset, collection Petite Collection Blanche, mars 2009

PAR ISMAËL EMELIEN

juin 2009

Le titre accroche immédiatement le regard.

Il est joliment mis en valeur par la présentation : un petit livre blanc au titre rouge, avec le nom de l'auteur en arc-de-cercle noir – c'est la mise en forme typique de la collection des *Essais* de Grasset, au catalogue de laquelle figure le déjà célèbre *De la race en Amérique*, de Barack Obama, que l'on avait vu fleurir sur les comptoirs des libraires pendant la campagne présidentielle américaine. Au dos du livre s'égrènent les dix jours auxquels le titre fait référence.

Percutant, ce titre laisse augurer un exercice plaisant, parce que concret. Rendant à César ce qui lui appartient, Alain Minc précise dans l'incipit qu'il est librement inspiré de celui du livre *Dix décisions qui ont changé le monde*, qu'écrivit le journaliste et militant communiste américain John Reed en 1919 à propos de la Révolution d'Octobre. C'est l'illustration des ruptures de rythme qui sont l'Histoire : parmi tant d'exemples, soulignons que l'effondrement du communisme est daté du 9 novembre 1989, sans plus de considération pour la *perestroïka*, tandis que le 11 septembre 2001 a incarné brutalement pour l'Amérique une menace pourtant née des décennies plus tôt. Alain Minc s'inscrit donc dans le mouvement qui consiste à vouloir toucher l'Histoire du doigt, en identifiant un point de basculement précis, entre un « avant » que l'on connaît et un « après » qui reste inconnu. C'est aussi une manière de rentrer en résonance avec l'air du temps, avide de repères simples et précis : il est facile de se souvenir que la crise qui nous frappe a démarré le 15 septembre 2008 avec la faillite de Lehman Brothers ; que le baril de pétrole a pour la première fois dépassé les cent dollars le 3 janvier 2008 lorsque le trader Richard Arens en a volontairement acheté mille barils à ce prix avant de les revendre aussitôt, à perte – il voulait juste être le premier…

L'auteur précise en guise d'introduction que ces dix journées fatidiques ne sont que des métaphores, en aucun cas des prophéties. La lecture de l'essai permet rapidement de s'apercevoir que cet avertissement est erroné – uniquement destiné à protéger Alain Minc des critiques que s'attirent les « futurologues » ? Si certains jours sont effectivement des métaphores – « Le jour où la Chine envahira Taiwan », « Le jour où l'Ecosse déclarera son indépendance » –, d'autres sont marqués par l'auteur du sceau de la certitude : « Ce n'est ni une hypothèse, ni une métaphore, mais une quasi-certitude », écrit-il dans « Le jour où la France comptera plus d'habitants que l'Allemagne ».

Le choix des sujets a le mérite d'embrasser largement le spectre des enjeux les plus importants auxquels nous sommes amenés à être confrontés dans un futur plus ou moins proche. Saluons notamment « Le jour où l'euro vaudra 2,5 dollars », dans lequel Alain Minc met le doigt sur un des déséquilibres majeurs de notre économie, qui n'a pas été remise d'aplomb par la crise et porte potentiellement en son sein une crise plus grave encore. La variété des sujets abordés permet à chacun de faire son miel de ces courts chapitres – Pierre Assouline a ainsi longuement traité sur son blog « Le jour où Google rachètera le *New York Times* pour un dollar ».

Jean-Luc Godard estimait que pour qu'un événement soit qualifié d'historique, il était nécessaire que rien n'ait permis d'anticiper son occurrence. Historiques, les journées d'Alain Minc ne le sont donc pas : elles sont pour l'essentiel l'aboutissement de mouvements qui ont déjà été identifiés et amplement commentés, tels « Le jour où Israël attaquera les installations nucléaires iraniennes » ou « Le jour où le terrorisme menacera de faire exploser une arme nucléaire tactique ». Le talent de l'essayiste consiste à mettre en exergue un point saillant, illustrant l'ampleur du phénomène – en lui donnant un aboutissement, il nous fait porter dessus un regard différent.

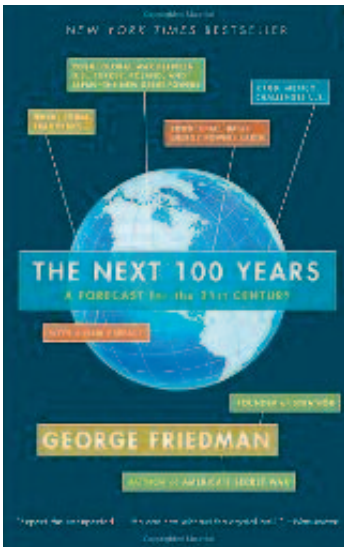
Seulement, la plupart des sujets relève du consensus – comment ne pas être convaincu par la métaphore du « jour où Gazprom lancera une OPA sur Total », ou celle du « jour où les Asiatiques rafleront tous les Prix Nobel » ? Alain Minc illustre plaisamment des mouvements géopolitiques, économiques, démographiques, qui ne sont toutefois mis en doute par personne. La nouveauté réside donc dans l'exercice de style, pas dans le fond de l'essai. D'ailleurs, dans les rares occasions où l'auteur s'éloigne de cette pensée *mainstream*, affleurent les opinions pour le moins libérales qui le caractérisent. Ainsi regrette-t-il, dans « Le jour où les jeunes mâles blancs se révolteront », que la crise compromette l'instauration d'un système additionnel de retraites par capitalisation et qu'elle ait conduit à un retour en grâce du keynésianisme – et donc du déficit public. Il plaide dans le même chapitre pour une discrimination positive à l'américaine, estimant notamment que le recours au critère ethnique est indispensable et a vocation à remplacer la prise en compte des critères sociaux qui caractérise aujourd'hui le système français de promotion de la diversité et de réalisation de la méritocratie – il prédit l'introduction du principe de diversité dans la Constitution. Relevons au passage que, dans cette métaphore, Nicolas Sarkozy termine son second mandat tandis que Ségolène Royal se prépare à une troisième candidature – François Bayrou, qui mêle « les pulsions les plus populistes et les citations en grec ancien », en prend pour son grade.

Consensuels dans leur énoncé, les événements qu'Alain Minc décrit sont souvent discutables dans leurs détails. Dans « Le jour où Gazprom lancera une OPA sur Total », il oppose ainsi les « loups-garous » russes et chinois aux entreprises indiennes et aux fonds du Golfe, estimant que ces derniers constituent une nouvelle bourgeoisie « désireuse d'accumuler à long terme, avide de reconnaissance, attachée au *statu quo*, respectueuse de l'ordre établi ». On est d'accord ou pas : le jugement n'en reste pas moins plutôt péremptoire et très pauvrement argumenté – on n'est pas loin de la psychologie de comptoir.

Enfin, bien souvent, ces jours destinés à ébranler le monde relèvent en réalité du domaine de la banalité : nombre de ces journées dont l'objectif est probablement de frapper le lecteur par anticipation sont en réalité des reprises d'événements passés qui ont pu paraître en leur temps à certains observateurs – à Alain Minc aussi ? – comme la quintessence de la modernité. On en trouve un exemple parmi d'autres dans « Le jour où la Chine envahira Taiwan », dans lequel les chaînes télévisées d'information en continu sont les premières à

relater l'invasion, avant les services gouvernementaux américains. C'était déjà le cas en 2001, comme le rapporte justement l'auteur, mais il semble ignorer qu'il y a depuis un nouveau mode d'information, qui a coiffé tous les autres au poteau lors des tremblements de terre en Californie aussi bien que lors de « l'amerrissage » d'un long-courrier sur l'Hudson : Twitter !

Au final, l'ouvrage d'Alain Minc est divertissant – sans plus. On pourrait presque conseiller d'en rester à la lecture de la première et de la quatrième de couverture. L'essentiel y figure.



THE NEXT 100 YEARS: A FORECAST FOR THE 21ST CENTURY

GEORGE FRIEDMAN

Doubleday, janvier 2009

PAR JEAN-LOUP SAMAAN

avril 2010

L'analyse prospective est un genre éditorial en vogue. Le succès commercial des rapports de la CIA sur le monde de 2025 en atteste : les lecteurs, décontenancés par un contemporain international sans continuité, sont en quête de narrations du futur qui pourraient, par effet de miroir, leur offrir une clé pour saisir le monde d'aujourd'hui. Dernier en date de ces entreprises, l'ouvrage de George Friedman est peut-être l'essai qui pose le plus la question de la frontière entre prospective géopolitique et science-fiction. George Friedman est le directeur de Stratfor, une cellule d'analyse américaine spécialisée dans la spéculation stratégique. Dans *The next 100 years: a forecast for the 21st century*, il réutilise ses travaux pour élaborer un scénario d'un peu plus de 200 pages qui s'étale d'aujourd'hui jusqu'à l'aube du XXII^{ème} siècle. George Friedman ambitionne ni plus ni moins que de nous conter l'histoire à venir des cent prochaines années.

Autant prévenir le lecteur avant d'aller plus loin : aucune méthodologie n'est utilisée par George Friedman, si ce n'est un recours à l'histoire pour y dégager, en toute subjectivité, des tendances lourdes, des principes immanents des relations internationales. La prospective n'étant pas une discipline à vocation scientifique, rien de falsifiable ici. Nous devrons donc nous fier au flair de George Friedman.

Ainsi, la décennie qui vient verra le déclin de l'islamisme dans sa forme terroriste puis, vers 2020, l'effondrement de la Russie, en raison de sa crise démographique, ses insuffisances économiques et l'émancipation des territoires de sa périphérie sur les flancs asiatiques et européens. De même George Friedman ne voit pas dans la Chine un futur rival des Etats-Unis : prise au piège par le vieillissement de sa population et les inégalités croissantes entre un littoral riche et des terres pauvres, la Chine laissera place à une autre puissance asiatique renaissante, le Japon. Autre puissance renaissante : la Turquie, en héritière de l'Empire ottoman, deviendra le centre de gravité du Moyen-Orient. L'Europe sera de moins en moins définie par le couple franco-allemand, dont la perte d'influence stratégique s'aggravera inexorablement. Le cœur géopolitique de l'Europe se déplacera plus à l'Est pour être incarné par la Pologne. Ce nouvel équilibre des puissances (au sein duquel les Etats-Unis préserveront leur prépondérance) aboutira au tournant de 2050 à une nouvelle guerre mondiale entre Etats-Unis et Pologne d'un côté, Turquie et Japon de l'autre. Cette guerre sera hautement technologique (via le

recours à une militarisation accrue de l'espace extra-atmosphérique) et très peu humaine (un déploiement extrêmement faible de soldats qui réduira le nombre de victimes).

A ce stade, on peut encore accepter le raisonnement de George Friedman, celui-ci s'appuyant sur des projections démographiques et économiques relativement convaincantes. Néanmoins, la seconde partie de l'ouvrage laisse place à une véritable prophétie de 2050 à 2100, où les quelques prévisions tangibles du premier demi-siècle laissent place à un assemblage d'intuitions (non dépourvues d'intérêt) et de fantasmes purs et simples. Vers la fin du siècle, les Etats-Unis vivront de nouveau une période de plénitude unipolaire mais celle-ci s'érodera en raison de l'évolution démographique américaine au tournant du siècle. Si les Etats-Unis seront alors toujours la première puissance mondiale, le Mexique devrait disposer d'un tel poids économique et humain au sein même de la société américaine qu'un conflit émergera entre les deux pays. Le Mexique puissance du XXII^{ème} siècle ? Telle est l'énigme qui achève l'ouvrage de George Friedman.

A l'issue de la lecture, *The next 100 years* est-il une simple élucubration truffée de préjugés projetés en vérités éternelles ou un brillant exercice de style d'anticipation géopolitique ? Probablement un peu des deux, mais c'est finalement la force comme la faiblesse de toute prospective.

LA PEUR DES BARBARES
Au-delà du choc des civilisations

TZVETAN TODOROV

Robert Laffont, septembre 2008

PAR FRANÇOIS BUSIER

avril 2009

Si nous devions considérer comme vrai ce qui rencontre un succès incontestable – ou ce qui a tendance à être largement reconnu –, alors pourrions-nous penser encore que la Terre est plate et que les poules ne vont plus tarder à se voir pousser quelques dents… De ce point de vue, les sujets de débats ne manquent pas et, pensons-le aussi, ne manqueront sans doute jamais. Or, s'il est un registre prolifique où la rumeur et l'irrationalité se disputent avec avidité la production de fausses idées à ne plus dormir du tout, même debout, c'est bien celui des peurs viscéralement ancrées à l'âme humaine. Lorsque le premier démagogue ou populiste venu réveille et chatouille en nos âmes câlines la vieille angoisse de notre disparition, qu'elle soit dramatique et personnelle ou, plus tragiquement encore, collective, il semble que la raison s'évapore aussi vite que de l'argent confié à Bernard Madoff.

Ce qu'il y a de pratique avec la peur, c'est que, comme l'absent, l'autre a toujours tort. Qu'on le nomme inconnu, étranger, métèque, immigré, allogène, rastaquouère, clandestin, l'autre reste anonyme et barbare. Une façon de dire : pas de chez nous. Définitivement… En la matière, ce que nous appelons l'Occident s'est particulièrement distingué au petit jeu de l'affirmation péremptoire de sa supériorité, tout en aggravant de façon permanente son incapacité à dépasser la posture d'une pensée magique, où les peuples ne peuvent que s'opposer, parce que différents et fondamentalement incompatibles. Soi-disant. Après ça, allez vous étonner que l'on nous mette encore à l'étalage de cette idéologie du choc des civilisations…

Il était donc grand temps qu'un regard objectif soit porté sur cette question, et c'est ce que fait Tzvetan Todorov, avec *La peur des barbares*. L'auteur s'est emparé du prétexte évoqué par Samuel Huntington lors de la sortie de son célèbre livre[1] (dont le titre était emprunté à l'islamologue Bernard Lewis), paru en 1996, pour en démontrer la faiblesse conceptuelle, comme pour en appeler à un surplus de lucidité.

Ce que nous explique Tzvetan Todorov, c'est que le succès mondial de l'expression « choc des civilisations » tient surtout à la simplicité de son contenu. En effet, Samuel Huntington pousse cette idée qu'avec la fin de la guerre froide, ce ne sont plus des blocs idéologiques et politiques qui

1. Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris : Odile Jacob, 1997.

s'affrontent, mais des « aires culturelles », qu'il décompte au nombre de huit : civilisations chinoise, japonaise, hindoue, musulmane, orthodoxe, occidentale, latino-américaine et africaine… Que dire de cette confusion des critères mêlant religion, langue et géographie ? Dans cette arène mondiale, il faut évidemment pointer la Chine et l'Islam comme dangers potentiels à l'égard de l'Occident, tout en relativisant le rôle nuisible de la première depuis qu'elle a rejoint, tambour battant, le camp capitaliste[2] (enfin, ils deviennent comme nous !).

Au final, ce fameux choc des civilisations se réduirait donc à l'opposition simplissime de l'Islam face aux démocraties occidentales, et il n'y aurait d'autres moyens pour résoudre cette équation que les voies autoritaires du conflit et de la guerre. La question que pose alors Tzvetan Todorov est de savoir si cette caricature de pensée ne renvoie pas dans le camp des barbares ceux qui affichent si haut les couleurs de la démocratie, afin de mieux imposer un modèle qui se veut étalon universel. Il souligne également la nécessité de ne pas se laisser dominer et emporter par l'émotion, comme celle de ne pas hurler un peu vite avec les loups de l'idéologie. Sur la base d'un argument : « la rencontre habituelle entre cultures ne produit pas le choc, le conflit, la guerre, mais l'interaction, l'emprunt, le croisement »[3].

Le premier chapitre se frotte au jeu de la définition du mot *barbare*, et remonte le fil de l'histoire, notamment européenne, pour en percevoir les évolutions de sens et confronter le terme à ceux de chaos, humanité, culture, civilisation, et explorer le lien avec la production qui en découle, c'est-à-dire les œuvres et les techniques. Contrairement au progrès des sciences qui s'avère cumulatif, chaque être humain doit tout apprendre, dès sa naissance, et s'imbiber des valeurs de sa culture pour se construire et devenir un être *civilisé*. Le libre arbitre, qui sous-tend cette édification d'un individu collectif, permet à la fois une unité de l'humanité comme une diversité des cultures, chacun pouvant, également, s'approprier ou fréquenter celles qui diffèrent de son bouillon initial. Mais là se soulignent aussi les limites du rêve des Lumières, celui de la connaissance éclairant le monde, car « aucune culture n'est en elle-même barbare, aucun peuple n'est définitivement civilisé »[4]. L'humanité demeure une qualité et une construction fragiles, toujours à l'épreuve. Ce qui explique, peut-être, que nous ne sommes jamais à l'abri du pire, et que nombre de barbaries aient pu être perpétrées par des êtres si civilisés, si courtois.

Puis, dans un deuxième chapitre, vient la question des identités culturelles, où l'auteur différencie « appartenance culturelle, identité civique et adhésion à un idéal politique et moral »[5]. Il prend soin de se pencher sur les fonctions de la culture et relève que plus un individu en augmente sa maîtrise, plus il est capable d'inventer et d'innover. Et même d'aller bien au-delà, car « à partir d'une certaine profondeur d'exploration, l'art comme la pensée deviennent universels »[6]. L'important est de comprendre la non étanchéité des cultures comme leur capacité à échanger et emprunter et ce de façon permanente. Nous adhérons tous à plusieurs d'entre elles et devrions, de surcroît, nous attacher à n'être captif d'aucune. Les progrès passés comme à venir méritent bien un peu d'intelligence pour en gérer les risques de conflit, ainsi qu'un travail éducatif vers une plus grande (re)connaissance de ce qui se situe au-dessus de la tradition, à savoir le cadre de l'Etat et des structures supranationales. Comme le disait Ernest Renan, « une nation est un principe spirituel »[7].

Passées ces quelques clés, Tzvetan Todorov se penche, au chapitre suivant, sur l'ouvrage de Samuel Huntington. Il démaquille les faux-

2. *Cf.* p. 133.
3. Cf. p. 135.
4. *Cf.* p. 80.
5. *Cf.* p. 84.
6. *Cf.* p. 64.
7. *Op. cit.*, p. 114.

semblants idéologiques qui servent d'alibis à une vision manichéenne du monde et justifient la désormais célèbre « guerre contre le terrorisme », ainsi que son cortège de pratiques (telles que la torture) qui délégitiment le bien-fondé démocratique de ces engagements militaires. La cible évidente en est l'Islam, et peu importe ce que peut contenir cette appellation, peu importe de savoir ce qu'il y a de civilisé ou non dans cette réalité, puisque de toute évidence, pour Samuel Huntington, là se cachent des êtres si différents de nous, si inférieurs et si peu développés qu'ils ne peuvent être autres que barbares. A ce petit jeu du va-t-en-guerre à tout prix, lorsque le mensonge (voire la bêtise) sert si idéalement la manœuvre politicienne, nous devons craindre que le monde ne devienne, alors, encore plus dangereux qu'il n'est, encore plus instable. Ne nous étonnons plus, dès lors, que les fauves que nous fabriquons n'hésitent plus à venir nous mordre.

Le chapitre quatre analyse par le détail trois cas de conflits qui se sont produits en Europe : l'assassinat de Theo van Gogh, les caricatures danoises et le discours tenu par Benoît XVI, le 12 septembre 2006, à l'université de Ratisbonne, sur les rapports entre foi et raison, donnant à entendre un lien entre Islam et violence. Ces trois « petits » chocs civilisationnels opposent l'Islam à la liberté d'expression, de conviction ou de construction d'une identité, c'est-à-dire tout un ensemble de libertés qu'est censée garantir la vertu démocratique occidentale : « chacun se trouve amené à naviguer entre deux écueils (et parfois plus), celui qui consiste à rester trop tolérant envers ces différences de cultures souvent assez dérangeantes, et celui qui nous amène à les combattre avec une telle intransigeance qu'elles en ressortent renforcées »[8]. Pour clore ce chapitre, Tzvetan Todorov s'intéresse aux perspectives d'évolution vers un Islam libéral. S'il paraît évident que cela ne peut être imposé de l'extérieur aux musulmans, peut-être devons-nous nous interroger avec plus d'acuité sur « le sentiment de frustration et d'humiliation éprouvé ici et là par la population [musulmane] »[9]. Pour l'auteur, la solution sera politique, ou ne sera pas.

Le dernier chapitre s'attache à définir l'identité européenne dont la spécificité réside dans l'attention portée aux différences marquant les pays et les cultures qui la constituent. Si le projet européen semble plus difficile à lire aujourd'hui que ses manques flagrants (dimension sociale, politique étrangère,…), ne serait-il pas temps de revenir sur les traditions particulières qui ont permis l'émergence d'œuvres de l'esprit dont la vocation visait l'universel, sur le développement de la pensée critique où « toutes les valeurs peuvent être soumises à l'examen » ?[10] Puisque « c'est cet équilibre entre unité et pluralité qui devient donc la caractéristique de l'Europe »[11], Tzvetan Todorov propose d'en mieux régulariser les différences : le projet européen reste toujours celui de l'édification d'une civilisation.

En conclusion, l'auteur de *La Peur des barbares* préconise, comme on peut s'y attendre, un renforcement du dialogue entre les cultures et, dans ce cadre, invite les Occidentaux à une révision de leurs croyances en l'universalisme de leurs positions. De plus, à force d'utiliser la peur comme moyen de gouvernance, on en oublie un peu vite que toute entité responsable, qu'elle soit individu ou structure politique, se doit de veiller au respect et à l'approfondissement des valeurs communes pour avancer un projet, plutôt que d'en rechercher ce qui divise les peuples.

Avec cet ouvrage, Tzvetan Todorov se penche sur les fondements de l'histoire européenne pour en souhaiter, à partir de ce qui pourrait représenter son exemplarité, un modèle de développement

8. *Cf.* p. 189.
9. *Cf.* p. 238.
10. *Cf.* p. 251.
11. *Cf.* p. 254.

« universel », c'est-à-dire acceptable par tous les peuples de la planète, quelles que soient leurs origines, leurs cultures ou la diversité de leurs sociétés. Il en appelle à « tracer une ligne de démarcation très claire entre identité culturelle et choix politiques, entre formes de spiritualité et valeurs civiques incarnées par les lois. […] La séparation entre lois et valeurs, d'un côté, culture et spiritualité, de l'autre, peut devenir, en Occident aussi, le point de départ d'une politique adaptée à la société contemporaine »[12].

Le souci d'objectivité annoncé, et pleinement respecté, en fait un parcours minutieux et rigoureux, enrichi de quantités d'exemples, de références et de cas étudiés. La précision et le sérieux de son analyse rappellent les origines universitaires de l'auteur, mais n'en font pourtant pas un ouvrage austère. Il constitue une approche vivante de la question toujours actuelle de la barbarie, mais pourra décevoir ceux en recherche de fortes convictions et de perspectives clairement balisées pour l'avenir. Nous touchons là à la limite du genre : on ne peut attendre d'un livre qu'il s'affranchisse de partis pris et de subjectivités et exiger en même temps qu'il adopte des points de vue partisans ou engagés. Tzvetan Todorov sait trop, sans doute, que le sérieux de cette affaire ne saurait tolérer la partialité ou l'inexactitude. Et de citer Germaine Tillion, à qui ce travail est en partie dédié : « Car notre patrie nous est aussi chère qu'à la condition de ne pas devoir lui sacrifier la vérité »[13].

12. *Cf.* p. 288.
13. *Op. cit.*, p. 164.

CONTINUER L'HISTOIRE

HUBERT VÉDRINE
avec la collaboration de
Adrien Abecassis et **Mohamed Bouabdallah**

Editions Fayard, janvier 2007

PAR MATTHIAS FEKL

mai 2007

A l'heure où les principaux enjeux internationaux ont peiné à trouver la place qu'ils méritent dans la campagne présidentielle française, la lecture du dernier essai d'Hubert Védrine s'avère fort utile. Appréhender les grands équilibres du monde, porter un regard lucide sur leur évolution et, à partir de là, dégager les perspectives d'une action réaliste : telle est, de longue date, la méthode de l'ancien ministre des Affaires étrangères. On la retrouve dans *Continuer l'Histoire*, opuscule synthétique à l'usage d'un large public.

L'ILLUSION DU « MEILLEUR DES MONDES »

Hubert Védrine part d'un constat : après la chute du mur de Berlin, les Occidentaux ont, trop vite, cru à la « fin de l'Histoire », à un paradis terrestre où les ONG, la justice internationale, le multilatéralisme et la diplomatie des droits de l'Homme se substitueraient définitivement à une *Realpolitik* unanimement décriée.

Or, nous dit Hubert Védrine, il ne s'agit là que de pétitions de principe et d'exhortations, aussi incontestables qu'illusoires. Et, poursuit-il, contrairement à une idée communément répandue, ces illusions sont largement partagées des deux côtés de l'Atlantique. En effet, il existe un accord fondamental entre les Etats-Unis et l'Europe sur la nécessité de faire de la démocratisation du monde la priorité des diplomaties occidentales. Le seul réel désaccord ne porte pas sur les buts, mais sur les moyens, en l'occurrence, sur la légitimité ou non du recours à la force : c'est l'opposition entre Mars et Vénus, chère à Robert Kagan.

LA DÉMOCRATIE, « CE N'EST PAS DU NESCAFÉ »

Au-delà de ce désaccord majeur, existe une incompréhension partagée : celle du temps nécessaire à la maturation démocratique. En effet, la démocratie ne se résume pas à la mise en place de techniques de légitimation par le suffrage. Elle suppose aussi l'appropriation d'une véritable culture de la citoyenneté, dont l'ancrage requiert un temps incompressible. La démocratie, « ce n'est pas du Nescafé », disait Octavio Paz. Hubert Védrine reprend cette image à son compte pour fustiger la « croyance en une conversion quasi instantanée à la démocratie comme à une religion ». Sans doute préférerait-il « laisser du temps au temps », là où l'« indignation médiatisée » réclame des réactions instantanées et, de ce fait, souvent précipitées.

POUR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE RÉALISTE

Hubert Védrine s'emploie ensuite à dégager, au-delà du seul clivage Nord-Sud, de nouvelles lignes de partage du monde contemporain, en fonction notamment du degré d'exposition aux risques environnementaux, et sans éluder la délicate question du choc des civilisations.

La définition d'une vraie politique étrangère est la seule voie possible pour relever ces défis. Et aux yeux de l'auteur, cette politique sera réaliste ou ne sera pas. Définir nos intérêts et veiller à les défendre : telle est l'ambition qu'Hubert Védrine assigne à la diplomatie. Il la décline concrètement en plusieurs axes.

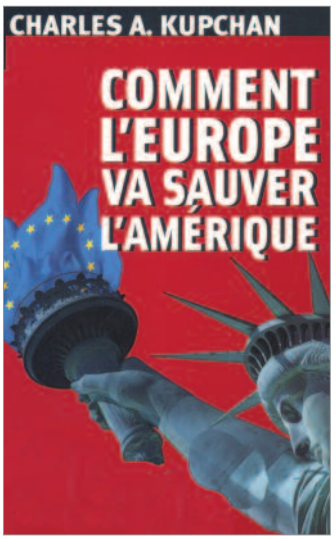
Rénover le multilatéralisme, en le rendant à la fois plus efficace et plus légitime. L'on retiendra notamment la réforme du Conseil de sécurité ; la réforme des institutions de Bretton Woods en révisant les quotes-parts et les droits de vote pour accroître la place des pays émergents et en développement ; la création d'une organisation mondiale de l'environnement ; la négociation d'un nouveau traité de non-prolifération, « plus incitatif pour le nucléaire civil, plus dissuasif pour le nucléaire militaire ».

Relancer l'Europe en cessant la fuite en avant. Il faut, nous dit Hubert Védrine, clarifier l'identité de l'Europe. Nous devons donc lui fixer des limites et cesser de confondre l'adhésion, d'une part, le voisinage, l'alliance, la coopération et le partenariat, d'autre part. Et pour ce, commencer à proposer à la Turquie un partenariat privilégié. Ainsi se concrétisera la théorie des trois cercles : un noyau central d'Etats fortement intégrés ; autour, une Union plus large, d'environ 35 membres ; enfin, l'« anneau des pays amis » imaginé par Romano Prodi, auxquels serait proposée une politique de bon voisinage. Dans l'immédiat, Hubert Védrine ne pense pas que la relance de l'Europe passe d'abord par les institutions. Il se sent plus proche du concept d'« Europe par la preuve » forgé par Ségolène Royal, et qu'il décline en projets concrets, notamment en termes de politique économique et sociale, d'énergie, d'environnement ou encore de recherche.

PLAIDOYER POUR L'ETAT

Enfin, conclut Hubert Védrine, « le monde souffre plutôt de l'impuissance des Etats que de leur excès de puissance ». Or, les Etats demeurent selon lui doublement pertinents dans le monde qui vient. D'une part, ils sont les seuls à pouvoir relever les défis de demain, à lutter concrètement contre les épidémies, à mettre en œuvre des politiques économiques et sociales, etc. D'autre part, ils sont, par définition, la condition *sine qua non* du multilatéralisme qui, en l'absence d'Etats solides, se résumerait à une « mutualisation des impuissances ». « Les Etats et les gouvernements, irremplaçables fondements d'un multilatéralisme efficace, doivent être réhabilités et non plus, jour après jour, disqualifiés et affaiblis ».

L'ouvrage se conclut par une exhortation : aux responsables politiques de sortir la France de la déprime où la plonge un monde dans la marche duquel elle ne se retrouve plus. Regarder notre passé sans culpabilité ; voir le monde tel qu'il est ; y jouer un rôle utile en nous projetant dans l'avenir : « il n'est pas aujourd'hui de responsabilité plus haute pour les politiques que de le dire et d'en convaincre les Français ».



COMMENT L'EUROPE VA SAUVER L'AMÉRIQUE

CHARLES KUPCHAN

Editions Saint-Simon, octobre 2003

PAR PIERRE BUHLER

novembre 2004

Paru en 2002 chez Knopf, *The end of the American Era, US Foreign Policy and the geopolitics of the twenty-first century* avait été écrit avant la guerre d'Irak. L'auteur[1] fait précéder la traduction française d'une préface où il explique que cette guerre avait en fait accéléré le mouvement qu'il décrivait. Les divisions que ce conflit avait provoquées chez les Européens seraient moins durables et profondes que le fossé transatlantique ainsi creusé. Quant à la « débâcle irakienne », elle aurait pour effet d'entraver les velléités d'hégémonie des Etats-Unis et ne manquerait pas de renforcer les « instincts isolationnistes de l'Amérique ». Bien informé sur la politique américaine, l'ouvrage de Charles Kupchan pèche sans doute par un enthousiasme excessif sur la capacité de cohésion de l'Europe des 25. Par ailleurs le titre retenu pour la traduction française n'a qu'un rapport très lointain avec la teneur du livre.

Dans cet essai à contre-courant de la pensée dominante aux Etats-Unis, Charles Kupchan postule que la suprématie dont jouit le pays depuis la fin de la Guerre Froide – le « moment unipolaire » – ne durera pas au-delà de la fin de la décennie. Un monde multipolaire lui succédera : les Etats-Unis, l'Europe – en voie d'intégration rapide – et les puissances asiatiques (Chine, Japon). C'est en vain que les Etats-Unis tenteraient de faire obstacle à une transition inexorable. Et plutôt que de laisser cet ordre international futur s'installer par défaut, ils devraient en préparer l'avènement et faire usage de toute leur puissance actuelle pour le canaliser et le tempérer, faisant perdurer l'ordre et la stabilité aujourd'hui obtenus grâce à la *Pax Americana*. C'est le sens d'un dessein stratégique (*grand strategy*) encore à inventer par l'Amérique et dont l'auteur s'attache à dégager les éléments.

CINQ MODÈLES POUR DÉCRIRE LE MONDE

Kupchan convoque cinq auteurs, tous américains, qui ont, au cours de la décennie écoulée, proposé une vision du monde issu de la fin de la Guerre Froide :

– **Francis Fukuyama** avait fait sensation en 1989 avec sa thèse sur la « fin de l'histoire ». Le ralliement prévisible, après la chute de l'empire soviétique, d'un nombre croissant de pays aux valeurs de la démocratie libérale était le gage d'un ordre mondial stable et pacifique. Pour en hâter

1. Professeur de relations internationales à *Georgetown University* et *senior fellow* au *Council on Foreign Relations*, Charles Kupchan a été chargé des questions européennes au *National Security Council* dans la première administration Clinton.

l'avènement, les Etats-Unis devaient déployer une politique de promotion de la démocratie et éviter de se laisser entraîner dans des conflits le long de la ligne de partage entre ces deux mondes ;
– **John Mearsheimer** avait estimé en 1990 que la fin du monde bipolaire signifiait le retour des rivalités du passé entre puissances européennes, source d'une instabilité à laquelle seul un recours contrôlé à la dissuasion nucléaire permettait de remédier ;
– **Samuel Huntington** avait pour sa part postulé, en 1993, que l'ordre du monde était déterminé par le choc de quatre grands blocs de civilisation et de culture – judéo-chrétien, orthodoxe, islamique et confucéen. Entre ces blocs aux vues irréconciliables, l'affrontement était inévitable, et en particulier avec le bloc occidental, le plus exposé et le plus prosélyte des quatre ;
– **Paul Kennedy** et **Robert Kaplan**, en 1993, voyaient se profiler une division du monde en deux blocs – les pays nantis et les pays pauvres – entre lesquels passerait la principale ligne de fracture du futur ;
– enfin, en 1999, **Thomas Friedman**, éditorialiste au *New York Times*, avait décrit un monde divisé entre les Etats qui se plient aux normes de la mondialisation et de l'ère numérique, ajustant leurs économies en conséquence et récompensés par l'afflux de capitaux, et ceux qui y sont réfractaires, et que les marchés sanctionnent (crises financières...).

Chacune de ces grilles de lecture offre un angle intéressant, concède Kupchan, mais elles ont en commun le défaut d'être le produit d'un moment particulier de l'Histoire, un moment défini par la suprématie absolue des Etats-Unis, liée à l'environnement géopolitique d'aujourd'hui, mais qu'il serait erroné de tenir pour pérenne. L'auteur balaie tour à tour les thèses de Huntington – ses prédictions ne se sont pas réalisées, car la compétition a lieu non pas entre les blocs de civilisation, mais entre puissances –, de Mearsheimer – un schéma trop « fataliste », par ailleurs démenti par la construction européenne – et de Kennedy-Kaplan – le Sud est « un problème d'urgence humanitaire, pas une menace stratégique ». Quant à Fukuyama, son modèle présente une double faiblesse : d'une part le système international n'est ni égalitaire ni démocratique, et son ordre repose avant tout sur la puissance, d'autre part, le développement de la démocratie a été indissociable, dès le XIX^{ème} siècle, de celui du nationalisme, source de compétition et de rivalité entre les nations. Rien ne permet de garantir que la diffusion de la démocratie suffira à contenir les tensions immanquablement engendrées par la fin du « moment unipolaire ». S'agissant enfin de la mondialisation et de l'interdépendance économique qui en résulte (thèse de Friedman), elles peuvent avoir des effets ambivalents et n'offrent pas davantage de garanties fiables d'évolution pacifique et démocratique de ceux qui y sont exposés.

Au contraire, plaide Kupchan, ce qui détermine l'ordre international est la distribution de la puissance et la compétition entre les puissances, qui sont, en dernière analyse, les principaux acteurs de la vie internationale.

LE « MOMENT UNIPOLAIRE » NE DURERA PAS

Sortis victorieux de la Guerre Froide, jouissant d'une suprématie absolue, les Etats-Unis sont le principal pourvoyeur de stabilité du système international :
– en maintenant les équilibres régionaux ;
– en exerçant une influence décisive dans nombre d'organisations internationales (OTAN, Banque mondiale, FMI, APEC, OMC...) ;
– en étant le chef d'orchestre de la mondialisation, en même temps que le principal promoteur de la démocratie.

Ce « moment » est toutefois appelé à se refermer avant la fin de la décennie, sous l'effet inexorable de deux facteurs : la diffusion de la puissance et le déclin de l'internationalisme aux Etats-Unis.

La diffusion de la puissance et la montée de puissances rivales des Etats-Unis

A court terme, l'Europe s'affirmera de plus en plus comme un centre de pouvoir mondial. A plus long terme, la Chine – une des grandes puissances de la planète dans un quart de siècle – et le Japon, après qu'il aura surmonté son marasme économique, émergeront comme contrepoids aux Etats-Unis.

Alors que pendant la Guerre Froide les Etats-Unis et l'Europe ont, à défaut d'alternative, formé un pôle unique, l'Ouest, ce pôle se scinde aujourd'hui en deux parties, à l'image de l'Empire romain au III^{ème} siècle. Ce phénomène échappe à la plupart des observateurs américains, qui s'intéressent davantage aux Etats-membres de l'Union européenne qu'à celle-ci et ont d'autant plus de mal à appréhender l'entité nouvelle que celle-ci est avant tout de nature économique et que les tentatives d'union politique ont toutes tourné court. Ce faisant, ils sous-estiment « l'un des événements géopolitiques les plus significatifs du XX^{ème} siècle » et ignorent les enseignements de l'Histoire : les premières années d'existence des Etats-Unis furent consacrées à l'intégration économique, l'intégration politique intervenant beaucoup plus tard. De même, l'unification de l'Allemagne avait commencé par l'économie, discrètement, à partir de 1815 ; lorsque le processus s'acheva en 1871, « l'équilibre de la puissance » avait été, selon les propres termes de Disraeli, « entièrement détruit en Europe ».

Mais quand bien même, poursuit Kupchan, le processus n'irait pas jusqu'à la création d'un Etat unitaire, le bilan de la construction européenne est d'ores et déjà impressionnant, en termes de puissance économique et monétaire, comme en atteste du reste l'attraction exercée sur les pays candidats.

Certes, les sceptiques, aux Etats-Unis, auront beau jeu de faire valoir que le manque de légitimité des institutions, le vieillissement de la population européenne, la dilution entraînée par l'élargissement et la faiblesse militaire persistante de l'Union européenne font douter de sa capacité à devenir un jour un acteur international sérieux. Certes, aussi, les survivances du gaullisme en France produisent une « variété de nationalisme qui tout à la fois nourrit une grande ambition pour l'entreprise européenne et se met en travers de sa réalisation (...) appelant à une Europe forte par son rôle dans le monde, mais faible par ses institutions – une impossibilité logique et pratique ». Mais cette ambivalence, estime Kupchan, n'est pas tenable à long terme et ne durera pas, surtout lorsque la pression en faveur de l'approfondissement se renforcera à mesure que s'approchera l'échéance de l'élargissement.

Quoi qu'il en soit, telle qu'elle est aujourd'hui, l'Union européenne est déjà un défi à l'influence américaine. Mais tout indique qu'elle devient plus active sur la scène internationale, dans les Balkans et au Proche-Orient notamment, et qu'encouragée par les velléités manifestées par les Etats-Unis de réduire leur engagement en Europe, elle chemine vers une plus grande intégration dans les domaines de la défense et de l'armement (A400M, Galileo...). Les discours des dirigeants européens soulignent l'ambition géopolitique nouvelle de l'Union européenne, posant les prémisses d'une revendication d'un statut correspondant à cette ambition. Marquant la résistance à l'influence américaine et la fin de la déférence observée envers Washington depuis des décennies, ils révèlent aussi les contours d'une « forme de nationalisme paneuropéen ».

Même s'il n'y a entre l'Europe et les Etats-Unis aucun contentieux territorial et encore moins de perspective de conflit, le potentiel de friction est élevé : le Proche-Orient, le traitement des *Rogue States*, la politique des sanctions, la défense antimissiles lorsqu'elle abordera des stades opérationnels, les contentieux commerciaux et

financiers, la question des OGM, l'évolution de l'euro vers un statut de monnaie de réserve aux dépens du dollar, sans parler des visions divergentes, entre Européens et Américains, sur le rôle du droit international, de la gouvernance et des institutions qui en sont les outils, institutions dont l'efficacité serait mise en péril par des divergences entre l'Europe et les Etats-Unis.

Le déclin de l'internationalisme aux Etats-Unis

Se situant résolument à contre-courant d'une opinion dominante qui voit dans la réaction américaine après le 11-Septembre un remède durable contre les tentations isolationnistes, Kupchan estime que les tendances lourdes, déjà à l'œuvre avant les attentats, l'emporteront. Et ce d'autant plus que la lutte contre le terrorisme devra s'inscrire dans la durée et s'appuyer sur des modes d'action non spectaculaires (coopération policière, renseignement, opérations clandestines) qui ne sont pas de nature à galvaniser l'Amérique.

Les Etats-Unis continueront d'éprouver la « lassitude » du fardeau de l'hégémonie mondiale, pronostique l'auteur, alors que s'essouffle l'internationalisme libéral qui a porté la politique américaine tout au long de la Guerre Froide. Car bien que cette période fût longue, cette posture reste une exception dans l'histoire de la nation, contraire au précepte des pères fondateurs, qui était de se tenir à l'écart des querelles européennes. Ce n'est que tout à la fin du XIX^{ème} siècle que vint le « goût d'empire » et, avec lui, un internationalisme, fragile et hésitant, qui finira par sombrer, au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans le rejet par le Sénat du traité d'adhésion à la Société des nations. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, veillant à prendre les précautions qu'avait négligées Wilson, Roosevelt était parvenu à définir un internationalisme centriste acceptable pour la classe politique américaine, amenant le pays à surmonter ses racines isolationnistes et à accepter des contraintes institutionnelles.

Cet engagement a pu être maintenu pendant la Guerre Froide, mais il est aujourd'hui corrodé par un ensemble de facteurs :
– la disparition de la menace soviétique, ciment de l'adhésion à une politique extérieure activiste ;
– la résurgence de l'aversion pour les arrangements institutionnels contraignants ;
– les transformations qui affectent la scène politique intérieure : pour des raisons démographiques, l'influence des régions du sud et de l'ouest montagneux est devenue décisive, de même que celle de minorités (Hispaniques, Asiatiques...) dans de grands Etats tels que le Texas et la Californie. Les élus de ces régions manifestent une sensibilité nettement moins grande aux exigences de l'internationalisme que ceux des Etats du nord-est et du *Midwest*. Parallèlement, les élus « formés à l'école de la Guerre Froide » ont cédé la place, dans une proportion de l'ordre de 50 à 60 % depuis 1992, à des nouveaux venus, également moins sensibles à ces problématiques. Enfin, observe Kupchan, la politique partisane a envahi, ces dernières années, le domaine de la politique extérieure, qui en était resté relativement préservé ;
– sur le plan intellectuel, les jeunes générations de l'élite américaine se détournent des disciplines qui ont nourri l'internationalisme de ses aînées, comme l'histoire ou les relations internationales, une tendance dont atteste la désaffection croissante pour les carrières diplomatiques ;
– sur un plan plus conjoncturel, le ralentissement de l'économie alimente une baisse du soutien des élus au libre-échange et engendrera une rigueur budgétaire accrue, aux dépens des engagements extérieurs qui ne sont pas directement liés à la lutte contre le terrorisme. Il est à prévoir également que si ces engagements compromettent d'une façon ou d'une autre, aux yeux de l'opinion, la sécurité intérieure, se posera la question de la pertinence de leur maintien. Enfin, les chances sont réelles que les guerres ne soient pas toujours seulement aériennes, avec peu ou pas de victimes américaines, et victorieuses : là aussi, l'opinion pourrait

être sujette à revirement.

Sans doute, avertit l'auteur, est-il prématuré de conclure à un repli isolationniste, mais le risque existe et il doit être pris d'autant plus au sérieux qu'il se combinerait alors à un unilatéralisme bien réel, lui, pour former un cocktail dangereux, aliénant aux Etats-Unis leurs partenaires.

En tout état de cause, la « lassitude » vis-à-vis des engagements extérieurs du pays s'est clairement manifestée à la fin des années 1990, notamment par la tiédeur dans la conduite des opérations au Kosovo et les récriminations du Congrès quant au rôle de l'Europe. Elle a été confortée par l'arrivée de l'administration républicaine et les réticences ensuite manifestées vis-à-vis de l'engagement américain dans les Balkans.

Tout en prenant du champ et en faisant mine de se retirer, observe Kupchan, les Etats-Unis, crispés à l'idée de voir diminuer leur influence, refusent toute dévolution de responsabilités à leurs partenaires : « cette combinaison schizophrénique d'enthousiasme décroissant pour l'engagement international et d'unilatéralisme croissant envoie au monde des messages brouillés. Un jour les Etats-Unis se plaignent de fardeaux excessifs, demandent à leur partenaires d'en prendre leur juste part et se retirent de leur rôle mondial. Le lendemain, ils dédaignent leurs partenaires, n'en font qu'à leur tête et réagissent avec outrage lorsque d'autres cherchent à combler le vide laissé par une puissance hégémonique lasse ».

Cette contradiction a été au cœur de la querelle sur la défense européenne qui envenima les relations transatlantiques dans le sillage de la guerre du Kosovo, laquelle avait révélé la faiblesse, volontiers soulignée à Washington, des capacités militaires des Européens. Mais après que ceux-ci eurent décidé de mettre sur pied une force de réaction rapide, l'administration Clinton se mit à envoyer des signaux contradictoires (déclarations de Madeleine Albright, Franck Kramer et William Cohen) : « les Etats-Unis demandaient à l'Europe d'acquérir davantage de capacités de défense, mais de ne pas escompter davantage d'autonomie ou de poids dans la décision ». La « schizophrénie » s'est poursuivie sous l'administration Bush, amenant l'auteur à conclure qu'« il n y a pas de meilleur moyen pour les Etats-Unis d'envenimer leurs relations avec une Europe en pleine ascension que de demander aux Européens de devenir plus autonomes pour en prendre ombrage dès qu'ils s'exécutent ».

QUELLE *GRAND STRATEGY* POUR LES ETATS-UNIS ?

S'autorisant à nouveau des leçons de l'Histoire, Kupchan considère que les puissances, principaux acteurs de la vie internationale, ont besoin d'une *grand strategy* pour maintenir les équilibres à la fois internes – entre le niveau de leurs ressources et leurs engagements – et externes – lorsqu'il s'agit de modérer les puissances rivales et de projeter un ordre stable dans le système international. Les Etats-Unis, qui ont eu recours à plusieurs stratégies successives (*containment, roll back,* détente) pendant la Guerre Froide, n'ont plus aujourd'hui, après avoir triomphé du communisme, de *grand strategy*.

Alors que le pays jouit d'une puissance et d'une influence sans égales pour façonner l'ordre international de l'après-Guerre Froide, il gaspille cette chance. « Les Etats-Unis sont une grande puissance à la dérive, comme le montre un comportement contradictoire et incohérent », vitupère l'auteur, en relevant que cette carence était déjà manifeste sous la présidence Clinton, se manifestant notamment lors de l'engagement hésitant dans les Balkans, à propos des balbutiements de l'Europe de la défense, à propos de la Russie (invitée à s'intégrer à l'Ouest en même temps qu'il était procédé à l'élargissement à l'est de l'OTAN) et de la

Chine (gestes de sympathie mêlés à des gestes hostiles). Se bornant à gérer le *statu quo*, l'administration démocrate se prévalait de principes aussi incohérents que l'étaient ses politiques : retrait de nombreuses démarches multilatérales, inclinations unilatéralistes... Ces tendances étaient encore plus marquées chez les Républicains conservateurs qui, au Sénat, ont préféré infliger une défaite au président Clinton en rejetant la ratification du traité d'interdiction des essais nucléaires, en 1999, plutôt que de préserver la crédibilité du pays.

Avec l'installation de l'administration républicaine à la Maison-Blanche, ces contradictions ont pris toute leur ampleur, produisant davantage encore d'incohérences et de revirements dans les politiques des Etats-Unis (Corée, Proche-Orient, lutte contre le terrorisme...). Moyennant quoi « les Etats-Unis ne savent pas où aller, ils ne savent donc certainement pas comment y aller. Sans un ensemble de principes directeurs – une *grand strategy* – même les efforts les mieux intentionnés ne mènent nulle part ».

Ce qui est peut-être plus préoccupant, suggère l'auteur, est que ce vide conceptuel ne semble inquiéter personne à Washington. La tendance lourde à l'indifférence de l'opinion publique pour tout ce qui se passe à l'extérieur des frontières n'a été que temporairement interrompue pas les attentats. Et au sein des élites, le sentiment de force des Etats-Unis après l'effondrement du communisme a renforcé une propension au « triomphalisme complaisant », les erreurs de politique n'étant, du fait du grand différentiel de puissance entre les Etats-Unis et le reste du monde, pas sanctionnées. Les think tanks, traditionnels pourvoyeurs d'idées, sont davantage préoccupés d'alimenter les médias en citations et formules-choc (*sound bites*) que de produire de la pensée stratégique. Quant aux universités, autre vivier traditionnel, elles ne forment plus, du fait de la pluridisciplinarité décroissante et de la réduction de l'enseignement de l'histoire, de penseurs et de stratèges. Même dans l'administration Clinton, le seul véritable pôle de pensée stratégique fut constitué par Robert Rubin[2] et l'équipe qu'il avait assemblée autour de lui. Mais ses prérogatives se limitaient à la politique économique et financière. Quant à l'entourage du président Bush, il est formé d'« anciens combattants de la Guerre Froide, plus outillés intellectuellement pour traiter les défis du passé que ceux du futur ».

S'attachant ensuite à définir les contours d'une *grand strategy*, Kupchan estime qu'elle doit servir à anticiper les lignes de fracture géopolitiques futures pour désamorcer ou limiter leur potentiel destructeur. Pour les Etats-Unis, ce plan stratégique doit leur permettre de gérer, au mieux de leurs intérêts, la fin du « moment unipolaire » et la transition vers le monde multipolaire que la montée de nouvelles puissances et la « lassitude de grande puissance » éprouvée par l'Amérique rendent inévitable.

Les éléments en seraient de deux ordres :
– A l'intérieur, un internationalisme libéral qui soit acceptable dans la durée par l'opinion américaine : c'est-à-dire qui soit à la fois un compromis entre les traditions idéaliste et réaliste de l'Amérique et un équilibre entre les intérêts et les sensibilités des régions, tout en étant préservé des convulsions partisanes. Roosevelt avait réussi à trouver ce positionnement idéal. L'administration Clinton, grisée par la suprématie américaine, avait négligé de le rechercher. L'administration Bush, partagée entre les courants conservateur et néo-conservateur qui inspirent sa politique, est accaparée par la lutte contre le terrorisme. Mais au-delà de cet horizon, elle professe un réalisme anachronique et monolithique qui a peu à offrir au reste du monde et qui, sur le plan interne, sera davantage un obstacle qu'un prélude à un nouvel

2. Chef du Conseil économique national du président Clinton puis secrétaire au Trésor de 1995 à 1999.

internationalisme.[3] Sans doute le manichéisme dont il est assorti constitue-t-il une recette aisée pour « éduquer » le public, mais il ne faut pas attendre des partenaires des Etats-Unis qu'ils s'y rallient. Kupchan recense toutes les difficultés prévisibles pour construire un tel soutien auprès d'élus de ces régions, le sud et l'ouest montagneux, aujourd'hui dominantes dans le paysage politique américain, dont les instincts sont le plus souvent simultanément isolationnistes et unilatéralistes. Mais il se borne, sans guère d'autres précisions, à suggérer de « neutraliser les poches d'extrémisme par une gestion attentive de coalitions régionales et en forgeant un internationalisme modéré, capable de désarmer les isolationnistes et les unilatéralistes » ;
– En termes de contenu de la *grand strategy*, l'auteur fait à nouveau appel aux ressources de l'Histoire pour constater qu'elle offre des exemples où une ère de multipolarité n'a pas été associée, comme c'est le cas le plus fréquent, à des expériences de rivalités génératrices de désordres et de guerres : la formation des Etats-Unis, la construction européenne et, mais pendant quelques décennies seulement, l'équilibre des puissances européennes instauré par le Congrès de Vienne.

Kupchan recense trois caractéristiques communes à ces expériences :
– la modération stratégique (*strategic restraint*) ;
– la création de procédures et d'institutions ;
– l'intégration sociale. C'est précisément cette dimension qui fit le plus défaut dans la démarche du congrès de Vienne, où la divergence croissante entre les évolutions des monarchies libérales et des monarchies conservatrices mit fin, avec les révolutions de 1848, au système mis en place en 1815.

C'est sur ces trois dimensions que l'auteur propose de construire la *grand strategy* américaine.

La modération stratégique

Elle implique la retenue dans l'exercice de la puissance et le partage des privilèges auxquels celle-ci ouvre l'accès. Vis-à-vis de l'Union européenne, un tel choix implique de reconnaître à celle-ci davantage de poids et d'autonomie, plutôt que d'opposer de la résistance à une maturation qui aura lieu en tout état de cause. Ce qui devrait être d'autant plus aisé que l'Europe est un partenaire lié aux Etats-Unis par une histoire et des valeurs partagées et n'a rien d'un « prédateur agressif ».

En termes concrets, cette démarche implique que soit levé le soupçon qui pèse traditionnellement sur tous les projets liés à l'Europe de la défense et qu'une influence accrue soit accordée aux Européens dans la structure de commandement de l'OTAN. Elle implique également un partenariat stratégique plus mûr entre l'Union européenne et les Etats-Unis, à base d'un dialogue direct avec les instances de l'Union plutôt que par le canal des relations bilatérales, davantage de consultation préalable et moins d'actions unilatérales, sans mentionner le travail d'éducation du public et du Congrès américains à ce nouveau partage des rôles. S'agissant des politiques, l'Union européenne et les Etats-Unis devraient coopérer aux deux tâches capitales que sont la consolidation de la situation toujours fragile en Europe du Sud-est et à l'intégration progressive de la Russie dans le projet européen. A ce titre, l'OTAN devrait s'ouvrir à la Russie vers la fin de la décennie et se préparer à assurer des rôles très différents de ceux qui furent les siens durant la Guerre Froide.

La Chine, dont l'évolution présente de grandes incertitudes, ne peut être traitée de la même manière que l'Union européenne. La modération stratégique doit là s'appliquer aux questions à propos desquelles la sensibilité de Pékin est la plus

3. Curieusement, l'auteur s'abstient de commenter les projets militaires de l'administration vis-à-vis de l'Irak, dont il est pourtant difficile de nier le caractère « internationaliste ».

vive (Taiwan, la défense antimissiles), tout en traçant des « lignes rouges » (transfert de technologies de destruction de masse à des *Rogue States*, usage de la force hors des frontières...) et en veillant à dégager des aires de coopération (dialogue intercoréen, commerce...). Plus largement, les Etats-Unis devraient, toujours selon Kupchan, cesser de bloquer toute forme d'intégration régionale asiatique à laquelle ils ne sont pas partie prenante. Ils devraient au contraire l'aiguillonner – en particulier la coopération sino-japonaise, quels qu'en soient les obstacles – car ils ne pourront indéfiniment assurer la responsabilité de la sécurité d'une région dont il serait du reste illusoire de penser qu'elle restera figée éternellement dans le *statu quo* actuel.

Le volet asiatique de la *grand strategy* américaine prend place dans un calendrier plus étiré que le volet européen, précise l'auteur, qui veille à devancer les critiques et à rassurer : les intégrations régionales ainsi soutenues, que ce soit en Europe ou en Asie, seront préservées – par les différences culturelles et linguistiques ou encore par les conflits entre Etats membres de l'Union européenne et institutions supranationales – de la tentation d'évoluer vers une forme d'Etat unitaire aux ambitions prédatrices.

L'enchâssement institutionnel

Les institutions et les procédures sont les moyens de faire opérer la logique de la modération stratégique et aussi de policer la compétition géopolitique internationale. Elles présentent l'avantage de maintenir le cours de la politique extérieure des Etats-Unis sur un « sentier » multilatéral, à mi-chemin des extrêmes de l'isolationnisme et de l'unilatéralisme. Par ailleurs, les Etats-Unis, aujourd'hui au faîte de la puissance, peuvent s'offrir le luxe de tourner le dos aux organisations internationales dans lesquelles ils ne parviennent pas à imposer leurs vues. Mais lorsque se refermera le « moment unipolaire », ils devront se tourner plus fréquemment vers des institutions dont leur comportement unilatéral actuel sape l'autorité. C'est pourquoi ils doivent renoncer à la liberté d'action qu'ils s'octroient aujourd'hui et préparer les institutions indispensables à la maîtrise de la multipolarité, afin de faire perdurer la *Pax Americana* au-delà de ce « moment unipolaire ». En investissant ces institutions, les Etats-Unis devraient chercher à leur faire remplir trois grandes fonctions :

– la gestion des relations entre les principaux centres de pouvoir du monde. Cette tâche pourrait incomber à un directoire des cinq grandes puissances que sont les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie, la Chine et le Japon, délibérant par consensus, sans droit de veto, et ouvert à des Etats majeurs des grandes régions du monde (Inde, Egypte, Brésil...) ;

– l'injection de normes et de règles dans le système international. Nombre des institutions à même de remplir cette fonction existent déjà, mais sont soit dominées par les Etats-Unis, soit ignorées par eux. Dans les deux cas, il y a lieu de rétablir un fonctionnement plus équilibré, garantie de leur autorité. La mondialisation rend indispensable une amélioration des mécanismes de gestion des relations commerciales, monétaires et financières : si l'Organisation mondiale du commerce constitue une bonne plate-forme pour les rapports commerciaux, les mécanismes *ad hoc* de coordination existants ne sont pas à même de répondre aux besoins constatés dans le domaine monétaire, alors que l'euro évolue vers un statut de monnaie de réserve, ou financier, avec les risques de crises embrassant des régions entières. La même démarche s'applique à la soumission à la règle de droit du système international, et aux institutions qui l'incarnent : « les Etats-Unis doivent résister à la tentation de prendre leurs distances vis-à-vis de ces institutions ou de les ignorer carrément, se mettant de la sorte au-dessus de la loi aujourd'hui parce qu'ils peuvent se le permettre. Si ces institutions ne sont pas prêtes le jour où une Amérique moins prédominante éprouvera le besoin de s'appuyer sur elles, les Américains ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes » ;

– le traitement des menaces à long terme, qui pour l'essentiel, se jouent des frontières, et qui sont le plus efficacement contrées par la coopération internationale, qu'il s'agisse de la prolifération des armes de destruction massive, de la lutte contre le terrorisme, de la prévention des crises régionales ou de la protection de l'environnement mondial. Sans doute, concède l'auteur, les Etats-Unis ne doivent-ils pas se rallier à toutes les démarches multilatérales qui se présentent, mais ils devraient s'abstenir de se laisser guider par leur seul intérêt étroitement national, proposer des solutions alternatives et se prêter au compromis : « l'esprit du multilatéralisme est au moins aussi important que le fait lui-même. Ce n'est que si l'Amérique appuie les institutions internationales et la solidarité qu'elles incarnent que celles-ci auront une chance de domestiquer les instincts de compétition d'un monde multipolaire ».

L'intégration sociale

C'est est sans doute le paramètre le moins aisément mesurable, mais c'est son absence qui a manqué de provoquer la dislocation des Etats-Unis lors de la Guerre de Sécession, entre des nordistes et des sudistes qui avaient construit des ordres sociaux et des identités politiques incompatibles. *A contrario*, c'est en bonne partie à l'intégration intervenue depuis lors qu'on peut attribuer la vitalité ultérieure du pays. La même observation pourrait être faite pour la construction européenne. La proximité culturelle, linguistique ou géographique rend plus aisée cette intégration, qui a donc davantage de chances de se réaliser au sein des grandes régions qu'entre elles. Entre les Etats-Unis et l'Europe, l'esprit de communauté sera difficile à maintenir en l'état dans un contexte d'affirmation de l'Europe, mais sa préservation – par des échanges parlementaires, éducatifs, commerciaux… – sera utile pour amortir les effets d'une confrontation inévitable.

APRÈS L'EMPIRE.
Essai sur la décomposition du système américain

EMMANUEL TODD

Editions Gallimard, 2002

L'OBSESSION ANTI-AMÉRICAINE.
Son fonctionnement, ses causes, ses inconséquences

FRANÇOIS REVEL

Editions Plon,2002

PAR ERIC HAZAN
avril 2003

Depuis le 11 septembre 2001, l'étude des relations internationales et des conflits internationaux redevient un sujet tristement à la mode. La fin de l'année 2002 marque, elle, le retour d'une réflexion approfondie sur les rapports entre les Etats-Unis et le monde : les ouvrages parus sont légion et s'interrogent qui sur la puissance américaine, qui sur les antécédents familiaux de George W. Bush. D'un côté, on redécouvre Chomsky et on se demande abruptement si les champions de la démocratie ne le sont pas que « dans un seul pays ». De l'autre, on n'oublie pas que le plus anti-américain de nous tous était De Gaulle, comme s'il s'énervait de leur devoir la libération de la France. C'est dans ce contexte que sortent les essais d'Emmanuel Todd et Jean-François Revel, respectivement en août et décembre 2002. Tous les deux clairs et concis, ils utilisent néanmoins deux perspectives radicalement différentes ; ils se complètent et s'opposent sur bien des points.

Emmanuel Todd, dans la ligne de ses précédents ouvrages, s'emploie avec une précision chirurgicale à déterminer ce qui explique pourquoi la seule grande puissance occidentale, dont la force est incontestée et incontestable et dont le modèle économique s'est révélée sinon plus attirant, en tout cas plus robuste que celui de l'URSS, pourquoi, donc, les Etats-Unis sont-ils en train de « péter les plombs » ? Certes, la logique ultra-libérale mondialiste est largement remise en cause mais les soutiens d'Attac reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne remettent pas en cause l'organisation capitaliste de la vie économique et démocratique : ils cherchent à l'aménager. Todd se demande donc, un tantinet facétieux, quel est ce pays, si sympathique et si légitime aux lendemains d'un 11 septembre meurtrier, qui vient ennuyer soudain un Iran en voie de démocratisation et une Chine et une Russie uniquement pénétrées de développement économique. Un début d'explication : la disparition du nazisme et du communisme serait à la source d'une énorme déprime américaine sur le thème « je ne suis plus indispensable au reste du monde », d'où la recherche de combats nouveaux. De plus, l'élection contestée de George W. Bush et la nouvelle dépendance économique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe renforcent un sentiment de faiblesse, de perte de légitimité et un besoin de contrôle politique des ressources. La principale menace d'un monde en voie de stabilité ne serait-elle pas justement une Amérique devenue prédatrice car terrifiée par son propre déclin ?

Quoique parti d'un autre type de questionnement, Jean-François Revel nous fait réfléchir aux mêmes enjeux : que doit-on aujourd'hui penser de la première puissance mondiale ? Ne faut-il pas faire table rase d'un amoncellement sans fin de préjugés de droite comme de gauche ? La véritable raison de notre antagonisme systématique vis-à-vis des Etats-Unis ne serait- elle pas finalement une immense jalousie ? Les Etats-Unis ne sont, en définitive, devenus la première puissance mondiale que parce que nous les avons laissés faire : ils révèlent les insuffisances de la politique étrangère des pays européens en particulier et l'Europe en général, et c'est bien ce qui nous ennuie... Nous sommes anti-américains simplement parce que le centre mondial de l'innovation économique, politique et culturelle s'est déplacé vers les Etats-Unis et que nous sommes verts de rage.

Emmanuel Todd, à l'appui de ses thèses, met en lumière les principaux symptômes de la faiblesse, perçue comme nouvelle, du modèle américain. Les fissures des années 1960-70 sont aujourd'hui d'autant plus visibles que le « contre-modèle » a disparu et que le système américain est en pleine décomposition. Afin de conserver leur rang international et par crainte de l'émergence d'autres superpuissances qui pourraient bousculer leur « leadership », les Etats-Unis font des grands moulinets. Ils ne résolvent jamais un problème afin de justifier des actions militaires futures, ils s'attaquent à des puissances de taille moyenne (Irak,...) et ils relancent la course aux armements.

Tout cela ne saurait cacher un déclin certain de l'empire américain. Empêtrés dans le mythe d'un terrorisme universel et remis en cause dans leur légitimité par la victoire même du modèle démocratique qu'ils ont contribué à promouvoir, les Etats-Unis peinent à maintenir leur empire. Tout comme la France et l'Angleterre en leur temps, les sources de la puissance impériale américaine s'épuisent : ils n'ont plus la force politico-militaire d'antan et leur universalisme idéologique est cruellement remis en cause par la perception nouvelle d'inégalités anciennes (intégration des minorités noires et hispaniques insuffisante,...).

Dans ce contexte, l'émancipation de l'Europe et le retour de la Russie sur la scène internationale contribuent à renforcer l'inquiétude grandissante des stratèges américains de voir émerger une Eurasie qui fasse jeu égal avec eux.

Jean-François Revel nous rappelle à la fois les racines de l'anti-américanisme de droite, né du gaullisme et de la jalousie de l'ancienne puissance vis-à-vis de la nouvelle, et de gauche, né d'une allergie à l'ultralibéralisme, totalement assimilé au système américain. C'est justement ce que Revel déplore : des abus. Les Européens, alors même que c'est leur principal reproche à la vision américaine du monde, simplifient à l'extrême lorsqu'ils parlent des Américains. La mécanique est toujours la même : sélection des preuves et contradiction interne du réquisitoire. Illustrée de nombreux exemples, cette analyse de « la mauvaise foi » européenne tombe parfois juste, comme lorsqu'il fustige le « simplisme » des dirigeants européens et leur complexe de supériorité vis-à-vis des Américains ; ou à côté, lorsqu'il justifie presque leur soutien aux dictatures militaires en Amérique du Sud par le fait que les Européens n'ont pas fait mieux. En tous cas, pour Revel, ce sont les mensonges de la partialité anti-américaine qui fabriquent l'unilatéralisme américain. A prendre avec des « pincettes » tout de même.

Au final, ces deux ouvrages réussissent pleinement à remettre en cause notre vision des rapports internationaux et de l'« hyperpuissance » américaine. Jean-François Revel nous interroge lui sur les véritables raisons de notre hostilité vis-à-vis de ce pays et de ce peuple, à qui le XX^{ème} siècle a réussi plus qu'à tout autre. On se plaît à ne pas jeter avec lui « le bébé avec l'eau du bain » et un siècle d'innovations, de dynamisme et d'intelligence avec le gouvernement Bush. Parfois, sans

nuance, il semble néanmoins faire l'apologie d'une splendeur américaine passée voire dépassée et surtout lui apporter un soutien sans conditions discutable. Emmanuel Todd nous fait douter de l'hyperpuissance américaine et on se demande si les derniers événements ne sont pas le prélude à un déclin stratégique et économique des Etats-Unis. En tous cas, ces deux livres se lisent avec une égale facilité, comme les romans indispensables d'une nouvelle saga géo-stratégique en cours d'écriture, et nous permettent de mieux appréhender le futur de nos relations d'amour-haine avec les Etats-Unis.

NOUVEAU SIÈCLE
NOUVELLE CIVILISATION ?

- II -

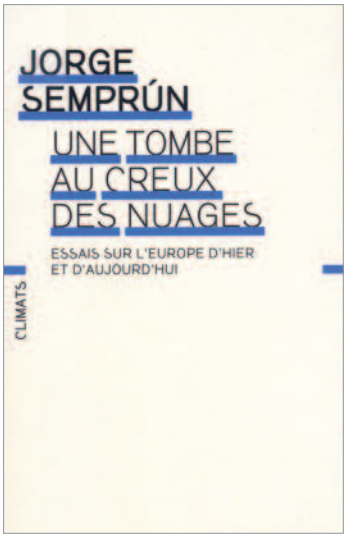
Vers une civilisation européenne
(l'Europe comme nouvelle patrie face au monde) ?

UNE TOMBE AU CREUX DES NUAGES

Essais sur l'Europe d'hier et d'aujourd'hui

JORGE SEMPRÚN

Editions Climat, février 2011



PAR NICOLAS VIGNOLLES

juin 2010

« Le présent pose et formule les questions du passé, et le passé éclaire la caractéristique particulière du présent », Marc Bloch.

Au travers d'allers-retours au cœur de notre histoire commune, au gré d'emprunts philosophiques, littéraires, artistiques, Jorge Semprún parle, avec envie, avec attachement, du plus beau de tous les projets d'avenir : l'Europe.

En décidant avec *Une tombe au creux des nuages* de collationner en un seul et même recueil les textes de conférences données à travers toute l'Allemagne entre 1986 et 2005, l'auteur de l'inoubliable *L'écriture ou la vie* prenait le risque d'une sorte de tournée d'adieu nostalgique et passéiste. Sorte de dernier tour de chant. C'était évidemment oublier qui est Jorge Semprún : un regard sur le passé mais tourné vers l'avenir, un homme lucide, concevant l'histoire comme utile au temps présent. Un homme toujours soucieux de faire vivre la pensée de ceux qui, victimes des barbaries totalitaires, sont devenues « une tombe au creux des nuages », selon le mot du poète Paul Celan.

LE CAMP DE WEIMAR-BUCHENWALD ET LA LUCIDITÉ

Omniprésent, structurant, fondateur, le souvenir de la déportation, de son internement au camp de Weimar-Buchenwald est pour Semprún ni un point de départ ni un horizon indépassable, il est pour lui, avec l'analyse fine et complète des deux grands totalitarismes du XX^{ème} siècle – l'hitlérisme et le stalinisme –, la meilleure garantie d'une construction européenne réussie.

Au fil des pages, avec la liberté de ton et d'écriture qui sied au romancier, Jorge Semprún revient sur les soubassements philosophiques, les logiques historiques, les constructions intellectuelles et culturelles qui ont conduit à rendre possible au cœur de l'Europe la réalisation de ce que Kant appelait le « mal absolu ».

De cette expérience des camps, Semprún tire une connaissance de l'homme et de sa capacité physique et intellectuelle à la résistance. Au cœur de l'enfer concentrationnaire, il a vu le courage de certains résistants communistes et conservé intact le souvenir de ces intellectuels, amis, avec qui ils échangeaient le dimanche après-midi. Le souvenir d'hommes qui, même entravés, parfois mourants,

sont demeurés libres et lucides. Fidèles à l'idée qu'ils se faisaient de la liberté et de la lucidité. Il n'est rien qu'admire davantage Semprún que la lucidité, l'intelligence d'anticipation dont ont pu faire preuve des auteurs comme Hermann Broch ou Elias Canetti. Citant Emmanuel Levinas, Semprún écrit : « L'alouette qui salue le soleil, tout le monde peut en faire autant. Tout le monde est capable de saluer l'aurore. Mais distinguer dans la nuit obscure de l'aube la proximité de la lumière avant son éclat, l'intelligence c'est peut-être cela ».

LE SIÈCLE DES TOTALITARISMES

Au cœur de l'ouvrage, comme d'ailleurs dans l'ensemble de l'œuvre de Semprún – on se souviendra notamment de *Mal et modernité* en 1997 –, l'analyse des deux grands totalitarismes du XX^{ème} siècle occupe une place essentielle. Essentielle, c'est-à-dire renvoyant à l'essence même de tout son projet d'écriture. Qu'on se le dise, Semprún est non seulement le romancier brillant que l'on connaît, une grande figure de la social-démocratie européenne, mais il est d'abord et avant tout, par essence, un combattant de l'antifascisme.

Parmi toutes les conférences restituées dans *Une tombe au creux des nuages*, plusieurs portent sur la question du nazisme et du stalinisme, la question de leur émergence, de leurs logiques propres, de leurs ressemblances. C'est le sujet que choisit de traiter par exemple Semprún en 1996 devant la direction du parti social-démocrate allemand et qu'il restitue dans le neuvième chapitre de son ouvrage, intitulé « *De l'expérience du totalitarisme* ». Pourquoi un tel besoin de replonger encore et toujours dans la compréhension fine des expériences totalitaires alors même que, en apparence, le triomphe sur le continent européen de la démocratie libérale est total ? Sans doute parce que, comme l'écrit Semprún, « le combat pour la démocratie et pour le développement permanent de ses contenus politiques et sociaux n'a pas été seulement un problème du XX^{ème} siècle, mais qu'il continuera de l'être pour le siècle à venir, quelles que soient les formes concrètes qu'il adopte ».

Semprún aborde la question des totalitarismes en ayant constamment à l'esprit celle de l'avenir des totalitarismes. Autrement dit, celle des dangers de l'avenir. Au travers de ses développements consacrés au nazisme et au bolchevisme, c'est la démocratie que Semprún cherche à fortifier. De son regard sur l'histoire du XX^{ème} siècle, cet « âge des extrêmes », il retire paradoxalement une leçon plutôt encourageante. La démocratie parlementaire, pluraliste, libérale, est bien plus forte que ce qu'elle a parfois bien voulu croire. Sa capacité d'absorption des crises, notamment économiques, son caractère évolutif, le réformisme social, la diversité qu'elle seule rend possible sont moins des éléments de faiblesse que des atouts. Les expériences totalitaires doivent moins nous inviter à douter des capacités de la démocratie qu'à un travail intense et permanent d'approfondissement. La gauche a de ce point vue une responsabilité particulière ; elle doit désormais concevoir son projet réformiste d'abord comme la volonté de perfectionner le projet démocratique.

L'ALLEMAGNE, DONC L'EUROPE

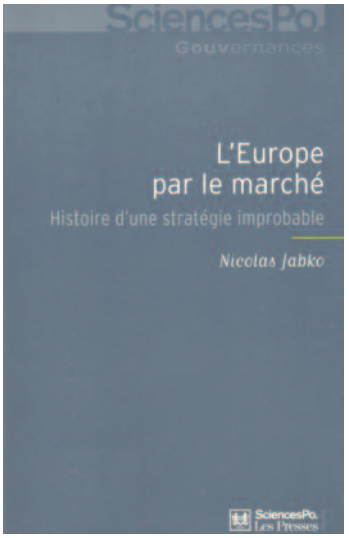
A la fin d'une conférence donnée le 27 janvier 2003 devant les membres du Parlement allemand, à l'occasion de la commémoration officielle des victimes du national-socialisme, Jorge Semprún conclut ainsi : « la première voix européenne qui, en cette année 1935, a retenti, solitaire mais prophétique, a été une voix allemande, une voix juive ». Husserl, philosophe allemand, fondateur de la phénoménologie, est cette voix dont parle Semprún, une des figures parmi d'autres qui rappelle qu'aux heures les plus sombres de leur propre histoire, des Allemands ont su, inspirés par une longue et brillante culture philosophique, défendre le parti de la raison contre la montée des extrémismes.

Lors de toutes ses conférences, Jorge Semprún témoigne de sa grande proximité avec le pays de sa captivité, l'Allemagne. Chaque fois qu'il parle de ce pays si proche, Semprún sait que ses mots comptent double pour le public allemand venu l'écouter ; à Weimar, Berlin ou Francfort, il s'oblige donc à une franchise absolue. Au travers de lignes aussi lucides qu'émouvantes, il s'adresse au peuple allemand avec la voix de celui qui attend beaucoup, qui espère beaucoup, non pas tant pour lui-même que pour l'avenir de l'Europe et de la social-démocratie.

Parce que le peuple allemand est « le seul à pouvoir et devoir prendre en compte les deux expériences totalitaires du XX^{ème} siècle : le nazisme et le stalinisme », « le seul à les avoir vécus dans sa chair et dans son âme », alors, écrit Semprún, « il ne peut les dépasser qu'en les assumant critiquement de façon conséquente et approfondie ». Il en va de l'avenir de la démocratie allemande et de l'unité de l'Europe. Magnifique discours que celui de l'Européen Semprún, qui demande aux Allemands de s'assumer, pour pouvoir ensuite assumer le projet européen.

Aux Allemands, Semprún lance un appel permanent à la responsabilité ; avant comme après la réunification, plus que d'autres, mieux que d'autres, les Allemands ont la responsabilité de ne pas décevoir les espoirs d'une Europe unie. Dès les années 1980, en militant insatiable de la démocratisation de la RDA et de la réunification allemande, il entrevoit les perspectives positives d'une Allemagne forte en Europe, passerelle entre l'Ouest et la Mitteleuropa.

En somme, au travers de ce livre, on perçoit que si Jorge Semprún est espagnol et français, son rêve d'une supranationalité européenne le fait toujours revenir en Allemagne. Il faut lire *Une tombe au creux des nuages*, ne serait-ce que pour retrouver le fil de notre attachement au projet européen, et partager un peu de la passion européenne de Semprún.



L'EUROPE PAR LE MARCHÉ
Histoire d'une stratégie improbable

NICOLAS JABKO

Presses de Sciences Po, 10/ 2009
Edition actualisée et remaniée de Playing the Market : A Political Strategy for Uniting Europe, 1985-2005, Cornell UP, 2006).

PAR ETIENNE PATAUT

mars 2010

La « décennie Delors » (soit, *grosso modo*, les années 1985-1995) reste encore aux yeux de ceux que la construction européenne enthousiasme une sorte d'âge d'or. C'est la décennie au cours de laquelle a été adoptée l'acte unique européen, qui a permis l'achèvement du marché intérieur et vu l'édification des fondations de l'Union économique et monétaire avec, à la clé, l'adoption d'une monnaie unique. C'est encore pendant cette période qu'a été adopté le traité de Maastricht, créant l'Union européenne et introduisant dans les textes fondateurs la notion de citoyenneté européenne.

Pour autant, et ce n'est sans doute pas le moindre des paradoxes, c'est aussi à ce moment qu'a progressé l'idée, aujourd'hui si profondément ancrée, selon laquelle l'Europe sera « libérale », entièrement orientée autour de la construction d'un marché à la concurrence libre et non faussée et dont les enjeux politiques principaux seront confisqués par une poignée de techniciens non élus mettant en danger la démocratie telle qu'elle s'exerce dans le cadre national. Cette ligne d'argumentation a conduit aux graves déraillements de la construction européenne au moment du rejet du projet de constitution, que l'on peine encore aujourd'hui à surmonter.

Le très grand intérêt qui se dégage de la lecture du livre de Nicolas Jabko vient précisément de ce qu'il aborde de front et en profondeur ce qui n'est, le plus souvent, qu'un discours critique assez peu articulé sur ce caractère libéral de l'Europe. En étudiant en détail certaines des décisions politiques majeures et les stratégies de négociation pour y parvenir, il montre précisément comment les acteurs de la construction européenne se sont emparés de la notion de marché pour en faire le levier d'une relance de celle-ci.

A cet égard, le résultat le plus spectaculaire – qui constitue le cœur de l'ouvrage – est sans conteste de montrer en quoi le « marché », dans le cadre de la construction européenne, est en réalité un répertoire d'idées et non pas un concept aux contours définis ; de montrer en quoi le recours à la notion de marché a permis de créer les conditions d'un consensus politique improbable entre les tenants d'un véritable libéralisme économique et ceux qui restaient attachés à l'interventionnisme politique en matière économique, entre les fédéralistes convaincus et les souverainistes militants.

En montrant précisément les conditions politiques d'élaboration de chacun de ces pans de la construction communautaire, l'étude fait litière

d'une sorte de déterminisme historique rétrospectif. Le visage de l'Europe tel qu'il se présente aujourd'hui n'était pas forcément impliqué par les traités tels qu'ils ont été conclus et rédigés en 1957. Que les pères fondateurs aient choisi la voie de la coopération économique concrète est un fait acquis. Il n'était aucunement nécessaire, pour autant, que cette coopération prenne la forme qu'elle a progressivement adoptée dans les années 1980, lors de l'élaboration de politiques dont leurs auteurs ne savaient d'ailleurs pas si elles allaient ou non être couronnées de succès. De cela, rien n'atteste mieux que les très grandes incertitudes qui, jusqu'au dernier moment, ont affecté l'adoption progressive de l'euro.

Il y a bien, dès lors, une stratégie politique à la fois précise et nouvelle, décidée et mise en œuvre par les Etats au Conseil, mais sous l'aiguillon efficace et inlassablement actif de la Commission. De cette politique, la notion de marché était le pivot. Recourir à celle-ci, c'était utiliser un terme acceptable pour tout le monde pour parvenir à un consensus sur des réformes dont le caractère économiquement libéral était extrêmement variable. En d'autres termes, c'est précisément l'extrême plasticité de la notion de marché qui en a fait l'efficacité politique.

La thèse est originale et ambitieuse. Elle permet de proposer une explication à quelques paradoxes bien connus de l'Union européenne. Le fait particulièrement que les deux principaux postes budgétaires de l'Union soient la Politique agricole commune et les politiques structurelles, qui sont, pour dire le moins, des politiques fort peu libérales. Le fait, encore, que la création de ces fonds structurels ait été l'œuvre presque exclusive de la Commission européenne, cette même Commission qui, parallèlement, mettait en œuvre une politique de concurrence dont on critiquait alors l'extrême rigidité.

Pour étayer son argumentation, l'auteur s'appuie sur l'étude précise de quatre cas : la construction d'une zone financière unique, celle d'un marché intérieur de l'énergie, l'adoption d'une politique structurelle et l'élaboration d'une Union économique et monétaire. Pour chacun de ces exemples, qui font l'objet à chaque fois d'un chapitre propre, le marché sert d'outil de justification, d'argument rhétorique propre à faire émerger les conditions d'un consensus politique toujours difficile à obtenir. Jamais, de ce fait, il n'est chargé du même sens ni du même rôle.

Chacun de ces chapitres, parfois assez techniques, permet de suivre pas à pas l'élaboration de la décision, les hésitations, les volte-face parfois, qui ont accompagné le processus. La description de ce que l'auteur appelle la « saga de la libéralisation de l'électricité », par exemple, permet de montrer à merveille la très grande ambiguïté des acteurs de l'époque, à commencer par les Français, qui d'un côté ont semblé un moment s'opposer à la libéralisation tout en préparant leur industrie à en tirer les bénéfices. L'Union européenne, en jouant sur ces ambiguïtés, a réussi à convaincre progressivement un ensemble d'acteurs aux intérêts divergents que la construction d'un marché intérieur de l'électricité était effectivement souhaitable et qu'il était nécessaire d'introduire une concurrence là où elle n'existait pas. L'objectif de l'auteur n'est pas ici de se prononcer sur les vertus ou les défauts d'une telle libéralisation. Il est plutôt de montrer comment, en s'appuyant sur l'idée de marché (et en modifiant très profondément, et à plusieurs reprises, ses propositions) la Commission a pu faire adhérer des Etats aux politiques très différentes à un projet d'une incontestable ampleur économique et politique.

Dans le même sens, mais en donnant cette fois à la notion de marché un contenu tout à fait différent, c'est la Commission qui s'est chargée de convaincre les Etats d'abonder à des fonds chargés d'être dépensés dans le cadre de la politique structurelle. Le choix était ici doublement risqué, d'abord parce que ces fonds, en tant que

mécanisme de redistribution, n'ont rien de libéral, ensuite parce qu'ils supposaient une augmentation du budget global de l'Union dont les Etats étaient alors loin d'être convaincus. La justification était ici encore celle de la construction d'un marché, vu cette fois comme un espace commun au niveau de développement comparable. Aux tenants du laisser-faire, on faisait valoir que compenser les inégalités régionales de l'Europe à l'aide des fonds structurels, c'était améliorer la compétitivité des régions. Aux interventionnistes, on affirmait qu'il s'agissait là d'un embryon de politique sociale. Dans les deux cas, c'était bien le marché qui servait de pivot à l'argumentation, permettant d'obtenir l'adhésion des différents gouvernements européens, de droite comme de gauche.

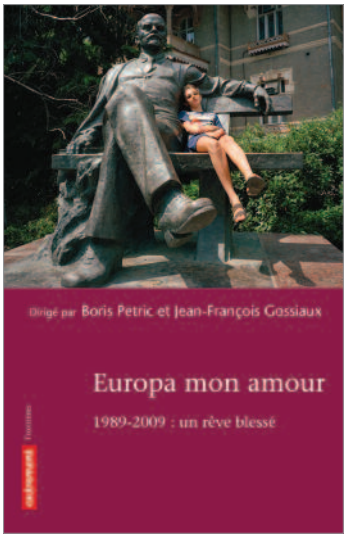
Construire l'Europe par le marché, dès lors, c'était aller de l'avant dans la construction européenne, c'était lancer des projets politiquement très ambitieux, en rassemblant autour de ceux-ci des Etats aux conceptions économiques et politiques fortement divergentes. Le résultat n'était pas garanti d'avance. Avec le recul, il faut saluer un incontestable succès, dont Nicolas Jabko permet de beaucoup mieux comprendre les ressorts.

Et maintenant ?

Il apparaît assez clairement que la stratégie du marché montre aujourd'hui ses limites. L'ambiguïté fondamentale du recours à la notion de marché, tout d'abord, ne pouvait perdurer infiniment. Des choix politiques essentiels doivent aujourd'hui être faits et assumés peut-être plus clairement qu'ils ne l'ont été jusqu'ici. Par ailleurs, le rejet assez massif dont fait l'objet le recours aux seuls arguments économiques, encore accentué par la crise, montre qu'il est aujourd'hui urgent de trouver d'autres leviers d'action. Ces leviers, institutionnellement, existent déjà. Depuis le traité de Maastricht, tout particulièrement, ont été élaborés de nouveaux instruments, visant précisément à faire sortir de son lit purement économique la construction européenne.

A cet égard, plus que l'Europe sociale, encore largement théorique, l'espace de liberté, sécurité, justice est peut-être l'un des candidats les plus prometteurs. Au sein de l'Europe, en effet, se bâtit progressivement un espace de justice au service du citoyen encore largement méconnu mais potentiellement de grande envergure. La promotion des libertés fondamentales, l'élaboration d'un statut du citoyen et de la famille européenne, l'émergence d'une nouvelle coopération pénale : tous ces nouveaux domaines, et bien d'autres encore, sont désormais explorés au sein de l'espace de liberté, sécurité, justice. Leur importance indéniable, leur proximité avec les préoccupations quotidiennes laissent penser qu'il s'agirait là d'un domaine d'action à la fois ambitieux et susceptible de réconcilier l'Europe avec ses citoyens.

Le levier existe donc bien. Il reste à trouver un nouveau Delors pour s'en emparer.



EUROPA MON AMOUR. 1989-2009
Un rêve blessé

BORIS PETRIC et **JEAN-FRANÇOIS GOSSIAUX**

EDITIONS AUTREMENT, SEPTEMBRE 2009

PAR JOËL LE DEROFF

novembre 2009

Soit une année de crise passablement déprimante. Soit une élection parlementaire européenne particulièrement ratée. Pour l'ensemble de la gauche et dans l'ensemble des pays européens, ce qui représente d'ailleurs une première en termes de convergence politique constatée dans l'ensemble de l'Union européenne.[1]

Voilà de surcroît qu'arrive le vingtième anniversaire du 9 novembre 1989, alors même que, soyons honnêtes, nous peinons à actualiser la carte de l'Europe inscrite dans notre cortex. Ne nous arrive-t-il pas encore d'opposer « nouveaux membres » et « anciens membres » de l'Union, voire « Est » et « Ouest », comme si la Grèce et la Finlande n'étaient pas à l'est de la République Tchèque et de la Slovénie, et comme si ces dernières n'avaient pas largement rattrapé le niveau de vie du Portugal ?

Il y a matière à repenser notre logiciel européen… Vite, un bol d'air !

Quinze universitaires, sociologues, anthropologues et ethnologues se retrouvent pour nous offrir quelques tranches de vie et de recherche, dans un ouvrage coordonné par Boris Petric et Jean-François Gossiaux, de l'EHESS. Difficile d'y voir un ouvrage à thèse, si ce n'est par le postulat que l'Europe peine à panser ses plaies et à penser son identité réunie. L'essentiel, ce sera plutôt un regard « qualitatif » vivant sur l'Europe d'aujourd'hui, un regard dirigé plus spécifiquement sur l'espace postcommuniste, mais révélateur de la recherche d'identité d'une Union dont tous les membres, sans bien s'en rendre compte, vivent en symbiose.

VOYAGE, VOYAGE…

L'auteur de cet article a eu le privilège de se plonger dans la lecture de cet ouvrage lors d'un passage à Varsovie. Et engage ses lecteurs à suivre ce petit livre, pour voyager à leur tour dans les pays voisins, en oubliant quelques instants les questionnements théoriques et généraux sur la « transition » d'après 1989, et se représenter certaines des questions très politiques, très matérielles, très spécifiques et surtout très diverses qui occupent la vie publique de la Bulgarie, de l'Allemagne, de la Serbie, de la Hongrie ou de la Pologne.

1. A l'exception notable mais isolée de la Grèce, où le parti socialiste PASOK, après une victoire aux élections législatives européennes de juin, vient de remporter un triomphe aux élections générales d'octobre 2009.

Ils découvriront beaucoup de questions de mémoire, beaucoup d'écriture(s ?) de l'histoire, beaucoup d'interrogations et de débats. Des débats rendus possibles, des débats devenus inévitables avec l'instauration de nouvelles démocraties aussitôt insérées dans un système libéral plein d'opportunités nouvelles, mais peu disposé à laisser les nouveaux venus inventer leur propre modèle de société. De la confrontation avec le passé proche au retour des souvenirs douloureux d'avant 1945, un travail a commencé qui n'amènera pas de réponse simple. Un travail qui concerne tout le continent.

Exemple insolite : la reconstruction du champ politique hongrois, entre un camp conservateur et un camp socialiste et libéral, mis en perspective à partir des « ré-enterrements politiques » successifs, dans un cycle entamé par la mise en scène d'une cérémonie nationale en l'honneur d'Imre Nagy et de ses compagnons de 1956.

... VERS DES PROBLÉMATIQUES BIEN FAMILIÈRES

Les lecteurs redécouvriront également des questions politiques dont la gestion appartient désormais à l'ensemble de l'Union européenne.

Soient des réfugiés demandant l'asile en Europe en abordant notre continent par la Roumanie, où ils ne sont pas toujours bien reçus : centres de rétention, aide administrative, juridique et linguistique laissant à désirer. Pas la peine de développer plus avant, un militant français bien informé aura compris que de Bucarest à Paris, les enjeux et les combats sont les mêmes.

Soient une subculture et une musique populaire tendanciellement vulgaires, apanages, en Bulgarie, de nouveaux riches aux fortunes subites et parfois douteuses, mettant en scène le pouvoir de l'argent. Voici un courant, dit *chalga*, qui s'inscrit dans un contexte postcommuniste spécifique, mais qui est trop bling-bling pour être étranger aux concitoyens de Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi.

Soient des travailleurs saisonniers à la recherche d'opportunités dans l'espace d'un vaste marché du travail largement unifié, complétant des salaires trop bas par une activité temporaire mieux rémunérée, à quelques centaines de kilomètres de leur domicile. Soient des entrepreneurs pris dans les contraintes de la mondialisation, soupesant la question des délocalisations, revivant *in fine* les mêmes questions, de la riche Vénétie à la Moldavie roumaine…

QUELQUES QUESTIONS POLITIQUES POUR NOTRE AVENIR

Les Européens, malgré leurs différences de sensibilité, malgré les déclinaisons nationales et locales des situations auxquelles ils doivent apporter des réponses, ont manifestement besoin de rechercher des solutions concertées. En dépit des insatisfactions, en dépit des rêves de prospérité parfois déçus, dix ans après 1989, une communauté de destin s'est créée au gré des échanges économiques et des mouvements de population. Tout le monde n'en a pas une claire conscience, mais c'est un fait.

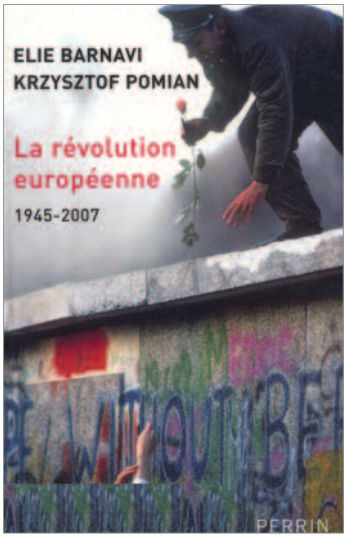
Il devient urgent de rendre cette communauté présente à elle-même, pour que les citoyens puissent penser leur lien à la décision politique à l'échelle de l'Union. C'est une exigence démocratique qui conditionne l'avenir de notre « rêve blessé ». Les interviews qui concluent l'ouvrage le soulignent.

Pour Elie Barnavi[2], notre Union a besoin d'une âme, d'un sentiment d'appartenance incarné dans des symboles, une pédagogie et un (des ?) projet(s) politique(s) conçu(s) et défendu(s) à sa

2. Auteur notamment, en 2008, de *L'Europe frigide. Essai sur un projet inachevé*, Bruxelles, André Versaille éditeur.

dimension. Marc Abélès, qui emploie, depuis le début des années 1990, son talent d'anthropologue à l'analyse du fonctionnement des institutions communautaires, le rejoint largement. Il propose une vision du vivre ensemble européen, fondée sur la conscience d'une « survivance » conditionnée par la recherche de solutions politiques et de protections sociales communes. Et en tire les conséquences : pouvoir et contre-pouvoirs doivent être pensés et identifiables à l'échelle européenne.

Et « Bruxelles », dans tout cela ? Si « Bruxelles » cessait d'être ce mot-symbole, lourd de sous-entendus parfois menaçants, ce mot-paravent placé par commodité et paresse entre les citoyens et les acteurs et procédures de décision politique ? Alors Bruxelles, tous guillemets ôtés, deviendrait ce qu'elle est déjà : une capitale avec ses administrations, ses représentations diplomatiques, ses groupes d'intérêt, ses rites et ses rendez-vous. Une capitale à dimension humaine, une ville où plusieurs sociétés se croisent, avec ses habitants belges et son caractère incroyablement et paisiblement cosmopolite. Une réalité saisie dans un bel article-instantané par Arnaud Appriou, haut fonctionnaire formé à l'anthropologie et à l'ethnologie.



LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE 1945-2007

ELIE BARNAVI et KRZYSZTOF POMIAN

EDITIONS PERRIN, FÉVRIER 2008

PAR JOËL LE DEROFF
octobre 2008

Décrivant la tendance à l'unification qui s'est peu à peu concrétisée depuis 1945, qu'a donc de révolutionnaire ce livre ? Certainement pas les faits qu'il relate, car il ne s'agit pas d'un travail de recherche historique de nature à apporter des révélations ou à mettre en lumière des événements mal connus. A tel point qu'un lecteur sévère pourrait juger n'avoir pas beaucoup appris en le refermant. Il se tromperait : le but des auteurs est autre.

« Il s'agissait, en allant à l'essentiel, d'insérer le processus de l'unification de l'Europe dans la logique historique globale qui l'a rendue possible ». Extraite de l'avant-propos, cette phrase peut résumer l'ambition d'un ouvrage écrit à quatre mains par Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France et directeur du Centre d'études internationales de l'Université de Tel-Aviv, également connu pour son engagement au sein du mouvement *La Paix Maintenant*, et de Krzysztof Pomian, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Université de Torun, en Pologne.

L'EUROPE, UNE ENTITÉ PARFOIS DIVISÉE MAIS TOUJOURS SINGULIÈRE

La révolution européenne est un livre à thèse : « assurément, l'Europe est une option idéologique. Qu'il soit clair d'emblée que c'est la nôtre ». Cette mise au point effectuée, et après une introduction qui évoque *Le monde d'hier*, la célèbre autobiographie de Stefan Zweig, les auteurs donnent corps à leur vision de ce qu'est l'Europe. C'est celle d'un ensemble géographique, mais aussi politique et culturel, doté d'une identité propre et spécifique qui le distingue du reste du monde, quelles que soient les divisions sanglantes qu'il a connues au cours du XX^{ème} siècle.

Or, en 1945, après les déchirements dus aux bellicismes et aux totalitarismes, si la puissance historique de l'Europe s'est annihilée, il se trouve que son identité singulière demeure. Les forces centripètes qui avaient germé dans l'entre-deux-guerres reprennent alors vigueur. Il ne s'agit pas d'une alternative aux nations existantes, comme le suggère la caricature malveillante des souverainistes d'hier et d'aujourd'hui. Bien au contraire.

Elie Barnavi et Krzysztof Pomian citent Raymond Aron fort à propos : « le choix n'est pas celui […] entre une Europe unifiée et la diversité des nations. Il est entre deux conceptions dont l'une est le totalitarisme, qui empêche de concilier, et l'autre le fédéralisme, qui permet de concilier l'existence de l'Europe […] avec la diversité des

nations ». Ces mots doivent être replacés dans le contexte de l'année 1946, mais leur sens reste à méditer : affirmer et construire une communauté de destin entre les peuples européens est en réalité le moyen de protéger leur diversité. Unie dans la diversité ? Dans les années 2000, la devise proposée pour l'Union européenne fait écho aux propos prononcés soixante ans auparavant.

Des guerres mondiales au traité de Lisbonne, du blocus de Berlin aux élargissements de l'Union en passant par un 1968 dont l'Ouest n'a pas eu l'exclusivité, les auteurs s'attachent à parcourir une fois de plus les événements qui ont marqué les décennies écoulées sur notre continent. Ils soulignent sans relâche combien l'unité européenne, objectif et réalisation politique, est aussi en partie une donnée préexistante, tant les références culturelles, artistiques, politiques et sociales sont partagées. Une illustration parmi d'autres : les intellectuels dissidents d'Europe centrale, du temps de la Guerre Froide, sont dépeints comme les plus européens des Européens de leur temps.

Au final, cette lecture est une occasion de réviser son histoire contemporaine de l'Europe de manière à accepter comme une évidence la phrase souvent entendue en 2004 : les élargissements sont des réunifications.

LE PARI DES AUTEURS : LA CONSTRUCTION D'UN RÉCIT HISTORIQUE EUROPÉEN

La portée révolutionnaire que veut se donner cet ouvrage ne réside pas, on l'a dit précédemment, dans les informations factuelles qu'il apporte. Pour mieux saisir l'enjeu historiographique et pédagogique, il est permis de se référer à une facette du concept de *récit historique* développé par Paul Ricœur. Selon celui-ci, une des caractéristiques de l'histoire est que sa compréhension est liée aux mécanismes cognitifs de la compréhension narrative. Ce lien n'est certes pas direct et univoque. En tout état de cause, il met en évidence l'importance de la manière dont on écrit – dont on raconte – l'histoire.

Or il est certain que jusqu'ici en Europe, on écrit principalement des histoires nationales. Ce sont des histoires nationales que l'on apprend de l'école primaire au lycée, et qui forgent le socle culturel des citoyens européens. Au cours des décennies, nous sommes passés d'une situation où cette histoire apprise contribuait à enraciner les rancœurs, de guerre en guerre, entre les peuples, à une vision relativement apaisée des choses, grâce à laquelle les écoliers apprennent aussi les bénéfices de la coopération internationale et de la construction européenne. Pourtant, ces évolutions heureuses restent inscrites dans la perspective de l'histoire de France, de l'histoire britannique, de l'histoire de la Pologne…

L'expérience et le pari d'Elie Barnavi et de Krzysztof Pomian sont de cet ordre : revisiter des événements connus pour les présenter sous la forme d'une histoire de l'Europe. C'est à cette aune que doit être apprécié le résultat auquel ils parviennent, et c'est bien là que se situe l'option idéologique revendiquée dans l'avant-propos. La construction de l'ouvrage va dans ce sens, qui met en miroir dans les mêmes chapitres les développements consacrés à l'Europe occidentale des premières Communautés européennes avec ceux qui retracent les temps marquants de la vie des démocraties populaires, sans oublier les interactions avec les grandes puissances mondiales ni la disparition des empires coloniaux. La lecture aisée témoigne du « plaisir pris à l'écrire » dont font état les auteurs.

L'enjeu est certainement de taille, et le projet européen gagnerait à favoriser de telles expériences. Savoir dire cette histoire de l'Europe est une des conditions pour que les citoyens, peu à peu, apprennent à donner plus de sens à l'entité politique qui s'est construite depuis les traités de Rome. Ce livre, qui pourrait être lu dans le cadre

du programme de classe de terminale, témoigne d'un travail digne d'inspirer les manuels d'histoire. L'expérience du manuel franco-allemand publié à partir de la rentrée 2006 par les éditeurs Nathan et Ernst Klett Verlag est un des trop rares exemples de l'effort fondamental à mener en ce domaine.

« Il nous reste à espérer que nous avons su en convaincre les lecteurs », s'interrogent les auteurs. Chacun jugera. Il est pourtant évident qu'ils posent une problématique historiographique qui est le pendant d'un enjeu politique souvent négligé : l'Union européenne a élaboré des institutions politiques qui sont une nouvelle forme, révolutionnaire à sa façon, de démocratie représentative à l'échelon supranational. Ses dirigeants, qui l'ont forgée, n'ont pas pour autant su construire, à ce jour, une culture politique dont ils auraient eux-mêmes besoin pour informer et tenir des discours capables d'organiser la médiation nécessaire entre les citoyens et le pouvoir normatif qui est celui des institutions communautaires. Pour que la politique européenne ne fasse pas seulement la norme, mais qu'elle fasse aussi sens pour le plus grand nombre.

L'EUROPE TRAGIQUE ET MAGNIFIQUE.
Les grands enjeux européens

JACQUES DELORS

Editions Saint-Simon, février 2007

PAR JOËL LE DEROFF

juillet 2007

Jacques Delors a la particularité d'être à la fois une des figures tutélaires de la gauche française et de la construction européenne. Mais s'il a été le ministre de l'Economie et des Finances des trois premières années de l'ère Mitterrand, il n'a pas, après ses mandats à la Commission européenne (janvier 1985-décembre 1994), effectué de retour à la politique nationale à la manière d'un Romano Prodi. Plus qu'un leader, il reste donc la référence pour la gauche pro-européenne.

S'attend-on à un récit à la première personne, sur le ton de l'autobiographie ? Il a écrit des Mémoires pour cela (Plon, 2004). Cet ouvrage-ci est celui d'un militant. Jacques Delors est d'abord, depuis son engagement dans le syndicalisme chrétien-social, un militant. Douze ans après avoir quitté le sommet des institutions communautaires, il l'est toujours. Pour les cinquante ans du traité de Rome, l'ouvrage qu'il nous livre est un recueil passionné de ses travaux et de ceux du think tank *Notre Europe*.

Ce livre est un écho à la conviction exprimée par le premier directeur du Collège de l'Europe de Bruges, Hendrik Brugmans : « l'Europe est un pays où les gens sont toujours en lutte les uns avec les autres. L'Europe est l'endroit où aucune certitude n'est reconnue comme vérité, sauf si elle est constamment redécouverte. » De l'analyse de l'acquis à la prospective, c'est, pour reprendre une expression utilisée par des amis, mais aussi par des adversaires politiques, le « logiciel Delors » qui s'offre à nous.

L'EUROPE, CINQUANTE ANS APRÈS : ANALYSE SANS CONCESSION, FIERTÉ DE L'ACQUIS

S'agissant de célébrer le cinquantième anniversaire du traité de Rome et de l'institution de la Communauté économique européenne, il semblait impossible d'échapper à un exercice de style devenu habituel. Les ingrédients sont connus. Il y a l'élan des pères fondateurs, la paix consolidée, la réunification du continent après la fin de la Guerre Froide. Le vote de 2005 l'a prouvé, ces considérations ne sont pas contestées, mais elles n'enthousiasment plus. Jacques Delors apporte la chair et la vitalité qui rendent une dynamique à la célébration de l'œuvre européenne.

Cela n'exclut pas l'analyse de ce qui ne s'est pas déroulé au mieux, au premier chef l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale. Manque de préparation, nous dit Delors, qui développe en

nous obligeant à sortir de notre ressenti d'Européens de l'Ouest. Le problème, dit-il, c'est que NOUS n'avons pas été intéressés par l'expérience qui a été celle de l'Est, NOUS ne nous sommes pas préparés à donner aux nouveaux membres ce qu'ils espéraient. Nous sommes co-responsables, s'il y a incompréhension. La France n'a-t-elle pas été bénéficiaire de l'ouverture des échanges avec la Pologne, avant même son entrée dans l'Union ? Qui a parlé du plombier polonais ?

Ce qui pourrait aller mieux, c'est aussi cette Union économique et monétaire qui devrait marcher sur deux jambes, politique monétaire et politique économique, mais qui boite à cause de l'atrophie de la seconde. C'est cette stratégie de Lisbonne, grand leitmotiv européen (voyez les documents issus du dernier congrès du PSE). Les méthodes qui devraient servir sa mise en œuvre, notamment la fameuse « méthode ouverte de coordination », n'ont pas fait leurs preuves.

Mais l'Union européenne que Jacques Delors rappelle à notre souvenir est d'abord celle de succès concrets. Le succès d'un modèle d'Etat de droit, d'un espace de droits fondé sur des valeurs et sur un acquis communautaire qui rapproche aujourd'hui les pays du continent. Un système dans lequel 27 pays décident et appliquent des règles uniques, et sont soumis à la jurisprudence d'une seule Cour de justice.

S'il faut tordre le cou à une légende tenace, l'Europe, c'est l'Europe sociale. Déjà. L'Union qui est la nôtre encourage la société civile organisée, elle promeut le dialogue social tripartite, elle donne des instruments aux partenaires sociaux. Jacques Delors fut le promoteur de ce processus dès son arrivée à la tête de la Commission. Il nous prévient : il ne s'agit pas d'une potion magique, les Etats restent responsables de leurs politiques sociales. Mais l'Europe sociale produit des normes sociales minimales, et pourrait en produire plus ; elle fournit le cadre d'accords collectifs entre syndicats et patronats. Elle peut et elle est cela, et beaucoup plus. L'auteur de cet article, travaillant dans la santé et la sécurité au travail, en sait quelque chose, puisque les directives dans ce domaine ont harmonisé les normes en vigueur, et largement par le haut.

LE « LOGICIEL DELORS », LA DÉFENSE DU MODÈLE INSTITUTIONNEL COMMUNAUTAIRE

L'Union et la Communauté ont des institutions dont le modèle remonte à 1950 et au traité CECA. Jacques Delors est un défenseur inconditionnel de leur équilibre, avec cette nuance qu'il réfléchit aux réformes à apporter. Tout doit se faire, selon lui, en consolidant le triangle Conseil-Commission-Parlement : « c'est un modèle qui garantit le respect de la loi, la responsabilité démocratique et l'efficacité de l'action ».

Ce préalable posé, il insiste sur le besoin de décharger le Conseil européen (chefs d'Etat et de gouvernement) pour qu'il puisse se concentrer sur les tâches de direction, doté d'un président au mandat dépassant six mois. Le Conseil des ministres doit disposer d'une formation permettant à des ministres chargés spécifiquement des affaires européennes, se réunissant toutes les semaines, d'assurer la gouvernance. Quant au « gouvernement économique », c'est un slogan, mais il s'agit de donner aux politiques économiques de la zone euro une vraie cohérence, qui fasse pendant à la Banque centrale européenne (BCE). Impossible et dangereux, en revanche, de remettre en cause son indépendance.

Ces missions sont en tous les cas à mener sous le regard plus averti de l'opinion et d'un Parlement européen dont le renforcement doit se poursuivre. Jacques Delors se fait aussi l'avocat d'une personnalisation de la démocratie européenne, en améliorant la désignation du président de la Commission par le Parlement, et la responsabilité

politique de la première. Des éléments qui auraient été renforcés par le Traité constitutionnel. Pour autant, Delors ne plaide pas pour que les partis européens reproduisent les clivages et les affrontements bipolaires nationaux.

Un avis d'expert nous est donné sur la notion « d'avant-garde ». Celle-ci a été mal comprise. Delors ne renie pas pour autant l'idée selon laquelle l'élargissement doit s'accompagner de la possibilité pour certains pays, dans le respect de la méthode communautaire, d'entreprendre la mise en commun de certaines politiques avant les autres Etats membres, à condition que tous puissent rejoindre les précurseurs dès qu'ils le peuvent et dès qu'ils le veulent.

Synthétisant sa vision institutionnelle, la formule delorienne de fédération d'Etats-nations est connue. « Ce que je retiens de la méthode fédérale, c'est qu'elle permet de savoir qui fait quoi, et donc aux citoyens de sanctionner ce qui leur paraît non conforme au mandat qu'ils ont donné à leurs dirigeants […] Et ce que je retiens de l'histoire, c'est que les Etats-nations doivent demeurer ». En quelques lignes, la définition du principe de subsidiarité qui a tant intrigué les Français !

L'EUROPE À LA RECHERCHE D'UNE VISION

Si l'Europe de 2007 est en crise, les causes n'en sont pas qu'institutionnelles. Jacques Delors regrette certes le Traité constitutionnel, mais il souligne le rôle d'autres facteurs, et pour commencer l'absence de vision des responsables politiques européens, leur incapacité à proposer et confronter des projets ou à passer des compromis gagnants.

Le projet européen, se plaît-il à dire, repose sur le développement concomitant de trois dimensions politiques qui sont aussi des valeurs : « la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit ».

Le premier tort de nos dirigeants est d'accorder du crédit à la notion de juste retour. Le reproche s'adresse principalement aux gouvernements, y compris français, qui ont réussi à limiter le cadre des perspectives financières du budget européen. La solidarité européenne, faut-il le rappeler, n'est pas un jeu à somme nulle ! Les dépenses réalisées dans les pays les moins riches favorisent leur développement en tant que partenaires, et en fin de compte profitent à tous. Les résultats des précédents élargissements l'ont montré.

Autre erreur de certains leaders : la recherche de frontières définitives. Jacques Delors refuse d'exclure *a priori l*a Turquie, puisque c'est ce pays qui fait le plus débat. Sa position est plus générale et découle d'une réflexion sur notre identité et l'appartenance à l'Europe. La citation s'impose : « en continuant de supposer qu'une identité européenne préalable est inscrite dans l'histoire, et que cette tendance permet de construire l'Europe politique sans avoir à réfléchir à son contenu […], nous nous préparons des lendemains difficiles. […] Il faut inverser les termes […] La construction d'une identité doit donc être le préalable, et non pas le présupposé, de tout projet européen. »

La question est : que voulons-nous faire ensemble ? Il faut à la grande Europe à vingt-sept ou trente des objectifs réalistes. Ce qui ne veut pas dire modestes. Premièrement, la paix et la compréhension dans toute l'Europe (dans les Balkans, aux marges de la Russie). Deuxièmement, l'Europe doit inventer et consolider une politique de développement solidaire et soutenable, tenant compte de l'environnement, des principes de libre circulation, de la cohésion économique et sociale, de minima sociaux, du dialogue social. Troisièmement, nous devons promouvoir la diversité de nos cultures comme une richesse. C'est à ce prix que le « Gulliver enchaîné », puissance à faible volonté, saura trouver son rôle. Les Européens doivent identifier les questions internationales que l'Europe peut traiter, se donner prudemment les institutions

et les experts qui pourront les gérer. Nous en partageons déjà les valeurs : multipolarité, aversion pour la force, foi dans le droit international.

Il appartient « à l'Europe de montrer que les exigences de rentabilité économique peuvent être conciliées avec la prise en compte de l'avenir ». Faut-il oser le parallèle avec la question de Ségolène Royal, le 11 février dernier, à Villepinte : « Avons-nous quelque chose à dire encore au monde ? » ?

LE « LOGICIEL DELORS », UNE CONCEPTION DU MILITANTISME

Le discours de la méthode de Jacques Delors n'est pas réductible à l'analyse des institutions, c'est ce qui le distingue du technocrate. *L'Europe tragique et magnifique* est révélateur des modalités d'engagement de l'auteur après son départ de la Commission Européenne. Ce livre est le produit d'un militantisme collectif, incarné dans ce cas par *Notre Europe*, un think tank consacré à la recherche, à la production et à la diffusion de prises de position sur toutes les questions d'intérêt général européen. Après Delors, *Notre Europe* a été présidée par Pascal Lamy, commissaire européen (1999-2004) et Tommaso Padoa-Schioppa, éminent économiste aujourd'hui ministre de Romano Prodi.

Le message de Jacques Delors est celui d'un homme de gauche. Ses appels les plus directs au combat politique sont ceux lancés lors de la campagne référendaire de 2005. Ils s'agissait, bien sûr, de la défense du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, lequel, inutile d'y revenir, comportait autant de proclamations sociales que de principes libéraux, était révisable dans les mêmes conditions que les textes en vigueur, apportait des droits supplémentaires et des instruments nouveaux, par exemple pour la défense des services publics. Pour le reste, le maintien des règles de concurrence est le socle juridique de la lutte contre les dérives monopolistiques, faut-il le rappeler ? Ces arguments sont connus, leur conclusion est logique. Le référendum du 29 mai 2005 était une nouvelle occasion pour les souverainistes de faire entendre leur voix légitime.

Pour qui veut améliorer l'Europe, il faut se battre de l'intérieur. C'est sur ce point que le lecteur trouvera une analyse originale, malheureusement peu appliquée par les tenants du « non » comme par ceux du « oui » : « La démocratie c'est la lutte ! Pourquoi la gauche serait-elle battue d'avance ? ». Conclusion : « Battons-nous !» L'Europe, nous la voyons par le prisme de l'idéal souhaité, quand il y aura une Constitution, quand nous aurons un Traité social. Mais l'Europe, n'est-ce pas, surtout, une réalité déjà présente ? N'est-ce pas l'évidence que les traités actuels, Constitution ou pas, nous donnent des droits, et que c'est à nous de les faire valoir ? Où sont les programmes et les débats construits autour des compétences législatives qui sont aujourd'hui celles de l'Union, dans le cadre desquelles nos élus européens et nos gouvernements sont législateurs ?

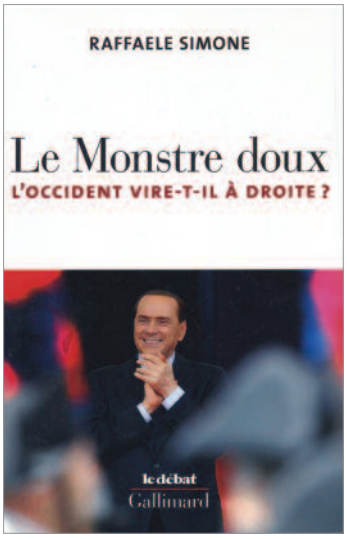
Les miracles, nous dit Jacques Delors, font partie de l'histoire de la construction européenne. Le miracle qui vit l'échec de la Communauté européenne de défense dépassé par le traité de Rome, le Conseil européen de Fontainebleau qui propulsa la Communauté vers l'Acte unique, Maastricht, qui, malgré la confusion née de la chute du Mur de Berlin, traça le chemin de la monnaie unique. Pour que de nouveau, le projet commun puisse renaître de la crise, il faut expliquer, écouter, informer sans cesse, comme cela a été trop souvent oublié.

Vite, car « les Européens sont sommés par l'histoire de choisir entre le déclin peut-être doré et la survie, comme ensemble politique fier de ses traditions et de ses cultures, mais aussi fier d'une puissance à bâtir ».

NOUVEAU SIÈCLE
NOUVELLE CIVILISATION ?

- III -

Un siècle idéologique (valeurs et idées) ?



LE MONSTRE DOUX
L'Occident vire-t-il à droite ?

RAFFAELE SIMONE

Editions Gallimard, septembre 2010

PAR JOËL LE DEROFF

février 2011

Pour les lecteurs des interviews accordées par Raffaele Simone en France à la rentrée 2009[1], l'achat de cet essai a certainement paru impératif. Venu d'un pays précédant régulièrement le reste de l'Europe dans les cataclysmes politiques, et tout aussi régulièrement suivi par ses voisins, cet essai, selon *Le Monde*, « aide à comprendre » « l'effondrement de la gauche européenne, alors que le continent souffre des contrecoups de la crise financière née des excès du libéralisme ».

Dans une critique publiée par l'OURS à la fin de l'année dernière[2], Alain Bergounioux remarquait que *Le Monstre doux* ne propose pas pour autant de solution innovante à la situation des forces progressistes européennes. Il reconnaissait dans le même temps que certaines des analyses de l'auteur, un linguiste, ont une valeur explicative originale, trop peu exploitée par les responsables politiques et les chercheurs français. Il reste que l'essai pèche par nombre d'inexactitudes et par des raccourcis imprudents.

DÉCHIFFRAGE D'UN PHÉNOMÈNE POLITIQUE PAR UN LINGUISTE

L'intuition la plus saisissante de Raffaele Simone est d'avoir emprunté à une prophétie de Tocqueville la description de ce « monstre doux » qui peu à peu s'impose aux peuples et aux institutions occidentales, sans en modifier la forme, mais en créant de fait une nouvelle forme de régime politique.

Voici donc que le *Zeitgeist* (l'esprit du temps) répandrait partout un nouveau despotisme culturel de masse, adapté aux démocraties, avilissant les hommes mais sans les tourmenter : « je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux […] est comme étranger à la destinée de tous les autres ». Derrière ces hommes, « s'élève un pouvoir immense et tutélaire » qui « ne cherche […] qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance » et « rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre ».

La description d'une société contemporaine dominée par des valeurs de consommation, de

1. *Cf.* notamment Raffaele Simone, « Pourquoi l'Europe s'enracine à droite », *Le Monde Magazine*, 12 septembre 2010 : http://www.lemonde.fr/politique/article/2010/09/12/pourquoi-l-europe-s-enracine-a-droite_1409667_823448.html

2. *Cf.* Alain Bergounioux, « Un boulevard pour la droite ? », *L'OURS, Mensuel socialiste de critique littéraire culturelle artistique*, n°402, novembre 2010.

divertissement et de jeunisme est éclairante. Elle renforce le paradigme de Raffaele Simone, selon lequel les droites modernes, de Silvio Berlusconi à Nicolas Sarkozy, sont à la fois le moteur et l'émanation de ce « monstre doux » qui prospère dans tout l'Occident.

En posant la question de la « naturalité » de la droite et de « l'artificialité » de la gauche, Raffaele Simone met aussi le doigt sur la différence constitutive des deux pôles de la vie politique. Cette différence conditionne leur capacité respective à détenir l'initiative politique et sociale dans un moment historique dominé par une version nouvelle d'« ultracapitalisme » financier et mondialisé.

Si les droites, toujours conservatrices, ont pour seul moteur la mise en œuvre nationale de politiques de communication modernes visant à légitimer l'ordre socio-économique, alors leur tâche est certainement plus facile que celle des gauches, la raison d'être de ces dernières restant d'élaborer et de faire partager des projets de transformation sociale à long terme, basés sur des principes abstraits tels que l'émancipation et la justice sociale. L'auteur aurait dû ajouter que, dans un ordre socio-économique de plus en plus mondialisé, le fait que le débat démocratique reste essentiellement limité au niveau national n'handicape pas la droite, mais stérilise les efforts de la gauche.

Son explication de l'inadaptation actuelle de la gauche contient en reflet des éléments pertinents, notamment quand il étudie la décomposition progressive de sa base électorale et sociale : classe ouvrière en voie de déstructuration, jeunesse politiquement moins engagée, classe moyenne et moyenne bourgeoisie aux intérêts divergents.

En revanche, il est permis de trouver Raffaele Simone trop sévère quand il liste le « catalogue » des grands objectifs historiques de la gauche, en y distinguant généralement des échecs inexcusables. Sécurité sociale, éducation universelle, protection des travailleurs, droits civils, développement de la culture et de la science, progrès d'une mentalité rationnelle et laïque du monde, lutte contre la pauvreté, égalité hommes-femmes, redistribution des richesses, respect de l'environnement sont manifestement des combats qui ont vocation à se renouveler sans cesse. L'erreur de la gauche au XX^{ème} siècle, contrairement à ce que suggère Raffaele Simone, n'est peut-être pas tant d'avoir échoué sur toutes ces questions que d'avoir cru et laissé croire, à un moment donné de l'histoire, qu'elles pourraient être réglées définitivement par l'accomplissement d'une sorte de fin de l'histoire.

TROP DE CLICHÉS, TROP DE RACCOURCIS : UN LIVRE À NE PAS LIRE ?

Au-delà de ces constats intéressants et de ces tentatives d'explication originales, *Le Monstre doux* contient un certain nombre d'éléments qui rendent difficile de lui accorder un statut d'essai de référence.

Tout d'abord, malgré l'intérêt des interviews accordées par l'auteur aux médias français, il semble que la prétention à appliquer son analyse à l'ensemble de l'Occident (ce qui est pourtant son ambition), voire seulement à l'Europe occidentale, est dans une certaine mesure le fruit d'un malentendu. C'est le cas quand Raffaele Simone détaille les erreurs commises par les gauches. De très longs développements sont dévolus à leur compromission avec les régimes communistes dictatoriaux. Or, si les dirigeants du centre-gauche italien comptent des héritiers directs du Parti communiste italien, dans tous les autres pays d'Europe occidentale les grands partis de gauche sont les héritiers des socialistes qui ont refusé d'adhérer au léninisme puis au stalinisme. A la suite de la Seconde Guerre mondiale, ces partis, y compris en France, ont fait le choix de l'atlantisme, même s'ils le revendiquent avec plus ou moins de fierté.

De manière similaire, les développements sur le « buonisme » correspondent à des critiques bien réelles en Italie, qui portent à la fois sur la communication et le programme des dirigeants de l'actuel Parti démocrate (PD). Or ces débats n'ont pas eu lieu dans les mêmes termes dans d'autres pays. Quant à l'accusation de laxisme que Raffaele Simone relaie, par exemple sur les questions de lutte contre la délinquance, elle s'avère plus proche des stéréotypes véhiculés par la droite que d'une quelconque réalité, et ce même sans rappeler les expériences les plus sécuritaires menées par des gouvernements comme celui de Tony Blair en Grande-Bretagne – qui n'est pas une exception.

Par ailleurs, Raffaele Simone, sans doute à cause de raccourcis mal articulés, frôle parfois le dérapage. Pour souligner la disparition du sentiment de honte causé par l'étalage des corps jeunes dans les médias, il va jusqu'à dire que les pays où règne le fondamentalisme religieux ont « au moins le mérite de nous rappeler le sens de la honte et d'en restaurer l'importance primordiale ». Dans ce passage, Raffaele Simone, qui enseigne pourtant à Rome, commet la faute de ramener le fondamentalisme religieux au seul islamisme. Et même s'il serait grotesque de l'accuser de prendre l'Iran pour modèle, il serait bon de lui rappeler que, indépendamment de la stérilité des exhibitions de *Loft Story*, il reste, au cœur de l'Occident, bien des femmes et des hommes acculés à la honte par la force de traditions rétrogrades et par les pesanteurs sociales que véhiculent toutes les communautés. Des femmes et des hommes discriminés en permanence, et dont certains se suicident pour échapper à l'impasse.

Enfin, Raffaele Simone fonde une partie de ses développements sur des faits sociologiques non démontrés. Parlant du phénomène de la vidéosurveillance, il s'alarme à juste titre. Il est cependant acrobatique d'en déduire comme il le fait que la notion d'intimité est en voie de disparition dans nos sociétés. C'est faire fi d'une réalité : de plus en plus, la majorité des Européens disposent d'un logement conçu pour des ménages de très petite taille. Ce qui contraste avec un passé pas si lointain, où plusieurs générations, souvent nombreuses, s'agglutinaient dans des logements de dimension insuffisante.

In fine, en refermant l'essai, on se dit que les interviews étaient bien suffisantes...

LA NOUVELLE IDÉOLOGIE FRANÇAISE

BÉATRICE DURAND

EDITIONS STOCK, SEPTEMBRE 2010

PAR PHILIPPE TURPIN

février 2011

Pourquoi, dans une société pluraliste et démocratique comme la nôtre, le débat public s'est-il focalisé de façon récurrente et avec autant d'intensité sur la question des signes religieux ? Et cela, pour aboutir, comme on sait, au vote de la loi du 15 mars 2004 interdisant le port de signes religieux ostensibles à l'école, et plus récemment à une loi interdisant la *burqa* dans les lieux publics. Dans *La nouvelle idéologie républicaine*, Béatrice Durand ne se contente pas de discuter le bien-fondé de ces interdictions. Si elle déplore l'inflexion autoritaire donnée par ces lois à un régime de laïcité jusque-là libéral, elle cherche surtout à en restituer le sens dans un contexte politique tendu où la laïcité, identifiée à la défense des valeurs de la République, est présentée comme le fondement du vivre-ensemble opposé au risque de repli communautaire, lui-même implicitement associé à l'islam. Parce qu'elle reste prisonnière des modèles élaborés par la France républicaine du XIX^{ème} siècle, l'idéologie républicaine (française) aurait ainsi fait preuve de son incapacité à « proposer une réaction raisonnable à la diversité culturelle de fait de notre société ».

Dans ce contexte, fait-elle remarquer, l'échec du républicanisme comme courant politique distinct, en l'occurrence la marginalisation du Mouvement des citoyens et de son leader après l'élection de 2002, ne signifie en rien le rejet des valeurs républicaines par les Français. Il coïncide bien au contraire avec leur réappropriation par toutes les forces politiques, les intellectuels et les électeurs. Elles seraient ainsi devenues « notre sens commun politique » (p. 13) ou, mieux, « l'épine dorsale de notre 'identité nationale' » (p. 10). Et il va de soi qu'avec le repositionnement stratégique du Front national sur les thèmes de la laïcité et de la République, il devient urgent pour tous ceux qui se croient sincèrement républicains de donner un sens plus pur aux mots de la tribu…

Que recouvre au juste cette identification unanime à la République et à sa tradition ? La réponse, pour le moins tranchée, est donnée dès l'introduction : « Ce discours est la forme que prend l'aveuglement de la société (française) sur elle-même : il lui fournit une lecture du présent et du passé totalement déformée ; il inspire des réflexes d'exclusion antidémocratiques, des décisions politiques déraisonnables et inefficaces ; il est bien souvent un chauvinisme qui s'ignore » (p. 13). Pour être plus précis : « C'est la présence de l'islam en France qui a déclenché la renaissance du républicanisme, la réémergence de la question de la laïcité et l'accusation de communautarisme » (p. 149).

Laïcité, signes religieux, espace public (chapitre 1), modèle français d'intégration (chapitre 2), opposition de la nation civique, ouverte sur l'universel, à la nation ethnique, du droit du sol au droit du sang (chapitre 3), opposition du vivre ensemble au repli communautaire (chapitres 4 et 5), sanctuarisation de l'école (chapitre 7), éducation civique (chapitre 7), égalité confondue avec mixité, etc. : l'essai de Béatrice Durand se présente comme un « inventaire critique des poncifs néorépublicains » par une républicaine convaincue, mais qui s'avoue exaspérée par ce que les républicains actuels auraient fait de cet idéal. Sont particulièrement visés les essayistes, journalistes et hommes politiques qui seraient les principaux relais de ce discours dans l'opinion publique, la palme revenant à Régis Debray et à Jean-Pierre Chevènement. Alain-Gérard Slama, Pierre-André Taguieff, enfin Elisabeth Badinter et Alain Renaut y sont cités pour leur contribution au *Guide républicain* distribué en 2006 par l'Education nationale, qui restera comme le *Manuel* de notre moment républicain.

Le ton péremptoire de l'essai et la posture moralisatrice qui l'accompagne ne manqueront pas d'agacer, ainsi que la partialité, en particulier dans le choix et le commentaire des textes cités. Sur certains points, la démonstration est affaiblie par des approximations et des omissions. De même, le lecteur pourra juger factice cette reconstitution d'une idéologie (néo)républicaine (« un ensemble diffus de valeurs et d'éléments de discours », p. 12) dont on s'acharne à montrer l'incohérence. Il n'en reste pas moins une excellente contribution au débat politique actuel, en particulier pour l'effort de clarification conceptuelle des notions de « sphère publique » et de « communautarisme ». Le tout dans un style limpide et élégant.

Dans le premier chapitre, intitulé « Voiles, vêtements, signe et sens », Béatrice Durand se propose de réexaminer les divers arguments avancés pour interdire le foulard et la *burqa*. S'en tenant à une interprétation libérale du principe de laïcité (une « laïcité bien comprise »), elle soutient que la République a outrepassé ses droits : « La loi du 15 mars 2004 est en contradiction avec un principe fondamental à valeur constitutionnel, la libre expression des convictions de tous ordres » (p. 50). Mais, vue de l'étranger – c'est-à-dire de Berlin, où elle vit depuis 1990 –, la chose remarquable dans l'affaire des foulards est l'importance prise en France par la question des signes et de leur visibilité. D'où une première interrogation : est-il « contraire à la laïcité que des individus produisent dans l'espace public des signes par lesquels ils manifestent une différence ou appartenance à un groupe » (p. 21) ? Autrement dit, comment faut-il comprendre la privatisation des convictions et pratiques religieuses ? Le propre de la culture politique française serait d'avoir interprété cette privatisation non seulement comme la garantie d'une liberté de choix mais aussi comme une obligation de discrétion, inventant ainsi « un régime acceptable de visibilité des différences », dont il faut chercher l'origine dans les modalités conflictuelles de la séparation de 1905, dans un « habitus bourgeois » et surtout dans une « définition implicite du partage privé / public qui repose sur une confusion » entre ce qui relève de l'Etat et ce qui relève de la vie commune (l'espace public au sens où tout le monde y a accès). On lira avec intérêt la critique de l'article « Distinction du privé et du public » écrit par Elisabeth Badinter pour le *Guide républicain*. Enfin la seconde question que pose cette affaire est celle de savoir dans quelle mesure le législateur peut préjuger du sens de ces signes et choix vestimentaires : soumission à l'ordre patriarcal, intégrisme religieux ? En somme, se demande très justement Béatrice Durand, « qui décide du sens des signes dans une communauté ? ».

L'adoption des lois de 2004 et 2010 marquerait ainsi une régression de la société française d'un régime de stricte laïcité, qui reconnaît pleinement l'égalité des droits, à un régime de tolérance qui confine dans un statut inférieur une minorité musulmane soupçonnée de déloyauté à l'égard de

la communauté nationale.[1] Parce qu'elle conforte « une conception exclusive des appartenances et des identités », dans laquelle les liens communautaires infra-nationaux sont forcément subis et concurrents du lien civique, « la vulgate républicaine se révèle incapable de comprendre ce qui s'exprime dans les manifestations publiques d'allégeance à un groupe : une demande de reconnaissance – et pas la demande d'un statut particulier » (p. 144). Ces réflexions trouvent leur prolongement dans le chapitre 4, consacré au « repli communautaire » et surtout au chapitre 5, qui lève l'équivoque du terme « communautarisme » (entretenue par l'article d'Alain Renaut dans le *Guide républicain*) et va jusqu'à pointer ironiquement la proximité entre nationaux-républicains français et communautariens américains (Walzer, Sandel, Taylor).

L'ensemble appelle quelques réserves. L'argumentation du chapitre 1 est discutable pour plusieurs raisons. Le rapport de la commission Stasi du 11 décembre 2003 n'est même pas cité, alors qu'il est repris dans le *Guide républicain* de 2006. Or la question du sens des signes pour les uns (celles qui portent le voile) et pour les autres (celles qui ne le portent pas) y est clairement posée. Le traitement conjoint des lois de 2004 et de 2010 permet de ne pas prendre en considération les arguments les plus solides en faveur de la loi de 2004 : irréductibilité de l'école à tout autre espace public, pressions exercées sur des jeunes filles mineures pour les contraindre à porter un signe religieux. Enfin l'explicitation de la distinction public/privé aurait pu être l'occasion de rappeler l'existence d'établissements privés d'enseignement qui, selon les termes de la Loi Debré, sont associés à l'Etat pour assurer un service public. La reconnaissance de la liberté d'enseignement (confessionnel et laïque) est ainsi un élément essentiel de notre régime libéral de laïcité.

En outre, l'ouvrage souffre de simplifications, en particulier par l'accent mis sur l'incapacité de la culture républicaine à voir dans la diversité autre chose qu'une menace pour l'intérêt général. Ce qui revient à opposer de façon sommaire à la doxa républicaine une vulgate tocquevillienne dont Pierre Rosanvallon a montré l'inexactitude. *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*[2] retrace ainsi les étapes de la recomposition libérale du jacobinisme par les républicains, avec les lois de 1884 sur les syndicats et de 1901 sur les associations. L'auteur passe sous silence un progrès notable dans cette histoire : la création du Conseil français du culte musulman en 2002.[3]

Le plaidoyer pour la diversité et sa libre expression trouve sa limite dans une élaboration insuffisante de la notion de différence, notamment dans le chapitre 2, « Un modèle républicain d'intégration », qui montre comment l'intégration suppose toujours de l'assimilation. Une réfutation des nationaux-républicains sur ce terrain doit nécessairement passer par une discussion des thèses développées par Emmanuel Todd dans *Le destin des immigrés*[4] et reprises par Jean-Pierre Chevènement.[5] Enfin quand Béatrice Durand écrit que « le communautarisme n'existe pas au sens

1. Pour bien saisir cette distinction entre laïcité et tolérance, il est utile de lire la discussion du 22 août 1789 sur la liberté des opinions religieuses : Mirabeau : « Je ne viens pas prêcher la tolérance. La liberté la plus illimitée de religion est à mes yeux un droit si sacré, que le mot tolérance, qui essaye de l'exprimer, me paraît en quelque sorte tyrannique lui-même, puisque l'existence de l'autorité, qui a le pouvoir de tolérer, attente à la liberté de penser, par cela même qu'elle tolère, et qu'ainsi elle pourrait ne pas tolérer » (*Ils ont pensé les droits de l'homme, Textes et débats (1789-1793)*, Ligue des droits de l'homme - EDI, p. 88). Pour une articulation rigoureuse de ces questions, on lira l'ouvrage remarquable de Jean-Claude Monod, *Sécularisation et laïcité*, (PUF, 2007) en particulier la dernière partie : « La laïcité : reconstruction des principes, tensions historiques ». C'est nous qui introduisons cette distinction entre laïcité et tolérance.

2. Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Seuil, 2006.

3. Jean-Pierre Chevènement y a contribué en tant que ministre de l'Intérieur et des Cultes de 1997 à 2000. *Cf.* le récit qu'il en fait dans *Défis républicains* (Fayard, 2004), chapitre 15, L'unité de la république au défi, L'islam et la République (pp. 388-400), La montée des communautarismes (pp. 403-414).

4. *Le destin des immigrés*, Seuil, 1994, en particulier les pages d'introduction et de conclusion.

5. *Défis républicains, op.cit.*, pp. 289-290.

d'un phénomène sociologique observable et mesurable qui affecterait la société française depuis quinze ans qu'on en parle » (p. 155), on cherche en vain les données sociologiques qui justifieraient une telle affirmation. C'est dire que le malentendu autour de ce terme n'est pas entièrement dissipé par la définition très restrictive qu'elle en donne : « Y a-t-il en France, au sein de la société nationale, un groupe qui demanderait en tant que tel des droits politiques ou civils particuliers pour ses membres, remettant ainsi en cause un Etat de droit fondé sur le caractère individuel des droits de la personne et du citoyen ? » (p. 133). Qu'on lise par exemple l'étude récente de Christophe Guilluy sur la complexité des phénomènes de séparatisme social et culturel.[6]

Enfin les réflexions d'un philosophe comme Walzer[7], pour précieuses qu'elles soient, constituent un cadre théorique trop général pour saisir les enjeux d'une participation de l'islam de France à la société française. L'ironie de l'histoire veut qu'une des réponses les plus élaborées à cette question se trouve dans un rapport commandé en 1985 par Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Education nationale, au grand arabisant Jacques Berque, intitulé *L'immigration à l'école de la République*[8]. Prenant acte du fait que l'immigration maghrébine transforme les conditions dans lesquelles la France doit penser son identité collective, Jacques Berque insiste sur la nécessité de traduire politiquement et dans l'action publique cette mutation inéluctable, en bâtissant dès l'école « une structure de réciprocité », une « solidarisation des présences culturelles ». Dans un article de 1997 intitulé « Berque, l'école, l'immigration : rencontre inopinée »[9], Françoise Lorcerie est revenue en détail sur les préconisations de ce rapport, concernant l'enseignement de l'arabe, le travail sur les stéréotypes, une pédagogie adaptée, et sur les raisons pour lesquelles elles n'ont pas eu de prolongement institutionnel dans le dispositif ZEP : « Si le rapport Berque s'est peu inscrit dans l'action publique, c'est donc certainement en raison des priorités de légitimation républicaine du ministre mandataire » (p. 188).

« Traiter les enfants de l'immigration en contributants potentiels à notre identité culturelle, ce n'est ni les y fondre, ni les en dissocier en les bloquant sur leurs traits distinctifs. Les assumer, ce n'est faire éclater ni l'école, ni la culture française. C'est adopter un radicalisme à l'échelle des transformations du monde présent ».[10] « De la façon dont, par la coutume scolaire comme en bien d'autres domaines, nous traduirons en nous ces présences, et construirons ainsi la nôtre dans l'ensemble islamo-méditerranéen, dépend une part de notre avenir ».[11]

6. Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Bourin, 2010.

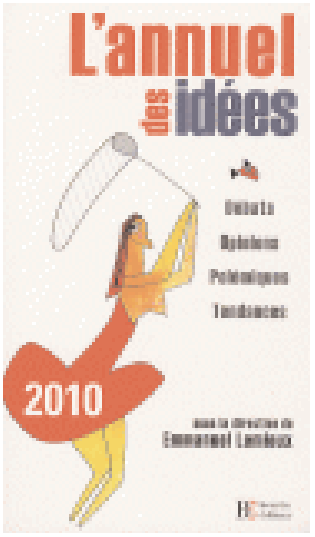
7. *Cf.* en priorité l'article « Individu et communauté », publié dans l'ouvrage collectif *Un siècle de philosophie*, Folio essais, 2000, pp. 409-436.

8. La Documentation française ; également : « De nouveaux minoritaires dans la cité européenne », Strasbourg, Conseil de l'Europe.

9. *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1997, vol. 83, pp. 171-194 (disponible sur persee.fr) (p. 188). Du même auteur : « La loi sur le voile : une entreprise politique », *Droit et société* (68), pp. 53-74.

10. Jacques Berque, *op. cit.*, 1985, p. 50.

11. *Ibid.*, p. 50.



L'ANNUEL DES IDÉES 2010

Collectif, sous la direction D'**EMMANUEL LEMIEUX**

Bourin Editions, 2010

PAR THIERRY GERMAIN

juin 2010

Quoi de plus réjouissant qu'un ouvrage consacré aux idées et qui entame ses 461 pages d'analyses, portraits et débats par une petite leçon sur la sérendipité, soit « l'art de faire des trouvailles ». Surtout lorsque ce barbarisme désigne précisément « la faculté de trouver ce que l'on ne cherchait pas et que l'on surmonte ». Appliqué à un homme politique français dont la récente prestation télévisée de médecin malgré lui a eu récemment un certain succès, ce serait trouver la porte du 55 Faubourg Saint-Honoré en partant faire une course sur *Virginia Avenue*.

Autre concept tonique utilisé pour ouvrir cette annuel 2010, l'abduction, ou l'art d'élaborer des hypothèses à partir de fait étonnants. Rien moins qu'une salutaire incitation à pratiquer une « désobéissance productive » dans le domaine des idées, incitation que les auteurs illustrent *in petto* en multipliant les angles neufs, les portraits décalés et les concepts iconoclastes. Un « festival d'intelligence » donc, et un opuscule qu'il sera plus profitable à l'honnête homme de dégainer que de dédaigner.

L'exercice est ambitieux : « présenter les analyses, débats, opinions et tendances ayant eu le plus d'impact sur nos sociétés en 2009 ». Vous surprendrais-je en affirmant que cet objectif n'est pas atteint, et en ajoutant que ce n'est pas grave ?

La crise du capitalisme, les enjeux environnementaux, la loi Hadopi, la situation universitaire, l'état de la recherche publique, un petit tour d'horizon géo-planétaire : les incontournables des bilans en tout genre sont bien là. Mais la valeur particulière de cet annuel est décidément ailleurs.

Outre qu'il est consacré aux idées, ce qui lui donne une place à part dans le déferlemen d'ordonnances et diagnostics que suscite, année après année, l'état de notre bonne vieille planète, il est surtout très « abductif », c'est-à-dire que, multipliant les angles originaux et les visions décalées, il étonne.

Sa structuration, pour commencer, est différente du tout-venant : émergences, influences et fantômes ne sont pas des rubriques très courantes dans ce type d'exercice mémorial, si hémisphères, chronologie et fabriques des idées y sont plus souvent à leur place. Kezaco ?

Emergences vise à vous instruire sur les idées, concepts en analyses qui, palpitants encore, déboulent dans nos univers intellectuels et mentaux. Si tous les produits n'ont pas la fraîcheur préten-

due, beaucoup sont réellement détonants, et aucun en tout cas ne risque d'approcher une quelconque date de péremption.

Ce sont parfois les idées qui sont neuves, ainsi du « nudge » cher à Richard Thaler et Cass Sustein, concept issu de la neuro-économie et qui fonde une véritable théorie de l'incitation, laquelle vise ni plus ni moins qu'à se glisser entre libéralisme pur et keynésianisme classique.

C'est aussi l'usage fait de notions un tant soit peu décapantes, tel « l'indice Big-Mac » de mesure de la pauvreté que Lemieux utilise à dessein afin de revisiter à sa sauce les inégalités mondiales.

Ce peut être une vue particulière portée sur un sujet classique, à l'instar de Thierry Paquot lorsqu'il se penche sur « le combiné » de solutions que sont les éco-quartiers, de Charlotte Cabaton lorsqu'elle décortique la crise actuelle pour tenter de faire émerger les bases d'un « capitalisme véritable » ou de Rémi Sussan lorsqu'il revient sur la « géo-ingénierie » et fait fort à propos le point sur les différents arguments en vogue concernant le réchauffement climatique.

L'on trouve des notions appliquées à des domaines inhabituels. Ainsi de la folie considérée comme l'une des matrices fondamentales de nos comportements économiques (une variante de l'économie comportementaliste), qui nous vaut cette jolie illustration du fou qui, penché à la fenêtre de son asile, demande aux passants qu'il aperçoit : « combien êtes-vous là dedans ? ».

L'on peut aussi traiter des tendances actuelles avec plus ou moins de délicatesse. Philippe-Joseph Salazar, mesurant un certain « retour du verbe » (Obama), fustige cependant notre très pauvre éloquence hexagonale et ne craint pas de le faire en citant Sieyes qui voyait ses collègues députés comme des « singes ayant des larynx de perroquets ». Une « théatocratie » selon lui bien française, laquelle nécessiterait cependant pour perdurer des langues mieux pendues. Churchill pourtant, refusant que la Chambre des communes soit profondément modifiée lors de sa remise en état (« nous construisons un bâtiment et puis voici que le bâtiment nous construit »), partait de la même intuition.

Abstention (« la gauche sans question et la droite sans réponse »), indifférenciation, crise de la régulation…, cette passionnante partie de l'ouvrage donne parfois l'impression de parcourir des sentiers connus avec une carte neuve.

Influences correspond à une galerie de portraits passionnante à parcourir, tant ces visages nous ouvrent à chaque fois les portes d'une histoire édifiante, d'une aventure intellectuelle ou d'un destin gorgé de sens.

Célestin Monga, lead economist à la Banque mondiale, nous renseigne sur les surprenants détours de son opposition à Paul Biya et ramène au passage dans ses filets une instructive analyse dialectique sur classe et « race ». Ignacy Sachs, pionnier du développement durable vu du Sud, nous redit l'enjeu vital d'une planification repensée et la nécessité absolue de mieux graduer les différentes composantes du développement (sociales, environnementales, économiques…).

Jean Nicolas nous parle de rébellion, de ce « souci de survivre » qui est devenu le moteur unique et omniprésent de tant et tant de vies aujourd'hui. *Oded Grajew*, fondateur de l'Institut ETHOS, rappelle à quel point le Forum social mondial aura fait œuvre utile en apportant de nouveaux questionnements, et incite de ce point de vue à ne pas céder à la tentation de « tuer le messager ». *Philippe d'Iribarne* nous parle de la mondialisation lorsqu'elle est confrontée à la diversité de « l'esprit des peuples », une analyse des cultures et valeurs qu'Emmanuel Lemieux traduit joliment comme étant « les lumières tamisées par la diversité du monde ».

Candido Mendes et l'Académie de la latinité qu'il a fondée prônent une nouvelle « diplomatie de la pensée », *Alfredo Lopez Austin* nous conte « la vieille histoire de la merde » avec un déroutant à-propos, Pierre Lemieux réclame avec un fameux culot « que les Etats-Unis arrêtent avec leur socialisme à visage humain », *Steve Patrick Jampijinpa* nous explique la superbe notion de dreaming qu'il a tirée de son combat pour le peuple Tanami, *Julien Bonhomme* vous entretient de ces « voleurs de sexe » qu'il a longtemps étudiés et *Nicolas Boursiaud* fait état des luttes féroces qu'il mène au nom de l'art post-moderne.

Paul Jorion est présent, lui qui a devancé bien des analystes établis dans sa prédiction de la crise des *subprimes*, tout comme *Harlad Welzer* et son inquiétant concept de « guerre des climats », *Esther Duflo* par son laboratoire d'action contre la pauvreté (J-PAL) ou *Emmanuel Hoog* et son « droit à l'oubli ». La revue Réciproques également qui traite d'une science toute neuve autour des solidarités familiales (la « proximologie ») ou la « créolisation » d'Edouard Glissant, lequel développe dans son institut du Tout-Monde des notions qui semblent mériter quelque détour (« produits de haute nécessité », monde conçu comme un archipel de micro-cultures, vision nouvelle et positive des Etats et des frontières).

Décidément, les gens rassemblés ici, et qui tous semblent illustrer à merveille la devise d'Edouard Glissant (« Agis dans ton lieu, pense avec le monde »), ces gens donc ne se trouvent pas ailleurs à tous les coins de page.

Fantômes enfin nous remet en contact avec quelques disparus essentiels, afin que ce court laps de temps arraché à la mémoire nous enseigne sur ce que leur vie, parfois aussi leur mort, ont encore à nous dire.

Leur mort si l'on parle d'Alan Turing, génie avant l'heure d'une informatique encore balbutiante, et qui, homosexuel en un temps et un lieu où il était encore délicat de l'être, devait se suicider en avalant le quartier d'une pomme qu'il avait préalablement gorgée de cyanure.

Leur vie pour Michel Freitag, analyste avisé d'un capitalisme qui envahit chaque interstice de nos sociétés et dont il avait si bien défini les trois apories : il transforme soumettant toute chose à la loi de la valeur, il butte contre les limites finies du monde (écologie), il supprime les frontières du matériel et de l'immatériel.

Une fois que j'aurai précisé que ce guide est en quelque sorte le concentré imprimé de débats, analyses et critiques produites tout au long de l'année sur le site du même nom, il me restera à mesurer l'apport d'un tel travail en reprenant la très belle phrase d'Oded Grajew, à qui l'on demandait si ses idées n'était pas quelque peu invisibles encore : « sur la photo oui, mais pas sur le film ».

A leur place, Emmanuel Lemieux, son guide et son site participent avec grand talent à cette mise en mouvement des concepts, qui seule peut faire qu'une idée naissante devienne un jour une aventure humaine. Rien que pour cela, chapeau !

LE MOMENT FRATERNITÉ

RÉGIS DEBRAY

EDITIONS GALLIMARD, FÉVRIER 2009

PAR PAOLA DEBRIL

avril 2009

A la lecture du titre *Le moment fraternité*, le lecteur s'étonne. Régis Debray, « l'homme du sacré et du religieux », s'éloignerait-il de ce qui a fait sa « marque de fabrique », en sortant en apparence du domaine du religieux ? Et pourtant… Par cette réflexion sur un concept bien laïc de notre République, Régis Debray ne s'éloigne en réalité que peu du sacré. Pour mieux y revenir, en explorant une notion qui touche à la sacralité sécularisée et à cette part de sacré qui fonde toute société… Il y revient donc, le Régis Debray que nous connaissons, en puisant dans toutes ses réflexions antérieures sur le sacré, pour analyser le troisième des monstres sacrés de notre République qui ornent tous nos frontons : Liberté, Egalité… Fraternité.

Mais alors, pourquoi écrire un livre sur la fraternité, après avoir tant étudié les religions et les autres formes du sacré ? Tout d'abord, parce que la fraternité, comme l'ensemble de notre devise républicaine, de ses attributs et de ses serviteurs (des hussards noirs de la République aux célébrations du 14 juillet), relève en réalité du sacré, héritière de la charité chrétienne, rassemblant un nous autour d'un même idéal transcendant…

Mais plus que par attrait pour la dimension sacrée de cette notion, c'est par révolte que Régis Debray semble s'être lancé dans cet ouvrage qui, par son style dense, rythmé et ciselé, ressemble davantage au plaidoyer qu'à l'essai philosophique. En effet, Régis Debray commence dès les premières lignes par nous interpeller sur un triste constat : à l'heure où le sacré revient en force jusqu'à se dissoudre dans le « tout sacré », à l'heure où les deux autres principes qui fondent notre vivre ensemble, liberté et égalité, omniprésents, s'interprètent quotidiennement et font la une, à l'heure où les uns et les autres ne cessent de rechercher ce qui les unit tout en se réfugiant dans de nouvelles tribus, la fraternité est délaissée, suspecte, désuète, indéclinable, voire taboue… Parent pauvre de notre devise, tombée aux oubliettes, et pourtant de là naît le paradoxe. Dans notre société en manque de repères, avide de communion et de sacré, où ce dernier est remplacé par un « sacré de substitution », des « spasmes collectifs, célébrations courtes et sans sillage », la fraternité pourrait alors apparaître comme une solution, un socle de sacré suffisamment ouvert pour ne pas exclure et suffisamment fermé pour souder et apporter à l'homme ce dont il a tant besoin pour lutter contre la mort.

Après avoir dressé un portrait au vitriol d'une société en manque de repères et de sens, qui s'est forgée dans le culte des droits de l'Homme une

nouvelle religion, ce que Régis Debray appelle la ROC (religion de l'Occident contemporain), l'auteur lance un appel à la renaissance de cette notion oubliée, mais d'une modernité incroyable à ses yeux. Avec son rythme saccadé, proche de la révolte, l'auteur décrit de manière acerbe cette ROC qui a déchu, se réduisant au *charity business*, le show biz étant devenu le nouveau clergé dans une société à la recherche de sacré sans jamais véritablement le trouver. La religion remplacée par « une religion civile (…) kitsch, riche en instantanés et pauvre en visions (…). Une religion *light*, cathodique et grand public, lacrymale et festoyante (…), aux couleurs du présent : *flashy*, impulsive, volatile », véhiculée par la publicité et la télévision, de nouvelles idoles, attendant encore son messie, son incarnation. La conclusion a quelque chose de désenchanté : les droits de l'Homme sont la dernière religion, mais, devenant un business, ils y perdent en sacralité.

C'est bien là que réside le malaise de nos sociétés. Politiquement incorrect, Régis Debray nous amène à réfléchir sur les limites de nos nouveaux monstres sacrés.

Face à ce constat d'errance, comment retrouver ce qui nous unit ? Comment faire vivre la fraternité ? Comment rassembler et recréer ce nous sans risquer de construire de nouvelles barrières ? Comment retrouver du sacré, ce qui unit, ce qui rassemble, sans exclure ? En un mot, Régis Debray nous amène à réfléchir sur le sens de notre vivre ensemble. Si l'auteur est amer, le lecteur peut tout de même entrevoir dans les dernières pages l'espoir de renouer avec cette devise de la République, trop oubliée parce que difficile à concrétiser.

Comme si la fraternité fondatrice, celle à l'origine de toute société, celle de 1789 et de la Résistance (à ne pas confondre avec la fraternité du stade, consumériste et éphémère, sans passé ni avenir), n'avait plus d'attrait ni de point d'ancrage… Peut-être parce que, comme le souligne l'auteur, « une plaisanterie de mauvaise foi nous porte à vouloir la concorde sans le combat, le lien sans le liant, le réflexe civique sans la conscience historique, les droits sans devoirs, l'horizontale sans verticale… ». Peut-être parce qu'il est plus difficile de communiquer sur la fraternité, spontanée et vivante, notion en apparence abstraite, que sur nos deux autres devises, plus portées au juridique (la liberté de même que l'égalité étant dotées de génitifs, alors que la fraternité forme un tout, se suffisant à elle-même).

Malgré ses limites, lorsque celle-ci se réduit à la seule solidarité, tâche impersonnelle et collective sous la III^{ème} République (une fraternité rationalisée sans affect ni sacré) ou encore lorsqu'elle devient violente (la fraternité de 1789 laissant place à celle de 1793), la fraternité a de l'avenir. Terriblement moderne, elle pourrait bien être la pièce maîtresse de la boîte à outils visant à forger et réparer notre vivre ensemble. La fraternité est moderne parce qu'elle est une famille transnaturée mais non ethnique, faite d'agrégations grégaires ; parce qu'elle réunit des individus dans le respect de leurs différences et sur la base d'une adhésion volontaire à une appartenance commune à un nous, lié par un but plus élevé qui le dépasse. La fraternité serait-elle un socle trop délaissé de la République et qui pourrait nous aider à trouver du vivre ensemble ? C'est bien ainsi que Régis Debray conclut : « Sortir de la naphtaline notre grande vieille dame humiliée, mais pas encore alitée, ne serait pas la pire façon, sous nos latitudes, d'affronter un avenir qui s'annonce carnassier ».

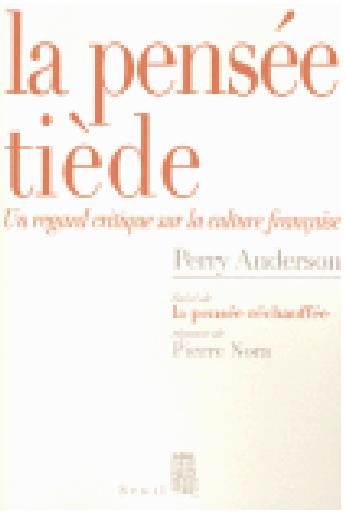
Mais loin de donner une vision simplement idéaliste, voire naïve, d'une société qui retrouverait pleinement ce qui la soude, sa fraternité première, Régis Debray nous met également en garde : la fraternité est exigeante, il s'agit d'une gymnastique à pratiquer quotidiennement, mais qui « ne se décrète ni se cuisine ». Sans un certain vibrato, elle ne saurait prendre toute sa dimension sacrée qui fait sa force.

Ce livre résonne comme un cri face à une société qui n'a cessé de chercher à se dépasser en plaçant les droits de l'Homme au centre jusqu'à les ériger en une nouvelle religion, pour ne laisser place selon l'auteur qu'au « droit-de-l'hommisme ». On sent une certaine amertume et une critique parfois un peu ingrate à l'égard de ce que nous pourrions appeler progrès, notion tant critiquée par l'auteur : si cette nouvelle ROC connaît certains travers, dérivant vers un produit de marque comme un autre, le propos, qui a certes le mérite de nous amener à réfléchir, nous ferait presque oublier que, si les droits de l'Homme sont à ses yeux une nouvelle religion en déroute, ils ont tout autant, du moins, le mérite d'exister.

Pour conclure, Régis Debray décoiffe ici encore, et c'est ainsi que nous le connaissons et l'apprécions… Une plume ciselée, alliant franc-parler et rigueur intellectuelle, fluidité et mise en perspective. Spécialiste des religions, l'auteur n'hésite pas à démonter les « nouvelles religions », au risque de surprendre, voire de choquer, ne serait-ce par son argumentation peu politiquement correcte sur le règne de la nouvelle religion athée, la ROC, qui aurait créé une nouvelle génération d'humanitaristes, « le post-moderne retrouvant la banalité du Bien »… On sent poindre dans son approche une légère déception face aux espoirs de sa génération, face à un certain idéalisme, notamment lorsqu'il dénonce un humanitarisme utilitaire et individualiste ou encore lorsqu'il nous révèle quelques anecdotes fraternelles de la Bolivie ou encore de moments avec François Mitterrand…

Les *aficionados* de Debray retrouveront son style, vif, avide d'étymologie, passant parfois du coq à l'âne dans un tourbillon de métaphores bien choisies, poussant le lecteur à suivre sa pensée vivante et vive, toujours sur le fil du rasoir, au risque de s'y perdre parfois. Ils y retrouveront aussi ses thèses sur le sacré, qui composent une longue première partie, au détriment peut-être de l'aboutissement de sa réflexion sur la Fraternité, moins développée, alors que le lecteur, avide, aurait peut-être aimé en savoir un peu plus sur les moyens de redonner vie à cette dernière…

Malgré tout, cet ouvrage est particulièrement à propos, alors que la crise financière et économique semble avoir démontré les limites de la dislocation du lien social, où l'individu tente de composer avec une série de nouvelles identités et sacralités rassurantes qu'il recompose, puzzle à géométrie variable, laissant émerger des liens multiples avec les nouvelles tribus. Ce livre pose également le temps d'un court « moment » la question du sens de notre sacro-sainte fraternité, il pose un moment de fraternité, à la fois comme une solution et un progrès, un compromis et une nécessité, comme une possibilité de recréer du vivre ensemble, un moment sacré qui permettrait à nouveau d'élever l'homme dans un tout plus faste qui le dépasse et l'amène à se dépasser. Régis Debray nous propose un moment de sacré qui se concrétise d'autant mieux dans une société qui a un besoin urgent d'humanisme et d'un espace où l'échange n'est pas seulement marchand ; en un mot, une idée qui pourrait n'être pas si désuète que cela.



LA PENSÉE TIÈDE.
Un regard critique sur la pensée française

PERRY ANDERSON[1]

EDITIONS DU SEUIL, AVRIL 2005[2]

PAR THIERRY GERMAIN

juin 2005

La scène se déroule dans quelques décennies. Quel que soit le pays, s'il en reste, la société, s'il en demeure, les contraintes du temps, s'il s'en vit, il y aura bien toujours quelque presse pour en parler. Ou même, de façon plus certaine, une police pour veiller sur tout cela.

Jeune rédacteur ou jeune flic, il s'en trouvera bien un pour se tourner vers un vieux revenu de tout, abandonné à ses songes dans un coin obscur de la pièce, et le sortir brutalement de sa torpeur par un sonore : « Alors machin, sur l'affaire Anderson, quoi ? ».

Le vieux pourra être gêné dans sa tranquillité ou ravi d'être questionné, il pourra avoir tout réussi et jouir d'une aura bien méritée ou au contraire grappiller ses derniers points de retraite en se faisant complaisamment oublier, il pourra à sa convenance même être une vieille, une chose est certaine, scientifiquement inattaquable, à cette question il répondra : « Sur l'affaire Anderson ? Rien ».

Fiction en effet, pure fiction que tout cela. Il est hautement improbable que dans quelques décennies, d'ici quelques mois même, qui que ce soit se soucie d'une quelconque « affaire Anderson », voire d'un quelconque Anderson.

Pourtant, une chose est certaine : il y a bien un cadavre. Celui de la France, et avec celui de sa défunte Pensée. « Parfois je pense, et parfois, je suis » disait Paul Valéry. Notre grande nation semble prise de la même malédiction, qu'elle ne puisse plus être et penser en même temps.

Autour du corps, un historien anglais de bonne renommée passe sans trop de fioritures de l'autopsie à l'oraison funèbre, dans une transe qui n'est pas sans également évoquer l'exercice spirite de l'invocation des défunts. Les tables tournent plus vite que les têtes, et l'au-delà ressemble diablement pour notre « vieux pays » à un procès posthume.

De l'autre côté du défunt, l'un des meurtriers présumés, intellectuel français de première bourre, s'emploie sans trop de motivation à une défense efficace mais sans panache. Ne niant ni qu'il y ait eu homicide (« la dégringolade française »), ni que les temps soient durs, il réfute essentiellement

1. Peter Anderson est un essayiste britannique et historien de gauche réputé, enseigne à l'université de Californie Los Angeles (UCLA). Auteur de très nombreux ouvrages, il a été l'animateur de *The New Left Review*, publiée à Londres, et le cofondateur des Editions Verso.

2. Ces textes ont été publiés (en anglais) à l'automne 2004 dans la revue *London Review of Books*.

avoir porté dans ce fait criminel la responsabilité première que le citoyen de la perfide Albion lui attribue.

C'est un exercice ancien pour les intellectuels que de s'invectiver au-dessus des tombes : les exemples pullulent. A croire que c'est même une loi du genre : la polémique n'est belle qu'à l'ombre des cyprès. Reste que c'est un peu vite, à ce qu'il me semble, que ces deux-là ont convoqué les mânes pour régler leur litige. Et que tout ceci relève moins du Panthéon que du tribunal de police.

Soyons juste : Nora se défend et Anderson y est allé franchement. Aux meilleurs temps des explications entre hommes, à l'aube et sur le pré, le Français avait sans coup férir le choix des armes. De quoi s'agit-il ?

Trois fois rien, jugez-en : « une campagne organisée, conduite avec habileté et détermination pendant deux décennies par Furet, Nora et leurs alliés » a conduit la France à « la camisole de force libérale » et une irrémédiable « normalisation rampante ».

Le crime est d'autant plus grave que la France fut par exception, au cœur d'un large déclin européen, un véritable repaire (repère) de la pensée, et vécut à deux siècles de distance comme un second âge des Lumières. Là, l'historien anglais retombe dans sa nécrophagie, et se livre morbide à l'appel des morts : Barthes, Lacan, Foucault, Deleuze, Bourdieu…, même Derrida qui pousse l'élégance jusqu'à justifier la thèse de l'auteur en décédant récemment. Lévi-Strauss dans une telle ambiance ne doit pas simplement se sentir vieux mais miraculé…

« De Gaulle est mort, la France m'a fait faux bond », se résume Tillinac dans son très beau Venin de la mélancolie[3]. Anderson a vécu le même drame, mais en multipliant les victimes. Cet homme n'a pas la nostalgie économe.

Car voilà, si les années 1960 et 1970 furent cet âge d'or de la pensée française, depuis, c'est Waterloo à tous les étages. Et l'historien de Sa Majesté nous déroule sur quelques pages et autant d'années une relecture à sa façon de nos dernières décades, durant lesquelles Furet, Nora, Rosanvallon et quelques autres se saisissent des leviers intellectuels du pays pour nous mener à une « République du centre » aussi dépassionnée qu'indigente, ouverte sans le secours de sa fameuse « exception culturelle » aux plus mauvais vents du monde et livrée sans plus aucune défense à la vulgate libérale. Nivelée, tondue, trépanée, notre fière nation se recroqueville dans la petite niche sans gloire que lui réserve désormais l'implacable mondialisation.

Et dire qu'il est des gens pour encore réfuter la légère tendance de certains à agiter plus que nécessaire la théorie du complot ! Nous voilà passés de l'Histoire des Annales dont les grandes et lentes masses étaient certes parfois difficiles à appréhender, à une histoire où trois intellectuels un peu complices conduisent un pays au bord de l'abîme. Le côté « Da Vinci code » est si palpable que l'on en vient à se demander si c'est innocemment qu'Anderson précise, lorsqu'il évoque la mort de Furet, que cela arrivât lors d'une partie de tennis avec Luc Ferry !

Je pourrais vous donner le détail de cet insidieux hold-up sur nos cerveaux (car si les manipulés sont aussi manipulables, on n'est pas loin, excusez-moi de le dire, de passer un tantinet pour des c…) : le front antitotalitaire, les nouveaux philosophes, la « galaxie Furet », *Commentaire, Le Débat*, la fondation Saint-Simon… Vous n'y verriez rien de bien neuf, ces gens, ces cercles et ces publications étant depuis fort longtemps (et avec raison parfois) dans le collimateur d'une certaine

3. Denis Tillinac, *Le venin de la mélancolie*, Editions La Table Ronde, 2004.

gauche. Et ce n'est pas nouveau d'introniser François Mitterrand comme « l'architecte politique de cette transformation ».

Je peux bien le dire ici en confidence : il m'est arrivé aussi de pointer du doigt des organes jugés trop « tièdes » ou trop compromis avec ceux de l'autre bord (souvenons-nous de *Phares et Balises* en 1995), *La République du Centre* n'était pas ma lecture de chevet et « l'ouverture » pas ma position stratégique préférée non plus. Mais jamais, au grand jamais, je n'aurais assimilé le *Dictionnaire critique de la révolution française* à une arme révisionniste, ni considéré *Les lieux de mémoire* comme l'instrument insidieux de création d'une « union sucrée », antichambre de la mort politique pour notre fière nation.

Au goût du complot, Anderson ajoute bien sûr, l'un allant souvent avec l'autre, un attrait prononcé pour le déterminisme historique. Il faut goûter à sa juste « valeur » son récit implacable de notre lente déchéance politique, et la façon dont elle nous conduisait sans rémission à la catastrophe du 21 avril (qu'il avait sûrement prévue…). Que l'on se rassure, notre beau pays aura utilisé les ultimes feux de son génie à apporter au monde (qui l'attendait)… la pensée altermondialiste ! Toute la grappe n'était donc pas infestée, soufflons.

Face à une telle avalanche, Pierre Nora hésite entre la claque d'usage en ces circonstances, la contestation sorbonnarde (qu'il sent inadaptée) et la (paresseuse) réfutation pro-domo.

La claque est sans conviction : tout cela, « un peu bouillie », ne serait « que de l'extrémisme mou pour dénoncer la pensée tiède ». L'on sent le Français soucieux de ne pas personnaliser l'échange, et sa retenue (lassée) est palpable. C'est presque dommage : cela sert les quelques-uns qui veulent voir dans le texte d'Anderson autre chose qu'un fragment de sa propre psychanalyse.

La contestation est claire : elle adopte comme souvent une partie de la thèse adverse pour mieux la dénoncer. Ce qui est commun : le sentiment du déclin (« dégringolade ») mais Nora porte le diagnostic hors de nos frontières, ce qui paraît juste mais hors sujet ; la perception d'une certaine nonchalance intellectuelle, mais Nora juge le sujet général, pointant « la raréfaction des théories d'ensemble et des thèses générales ». S'il accorde une « hyper visibilité » française, il en donne les raisons : relief particulier en France de l'exercice intellectuel, recul de la « culture de guerre civile », crise du modèle national dans de nombreux domaines, essoufflement d'un certain idéal républicain…

Surtout, Pierre Nora pointe l'extrême faiblesse du texte d'Anderson, celui-ci ayant ouvertement manifesté la prétention de proposer une analyse (être l'analyste ?) de l'état intellectuel de notre nation : une grande sensibilité aux faits et aux constats, une cécité quasi complète face aux causes (hors le complot) et aux remèdes (hors la mise en accusation des factieux, l'on imagine). Qu'ajouter de plus important ?

La réfutation pro-domo, Nora s'y livre en détail face aux outrancières approximations d'Anderson sur son travail (*Le Débat*, Furet et son dictionnaire, *Les Lieux de mémoire*, l'accusation d'avoir censuré Hobsbawm…), mais surtout plus généralement dans l'analyse comparée qu'il fait des postures intellectuelles possibles, y intégrant un éloge de la distance qui n'est visiblement pas pour les chiens.

Que retenir de tout cela ?

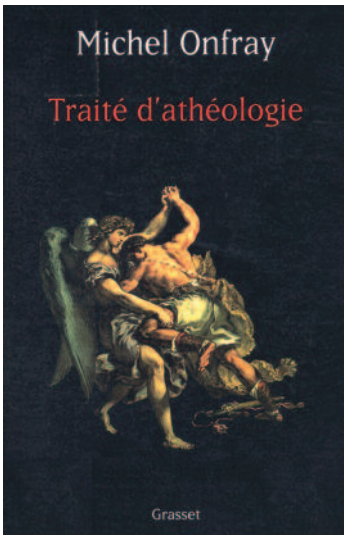
D'abord qu'en kiosque, *Sciences Humaines* avec son numéro spécial sur les « pensées rebelles : Foucault, Derrida, Deleuze »[4] et *Le Nouvel Observateur* avec son hors-série sur « 25 grands penseurs du

4. Numéro spécial n° 3, mai 2005, « Foucault, Derrida, Deleuze : Pensées rebelles ».

monde entier » semblent vouloir parfaitement relayer ce débat.

Ensuite que ce livre n'apporte rien que de nombreux ouvrages récents ont déjà (et mieux) développé sur le thème du déclin de la France ou de l'hégémonie (au sens gramscien) du libéralisme.

Enfin qu'il n'est pas nécessaire de prétendre jouer les docteur Knock de notre vie intellectuelle (qui chatouille certes aujourd'hui plus qu'elle ne gratouille) pour s'écrier comme Tillinac et sans plus de complexes : « Comme j'aurais aimé fuir mes équivoques en mettant un fusil au bout d'une cause ! ».



TRAITÉ D'ATHÉOLOGIE

MICHEL ONFRAY

EDITIONS GRASSET, JANVIER 2005

PAR PASCAL JOSEPH
mai 2005

C'est sous les pommiers de l'Orne qu'on fait les meilleures siestes !

A quoi sert un philosophe ? A donner à penser. Si les mots ont un sens, l'écriture d'un Traité, on ne parle ici que du qualificatif que Michel Onfray a donné à son dernier opus et pas de celui qui agite le débat public, et *a fortiori* l'écriture d'un Traité philosophique, est une grande œuvre, qui suppose concepts, arrêtes, critiques, bref fondations.

C'est peu dire que l'ouvrage ne remplit aucune des promesses du titre et du contenu.

Pourtant, comme on espérait de l'ouvrage et de l'auteur, dans un contexte marqué de manière structurelle par la nécessité de défendre et d'incarner la laïcité – à toute heure soyons prêts ! – et de manière conjoncturelle par le torrent d'émotions cathodiques après la disparition de Karol Wojtyla et l'élection de Josef Ratzinger aux fonctions de chef de l'église catholique.

Certes, dans le grand relativisme qui aujourd'hui nous fait oublier les saveurs de l'exigence et de la rigueur intellectuelle, on peut bien préférer « Ca se discute » aux « Dossiers de l'écran » et proclamer que lire du Barbara Cartland, c'est tout de même lire ! Mais, si l'on veut penser et s'orienter dans la pensée, il faut toujours choisir Socrate à Protogaras et les pentes les plus escarpées aux terrains plans de la facilité rhétorique.

Pour aborder son sujet, Michel Onfray commence d'emblée par se mettre hors de la critique : j'ai rencontré Dieu et je peux bien en parler, et nous voilà embringués dans un guide de voyage où l'auteur sature les lignes de ses billets d'avion comme preuves de la validité de ce qu'il va nous dire. Mais, « la chair est triste, hélas et j'ai lu tous les livres ». On n'oubliera pas que l'auguste Kant a très peu quitté Königsberg, ce qui ne l'a pas empêché d'écrire et de penser. Mais, « ô tempora, ô mores », l'heure est au « global philosophe » et il faut en être. Ainsi à la page 21, l'auteur nous dit qu'il « a vu Dieu souvent dans son existence… à l'Ile Maurice, dans un sanctuaire consacré à Gamesh ». Il doit bien être le seul effectivement, puisqu'il s'agit plus précisément de Ganesh, le *jet lag* ne dispense pas d'être exact.

C'est à ces petits signes, dont le livre est truffé, qu'on se dit que ce n'est pas seulement le métier de philosophe qui se perd, c'est aussi celui de secrétaire de rédaction.

Mais notre auteur se veut fondateur, il doit donc déconstruire tout ce que l'a précédé… Après avoir fait le tour du monde en une trentaine de pages (plus fort que le père Jules Verne), Michel Onfray nous fait faire le tour de sa bibliothèque (plus fort que le père Borgès). Et vas-y que je te cite et recite trois auteurs à la ligne et que je te les qualifie d'un mot. Pic de la Mirandole, pas mort ! A cette logique de l'effet, s'ajoute « l'effet mousse » permanent, voyez comme je suis fort et philosophe en diable.

Il faut discuter du procédé. Oui, il faut militer pour une approche démocratique de la philosophie et les mots les plus simples sont préférables à tout jargon. Mais la démocratie en philosophie n'est pas facilité(s) de langage, approximations et jugements de valeur à l'emporte-pièce, sauf à laisser à penser qu'il ne s'agit que d'opinions au sens strict (j'aime, j'aime pas) et pas d'idées critiques (je pense, je doute, je construis).

Et l'athéologie alors ? Kézako ? Comme Régis Debray voulait fonder la médiologie et en fit même une revue, voici venir l'athéologue. Ici, on discutera et du terme et de la « nouvelle science » comme il y a des « nouvelles stars ». Disons franchement, et c'est un point qui aurait pu être discuté, que le terme est contradictoire en lui-même. Penser le monde sans Dieu et utiliser le vocable même nié (a-théos) est un obstacle de vocabulaire sérieux auquel nous sommes confrontés depuis toujours. Au fond, être laïque pourrait suffire à la tâche, sans doute aussi, le concept de liberté devrait être interrogé… Mais peste ! Silence, on fonde une science ici et maintenant !

Par ailleurs, Onfray se prend les pieds dans le tapis (de prière, elle est facile, mais bon, on sort quand même d'une lecture éprouvante, qui mérite l'indulgence), c'est lorsqu'il ne sait plus lui-même s'il faut penser sans Dieu, contre Dieu, avec Dieu, après Dieu : « L'athée ? Un homme libre devant Dieu, y compris pour en nier bientôt l'existence ». Est-ce bien la question que se pose l'athée, être même libre devant Dieu ou penser le monde en liberté absolue de conscience ? La question ne sera pas renseignée.

C'est un autre point qui pourrait être mis en débat. L'athéisme est-il un après de la religion ou une notion anhistorique, au sens où l'on peut être sans Dieu, non parce que l'on y renonce après l'avoir connu, mais parce qu'on peut vivre le monde sans autre support que la Raison ? Le point ne sera pas discuté. Michel Onfray confond là l'anthropomorphisme avec l'anthropologie, qui pourrait expliquer le support de la croyance à l'appréhension du monde, mais chut ne dérangeons pas le forgeron.

On pourrait interroger aussi le procédé qui consiste à confondre la religion et l'Eglise, la foi et le cléricalisme. Même si « le cléricalisme, voilà l'ennemi ! », un philosophe qui veut écrire sur l'athéisme aurait dû justement pointer que ce n'est pas la manière dont se comporte l'Eglise qui invalide la croyance, c'est justement la croyance dans un objet transcendantal, c'est-à-dire antérieur, supérieur et extérieur, qui est en cause. Sauf à considérer que si les Eglises tenaient leurs promesses, un peu comme si les communistes habitaient tous en HLM, la foi ne serait pas en soi discutable ! Et si Benoît XVI ne mettait plus le préservatif à l'index, mais comme tout le monde, est-ce que cela suffirait à ne pas discuter la croyance en Dieu ?

Mais là où l'auteur dessert plus fortement sa tâche est bien dans cette assurance sans limite avec laquelle il convoque l'histoire et l'anecdote ensemble, les livres et les rumeurs, les pensées et les poncifs pour ne livrer au fond qu'un livre de haine. Sur ce point, les citations sont trop longues à produire mais tout de même est-ce faire ouvrage de pensée que d'affirmer : « Je dirai plus loin combien Hitler, chrétien qui n'abjure jamais sa foi, célèbre l'Eglise catholique, apostolique et romaine,

vante l'excellence de son art de construire une civilisation, puis prophétise sa pérennité dans les siècles à venir. Pour l'instant, je constate que dans *Mon Combat*, il renvoie explicitement page 306 de la traduction française aux Nouvelles Editions Latines, au fouet donc au passage de Jean (II, 14)… » Et pas beaucoup plus loin : « Hitler – Abu Ali en arabe – aime beaucoup la religion musulmane, virile, guerrière, conquérante et militaire par excellence »… Tout est dit et pas seulement la messe…

Allons au fait. Ceci n'est pas un Traité et encore moins un Traité philosophique. Il faudrait des lignes et des lignes pour exprimer la consternation d'abord, la stupeur ensuite, la colère enfin devant ces tissus d'approximations bétifiantes et parfois malodorantes qui déshonorent l'art de donner à penser et à comprendre qu'on appelle la philosophie : « Non ridere, non lugere, neque detestare, sed intelligere » disait Spinoza : « Ne pas rire, ne pas se moquer, non plus détester, mais comprendre ». On en est loin !

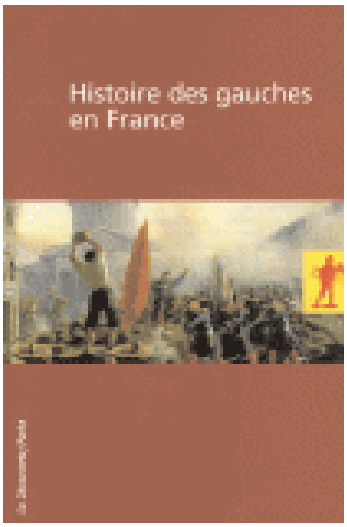
On dit que l'auteur fut fort marri de la réception de la critique, à rebours paraît-il du succès de librairie, y voyant même là la preuve que l'intelligentsia complote contre l'intelligence du peuple, « même *Le Canard Enchaîné* », glapit-il dans *Le Monde*… C'est une preuve supplémentaire que l'indépendance d'esprit du volatile en guerre contre la guerre depuis 1915 n'a rien perdu avec l'âge, bien au contraire !

Ami lecteur, si tu veux aller au fond des choses, faut-il te désespérer de l'absence de pensée sur le sujet de l'athéisme et de la grandeur de l'homme sans Dieu ? En ce terrain aussi, l'auteur se veut définitif et prédictif. Livrant sa bibliographie, en fin du chemin de croix qu'il nous impose – au moins avec Jésus-Christ, c'était plus court, il n'y avait que quatorze stations ! –, il affirme sans ambages : « Pauvreté athée. La bibliographie de la question athée est indigente ». Heureusement, l'indigence a trouvé son maître !

Conseillons le seul livre de Max Stirner, *L'Unique et sa Propriété* (1845), ouvrage de pur métal, qui ouvre la pensée. Pour le reste, les bons philosophes sont légion, celui de l'ère du soupçon, Nietzsche et ceux de l'ère du doute, Marx, Freud comme ceux de l'ère de la fin du sujet, Foucault ou Deleuze.

C'est pourquoi on saura gré à Michel Onfray de nous avoir écrit notre conclusion, commentant l'ouvrage d'un certain Georges Minois : « L'introduction dans laquelle l'auteur s'essaie à penser l'athéisme gagne à être sautée et le reste du livre considéré pour les fiches qu'il juxtapose à partir desquelles on peut envisager soi-même les lectures à faire. A prendre comme un recueil de fiches à trier… ».

C'est celui qui dit qui y est ! On peut même sauter tout le livre !



HISTOIRE DES GAUCHES EN FRANCE

sous la direction de **JEAN-JACQUES BECKER**
et **GILLES CANDAR**
Tome I, L'héritage du XIX^{ème} siècle ;
Tome II, XX^{ème} siècle : A l'épreuve de l'histoire

Editions La Découverte, 2004

PAR BENOÎT D'ANCONA

« Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et partis de gauche, hommes de droite et hommes de gauche a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui me pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche ». Cette phrase d'Alain est passée de mode, nous dit-on. Il est vrai que la droite d'aujourd'hui ne réclame pas le retour de la monarchie absolue, l'interdiction des syndicats, le travail des enfants, le catholicisme religion d'Etat, la fin de l'école gratuite, laïque et obligatoire. Il est vrai que les aristocrates propriétaires terriens qui sont candidats aux élections ne considèrent plus depuis longtemps que le suffrage universel ne fait que confirmer une légitimité qu'ils possèdent déjà mais reconnaissent qu'il est le seul à pouvoir leur conférer cette légitimité. Il est vrai que c'est de Gaulle qui, en accordant le droit de vote aux femmes, a instauré le vrai suffrage universel, que ce sont des gouvernements de droite qui ont légalisé la contraception puis l'interruption volontaire de grossesse et même que c'est Napoléon III qui a créé le droit de grève. Il est encore vrai que la gauche ne prône plus l'appropriation collective des moyens de production ni même du crédit. Vrai enfin que la frontière entre la gauche et la droite n'est pas celle qui sépare les ténèbres de la lumière.

En 2002, nous avons entendu tant de commentateurs et parfois d'acteurs de la vie politique, comme Jean-Pierre Chevènement, disserter sur l'absence de différences entre la droite et la gauche. Un contre-exemple m'a particulièrement marqué. En 2001, le gouvernement de Lionel Jospin a fait adopter par le Parlement la loi de « modernisation sociale » qui avait pour objectif d'essayer de protéger les salariés contre la course à la maximisation du profit. Lutte ouvrière a expliqué en substance qu'il s'agissait d'un cautère sur une jambe de bois. Lorsque dès l'automne 2002, le gouvernement Raffarin a suspendu les principales dispositions de ce texte, les premières réactions sont venues d'Arlette Laguiller contre ce coup porté aux travailleurs. Sans commentaire.

La droite avait son Rémond (*Les droites en France*, Aubier-Flammarion, 1982) et son Sirinelli (*Histoire des droites en France*, Gallimard, 1992), livres de grande ampleur. Si la gauche a fait l'objet de nombreux travaux importants (Jean Touchard, Alain Bergounioux et Gérard Grunberg…) et de nombreuses études sous des angles ou des périodes précis, il n'existait pas de tentative d'approche globale sinon exhaustive des gauches en France. C'est ce que commencent à combler largement les deux volumes de l'histoire des

gauches en France sous la direction de Jean-Jacques Becker et Gilles Candar. Les contributions sont l'œuvre tant de spécialistes reconnus (Agulhon, Vovelle, Corbin…) que de jeunes universitaires. Les articles portent sur la confrontation des gauches aux idées (Lumières, marxisme…), aux phénomènes socio-historiques (guerre, économie, colonisation…), à des pratiques politiques (barricades, banquets, suffrage universel…) ou à des événements historiques majeurs (Révolution, 1848, Commune, Affaire Dreyfus, Mai 68…). C'est à un large panorama que nous convie cet ouvrage.

Mon attention a été particulièrement retenue par l'article de Maurice Agulhon, intitulé « La gauche, l'idée, le mot » qui inaugure le premier volume consacré à « l'héritage du XIX^{ème} siècle, le second étant consacré au « XX^{ème} siècle à l'épreuve de l'histoire ». C'est en militant amateur d'histoire que je l'ai lu et que j'y ai trouvé matière à discussion.

Maurice Agulhon en tient pour une division du champ politique français non pas en deux camps (droite et gauche) mais en trois (droite, gauche et révolution). On peut certes être d'accord avec l'auteur lorsqu'il écrit, en substance, que contrairement aux théories de Marx la lutte des classes n'est pas le moteur principal de l'histoire et que d'autres conflits sont à la source de nombreuses évolutions historiques. Il n'en reste pas moins que toute société connaît une division entre classes dominantes et classes dominées. Ce clivage ne recouvre évidemment pas le clivage droite-gauche. Pour faire simple, il y a toujours eu des bourgeois voire des aristocrates de gauche, ainsi que des salariés de droite. Cependant, la prise en compte prioritairement des intérêts de la classe dominante ou des dominés par les gouvernants est un critère des plus intéressants pour apprécier où se situent les uns et les autres. Par ailleurs, le suffrage censitaire jusqu'en 1848 place à gauche de l'échiquier politique des hommes qui sont incontestablement de droite comme les orléanistes. On est toujours ou presque à la gauche de quelqu'un. Si comme l'écrit Maurice Agulhon, au XIX^{ème} siècle « bourgeois de droite et bourgeois de gauche ont passé beaucoup plus de temps et dépensé plus d'énergie à se combattre entre eux qu'à combattre les prolétaires », c'est que le combat contre les prolétaires réclamait peu d'énergie dès lors qu'il n'y avait pas de suffrage universel et que l'organisation collective des ouvriers, pour ne pas parler de celles des journaliers, en était à ses balbutiements.

Entériner le clivage entre hommes et femmes de gauche d'une part et révolutionnaires d'autre part, c'est accepter que le verbe prime sur l'action. En France depuis la Commune, il n'existe de révolutionnaires qu'en paroles. Le Parti communiste français a-t-il profité de l'aubaine offerte en mai 68 par une grève générale et par la contestation, notamment par la jeunesse, du pouvoir gaulliste en place ? Que nenni. Conformément aux consignes de Moscou, il a soigneusement contribué à étouffer toute possibilité de renversement du pouvoir et ce ne sont pas les trotskistes et autres organisations gauchistes qui ont été dangereuses pour la V^{ème} République.

Ce qui distingue fondamentalement la gauche de la droite, c'est la prise en compte de l'égalité des individus sans jamais mettre en question les libertés fondamentales des mêmes individus. Les différences réelles tiennent davantage au point d'équilibre souhaité entre libertés et égalité.

POUVOIR INTELLECTUEL, LES NOUVEAUX RÉSEAUX

EMMANUEL LEMIEUX

Editions Denoël, Collection Impacts, 2003

PAR JÉRÔME SADDIER

juillet 2003

Où en est le « paysage intellectuel français » (PIF), deux décennies après les *Intellocrates* de Hamon et Rotman ? A cette question digne d'une couverture du *Nouvel Obs*, Emmanuel Lemieux consacre un pavé à première vue décourageant de 700 pages et, au vu de la volée de bois vert qui lui a été infligée à la sortie de son enquête en mars 2003, l'on pouvait craindre que Lemieux ait été capable du pire (le jeu de mots est facile mais les vacances arrivent…). S'il faut parfois au lecteur faire preuve d'endurance pour parvenir à bon port, ce voyage en « intellocratie » en vaut la peine, même si l'état des lieux n'est pas des plus réjouissants.

Thèse principale : en vingt ans, la formation d'une gigantesque « bulle médiatique » a considérablement bouleversé la vie intellectuelle française, ses règles comme ses mœurs, et surtout sa crédibilité. En somme, le PIF a mis les pieds dans le PAF, et il n'en sort pas indemne : dérives médiatiques, collusions affairistes, intrigues ministérielles, batailles éditoriales, errements politiques, excommunications moralisatrices… Le tableau dressé par Lemieux est saisissant. C'est à qui saura le mieux se positionner pour accéder à un magistère permanent donnant accès à une prébende universitaire, un fauteuil éditorial, au plateau nocturne d'Ardisson, aux colonnes du *Monde* ou du *Nouvel Obs*, aux coulisses du pouvoir. Si l'on ajoute à cette vision apocalyptique la déshérence de l'idée de progrès et un passage désenchanté (désenchanteur ?) de la gauche au pouvoir, il y a de quoi se sentir déprimé quant à la bonne santé du PIF et un chouia désabusé à l'égard des polémiques qui l'agitent de temps à autre.

Il faut tout le sens de la formule de Lemieux, qui a trempé sa plume dans une encre jouissive et vacharde, pour susciter jusqu'au bout l'intérêt du lecteur dans les méandres des « influences » et les combines des « tribus ». L'auteur a ses têtes de Turc, qui le lui ont d'ailleurs bien rendu, mais il ne pourra pas lui être reproché de ne pas être suffisamment informé : l'on regrettera même à certains égards la surabondance de faits et de références qui nuit quelque peu à la clarté de la démonstration, et l'on s'inquiétera au passage pour la bibliothèque de l'auteur qui a dû subir une inflation désespérante. Les bastilles du « pouvoir intellectuel » n'ont certainement pas apprécié de voir étalées leurs mœurs : c'était pourtant salutaire. Elles ont en revanche moins réagi face à la critique de leur versatilité ou de leur aveuglement politique : c'est bien dommage car c'est en cela que la démonstration est des plus intéressantes.

Avec une précision d'entomologiste, la fresque de Lemieux distingue quatre grandes catégories d'intellectuels : les « médiacrates » (intellectuels généralistes et médiatiques ayant un avis autorisé sur à peu près tous les sujets de société et disponibles pour tout combat passant à portée de plume), les « oracles » (experts dûment sollicités et rétribués par tous les tiroirs-caisses de la République des Lettres voire du MEDEF pour les plus entreprenants), les « séminaristes » (universitaires englués dans la gestion boutiquière de la corporation pour se distraire de la grisaille de leur laboratoire) et les « gendelettres » (forme préhistorique de l'intellectuel français qui aspire à abolir la frontière fonctionnelle qui distingue l'écrivain de l'éditeur). Chacune de ces familles aux caractéristiques quasi zoologiques (présentées dans l'ordre décroissant de la notabilité) est décrite avec sa topographie particulière, ses complicités afférentes, et même ses avocats associés. L'ensemble de ce tout petit monde surnage dans un joyeux mélange des genres : médias, politique, affaires… Un « grand intellectuel » se doit d'avoir un pied partout (ce qui tient manifestement de la prouesse physique et suppose au minimum de l'entregent). Ce sport particulier réservé aux gentlemen des lettres revient à pratiquer une forme accomplie d'« inceste professionnel » par lequel la composition d'un comité de rédaction, d'une liste de pétitionnaires, d'un jury littéraire ou d'un plateau télé dans une émission culturelle obéit aux même règles qu'un dîner en ville.

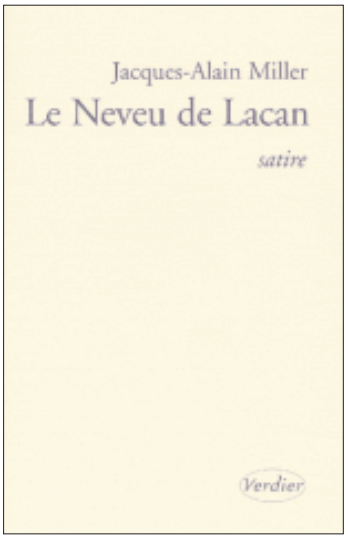
Grand vainqueur de ces joutes intello-médiatiques, la « génération 68 » tient manifestement le haut du pavé et Emmanuel Lemieux entreprend avec un plaisir jubilatoire de déboulonner des statues patiemment forgées dans l'acier des médias, des coulisses du pouvoir et des affaires. Pierre Bourdieu, Bernard-Henri Lévy, Régis Debray, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Alexandre Adler, Pierre Rosanvallon et bien d'autres passent ainsi dans sa moulinette sauvage et souvent inspirée, et l'on se délecte avec l'auteur des petites et grandes compromissions, des reniements et des faiblesses, des copinages et des excommunications définitives, des postures et parfois même des impostures… En définitive, c'est une grande partie des intellectuels de la « génération 68 » qui se fait ainsi aligner dans une tentative d'épitaphe avant l'heure. Lemieux souligne brutalement l'éclatement idéologique d'une génération marquée pour sa très grande partie par son gauchisme originel, ainsi que ses tentatives de recyclage dans l'anti-mondialisation, dans le républicanisme ou plus prosaïquement dans le libéralisme. La démonstration est parfois si féroce que le livre tourne par certains côtés au « manuel de survie pour anciens gauchistes dans la jungle du PIF ».

S'il est acquis dans l'imaginaire collectif qu'un intellectuel est nécessairement de gauche, il y a lieu de procéder alors à de sérieuses révisions. Le tableau de Lemieux est à ce titre, bien qu'en filigrane, la description d'un divorce des intellectuels avec la gauche annoncée dès 1983 par Max Gallo dans une tribune retentissante. Vingt ans après cet appel vibrant de l'ascète du Panthéon, le tandem a toujours le pied à terre et les « compagnons de route » sont en goguette. A l'heure des considérations savantes ou polémiques sur l'état de la gauche, l'on notera que ses propres faiblesses n'ont en fait rien à envier à celles du PIF. Reste à savoir quelle est la cause et quelle est la conséquence… Mais il n'en demeure pas moins que, privé de son débouché politique, le PIF paraît voué aux guerres picrocholines et aux violents règlements de comptes : pour ou contre Taguieff, « nouveaux réacs » contre « néo-progressistes », pro-serbes ou pro-croates (et/ou bosniaques et kosovars)… Les lignes peinent à se dessiner et sont rarement dénuées d'arrière-pensées, mais ne contribuent pas à définir les contours d'un nouveau paysage politique.

Toujours habiles dans l'usage du triptyque « indignation, pétition, excommunication » avec l'assistance des « honorables correspondants »

des pages d'opinion de la grande presse parisienne, nos intellectuels entretiennent leur forme et soignent leurs réseaux mais maintiennent durablement leurs distances avec la politique… A de rares moments, la surchauffe guette la machinerie et tel ou tel se retrouve dans l'œil du viseur, mais les causes ne sont souvent que de passage (la lutte contre l'extrême-droite, la réforme de la Sécu, les sans-papiers…) et ne retiennent pas durablement le chaland : tout bon intellectuel médiatique se doit de créer l'événement, quitte à paraître inconstant. Si l'on ajoute à cela une sévère dégradation des mœurs universitaires, où la baston, le copinage et le plagiat sont devenus des règles de vie en société, l'on se prête à penser que l'insécurité ne sévit pas seulement dans les quartiers difficiles, mais que les trottoirs de Saint-Germain-des-Prés ou du Quartier Latin ne sont pas non plus des plus sûrs.

Dans cet univers impitoyable, l'on cherchera malheureusement en vain les « nouveaux réseaux du pouvoir intellectuel » annoncés par l'éditeur. Au fil des pages, les « nouveaux visages » sont en effet bien peu nombreux à émerger : des universitaires (Philippe Corcuff, Bastien François, Franck Poupeau, Véronique Nahoum-Grappe), des journalistes (Sylvain Bourmeau, Elisabeth Lévy, Josyane Savigneau) et même un avocat (Maître Pierrat)… L'on retiendra ces quelques noms sans vouloir offenser les autres, mais l'on peine souvent à comprendre en quoi ils constituent pour la plupart des « nouveaux réseaux » structurés autour de visions intellectuelles spécifiques et de stratégies bien établies. Pour la plupart eux-mêmes engagés dans les batailles d'appareil propres à leur caste, on leur souhaite bien du courage pour en changer les mœurs et redonner du sens à la fonction de l'intellectuel dans notre société. Comme le souligne Lemieux, « il reste à inventer un intellectuel du nouveau continent européen et de la mondialisation, un intellectuel des démocraties ennuyeuses ». Rendez-vous dans vingt ans…



LE NEVEU DE LACAN

JACQUES-ALAIN MILLER

EDITIONS VERDIER, AVRIL 2003

PAR THIERRY GERMAIN

juillet 2003

Jacques-Alain Miller n'a pas beaucoup apprécié d'être embarqué l'an dernier, via la plaquette de Daniel Lindenberg, dans l'aventure retentissante des *Nouveaux réactionnaires*. Homme d'esprit, intellectuel au sens le plus noble du terme et psychanalyste, il a donc, dans le plus grand calme apparent, décidé de faire deux choses : se moquer de son enrôleur et comprendre. *Le neveu de Lacan* est donc un bloc de près de 400 pages tout à la gloire de Lindenberg, qui s'en serait probablement bien passé, et de ses radicales classifications politiques et intellectuelles. Si l'opuscule de la collection « République des idées » a déjà fait couler pas mal d'encre, en voilà encore, et du meilleur ! C'est qu'emporté par l'exercice, Jacques-Alain Miller s'est laissé aller à prendre une posture assez inhabituelle pour lui de membre à part entière de la République des idées, et ce glissement vers le siècle est en soi même une part intéressante et assez savoureuse de son ouvrage. Du coup, c'est dans les toutes dernières lignes qu'il décrit avec le plus de clarté l'exercice auquel il vient de le livrer : « allumer un projecteur, placer sous les yeux du public certains tours que lui jouent des acrobates, des magiciens, à qui pour un peu on donnerait le bon dieu sans confession ». Nourri de fortes références, usant de la psychanalyse comme d'une technique efficace et affûtée d'interpellation et de compréhension, maniant l'ironie avec une réelle délectation et ciselé dans sa construction, ce livre est en lui même un réponse à Lindenberg : voilà comment s'écrit un pamphlet !

Trois grandes parties, trois exercices différents, structurent le livre. Tout commence à la façon des Lumières par une « Notice sur la vie et les travaux de Lindenberg Daniel, fameux pamphlétaire français », note lue lors de la « séance semi-clandestine annuelle » de la désormais célèbre « Académie des sciences immorales et politiques ». Une académie qui organise chaque année un « brunch des non-dupes » ne peut être totalement néfaste à la société qui l'accueille. Rédigée dans cet esprit et entièrement à la gloire de Lindenberg, cette partie met notamment en valeur son parcours et une certaine tendance au reniement et à son corollaire, selon Miller, une pratique quasi pavlovienne de la dénonciation. Passant du communisme à une certaine tendance jésuitique (« moins de russe, plus de ruse », cela donne une méthode ainsi décrite : « l'a-t-il dit, ne l'a-t-il pas dit ? Il l'a laissé entendre, voilà comment cela s'appelle. Il démentira si cela tourne mal, il affirmera si cela tourne bien. Il y a des écoles où cela s'apprend, voyez-vous »), l'auteur des *Nouveaux réactionnaires* nous est dépeint sans trop d'objectivité dans son parcours

intellectuel, et donc sert de fil rouge (si j'ose dire) à une vivante traversée des familles d'esprit de ces trente dernières années.

S'en suit un dialogue entre « lui et moi », dans un dédoublement inspiré notamment de Borges, dont un extrait de *La Biblioteca* ouvre cette partie, et qui se conclut plaisamment par ces mots : « je ne sais lequel des deux écrit ces pages ». Conversant avec son moi, Jacques-Alain Miller va aller chercher « l'instigateur » derrière Lindenberg, et ébaucher sa tentative de décryptage du pamphlet. Sa victime est cette fois Pierre Rosanvallon. Directeur de la collection « la République des idées » et éditeur au Seuil des *Nouveaux réactionnaires,* Rosanvallon est selon Miller au cœur d'une stratégie consciente et collective de brouillage des frontières et repères intellectuels et politiques. Alors que l'ex-animateur de la Fondation Saint-Simon attribue au livre de Lindenberg un pouvoir de « révélation des mouvements de recomposition en cours », Miller pense lui que l'ouvrage, dont il décrit fort bien d'ailleurs les ressorts notamment médiatiques qui en assurent la publicité puis le succès auprès des élites (dont on sait qu'il n'a pas été le même en librairie), est le navire amiral d'une stratégie délibérée de « construction de l'opinion ». Il compare cette « conspiration du meilleur » à ces agriculteurs qui travaillent aujourd'hui à créer de nouvelles « vigueurs hybrides », et se lance dans un désopilant exercice de parallélisme entre les jésuites et cette démarche selon lui à l'œuvre. La « République des idées » devient, plongée dans une telle solution, une « organisation de masse des élites ». Plus fondamentalement, l'auteur évoque ce « peuple introuvable » qui, offrant un large vide au cœur de nos sociétés contemporaines, laisserait la place à la création de nouveaux « insignes inédits », autour notamment de la socialisation de l'opinion, de l'exaltation de l'unité du peuple nation et de la construction médiatique des communautés d'opinion. L'un des traits de ce mouvement serait d'ailleurs l'émergence souvent commentée ces temps derniers de nouvelles identités particulières (NIP si l'on prend la voie sérieuse, « nippes » en restant au second degré, une frontière que Miller prend bien soin de laisser le plus souvent dans l'ombre !). Demeure une conviction certaine dans le rôle de l'incarnation en politique, et donc dans la nécessité absolue de placer au cœur de nos démocraties de nouveaux « signifiants-maîtres ». D'où, dans son analyse, le rôle et la place du petit livre de Daniel Lindenberg.

Dans quel sens tout cela ? Avec quel objectif pratique ? C'est la troisième partie du livre, écrite cette fois sous la forme du *journal d'Eusèbe (devinez qui)*, qui apporte une bonne part de la réponse. Alternant exercice diariste traditionnel et extraits (articles, dont un savoureux portrait de Nicolas Sarkozy en monsieur « Kandoo », ce qui résonne plutôt singulièrement ces jours-ci ; conférences ; cours), cette partie est celle qui fait le plus appel à la psychanalyse comme outil d'analyse et de « révélation », mais souvent aussi comme vecteur fort efficace et très pointu de l'ironie constante de l'auteur. Retenons-en ici la dimension la plus politique : le rapport entre l'évolution de la gauche et l'opuscule lindenbergo-rosanvallonnien. Tout part du concept de « gauche orléaniste » dans lequel, selon Miller, peut s'intégrer une bonne part de la gauche française actuelle. Cette « gauche de la technostructure », s'il faut l'en croire, a en cours une vaste opération de redéploiement : préempter la part recyclable de thèmes traditionnels de la droite (sécurité, autorité…), et pour ce faire, à la fois déplacer la ligne de démarcation ancienne avec la droite la plus modérée et faire reluire les différences pour éviter que cette opération (technique dite du « me too » aux Etats-Unis) n'échoue et que l'électeur aille malencontreusement préférer l'original à la copie. Le livre de Lindenberg serait dans cette opération le manifeste intellectuel d'un nouveau « bloc de progrès » qui associerait dans une « union des modernes » (laquelle soit dit en passant a vocation à vampiriser le maximum d'espace à gauche) les libéraux et les « égalitaires », et donc se constituerait en opposition aux archaïques,

intégrant la gauche radicale, et bien sûr aux « nouveaux réactionnaires ». Pour fonctionner, ce complot s'appuie sur le « discours de l'homéostase », c'est-à-dire sur une société dont la tension a été ramenée à son plus bas niveau, et dont le principal instrument reste le droit. Utilisée à haute dose, cette « judiciarisation des choses et du discours » fait de la démocratie un lieu vide, ce que Miller illustre de la façon suivante : « Quand le Droit est respecté, il n'y a même pas de lieu d'où puisse se dire : ceci n'est pas juste. Quel lieu inventer pour dire : il n'est pas juste que certains accumulent de l'argent et que d'autres tombent dans la misère ? S'ils ne sont pas contents, qu'ils fassent donc un procès ». L'auteur oublie simplement dans une telle approche que la loi, cela se change ! Oui, mais qui le peut et qui le veut vraiment, répondrait-il ?

En tout cas pas l'Homme de gauche, dont *Le Neveu de Lacan*, poursuivant sa démonstration à travers force détours et digressions de haute volée, nous annonce l'irrémédiable disparition. Il est mort d'ailleurs en 1983, les vingt années dernières étant celles de ce que Lacan nomme « le temps-pour-comprendre ». On espère au moins que la remarque est générale ! Décomposée, réduite à l'état d'une « multiplicité inconsistante » (Cantor), d'un « pas tout » (Lacan), la gauche est devenue insaisissable et c'est ce qui justement ferait aujourd'hui sa force. Hybridation généralisée, multiplicité de possibles, l'enjeu est de cristalliser cette solution, au sens chimique, dans un vote, et c'est justement ce que Lionel Jospin n'a pas su faire voici un an. A l'ère « post-politique » où « l'on administre et l'on ne gouverne pas », ayant perdu le sens tragique de l'histoire (ce que Miller illustre au travers d'un portrait fort terne ma foi de la politique extérieure du gouvernement Jospin), notre psychanalyste « zara-tout-strass » débusque derrière le pamphlet qui voici quelques mois l'aura égratigné l'élément d'un séisme rampant dont l'épicentre n'est pas très loin du bloc de la *République du centre* parue en 1988. Si l'on peut ergoter sur pas mal d'éléments de ses analyses, il faut rendre à Miller justice de son talent et de sa clarté. Descendu dans l'arène, il s'y tient avec cette distance et cette ironie légère qui ne devraient jamais manquer aux hommes et femmes qui croisent sur la (petite) place publique le fer de leurs opinions. Cette distance, Miller l'illustre par une anecdote en forme de citation, héritée d'une visite aux auteurs de Tel quel : « Je me souviens de Claude Simon m'expliquant que si la révolution battait son plein sous ses fenêtres, il finirait sa page avant de descendre prendre part au combat. Cela me paraissait bien long, une page de Claude Simon ». Décidément oui, sa réfutation à son enrôleur, Jacques-Alain Miller l'aura fort heureusement plus inspirée des cabinets et cafés du Grand Siècle que des pamphlets au cordeau des décennies qui nous talonnent. Et c'est déjà beaucoup d'y réussir.

CHANGER DE MODÈLES

Mondialisation, financiarisation, crise économique : autant de bouleversements économiques majeurs qui, au-delà du *fine tuning* des politiques conjoncturelles, nous somment de repenser notre système économique et sociétal. Car c'est l'assomption de la raison instrumentale (Adorno), la tyrannie du chiffre, sous-tendant ces évolutions qu'il semble aujourd'hui nécessaire d'interroger. Autant dire que le modèle social-démocrate est plus que jamais d'actualité pour éviter que le tissu social ne se déchire sous le coup d'une mutation profonde et incontrôlée du capitalisme.

- I -

Vers un nouveau capitalisme ?

LE LIBÉRALISME EN CRISE

L'Economie politique n°44
Le libéralisme en crise
Une capacité de réinvention
La main invisible : une légende
Les chemins sinueux de la pensée libérale
La fin du cycle libéral
Qui a financé les libéraux ?
Catherine Audard
Jean Dellemotte
Gilles Dostaler
François Lenglet
Olivier Longchamp et Yves Steiner
Lutte contre les paradis fiscaux : l'échec des années 1920
Christophe Farquet

L'Economie politique, numéro 44, trimestriel, octobre 2009

PAR THIERRY ROURE

novembre 2009

Après le triomphe des idées libérales dans les années 1970, triomphe qui paraissait alors inéluctable, nous assistons à une véritable réhabilitation de l'intervention de l'Etat dans l'économie, à l'occasion de la récente crise financière et économique.

La dernière livraison de *L'économie politique*[1], revue théorique éditée par *Alternatives économiques*, publication s'efforçant de replacer, de manière critique, les questions économiques et sociales dans une perspective politique *lato sensu*, permet de s'interroger à nouveaux frais sur l'étrange mais durable hégémonie du libéralisme à laquelle nous avons assisté depuis trente ans. Il n'est pas vain en effet de se demander d'où vient cette idéologie pour penser la sortie de cette *épistémè* au sens de Foucault.

Bien sûr, ce numéro est l'occasion de retracer les avatars successifs du libéralisme, qu'il s'agisse des théoriciens comme Smith, Mill, Hayek, Friedman, père du monétarisme ou plus près de nous Lucas, théoricien des anticipations rationnelles, et des politiques qu'ils ont inspirées, comme celles de Thatcher et Reagan arrivés au pouvoir respectivement en 1979 et 1981. Le colloque Lippman en 1938 et la création de la Société du Mont-Pèlerin en 1947 autour de Hayek ont ainsi joué un rôle fondamental dans la construction et l'essor du néo-libéralisme, idéologie qui, en s'inscrivant dans les têtes, a conduit à des politiques de déréglementation tous azimuts.

Mais cette publication va beaucoup plus loin puisqu'elle a pour fil conducteur de revisiter la généalogie des idées libérales en allant à l'encontre d'un certain nombre d'idées reçus.

Elle le fait en montrant la véritable hybridation qui a eu lieu au cours de l'histoire entre libéralisme et socialisme. Ainsi l'article de Jean Dellemotte montre, textes à l'appui, que Smith est loin d'être l'apologiste du marché que l'on a dit car *La Richesse des nations* confère une large place à l'Etat, qui doit assurer les fonctions régaliennes bien sûr mais également développer les infrastructures ; ce faisant, il prouve que la « main invisible », véritable pont-aux-ânes de la pensée libérale, n'est qu'une métaphore ayant une place marginale dans l'œuvre de Smith. Le véritable fondateur du

1. Le comité de rédaction regroupe des journalistes spécialisés dans le domaine économique et social comme Denis Clerc et Christian Chavagneux et des universitaires comme Dominique Plihon, président du conseil scientifique d'ATTAC, et Marc Flandreau, professeur à Sciences-Po Paris.

libéralisme serait ainsi davantage le docteur Quesnay, créateur de la maxime « laisser faire, laisser passer » et chef de file des physiocrates composant la « secte des économistes », que Smith lui-même qui a construit une théorie morale beaucoup plus complexe.

Par ailleurs, les articles de Catherine Audard, professeur à la *London School of Economics*, et de Gilles Dostaler, spécialiste bien connu de Keynes, retracent, avec beaucoup de pédagogie et de nuances, l'histoire des chassés-croisés entre libéralisme et socialisme. Dans cet échange mutuel le « moment John Stuart Mill », pour parler comme Pierre Rosanvallon, aurait été déterminant puisque, auteur de la grande synthèse de la pensée classique, il a également développé des points de vue d'inspiration socialiste, en prenant fait et cause pour les déshérités et pour les femmes notamment, prises de position fondées sur une théorie de l'homme comme être social. Contrairement à une vision atomistique d'une société d'individus rationnels et calculateurs, que l'on retrouve encore dans bon nombre de manuels actuels de micro-économie, les grands penseurs socialistes libéraux ont toujours insisté sur la dimension relationnelle et sociale de l'homme. C'est particulièrement vrai de l'Italien Rosselli, auteur de la formule de « socialisme libéral » qui n'a rien à voir avec le qualificatif de « social-libéralisme » servant aujourd'hui à fustiger une prétendue dérive du socialisme gestionnaire. Fort de cette hypothèse, il nous est ainsi permis de tordre le cou à de nombreuses idées reçues sur des auteurs pourtant majeurs : Keynes est ainsi classé parmi ces libéraux sociaux car, membre du parti *whig*, il entendait bien, à la différence de Marx, sauver le capitalisme même s'il était critique à l'égard du laisser-faire ; Walras, fondateur de la théorie néo-classique formalisée, est rendu dans toute sa complexité car il est pertinemment rappelé qu'il était socialiste ; Hayek, bien qu'il fut le chantre de l'ordre spontané du marché, est également présenté comme un esprit éclectique très critique à l'égard de la mathématisation de l'économique. Chemin faisant, on réalise ainsi que la scientificité de celle-ci est bien relative car elle s'enracine toujours dans des systèmes de valeurs éthiques et politiques. Chez tous ces grands auteurs, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les choix politiques ont ainsi préexisté aux constructions théoriques.

Mais il y a plus. L'article de François Lenglet, dans ce numéro ouvrant des perspectives stimulantes mais qu'il faudrait approfondir, cherche à montrer que le chassé-croisé se ferait également au niveau des politiques qui sont menées puisque c'est paradoxalement la gauche au pouvoir qui aurait procédé en France à une certaine libéralisation à compter de 1983 et que c'est aujourd'hui un gouvernement de droite qui pourrait peut-être redonner à l'Etat une fonction de régulation économique.

Malgré la grande richesse des idées brassées dans ce numéro, il n'en reste pas moins vrai que le clivage entre socialisme et libéralisme existe dans les têtes et dans les faits, et qu'il serait vain d'en faire abstraction pour appréhender un débat politique forcément contradictoire même s'il doit être abordé dans toute sa complexité. Certes libéralisme et socialisme sont également issus de la révolution industrielle mais, s'il s'agit de frères, ce sont des frères ennemis. Bien sûr, il faut rappeler les échanges entre ces deux doctrines mais ne pas oublier que ce sont deux matrices idéologiques opposées et irréductibles. Il n'en reste pas moins vrai que ce numéro devrait nous aider à revisiter l'histoire des idées politiques pour inventer les nouvelles matrices intellectuelles, qui sont aujourd'hui nécessaires, pour inventer l'avenir.

L'AVENIR DU CAPITALISME

JEAN-LUC GRÉAU

Editions Gallimard – Le Débat, janvier 2005

PAR NICOLAS BOUILLANT

octobre 2008

Autant le dire d'entrée : voilà un livre bigrement intéressant, du genre de ceux que l'on garde ensuite à portée de main. Le style est plaisant, clair, précis, chirurgical même. Les questions traitées sont admirablement bien remises en perspective. Les analyses sont pertinentes et surtout diablement convaincantes.

Pour prendre deux exemples glanés au hasard, lisez les quelques pages bien senties sur le caractère non opératoire de la taxe Tobin (notamment comparé à « l'encaje » chilien) ou sur les dangers des retraites par fonds de pension. En quelques mots, tout est dit sur des questions qui ont quand même entraîné, et entraînent encore, des discussions multiples et passionnées et une littérature imposante. On sort ainsi du livre de Jean-Luc Gréau avec une meilleure compréhension des phénomènes économiques contemporains, une envie de débattre sur les évolutions des sociétés actuelles, une incitation à l'action militante pour modifier ces évolutions. Un bon et vrai essai, quoi, pour paraphraser Pierre Mauroy.

Seules les propositions, peut-être un chouia sans surprises, en dehors de la suppression de la Bourse qui a déjà intrigué les médias, m'ont paru un niveau en-dessous des analyses. Mais il est vrai que, comme le dit Gréau lui-même, il n'est pas question de « concéder à la tentation d'un retour subreptice au socialisme » mais de trouver une voie de rénovation du capitalisme, ce qui peut sembler à certains, dont je fais partie, bien trop conservateur, même si la tâche est ambitieuse.

La question centrale du livre de Gréau est posée dès le chapitre introductif (qui pour les lecteurs trop pressés constituent une bonne synthèse du livre, mais ce serait dommage) : le capitalisme est-il encore viable ? La question peut apparaître saugrenue tellement il est clair que « nous voici habitant un monde où non seulement le capitalisme semble avoir surmonté tous les défis du siècle écoulé, mais où il déborde de ses anciennes limites. Il apparaît non plus modestement comme une machine à produire et à répartir les richesses matérielles, mais comme un instrument de transformation des sociétés en systèmes marchands ». « Et pourtant… ».

Et pourtant, en effet. « Le capitalisme n'était-il pas plus solide quand il était en concurrence avec le socialisme réel ou avec les idéologies fondées sur le rejet du marché ? » « Aujourd'hui, il suffirait que l'un quelconque des pivots matériels du système se casse pour que le château extraordinaire

du capitalisme dernier cri soit menacé de ruine ». Diable, la prédiction de Marx serait en train de s'accomplir et nous ne le voyons pas.

Jean-Luc Gréau nous invite donc à reprendre avec lui plusieurs faits actuels majeurs, souvent commentés, et, à partir d'eux, à nous interroger sur la viabilité du capitalisme contemporain. Je ne reprendrai dans cette chronique que les principaux, qui constituent par ailleurs les titres de chapitres du livre.

Premier fait : l'anomalie américaine. Jean-Luc Gréau reprend la question maintes fois débattue : Etats-Unis, modèle à suivre ou économie en déclin ? En fait, ni l'un ni l'autre, mais une anomalie économique puisque la santé économique enviée des Etats-Unis repose sur une demande soutenue des particuliers qui n'est plus liée à la distribution des revenus, mais aux facultés de crédit offertes sans limites apparentes par le système financier. La propension à s'endetter des Américains a toujours été très forte et avait déjà été utilisée à plein lors du cycle expansionniste 1995-2000. Cela avait permis, conjugué à un investissement massif dans les nouvelles technologies, une croissance importante. Mais une fois le cycle en voie de retournement, plutôt que d'observer un retour à l'épargne, la dette des ménages américains a continué à augmenter. Le choix a en effet été fait, notamment par des taux d'intérêt très bas, de continuer à endetter les citoyens américains (et l'Etat). La bonne santé de l'économie américaine, et de son emploi, ne doit donc rien à un « génie américain », mais à une bonne vieille recette keynésienne de croissance tirée artificiellement par la demande.

Cependant, ce surendettement du consommateur américain atteint aujourd'hui des proportions jusqu'ici inconnues. Et il a entraîné un déficit commercial abyssal, clairement parallèle à l'évolution de l'endettement des ménages américains, avec là encore aucune limite à l'horizon. En effet, « les créanciers sont tenus par les débiteurs ». Les partenaires économiques des Etats-Unis doivent continuer à engranger des dollars s'ils ne veulent pas compromettre la poursuite de leurs échanges commerciaux avec les Etats-Unis, échanges qui soutiennent leur propre économie. En clair, le monde est aujourd'hui dépendant de l'appétit effréné de consommation du ménage américain.

Deuxième fait majeur : la déflation salariale mondiale. Gréau se livre ici à une analyse du phénomène des délocalisations et à une critique de la théorie du libre-échange qui, pour n'en être pas nouvelles, conservent toutes leur pertinence et sont présentées avec une clarté qui ne peut qu'entraîner l'adhésion. La théorie de l'avantage réciproque ne fonctionne pas lorsque le critère du coût du travail est prédominant dans le choix des implantations et lorsque celles-ci ne visent pas la satisfaction du marché local, mais les marchés des pays développés. La conséquence principale du fonctionnement du libre-échange actuel, ce n'est donc pas l'enrichissement réciproque, mais le démantèlement des bases industrielles des pays développés, le chômage et une pression croissante à une égalisation des salaires par le bas. Une déflation d'un nouveau genre est donc en œuvre, dans le sillage de cette pression mondiale à la baisse des salaires. Les responsables : la grande distribution et la prise de pouvoir des marchés financiers.

Troisième fait : les capitaux sans tête. La mondialisation des années 1990 n'est pas la première de l'histoire économique. Il y avait eu la mondialisation anglaise, la mondialisation des années 1920, la mondialisation des pétrodollars. Mais elle a trois caractéristiques distinctes des précédentes : elle inclut potentiellement le monde entier, elle se double d'une ouverture concomitante (et obligatoire) des frontières commerciales et des marchés financiers, elle se réalise principalement sous forme d'investissements directs. Or, ces caractéristiques induisent un potentiel de déstabilisation des

économies nationales, notamment des économies émergentes, lié notamment aux flux désordonnés de « capitaux sans tête ».

Comme l'a montré la crise asiatique, l'ouverture des marchés dans des pays qui disposaient d'un excédent d'épargne a entraîné classiquement (et bêtement) une « surliquidité », la formation de bulles immobilières et financières, et une crise dont le « caractère extravagant laisse songeur ». Idem pour la « dette perpétuelle latino-américaine » causée certes par une incapacité à recourir à l'épargne locale et une improductivité des structures, mais aussi par l'appétit disproportionné des bailleurs de fonds étrangers et la garantie implicite du FMI à ces bailleurs.

Quatrième fait : les scandales boursiers. Les scandales type Enron et les dégringolades boursières auraient dû conduire à des réflexions sur le fonctionnement actuel des Bourses ou plutôt leurs dysfonctionnements : endettement effréné des sociétés cotées, évaluation erratique, rachats de leurs propres actions, développement des stock-options (ce passage permet à Jean-Luc Gréau une petite digression sur les salaires des dirigeants d'entreprises qui, dans le contexte des indemnités de départ du président de Carrefour, sonne on ne peut plus juste), formation de bulles spéculatives,…

A cela s'ajoute un problème plus global : la Bourse ne finance plus les entreprises, mais au contraire « les entreprises subventionnent les détenteurs d'actions », et notamment les fonds de placements collectifs qui « soumettent les entreprises et les collectivités de salariés qu'elles abritent à un régime de prédation ». L'introduction boursière répond de même moins à la nécessité objective d'une consolidation financière des entreprises qu'au désir d'enrichissement et à la volonté de puissance des individus. La bourse n'a donc plus que des inconvénients et les entreprises sont désormais soumises à une vision strictement financière et de court terme, dictée par leurs actionnaires.

Le système capitaliste a donc généré des anomalies, plutôt des contradictions, qui le rendent aujourd'hui fragile. Son devenir passe donc par l'instauration d'institutions protectrices qui pourraient encadrer le monde nouveau. « Le moment est venu de retrouver la trace et l'inspiration du Schumpeter de *Capitalisme, socialisme et démocratie* ». En effet, comme il l'avait fait, il est nécessaire de proposer une nouvelle organisation générale qui permettra à l'entreprise et à la concurrence d'agir dans un sens à la fois plus juste et plus efficace, en un mot de redéfinir le fonctionnement du capitalisme. Jean-Luc Gréau formule alors quelques propositions, qui pour n'en être pas moins révolutionnaires, semblent et opérantes et nécessaires pour réussir cette nouvelle régulation du capitalisme qu'il appelle de ses vœux. Je les regrouperais en trois familles :

— Un néo-protectionnisme : Jean-Luc Gréau reconsidère le projet de libre-échange mondial et propose la mise en œuvre d'un néo-protectionnisme adapté aux conditions de l'économie contemporaine, contrepartie à la mondialisation des entreprises couplée à la recherche du plus bas salaires. Il ne s'agit pas de les enfermer et les priver de leur liberté d'action, mais simplement les contraindre à développer le travail des populations des nations anciennement développées et les ramener dans le champ de la responsabilité collective. Une seule solution apparaît alors, qui n'a d'ailleurs rien de nouvelle : « c'est à partir de grandes zones de libre-échange économiquement intégrées et commercialement protégées que peut s'organiser la mondialisation. Le marché commun européen en a offert le modèle vivant ». Et l'on retrouve ici, même si je ne suis pas sûr que ce soit le fond de la pensée de Jean-Luc Gréau, la nécessité d'une Europe forte. La construction européenne n'est pas la cause des effets néfastes du libéralisme et de la mondialisation, contrairement à ce que l'on

a pu entendre ces dernières semaines, elle est au contraire notre meilleur rempart.

— Une réorganisation du système monétaire international : là encore, Jean-Luc Gréau ne fait pas dans l'originalité, ni dans son analyse des dysfonctionnements du SMI actuel (les privilèges de l'Amérique, l'accumulation des dollars,…), ni dans ses propositions : mise en œuvre d'une grille de parités stables à partir d'un étalon panier, instauration de la clause de solidarité forcée, mise en œuvre d'un système de garantie aux emprunteurs. Mais elles restent toujours à mettre en application.

— Une réforme de la gouvernance de l'entreprise en fondant les droits des actionnaires sur leur engagement durable dans le capital de l'entreprise. Gréau demande à ce que cesse la double aberration illustrée par les scandales financiers : celle d'entreprises soumises à la pression financière abusive de la Bourse et celle de managers dont l'action quotidienne échappe à tout contrôle sérieux. Il propose de suivre l'exemple de l'actionnariat familial : « Il ne saurait y avoir de pouvoir de l'actionnaire sans lien contractuel avec l'entreprise ». Cette réforme doit s'accompagner de la suppression des marchés financiers de type boursier. C'est clairement la proposition la plus révolutionnaire. Cette vieille institution victorienne ne tient que par le soutien de la finance américaine. Il faut donc simplement mettre en place un marché d'actions à dividende prioritaire sans droits de vote à côté d'une procédure permettant de concentrer le capital entre quelques actionnaires de référence dotés du pouvoir juridique.

En conclusion, pour Jean-Luc Gréau, « un fait simple et essentiel réunit ces questions dans leur ensemble. Il provient de la position centrale de l'Amérique. » Les dirigeants américains sont habités par l'illusion que leur nation a mis au point le modèle socio-économique dont le monde a besoin. Au contraire des modèles suédois, allemands ou japonais, les élites américaines se sentent donc investies d'une mission, dans la meilleure tradition d'un messianisme idéologique. Or, cette organisation socio-économique aboutit aux Etats-Unis à ce que « deux Amériques se regardent : l'Amérique riche d'épargne et l'Amérique riche de dettes et de plus en plus fragmentée ». Cette étrange configuration sociale, où le salariat a laissé place à une immense classe « servante » d'une minorité toujours plus riche, ne peut être ni suivie, ni surtout constituer un exemple pour aucune autre nation. L'Europe par exemple n'a aucune raison de suivre ce modèle, mais doit plutôt insister sur ses propres atouts.

L'avenir du capitalisme passe par la résolution des contradictions matérielles qui menacent son équilibre et la définition de formes nouvelles de régulation en liaison avec la mondialisation. Or, pour cela, il est nécessaire de combattre la volonté d'une élite américaine sûre de son modèle. « Aucune nation n'a le droit d'imposer son avenir au capitalisme ».

TROIS LEÇONS SUR LA SOCIÉTÉ POST-INDUSTRIELLE

DANIEL COHEN

Editions La République des idées – Seuil

PAR NICOLAS BOUILLANT

décembre 2006

Daniel Cohen, universitaire bien connu, nous propose un petit livre (90 pages) d'une grande facilité de lecture et d'une grande clarté sur les évolutions économiques et sociales en cours. Le fait qu'il reprenne un cycle de conférences donné au Collège de France n'y est pas étranger. Ce livre s'adresse donc plus au citoyen qu'à l'expert et on peut lui souhaiter de connaître la même postérité que son inspirateur, le livre de Raymond Aron intitulé *Dix-huit leçons sur la société industrielle*.

Dans la première « leçon », Daniel Cohen dépeint en quelques traits les contours de la nouvelle organisation économique et sociale, qu'il appelle « société post-industrielle ». Rien de ce qu'il présente n'est franchement novateur, mais la clarté de cette présentation permet une bonne compréhension de phénomènes complexes.

Cette société « post-industrielle » est née de cinq ruptures par rapport au passé. La première est technologique, produite par ce que l'on appelle la troisième révolution industrielle autour des technologies de l'information et de la communication. Elle aboutit à une société dite « de services ». L'agriculture et même l'industrie n'y sont plus en effet que marginales. C'est une société de l'information ; la production d'activités immatérielles y domine largement. Une des conséquences est une nouvelle structure des coûts puisque désormais c'est la première unité du bien fabriqué qui coûte cher. Cela modifie totalement les fondements de l'économie de marché, comme le montre Daniel Cohen en développant l'économie du cinéma ou de la télévision.

La seconde rupture est sociale, avec le passage d'une organisation tayloriste du travail à une organisation centrée sur la polyvalence (le toyotisme). Une des conséquences de cette « révolution de l'organisation » est l'accroissement des inégalités puisqu'elle repose sur une valorisation des travailleurs les plus qualifiés, les seuls à créer de la valeur ajoutée. Autre conséquence : elle accroît les désordres physiques et mentaux au travail en reposant sur l'hyperproductivité.

La troisième rupture est culturelle : c'est l'avènement de l'individualisme, issu d'une nouvelle vision de la vie en société née dans les mouvements de la fin des années 1960. Conséquence de cette rupture et de la précédente : la solidarité qui était au cœur de la société industrielle a disparu. L'usine a ainsi cessé d'être un lieu de rencontre sociale, les quartiers ont cessé d'être des lieux de mixité sociale. Comme le dit Cohen, « les riches

font sécession et se regroupent selon la logique des appariements sélectifs ».

La quatrième rupture est économique : la finance a pris le pouvoir dans le management des entreprises. Cette « révolution financière » a, entre autres conséquences, celle que les managers ne se rémunérant pas en stock-options n'ont plus qu'un seul objectif, la satisfaction des actionnaires. Et leur « récompense » est désormais sans limites, bien loin du principe énoncé par Rockefeller selon lequel un dirigeant d'entreprise ne devait pas gagner plus de quarante fois le salaire de ses ouvriers.

La cinquième rupture enfin, c'est la mondialisation. Daniel Cohen y consacre l'ensemble de sa deuxième « leçon ». Il rappelle, comme d'autres auteurs avant lui, que ce n'est pas un phénomène nouveau en soi. Une importante mondialisation avait eu lieu à la fin du XIX^{ème} siècle. La mondialisation actuelle, comme la précédente, repose sur l'émergence de nouveaux partenaires, la Chine et l'Inde aujourd'hui, et sur une division internationale du travail. Mais, à rebours du schéma classique ricardien (deux pays qui commercent en se spécialisant dans la production où ils sont les meilleurs relativement s'enrichissent tous les deux), on observe que la spécialisation ne se pratique aujourd'hui que dans le cas des pays non développés et aboutit au seul enrichissement des pays non spécialisés, les pays développés.

Pour comprendre cette apparente contradiction entre la théorie et le réel, il est nécessaire de modifier nos habitudes de raisonnement. Dans la société « post-industrielle », les pays riches s'accaparent le segment de la production immatérielle, le seul qui rapporte vraiment, tandis que les pays moins développés se retrouvent en concurrence entre eux sur les segments qui rapportent peu. Exemple : le coût de production tout compris (matières premières, travail, transports,…) d'une chaussure de sport est de seize dollars. Son prix de vente est de soixante-dix dollars. L'essentiel des recettes va dans la poche des concepteurs, des publicitaires et des distributeurs, tous situés dans les pays riches. Et les grandes entreprises ne sont plus des producteurs, mais des stratèges mettant en valeur leurs produits dont la production est distribuée aux quatre coins du monde et localisée au gré des avantages comparatifs à un instant donné.

Cette société « post-industrielle » entraîne des principes d'organisation, économiques et sociaux, nouveaux. La troisième « leçon » tente de les définir, en interrogeant la capacité de l'Europe, et de la France, à préserver ses acquis dans ce nouveau schéma. Comme l'indique Daniel Cohen : « l'Europe, qui a inventé la sécurité sociale, peine à définir un nouveau modèle social qui porte son nom ? Est-elle une victime collatérale de la disparition de la société industrielle ? ».

L'Europe, en partie prisonnière de sa spécialisation « passée », court le risque d'être concurrencée par les pays émergents dans le domaine industriel et distancée par les Etats-Unis dans le domaine immatériel. En effet, dans ce « nouveau monde », il faut disposer des institutions capables de créer la matière indispensable à la nouvelle production, l'homme. C'est donc le niveau des universités et de la recherche qui fonde aujourd'hui la bonne tenue économique. Or, les universités européennes sont mal placées dans la concurrence mondiale et la recherche européenne reste un empilement de recherches nationales. De même, les pôles d'excellence européens apparaissent bien chétifs face aux pôles américains, voire indiens ou chinois.

Daniel Cohen explique ici très bien l'importance de cette question qui doit être au cœur des prochains débats français et européens. Un exemple parmi d'autres pris dans *Les Echos* de ce jour illustre l'urgence de la situation : 39 000 ingénieurs par an seulement sortent de l'école en Allemagne, dix fois plus en Inde, quinze fois plus aux Etats-Unis. Il faut donc aujourd'hui y aller franchement sur le développement des écoles et des universités.

Or, l'inquiétante faiblesse d'intervention de l'Etat laisse nos universités, notamment parisiennes, dans un état de vétusté indigne du potentiel de nos étudiants. La mise en place des pôles de compétitivité en France, qui associent universités, entreprises, laboratoires et collectivités locales, est par contre porteuse d'un début d'espoir.

Autre difficulté pointée par Cohen, le « modèle social européen » n'est plus, si tant est qu'il ait existé un jour. On a en effet aujourd'hui trois modèles principaux : le « modèle » anglo-saxon qui repose sur une solidarité sociale obtenue par le bon fonctionnement des marchés, notamment celui du travail, le « modèle » scandinave qui recherche la solidarité sociale grâce à une syndicalisation forte, le « modèle » méditerranéen qui repose sur une solidarité sociale exercée par la famille. Les deux premiers modèles sont efficaces par rapport au chômage ; le dernier, privilégiant l'emploi du chef de famille, entraîne des taux de chômage élevés pour les autres composantes de la société. La France est à la croisée de ces exemples, ou plutôt elle a créé son propre modèle, ni individualiste au sens anglais, ni communautaire au sens allemand, soumis à deux systèmes de valeurs inconciliables : les valeurs cléricales et les valeurs aristocratiques. Il en résulte une cohésion sociale aujourd'hui mise à mal, notamment dans les banlieues, par un chômage important non compensé par une solidarité familiale.

L'Europe doit donc rapidement s'entendre sur un modèle social commun, au moins sur des grandes lignes communes sur les prérogatives de l'Etat, du marché, des syndicats,… Or l'attentisme qui prévaut aujourd'hui sur la question européenne après l'échec du référendum français est en ce sens dangereux. Surtout, il faut créer une véritable Europe de la connaissance, des universités, de la recherche, non seulement pour doter l'Europe d'un levier pour la société de l'information, mais aussi pour « semer les germes d'une communauté morale, affective ».

Les explications de Daniel Cohen sont ici un peu synthétiques, touchant à plusieurs questions qui mériteraient toutes de longs éclaircissements. Mais il appuie clairement le doigt sur deux grandes difficultés françaises d'aujourd'hui. D'abord, l'absence de choix (depuis le début des années 1990 ? des années 1980 ?) entre un projet d'inspiration libérale et un projet d'inspiration social-démocrate laisse la France dans un entre-deux qui lui fait cumuler les inconvénients des deux systèmes. Ensuite, le modèle social français est en lambeaux. La « crise des banlieues » en a révélé l'ampleur, comme la hausse du communautarisme, qui n'est d'ailleurs qu'une réponse à la ségrégation sociale et non sa cause.

Or, l'une des caractéristiques de la société post-industrielle est que la sphère économique n'engendre plus de modèle social. C'est donc à chaque pays de forger les nouveaux compromis permettant de résoudre les problèmes posés par la société post-industrielle et de mobiliser ses ressources culturelles et politiques pour fabriquer de la cohésion sociale et de l'efficacité économique. Comme conclut Daniel Cohen, l'enjeu est de fabriquer, de réinventer une infrastructure sociale qui aide les personnes à vivre un destin digne de leurs attentes.

LE CAPITALISME EST EN TRAIN DE S'AUTODÉTRUIRE

PATRICK ARTUS et MARIE-PAULE VIRARD

EDITIONS LA DÉCOUVERTE, OCTOBRE 2005

PAR NICOLAS BOUILLANT

avril 2006

Les interrogations sur le devenir du capitalisme sont décidément fort nombreuses en ce début de XXI[ème] siècle. Après Joseph Stiglitz qui donnait un vigoureux pamphlet contre l'évolution de la mondialisation, Jean-Luc Gréau qui se demandait si le capitalisme avait un avenir, Jean Peyrelevade qui dénonçait un « capitalisme total », c'est au tour de Patrick Artus, professeur d'économie bien connu, en collaboration avec une journaliste des *Echos*, de nous alerter sur le fait que « le capitalisme est en train de s'autodétruire ». Les mêmes mécanismes sont d'ailleurs décrits dans ces différents livres ; ce court opus n'apportera donc rien de nouveau à ceux qui ont déjà épluché les livres cités. Pour les autres, on peut leur recommander la lecture de cet ouvrage, même si ce n'est pas celui-ci qui a ma préférence.

Le livre commence par un constat : un malaise social grandissant côtoie de flamboyants profits. En effet, d'un côté, les grandes entreprises françaises (et mondiales) publient semestre après semestre des résultats exceptionnels : plus de 60 milliards d'euros de profits en 2004 pour les entreprises du CAC 40. Les actionnaires de ces entreprises bénéficient à plein du système (25 milliards de versements de dividendes en 2004), de même que leurs dirigeants avec un salaire moyen annuel de 2,2 millions d'euros, en hausse annuelle de plus de 10 %. De l'autre côté, celui de la France d'en bas, pour reprendre une expression passée de mode, en sus d'un chômage important et d'une précarité grandissante, les évolutions de revenus sont bien maigres (le pouvoir d'achat du « salaire moyen par tête » stagne : + 0,2 % en 2002, - 0,3 % en 2003, + 0,4 % en 2004).

Deux causes à ces évolutions disparates : la mondialisation et les exigences des investisseurs sur la rentabilité des fonds propres.

La mondialisation, avec en particulier le mouvement de délocalisations, entraîne un processus de désindustrialisation dans les pays développés. Ainsi, en France, l'industrie a perdu 7,5 % de ses emplois en dix ans. Mais surtout, et ce point n'est pas assez souligné dans les débats autour de la mondialisation, celle-ci est d'abord et avant tout une « formidable machine à comprimer les salaires ». La peur du chômage et des délocalisations a créé une pression à la baisse sur les salaires, et ce y compris dans les secteurs non délocalisables, et permis aux entreprises de conserver à leur seul profit les gains de productivité, par ailleurs importants. On assiste donc, et de plus en plus, à une déformation du partage des revenus au détriment du travail.

Deuxième cause : les entreprises vivent désormais sous le diktat des 15 % de rentabilité des fonds propres (ou ROE en anglais), exigence d'ailleurs atteinte puisqu'en 2004 les entreprises du CAC 40 ont réalisé un ROE de 15,4 %. Comment obtenir un tel rendement des fonds propres ? D'abord comme on vient de le voir, en ne distribuant pas aux salariés les gains de productivité. Ensuite, pour les entreprises en situation de monopole ou d'oligopole, en s'appropriant la rente née de l'insuffisance de concurrence. Enfin, les entreprises optimisent au maximum les opérations financières pour gonfler les résultats, en prenant d'ailleurs parfois des risques excessifs ou en ayant recours (est-ce vraiment du passé ?), comme l'ont mis en évidence les scandales Enron et suivants, à des présentations de comptes falsifiés.

Désormais, pour les entreprises, seul le court terme compte. Cette évolution, accentuée par l'introduction de nouvelles normes comptables qui a raccourci l'horizon à la fois des investisseurs et des entreprises, entraîne la disparition des investissements dans des projets de long terme jugés pas assez rentables à court terme. Par ailleurs, les investissements de capacité sont abandonnés au bénéfice des investissements de productivité.

Cette déformation du partage du revenu en faveur des profits a comme première conséquence une faible croissance. D'ailleurs, les pays où cette déformation n'a pas été observée (Royaume-Uni, Espagne, Suède) sont les pays qui ont connu la plus forte croissance. Les autres, comme la France, subissent le cercle vicieux : faible croissance du revenu, demande anémiée, peu d'investissement de capacité et compression des salaires. La hausse des profits ne sert donc ni à soutenir la demande, ni à stimuler l'offre.

A cela s'ajoute, du fait du comportement des gérants institutionnels qui interviennent sur les marchés financiers (que les auteurs appellent « mimétisme rationnel ») et de la multiplication d'opérations financières risquées nées de l'engouement pour les instruments financiers hyper sophistiqués et les opérations financières à fort effet de levier, une forte volatilité de ces marchés, qui peut décourager la détention d'actifs, déstabiliser les économies des pays émergents (*cf.* la crise asiatique), provoquer une grave crise suite à des faillites en chaîne si les risques cachés se réalisent.

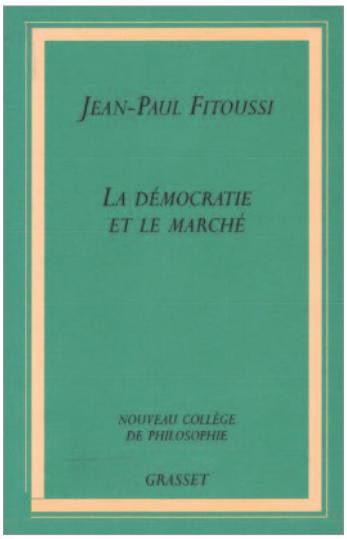
On est donc face à un « capitalisme sans projet » et à une « sorte de processus d'autodestruction du capitalisme ». Comment en sortir ?

D'abord par un accroissement de la demande. Mais les auteurs ne souhaitent pas une politique d'augmentation des salaires. En effet, comme le montrent les pertes de parts de marché à l'exportation, la France n'est pas seulement confrontée à une insuffisance de la demande, mais aussi à une absence de réactivité de l'offre. Accroître les salaires accélérerait donc le processus de délocalisations et les destructions d'emplois. De plus, ce serait augmenter le coût du travail non qualifié, alors que les pays du vieux continent sont confrontés à une insuffisance d'emplois de services. Dans les services aux particuliers, le nombre d'emplois rapporté à la population est de 5,5 % en France contre 8 % aux Etats-Unis. Dans la distribution, il est de 8 % contre 9,25 % aux Etats-Unis. Est donc plutôt préconisé un accroissement des mécanismes d'intéressement et de participation et la mise en place d'un impôt négatif à la française (crédit d'impôt sur le revenu accordé aux personnes et familles en activité et à faible revenu), mise en place amorcée avec la Prime pour l'emploi. Enfin, il est nécessaire de déverrouiller la concurrence pour faire baisser les prix, notamment là où la rente est captée.

Ensuite, les auteurs souhaitent « arrêter l'instrumentalisation de la mondialisation par des investisseurs obsédés par une rentabilité des fonds propres excessive ». Il s'agit donc d'améliorer les nouvelles normes comptables et permettre un

respect de l'horizon temporel naturel de chaque type d'investisseur. « Cela concerne la fréquence de publication et d'analyse de la performance et la nature des règles prudentielles. Il faut cesser de comparer le rendement des fonds de pension à la même périodicité que celui des SICAV. Il faut cesser d'imposer aux fonds de pension des règles de structure d'actif adaptées aux contraintes des investisseurs à horizon court ».

Les réponses données peuvent apparaître bien timorées, notamment contre la financiarisation de nos économies et la pression à la baisse des revenus, eu égard à la vigueur du constat. Face au malaise social, de plus en plus évident et clairement exprimé lors du référendum européen, des « émeutes urbaines », des manifestations actuelles, les mesures techniques d'adaptation du capitalisme actuel proposées dans ce livre n'apparaissent pas à la hauteur des enjeux. Au niveau international, c'est un nouveau mode de régulation de la mondialisation qui aurait pu être proposé. Au niveau européen, c'est la manière de concilier accroissement de l'emploi (et notamment en effet emplois de services) et développement d'une économie compétitive (dans les secteurs à forte valeur ajoutée) qui aurait pu être étudiée. Ces aspects sont malheureusement absents de ce livre. On ressort donc avec une forte impression que le capitalisme est en effet en train de s'autodétruire, mais sans que cette course vers l'abîme puisse être combattue. Or les sociétés ont besoin d'espoir.



LA DÉMOCRATIE ET LE MARCHÉ

JEAN-PAUL FITOUSSI

EDITIONS GRASSET ET FASQUELLE (NOUVEAU COLLÈGE DE PHILOSOPHIE), JANVIER 2004

PAR OLIVIER GALIANA

mars 2004

Dans cet essai tonique et rapide à lire, Jean-Paul Fitoussi tente de faire la démonstration qu'il est absurde de laisser le champ libre aux thèses libérales consistant à réduire la démocratie, « le système d'équité » ou bien la sphère publique et ses moyens d'intervention pour donner sa pleine efficacité à l'économie de marché.

Rappelant les différents travaux effectués par les économistes récents ou plus anciens, il explique que la démocratie et l'économie de marché ne sont ni opposables ni contradictoires. Bien au contraire, la théorie du marché pur et parfait est une allégorie contestable du fait que dans toute société humaine, lorsque aucune redistribution n'existe, aucune règle collective ne cimente la cohésion sociale, les mécanismes d'accumulation des richesses provoquent une insécurité économique incompatible avec la démocratie et de nature à remettre en cause *in fine* le marché lui-même. Le marché sans démocratie perd par conséquent de son efficacité car il existe selon Jean-Paul Fitoussi un « principe de compensation » qui lie le système économique à la démocratie.

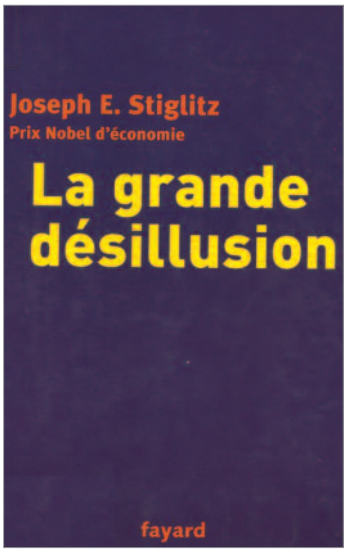
Jean-Paul Fitoussi souligne que l'économie de marché peut être et même doit être complémentaire avec la démocratie quelles que soient sa forme et son expression. C'est la démocratie lorsqu'elle introduit un système d'équité comme lorsqu'elle produit un système de protection sociale, la redistribution des revenus et le niveau de services publics qui permettent d'asseoir l'acceptabilité des règles du marché. Autrement, et cela peut-être constaté dans les pays en développement, l'insécurité économique et sociale est un facteur de violence, de confrontation par la force et de réduction de la performance de l'économie, voire de pauvreté. En effet, l'élévation du niveau de vie liée à la croissance économique, ininterrompue depuis la naissance des sociétés humaines dans les pays avancés, suppose une intervention de la puissance publique et donc de l'Etat, garant de l'intérêt général, pour éviter le creusement des inégalités, assurer le partage des fruits de la croissance et bien sûr réguler les évolutions erratiques du marché. La démocratie finalement donne sa pleine efficacité à l'économie de marché.

Dans son essai, l'auteur s'interroge, au-delà, sur l'impuissance du politique par rapport à la mondialisation, qui souvent se contente d'une posture contestataire. Il ne comprend pas pourquoi les acteurs de la démocratie ne se saisissent pas des bienfaits de la mondialisation, résultant de l'ouverture des multiples sociétés humaines au monde

actuel, pour formuler et promouvoir un nouveau modèle de développement. Il considère qu'il nous appartient d'inventer autre chose, donnant de la vigueur à la démocratie, aux choix collectifs, réhabilitant l'action publique pour réguler le système économique et la redistribution des richesses.

Il souligne qu'il n'est pas possible d'accepter plus longtemps avec un tel degré de résignation une idéologie libérale qui a aujourd'hui, malheureusement, pénétré tous les esprits. Cette domination est dangereuse. C'est l'enjeu futur de nos démocraties, dès à présent menacées par une aggravation des souffrances sociales, l'indifférence et la soumission. Il s'agit donc d'abord d'une bataille idéologique pour abattre l'hégémonie culturelle de cette conception du monde qui peut conduire demain à la révolte et la violence.

Cet essai est un appel que la gauche doit entendre. Il nous appartient d'engager un combat frontal, en expliquant que la mondialisation ne doit pas se contenter d'être un nouvel âge du capitalisme pur et dur mais un mouvement vers un nouveau stade de développement, respectueux de la complexité des sociétés humaines, de l'équilibre écologique de la planète, dans lequel la démocratie doit s'épanouir et se renforcer. Ce plaidoyer ne manque pas de conviction. A nous de ne pas le laisser lettre morte.



LA GRANDE DÉSILLUSION

JOSEPH E. STIGLITZ

Editions Fayard (Poche), septembre 2003

PAR NICOLAS BOUILLANT

mars 2004

Certes, voici un livre qui n'est pas vraiment nouveau, puisqu'il a presque deux ans dans sa première version, et bientôt un an dans cette version livre de poche. Certes, voici un livre portant encore sur la mondialisation et sur ses méfaits puisqu'il faut comprendre le titre comme la grande désillusion vis-à-vis de la mondialisation (le titre anglais est d'ailleurs meilleur : *Globalization and its discontents*). Or, ce sujet de la mondialisation apparaît battu, débattu, rebattu, dans la presse comme en édition, depuis plusieurs années, en fait depuis l'émergence du mouvement altermondialiste après Seattle.

Mais c'est un livre incontournable sur ce sujet central. Il a d'ailleurs eu un retentissement important. D'abord car c'est un livre référence, d'une clarté exemplaire, même si par souci de simplification, les développements économiques sont simplement esquissés (un comble pour un prix Nobel d'économie !). Ensuite, du fait de la personnalité spécifique de son auteur. Joseph E. Stiglitz est américain. C'est un professeur d'économie réputé, prix Nobel en 2001. Et il a été conseiller économique de Clinton au sein du *Council of Economic Advisers* de 1993 à 1997 et premier vice-président de la Banque mondiale de 1997 à 2000. Du sérieux quoi ! Et quelqu'un dont on s'attendait à ce qu'il nous expliquât plutôt les bienfaits de la mondialisation que ces méfaits, à ce qu'il se rangeât plutôt du côté des invités de Davos que de Porto Alegre ou Bombay. Enfin, car c'est un livre qui donne de réels arguments aux partisans d'une approche différente (médiane ?) des mondialistes libéraux d'un côté et des anti-mondialisation de l'autre.

Le FMI et la Banque mondiale avaient été créés après la Seconde Guerre mondiale pour permettre, dans le droit fil des idées keynésiennes, une action collective au niveau mondial pour la stabilité économique. La crise des années 1930 avait en effet bien montré les insuffisances des marchés et les dangers d'actions non coordonnées des Etats dans l'obtention de cette stabilité. Or, désormais, explique Stiglitz, le FMI propose comme politique économique aux pays en difficulté, et plus généralement à tous les pays en développement, un hymne au libre marché dans une conception opposée à celle qui avait fondé la création de ces institutions, ce qu'il appelle « le consensus de Washington » : libéralisation des marchés financiers, suppression des entraves au commerce, privatisation, austérité budgétaire.

Or, quels sont les résultats de ces politiques ? La libéralisation des marchés financiers a entraîné une dépendance dangereuse aux flux de capitaux spéculatifs et, à l'opposé de ce qui était souhaitable pour une économie en difficulté ou en développement, souvent une hausse des taux d'intérêt, notamment lorsqu'il a fallu tenter (en pure perte) de retenir ces capitaux. D'ailleurs, les pays qui ont connu les développements les plus remarquables sont ceux où l'investissement étranger n'a joué aucun rôle (Japon, Corée du Sud,..).

De même, la libéralisation commerciale a abouti souvent à la ruine des producteurs locaux, incapables de résister à la concurrence des produits occidentaux (ruine accentuée par les taux d'intérêt élevés). Là encore, les pays en développement qui ont le mieux réussi sont ceux qui ont levé leurs barrières protectionnistes avec précaution et méthode.

Quant à la privatisation, menée idéologiquement, sans stratégie de stimulation de la concurrence, elle a entraîné au mieux hausse des prix, au pire corruption et démantèlement des entreprises.

Enfin, l'austérité budgétaire a eu pour première conséquence la hausse du chômage, contribuant à détruire par là-même un élément pourtant fondamental du développement : la stabilité sociale. « Pour créer un environnement propice aux investissements, un peu d'inflation n'est peut-être pas l'idéal, mais la violence et la guerre civile sont bien pires… Maintenir ce contrat social est particulièrement important et difficile dans les bouleversements sociaux qui accompagnent si souvent la mutation du développement. Dans les calculs macro-économiques qu'effectue le FMI avec ses œillères vert dollar, ces préoccupations-là n'ont trop souvent aucune place ». Et encore une fois de nombreux exemples, notamment en Extrême-Orient, ont montré que les pays qui avaient obtenu les meilleurs taux de croissance étaient ceux qui avaient réussi à partager les gains réalisés.

Ainsi, les conclusions de Joseph E. Stiglitz sont sans appel : les réformes du consensus de Washington ont dans la plupart des pays accru la pauvreté en accentuant leurs difficultés ou en freinant leur développement. Même là où une certaine croissance a pu être observée (plutôt en dépit des « remèdes » du FMI), comme au Mexique, c'est essentiellement le tiers supérieur, et plus encore le décile supérieur, qui en ont profité.

Deux exemples sont plus largement étudiés dans ce livre : la crise asiatique de la fin de la décennie précédente et la transition russe. Stiglitz rappelle que depuis trente ans l'augmentation des revenus et la chute de la pauvreté en Asie orientale étaient des phénomènes patents. Il s'agissait du « miracle asiatique », miracle qui reposait sur une épargne interne forte, des investissements publics soutenus dans l'éducation, une politique industrielle dirigée par l'Etat, une ouverture très progressive des importations. Si une crise brutale est survenue à partir de 1997, elle a été largement causée par la libéralisation des comptes d'opérations en capital : afflux de capitaux spéculatifs, suivi d'un reflux rapide. Le FMI a alors accentué la crise par ses préconisations restrictives pour la politique monétaire et la politique budgétaire qui ont entraîné des récessions massives et des pertes de revenus pour les habitants. Mais le FMI avait focalisé ses efforts pour éviter une contagion entre marchés de capitaux, se désintéressant de la contagion sur l'économie réelle.

Le contexte russe était différent : ce pays n'était pas à proprement parler en voie de développement, mais était confronté à une importante transition, le passage d'une économie centralisée à une économie de marché. Or, les gouvernements russes de la transition, fortement conseillés par les Américains, ont voulu créer immédiatement une économie de marché sans mettre en place auparavant les institutions qui la sous-tendent, dans un raccourci saisissant des théories développées dans certains « manuels ». Résultat : tandis

que l'inflation épuisait les capitaux et faisait disparaître l'épargne interne, les taux d'intérêt trop élevés cassaient la production locale et arrêtaient l'investissement. Comme parallèlement l'argent des privatisations et des emprunts à l'étranger était détourné, sans que ceci n'émeuve ni les gouvernants russes, ni les financeurs internationaux, la Russie est devenue en dix ans un pays à développer. Ainsi, alors que seulement 2 % des Russes vivaient dans la pauvreté en 1989, en 1999 ils étaient 24 %. Et si un petit nombre de Russes s'est enrichi, la classe moyenne a été ravagée. Par comparaison, les pays de l'Est qui ont suivi une voie gradualiste (Hongrie, Slovénie et Pologne) se sont beaucoup mieux sortis de cette période.

Pourquoi toutes ces erreurs ? Une première réponse peut être trouvée dans l'incompréhension du FMI à déchiffrer les mécanismes du développement et des crises financières des pays en voie de développement. Les problèmes de l'Amérique latine dans les années 1980, qui avaient entraîné les premières grandes interventions du FMI, étaient en effet spécifiques et non transposables aux autres pays et à une autre époque. De plus, les théories des marchés ne peuvent y être appliquées telles quelles car il existe dans ces pays des asymétries d'information qui font que l'on est loin des conditions nécessaires au fonctionnement optimal des marchés. Enfin, les économistes de cette institution semblent totalement ignorer les exemples de pays où des réussites économiques ont été obtenues en dehors des préceptes libéraux, comme ils semblent ignorer les avancées de la science économique depuis cinquante ans.

Une seconde réponse peut être trouvée dans un comportement que l'on pourrait qualifier de « nouvelle forme de colonialisme ». Les interventions du FMI sont liées au respect de conditions posées sans concertation avec les gouvernements ou les économistes locaux, conditions qui vont bien souvent au-delà de l'économie. Or, aujourd'hui, il est certain que l'acceptation de la population et l'adaptation des plans aux particularités du pays sont les conditions essentielles de leur réussite.

Enfin, une troisième réponse fait intervenir un problème structurel de décision : les institutions économiques internationales sont dominées par les pays industrialisés les plus riches, et en leur sein par les intérêts commerciaux et financiers des grandes firmes. Or ces derniers ne sont pas les mêmes que ceux des pays en développement : l'inflation est une question beaucoup plus regardée que le chômage, une large confiance est accordée aux marchés et très peu aux institutions publiques,… Le fait que les dirigeants de ces institutions viennent de la communauté financière et y retournent après ne peut être fortuit. Ces instances ne servent plus les intérêts de l'économie mondiale, mais ceux de la finance mondiale. Il y a là clairement un problème de démocratie. Comme l'énonce Stiglitz, « dans les démocraties modernes, nous attendons de toute autorité publique qu'elle soit responsable devant les citoyens. Les institutions économiques internationales ont échappé à cette responsabilité directe ».

Ainsi, « le problème n'est pas la mondialisation. C'est la façon dont elle est gérée. En particulier par les institutions économiques internationales qui l'ont fait trop souvent en fonction des intérêts des pays industriels avancés, et d'intérêts privés en leur sein. S'il y a mécontentement contre la mondialisation, c'est que manifestement elle a mis l'économie au-dessus de tout, mais aussi une vision particulière de l'économie, le fanatisme du marché, au-dessus de tout autre ». Ce livre nous propose ainsi avant tout une charge extrêmement violente contre le FMI et la gouvernance économique mondiale et sur leurs décisions fondées « sur un curieux mélange d'idéologie et de mauvaise économie, un dogme qui parfois dissimulait à peine des intérêts privés ».

Joseph E. Stiglitz a ses remèdes contre cette mauvaise gouvernance responsable du rejet de la

mondialisation : réhabilitation du rôle de l'Etat qui a un rôle essentiel pour tempérer les échecs du marché et pour assurer la justice sociale, action collective au travers d'institutions publiques internationales véritablement représentatives, réforme du système financier international reconnaissant les dangers de la libéralisation des marchés de capitaux, forte annulation des dettes des pays pauvres, réforme de l'OMC avec un rééquilibrage de l'ordre du jour des négociations, un système de gouvernance mondiale fonctionnant sur la base du multilatéralisme,... Cette énumération se rapproche furieusement de programmes déjà énoncés de ce côté-ci de l'Atlantique. Qu'elle soit défendue par un ancien conseiller du gouvernement américain lui apporte une saveur particulière et démontre que, finalement, les visions du monde des deux côtés de l'Atlantique ne sont pas toujours si éloignées que cela.

LE LIBÉRALISME N'A PAS D'AVENIR

Big business, marchés et démocratie

GUILLAUME DUVAL

Editions La Découverte / Alternatives économiques, septembre 2003

PAR THIERRY GERMAIN

novembre 2003

Voici quelques années, dans « Ridicule », Patrice Leconte avait admirablement évoqué ces joutes de mot et d'esprit qui animaient d'antan la Cour de France, nobles jeux et forts épisodes qu'il avait lui-même très largement empruntés aux mémoires de la Comtesse de Boigne. Ces décorations verbales, aussi intenses fussent-elles, précédaient de peu d'années d'autres exercices sémantiques, plus révolutionnaires ceux-là. C'est qu'en effet, dans cette compétition du parler et du dire, se joue aussi le destin des peuples.

Il est dans cet exercice intellectuel une figure bien connue et remarquablement efficace, quoique fort dangereuse : le contrepied. Bien effectuée, elle produit des idées. Manquée, elle conduit à l'imposture. Le principe en est simple : contester les préceptes que semblent unanimement adopter vos contemporains. Et donc prendre le risque de mettre en cause les idées reçues, qui sont aussi celles du plus grand nombre.

Les motivations du contre-pied peuvent être nombreuses : souci tactique, volonté d'affirmation à tout prix, recherche désespérée d'originalité, publicité, ignorance… Quelquefois, rarement il est vrai, il s'agit simplement de mettre le doigt sur ces erreurs collectives qui égarent des nations entières, puisque l'histoire nous bégaie qu'elles sont possibles, même probables. Et par cette contestation de fonder de nouvelles approches, et de produire, au sens presque physique du terme, de nouvelles idées.

Aussi, lorsque Guillaume Duval proclame à pleine couverture que « le libéralisme n'a pas d'avenir », l'on est assez circonspect. Reprend-il après tant d'autres cette vulgate qui commence à s'essouffler de la mort annoncée du « système » ? Surfe-t-il, là aussi en large compagnie, sur la déferlante antimondialisation pour lancer dans cette « pensée mode » un nouveau produit ? Ou se risque-t-il à cet art compliqué et dangereux du contre-pied ?

Sa thèse est effectivement iconoclaste. Car s'il est bien un élément qui rassemble « mondialistes » (en fait libéraux radicaux) et « altermondialistes » (faites-vous-même l'inventaire !), c'est une croyance affirmée dans l'actuelle toute-puissance du marché et dans la victoire totale et inéluctable de l'économie éponyme. Et voici qu'apparaît, entre ceux qui la souhaitent et ceux qui la combattent, la voix d'un homme qui conteste cette thèse.

Longtemps avant ces préoccupations, dans l'Angleterre classique, au détour d'un couloir de la

chambre des Lords et pour son malheur, Lord Sandwich avait ainsi apostrophé le fameux John Wilkes : « vous mourrez pendu ou de la vérole ». A quoi l'autre avait simplement répondu : « cela dépendra, Monseigneur, si j'embrasse vos principes ou votre maîtresse ». C'est contre ce type d'équations simplistes, à deux entrées, que se bat notre auteur.

Entre l'ultra-libéralisme et l'anti-libéralisme, entre la corde et la vérole, il y a désormais Guillaume Duval.

Sa proposition est claire : « les rapports marchands vont probablement jouer à l'avenir un rôle toujours plus restreint dans la vie de nos sociétés et de nos économies ». Et Guillaume Duval ne parle pas, pour aboutir à ce résultat, de révolutions, de nouvel ordre public mondial ou d'un exil en Creuse, mais bien d'une évolution du système capitaliste lui-même.

Quels sont ses arguments ?

En premier lieu, dans un contexte toujours plus complexe et fragile, le secteur non marchand est en fait aujourd'hui et sera plus encore demain le facteur déterminant du bon développement du secteur marchand. L'environnement naturel, social, politique, humain ou juridique conditionne la vigueur de l'économie.

Il en prend pour contre-exemple le Japon, où la faiblesse du secteur non marchand a joué un grand rôle dans la crise traversée depuis dix ans par ce pays, et pour exemple les Etats-Unis, où secteur public et organismes dépendant du secteur « no profit » cumulés conduisent à une situation en réalité à peu près équivalente à celle de l'Europe. Il marque la progression en tendance des prélèvements obligatoires dans les pays de l'OCDE depuis 1975 (+ 6,3 %) et avance que c'est bien ce déficit dans la construction d'un secteur non marchand efficace, et non une difficulté d'accès au marché, qui bloque aujourd'hui la progression des pays du Sud.

Il ne s'agit pas d'opposer un secteur par rapport à l'autre, mais d'affirmer que la progression du secteur marchand ne se fera qu'accompagnée, déterminée même, par une croissance exponentielle du secteur non marchand. Celui-ci ne prend pas que les atours du secteur public : l'auteur insiste sur le rôle du tiers secteur et sur la complexification progressive de l'organisation verticale (multiplication et diversification des acteurs) et horizontale (montée en puissance des instances « indépendantes ») du secteur non marchand. Il faut donc se dégager d'une simple comparaison traditionnelle privé/public pour analyser dans sa réalité l'équilibre marchand/non marchand de nos économies contemporaines.

Partant de cette progression inéluctable du secteur non marchand, Guillaume Duval établit une distorsion aujourd'hui déterminante : un secteur marchand mondialisé et un secteur non marchand encore très territorialisé. A titre d'exemple, il nous gifle littéralement avec un seul chiffre (au passage, une leçon pour le statisticien Baverez) : c'est 1,2 % de leur PIB que les pays d'Europe ont en réalité mis en commun ! Cette distorsion est la principale équation à résoudre aujourd'hui.

Deuxième argument, l'économie de marché au sens où l'entendent les ultra-libéraux, c'est-à-dire la concurrence parfaite ou même réelle, ne s'applique en fait que très marginalement. Comparant la révolution automobile et celle de l'ordinateur, Guillaume Duval met en avant l'extrême concentration et l'immédiate mondialisation de la seconde. Les technologies de communication ont permis ce double mouvement de déconcentration des collectifs de travail et de concentration des entreprises, ce qui permet à l'auteur de balayer au passage (et chiffres à l'appui) le thème récurrent de la montée des PME et de leur rôle dans la création d'emplois.

En y ajoutant les enjeux toujours plus forts de la recherche, qui nécessite pour être efficace une certaine taille critique, la progression constante (là aussi démontrée) de l'intégration verticale des entreprises, donc une limitation progressive de l'externalisation, et enfin la part devenue de plus en plus déterminante des coûts fixes par rapport au coût variable, qui induit des modes de mobilisation du capital très différents, l'auteur démontre en fait un phénomène de concentration progressive des entreprises.

Joli paradoxe donc que la dérégulation tant vantée aura en fait conduit à une profonde remise en cause des « canons » de l'économie libérale : monopoles et oligopoles prospèrent.

Troisième développement : les marchés financiers.

Analysant les causes et modalités de la montée en puissance des marchés, rappelant au passage leur rôle et leur utilité, décryptant les crises récentes et notamment les ressorts qui ont conduit à la constitution puis à l'éclatement de la « bulle » financière dans les années 1990, l'auteur en conclut surtout qu'une profonde évolution de l'organisation du système financier est inévitable.

Au passage, il en profite pour démontrer que la fameuse « dictature des marchés » des années 1980-1990 correspond en fait à un accroissement notable de la marge de manœuvre et des intérêts des Etats d'abord puis des managers d'entreprises. Certes les acteurs financiers n'y ont pas perdu, loin s'en faut, mais c'est bien la somme de ces trois intérêts conjugués, ajoutée à une petite part (à laquelle l'auteur fait un sort très convaincant) d'actionnariat populaire, qui explique la montée artificielle des cours dans les années 1990.

Limites du FMI dans la gestion des crises les plus récentes, importance de l'aléa moral dans la naissance des « krachs » successifs, risque systémique, évolution du positionnement des investisseurs institutionnels, impératif absolu de la stabilisation des cours, partage accru du risque financier, responsabilisation croissante des dirigeants d'entreprises (cf. Enron, Vivendi…) : les arguments se succèdent qui mettent en perspective « l'émergence inévitable », face à l'impossible autorégulation du système, d'une autorité politique accrue, ainsi qu'une montée en puissance d'un encadrement réglementaire des marchés. Les lois Sarbannes/Oxley votées en juillet 2002 aux Etats-Unis en sont un exemple frappant.

Cette évolution accompagnera et déterminera un mouvement parallèle de concentration des acteurs financiers. Régulation publique accrue, évolution du mode de gouvernement des entreprises et concentration des acteurs (dont l'auteur a raison de décrire l'actuelle dispersion au niveau mondial, extrême si on la compare à la concentration des entreprises) devraient ainsi conduire à une limitation drastique des aspects les plus exagérés de la « dictature des marchés » tant dénoncée.

Cadré, organisé différemment, rationalisé, le système financier redeviendrait l'outil économique qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être.

Progression du secteur non marchand, mouvement de concentration des entreprises et régulation des marchés, la démonstration de Guillaume Duval sur le fonctionnement réel de notre système économique mondial est en synthèse fort éloignée en effet des canons du libéralisme le plus pur.

Ayant débuté sa démonstration avec Marx, l'auteur conclut logiquement en citant Lénine. Que faire ? Moins que dans l'émergence d'un système public international efficace, qui étendrait au niveau mondial les vertus éprouvées (mais débattues !) des Etats, Guillaume Duval croit (il le développe) à la force du concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Levier pour faire

aboutir cet Etat mondial, la RSE est surtout une arme remarquablement efficace, puisque largement intégrée au système anglo-saxon, pour faire en quelque sorte évoluer le capitalisme de l'intérieur.

Pour synthétiser, la RSE et les tendances lourdes démontrées par l'auteur (progression du secteur non marchand et du tiers secteur, mouvement de concentration des entreprises, régulation du système financier) pourraient faire passer l'économie mondiale d'un système où dominent les « shareholders » (droit exclusif des actionnaires) à une économie-monde qui prendrait pleinement en compte toutes les « stakeholders » (parties prenantes) de l'entreprise : salariés, clients, financeurs publics et privés, collectivités locales…

Abouti, ce système correspondrait à une véritable « appropriation collective des moyens de production ». Guillaume Duval considère que l'Europe a, dans cette réforme profonde et dans l'émergence de cette forme moderne de gouvernement d'entreprise, un rôle capital à jouer. Bouclant la boucle et revenant à l'apostrophe qui orne la couverture de son livre, l'auteur conclut : « pourra-t-on encore qualifier une telle économie de capitaliste » ?

Bien écrit, très clair et surtout remarquablement argumenté, l'ouvrage du rédacteur en chef adjoint d'*Alternatives économiques* impressionne par le nombre d'idées reçues qu'il met en pièces, conduisant à une lecture bien plus équilibrée du système économique mondial.

Ce qui ajoute à la force de l'ouvrage, c'est qu'il ouvre une perspective en termes d'analyse et d'action entre l'orthodoxie libérale et la nouvelle vulgate altermondialiste, ce que beaucoup, en de maints endroits aujourd'hui, recherchent intensément. Dans une fameuse lettre à Paul Déroulède, voulant à sa façon donner le change sur le patriotisme d'alors et les « provinces perdues », Alphonse Allais confessait : « j'ai les yeux constamment tournés vers l'Est, au point que cela est très ennuyeux quand je dîne en ville ».

L'ouvrage de Guillaume Duval est de ceux qui permettent d'éviter les fixations et offrent au regard le panorama le plus large et la vue la plus profonde. Attablé à une terrasse, Allais avait aussi l'habitude d'apostropher ainsi le serveur : « garçon, une absinthe et un peu moins de vent ! ». Avec Duval, on y croirait presque.

CHANGER DE MODÈLES

- II -

Vers un monde économique unifié ?

LA PROSPÉRITÉ DU VICE
Une introduction (inquiète) à l'économie

DANIEL COHEN

EDITIONS ALBIN MICHEL, SEPTEMBRE 2009

PAR PAOLA DEBRIL
novembre 2009

Par cet ouvrage d'une justesse saisissante, Daniel Cohen aide le lecteur néophyte en économie à remettre en perspective les fondements du système économique, mais pas seulement, sur lequel s'est érigé l'Occident. L'intérêt de cet essai réside ainsi essentiellement dans la manière dont Daniel Cohen démontre comment l'économie façonne l'histoire humaine, et comment cette dernière influe à son tour sur les lois de l'économie. Il replace les processus dans le temps long. En effet, loin de se limiter à une analyse économique du capitalisme, et du parcours de l'« homo economicus », de l'Antiquité à l'émergence de la puissance commerciale chinoise et au «cybermonde », Daniel Cohen parvient à replacer la pensée économique dans le contexte politique et social, dans la profondeur des structures, ce qui donne de l'intensité et de la justesse à son analyse.

Partant du constat que la crise économique et financière dans laquelle nous sommes plongés trouve ses racines dans un processus conjuguant des phénomènes structurels et conjoncturels, Daniel Cohen s'interroge sur les limites du système sur lequel reposent non seulement nos économies, mais toute notre société, fondée sur « l'économie du jetable », ce qui ne peut que faire penser aux analyses de Baudrillard sur la société de consommation. Les limites du système dans lequel nous vivons résideraient ainsi, selon lui, dans son essence même, qui le fonde sur un axiome simple, qui est à la limite de l'ontologie : le vice. L'Homme européen, en étant sans cesse rongé par ce que Hegel appelle « le désir du désir de l'autre » a certes permis le bouleversement profond de la révolution industrielle et de l'innovation technologique au sens schumpétérien du terme, réalisant ainsi le « défi prométhéen » de rivaliser avec les dieux et de toujours produire plus et mieux, favorisant ainsi la croissance. Mais déjà, Daniel Cohen souligne l'interconnexion étroite entre cette recherche incessante et les guerres intestines, pour ce qui concerne le continent européen. Mais surtout, il montre comment ce système, qui a su démontrer sa force (force d'innovation, de croissance...), n'a pas été nécessairement synonyme de progrès. Aussi, Daniel Cohen affine son analyse, loin d'aboutir à une critique simpliste du capitalisme en soi, soulignant l'apport d'un capitalisme wébérien, « un capitalisme des origines [rationalisant l'appétit de la cupidité], construisant des rapports de confiance et de contrat », et reconnaissant son rôle moteur dans le progrès scientifique et technologique, ainsi que dans la progression des revenus et de la productivité, source de bien-être.

Daniel Cohen démontre dans cet ouvrage comment l'industrialisation a profondément bouleversé le fonctionnement interne des sociétés, par son processus de « destruction créatrice révolutionnant incessamment de l'intérieur de la structure économique ». Il en conclut que nos sociétés, « mêlant création et destruction », sont « des entités fragiles, qui nécessitent des soins constants ».

La crise économique et financière, énième manifestation des crises de croissance du capitalisme, semble confirmer que, dans un monde où de nouveaux acteurs agissant selon les mêmes règles de la révolution industrielle que les pays européens au XIX*ème* siècle, il s'avère vital d'ajuster le système. L'intérêt de l'analyse réside justement dans son caractère équilibré, Daniel Cohen ne remettant pas en cause l'économie de marché en soi ni ne prônant l'appel béat et simpliste à la décroissance…

Il mêle ainsi avec brio Schumpeter, Smith, Malthus, Keynes et Huntington, sans tomber dans l'idéologie, mais en donnant les clés pour comprendre ; et l'intérêt de cet ouvrage réside principalement dans la capacité extraordinaire de son auteur à reconstruire de manière synthétique et concise les pièces du puzzle, nous aidant à comprendre les phénomènes économiques, sociaux et politiques qui ont présidé à l'élaboration du système dans lequel nous vivons.

La conclusion est sévère et inquiétante, comme le suggère le sous-titre de l'ouvrage.

Mais l'auteur s'essaie à donner des pistes pour l'avenir, exercice délicat, qui semble donner espoir. Les civilisations sont mortelles : c'est parce qu'elles n'ont pas su prévoir leur destinée et s'adapter au changement à temps. Dans un monde où « le monde s'est occidentalisé », accélérant le temps, améliorant les moyens de production, la seule issue semble être celle d'une « nouvelle révolution industrielle », qui trouverait son moteur essentiellement dans l'innovation et la recherche. En effet, face à des moyens de production mondialisés, le seul avantage comparatif de l'Europe réside encore dans la course à l'innovation. Mais la matière grise ne suffira pas, selon Daniel Cohen. Il s'agira surtout de repenser notre modèle économique, notamment en termes de mobilité et de système de pensée, par la nécessité que fera peser sur l'ensemble de la planète le défi du changement climatique. En effet, rien ne sera plus comme avant parce que, au sein du « cybermonde » dans lequel nous vivons, « une conscience nouvelle de la solidarité de fait lie désormais les humains entre eux ». Et l'auteur de plaider pour la recherche collective d'un nouveau système économique, qui conserverait la capacité créatrice du capitalisme telle que décrite par Max Weber tout en conjuguant un modèle de société qui améliore la qualité de vie des hommes de manière durable. Il ne s'agit plus de la compétition des nations européens ni de l'affrontement de nouvelles puissances émergentes, mais de la nécessité devenue vitale de préserver notre bien commun, mis en exergue par la mondialisation… Un nouveau défi prométhéen.

LA MONDIALISATION EST-ELLE UN FACTEUR DE PAIX

PHILIPPE MARTIN, THIERRY MAYER et MATHIAS THOENIG

Editions Rue d'Ulm, collection du Cepremap, n° 3, septembre 2006

PAR DAVID CHEKROUN

mai 2007

La mondialisation est-elle un facteur de paix ? Assurément, auraient répondu Montesquieu et la plupart des philosophes des Lumières tant ils étaient convaincus que « l'effet naturel du commerce est de porter à la paix »[1] parce qu'il unit les nations en les rendant dépendantes les unes des autres. Plus tard, dans une Europe dévastée par deux guerres mondiales, ce doux commerce pacificateur servit de fondement à la construction communautaire. Il suffit pour s'en convaincre d'évoquer le Traité de Rome qui offre aux Européens depuis le 25 mars 1957 plusieurs libertés dont celle de commercer librement.

Quel est l'impact réel du commerce sur les conflits armés ? Les statistiques semblent apporter un démenti à la thèse du commerce pacificateur : l'augmentation du commerce mondial ne s'est pas accompagnée d'une diminution du nombre des guerres, notamment dans les années 1990. Mais, il convient de ne pas se limiter à ce résultat empirique car il recouvre une réalité plus complexe.

Le commerce pacifie-t-il donc les relations internationales ? Dans ce petit ouvrage passionnant par le contenu et modeste par le volume et le prix, Philippe Martin, Thierry Mayer et Mathias Thoening apportent une réponse nuancée. La mondialisation a un effet contradictoire sur les conflits armés : le commerce bilatéral réduit la probabilité de conflit entre deux partenaires commerciaux, l'ouverture au commerce multilatéral l'augmente.

S'agissant du commerce bilatéral, en analysant les coûts d'opportunité d'une guerre, les auteurs démontrent que le prix d'une guerre contre un voisin est d'autant plus élevé pour cet Etat que les échanges commerciaux avec ce dernier sont nombreux.

S'agissant du commerce multilatéral, l'ouverture aux échanges mondiaux de deux pays voisins réduit leur dépendance économique et donc le coût d'opportunité d'un conflit bilatéral. La diversification des partenaires multilatéraux agit comme une assurance contre les coûts économiques d'un conflit militaire et elle peut en augmenter la probabilité. Ainsi, en affaiblissant les dépendances économiques locales, la mondialisation peut produire des effets négatifs sur la paix. On peut donc s'attendre à ce que la mondialisation entraîne une hausse du nombre de conflits locaux et régionaux. Toutefois, la mondialisation diminue simultanément

1. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, 1758.

la probabilité des guerres généralisées. Ces explications permettent de comprendre pourquoi les conflits sont devenus de plus en plus locaux depuis 1950.

Quelles solutions les auteurs formulent-ils pour réduire l'augmentation des conflits armés dans le cadre de l'ouverture au commerce multilatéral ? En premier lieu, le commerce international peut être facteur de paix s'il est régulé par plus de droit et par de meilleures institutions. Il conviendrait alors que des organes placés sous l'égide de l'ONU imposent de véritables sanctions commerciales à l'encontre d'Etats en conflit bilatéral. En second lieu, l'augmentation des accords régionaux d'intégration commerciale offre un effet pacificateur dans la mesure où ils renforcent le commerce bilatéral. Chiffres à l'appui, il est prouvé que l'intégration régionale augmente le commerce entre voisins, c'est-à-dire entre Etats pour lesquels les sources de conflits sont les plus nombreuses. Par ailleurs, ces institutions régionales sont dotées d'institutions capables de concilier et de rapprocher pacifiquement des voisins aux intérêts antagonistes. Ainsi, l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne réduirait la probabilité de conflit entre ce pays et la Grèce de plus de 75 %. En revanche, elle aurait pour conséquence immédiate d'augmenter le risque d'escalade militaire entre l'Iran et la Turquie, cette dernière ayant moins à perdre à être en conflit avec un Etat voisin resté hors de l'Union européenne.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette passionnante étude ? Selon nous, cet essai propose une méthode d'analyse intéressante et des conclusions nouvelles. La méthode consiste à mettre des concepts économiques au service d'une analyse de politique internationale. La probabilité de guerre est d'autant plus forte que l'information dont disposent deux Etats est incomplète et que les coûts d'opportunité du conflit sont faibles. Les asymétries d'information[2] poussent deux Etats à une solution non coopérative et belliqueuse. A l'inverse, l'ouverture commerciale augmente les échanges d'information entre pays surtout si les biens échangés sont manufacturés et facilite donc une négociation pacifique. La conclusion met en avant les risques de préférences commerciales accordés à des pays en voie de développement si elles ne sont pas accompagnées d'une forte intégration régionale. Les auteurs démontrent que les pays ayant bénéficié de préférences commerciales par l'Union européenne se sont révélés plus belliqueux que les autres. Le régionalisme est davantage porteur de paix au niveau local que la mondialisation.

Quels sont nos regrets à la lecture de cet essai ? Nous formulerons une série de quatre critiques à cette enrichissante étude.

Tout d'abord, il est regrettable que cette enquête soit muette quant au rôle joué par l'industrie de l'armement dans la survenance de conflits armés entre Etats. Or, le commerce d'armes est source de conflits localisés dans plusieurs continents et il aurait été intéressant de mesurer son impact sur la probabilité de conflit militaire entre pays.

Ensuite, il n'est fait que très rapidement mention de l'aide au développement. Plus encore, la question relative aux préférences commerciales accordées aux pays pauvres comme source de conflits locaux n'est pas traitée.

Par ailleurs, il est dommage que les auteurs se limitent aux conflits interétatiques sans prendre en

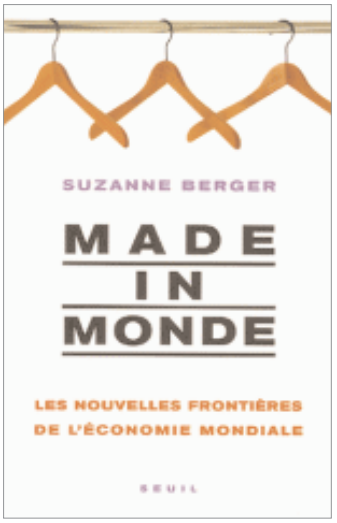
2. Il pourrait être proposé à cet effet la petite histoire de la grenouille et du scorpion comme analogie pour indiquer que cet essai repose sur quelques hypothèses pas toujours vérifiées. Dans cette histoire, un scorpion demande à une grenouille de l'aider à traverser une rivière en la faisant passer sur son dos. La grenouille refuse car elle a peur de se faire piquer par le scorpion. Ce dernier lui répond que s'il la piquait, il mourrait avec elle. La grenouille accepte donc de le transporter et au milieu du gué, il la pique. « Pourquoi m'as-tu piquée ? », demande la grenouille ; « parce que moi je ne fais pas de la théorie des jeux », répond le scorpion.

compte les guerres civiles et n'étudient que le processus de négociation entre Etats souverains, quelle que soit l'origine du conflit. Notamment, le lien causal entre commerce et conflits armés n'est pas toujours établi avec clarté.

Enfin, les rapports entre mondialisation, démocratisation et paix sont très vites énoncés et pas véritablement démontrés. Tout juste est-il indiqué que le courant libéral de la science politique moderne postule que l'ouverture commerciale aide à la démocratisation et que la démocratie apporte la paix. Sans citer Emmanuel Kant ou Amartya Sen, les auteurs relèvent que les faits donnent raison à cette thèse car depuis 1945, indiquent-ils, jamais deux démocraties ne sont entrées en guerre. Les guerres seraient-elles le monopole des dictatures ?[3] Mais au fait, les dictatures se font-elles la guerre ? Partant, et en l'absence d'explication, nous avons quelques difficultés à prendre pour certaine la thèse selon laquelle la mondialisation engendre la démocratisation et l'économie de marché et, par suite, apporte la paix.

Mais avouons-le, cette étude a le grand mérite d'explorer sans préjugés le champ des relations entre mondialisation et paix.

3. Les auteurs excluent sans doute cette situation de leur étude dans la mesure où les acteurs n'agissent pas avec rationalité, ce qui est le préalable sous-jacent à l'analyse économique.



MADE IN MONDE

Les nouvelles frontières de l'économie internationale[1]

SUZANNE BERGER

Editions Points, Collection Points Economie, janvier 2007

PAR CAMILLE & DAVID CHEKROUN

janvier 2007

La délocalisation est-ce la seule issue pour les entreprises soumises à la concurrence mondiale ? Non, répond Suzanne Berger. Ce professeur de sciences politiques au prestigieux MIT (*Massachusetts Institute of Technology*) et récidiviste patenté[2] (*Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Seuil/République des idées, août 2003) montre, au terme d'une enquête de cinq années auprès de 500 entreprises en Europe, aux Etats-Unis et en Asie, que le processus de mondialisation est plus complexe qu'on ne le dit.

Avec patience, précision et par des exemples choisis dans des industries high-tech comme dans des industries plus traditionnelles, Suzanne Berger et son équipe composée d'économistes et de politologues déconstruisent nos préjugés, forment une conviction et nous redonnent espoir : les délocalisations ne sont pas une fatalité. A court terme, les stratégies fondées sur de faibles coûts de main-d'œuvre débouchent souvent « sur une jungle concurrentielle où les victoires sont dérisoires ou éphémères ». A moyen terme, la solution consistant à réduire les coûts en réduisant les salaires et les avantages sociaux est une impasse. A long terme, les compétences et les talents sont souvent plus importants que les stratégies du moindre coût.

Ainsi, il n'existe pas un modèle unique de réussite consistant à délocaliser la production. Au contraire, les stratégies visant à favoriser l'innovation et l'éducation peuvent s'avérer gagnantes. Réussir à l'heure de la mondialisation est une question de choix. Il n'y a donc pas de solution universelle.

Quelle conclusion tirer de cette passionnante enquête ? Selon nous, une conclusion à double face : le revers est que la stratégie de certaines entreprises américaines apparaît inquiétante. En privilégiant les bénéfices à très court terme (trimestriels), les entreprises américaines ont modularisé et délocalisé une partie importante de leur production. Le secteur informatique en est la meilleure illustration avec le développement des OEM et des ODM.[3] Le problème est que les firmes américaines, ne maîtrisant plus l'ensemble du processus, perdent leur capacité d'innovation. Elles sont

1. Traduction de *How We Compete: What Companies around the world are doing to make it in today's global economy?*, 2005.
2. *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Seuil/République des idées, août 2003.
3. Les fabricants ODM (Original Design Manufacturer) interviennent dans le design et se chargent de la fabrication ; ils ne jouent pratiquement aucun rôle dans la définition du produit et n'ont aucun contact avec les consommateurs. Les OEM (Original Equipment Manufacturer) fabriquent des produits sur commande et les vendent aux marques. Les ODM et les OEM n'ont pas de marque propre.

alors contraintes de sous-traiter leur raison même d'exister : le design et la R&D (recherche et développement). Mais alors, que leur restera-t-il ? Déjà les fournisseurs d'hier sont devenus les concurrents d'aujourd'hui. Or, aucun investissement public n'est venu compenser le recul de la recherche privée.

Quel rôle pour l'Etat ? Suzanne Berger se concentre sur les stratégies des entreprises étudiées et consacre moins d'une page aux politiques gouvernementales. Mais c'est peut-être la conclusion essentielle : l'Etat joue un rôle indispensable pour que les entreprises puissent mettre en œuvre des stratégies innovantes, il leur fournit une main-d'œuvre éduquée et compétente et réalise les investissements publics (en infrastructure et recherche fondamentale) dont elles ont besoin.

Quels avantages concurrentiels pour la France ? L'auteur met également en regard les différents systèmes capitalistes et leurs atouts respectifs : de solides institutions de formation continue en Allemagne et au Japon, une tradition juridique qui facilite les relations contractuelles aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, des liens entre universités et industries qui accélèrent le transfert de la recherche fondamentale vers les start-up aux Etats-Unis. Ces facteurs modèlent les compétences aujourd'hui incorporées dans les stratégies par lesquelles les entreprises affrontent les défis de la mondialisation. Suzanne Berger connaît bien la France et pourtant, les avantages propres au système français ne sont quasiment jamais mentionnés. Une entreprise française est citée : Solstiss, fabricant de dentelle installé à Caudry, qui réalise presque toutes les ventes aux maisons de haute couture grâce à sa créativité et sa réputation. En dehors de cet exemple, la France est absente de toutes les analyses, à la différence de l'Espagne, de l'Italie ou de l'Europe du Nord. Faut-il en déduire que les forces du modèle français pour faire face à la mondialisation ne sont pas évidentes ? Dans ce cas et dans le prolongement des analyses de Michel Albert[4], il pourrait être intéressant de compléter l'étude de Suzanne Berger pour déterminer quel est l'« héritage » des entreprises françaises, dans lequel elles pourraient puiser pour faire face à la mondialisation.

4. Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, collection Essais d'économie, 1991.

DE SÉNÈQUE À LÉVI-STRAUSS, ILS RACONTENT LA MONDIALISATION

LAURENT FERRI

EDITIONS SAINT-SIMON, OCTOBRE 2005

PAR THIERRY GERMAIN

février 2006

Lorsqu'ils ont à se pencher sur les maux de notre bonne vieille planète, plutôt fringante encore « quand on pense à l'époque où elle a été créée »[1], nos innombrables docteurs Knock en arrivent presque toujours au même diagnostic, proféré mine confite et visage de circonstance : « c'est la mondialisation ».

Ca chatouille pour les uns, ça gratouille pour les autres, ça s'embrouille souvent, ça magouille parfois, ça touille de toutes les façons et ça gribouille sans façon, mais toujours, en dernière extrémité, ça mondialise à tout va. C'est l'air du temps. Drôle d'air.

Au plan éditorial, rien à dire : voilà une idée qui fait tourner les têtes aussi vite que les imprimeries. La bonne idée sur un truc comme ça, le plan génial, c'aurait été le copyright. Un brevet bien ficelé sur ce soupçon d'universel, et c'était caviar, Cadillac et cocotiers. Mais voilà, ce tube de malheur, cette scie lancinante, cet inusable marronnier, personne pour en adopter la paternité, aucun génial géniteur pour en revendiquer l'improbable enfantement.

Détective scrupuleux et doté d'un solide quoique assez improbable carnet d'adresses, Laurent Ferri a donc mené l'enquête. Et, petit futé, eut la très bonne idée de remplacer l'ADN par le carbone 14. Résultat : notre nouveau totem idéologique se retrouve avoir manqué de bien peu la fin des tyrannosaures ! Et ses thuriféraires ne manquent pas, comme ses détracteurs du reste, de prendre un sérieux coup de vieux.

Fatou Diome glissant dans son très beau *Ventre de l'Atlantique*[2] que « sur la balance de la mondialisation, une tête d'enfant du Tiers-Monde pèse moins lourd qu'un hamburger » ou Jacques Chirac voyant dans la mondialisation « un nouveau visage de l'aventure humaine »[3], l'un comme l'autre sont appelés par Laurent Joffrin, qui préface cette anthologie, à méditer cette forte sentence qui dit tout du livre : « La mondialisation serait-elle autre chose que le mouvement même de l'Histoire ? ».

Et pour commencer concernant notre Terre, ce rappel salutaire en forme de fausse évidence d'Emmanuel Kant, qui philosopha jadis : « Puisqu'elle est sphérique, les hommes ne peuvent

1. Alphonse Allais disait cela de l'Homme « imparfait ».
2. Fatou Diome, *Le ventre de l'Atlantique*, Anne Carrière, 2003 ou LGF (poche), 2005.
3. *Libération*, 22 mars 2002.

se disperser à l'infini mais doivent se supporter les uns à côté des autres ». Fausse naïveté à laquelle fait écho quelques décennies plus tard cette évocation de Morand d'une Terre plate sur laquelle « il n'y ait pas de bout du monde » et « qu'aux trois taches jaune, noire et blanche viennent s'en ajouter d'autres, la race violette, la race bleue, la race rose, la race verte… ». Oui, à l'échelle des hommes, de leur tolérance et surtout de leur intolérance, la Terre est depuis toujours bien petite !

Nouveauté que les échanges lorsque Sénéque constate que « les Indiens boivent l'eau glacée du Don, les Perses se baignent dans l'Elbe et dans le Rhin » ? Voltaire s'amuse d'une arme commerciale d'un genre particulier lorsque « au loin, vainqueurs des musulmans, nos vins de France enivrent les sultans » avant de donner l'une de ses plus belles définitions à la mondialisation et à son inévitable corollaire, l'individu : « Le paradis terrestre est où je suis ». Paul Morand, encore lui, conclut d'un dubitatif et bien dans son aristocratique manière : « Nous allons vers le tour du monde à quatre-vingts francs », pendant que Blaise Cendrars compose un menu à l'échelle d'une décidément toute petite planète : « Iguane sauce caraïbe, jambon d'ours canadien, jeunes chiens mort-nés préparés en sauce, hérisson au ravensara » et autres mets.

Méconnaissance d'une logique à l'œuvre lorsque Pline l'Ancien constate que « les Romains ont organisé la totalité du monde habité comme une seule maison », lorsque Leibniz parle de « cadre mondial », lorsque Kant affirme qu'on « est arrivé à un point où toute atteinte au droit en un seul lieu de la terre est ressentie en tous », lorsque Marx et Engels dénonçant « la paix solitaire et béate des existences locales et nationales » n'en mesurent pas moins que « la bourgeoisie façonne un monde à son image » ou, ironie involontaire et facétieux signe du destin, lorsque Adam Smith très jeune est enlevé par ceux-là mêmes qui incarnent voyages incessants et horizons mouvants, des gitans ?

Ignorance des conséquences lorsque Sénèque constate encore que « la première barcasse venue affronte la haute mer et toutes les barrières sont bousculées » ? Pline l'Ancien balance entre une admiration non feinte de « l'échange universel » et un regret lancinant du « bon vieux temps », une chanson qui connaîtra bien des airs. Voltaire met en scène un noir à la main et à la jambe coupée qui, recroquevillé sur son sort, l'interpelle d'un cri si actuel : « C'est à ce prix que vous mangez du sucre en France ». Erasme saisit toute la force d'un possible choc des civilisations lorsqu'il s'écrie : « Nous combattons les Turcs en Turcs » et Lévi-Strauss nous fait mieux mesurer l'abîme entre les peuples lorsqu'il rappelle que « les Espagnols envoyaient des commissions d'enquête pour rechercher si les indigènes possédaient ou non une âme, ces derniers s'employant à immerger des blancs afin de vérifier si leur cadavre était sujet à la putréfaction ». Ce même Lévi-Strauss qui nous redit pourtant avec force que la « civilisation mondiale » est une « coalition de cultures préservant chacune son originalité ».

L'on retrouve aussi un constant « besoin d'empire » au cœur de cette vaste geste mondiale. Pline l'Ancien se demandant « si les dieux n'ont pas donné les Romains à l'humanité comme une seconde lumière du jour » n'est pas si loin de Wydham Lewis parlant de la « supernation » américaine et de « l'éthique cosmique » des Etats-Unis, « éthique » que Trotski interroge de façon fort différente mais avec la même mesure de son importance : « L'histoire favorise le capital américain puisque pour chaque brigandage, elle lui sert un mot d'ordre d'émancipation ».

Empire éphémère peut-être mais de moins en moins partiel : il y a loin des vastes « mondes inutiles » relégués aux portes du limes romain aux « économies monde » régionalisées de Braudel, et pourtant rien qui se compare à la « standardisation globale » chère à Théodore Levitt et dans laquelle nous serions aujourd'hui entrés de plain-pied.

« Transition graduelle » peut-être si elle respecte les préceptes d'Amartya Sen, « âge de fer planétaire » encore si l'on en croit Edgar Morin, lequel mesure quatre dimensions à acquérir (anthropologique, écologique, tellurique et cosmologique) pour accéder à la « conscience planétaire », état générateur de nouvelles formes de lutte et même de révolution si l'on en croit Gilles Deleuze, cette mondialisation n'en appelle pas moins quatre remarques.

Il y aura toujours en son sein des hommes tels que Vassili Rozanov pour choisir envers et contre tout de défendre « le Dieu du nid ».

Il y aura toujours pour déterminer une large part de ses traits, et tracer les courbes nobles ou moins nobles de ses évolutions, cet argent évoqué par Benjamin Constant, « qui se cache et qui s'enfuit ».

Il y aura encore et encore décrites par Paul Morand « ces locomotives qui vont plus vite que les idées », ce vœu malgré tout exprimé par Rivarol « qu'à richesse égale, la sèche raison cède le pas à la raison ornée », cet espoir et cette difficulté mêlés évoqués par Toynbee de « transmettre aux autres peuples la flamme spirituelle » auquel fait écho ce constat émerveillé de Stefan Zweig (que le réveil fut dur !) « que l'essor des sentiments n'est pas moins merveilleux que celui des aéroplanes », enfin, cette volonté chevillée au corps de faire mentir une dernière fois le cynisme de Paul Morand et de refuser ce monde où « puisque ce qui s'échange ce ne sont pas les richesses mais les pauvretés, mieux vaut la bêtise des peuples qui s'ignorent que la haine des gens qui se connaissent ».

Avant de prononcer ne serait-ce qu'une seule et nouvelle fois ce terme totem de « mondialisation », lisez ce livre. Parce que toujours il y aura, selon l'heureuse formule de Dubreuil, « plusieurs mondes pour se prétendre le monde ».

LE GOUVERNEMENT DU MONDE
Une critique politique de la globalisation

JEAN-FRANÇOIS BAYART

EDITIONS FAYARD, AVRIL 2004

PAR DENIS JACQUOT

septembre 2004

Dans la multiplicité des ouvrages consacrés à la mondialisation, ce livre s'annonce particulièrement novateur tant par sa méthode que par ses analyses incisives. Jean-François Bayart, adoptant la démarche de la sociologie historique du politique, entend saisir « l'émergence de la globalisation contemporaine » depuis deux siècles qu'il définit comme « un régime spécifique de pouvoir et d'accumulation ». Il se propose d'analyser cette « configuration historique du pouvoir, cet « événement » comme « un changement d'échelle de l'Etat et du capitalisme dans le temps et l'espace ».

Le premier temps du livre porte sur les relations entre l'Etat et la globalisation. Jean-François Bayart réfute la thèse de l'Etat présenté comme un « mort en sursis », soluble dans le marché, la régionalisation ou les guerres civiles. Il récuse son « évidemment » entre un Etat-minimum et un Etat-croupion. Car, contrairement aux théorèmes néolibéraux et souverainistes, les rapports entre l'Etat et la globalisation ne sont pas un jeu à somme nulle mais faits de multiples combinatoires. De multiples exemples le prouvent. Ainsi, l'articulation entre l'expansion et la libéralisation des échanges marchands avec un retour à un néoprotectionnisme des Etats, ou encore le capitalisme d'alliance entre le parti et l'armée avec le privé pour contrôler l'ouverture économique en Chine et en Russie et reconstituer « l'empire distendu ». La régulation relève pour l'essentiel des relations étatiques ou interétatiques même s'il s'agit de « délégations » à des autorités indépendantes publiques productrices de droit privé qui s'impose à l'Etat. La privatisation de certaines fonctions régaliennes, comme l'affermage des recettes douanières en Afrique, le contrôle des visas par les compagnies aériennes, la gestion privée des prisons, l'importance des sociétés de sécurité dans le monde industriel, leur participation à la lutte antiterroriste apparaissent comme une illustration du mode de gestion de la « décharge », notion empruntée à Max Weber. Elle est aujourd'hui une modalité de « réinvention de l'Etat » et de son intervention déléguée ou associant le secteur privé à des tâches publiques selon les instructions administratives.

La privatisation ainsi analysée apparaît moins comme une désagrégation de l'Etat que comme « une transformation de pouvoir associant de façon discrétionnaire des acteurs sociaux, entraînant une dilution des responsabilités favorable à sa prééminence absolue ». Ainsi la globalisation va de pair avec la formation de l'Etat, les logiques transnationales et privées « s'emboîtent » avec l'action

publique des Etats. L'Etat est à la fois « le produit et le vecteur de la globalisation qui en est le levain, le moteur de sa formation ».

Il en est de même avec la constitution d'une société civile internationale saluée comme un élément-clé de « l'Etat minimum » par les libéraux, portée au pinacle par les altermondialistes ou encore saluée par les sociaux-démocrates « comme point d'appui de la nouvelle gouvernance pour maîtriser la mondialisation ». Or cette société civile, tout internationale qu'elle soit désormais, est en fait nationale, ne serait-ce que dans ses contours (le débat français en exclut les entreprises à l'inverse de l'expérience américaine). Elle est partie prenante de la gouvernance mondiale à l'image des ONG dont l'existence est liée à l'Etat, financeur et cible pour modifier les politiques nationales et mondiales. Cooptée par les bailleurs de fonds multilatéraux, elle est même apparue comme une « fiction utile » lors des transitions démocratiques et vers l'économie de marché des années 1990. Ses forces sont des véhicules privilégiés des « actions » globales articulant le local et le global et assurant l'insertion de l'Etat dans la mondialisation et réciproquement. Elle articule des sociétés politiques concrètes à la globalisation en contrepoint du jeu traditionnel des puissances et des activités des entreprises. Elle se révèle enfin comme un champ de pouvoir asymétrique « reflétant *grosso modo* la division mondiale de la richesse et de l'influence ».

Michel Foucault analysait le pouvoir non comme une puissance détenue par une personne, une classe, un ensemble social, mais comme une stratégie complexe, mouvante et mobile, un réseau multiple et changeant : le pouvoir ne se possède pas, il s'exerce selon des rapports de force qui induisent sans cesse par leur inégalité des états de pouvoir mais toujours locaux et instables. Jean-François Bayart lui emprunte le concept de « gouvernementalité » qui renvoie à une problématisation du pouvoir comme « une action sur des actions », à « l'interface des techniques de soi et des techniques de domination exercées sur les autres ». Il souligne ainsi que la globalisation instaure des rapports de pouvoir sur autrui, en « structurant leur champ d'action éventuel ». Le choix du concept de « gouvernementalité », cette production des rapports aux autres et à soi apparaît plus riche à l'auteur pour rendre compte de l'hétérogénéité et de l'inachèvement de « l'événement globalisation » et donc préférable à celui de « gouvernance mondiale » qui, centré sur les procédures de choix des règles collectives, « évacue la dimension et l'enjeu du pouvoir ».

Mais cette globalisation n'est pas une simple imbrication de l'Etat, de la guerre et de la mondialisation, qui se traduit, comme l'affirme Martin Shaw, par un nouveau « système global d'Etats » fait d'un emboîtement hiérarchisé des Etats-nations et marqué par une asymétrie radicale au profit de « l'Etat global occidental » emmené par les Etats-Unis forts de leur primauté militaire, de leur dynamisme économique et de leur avance technologique. On ne peut réduire la globalisation à un simple changement d'échelle des rapports purement interétatiques. Dès lors, il faut pour saisir la gouvernementalité de la globalisation en connaître les institutions sociales, les fondements sociaux qui mettent en forme le rapport de l'Etat à la mondialisation, en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'un Etat « intégral » « enraciné dans sa société civile » comme le rappelait Gramsci.

Ce deuxième temps de la réflexion de Jean-François Bayart récuse d'emblée l'idée que « la globalisation est dépossession, aliénation, anomie » privant les peuples de leur propre histoire. Au contraire, la formation de l'Etat et son institutionnalisation doivent composer avec la mondialisation du social. La recherche anthropologique a montré que la globalisation n'arase pas les trajectoires historiques des sociétés qui se l'approprient de gré ou de force quitte à procéder par « réinvention de la différence ». Ainsi la globalisation n'est pas

étrangère aux sociétés qu'elle englobe. Au fil des siècles, ces rapports sociaux ont pris la forme de « champs d'action transnationaux emboîtés au fil des échanges marchands, religieux, culturels et de métissage ». Des « opérateurs de la mondialisation » sont apparus, portés par les flux des échanges : cadres d'entreprises multinationales, diplomates et fonctionnaires internationaux, missionnaires, journalistes et experts en tout genre. Sans oublier « les soutiers de la globalisation », migrants légaux ou clandestins, ouvrières des zones franches, ouvriers des nations industrielles soumis au chantage de la délocalisation ou encore « les intermittents de la globalisation », employés des secteurs touristiques, les trabendistes et changeurs informels, etc. Des réseaux transnationaux, ceux des migrants par exemple ou liés aux diasporas, se constituent et s'articulent aux Etats-nations sans nécessairement les ébranler. Ils modifient les anciens rapports sociaux locaux pour en créer de nouveaux par un effet de « glocalisation ».

Jean-François Bayart démontre ainsi que « le moment impérial » (1830-1960) a produit des effets de domination ou « d'assujettissement » global, une notion reprise de Michel Foucault qu'il faut comprendre dans les deux sens du mot, c'est-à-dire aussi comme « constitution de sujets moraux ». Cette problématique de « subjectivation » a une dimension politique car « des individus ou des communautés se constituent comme sujets, en marge des savoirs constitués et des pouvoirs établis, quitte à donner lieu à de nouveaux savoirs et pouvoirs ». Au total, cette expérience impériale s'est confondue avec celle de « couches sociales transversales portant des styles de vie » spécifiques participant de la globalisation. Le moment néolibéral (1980-2004) qui a suivi voit se poursuivre cette globalisation des pratiques de subjectivation politique au sein des mêmes institutions sociales inaugurées lors du XIX^{ème} siècle « fondateur » : les entreprises multinationales, les églises, les organisations de la société civile internationales comme les fédérations sportives, politiques et syndicales, les institutions éducatives et les communautés d'experts. Celles-ci cultivent des objectifs ou des croyances partagés, des idiomes spécifiques, des codes vestimentaires, des « chartes éthiques », qui font d'elles « des communautés morales » en consolidant leur esprit de corps, leur culture d'entreprise, leur identité collective et leur conduite de vie dans lesquels elles se reconnaissent « appartenir ».

La globalisation contemporaine, note l'auteur, façonne des « types d'hommes » porteurs de « conduites de vie » auxquels l'on est susceptible de s'identifier en fonction de sa condition, de son activité, de son imaginaire, des contraintes de son environnement. Ainsi l'emblème moral du réformateur dans les pays arabo-musulmans dont la figure emblématique a été Mustapha Kemal. Elle garde aujourd'hui sa force de mobilisation dans le monde (par exemple le mouvement de *reformasi* indonésien, le courant réformateur en Chine, etc.) à l'heure de la libéralisation économique, au point de synergie entre les processus de formation de l'Etat-nation et des exigences de la globalisation. Autre figure, celle de l'émigré « sujet moral en formation » qui négocie au jour le jour dans les difficultés l'équilibre entre les impératifs moraux de sa société d'origine et les exigences de sa nouvelle condition.

Dans un troisième temps, Jean-François Bayart prolonge sa réflexion sur la gouvernementalité globale en analysant le rapport à la marchandise et les techniques de consommation et les techniques du corps que cette dernière met en branle. Il souligne que ces pratiques de « culture matérielle », selon l'expression consacrée, sont création et donc facteurs d'individuation : elles sont « le répertoire avec lequel les utilisateurs procèdent à des opérations qui leurs sont propres », elles sont « invention du quotidien », par « construction de phrases propres avec un vocabulaire et une syntaxe reçus », selon l'expression de M. de Certeau cité par l'auteur. La consommation reste différenciée selon les catégories de consommateurs au-delà de

l'illusion de l'uniformité découlant de l'homogénéité et l'omniprésence des marques. Consommer consiste à « être dans sa société, en employant le répertoire de la marchandisation à des fins et selon des codes propres », souligne l'auteur en s'appuyant sur la comparaison des modes de consommation dans les McDonalds en Chine, en France et aux Etats-Unis ou en analysant les codes vestimentaires en Turquie qui alimentent les luttes de subjectivation entre islamistes et les laïcistes. F. Adelkhah a montré l'enjeu civique du port du *hijab* en Iran qui a considérablement étendu la mobilisation des femmes dans l'espace public. En s'appuyant sur une revue fouillée qui le fait passer de l'analyse des pratiques sportives aux mouvements de danse, du désir sexuel aux conflits liés à l'odorat, l'auteur conclut que les pratiques d'appropriation de la mondialisation s'inscrivent « dans la chair des êtres en société et en globalité ».

Cependant, ajoute-t-il, l'étude de ces techniques du corps par lesquelles nous nous constituons en « sujets moraux » de la globalisation débouche sur un paradoxe. Alors que la mondialisation est censée être urgence et accélération, elle nous inculque massivement « la discipline de l'attente ». La file d'attente fait désormais partie de notre quotidien dans les supermarchés, les cinémas, les cafés, les aéroports. « Elle stylise la condition historique de l'homme en situation de globalisation ». Elle participe de la gouvernementalité de l'actuelle mondialisation et en révèle la contradiction fondamentale entre la libération des marchés internationaux des capitaux et des biens, d'une part, le cloisonnement coercitif de celui de la force de travail, de l'autre. Des flux entiers de populations sont mis en « attente coercitive » dans les camps de réfugiés, en rétention pour les *detainees* du champ de bataille afghan ou stationnent en stand-by aux portes des Etats industriels, dans les régions tampons, véritables hubs qui servent de rampes d'accès au mirage de leur prospérité. Il faudrait y inclure, précise l'auteur, les recrutements forcés de travailleurs, en particulier d'enfants en Afrique, dans le Golfe ou même en Europe, ou la discipline industrielle des zones franches.

Ainsi se vérifie que la violence et le pouvoir sont inhérents à la globalisation contemporaine qui « gouverne » ainsi une « condition liminale », c'est-à-dire sur le seuil du globe. Cette expérience liminale partagée par des individus l'est aussi par des nations. On assiste au « pourrissement sur pied » de certains Etats comme le Cambodge, la Birmanie, la Corée du Nord ou l'Angola ou de certaines revendications nationales comme celles des Palestiniens, des Kurdes ou des Tchétchènes suite à « la régulation inégalitaire et hiérarchisée des richesses économiques ou de l'action diplomatique » Leur hétérogénéité interdit toute rêverie populiste sur l'apport des « damnés de la terre ». La «multitude » évoquée par Toni Negri « n'est pas plus altermondialiste qu'elle ne fut hier révolutionnaire » mais le dilemme demeure. Il a trait à la capacité des sociétés à « faire leur propre histoire » ou à se voir ramenées à l'instance du « local », rappelle Jean-François Bayart qui nous lance ce dernier message en conclusion : « Chacun fait mine d'être conscient de l'enjeu. Mais, obnubilés par les manœuvres diplomatiques et militaires, les questions de sécurité, les parties financières, les combats de titans industriels, le spectre des « civilisations », nous tenons pour menue monnaie le désir et la souffrance qui parcourent les limbes du monde. Grisés par la vitesse, nous négligeons l'attente. C'est oublier que souvent l'Histoire avance à pas de loup.

RAPPORT D'INFORMATION SUR LA MONDIALISATION

EDOUARD BALLADUR (président)
RENAUD DONNEDIEU DE VABRES (rapporteur)

N° 1279, Assemblée nationale, décembre 2003

PAR THOMAS MÉLONIO

février 2004

Insomniaques, gardez espoir ! Un remède miracle vient de sortir dans toutes les bonnes officines sous le doux nom de *Rapport d'information sur la mondialisation*. Cette pilule aigre-douce, signée Balladur et Donnedieu de Vabres, vous garantit endormissement immédiat et sommeil paisible. En effet, rien de bien extraordinaire ni très novateur dans ce texte, dont le défaut principal est de prouver qu'on peut – horreur ! – souvent être socialiste et en accord avec Edouard Balladur.

La preuve ? Le rapport plaide pour le renforcement des pouvoirs de l'Organisation internationale du travail, en la dotant d'un Organe de règlement des différends sur le modèle de l'Organisation mondiale du commerce, car « en l'absence d'un socle social commun, les distorsions de concurrence sont préoccupantes et elles pourraient aboutir à un nivellement par le bas de notre système social qui n'est pas acceptable ».

On boit du petit-lait. Un pouvoir supranational comparable serait accordé à l'Organisation mondiale de la santé et à une agence mondiale de l'environnement. Le tout serait supervisé par un « nouveau conseil international (doté) d'une compétence d'arbitrage en cas de conflit entre les différentes normes de droit international, afin de concilier les principes défendus par les différentes organisations internationales dans leur sphère de compétences ». En termes de gouvernance multilatérale, l'ensemble est donc plutôt séduisant. Mais MM. Balladur et Donnedieu de Vabres pèchent par naïveté en évitant de s'interroger sur la composition des majorités qui se dégageraient dans un tel conseil international. Combien de pays plaideraient pour un renforcement des droits sociaux ? Certainement pas les pays les plus pauvres qui trouvent dans le *statu quo* un avantage comparatif, et certainement pas non plus la majorité des pays de l'OCDE qui sont pour la plupart engagés dans une féroce concurrence fiscale et sociale. La priorité est donc davantage à la constitution d'un véritable front social-démocrate qu'à l'angélisme multilatéral.

LA MONDIALISATION PETITS-FOURS

Dans la mondialisation surréelle décrite par Edouard Balladur et Renaud Donnedieu de Vabres, le soleil brille et les oiseaux gazouillent. Il est vrai que nos dignes représentants n'ont pas ménagé leur peine pour se confronter aux dures réalités de notre planète bleue comme une orange. Ils n'ont pas hésité une seconde avant de se confronter à la vue insoutenable des bidonvilles de Londres (pour y rencontrer la Banque d'Angleterre et la Financial

Services Authority), Washington (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Federal Reserve), New York et Genève (pour les institutions multilatérales et les ambassadeurs). Parmi les trente-quatre personnes rencontrées par la mission, seules deux représentaient des pays n'appartenant pas à l'OCDE (le Brésil et le Maroc). Il n'est donc pas étonnant que les pays pauvres n'aient pas trouvé là leur plus brillant avocat.

C'est ainsi qu'on lit que « les nombreuses attaques dont la Politique agricole commune a été l'objet dans le cadre des négociations de l'OMC sont tout à fait excessives. Comme pour les biens culturels, il serait dangereux de libéraliser entièrement ce secteur, car cela aboutirait (…) au transfert de cette activité dans les pays en voie de développement où les coûts de la main-d'œuvre sont très faibles ». On n'est guère surpris de constater que les bonnes intentions affichées tout au long du rapport s'effacent lorsqu'il s'agit de remettre en cause les intérêts bien compris des clientèles traditionnelles de l'UMP. Fort heureusement, apparaît alors une citation de Jacques Delors, qui apporte une vision légèrement discordante : « Si nous continuons notre politique, nous aggraverons l'exode rural dans ces pays avec tous les risques de pauvreté et d'insécurité qui s'y rapportent. Il faut faire un effort avec les Américains sur les restitutions à l'exportation, car cela fait baisser les prix (…) et cela décourage les productions vivrières ».

On peut y voir un hommage partagé à Michel Rocard et à sa célèbre sentence « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part ». La droite s'accommode plus aisément de la première partie de la phrase, remercions M. Delors d'avoir évoqué la seconde.

VIVE LA MONDIALISATION (SANS LES ALTERMONDIALISTES) !

La commission nous a rapporté quelques perles de sa plongée abrupte dans le Tiers-Monde. On trouve dans son rapport ce paragraphe étrange : « Il importe d'assumer clairement le choix de l'engagement de notre pays dans un environnement mondialisé en expliquant l'intérêt à nos concitoyens. C'est à cette condition et à cette condition seulement que les critiques formulées par les mouvements alter ou antimondialistes cesseront de trouver un écho grandissant au sein des opinions publiques ». Enfin l'ennemi est désigné ! Etrange retournement de valeurs qui consiste à ériger en objectif la marginalisation des mouvements altermondialistes. Car tel est bien dans le fond l'unique objet de ce rapport : donner une réponse politique à un mouvement dont l'ampleur et la spontanéité ont dépassé toutes les prévisions.

Occasionnellement, le rapport Balladur-Donnedieu de Vabres ne s'interdit pas l'humour et s'autorise un inventaire à la Prévert pour décrire les mouvements altermondialistes : « A vrai dire ils agissent davantage comme un front du refus que comme une véritable force de proposition (…). Pour cause, on y trouve aussi bien des défenseurs de l'environnement (comme *Greenpeace* ou *les Amis de la Terre*), des droits de l'homme (*Amnesty international*, *FIDH*), des droits économiques et sociaux (Droit au logement, Médecins sans frontières) que des groupes plus informels (anarchistes, zapatistes, mouvements antifascistes…) ». Mais le plus réjouissant, c'est que les préconisations de la commission finissent par reprendre un certain nombre de recommandations exprimées antérieurement par Attac, notamment « la création de taxes mondiales dont une fraction pourrait être versée au titre de l'aide publique au développement et une autre pourrait être attribuée à certaines organisations internationales pour mener des politiques d'intérêt général (santé publique, protection de l'environnement, protection du patrimoine culturel…) ».

Comme quoi, avec un zeste d'angélisme et une bonne dose de cynisme, l'étrange tribu balladurienne pourrait bien finir par rejoindre l'hétéroclite coalition de ceux qui affirment qu'un autre monde est possible.

CHANGER DE MODÈLES

- III -

Un autre modèle politique : l'inconnue social-démocrate

SOCIALISMES : Y REVENIR ?

Cités, Numéro 43, octobre 2010

PAR THIERRY ROURE

février 2011

Cités, sous-titré « Philosophie, politique, histoire », est une revue dirigée par Yves-Charles Zarka, professeur de philosophie politique à Paris-Descartes et spécialiste reconnu de Hobbes, qui cherche précisément à faire le pont entre philosophie et politique. Comme sa présentation l'indique, elle vise à faire retour au réel tout en essayant de ménager une ouverture sur le possible. Il s'agit donc pour Yves-Charles Zarka de maintenir l'exigence de la pensée à l'égard des problèmes de la Cité dans une démocratie d'opinion où « n'importe qui peut dire n'importe quoi », pour reprendre l'expression du linguiste et essayiste Jean-Claude Milner. « Faire sortir la philosophie dans la rue » implique donc de se confronter à de nouveaux domaines car « la pensée ne pense qu'en se déterritorialisant », si l'on en croit le propos liminaire.

Depuis sa création en 2000, la revue a abordé des thèmes aussi variés qu'importants pour le politique : l'impact du développement technologique, la fin du travail, la crise de l'autorité, le rôle des intellectuels, le destin de courants tels l'utilitarisme et le féminisme, la démocratie face aux religions, le corps et la sexualité, les conflits identitaires, les figures de l'Europe, le nouvel ordre international, les transformations de la guerre.

Pour son dixième anniversaire, la revue a eu la bonne idée de sortir trois numéros : le hors-série intitulé « Voyages inédits dans la pensée contemporaine » reprend les grands articles de penseurs majeurs déjà publiés par la revue (Mireille Delmas-Marty, Léo Strauss, Michel Foucault, Amartya Sen, Axel Honneth, Robert Castel, Raymond Aron, Jürgen Habermas, Georg Lukacs, John Rawls, Norberto Bobbio, Jacques Bouveresse pour n'en citer que quelques-uns). Le hors-série « Retour sur événements 2000-2010 » tente, quant à lui, de repenser les grands moments des dix ans écoulés du 11 septembre 2001 à l'investiture de Barack Obama en passant par l'élection de Nicolas Sarkozy et la crise financière.

Enfin, le numéro 43 est titré « Socialismes : y revenir ? ». L'expression « y revenir » est ici à prendre au double sens de faire retour réflexif sur le socialisme et son histoire et de restaurer/instaurer le socialisme.

Yves-Charles Zarka pointe dans son éditorial le « déficit doctrinal » qui caractérise selon lui le socialisme actuel. Cette incrimination est à prendre au sérieux car force est de constater que le mouvement socialiste en France et en Europe est

à la croisée des chemins et que la lecture de ce numéro peut peut-être nous aider à mieux définir un projet pour demain.

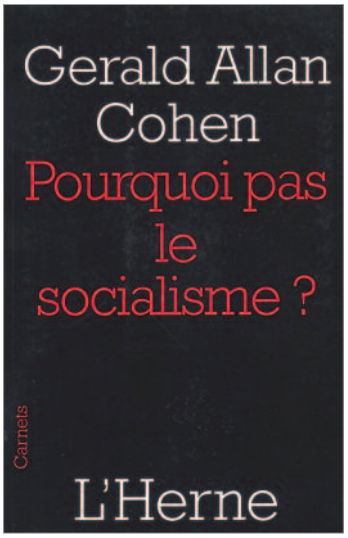
Nous ne reviendrons pas sur les interventions de Martine Aubry et Pierre Moscovici qui clôturent le numéro et que le lecteur est invité à lire *in extenso*. Concentrons-nous sur les contributions des philosophes dont ces deux responsables politiques tirent les leçons. Les articles de ce numéro, au ton souvent marxien, s'organisent essentiellement sur l'articulation opérée par les différents auteurs entre socialisme et communisme. Gérard Bensussan met ainsi en avant le dualisme foncier du socialisme partagé entre l'anticapitalisme originel de Marx et Engels et la social-démocratie d'un Bernstein préférant le mouvement au but. Inutile de dire que cette ligne de clivage explique bon nombre des débats qui animent actuellement la gauche. L'auteur explique ainsi la déception d'une partie de l'électorat de gauche par le clivage du mouvement socialiste. Il est vrai que l'on ne peut être déçu qu'à l'égard de ceux dont on attend beaucoup.

Stéphane Haber, quant à lui, analyse le socialisme et le communisme comme deux moments logico-historiques qu'il faut penser ensemble pour en dégager toute la cohérence. Dès lors, le communisme peut s'analyser comme la suppression de la propriété privée ou l'instauration d'un nouveau mode de distribution des richesses collectives, preuve s'il en faut que le concept est complexe et avait été peu développé par Marx lui-même. Le programme de Stéphane Haber est alors simple : tarir les sources de l'exploitation et redécouvrir le « commun » face à la « sous-évaluation massive des problèmes concrets liés au dépérissement des médiations administratives, monétaires et marchandes » induite par le passage au communisme.

L'article le plus intéressant nous paraît être, cependant, celui de Christian Laval et Pierre Dardot qui revient en détail sur l'analyse de Durkheim définissant le socialisme comme la volonté par la société d'organiser la production économique. Le fondateur de la sociologie française caractérise la distinction entre socialisme et communisme à nouveaux frais : il montre que le socialisme est du côté de l'association, des individus et de ce qu'il qualifiait dans sa thèse sur *La division du travail social* de « solidarité organique ». Le communisme, au contraire, relève de la communauté, de la société et de la « solidarité mécanique ». Revenant sur la définition de Marx du socialisme comme « association dans laquelle le libre-développement de chacun est la condition du libre-développement de tous » qui se définit par autant de relations entre des « individus totaux », il rappelle la méfiance prémonitoire de Proudhon à l'égard de ce qui allait conduire, qu'on le veuille ou non, au totalitarisme. Les auteurs définissent du coup un projet politique ayant pour but « l'agir commun comme institution du commun ».

C'est ce projet que vise précisément à définir Alain Caillé, animateur de la revue *MAUSS* et pourfendeur de l'utilitarisme en sciences sociales réduisant tout à la logique de l'intérêt. Il campe tout d'abord le paysage actuel marqué par le capitalisme actionnarial mondialisé, la généralisation de l'idéologie de l'évaluation et ce qu'il appelle le « parcellitarisme », c'est-à-dire la généralisation de l'individualisme. Face à ce constat, il propose le programme ambitieux d'une « social-démocratie universelle et radicale » caractérisée par la volonté de contenir l'*hubris*, l'esprit de démesure ou ce que les Anglo-Saxons appellent le *greed*. Pour ce faire, il propose la fixation d'un salaire minimal et maximal, la nécessité de penser une solidarité vis-à-vis du monde et de la nature, l'augmentation de l'impôt sur le revenu et l'héritage, la mise en place d'une démocratie participative et le développement d'une société civile mondiale associationniste. Autant d'objectifs ambitieux, peut-être maximalistes, mais donnant matière à penser.

De cet ensemble foisonnant qui constitue autant d'éléments stimulants pour une nécessaire réflexion sur notre programme, on regrettera néanmoins une trop grand focalisation sur le marxisme et son histoire et le peu de place laissé aux courants qui l'ont précédé, qui ont été injustement qualifiés de « socialismes utopiques » par Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste* et qui peuvent, pourtant, servir de base à une réflexion d'avenir.



POURQUOI PAS LE SOCIALISME ?

GERALD ALLAN COHEN

EDITIONS DE L'HERNE, MARS 2010

PAR TANGI LE NEVÉ RICORDEL

juin 2010

Entre espoir et amertume, l'interrogation posée par le titre a l'insolence d'une question qui dérange. Inconnu en France, Gerald Allan Cohen (1941-2009) est l'un des intellectuels les plus éminents de la gauche anglo-saxonne. Professeur à Londres et à Oxford, il s'est efforcé, sa vie durant, d'étayer les motifs de croire au socialisme.

Engagé dans sa jeunesse au sein du Parti communiste, il tente d'abord de restaurer la validité scientifique du matérialisme historique par le secours de la méthode analytique. Dans *Karl Marx theory of history: a defence* publié en 1978, il veut débarrasser la rhétorique marxiste de ses approximations grâce à la rigueur logique et la précision des énoncés. Au cours des deux décennies suivantes, il renonce progressivement à cette tentative pour s'engager dans une réflexion philosophique et morale sur le concept d'égalité. Nourri de ses confrontations aux pensées de Robert Nozick et John Rawls, il côtoie alors le Parti travailliste et achève son évolution par une conversion aux principes du christianisme social.

Publié en 2009, *Pourquoi pas le socialisme ?* est l'œuvre-testament dans laquelle il défend sa nouvelle raison de croire en la gauche. Si le socialisme n'est plus une évidence scientifique programmée par l'Histoire, il reste, selon lui, une hypothèse éthique laissée à la liberté des hommes. Fondé sur l'exploitation de nos vices (égoïsme, cupidité), le capitalisme est par essence immoral. A l'inverse, le socialisme est un projet profondément juste car il repose sur la confiance dans nos vertus (altruisme, réciprocité). Pour Cohen, l'enjeu est d'expliquer pourquoi et comment les hommes peuvent tenter ce pari éthique.

Pour construire sa démonstration, l'auteur part de l'expérience-type du camping. Dans ce cadre, il imagine plusieurs situations où peuvent naître des rivalités entre les campeurs. Selon lui, tous ces conflits potentiels trouvent leur résolution dans l'éthique communautaire. « Dans tout groupe restreint, écrit-il, mêmes les plus rétifs à l'égalitarisme acceptent les règles d'égalité et de réciprocité et les prennent pour acquises ». Il en tire la preuve d'une possibilité pratique du socialisme, fût-elle, ici, limitée au périmètre d'une tente et à la durée d'une excursion.

Sur la base de ce constat, il analyse ensuite les deux principes à la base du bon fonctionnement du camping. Le premier est la règle égalitaire qui « vise à corriger tous les désavantages subis dont le sujet ne pourrait être tenu pour responsable,

qu'il s'agisse des handicaps sociaux ou naturels ». Aussi exigeante soit-elle, cette conception radicale de l'égalité des chances n'annule pas toutes les différences. Rendus strictement égaux sur la ligne de départ, les individus sont mis en mesure, au contraire, de développer leurs identités propres. Suivant les choix qu'ils font, ils tracent des chemins singuliers au sein du groupe. Le risque est alors que les intervalles créés dégénèrent en inégalités injustes.

Pour contenir le danger de son éclatement, le groupe doit alors faire jouer un second principe. La règle communautaire vient ici tempérer les inégalités nées de l'égalité des chances. « Le réquisit central de la communauté, explique Cohen, est que les individus se soucient les uns des autres et, si nécessaire et si possible, pourvoient les uns aux autres ». Nul campeur, en effet, n'a jamais été abandonné à sa mauvaise fortune par ses compagnons d'excursion.

Ce souci de l'autre conduit finalement à l'élévation morale de chacun. Alors que le capitalisme nous encourage à envisager autrui « comme une éventuelle source de profit ou comme une menace à notre réussite », l'éthique socialiste nous éclaire sur les liens de réciprocité qui nous rassemblent. Elle permet à chaque individu d'éprouver la plénitude d'une coopération voulue pour elle-même et sans arrière-pensées.

Arrivé à ce point de son raisonnement, l'auteur s'interroge sur la possibilité et l'opportunité d'étendre ces principes à large échelle. Oui ou non, les règles de fonctionnement du camping peuvent-elles être et doivent-elles être appliquées à l'ensemble de la société ?

Selon lui, deux problèmes d'importance inégale posent une hypothèque sur l'idéal socialiste. Les faiblesses de l'espèce humaine constituent le premier facteur d'incertitude. Conscient de l'égoïsme naturel des hommes, l'auteur souligne que ce vice a été aggravé par le capitalisme. Depuis l'effondrement du monde féodal, la cupidité n'est plus l'objet d'un opprobre général. En faisant son apologie, le système capitaliste lui permet, au contraire, de s'assumer sans fard.

Mais l'auteur met surtout en cause une seconde source de difficultés. Le principal obstacle à la réalisation du socialisme tient davantage aux limites de la technologie sociale qu'aux vices des individus. « Nous sommes incapables, écrit-il, de fabriquer la machine qui assurera son bon fonctionnement ». Alors que le capitalisme excelle à exploiter l'égoïsme des hommes, le socialisme n'a pas encore trouvé la formule organisationnelle pour faire fructifier leur altruisme.

Pour Cohen, la solution de ce problème « technique » devient toujours plus malaisée à trouver à mesure que les systèmes économiques se développent. Si les campeurs peuvent facilement organiser leur solidarité autour du réchaud à gaz, la sophistication des sociétés modernes génère des complications redoutables. Lorsque les hommes sont affranchis des besoins de base et sont rassemblés dans une vaste communauté, il devient très difficile d'organiser la production sans les indications du marché. L'auteur suggère donc de réfléchir aux mécanismes d'un nouveau « socialisme de marché » susceptibles de mettre en œuvre l'idéal. Mais à la question de savoir si nous saurons un jour les inventer, il répond par cet aveu prudent : « sur ce point, je suis agnostique ».

Cet agnosticisme peut sembler, hélas, encore trop optimiste. S'il n'en revient pas au mythe du « bon sauvage », Cohen liquide quand même un peu vite l'hypothèque liée à la nature humaine. Quoi qu'il en dise, l'obstacle au succès de son socialisme est plus un problème ontologique qu'un problème technique.

Située sur le plan amoral d'une nécessité historique, *la lutte des classes* avait au moins cet

avantage de ne rien attendre des bons sentiments. Elle avait la sagesse, au contraire, de s'appuyer sur l'existence d'irréductibles conflits d'intérêts entre les hommes. Alors que l'individualisme et le consumérisme sont aujourd'hui des valeurs dominantes, la possibilité d'une conversion générale à l'altruisme paraît toujours plus illusoire. Pire, le socialisme risque d'aggraver son déclin, s'il prêche, encore et toujours, les principes du dévouement et de l'abstinence. Comme le souligne Raffaele Simone, « le projet socialiste s'inscrit dans la perspective d'un « effort » permanent que plus personne n'est prêt à consentir ».

A notre époque, les choix éthiques relèvent, pour la plupart, de la sphère privée. L'action publique n'est plus en mesure de les imposer pour le bien commun. Ayant perdu les moyens de créer l'*Homme nouveau* (et c'est heureux si l'on se souvient des tentatives faites au XX^{ème} siècle), le socialisme de Cohen risque finalement de s'enfermer dans le registre de l'indignation morale.

Aux objections sur le caractère irréalisable de son idéal, l'auteur répond qu'elles ne suffisent pas à justifier son abandon. « Y renoncer, affirme-t-il, sous prétexte qu'il achoppe sur [des] obstacles, c'est aller à la débandade : même quand il est possible de le défendre, on le fera moins résolument qu'on le devrait car on aura perdu de vue sa définition même ».

Reste à savoir si cet idéal est à ce point désirable. Pour Cohen, la réponse à cette seconde question ne fait évidemment aucun doute. Les principes égalitaire et communautaire sont les conditions indépassables de la bonne organisation sociale. Il est vain, selon lui, de prétendre leur opposer la supériorité de la liberté individuelle car elle est illusoire. Dans la société de marché, explique-t-il, « on ne prend pas conscience de l'inévitable dépendance mutuelle des hommes ». En réalité, les choix de l'individu sont toujours liés aux décisions d'autrui.

Réelle ou pas, la place laissée à la liberté individuelle n'est pourtant pas le seul motif de griefs contre l'éthique socialiste définie par Cohen. Sa conception de l'égalité semblera à certains excessive. Présentée comme une fin en soi, elle a parfois la mauvaise odeur du ressentiment. Les exemples de situation concrète utilisés par l'auteur montrent bien comment le principe égalitaire sert à contenir les frustrations. Il est permis de douter du niveau d'élévation de ce genre de morale. L'égalité à tout prix n'est-elle pas la revendication égoïste de toutes les formes de ratage ?

Surtout, sa vision de la communauté peut faire peur. Elle ressemble à une nouvelle idole à laquelle l'individu s'aliène – par vertu ! – en sacrifiant une part de lui-même. L'homme socialiste est transformé en animal grégaire et bienveillant. Il cherche sa quiétude dans la paix du groupe. Mais le bonheur se trouve aussi dans le goût de la distance et les affinités électives. Aimer son prochain, c'est le labeur de tous les jours… Aimer son lointain, c'est la tentation qui fait le sel de la vie. Or c'est cette joie du retrait et de l'ailleurs que ne permet pas la vie communautaire.

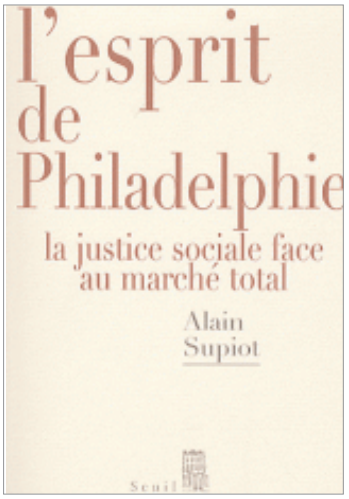
Pour définir le but de la gauche, il n'est donc pas interdit de réfléchir aux moyens de surmonter les limites du modèle défendu par Cohen. A cet égard, le projet de l'autoréalisation de l'individu, défini par Axel Honneth et repris par certaines figures du Parti socialiste dont Manuel Valls, ouvre des perspectives intéressantes. Permettre à chacun de devenir ce qu'il est présente le double avantage d'être une aspiration réaliste et progressiste.

Elle est réaliste car elle ne prend pas à rebours l'égoïsme et l'individualisme qui sont consubstantiels à la nature humaine et aux sociétés modernes. Le problème n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre ces réalités ; il est de dire ce que l'on en fait pour les amener vers le meilleur. L'autoréalisation de l'individu permet de les dépasser sans lutter contre leur principe même. A défaut d'assurer l'égalité

exacte entre tous, cet idéal permet d'espérer l'égalité parfaite avec soi-même.

Cet objectif est également séduisant car il s'inscrit pleinement dans les combats de la gauche. L'épanouissement de l'individu est en effet indissociable de l'harmonie du groupe. Loin de s'opposer aux solidarités collectives, l'autonomie individuelle les suppose. Permettre à chacun de devenir ce qu'il est passe, d'abord, par le renforcement des liens sociaux. Dès 1898, Jean Jaurès pouvait ainsi déclarer que « le socialisme est l'individualisme logique et complet ».

Pourquoi pas le socialisme ? pose une question essentielle dont la réponse reste ouverte. Sa lecture stimulera les réflexions de tous les sympathisants de la gauche. A l'heure où les socialistes français veulent lancer une « offensive de civilisation » et réfléchissent à « la société du care », ils trouveront dans ce livre matière à confronter leurs arguments. En saisissant l'occasion de faire sa préface, François Hollande a ouvert un chemin que d'autres ne manqueront sûrement pas de prendre.



L'ESPRIT DE PHILADELPHIE

La justice sociale face au marché total

ALAIN SUPIOT

Editions du Seuil, janvier 2010

PAR ETIENNE PATAUT

avril 2010

Sous des appellations diverses, de nombreuses déclarations de droits ont été adoptées depuis la Seconde Guerre mondiale, à vocation régionale ou mondiale. Ces droits, qualifiés la plupart du temps de « fondamentaux », ont progressivement pénétré les systèmes juridiques de différents Etats, au point qu'aujourd'hui émerge un mouvement critique à l'encontre de ces droits fondamentaux. Pour autant, si le succès de ces déclarations est incontestable, c'est au prix d'une certaine réduction à leurs aspects civils et politiques. Certains des textes les plus célèbres en matière de droits de l'homme se tiennent à l'écart des droits sociaux fondamentaux, opérant par là une distinction forte entre une série de droits efficaces et juridiquement sanctionnés (les droits civils et politiques) et une autre série de droits (les droits sociaux) beaucoup moins valorisés. Telle est la situation qui prévaut par exemple au sein du Conseil de l'Europe, puisque tout le monde connaît l'importance de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Cour chargée de son application, alors même que la Charte sociale européenne, pour sa part, reste à la fois méconnue et d'application beaucoup plus restreinte.

Tel n'était pourtant pas le projet initial. C'est ce que montre Alain Supiot dans un essai stimulant, centré autour de l'une des premières de ces déclarations. Celle-ci, adoptée à Philadelphie en 1944 sous le titre de « Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du travail », n'était que la première d'une longue série de textes qui visaient à refonder un ordre mondial en ruine. Aussi a-t-elle été suivie, entre autres, des accords de Bretton Woods, de la Charte des Nations unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Mais la déclaration de Philadelphie est indissociable des textes qui l'ont suivie, en ce qu'elle fonde cette refondation sur la justice sociale, en liant indissolublement progrès économique, sécurité sociale et amélioration de la condition ouvrière.

L'oubli de cette dimension essentielle des déclarations d'après-guerre s'est progressivement réalisé du fait d'un « grand retournement », objet de la première partie du livre, qui aurait conduit à substituer la libre circulation des marchandises et des capitaux à la justice sociale. Charge implacable contre le dogme du marché, cette première partie décrit comment progressivement « la contre-révolution ultralibérale anglo-américaine » a progressivement défait (ou tenté de défaire) l'héritage social d'après-guerre. Cet échafaudage repose sur une foi implacable, de l'ordre de la croyance, dans

les vertus du marché, désormais célébré à droite comme à gauche. Tout cela pour construire ce que l'auteur propose d'appeler, empruntant ironiquement un terme de la Constitution chinoise, « l'économie communiste de marché » ! Celle-ci est définie comme un système hybride qui « emprunte à l'ultralibéralisme la mise en concurrence de tous contre tous, la libre circulation des capitaux et des marchandises et la maximisation des utilités individuelles et au communisme la démocratie limitée, l'instrumentalisation du droit, l'obsession de la quantification et la déconnexion totale du sort des dirigeants et des dirigés ».

La charge est certes sévère, mais elle n'est pas totalement nouvelle, d'autres s'étant occupés avant lui de critiquer différents aspects de la mondialisation. L'apport essentiel d'Alain Supiot, toutefois, est de montrer comment cette modification profonde des systèmes conduit à de non moins profondes mutations institutionnelles et juridiques ; comment la conception même de la loi en sort bouleversée. A une loi imposée par les hommes, dans le but explicite d'atteindre une certaine justice sociale, se substitue une loi qui découlerait implacablement des mécanismes de marché, auxquels les hommes seraient simplement subordonnés. Une telle approche, à la fois religieuse et scientiste, conduit à une sorte de darwinisme législatif, par lequel sont mises en concurrences les lois des différents Etats, au bénéfice de celles qui assurent la meilleure rentabilité financière pour l'investisseur. Bien entendu, sortent vaincues de cette concurrence généralisée les différentes branches du droit, le droit du travail tout particulièrement, qui ne sont que des obstacles à la « prospérité » qu'il conviendrait d'aplanir le plus rapidement possible. Dans un tel monde, l'homme n'a presque plus de part « et le gouvernement par les lois cède la place à la gouvernance par les nombres ».

Mais la description critique et négative ne saurait suffire, aussi l'essai prend-il tout son sens à la lumière de la seconde partie, « L'actualité de la justice sociale », dans laquelle l'auteur montre comment la définition de la justice sociale telle qu'elle a été adoptée dans la déclaration de Philadelphie pourrait aujourd'hui encore servir à « s'évader du monde plat et sans horizon de la dogmatique ultralibérale ». Ici, l'auteur procède à une véritable réhabilitation du droit, vu non plus comme simple outil de régulation sociale, mais comme facteur d'organisation de la société. Il y a là un plaidoyer pour l'Etat de droit, en son sens le plus fort : celui d'un gouvernement par les lois, des lois qui s'imposent également à tous, qui découlent de choix politiques fondamentaux, se référant eux-mêmes à un système de valeurs soumis à discussion et à contestation démocratique.

A partir de là, l'auteur propose dans des pages denses et passionnantes de restaurer une capacité d'action politique et sociale. L'objectif est ici de se donner les moyens de penser un système d'organisation sociale non fondé sur cette impasse actuelle qui, dans le même temps, appelle à l'initiative et à la responsabilité individuelle des travailleurs tout en les traitant comme des choses à disposition des forces du marché, auxquelles il conviendrait simplement de réagir et de s'adapter. C'est notamment en repensant la responsabilité et la solidarité que, pour l'auteur, pourrait se réaliser un tel programme.

A cet égard, on ne peut ici passer sous silence l'appel à l'invention de nouveaux mécanismes de solidarité par lequel se clôt le livre. En remarquant que Bismarck avait eu l'intelligence de « faire des assurances sociales naissantes le ciment de l'unification allemande », l'auteur estime en effet qu'il est encore temps de mettre un terme à la concurrence sociale et fiscale des pays membres de l'Union européenne. Et de s'interroger : « pourquoi l'Europe ne serait-elle pas capable au début du XXI^{ème} siècle de se doter des nouveaux instruments de solidarité, propres à soutenir la capacité de ses travailleurs ? Pourquoi ne donnerait-elle pas l'exemple du rétablissement de la hiérarchie des moyens et des fins fixés

par la Déclaration de Philadelphie ? ». On conviendra qu'il y a des projets moins exaltants…

Bien évidemment, la vision très noire de l'auteur pourra être ici ou là contestée ou, en tout cas, atténuée. La description critique contient notamment, même si c'est en filigrane, presque en creux, une contestation assez générale du mouvement actuel de reconnaissance de droits subjectifs qualifiés de fondamentaux (les « droits à… ») qui pourrait être longuement discutée. En se concentrant sur la construction européenne, on pourrait aussi regretter la lecture parfois un peu partiale de la jurisprudence de la Cour européenne de justice, qui est peut-être un peu plus nuancée que ce que laisse penser la présentation très critique de l'auteur. Il est d'ailleurs assez étonnant que l'auteur – hormis dans de très belles pages sur la solidarité – n'accorde qu'une importance assez marginale à l'intégration dans le droit de l'Union européenne d'une Charte des droits fondamentaux dont le premier titre est consacré à la dignité et qui, plus largement, laisse une large place aux droits sociaux fondamentaux.

En fait, comme le montre d'ailleurs l'auteur, les traités fondateurs de l'Union européenne ne sont pas si éloignés des principes qui animaient la déclaration de Philadelphie. Que ceux-ci fassent aujourd'hui l'objet d'une interprétation étroite et contestable n'est pas douteux, il n'en reste pas moins (et là encore, l'auteur en convient) que de très forts arguments peuvent laisser penser qu'une telle lecture correspond fondamentalement au projet qui anime la construction européenne. Dès lors, on se convainc facilement – et la lecture de ce brillant essai y aide beaucoup – que ce ne sont pas les textes qui manquent, mais bien la volonté politique. C'est bien là que l'appel de l'auteur à renouer avec « l'esprit de Philadelphie » prend tout son sens et mérite d'être longuement médité par qui veut sortir de l'impasse dans laquelle semble s'enferrer aujourd'hui le système mondial en général et la construction de l'Europe en particulier.

RÉNOVER LA GAUCHE EN EUROPE

Pour une gauche réformiste européenne

BRUNO LIEBHABERG

Editions Luc Pire, janvier 2009

PAR DAVID CHEKROUN

novembre 2008

Et si la meilleure façon de conjurer la défaite des partis socialistes européens et d'y remédier était de suivre les recommandations de l'ouvrage collectif *Rénover la gauche en Europe* sous la direction de Bruno Liebhaberg ? Car c'est à n'en pas douter l'une des missions de ce livre qui reprend les interventions d'une vingtaine de chercheurs, intellectuels, responsables politiques belges et européens lors de trois séminaires organisés à la fin de l'année 2007 par le think tank indépendant, bien que proche du Parti socialiste belge, la *Gauche réformiste européenne* (www.g-r-e.be).

Avant de réagir brièvement, par le double filtre de la crise financière mondiale et de l'élection américaine, aux perspectives et conditions de la victoire des gauches en Europe, il convient de rappeler brièvement la réalité de ces défaites et les causes possibles de cette bérézina électorale. Elle est en effet très loin, la fin du XX^{ème} siècle où douze gouvernements sur quinze du Conseil européen, soit 80 %, étaient composés de socialistes ou de sociaux-démocrates. D'élections en défaites, seuls sept gouvernements sur les vingt-sept de l'Union européenne sont aujourd'hui présidés par des âmes de gauche ou de centre gauche, soit 25 % !

LES RAISONS DE LA DÉFAITE

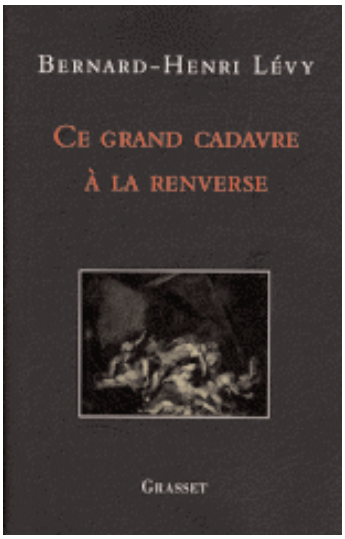
« C'est la faute à pas de chance » ou « c'est la faute à Ségolène Royal ou aux affaires de Charleroi » ne peuvent à l'évidence expliquer cette pandémie européenne. La source de ces insuccès se trouve, à en croire les auteurs de cet ouvrage, dans le logiciel socialiste frappé d'obsolescence. Reprenons rapidement l'argumentaire. Le destin collectif des individus et les mécanismes de solidarité ont toujours été au centre du projet politique de la gauche. L'Etat social a été la réponse aux attentes du mouvement social et au capitalisme de l'époque. Cette équation entre liberté individuelle et mécanismes de solidarité permettait aux citoyens et corps intermédiaires de réaliser « le meilleur emploi » et à la gauche de l'emporter. La mondialisation et le processus de transformation de la société ont modifié la donne. La société « post-industrielle », engendre une double forme de déliaison, pour reprendre l'exposé convaincant de Thierry Pech. Plus simplement, cette société favorisant la perte du lien social a généré de nouvelles inégalités (accès au logement, à la santé, à l'éducation, au travail) et de nouvelles discriminations (jeunes et vieux, travailleurs et chômeurs, hommes et femmes) auxquelles la gauche n'a pas su faire face et proposer des réponses adéquates.

Pour reprendre une formule de Jean-Baptiste de Foucauld, « La gauche était armée pour penser l'exploitation, pas l'exclusion. Or le chômage ne crée pas de solidarité, et nous avons agi sur les effets, non sur les causes ».

LES CONDITIONS DU SUCCÈS

Doit-on en déduire que le modèle libéral est la solution aux défis de cette nouvelle société ? Certainement pas pour Bruno Liebhaberg qui énonce que « contrairement à la droite, qui voit dans la liberté la condition de l'égalité, nous ne croyons pas que la liberté conduise naturellement à l'égalité. Etre de gauche, ce n'est pas se satisfaire de la société telle qu'elle est. C'est aspirer à plus de solidarité, d'égalité et d'émancipation. La vocation historique de la gauche, c'est d'accompagner les plus faibles. C'est de veiller à ce que l'enrichissement plus rapide d'une partie de la société ne génère pas chez ceux qui en profitent légitimement un égoïsme social ». On ne peut que souscrire à cette analyse dans le contexte de la crise financière planétaire. Il est difficilement acceptable « de socialiser les pertes et de privatiser les bénéfices ». La régulation est plus que jamais nécessaire, comme l'annonce Charles Picqué dans son article « La régulation, seule alternative crédible au néolibéralisme ». Par ailleurs, la liberté ne saurait être l'unique voie d'accession à l'égalité. Aussi faut-il inventer de nouvelles formes de solidarité : « des réponses collectives adéquates pour rencontrer les besoins individualisés » issus de la société « post-industrielle ». C'est en ce sens que s'imaginent dans cet ouvrage collectif les pistes de réflexion et les nouveaux instruments à partir des expériences espagnole, allemande, belge, danoise et suédoise. Sur le terrain de l'emploi, c'est l'Allemagne et l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder qui sont sollicités, à savoir les mesures d'activation du retour à l'emploi, les efforts pour requalifier les travailleurs, les investissements dans les infrastructures pour favoriser l'employabilité. Sur le terrain de l'élargissement des libertés et des droits civils, ce sont les réformes du gouvernement socialiste espagnol une deuxième fois victorieux qui sont convoquées. Au menu : réforme du mariage, procédure simplifiée de divorce, renforcement des droits des minorités, autorisation des mariages des personnes de même sexe et pluralisme religieux fournissant les instruments d'un dialogue plus serein entre communautés. La Suède est à l'honneur lorsqu'il s'agit de mieux faire participer les femmes au marché du travail. La source pourrait être la réforme du congé parental : « le travailleur est autorisé à rester à son domicile avec ses enfants pendant treize mois tout en percevant 80 % de son salaire ; deux mois sur les treize sont réservés au père pour le responsabiliser dans ses tâches ». Les expériences scandinaves sont enfin étudiées en ce qui concerne les relations de travail ou de « flexicurité » afin de passer « d'un modèle de protection des emplois à un modèle de protection des individus ».

Quels regrets peut-on formuler à la lecture de cet ouvrage ? Nous formulerons deux critiques à ce très enrichissant opus. En premier lieu, certaines études ne sont que survolées mais pas véritablement analysées : trois petites pages pour les conditions de la « flexicurité » ; idem pour « Les agences de régulation ont-elles leur place à gauche » ; deux pages pour « Régulation : n'oublions pas le Parlement européen » ! En second lieu, si l'échelon de l'Union européenne apparaît dans l'ouvrage dirigé par cet ancien membre du cabinet de Jacques Delors comme le levier pertinent pour construire ces nouveaux instruments de régulation et de solidarité et « pour agir sur les effets inacceptables de la mondialisation », le lecteur se trouve un peu abandonné dans les conditions de leur mise en œuvre. Pire, il peut se dire que la politique fiscale et la politique sociale n'ont pas été initiées par les gouvernants de gauche qui, à la fin du siècle dernier, étaient aux responsabilités. Mais, ici comme ailleurs, un « Yes we can » peut, espérons-le, changer la vie !



CE GRAND CADAVRE À LA RENVERSE

BERNARD-HENRI LÉVY

EDITION GRASSET ET FASQUELLE, OCTOBRE 2007

PAR PIERRE MOSCOVICI

décembre 2007

La gauche mélancolique

Comme le livre de Yasmina Reza, *L'aube, le soir ou la nuit*, celui de Bernard-Henri Lévy, *Ce grand cadavre à la renverse*, commence par une conversation avec Nicolas Sarkozy. Mais la ressemblance entre les deux ouvrages s'arrête là. L'une traduit des impressions, exprime des sensations ; l'autre produit des idées, inspirées par une passion. Elle est, même si elle s'en défend, fascinée par le verbe, le mouvement, le clan qui entoure l'ancien président de l'UMP ; lui résiste à une attraction facile mais qui eût été factice. Surtout, elle dit oui, certes pas à un vote pour Nicolas Sarkozy, mais à un bout de chemin avec lui ; il refuse de voter pour un homme qui a su amener à lui tant de ses proches – André Glucksmann, peut-être Alain Finkelkraut, d'autres encore. Pourquoi ce refus, alors que beaucoup de choses – et d'abord une proximité amicale – semblaient plaider pour un ralliement ? Simple : Bernard-Henri Lévy est de gauche, Nicolas Sarkozy de droite, et cela interdit la transgression.

J'arrête là. Ce livre n'est pas – ouf ! – un livre de plus sur Nicolas Sarkozy, autour de Nicolas Sarkozy, ni même contre Nicolas Sarkozy. C'est un livre sur la gauche, ce qu'elle a été, ce qu'elle est devenue, ce dont elle doit se garder, ce qui doit à nouveau l'inspirer. Je sais que Bernard-Henri Lévy agace parfois. Mais c'est aussi, c'est d'abord, un philosophe, un homme qui pense sans craindre la controverse, qui agit juste : contre la barbarie à visage humain, contre une certaine idéologie française, pour la Bosnie, l'Afghanistan, le Darfour, et toujours dans la gauche. Son livre, je l'avoue, m'est profondément sympathique, au sens fort du terme, car il exprime des sentiments que je partage. Pourquoi écrire sur la gauche aujourd'hui ? Non pas parce qu'elle a perdu : ça lui est déjà, souvent, arrivé dans le passé, et elle s'en est relevée. Mais bien plutôt, me semble-t-il, parce que, pour Bernard-Henri Lévy – et je partage largement ce diagnostic –, elle s'est perdue, dans ses politiques mais aussi dans ses choix fondamentaux. Comment cela est-il arrivé ? Comment retrouver la gauche ? Comment rendre vie à ce « grand cadavre à la renverse où les vers se sont mis » – l'expression est de Sartre, dans la préface à *Aden Arabie* de Paul Nizan ? Voilà de quoi il s'agit dans ce livre.

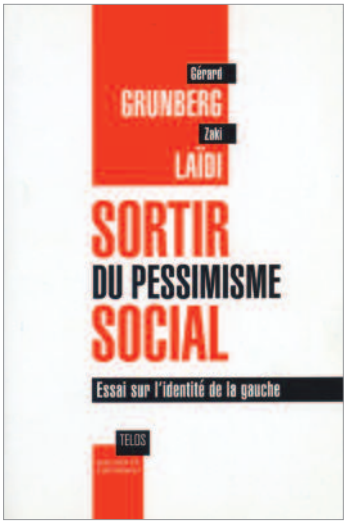
Celui-ci n'est pas facile à résumer. Alors, je choisirai deux angles. D'abord, j'ai mieux compris, en lisant Lévy, ce qui s'est passé dans la campagne présidentielle de Ségolène Royal – dans ce « labo Royal » – à laquelle il a participé plus que moi, lui qui, comme moi, avait un autre candidat de cœur,

d'esprit, de raison, Dominique Strauss-Kahn. Ce n'est pas le sujet central du livre, mais il y a là un utile contrepoint à la charge impitoyable, au réquisitoire de Lionel Jospin. Bernard-Henri Lévy, on le sent, n'est pas d'emblée fasciné par Ségolène Royal. Il l'a suivie, les yeux ouverts, parce qu'elle était la candidate de la gauche, puis elle l'a intéressé, séduit peut-être, sans qu'il oublie jamais ses lacunes. Fondamentalement, il pense que dans le désordre de la gauche, elle a eu les bonnes intuitions, les bons réflexes, et il a voulu l'aider. Peu importe, au fond, qu'il soit trop sévère ou trop indulgent, voire l'un et l'autre à la fois. Ce qui me frappe surtout, c'est la révélation de ce que j'imaginais : l'accumulation dans cette étrange campagne de nos contradictions – sur le monde, sur l'Europe, sur la défense, sur l'économie. Bernard-Henri Lévy a une bête noire, un vieil ennemi intime, Jean-Pierre Chevènement, le « national républicain ». Sans doute le diabolise-t-il, mais je partage avec lui la conviction que ces idées, cette attitude-là ne peuvent être celles de la gauche de demain, et qu'elles ont été trop présentes en 2007. Cette gauche au milieu du gué pouvait peut-être l'emporter. Elle aurait eu du mal à convaincre. Pour cela, elle doit sortir de l'ambiguïté.

Il y a ensuite, et surtout, l'essentiel du propos de Bernard-Henri Lévy, le combat contre cette « gauche de droite » qu'il sent monter ou revenir, la critique de cette raison « néo-progressiste » qu'il sent s'installer. Dans des pages fortes, à la fois argumentées et passionnées, il en analyse les ressorts et en dénonce les dérives. Il y a, d'abord, l'antilibéralisme et l'invitation à distinguer, comme le faisait Benedetto Croce, le libéralisme politique – indissociable des Lumières – et le libérisme – dévoiement qui tient le marché pour la loi suprême de la vie sociale. Il y a, ensuite, l'anti-européisme. Comme Lévy, je regrette que l'idée européenne ait tant reculé en France, que le rendez-vous historique de la réunification de l'Europe après la chute du mur de Berlin ait été raté, que la gauche – et notamment le Parti socialiste – reste sur cette question essentielle, surplombée par l'extrême-gauche, prudente face au souverainisme, qu'elle succombe à « la paresse de l'esprit et la débilitation de la volonté ». Il y a, ensemble, l'anti-américanisme – l'autre « socialisme des imbéciles » – la critique de l'Empire et l'antisémitisme. Il y a ce qui en découle, la tolérance, voire la fascination pour un « fascislamisme ». Il y a, enfin, l'anti-universalisme contemporain qui affaiblit les valeurs et les idées, au nom du respect des identités et des intégrités.

Dans cette démonstration, qui rappelle un peu par son ton le Péguy de *Notre jeunesse*, il y a bien sûr des raccourcis, des partis pris, des exagérations. On peut être républicain et attaché à la Nation sans succomber à un nationalisme rance. On peut aimer l'Amérique – et je l'aime – et détester une partie de l'Amérique – Bush, Guantanamo, la guerre en Irak. On peut, sans être anti-européen, regretter les hésitations, les faiblesses, les timidités de la construction européenne d'aujourd'hui. On peut combattre le fascisme islamiste sans épouser la thèse du « choc des civilisations ». Oui, on peut contester, discuter ce livre, on le doit – sans quoi il ne serait pas ce qu'il est, un livre utile au débat.

On n'y trouvera pas les recettes, le projet pour la refondation de la gauche, du socialisme. C'est à nous, les responsables politiques, que cette tâche revient. Mais on y trouve une pensée, un avertissement, une grille de lecture. Bernard-Henri Lévy finit par un appel à la « gauche mélancolique » contre la « gauche lyrique », à une gauche dépouillée de l'utopie révolutionnaire, ce « rêve qui tourne au cauchemar ». Cette gauche-là est internationaliste sans entraves, européenne sans timidité, antitotalitaire sans réserves, antifasciste sans tabous. Cette gauche-là part du réel, elle est celle de la réforme modeste, tenace, humble, qui plaide pour la vérité – ce n'est pas un hasard si l'ouvrage s'achève sur la figure de Pierre Mendès France. Cette gauche-là est aussi la mienne, tout simplement parce que je crois que c'est à la fois celle de toujours et celle de demain



SORTIR DU PESSIMISME SOCIAL

Essai sur l'identité de la gauche

GÉRARD GRUNBERG et **ZAKI LAÏDI**

EDITIONS HACHETTE/TELOS, JANVIER 2007

PAR THIERRY GERMAIN

mai 2007

Commençons par la mauvaise nouvelle : la gauche va mal.

Voici résumé en peu de mots le théorème énoncé par Gérard Grunberg et Zaki Laïdi en ouverture de leur ouvrage : pas assez radicale pour penser un autre monde, la gauche française vit un repli identitaire sur la « simple » réparation des dégâts de la société libérale. Elle entretient alors une vision restauratrice de l'ordre social, construite autour du « paradigme de la perte », qui vise à défendre les acquis et à empêcher, si possible, de nouvelles atteintes aux situations présentes.

Comme au Cluedo, on connaît donc le mort au début du jeu. Sauf qu'il ne s'agit pas d'un jeu : sur la défensive, n'offrant pas de vision globale et cohérente du monde et de ses changements, dénuée de pensée créatrice et anticipatrice, la gauche subit son histoire, ce qui n'est jamais une bonne nouvelle en termes de justice et de progrès.

Devant une véritable « privatisation de l'utopie » en cours sous nos yeux, la gauche est impuissante. Toujours profondément gênée par son « impensé théorique » sur le réformisme de gauche, entretenant plus ou moins volontairement une vision pessimiste de l'avenir, trouvant souvent un repli commode sur le « terrain des luttes » faute d'inventer une réelle alternative politique, elle entretient un pessimisme social qui finit par fonctionner comme une « utopie négative ».

Les minorités en lieu et place du prolétariat, la lutte contre l'exclusion en substitut de la lutte des classes, son rapport à l'international profondément affecté par ses hésitations sur l'Europe et la mondialisation, une nette tendance à sur-représenter syndicats et Etat dans sa vision de la volonté, la gauche glisserait du politique vers le social et ferait de la « défense des acquis sociaux » un pâle horizon de rechange pour entretenir sa flamme et ses troupes.

Assimilant au passage adversaire politique et modèle économique, superposant donc droite et libéralisme, notre gauche affaiblie « se vit comme une anti-droite » sur tous les terrains, et notamment dans le champ social. Or, tous les clivages fondamentaux ayant perdu de leur acuité (religion, nation, intégration, individu et autorité), c'est bien le champ économique qui demeure constituant de l'identité de la gauche par rapport à la droite.

Bon. La bonne nouvelle peut-être à présent ? Tout n'est pas perdu.

Revenant sur l'histoire des tentatives de rapprochement entre libéralisme et socialisme (Hobbhouse, John Rawls), les auteurs pointent comme déterminant dans le clivage droite/gauche le rapport à l'égalité, rappellent que la droite naturalise les rapports sociaux quand la gauche les socialise et entreprennent d'énoncer quelques pistes essentielles au réveil de l'utopie endormie. Je résume ici les principaux énoncés :
— il faut non refuser les inégalités mais les inégalités qui perdurent ;
— il faut réinterpréter le marché et le voir autrement que comme une machine à reproduire mécaniquement les inégalités ; la question doit être « comment mettre le marché au service du bien public ? » ;
— de fait, il existe de réelles possibilités pour l'Etat de se servir du marché pour lutter contre les inégalités ;
— cela impose également de rebâtir les solidarités sur des bases plus contractuelles.

Pour chacun de ces points, Gérard Grunberg et Zaki Laïdi illustrent leurs propositions d'exemples peu nombreux mais très argumentés (à l'image de leur analyse du marché du logement), ce qui rend l'ouvrage très démonstratif.

Point fort de leur exposé, la réalité de la mondialisation (« processus historique de redistribution de la richesse et de la puissance »), qui est littéralement et brillamment décortiquée, et le rapport de la gauche à cette mondialisation.

Démontrant que « les jeux de la mondialisation ne sont pas faits », ils rappellent que celle-ci agit comme un formidable révélateur des forces et carences des sociétés placées en compétition : puisque ce sont des systèmes sociaux et non de simples économies qui sont en jeu, elle conduit chaque Etat à réviser les termes mêmes de son identité. Partant de l'exemple crucial de l'emploi et du capitalisme « dissociatif » (le capital est mobile, le travail beaucoup moins) dans lequel nous sommes entrés, nos auteurs analysent de façon très approfondie les mécanismes à l'œuvre au plan international sur l'emploi et les conséquences supposées et réelles sur le marché du travail en France.

Ils en tirent deux conclusions essentielles. La gauche doit s'engager dans « une réappropriation sociale du changement » et savoir par anticipation se saisir des opportunités que génère la mondialisation. Elle doit donc se défaire de toute recherche d'alternative globale, mais travailler à la mise en cohérence des solutions : non pas envisager « un autre monde » mais inventer d'autres façons d'agir sur le monde.

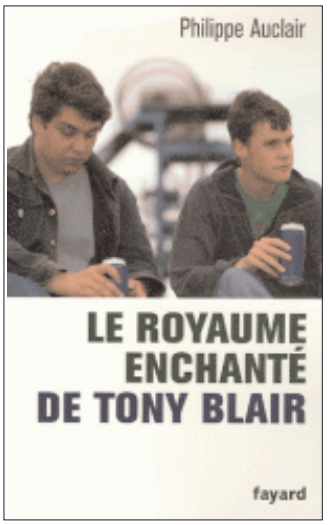
Conscients du rôle de Ségolène Royal à cet égard, Gérard Grunberg et Zaki Laïdi se livrent à une description fort intéressante du processus politique qu'elle conduit, insistant notamment sur sa capacité à incarner avant de représenter (d'où une survalorisation des valeurs au détriment des éléments purement programmatiques, voire « une volonté de se placer sur le terrain symbolique pour échapper au terrain politique »), sur sa tentative d'acclimater en France la *life politics* anglo-saxonne (intégrer systématiquement la politique au vécu des gens, et la faire partir de là) et sur son utilisation de la fameuse triangulation chère à Dick Morris, le stratège de Bill Clinton, laquelle vise à se réapproprier les thèmes de l'adversaire sans se renier (« faire de la politique non partisane sans décevoir ses partisans »), ce qui n'est pas sans conséquence en termes de cohérence programmatique, surtout lorsque l'on refuse d'appliquer cette technique au champ économique et social, en le limitant pour l'essentiel aux valeurs.

Surtout, comme Eric Dupin, Gérard Grunberg et Zaki Laïdi considèrent qu'aujourd'hui la droite donne le ton. Jugeant déterminante dans le parcours de Ségolène Royal sa capacité présumée à battre Nicolas Sarkozy, ils alertent de la même façon sur la nécessité pour la gauche de se

doter d'une nouvelle armature idéologique et programmatique, laquelle ne soit pas uniquement déterminée par l'opposition à la droite.

Et dans un clin d'œil malicieux (qui n'engage qu'eux !), ils rappellent que le « succès » du blairisme « ne repose pas seulement sur sa capacité à jouer sur le registre des valeurs mais également sur de réelles propositions ».

A bon entendeur, semble-t-il.



LE ROYAUME ENCHANTÉ DE TONY BLAIR

PHILIPPE AUCLAIR

EDITIONS FAYARD, AVRIL 2006

PAR THIERRY GERMAIN

juin 2006

Peut-on encore écrire un ouvrage sur la perfide Albion sans citer Wilde ?

Philippe Auclair s'en garde bien. Et exhume le mot du génial Irlandais à propos de la chasse à courre : « Les indicibles à la poursuite des immangeables ». Dans le genre de sport que semble affectionner le correspondant londonien de *Marianne*, l'immangeable prendra ici les traits d'Anthony Blair, la cinquantaine fringante et présentement Premier ministre de la Grande-Bretagne.

Exercice difficile, au demeurant, que de vouloir glisser « Teflon Tony » dans sa gibecière. Connaisseur, le député *tory* Boris Johnson avait bien résumé la chose, juste après qu'aient été rendues les conclusions du rapport Hutton : « Epingler Blair, c'est comme punaiser de la gelée sur un mur ». Voilà qui situe l'enjeu.

Déterminé, notre auteur ne s'en laisse pas compter. Tiaut donc ! Et pour faire bonne mesure, notre fine gâchette, dont l'actualité politique en France nous laisse penser que le gibier qu'il s'est choisi lui ouvrirait largement la possibilité de chasser en meute, notre chasseur donc envoie du plomb. Attention : le calibre est conséquent et le feu nourri ! Le « réformateur radical » va passer un mauvais quart d'heure.

Une appréciation générale pour commencer : le blairisme, déjà plutôt discuté comme concept et pratique, se trouve ici ramené à « un agrégat de presque convictions et de tâtonnements sémantiques ». Fondamentalement (mal) « digéré » du thatchérisme, il consiste à favoriser en tout les forces du marché, en utilisant pour cela le charme efficace d'une « novlangue » pur copyright et, pour assurer le coup, les différentes facettes d'un « néo-dirigisme » qui permet à Philippe Auclair de comparer l'Angleterre blairiste à la défunte URSS. Voilà pour l'ambiance.

Très doctement, nous pourrions dire que l'auteur en tient pour une vision notoirement critique de la situation. Crûment exprimé, le gaillard canarde sec : productivité en berne, inégalités grandissantes, chiffres du chômage truqués, partenariats public-privé biaisés, endettement en trompe-l'œil… : la « référence blairiste » est servie ! Pourtant, malgré ce tir de barrage, il y a au moins deux raisons de prendre le risque d'aller y voir de plus près.

La première est que le trophée que souhaite s'offrir monsieur Auclair est tout sauf anodin. Un

peu éclipsée aujourd'hui par le « modèle » scandinave, la « troisième voie » blairiste a mobilisé l'attention de la plupart des observateurs politiques ces dernières années, même les plus étourdis. Et si de bons auteurs (je pense notamment à Guillaume Duval) nous ont heureusement incités à ne pas trop regarder la Grande-Bretagne de Tony Blair avec des schémas pleins les yeux, la portée internationale du concept, les opérations politiques qu'il a suscitées (rappelons le manifeste Blair-Schröder) et surtout le bilan en apparence flatteur dont il se prévaut « à domicile » restent une source de curiosité et donc de raccourcis intenses.

La seconde est que la bordée de l'auteur n'est pas sans fondement et que, sans pouvoir assurer qu'ils fassent mouche à coup sûr, certains de ses arguments approchent dangereusement leur cible par une démonstration au scalpel appuyée sur des chiffres troublants. Quels sont-ils ?

Dans son calcul de l'endettement du pays (l'une de ses fiertés, malgré une détérioration notable ces deux dernières années), le chancelier de l'Echiquier Gordon Brown aurait notamment omis d'intégrer le coût pourtant inévitable de la retraite des fonctionnaires (600 000 de plus depuis 1997), soit 1 000 milliards d'euros : une bagatelle ! La dette recalculée par Auclair se monterait effectivement, avec une ou deux omissions supplémentaires dûment réintégrées, à 1 819 milliards d'euros, 652 milliards au-dessus d'un déficit français qui fait pourtant couler beaucoup d'encre et autant de larmes. Afin d'être clair, l'auteur évoque ce magicien qui, ayant broyé la montre sans prix d'un spectateur, se tourne déconfit vers le public pour lui avouer qu'il a oublié la fin du tour…

Pour diminuer artificiellement son taux de chômage, le même gouvernement aurait volontairement fait glisser 1,5 million (!) de sans-emplois vers la catégorie des *incapacity benefit*, les malades longue durée. A preuve les travaux de deux universitaires, une concentration du phénomène dans les régions fortement désindustrialisées, un taux d'inactifs en âge de travailler anormalement élevé (quatre fois plus que l'Italie) et surtout en très nette augmentation (+ 400 %). Réintégrés, ces chômeurs « escamotés » feraient passer le taux anglais à 8,8 %. Plutôt délicat…

Treize millions de pauvres, 1 % de la population la plus riche qui détient 23 % du patrimoine (un record), le plus faible niveau de construction de logements sociaux depuis… 1925, 50 % des emplois qui durent moins de quinze mois (les « McJobs »), un salaire minimal certes nouveau mais parmi les plus faibles d'Europe, une absence de réelle redistribution fiscale, la prolifération des *fat cat*, ces symboles vivants du capitalisme le plus débridé, ou enfin une augmentation générale des revenus (+ 45% depuis 1997) qui doit surtout à la notable progression des hauts revenus. C'était, vu par Philippe Auclair, un échantillon d'égalité au royaume de Tony Blair...

Les trois quarts des ménages endettés, 60 000 faillites personnelles en 2005 et 20 000 de plus rien que dans le premier trimestre 2006, un endettement personnel des Britanniques qui en cumulé représente 1,6 trillon d'euros (le PNB des 154 pays les plus pauvres de la planète !), l'auteur rapproche sans gentillesse excessive la priorité stratégique de Tony Blair en termes de politique économique (bâtir LA puissance post-industrielle de services) et le flot consumériste qui irrigue le marché intérieur. A la clé : une fragilité extrême et des inégalités accrues.

Dans une Grande-Bretagne qui détient le record européen du nombre de prisonniers, la description de la mise en place des partenariats public-privé (PFI : *private finance initiative*) ne donne pas lieu à plus de louanges. Outre les aspects opérationnels (formation et turn-over des gardiens, salaires…), c'est le déséquilibre fondamental qui est dénoncé : le « privé ne joue le jeu que s'il a la garantie de gagner ». Du coup, le dispositif est organisé en

fonction de ce postulat. Système de santé (NHS), rail ou éducation, Philippe Auclair démonte littéralement les mécanismes de chaque secteur pour en extraire à chaque fois les mêmes rouages : « arrangements » financiers très en faveur des opérateurs privés, services détériorés, productivité en baisse, inégalités accentuées.

Nouvelle icône de ce système public et parapublic, les *targets*. Ces « cibles » (objectifs) auraient littéralement redéfini la signification même de l'action publique, imposant des normes de rentabilité peu en adéquation avec le sens de ce service, donnant lieu à de multiples tours de passe-passe statistiques ou financiers et surtout légitimant une démarche d'encadrement et de contrôle qui serait, selon l'auteur bien sûr, l'une des caractéristiques majeures du blairisme.

« Maniaque du contrôle », Tony Blair aurait en effet multiplié les occasions d'encadrement et de surveillance de ses concitoyens. Là, Auclair change encore de calibre : Staline ou la Stasi sont convoqués pour illustrer à leur juste niveau les penchants totalitaires de l'hôte du 10 Downing Street, lequel se livrerait à une remise en cause sans précédent des libertés civiles. Vignette automobile, carte d'identité, caméras de surveillance, numéro d'assuré unique… : tout est bon à ce qu'il semble pour ficher et pister les citoyens de sa Gracieuse majesté. Même le prototype du technocrate blairien nous est décrit, avec son sourire « comme le reflet d'un rayon de soleil hivernal sur le couvercle d'un cercueil ». Brrr !

Je vous avais prévenus : il ne sera pas dit que Philippe Auclair aura sorti le matériel et chaussé les étriers pour rien. Si l'on peut déduire de ce ball-trap qu'il ne goûte qu'assez moyennement la Grande-Bretagne de Tony Blair, la comparant pour conclure et sans trop d'élégance à « une vieille fardée qui passe et repasse sous le couteau du chirurgien pour se faire retendre la peau », l'on ne peut nier que l'argument toujours étayé, les chiffres sonnants et trébuchants et, *last but not least*, la cohérence du propos donnent à ce pamphlet la valeur d'un réquisitoire. Toujours contestable bien sûr, totalement déterminé par l'idée de briser une icône (un club se profile…) mais suffisamment nourri pour être, sans hésitation, versé au débat. Finalement, à consommer avec les précautions d'usage.

A ce titre, un bon thérapeute vous conseillerait vraisemblablement (aussi le ferai-je) de lire d'un même mouvement la charge d'Auclair et le bilan très documenté sur les années Blair que vient de faire paraître La Documentation française[1]. La dimension internationale en sus (essentielle dans la démarche de Tony Blair mais totalement occultée chez Auclair), vous y trouverez tous les éléments de la saga de la « troisième voie », dans des développements forts riches et toujours agréables à appréhender.

Vous bénéficierez au passage d'un large portrait et d'une analyse tout à fait complète du Royaume-Uni de ces dix dernières années. Reste que la conclusion de Mougel sonne, elle, comme un satisfecit sans appel : « Les années Blair : une réussite globale incontestable ».

La critique est ici exprimée toute entière dans le « globale ». *So Bristish, isn't it ?*

1. François-Charles Mougel, *Royaume-Uni, les années Blair*, Etudes - La Documentation française, octobre 2005.

L'AMBITION ET LE REMORDS
Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)

ALAIN BERGOUNIOUX et **GÉRARD GRUNBERG**

Editions Fayard, collection « L'espace du politique », avril 2005

PAR MATTHIAS FEKL
février 2006

Raconter l'histoire des socialistes : tel est le premier objet du passionnant ouvrage d'Alain Bergounioux et de Gérard Grunberg.

Du moment fondateur – le congrès de la salle du Globe, où les socialistes surmontent leurs divisions et créent le Parti socialiste-section française de l'internationale ouvrière (SFIO) – jusqu'aux cinq années de gouvernement de Lionel Jospin, en passant par la synthèse de Jean Jaurès, le Front populaire, l'action de Léon Blum ou encore l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, ce récit de cent ans de socialisme en France est aussi une histoire politique du siècle passé.

Au-delà de ce récit, les auteurs analysent les spécificités du Parti socialiste par rapport aux autres grands partis de gouvernement de gauche en Europe.

Selon eux, « la dynamique politique propre du Parti socialiste français est […] le produit d'une tension permanente entre son intégration croissante au système politique français » – c'est l'ambition et la volonté d'exercer le pouvoir – « et le refus de tirer au niveau de sa doctrine et de ses principes les conséquences de celle-ci » – c'est le remords d'avoir insuffisamment transformé la société, qui se traduit par un retour périodique aux sources et le refus de toute révision véritable de la doctrine originelle. De la scission qui donne naissance, en 1920, au Parti communiste, jusqu'à nos jours, c'est par référence à la synthèse, non par la recherche d'une refondation intellectuelle que les socialistes cherchent à se ressourcer.

Alain Bergounioux et Gérard Grunberg identifient quatre grands cycles dans l'histoire du Parti socialiste depuis 1905. « Le refus du pouvoir », entre 1905 et le Front populaire en 1936. « Le remords du pouvoir », ensuite, qui dure jusqu'au congrès d'Epinay, en juin 1971 : ce cycle correspond aux premières expériences du pouvoir, brèves et débouchant sur le remords face à l'insuffisance des réformes accomplies. « L'ambition du pouvoir », qui s'incarne en François Mitterrand à compter d'Epinay et s'achève avec le second septennat du président, correspond au plein exercice du pouvoir, au prix parfois d'écarts entre un projet de rupture et des réformes certes majeures, mais jamais à proprement parler révolutionnaires. Vient enfin le cycle du « pouvoir incertain », à compter de 1995 et jusqu'à aujourd'hui. La doctrine n'y est pas révisée en profondeur, mais Lionel Jospin veille à réduire l'écart entre le dire

et le faire, avant que les scrutins de 2002 et 2005 ne donnent lieu à de nouvelles tentations de rupture incantatoire.

L'on retrouve, dans chacun de ces cycles, trois temps politiques : un moment de (re)fondation intellectuelle, où est élaborée une orthodoxie doctrinale ; un temps de compromis avec le système politique, pendant la phase d'exercice du pouvoir ; enfin, une fois les socialistes revenus dans l'opposition, un temps de reniement des réformes menées, vécues comme insuffisantes face à des inégalités et à une injustice qui perdurent.

Les auteurs envisagent, enfin, deux scénarios d'avenir, l'un dit « néo-jospinien », l'autre « néo-mitterrandien ». Ces deux scénarios ont en commun, selon eux, de reposer sur une stratégie d'union de la gauche et de condamner la mondialisation libérale. Ils diffèrent en ce que l'un vise à mettre en adéquation les concepts avec le monde d'aujourd'hui, tandis que l'autre gauchit le discours pour conquérir le pouvoir, avant d'utiliser le levier de la fonction présidentielle pour mener des politiques sensiblement différentes des promesses de campagne.

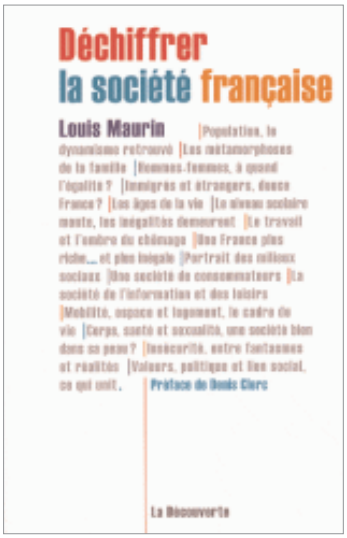
Alain Bergounioux et Gérard Grunberg ne cachent pas le regret que leur inspire l'absence de redéfinition du socialisme. Faute d'une refondation intellectuelle, le message des socialistes ne peut qu'être brouillé par des discours prétendument radicaux mais qui, en fait, ne proposent pas de solutions nouvelles. Ils préfèrent cependant conclure sur l'espoir : si les socialistes renouvellent leur doctrine tout en restant fidèles à leurs valeurs, alors ils seront dignes d'assumer le pouvoir.

REFAIRE SOCIÉTÉ

La société française est aujourd'hui traversée par de fortes interrogations. Décrochement des classes moyennes ? Perpétuation de la reproduction sociale ? Séparatisme des ultra-riches ? Se fait également jour une interrogation majeure sur le sens du travail, qui était jusqu'alors le fondement incontesté du lien social. Face à cette crise du modèle social, faut-il adopter le multiculturalisme ou revenir au modèle républicain ? Autant de problématiques travaillant la société française dans son tréfonds dont s'est fait écho *Esprit critique*.

- I -

Le social est dans l'escalier



DÉCHIFFRER LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

LOUIS MAURIN

Editions La Découverte, Collection Grands Repères, octobre 2009

PAR ISMAËL EMELIEN

novembre 2009

En janvier 2007, Jean-François Copé, alors ministre délégué au Budget, déclarait que les personnes qui gagnaient plus de 4 000 euros nets par mois faisaient « bien sûr » partie des classes moyennes... C'est pour répondre à de tels décalages entre un discours ou une représentation de la société et ce qu'elle est réellement que Louis Maurin, le directeur de l'Observatoire des inégalités, a décidé d'écrire *Déchiffrer la société française*.

Dans un pays aussi tranché politiquement que le nôtre, où les élections nationales ne s'éloignent que rarement des 50/50, où les questions politiques font souvent naître des débats passionnés (souvenons-nous des discussions à propos du référendum de 2005), un retour aux faits – donc aux chiffres – est sans aucun doute salutaire. Une fois dépassées les postures et les prises de position idéologiques, nombreux sont ceux, à gauche comme à droite, qui sont prêts à confronter leurs opinions à la dure réalité des chiffres, quittes à être obligés de revoir certaines de leurs idées. Ce livre a été écrit pour eux.

Si l'ambition est louable et le résultat plus que satisfaisant, cet ouvrage pèche cependant parfois sur deux points.

Le premier est celui du positionnement de l'auteur. Il a l'honnêteté de reconnaître dès l'avant-propos que sa démarche est orientée : « inutile de se cacher derrière une pseudo-objectivité scientifique : la présentation des données, le choix des séries, des sujets abordés sont eux-mêmes des choix politiques ». C'est indéniable, et pourtant, l'ambition de vouloir remettre les choses à plat et de donner un éclairage chiffré de notre société devrait obliger à être le plus objectif possible ou, à tout le moins, interdire d'asséner des affirmations sans les appuyer sur des chiffres – ce n'est pas toujours le cas. Cela devient dommageable lorsque l'auteur reprend à son compte certaines positions largement médiatisées, celles-là mêmes dont on attend de sa part un éclairage très factuel. Un exemple parmi d'autres : dans le quatrième chapitre sur l'immigration, Louis Maurin écrit ainsi à propos de l'islam que l'« on assiste à un retour de l'identification religieuse chez une partie des jeunes » et que « l'intégrisme séduit parfois des enfants de seconde ou troisième génération parfaitement intégrés ». Pourquoi ne pas avoir introduit de chiffres ou signalé, le cas échéant, qu'ils n'existent pas ?

Le deuxième point est celui du positionnement du livre. Dans la préface, Denis Clerc qualifie le

livre de Louis Maurin de « livre essentiel. Pourtant, ce n'est pas un livre militant : il ne nous propose pas de rendre la société meilleure et encore moins de façon d'y parvenir ». Denis Clerc n'a peut-être pas eu accès à la dernière mouture de l'ouvrage, puisque nombre de chapitres se terminent justement sur la meilleure manière de dépasser la situation qu'ils ont décrite. Ainsi, le troisième chapitre sur l'égalité hommes-femmes est-il clos par un paragraphe intitulé « Comment bouleverser l'« ordre naturel des choses » ? ». Ces interrogations brouillent le message du livre, d'autant plus que les propositions avancées – quand il y en a, et ce n'est étrangement pas le cas dans ce paragraphe – sont la plupart du temps assez convenues et peu argumentées. On le comprend aisément, puisque la place qui leur est réservée est très limitée. C'est la raison pour laquelle cet ouvrage aurait sans doute gagné à leur suppression totale.

Cela aurait en effet permis de se concentrer sur le cœur du livre – et ce cœur est diablement intéressant. Loin des poncifs sur l'explosion de telle ou telle tendance, à contre-courant des déclinologues de tout poil, à distance du discours sur « l'entrée dans une « nouvelle modernité » qui n'en finit plus d'être moderne », l'auteur dessine les contours de la société française de 2009.

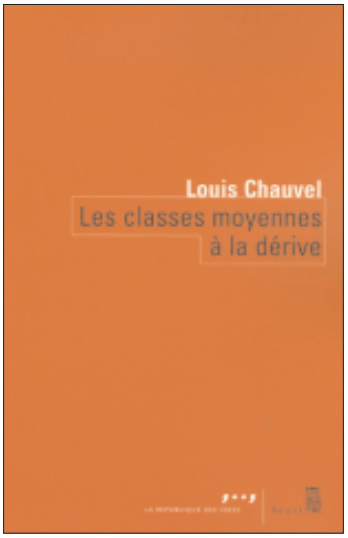
Les quinze brefs chapitres thématiques sont autant d'occasions de croiser les études et les données, provenant aussi bien de l'Insee que d'autres organismes publics, quand ce ne sont pas des études d'opinion provenant des instituts privés. Là réside un des intérêts majeurs de cet ouvrage, qui fait la somme des données disponibles, quand les *Tableaux de l'économie française* de l'Insee, aussi intéressants soient-ils, n'exploitent que les résultats de… l'Insee.

C'est l'occasion pour le lecteur de se faire une idée précise de certaines tendances qui sont déjà relativement connues, de l'exceptionnelle démographie française à la recomposition des relations familiales en passant par le temps dédié aux repas – les Français y consacrent toujours deux heures par jour en moyenne. C'est surtout une ouverture formidable sur certaines situations qui le sont moins : faut-il considérer comme une bonne nouvelle le fait que 27 % de Français se déclarent « racistes » en 2007 ? Sans doute, puisqu'ils étaient… 40 % au début des années 2000 ! On apprend aussi que près de 3 % des Français (soit presque deux millions de personnes) souffrent régulièrement de la faim puisqu'ils indiquaient fin 2007 – donc avant la crise – ne pas avoir fait de repas complet pendant au moins une journée au cours des deux semaines précédentes.

Certaines informations apportent un éclairage indispensable à des questions très chargées politiquement. Par exemple, la France n'a jamais connu « l'appel d'air » dont la menace est brandie par tous ceux qui s'opposent aux vagues de régularisation des sans-papiers : en dépit de la délivrance de 100 000 titres de séjour en 1997, les demandes d'asile ont stagné les deux années suivantes. Le sixième chapitre sur le système scolaire permet pour sa part de battre en brèche plusieurs idées reçues : le niveau des élèves d'autrefois est ainsi largement surestimé. Une étude du ministère de l'Education nationale a montré que si les élèves de 1920 étaient meilleurs que ceux des années 1990 pour la résolution des problèmes et l'orthographe, ils étaient aussi moins bons en rédaction – le niveau est identique en vocabulaire et en compréhension de texte. Surtout, ce chapitre montre bien que, malgré la démocratisation de l'enseignement, les inégalités demeurent : 9 % des élèves de classes prépas ont des parents ouvriers ou inactifs, contre 38 % de ceux qui rentrent en sixième. En 2008, 2,9 % des entrants à l'ENA avaient un parent ouvrier, alors que ces derniers représentent encore 22,8 % des emplois. Enfin, un chiffre retient l'attention parmi tous les autres : seulement 11,2 % des Français de plus de quinze ans disposent d'un diplôme supérieur à bac + 2 – le niveau des adultes est largement surestimé.

Incontestablement, c'est sur les questions d'inégalités et de contours des groupes sociaux que le directeur de l'Observatoire des inégalités est le plus percutant. N'en déplaise à M. Copé, une personne seule disposant de 3500 euros mensuels nets fait partie des 5 % des Français les plus riches. Cela pose la question de la définition des couches moyennes, qui est forcément arbitraire. Louis Maurin explique ainsi que si l'on considère que la société française compte 50 % de couches populaires, 40 % de couches moyennes et 10 % de couches aisées, une personne seule fait partie des couches moyennes lorsque son revenu mensuel net est compris entre 1500 et 2600 euros – entre 3400 et 6100 euros pour une famille avec deux enfants. Sur un autre registre, selon la définition de la pauvreté utilisée pour les comparaisons européennes – soit 60 % du revenu médian – la France compte 7,9 millions de pauvres – c'est-à-dire de personnes disposant de moins de 880 euros par mois pour vivre. A l'opposé, le revenu mensuel net des 0,01 % plus hauts salaires atteint 83 000 euros – il a crû de 69 % entre 1998 et 2006, quand les salaires des 90 % les moins payés augmentaient de 0,9 % sur la même période, soit onze euros par mois…

C'est donc un livre utile que Louis Maurin nous offre à lire. Il permet de dépassionner un instant le débat en revenant aux faits et de se faire une idée relativement précise de ce que sont les Français en 2009. C'est un livre qui mérite d'être lu, et régulièrement actualisé. On en profitera pour se joindre à l'auteur dans la dénonciation du système statistique français, « qui n'est pas à la hauteur des enjeux, incapable de fournir des données récentes dans de nombreux domaines et de les délivrer de façon intelligible pour le grand public ». Les statistiques sont pourtant indispensables à l'action politique, même si elles ne sauraient se suffire à elles-mêmes – l'abbé Pierre l'avait exprimé de la meilleure manière possible : « les hommes politiques ne connaissent la misère que par les statistiques. On ne pleure pas devant les chiffres ».



LES CLASSES MOYENNES À LA DÉRIVE

LOUIS CHAUVEL

EDITIONS DU SEUIL / LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES, OCTOBRE 2006

PAR NICOLAS VIGNOLLES

mars 2007

Il est certains sondages qui donnent aujourd'hui de la France un aperçu inquiétant. Il en est même qui, plus que d'autres en cette période d'abondance de chiffres, vous fileraient facilement le bourdon. Dans la France de 2007, à la question : « Pensez-vous que vous puissiez devenir un jour SDF ? », près d'une personne sur deux répond par l'affirmative.[1] Toujours pas le bourdon ? Un supplément de chiffres peut-être ?

76 % des Français considèrent que la vie de la prochaine génération sera plus difficile que la leur et 86 % estiment que « n'importe qui peut tomber dans la pauvreté ».[2]

Ce sont là des indicateurs majeurs, des « clignotants » qui doivent éveiller l'attention sur ce qui se joue actuellement au cœur des classes moyennes, de ce sentiment extrêmement puissant de déclassement qui traverse et diffuse le champ social dans son ensemble. Cette anxiété grandissante, longtemps considérée comme infondée eu égard au niveau des protections notamment sociales existant en France, trouve aujourd'hui des raisons objectives de se manifester. Devenue contagieuse, elle finit par fragiliser l'un des moteurs les plus robustes de la société d'après-guerre, cette mythique « classe moyenne » que le travail permettait, il y a encore peu, de rallier sans encombres.

Cette classe « sac à patates », produit « d'une des plus belles errances sociologiques » comme l'écrit Louis Chauvel, a, tout au long des Trente Glorieuses, démontré son utilité sociale en servant de « totem » à la société française et à ses élites politiques. Elle se serait transformée aujourd'hui, sous l'effet d'agressions multiples, en une sorte de catégorie repoussoir, devenant un mouvement sans avenir ni message. En un mot, on n'y croit plus vraiment. Or précisément, en perdant leur capacité à s'ériger en modèle, à incarner le « sens de l'histoire », les classes moyennes finissent par se désagréger et cessent de jouer leur rôle de stabilisateur entre les classes situées aux deux extrêmes. Louis Chauvel montre de manière fort convaincante ce dangereux retournement. Faute de demeurer un cap crédible, d'incarner la promesse d'une mobilité sociale ascendante, faute de pouvoir assumer tous leurs rôles, les classes moyennes sont aujourd'hui condamnées à dériver. Sans doute aurait-on pu souffler à Chauvel ce sous-titre adapté : « histoire d'une galère contemporaine »…

1. 48% selon le sondage BVA - Emmaüs - *L'Humanité* - *La Vie* réalisé les 3 et 4 novembre 2006.

2. Enquête Eurobaromètre menée du 17 novembre au 19 décembre 2006 dans les vingt-sept pays de l'Union européenne auprès de 26 755 personnes.

Les tourments et les violences faites aux classes moyennes sont nombreuses et d'une intensité croissante, si bien que l'expression même de « classe moyenne » est désormais légitimement interrogée, et même sujette à caution. Problème sémantique d'abord, problèmes vécus par les classes moyennes ensuite, problèmes pour bâtir un projet de société cohérent finalement, la liste des avaries morales, sociales, économiques, culturelles n'a cessé de s'allonger depuis la fin des années de croissance forte. Navire amiral au cœur des années de prospérité, les classes moyennes semblent n'être plus aujourd'hui qu'un bateau fantôme. L'ouvrage de Louis Chauvel s'ouvre d'ailleurs sur cette dimension « fantomatique » et sur la difficulté de définir, en France, une classe moyenne. C'est une classe mais sans les attributs de classe !

Homogénéité, sentiment d'appartenance, intérêts communs à défendre ; aujourd'hui, tout cela fait défaut. A y regarder de plus près, tout cela n'a d'ailleurs jamais constitué un socle pour les classes moyennes françaises. Au demeurant, la question ne se posait pas en ces termes jusqu'ici ; il s'agissait pour elles d'apparaître comme un projet d'avenir vraisemblable et non de prétendre circonscrire une quelconque réalité sociale ou sociologique. La classe moyenne n'a jamais été autre chose qu'un étendard ! « Elle relevait d'un rêve collectif partiellement réalisé », écrit Louis Chauvel. Mais alors pourquoi ce pouvoir de séduction s'est-il évanoui en même temps que les classes moyennes se désagrégeaient ?

Trois raisons majeures sont mises en avant. Elles correspondent en fait à de vrais retournements. Plus encore, à des avanies qu'ont eu à subir, en un temps très court, les classes moyennes. Avanies et non plus seulement avaries, car aux difficultés a succédé progressivement un vif sentiment d'humiliation.

Premier retournement, l'économie. La fin de la séquence historique ouverte par la reconstruction d'après-guerre et conclue au début des années 1970 conduit depuis plusieurs années à repenser le rôle de l'Etat-providence, à rediscuter aussi les manières d'organiser le marché du travail et même, plus largement, de concevoir le travail salarié. Louis Chauvel évoque le « paradis social perdu » et l'entrée brutale dans une « société post-abondance ». Le sociologue rappelle qu'aujourd'hui, l'essentiel de la population qui n'a d'autres ressources que son travail vit dans une société de quasi-stagnation, et qu'au « même moment, les plus aisés, détenteurs de patrimoines importants, sont en situation de connaître un niveau de vie jamais atteint par leurs prédécesseurs ».

Cette « fragilisation » économique, cette atomisation du salariat se traduisent par un éclatement des conditions de vie et conduisent à l'érosion d'un noyau dur clairement identifiable. Chacun construit désormais des stratégies individuelles, en fonction des ressources dont il peut disposer ; les solidarités familiales, la dimension patrimoniale s'avèrent être aujourd'hui largement discriminantes dans un contexte général de « repli sur soi ». On ne peut plus dire, aujourd'hui en France, que l'on se ressemble parce que l'on a le même salaire.

Second retournement, et conséquence directe de la nouvelle donne économique et sociale, la société française est une société en demande de sécurités. Louis Chauvel décrit parfaitement le fonctionnement d'une « société d'incertitude ». On assiste en fait à une désinstitutionalisation des inégalités. Pour le dire autrement, aux règles claires et au collectif succèdent de plus en plus l'arbitraire et l'individuel. L'école illustre le mieux ce sentiment. Les diplômes, l'insertion professionnelle grâce à l'allongement des études, la possibilité par l'enseignement supérieur de « faire mieux que ses parents », sont aujourd'hui discutés. Plus globalement, dans un contexte économique dégradé, l'incertitude se traduit dans le corps social par une nouvelle exigence : l'individuation de besoins jusqu'alors collectifs. Ainsi donc, la société

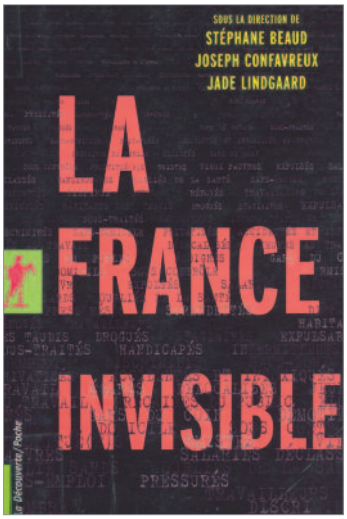
d'incertitude est aussi une société du repli sur des stratégies égoïstes, une des nombreuses conséquences de la « désespérance silencieuse de larges couches de la population ».

Enfin, au cœur de la dérive des classes moyennes, il est une avanie plus intolérable encore que les autres, celle qui s'attaque aux générations qui viennent. Le déclassement générationnel est une offense redoutable faite à l'avenir. Il est vécu comme une double peine. Une privation pour aujourd'hui et une privation pour demain. Les classes moyennes, bien que malmenées, avaient trouvé en leurs enfants le moyen d'assurer la continuation de leurs propres rêves d'ascension sociale et de progrès. Or la machine est bel et bien cassée et le « descenseur social »[3] enclenché. Le credo fédérateur, encore partagé hier, d'un avenir meilleur demain est aujourd'hui un espoir déçu. La réalité est autre et le réveil douloureux. La raison ? Louis Chauvel n'a pas d'hésitation. Pas de mots assez durs non plus. « Ici comme ailleurs, l'explication réside dans un choix sociétal, délibéré ou non, de conserver les acquis de la génération qui a cueilli les fruits de la croissance, au détriment des intérêts de la suivante ».

A la lecture de cet ouvrage, on remarquera tout de même une forme de contradiction chez Louis Chauvel qui perpétue par son analyse une approche sociologique largement fondée sur l'historicisme et le déterminisme historique, tout en interrogeant à plusieurs reprises son opérabilité et sa valeur explicative. L'éclatement et l'atomisation de la société, le mouvement de fond que constitue l'individualisme, la recomposition des intérêts collectifs autour d'enjeux nouveaux, finalement la dérive des classes moyennes, plaque demeurée longtemps centrale de la tectonique sociale, obligent aujourd'hui la sociologie à se déprendre au moins en partie de ses réflexes holistes. Dans un contexte brouillé, complexe, dans un environnement fait de « frictions » et de chocs violents, au moment où une redistribution générale des cartes semble s'opérer, le politique doit à la fois comprendre la nouvelle géographie sociétale et répondre aux injonctions souvent paradoxales de classes moyennes à la dérive.

Le défi posé par des classes moyennes, nombreuses et mouvantes, inquiètes et exigeantes, demeure un défi politique majeur. Tocqueville avait déjà perçu la difficulté de la tâche. « Entre ces deux extrémités de sociétés démocratiques, se trouve une multitude innombrable d'hommes presque pareils, qui, sans être précisément ni riches ni pauvres, ne possèdent pas assez de biens pour désirer l'ordre, et n'en ont pas assez pour exciter l'envie... ».

3. Philippe Guibert, Alain Mergier, *Le descenseur social, Enquête sur les milieux populaires*, Fondation Jean-Jaurès/Plon, 2006.



LA FRANCE INVISIBLE

Sous la direction de **STÉPHANE BEAUD, JOSEPH CONFAVREUX, JADE LINDGAARD**

Editions La Découverte, septembre 2006

PAR NICOLAS VIGNOLLES

décembre 2006

Dans l'œuvre monumentale que constitue son *Journal*, Julien Green écrivit que « le grand péché du monde moderne, c'est le refus de l'invisible ». Les auteurs de *La France invisible*, sociologues, journalistes, historiens, assument pleinement ce « sacrilège ». Ils entendent révéler, à travers une série d'enquêtes et de portraits, une réalité très largement oubliée des statistiques. Ambitieux défi que celui qui consiste à vouloir sortir de l'ombre des parcours de vies qui, déviant des trajectoires traditionnelles, ont fini par être difficilement appréhendables. Pis encore, la vie insaisissable de ces individus, les chemins de traverse qu'ils empruntent les condamnent à ne plus être « répertoriés » par la puissance publique. A l'heure du ciblage des politiques sociales par catégories d'individus, toute une frange de la population souffrirait du mal le plus pernicieux qui soit : l'invisibilité. Or on ne soigne pas des maux que l'on ne nomme pas, pas plus qu'on ne peut s'attaquer aux situations que l'on ne voit pas.

L'ouvrage dirigé collectivement par Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard propose une démarche louable et fait émerger tout un « continent de notre société ». Il se propose ni plus ni moins de démontrer que les filtres servant aux actions de politique sociale sont le plus souvent inopérants. On est tenté de s'écrier ici que le projet n'est pas neuf et que la puissance publique subit depuis maintes années maintenant les assauts de tous bords sur le seul argument de l'inadaptation des outils notamment statistiques aux réalités complexes d'une société atomisée. Mais le projet de *La France invisible* dépasse l'unique critique comptable et la dénonciation de la place du « chiffre » dans la décision publique. Il fait apparaître une société dans laquelle les solidarités de classe n'ont pas totalement disparu mais ont été refondues. Elles se sont réorganisées autour de nouveaux enjeux : avoir ou pas un emploi, avoir ou pas un logement, avoir ou pas un handicap, avoir ou pas accès aux transports, etc… Les portraits d'invisibles, les récits, les entretiens réalisés auprès de publics variés offrent au final une vision utile à tous les acteurs du champ social et interrogent la conduite des politiques publiques. Partir des réalités sociales et adapter les éléments de réponse en permanence. Il s'agit de rectifier le tir !

En redécouvrant cette France-là, on entre de plain-pied dans la vie de femmes et d'hommes aux destins torturés et l'on prend la mesure de situations humaines et individuelles d'une extrême gravité. Les questions surgissent et prennent corps au fur et à mesure des portraits et des vies que

l'on nous donne à voir. Qui sont ces personnes étrangères au logiciel des politiques publiques telles qu'elles sont conçues aujourd'hui dans le champ social ? Quelles formes revêt l'invisibilité ? Quelles en sont les racines ?

Plus largement, c'est la question de l'inscription à l'agenda politique de problèmes nouveaux qui est posée. A partir de quand, par quel processus une réalité sociale devient-elle une statistique, puis un problème clairement identifié et enfin un problème politique qu'une politique publique spécifique vient prendre en considération ? On touche là au vrai intérêt du travail réalisé dans *La France Invisible* car il n'y est pas seulement décrit l'invisibilité et les différentes réalités qu'elle recouvre, on y démonte les rouages d'une machinerie plus lourde qui crée véritablement de l'invisibilité de manière systémique.

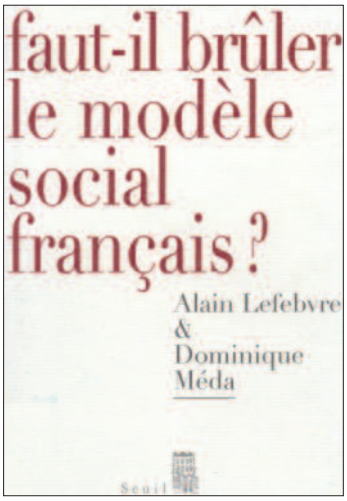
Première étape dans ce « désossage » en règle : la part prise par les sociologues. Les invisibles ne correspondent pas à une catégorie sociale homogène. Dès lors, ils sont pour la sociologie française des « angles morts ». Ce premier non-dit des sociologues provient aussi, selon Stéphane Beaud, d'une « réticence à aborder les problèmes sociaux du moment », d'une « défiance à l'égard des sujets les plus chauds socialement et politiquement » et d'une « fascination pour les petits objets qui conservent un fort accent d'étrangeté ou d'exotisme ».

Deuxième source d'invisibilité pointée du doigt : le droit. Celui-ci ne vient bien souvent, comme l'écrit Danièle Lochak, qu'« en redoublement de l'expérience courante : il ne se saisit pas de ce qui est inconcevable pour l'entendement commun ».

Mais la construction de l'invisibilité, car c'est bien d'un construit qu'il s'agit et non d'une situation découlant d'une situation sociale spécifique, est un processus – une spirale négative – qui engage plusieurs acteurs. L'ouvrage a comme principale vertu de fournir une analyse précise des rôles de chacun. Il fournit les clefs d'explication de l'invisibilité après avoir montré sa réalité : l'attitude parfois rétive des politiques face aux idées neuves, le difficile décompte statistique de réalités individuelles éclatées et mouvantes, le traitement médiatique déformant, la délicate adéquation entre réalités sociales et croyances politiques et idéologiques, les discours contradictoires sur les classes moyennes ou encore la faible reconnaissance du travail social.

La France invisible est une contribution importante dans la perspective de 2007. Lisez cet ouvrage comme un véritable travail d'investigation sociale, comme la mise en mots nécessaire de réalités mal connues.

De là à y découvrir une France invisible…



FAUT-IL BRÛLER LE MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS ?

ALAIN LEFEBVRE et **DOMINIQUE MÉDA**

EDITIONS DU SEUIL, FÉVRIER 2006

PAR DENIS QUINQUETON

mai 2006

« Le fil rouge sur le bouton rouge, le fil vert sur le bouton vert ».

L'homme ânonne la consigne et marche à grandes enjambées en comptant ses pas, son dispositif de mise à feu en bandoulière, pour brancher ledit dispositif sur des explosifs placés sous une voie de chemin de fer. Arrivé à pied d'œuvre, le fil rouge dans la main gauche, le fil vert dans la main droite, il découvre... un bouton jaune et un bouton bleu. L'homme perd alors son regard dans un abîme de perplexité. C'est Robert Lamoureux dans « La Grande Vadrouille ». Voilà un peu ce qui nous arrive avec le « modèle social français » : nous sommes dépourvus des moyens de le faire fonctionner parce que quelqu'un a changé la couleur des boutons quand nous avions la tête ailleurs.

Dominique Méda et Alain Lefebvre nous offrent, ni plus ni moins, de quoi combler l'abîme de perplexité. Au-delà d'un livre de recettes, c'est une méthode qu'ils proposent dans *Faut-il brûler le modèle social français* ?. « Notre propos est double, soulignent les auteurs, tout d'abord mettre en évidence le fait que les équilibres sur lesquels nous avons vécu jusqu'alors sont menacés notamment par la globalisation, le changement technologique et le vieillissement de nos sociétés (...) Ensuite, nous voulons, grâce au regard décalé que permet la comparaison internationale, montrer que nous ne savons peut-être pas à quoi nous sommes fondamentalement attachés dans notre modèle social, mais que nous sommes probablement très proches de certains voisins européens, avec lesquels nous devrions sans doute plus délibérément faire équipe ».

Bref, il s'agit, d'abord, de faire œuvre de clarification. Que voulons-nous ? Faut-il acquiescer au terme de schizophrène qui qualifie souvent l'approche que les Français ont de leur système social, approche que l'on peut résumer à « moins d'impôts, plus de solidarité pour moi » ou « moins de fonctionnaires mais mon enfant le sera » ?

Le discours libéral – qui fut, un temps, celui de la gauche ! – est fondé sur cette apparente contradiction qui sert de prétexte à un discours prétendument raisonnable : puisque le peuple réclame la diminution des prélèvements obligatoires, il faut que le peuple entende qu'il y aura moins de solidarité et plus de précarité. Le tout habillé par de quasi eugénistes paroles sur le thème des « winners » et des « losers » – entendez, respectivement, les riches et les pauvres – qui feraient passer le « salaud de pauvre » de Gabin

dans « La traversée de Paris » pour un traité de sociologie. Voilà un projet de société qui tend à se clarifier de plus en plus, qui s'encombre de moins en moins de précautions de langage ou d'euphémismes. Voilà un projet qui pousse la société vers une plus grande violence, économique, sociale et individuelle et qui provoque une profonde détérioration des rapports entre les personnes. Se mettre à plusieurs pour rouer de coups une personne réputée plus faible afin de lui dérober son téléphone portable n'est, après tout, si l'on y réfléchit, qu'une mise en œuvre particulière de la théorie libérale.

Face à ce « modèle » qui n'a rien de social et qui ose prétendre qu'une société humaine pourrait fonctionner sans redistribution ni régulation, face à ce modèle encore présenté comme le seul possible, y compris par ses opposants les plus radicaux qui le renforcent en s'abstenant de formuler une alternative, Alain Lefebvre et Dominique Méda proposent leur méthode démocratique, inspirée du modèle nordique. Ce modèle est caractérisé par « un haut niveau de redistribution, par une résistance de l'Etat providence et, fondamentalement, par une double alliance, de compétitivité et de solidarité, d'une part, et, d'autre part, de souci de la reconnaissance de l'individu dans une société dont la cohésion est essentielle ». Ce faisant, ils nous donnent à voir que ce qui fut valable au sortir de la Seconde Guerre mondiale, moment de grand dénuement où s'est construit le modèle social français, demeure : le renforcement de la cohésion sociale est bel et bien une stratégie de sortie de la crise économique et de reconstruction. Ils nous rappellent également qu'une ambition est à notre portée : l'émergence d'un modèle social européen. Notre capacité de réforme déterminera si ce modèle social, déjà en mouvement, sera dominé par le modèle britannique, individualiste et productiviste ou par le modèle nordique, compétitif et solidaire.

Et les auteurs font tout cela en ne perdant pas de vue l'essentiel : dans un pays démocratique et républicain comme le nôtre, rien de fondamentalement profitable ne vient d'en haut, d'en bas ou, pour coller à l'actualité, de l'arrière-boutique. L'inspiration nordique n'est pas transposable en l'état. C'est à un puissant travail d'élaboration démocratique qu'il faut se livrer. Et il y a urgence ! Car, au-delà des miasmes conjoncturels d'un gouvernement toujours « de boue », « la France n'ose plus, elle doute et, faute de mouvement décisif, recule ».

En nous mettant dans les mains un fil jaune et un fil bleu, assortis aux boutons, le précieux livre d'Alain Lefebvre et Dominique Méda serait-il le « courant clair » du débat politique français ? Quelque chose comme ça, oui. Alors, il faut le lire et réfléchir.

LE GHETTO FRANÇAIS
Enquête sur le séparatisme social

ERIC MAURIN

Editions du Seuil / La République des Idées, octobre 2004

PAR ERIC HAZAN
janvier 2005

Connaissez-vous Eric Maurin ? Comment, vous ne connaissez pas Eric Maurin ? Alors cela fait longtemps que vous n'avez pas essayé de réfléchir à la rénovation de la pensée de gauche. X-Ensae, docteur en économie, chercheur au groupe de recherches en économie et statistique (Grecsta) au CNRS, nous annonce simplement la jaquette. On se dit que tout cela est sûrement intéressant mais également mortellement ennuyeux ! C'est que, vraiment, vous ne connaissez pas Eric Maurin.

Commençons par le commencement. La République des Idées est lancée en 2002 avec une salve d'opuscules signés par des universitaires connus (Jean-Paul Fitoussi, Daniel Lindenberg,…) et *L'égalité des possibles* d'un certain… Eric Maurin ! Franchement, la lecture de cet ouvrage décrasse les neurones d'une gauche moderne en quête d'un nouveau souffle. A une gauche KO debout depuis le 21 avril, en moins de 80 pages, Maurin assène un diagnostic limpide sur la « nouvelle société française ». Cessons, nous dit-il, de croire que nous vivons dans une société de classes. C'est du passé. Nous sommes devenus une société d'individualistes et si nous souffrons des inégalités, c'est d'une manière bien différente de celle de nos aînés. Ce que nous voulons, c'est fuir l'immense reproduction sociale que nous propose la France. Nous voulons une égalité des possibles, une pluralité de destins du haut en bas de l'échelle sociale et faire en sorte que les fils d'ouvriers ou d'employés ne soient pas forcément, comme c'est à 90 % le cas aujourd'hui, ouvriers ou employés. D'universitaire, Maurin passe ainsi au statut de rock star et ses idées sont reprises par tout ce qui compte dans la gauche démocratique.

Du coup, quand Eric Maurin sort un nouvel ouvrage dans la même collection, on l'attend au tournant. Voyez plutôt.

Dans cet ouvrage, Maurin nous décrit la société de l'entre-soi. On en avait l'intuition mais avec Maurin cela devient une certitude : les Français cherchent consciemment à se retrouver entre voisins de même niveau social, avec une fragmentation et une finesse d'évaluation étonnantes : les salaires élevés, les diplômés de l'enseignement supérieur, les employés,… se retrouvent entre eux.

Cette ségrégation sociale et territoriale a ses raisons : tout cela a un impact sur la scolarité et le parcours professionnel des enfants des habitants de l'ensemble des voisinages considérés. En poussant plus loin, Maurin stigmatise l'insuffisance des politiques sociales territoriales menées à ce

jour. La focalisation des moyens sur certaines zones n'est pas mauvaise en elle-même mais ses résultats sont minces. Cette arme anti-inégalités manque en effet de précision. Pour redonner une pluralité de destins à ceux qui sont condamnés par leur voisinage à un avenir limité, il faut travailler sur les individus et ce, dès la petite enfance. Accepter de donner plus de ressources éducatives et culturelles à ceux dont le milieu social en est le plus démuni. C'est la conviction de Maurin et son ouvrage en est une brillante démonstration.

Au final, on est, il faut bien le dire, une seconde fois assez « bluffés » par la pertinence et la précision et la clarté de la réflexion d'Eric Maurin. Encore une fois, il nous fait avancer sur l'analyse des causes et des conséquences de ce qui fait qu'aujourd'hui, la société française semble « bouchée » pour nombre d'entre nous.

Vous l'avez compris, si Maurin est une rock star, nous sommes des groupies et, pour être franc, sa musique n'a rien à voir avec le côté « Star Academy » que nous servent certains économistes à la petite semaine. Dont acte.

REFAIRE SOCIÉTÉ

- II -

Le travail, c'est capital ?

LE QUAI DE OUISTREHAM

FLORENCE AUBENAS

Editions de l'Olivier, février 2010

PAR BENJAMIN FOISSEY

juin 2010

L'immersion totale et anonyme au cœur d'une réalité à mettre au jour est une technique dont usèrent aussi bien le journalisme à sensation que les grandes plumes présentes ou futures. On se souvient aussi bien du livre de Günter Wallraff, *Tête de Turc*, que des éternelles « enquêtes en caméra cachée » au cœur d'une secte, d'une administration ou d'un groupe politique. Cette méthode a produit les deux extrêmes, elle est de ce fait risquée et oblige à tenir le sensationnel en respect. Le pari est ici réussi.

La question posée par la journaliste est simple. Quelles sont les conséquences réelles de la crise pour les plus fragiles d'entre nous ? De quelle manière cet événement qui tient en haleine les médias affecte la vie des personnes qui, atteintes par le chômage et le travail précaire, subissaient déjà une crise, latente depuis 1973, comme cadre de vie ? Y a-t-il eu une crise dans la crise ? Une aggravation des graves problèmes du quotidien ? Au fil des récits et des discours qui nous sont livrés, le changement de perception qui s'opère rend ces questions, si ce n'est irréalistes, du moins en décalage croissant avec un univers étranger à ceux qui font l'actualité ou qui s'y intéressent. On en vient rapidement à s'interroger sur la notion même d'actualité. La crise, c'est tout juste un peu plus de difficulté qui ne dénote pas dans un paysage de difficultés.

Florence Aubenas a loué une chambre meublée à Caen et s'est lancée, pendant six mois, en quête d'un emploi, suivant le trajet classique qu'empruntent les demandeurs, de l'agence Pôle Emploi à l'intérim en passant par le bouche-à-oreille. Sa quête d'un CDI s'est très vite transformée en une chasse aux « heures », missions de nettoyage à réaliser en des temps improbables à des horaires qui le sont tout autant. La concurrence féroce que se livrent les sociétés spécialisées dans la propreté amène ces dernières à sous-estimer jusqu'au risible le temps imparti pour chaque tâche. Conséquence la plus significative pour le politique, un acquis social tel que le SMIC autour duquel nous trouvons des points clivants n'a quasiment aucune réalité. Il est contourné par ces pratiques avec une facilité déconcertante. Les minimums conventionnels sont, quant à eux, purement et simplement ignorés des employeurs qui disposent d'une arme absolue, celle de pouvoir retirer une annonce d'une agence au cas où cette dernière jugerait le salaire proposé non conforme.

Au fur et à mesure des récits de la journaliste, un constat angoissant apparaît à ceux qui ont

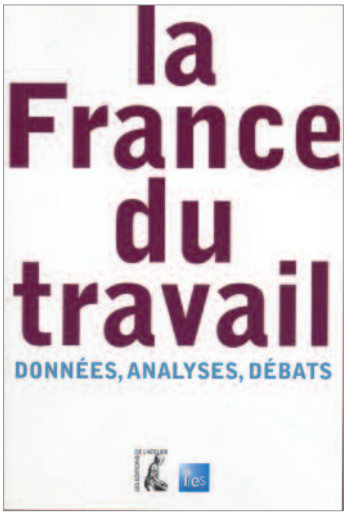
décidé de mettre dans la politique si ce n'est tous leurs espoirs, du moins encore quelques traces de foi. Les catégories avec lesquelles nous raisonnons, les outils avec lesquels nous pensons nous battre et grâce auxquels nous estimons pouvoir avoir une certaine prise sur la réalité s'avèrent inopérants, balayés par la réalité d'un rapport de force défavorable qui prend les reflets d'une loi d'airain.

Le style employé par Florence Aubenas, mêlant descriptions détaillées des lieux, de l'univers qu'elle explore et retours sur une santé et un moral qui se dégrade, nous permet de saisir en quelques mots une ambiance, une tension, une perception du réel sous l'effet de l'usure physique. L'œil de la journaliste, de celle qui sait nous faire aimer l'instant décrit sans pour autant le trahir, permet à l'auteur de ne jamais tomber dans un biais misérabiliste. Bien au contraire, nous comprenons ce qu'il peut y avoir de grand dans une « pause cigarette » prise sur un quai, à quel point le surréaliste peut à tout instant jaillir d'un entretien à Pôle Emploi, d'une file d'attente dans une agence d'intérim ou d'une course contre le temps dans les couloirs d'un ferry qu'il faut nettoyer. Il y a quelque chose du réalisme décalé des frères Maysles dans ce texte.

Ce monde de la précarité a également ses règles et ses rapports de pouvoir, ses manières de voir le monde qui le font se heurter constamment à un mur d'incompréhension qui dépasse de très loin la simple ignorance des contraintes physiques subies. Deux exemples illustrent ces difficultés, cette incommunicabilité tenace entre des structures économiques et politiques issues du compromis des Trente Glorieuses et ce monde du travail précaire qui en est sorti.

Celui de la journaliste d'abord, et aussi quelque part celui du politique tant ces deux univers sémantiques sont maintenant proches, celui des syndicats ensuite. Les rapports faits de condescendance, de méfiance entre les syndicats et les travailleurs, très souvent travailleuses, précaires qui tentent d'intégrer ce monde sans y trouver leur place, les rituels syndicaux, celui de la manifestation en particulier qui leur semble de plus en plus étranger : ces phénomènes sont décrits de telle manière que nous finissions par comprendre que la résignation ne les explique pas à elle seule.

On referme ce livre avec l'impression mitigée d'avoir pris une leçon de réalité tout en ne sachant pas encore à quelles fins, ou plutôt que faire pour que l'actualité politique, à savoir les débats, les « grands enjeux » autour desquels nous mobilisons souvent nos esprits, soient autre chose qu'un spectacle à peine audible et en tout cas très abstrait dans cet univers.



LA FRANCE DU TRAVAIL
Données, analyses, débats

COLLECTIF

EDITIONS DE L'ATELIER, SEPTEMBRE 2009

PAR NICOLAS VIGNOLLES
décembre 2009

« Ouvrir quelques failles dans la chape des idées reçues »

La France du travail propose en six chapitres une description fine du paysage économique et social français, tel qu'il s'est façonné historiquement et tel qu'il est aujourd'hui. Politiques de l'emploi, inégalités salariales, protection sociale, mutations du travail, restructurations d'entreprises et conception des relations sociales et professionnelles sont successivement passées au crible. Cette analyse critique, extrêmement documentée, nourrie des statistiques françaises et européennes les plus actualisées, parvient parfaitement à l'objectif pourtant ambitieux qu'elle s'était assignée : permettre de penser autrement le champ économique et social, ouvrir quelques failles dans la chape des idées reçues.

L'emploi est au cœur du premier chapitre. Ce choix n'est évidemment pas neutre. La compréhension des logiques à l'œuvre en matière de politique salariale, de coût du travail, de qualité de l'emploi, de segmentation du marché du travail, de statuts, de protections par l'emploi, offre déjà une vision complète de grandes options idéologiques et politiques que l'on retrouvera ensuite plus ou moins à l'identique dans toutes les autres dimensions du monde du travail. L'emploi est désormais émietté ; il ne correspond plus à une norme unique ni ne permet l'accès à un statut précis et stabilisé. L'emploi renvoie désormais à des degrés divers de sécurité. Globalement, en même temps qu'il est devenu une denrée rare, il a perdu de sa qualité. La lutte contre le chômage à partir des années 1985-95 a conduit à privilégier des approches en termes de coût du travail et à multiplier les types de contrats de travail. Mais cette recherche de « flexibilité » n'a pas apporté de réponse efficace au chômage de masse comme le démontre sa progression quasi continue depuis un quart de siècle. Elle a en revanche constitué un élément important dans la dégradation de la qualité des emplois et du niveau de protection auxquels ils donnent droit.

Une première idée reçue est donc habilement déconstruite dans ce chapitre : moins de protection dans l'emploi et plus de flexibilité des contrats de travail n'encouragent pas la création d'emplois. Les résultats sont objectivement si décevants en matière de créations d'emplois qu'ils ont conduit relativement récemment à s'interroger sur la pertinence de la solution « flexibilité du travail » et à réfléchir à la construction d'une « flexisécurité », associant flexibilité des contrats de travail et sécurisation des parcours individuels, valable y compris

en dehors des périodes d'emplois. Mais la flexisécurité, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, ressemble à une tentative impossible de conciliation entre des conceptions contradictoires, une tentative impossible de découplage entre emploi et protections.

Conclusion intéressante à ce chapitre premier, les auteurs mettent en garde contre une conception de la « flexisécurité » qui entérinerait finalement une tendance déjà en cours, à savoir la déresponsabilisation collective vis-à-vis de l'emploi. A cette orientation, ils préfèrent opposer et promouvoir un mélange de solutions. La réduction du temps de travail, la régulation collective des besoins en emplois et la construction de normes d'emploi de qualité constituent selon eux « une voie crédible de sortie du chômage ».

Au-delà de ce chapitre introductif consacré aux politiques de l'emploi, *La France du travail* présente une France en tension et en déséquilibre.

Les conséquences sociales de la rigueur salariale (chapitre deux) sont à la fois de plus en plus aisément observables et difficiles à vivre pour les personnes concernées. Le pouvoir d'achat du salaire net moyen a augmenté de 0,5 % entre 1978 et 2006. Pourtant, dans le même temps, la croissance des gains de productivité est restée chaque année de l'ordre de 1,5 à 2 %. Ces trente dernières années sont ainsi résumées : « la croissance économique a davantage bénéficié à d'autres catégories de revenus que les salaires, en particulier les revenus de la propriété ». L'illustration la meilleure de ce glissement, principale cause du creusement continu des inégalités sociales en France, est sans aucun doute l'évolution de la structure du revenu disponible des ménages depuis 1949. La part que constitue le salaire net est en 2006 exactement la même que celle qu'il représentait soixante ans plus tôt, quand la part des revenus de la propriété est, elle, passée de 8,8 % à 21,2 % ! La « France qui se lève tôt » a été la grande perdante de la rigueur salariale. Ce sont en effet les Français dont les revenus étaient les plus étroitement liés à leur activité salariée, les Français les plus directement dépendants des revenus tirés de leur travail, qui ont subi les conséquences les plus négatives de la rigueur salariale. A cette première ligne de fracture au sein de la société française, sont venues s'ajouter d'autres lignes de fracture directement corrélées à la première : locataires/propriétaires, salariés de petites entreprises/salariés de grandes entreprises, etc.

Le « modèle social français » parvient tant bien que mal à faire tenir l'édifice social ; sa survie doit beaucoup à l'existence des prestations sociales (chapitre trois). Elles ont une fonction dite contracyclique. Cela signifie notamment que, en période de récession économique, elles jouent le rôle de stabilisateurs économiques, atténuant les effets négatifs de la crise sur les conditions de vie. Cette fonction économique reconnue, actuellement observable alors que nous connaissons une crise économique majeure, ne peut jouer qu'à la condition de ne pas faire le choix d'une approche trop restrictive des prestations sociales en période de croissance économique. C'est ainsi une autre idée reçue sur la France du travail qui doit être levée : plus on restreint le champ et le niveau des prestations sociales, plus on annihile leur fonction d'amortisseur social et économique en cas de crise. Lorsque l'on sait l'importance de la consommation des ménages dans la structure de la croissance du PIB français, on peut comprendre le rôle économique, et non plus seulement social, joué par les prestations sociales…

Pourtant, le constat dressé est bien celui d'une protection globale face aux risques en recul ; le taux de remplacement (ratio retraites/salaires) baisse tandis qu'augmente le nombre de retraités, le déremboursement des dépenses de soins se multiplie tandis qu'un nombre croissant de Français n'a pas de complémentaire santé. Si l'on veut bien avoir en tête que 80 % des dépenses de

protection sociale concernent la vieillesse ou la maladie, on comprend mieux les défis posés à la protection sociale. L'idée de construire un « Etat d'investissement social », tel que l'ont par exemple proposé récemment Jacques Delors et Marc Dollé dans leur ouvrage *Investir dans le social*[1], ne saurait constituer une perspective sérieuse que sous certaines conditions. Un tel projet serait voué à l'échec et resterait au rang des politiques incantatoires s'il devait, selon les auteurs, ne pas remettre en cause « le dogme de l'impossible augmentation des cotisations sociales et/ou impôts directs ». Les chercheurs de l'IRES posent ainsi clairement les conditions d'un Etat préventif efficace sur le plan social : pour dépasser le stade du vœu pieu, il faudrait dans le même temps augmenter la fiscalité sur le patrimoine, concevoir une nouvelle fiscalité, notamment sur les revenus, accepter un investissement massif dans l'Education nationale, la formation et l'emploi. Sacré programme !

Les trois derniers chapitres (quatre, cinq et six) traitent des mutations du travail, des restructurations d'entreprise et de l'état des relations sociales. Plusieurs considérations méritent que l'on s'y arrête, nous nous contenterons de quelques remarques par chapitre.

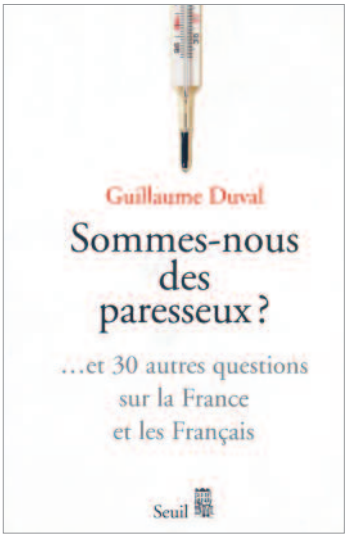
La réduction du temps de travail est un élément majeur pour comprendre les dernières mutations du monde du travail. Plusieurs idées reçues sont pour le moins rudoyées... Par exemple, le volume d'heures travaillées serait inférieur en France à ce qu'il est chez ses voisins. C'est faux puisque la durée annuelle effectivement travaillée en France est de 1457 heures en 2007, contre 1353 en Allemagne et 1336 aux Pays-Bas par exemple. La durée hebdomadaire du travail est autour de 37,5 heures en France, si l'on prend en compte le total des emplois, elle est de 36,5 heures au Royaume-Uni et autour de 35 heures en Allemagne... Ces différences s'expliquent essentiellement par le recours beaucoup plus développé chez nos voisins européens au temps partiel, voire très partiel. Mais la réduction du temps de travail a tout de même eu un impact certain sur la pénibilité du travail et le stress, notamment parce qu'elle a servi de cadre à une intensification du travail. Au-delà du temps de travail, ce chapitre montre avec précision que le travail a changé en profondeur, et en quelques années, sous l'effet de trois facteurs essentiels : l'organisation de la production, les nouvelles technologies et enfin les méthodes et outils de gestion. Globalement, la « modernisation » des modes d'organisation a abouti à une situation paradoxale, remarquablement formulée par les auteurs ; d'un côté, on a encouragé l'autonomie et la responsabilisation croissante des individus, de l'autre, jamais la subordination au travail n'a été aussi forte (temps partiel contraint, amplitude horaire, adhésion aux valeurs de l'entreprise exigée…).

Dans le cinquième chapitre, les chercheurs de l'IRES s'intéressent aux restructurations d'entreprise et à l'évolution du dispositif légal qui les encadre. Outre les rappels utiles sur ce qu'implique par exemple la mise en place du Plan de sauvegarde de l'emploi pour les employeurs, on comprend plus largement ici l'origine des choix opérés par certaines entreprises en matière d'emploi. Le régime légal du licenciement économique, jugé trop lourd et complexe, les conduit de plus en plus à privilégier d'un côté les embauches en CDD et, de l'autre, les licenciements pour motifs personnels. Confronté à la multiplication des restructurations, le législateur a tenté de s'adapter en encourageant les possibilités d'anticipation et de négociation au sein de l'entreprise. Par la loi, on a progressivement tenté de promouvoir un nouveau mode de gestion des restructurations, de créer les conditions d'un dialogue social. Dans ce nouveau cadre, le rôle des organisations syndicales est devenu complexe. Celles-ci courent de plus en plus le risque d'être jugées co-responsables de la décision de restructuration si elles signent en

1. Voir *Esprit critique* n° 90, Fondation Jean-Jaurès, avril 2009.

amont un accord portant par exemple sur des mesures de départs volontaires. Les séquestrations récentes de dirigeants d'entreprises ou de simples cadres ont montré que, en matière de droit négocié des restructurations, une marge importante de progrès existait encore... Une idée est ici suggérée par les auteurs de ce cinquième chapitre : sortir les restructurations de la seule entreprise pour ne pas enfermer les syndicats dans des combats trop isolés, locaux, et pour ne pas permettre non plus aux actionnaires éventuels de mettre une pression trop importante sur les dirigeants de l'entreprise. Pour y parvenir, il est proposé d'élargir chaque fois que possible le dialogue social au niveau de tout un territoire, d'un secteur d'activité ou même au niveau européen. Depuis 2000, des expériences de ce type, avec un dialogue au niveau européen de tout un secteur, notamment dans l'automobile, ont déjà eu lieu.

Enfin, le dernier chapitre est consacré aux relations sociales. Il est particulièrement intéressant de lire la mise en perspective historique proposée par les auteurs de ce chapitre ; à travers plusieurs exemples concrets, on dessine une France caractérisée par l'omniprésence de l'Etat, une relative atonie syndicale et la découverte tardive de la négociation collective, elle-même très dépendante d'ailleurs de l'intervention des pouvoirs publics. On lira surtout ici une description de l'évolution législative en matière de dialogue social et d'encadrement de la négociation collective, et la tentation récente et critiquable, notamment traduite dans la loi du 20 août 2008, d'encourager les dérogations aux accords de branches, entreprises par entreprises. Ce dernier chapitre est également l'occasion d'interroger le rôle des organisations syndicales. Améliorer la représentativité en la fondant sur l'élection ne suffira pas, car c'est bien la manière dont sont conçues les négociations nationales qui aujourd'hui posent question. Ces négociations continuent de faire des organisations syndicales de simples adaptateurs, des accompagnateurs des politiques publiques, bien plus que des co-acteurs. Au-delà donc des questions souvent mises en avant de la représentativité et du taux de syndicalisation (autour de 8 %), se pose aujourd'hui la question de la capacité à peser des organisations syndicales. Celles-ci devront concevoir des stratégies nouvelles, accepter de se regrouper, sans doute réfléchir à la manière de bâtir des « alliances offensives » et non plus seulement défensives.



SOMMES-NOUS DES PARESSEUX ?

...et 30 autres questions sur la France et les Français

GUILLAUME DUVAL

Editions du Seuil, janvier 2008

PAR NICOLAS BOUILLANT

avril 2008

Le livre de Guillaume Duval surprend au premier coup d'œil. D'abord le titre : *Sommes-nous des paresseux ?* On s'attend à une adaptation de *L'éloge du repos* de Paul Morand, ou plutôt à une nouvelle thèse sur le travail et les Français. Ensuite l'auteur. Compte tenu de son pedigree, ingénieur de formation, plusieurs années dans différentes entreprises multinationales américaines et allemandes, puis dans un cabinet de conseil japonais, rédacteur en chef aujourd'hui de ce remarquable magazine qu'est *Alternatives économiques*, on s'attend à un ouvrage économique. D'ailleurs, ces deux précédents livres, *L'entreprise efficace, la seconde vie du taylorisme* et *Le libéralisme n'a pas d'avenir*, inciteraient à aller dans ce sens.

En fait, le véritable objectif de ce livre se comprend par la lecture du sous-titre : *et 30 autres questions sur la France et les Français*. A la différence des deux précédents, ce livre ne défend donc pas une thèse, une idée. En tout cas pas directement. Il cherche tout simplement à donner une suite d'éclairages sur trente et un grands thèmes de la société française. Et, par la clarté des exposés et la rigueur des chiffres, il mériterait d'être distribué gratuitement à tous les Français car il permet de donner aux citoyens des faits et des références, indiscutables et nécessaires pour comprendre les débats politiques et les choix qu'ils doivent faire.

On ne peut en effet que partager le sentiment de Guillaume Duval lorsqu'il explique en introduction que ce livre est né d'une insatisfaction : « le sentiment éprouvé au cours des débats électoraux de l'année 2007 que les Françaises et les Français ne disposent pas d'une information suffisamment précise sur l'état réel de la société dans laquelle ils vivent ». Clairement ce manque de références précises des électeurs, auquel ont contribué les grands médias qui préfèrent la simplification des images chocs et le pathos à l'information et l'éducation des Français sur les vraies questions qui se posent à eux, a permis tous les emballements médiatiques et toutes les confusions, parfois très contrôlés et bien entretenus, comme le soi-disant accroissement de l'insécurité en 2002 ou le « travailler plus pour gagner plus » de 2007.

Guillaume Duval va donc, tout au long de ce livre, rectifier bien des idées reçues, éclairer des débats fondamentaux, permettre au lecteur de mieux connaître les grandes caractéristiques de la société française. Dans cette analyse, j'en retiendrai pour ma part seulement quelques-unes.

D'abord, le sujet qui donne le titre au livre : *Sommes-nous des paresseux ?* On voit bien le clin d'œil de Guillaume Duval à cette croyance, ancrée dans un public poujadiste à l'aide de slogans réducteurs portés sur des tréteaux de campagne, selon laquelle la mise en place des 35 heures aurait transformé la France en pays de paresseux. Cela me rappelle une sortie d'un grand patron français, par ailleurs patron de presse, contre « ce pays de fainéants qui ne pensent qu'aux vacances », faite certainement au bord de sa villa de Saint-Tropez dans laquelle il ne va bien entendu jamais !

Or, comme l'explique Guillaume Duval, la durée du travail hebdomadaire n'est qu'un élément parmi d'autres pour juger de la quantité de travail fournie par un pays ; s'y ajoutent l'importance du temps partiel, le taux d'emploi des femmes, l'âge effectif de rentrée et de départ du marché du travail, la productivité. Au total, la France est en fait dans une bonne moyenne et la réduction du temps de travail était un moyen intelligent, notamment du fait des spécificités du marché du travail français, avec un grand nombre d'exclus involontaires, de réduire le chômage. D'ailleurs, les résultats économiques et les fortes créations d'emplois enregistrés entre 1998 et 2001 l'illustrent.

Second sujet sur lequel certaines croyances ont la vie dure, bien entretenues par certains : les prélèvements obligatoires. Combien de fois avons-nous entendu, y compris dans des bouches ministérielles, voire présidentielles, que la France était écrasée d'impôts – plus de la moitié de son PIB – et que cela entraînait un « boulet » à supporter dans la compétition internationale, notamment par rapport à l'Angleterre ou aux Etats-Unis. Pourtant, une démonstration très simple permet d'expliquer que les comparaisons ne sont pas raisons puisque l'on confronte en fait des systèmes qui ne comptabilisent pas le financement de la protection sociale de la même façon. Et que lorsque les comparaisons portent sur des systèmes comparables, la France s'en sort parfois plutôt bien. Ainsi, la santé, publique en France, privée aux Etats-Unis, mobilise 11 % du PIB en France, plus de 15 % aux Etats-Unis, avec pourtant 45 millions d'Américains sans assurance contre la maladie. Idem pour les dépenses de l'Etat qui sont moindres que dans les pays scandinaves, et très proches de la part consacrée par le Royaume-Uni.

Troisième sujet, le logement, qui est aujourd'hui un des enjeux principaux de la société française. Combien de Français connaissent les principaux éléments du problème : trois millions de mal-logés, une situation qui s'aggrave avec une demande en hausse, notamment du fait des changements familiaux, face à une offre de construction qui ne suit pas, notamment pour les logements sociaux, confrontés par ailleurs à des taux de rotation très bas (8 % en région parisienne, moins de 5 % à Paris), des loyers qui suivent la hausse des prix de l'immobilier, soit un doublement en six ans, des dépenses de l'Etat considérables, mais mal dirigées.

Cette connaissance, incontournable pour comprendre un débat, un enjeu, une question de société, sera pareillement développée sur les inégalités, le pouvoir d'achat et le SMIC, l'école, l'immigration, la protection sociale, le chômage, le travail, l'insécurité, la famille, la santé, l'environnement, la dette, l'Europe, la mondialisation.

L'éclairage donné sur certains faits permet aussi, au-delà des rectifications de croyances erronées ou des connaissances nécessaires à une bonne compréhension d'un sujet, de mettre en lumière le domaine où la France peut progresser. Par exemple l'efficacité de l'Etat, où Guillaume Duval montre que notre système public, dont nous sommes souvent si fiers, affiche aujourd'hui des résultats par rapport à ses objectifs fondamentaux moins bons que les pays scandinaves notamment. Idem pour le traitement du chômage.

Et c'est ainsi que l'on atteint la thèse sous-jacente de ce livre. Il existe en Europe deux principaux modèles sociaux : un modèle avec de fortes inégalités des revenus primaires et une faible régulation de l'action publique, essentiellement tournée vers le bon fonctionnement des marchés (le modèle « anglo-saxon »), un modèle avec une faible inégalité des revenus primaires et une forte action publique (le modèle « scandinave »). Les deux modèles fonctionnent ; après, c'est un choix sur le type de société que l'on souhaite.

Or, la France est entre deux chaises : elle a de fortes inégalités de revenus primaires, mais une forte action publique. D'où nombre de difficultés actuelles. On aurait pu penser que la dernière élection présidentielle représenterait un choix entre ces deux sociétés, après plusieurs années d'immobilisme. Cela a été en partie le cas, puisque l'équipe au pouvoir aujourd'hui emmène clairement la France vers le premier modèle. Mais ce choix a-t-il été fait dans la clarté ? Rien n'est moins sûr.

L'AVENIR DU TRAVAIL

sous la direction de **JACQUES ATTALI**

EDITIONS FAYARD, MAI 2007

PAR NICOLAS VIGNOLLES

juillet 2007

« Vers 2050, surgira un robot d'un genre nouveau : le Sobot (…), une intelligence artificielle fondée sur un algorithme imitant le génome humain, un 'esprit numérique' sans incarnation physique, travaillant dans l'univers virtuel ».

Jacques Attali, c'est Jules Verne. « Ce que j'ai écrit sera réalisé à la fin du siècle», prédisait l'auteur des *Voyages extraordinaires*. Même ambition – ou presque – pour l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand, qui nous propose, avec *L'avenir du travail*, une œuvre à mi-chemin entre roman d'anticipation et rapport prospectif. Bien sûr, point de Phileas Fogg ou de capitaine Nemo ici, restent l'idée d'une odyssée, l'impression que l'auteur d'*Une brève histoire de l'avenir*[1] nous plonge, à sa manière, au cœur d'*Un tour du monde inédit* ; dans le monde du travail tel qu'il sera en… 2050.

C'est un voyage dans le futur en deux escales ; d'abord le monde, ensuite la France.

La première partie revient sur les effets de la mondialisation et rappelle, exemples et chiffres à l'appui, la nature nécessairement évolutive du travail. Précieux détour par le présent qui permet de s'entendre sur ce qu'est le travail, sa valeur d'échange. Le travail n'est pas un stock, c'est un flux. Destructions, créations, comment s'organisera demain le travail ? Quelles seront les nouvelles règles du marché du travail ?

Ici, dans ces pages, s'imaginent – que dis-je s'imaginent, s'anticipent ! – ce que seront dans trente à quarante ans les emplois, les services, les industries, les entreprises, les technologies, les migrations. Quelques pistes sont esquissées. Demain, ce monde dans lequel le travail, rassurons-nous, conservera toute sa valeur, ce monde donc sera tout à la fois plus rapide en termes d'échanges, plus fluide en termes d'emplois et plus incertain aussi pour l'individu. Ce monde qui vient et dont les signes avant-coureurs se dessinent déjà sous nos yeux s'organisera finalement autour de trois économies nouvelles : l'une virtuelle, l'autre criminelle et la dernière relationnelle. Ce monde est à écrire et, pourtant, on le devine déjà.

Le progrès technique ne supprimera pas le travail ; il continuera de transformer notre rapport à lui. Il créera des besoins et des métiers nouveaux. Il appellera des sécurités professionnelles nouvelles et obligera les entreprises – 20 % d'entre

1. Jacques Attali, *Une brève histoire de l'avenir,* Editions Fayard, octobre 2006.

elles au moins en 2050 – à repenser largement la gestion de leurs ressources humaines. Celles-ci auront en effet à faire une lecture de plus en plus extensive de leur fonction sociale, de leur rôle, de leur rapport aux travailleurs, au-delà de la seule relation salariale ; il leur faudra répondre aux demandes de loisir, de santé, de culture. Le bien-être des salariés deviendra un des termes majeurs de la compétition entre les entreprises. Un nombre croissant d'employeurs proposera ce que l'Etat ou ses services assurent encore aujourd'hui. Pour attirer les « créatifs », les programmateurs informaticiens, les directeurs marketing de demain, pour ne pas perdre la bataille de l'innovation, l'entreprise devra prendre en charge les besoins de ses collaborateurs, de sa famille, leur proposer une offre de loisirs et se transformer même en agence de tourisme au moment de leurs congés.

Le monde vu par Attali, ce sont aussi des entreprises et des emplois « plus flexibles, mobiles, nomades, précaires ». Un monde où les entreprises les plus avancées, majoritairement situées dans les pays du Nord, finiront par se dématérialiser. Fonctionnant sur le modèle des troupes de théâtre, ces entreprises formeront des « réseaux collaboratifs », cherchant à attirer vers elles toujours plus de nouveaux talents, coordonnant la production de télétravailleurs distants de plusieurs milliers de kilomètres, créant des ponts virtuels entre travailleurs à domicile, concevant finalement leurs collaborateurs comme des consultants engagés « pour un temps ». Un monde enfin où globalement, la pénibilité et la précarité du travail iront grandissantes, où la demande de sécurités dans l'emploi, la formation et le chômage formeront un seul et même *continuum*, où les temps différents de l'activité professionnelle seront redéfinis.

Il y a le monde et il y a la France, le cas spécifique de la France, menacée de n'être bientôt plus, selon Jacques Attali, « qu'un pays de tourisme et de villégiature ». La menace peut faire sourire – ou frémir, au choix – mais la démonstration qui suit est des plus convaincantes. Les éléments d'analyse, les chiffres, les pistes d'avenir ; rien ne manque à cette seconde partie. Risquons-nous à un résumé sommaire : un danger, un diagnostic, des propositions d'actions.

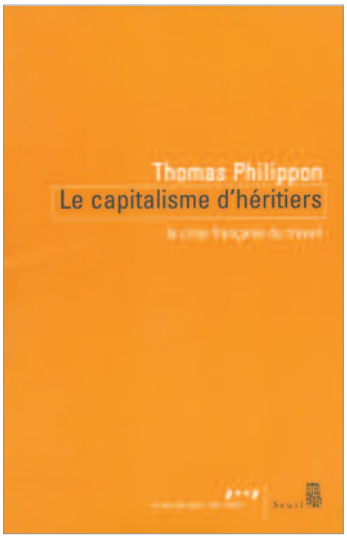
Le danger, on l'a dit, c'est de transformer la France en un immense parc d'attractions, avec une croissance des richesses de plus en plus dépendantes des activités de tourisme, d'hôtellerie, d'accueil, et un appareil productif, un niveau technologique et industriel devenu rédhibitoire dans le concert économique international.

Le diagnostic ensuite : clair et sans appel. Oui, la quantité de travail est plus faible en France que dans beaucoup de pays de l'OCDE. Oui, le volume d'heures travaillées y est insuffisant. Oui, le taux d'emploi y est notoirement trop faible. Oui, le travail des seniors et des jeunes doit être rapidement repensé. Oui enfin, l'investissement dans la formation, l'enseignement supérieur, la recherche n'est pas au niveau suffisant pour aujourd'hui permettre de moderniser notre appareil industriel et adapter notre marché du travail aux enjeux d'avenir et à la concurrence mondiale. Et revoilà le spectre baverezien du déclassement, me direz-vous. Pas tout à fait car les voies du salut existent et nous les expérimentons déjà, pour certaines d'entre elles.

Troisième temps de la démonstration – et oui, on n'est pas conseiller spécial à l'Elysée sans un goût prononcé pour la structuration de ses argumentaires – troisième temps donc, ce sont les propositions d'actions. Elles concernent de vastes champs : les emplois de services ou relationnels, l'amélioration du travail des jeunes, l'allongement du travail des seniors, la réflexion sur les modalités concrètes d'une sécurisation des parcours professionnels, la flexibilité du temps de travail, l'évolution de la notion de temps contraint, l'anticipation des besoins majeurs en termes d'immigration.

L'Avenir du travail est un livre aux idées claires, mais qui traite d'un avenir incertain. Il se lit comme une fiction, une anticipation.

Même quand l'urgence est à la refondation, il n'est pas interdit de voir loin.



LE CAPITALISME D'HÉRITIERS
La crise française du travail

THOMAS PHILIPPON

Editions du Seuil/La République des Idées, mars 2007

PAR NICOLAS VÉRON
mars 2007

Les archaïsmes de castes au cœur du capitalisme français[1]

L'approche des élections focalise le débat économique sur les enjeux publics : dette, fiscalité, réformes, aides, législation, réglementation. C'est légitime. Mais des causes différentes pourraient expliquer une part de nos problèmes de compétitivité et aussi du sentiment, si répandu en France, de blocage collectif. Dans un livre d'une clarté et d'une force de conviction exceptionnelles, l'économiste Thomas Philippon a laissé de côté les débats habituels de politique économique pour se concentrer sur l'institution de l'entreprise. Ses résultats sont édifiants. En s'appuyant sur un vaste ensemble de recherches comparatives réalisées des deux côtés de l'Atlantique, il montre que la « valeur travail » n'est pas moins forte en France qu'ailleurs, au contraire. Notre problème ne réside pas dans les croyances ou la culture des individus, mais plutôt dans l'absence de confiance entre dirigeants et collaborateurs, observable à tous les échelons.

Les racines en remontent loin dans le temps : il y a un siècle déjà, avec les taux de syndicalisation les plus bas du monde industrialisé, la France se distinguait par une atrophie du dialogue social et une incapacité à faire converger patrons et salariés sur des projets partagés, alors que cet objectif concentrait l'attention aux Etats-Unis dès la fin du XIX^{ème} siècle. L'originalité de la démarche de Philippon est le lien qu'elle établit entre relations du travail, syndicalisme et structure du capitalisme. Il est impossible de dire à qui revient la faute, entre d'une part un syndicalisme d'affrontement et, d'autre part, un « capitalisme de statut », ou d'« héritiers » comme dans le titre du livre, qui se renforcent mutuellement. Les dirigeants, nommés en fonction de leur appartenance de caste plutôt que de leur capacité à susciter l'adhésion et la performance, sont faiblement légitimes. Dans les entreprises familiales, c'est le fils (plus souvent que la fille) ou le gendre du patron qui succède à celui-ci. Dans celles dont l'Etat contrôle ou a longtemps contrôlé le capital, ou dans les entreprises fortement dépendantes d'achats publics ou de décisions politiques, la cooptation entre anciens des grands corps de la fonction publique tient lieu de modèle de recrutement au détriment des compétences et de l'expérience opérationnelle. Par contraste, les grosses PME du *Mittelstand* allemand

1. Cette chronique a été publiée dans *La Tribune* le 19 mars 2007.

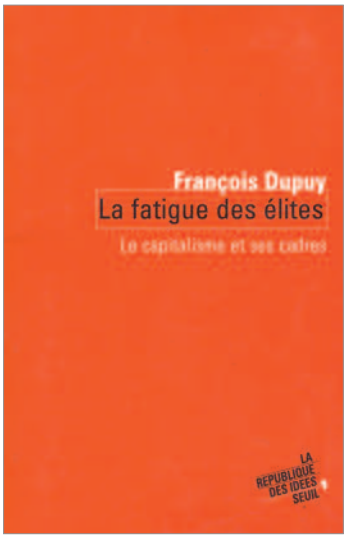
ont fait appel à des professionnels extérieurs aux lignées détentrices dès le début du XX^{ème} siècle. En 1993, 21 % seulement des patrons de grandes entreprises françaises devaient leur place à leur parcours de management en entreprise, contre 66 % en Allemagne (la situation s'est légèrement redressée depuis). L'illégitimité des dirigeants et l'irresponsabilité des syndicats s'entretiennent dans un solide cercle vicieux. Le résultat est une moindre performance, et des travailleurs malheureux.

En France, données à l'appui, même les cadres sont moins épanouis au travail que les ouvriers les moins qualifiés ne le sont au Danemark ou en Suisse. Aucune entreprise née en France ne figure dans les premières places du classement des entreprises françaises où les salariés se disent les plus satisfaits de travailler : les mieux notées sont toutes des filiales de groupes étrangers, notamment américains.

Dans un autre livre éclairant, la politologue Isabelle Ferreras, au terme d'une minutieuse enquête de terrain, met en lumière une dynamique comparable dans le secteur des supermarchés en Belgique francophone.[2] Elle fait bien ressortir l'inadéquation d'un régime de management qui, comme en France, fait généralement référence à l'autorité domestique du père de famille, par opposition à celle librement consentie du leader démocratique.

En bref, le « problème français » pourrait bien venir de l'intérieur de l'entreprise, au moins autant que de l'Etat. La puissance publique, pour autant, est-elle impuissante pour y répondre ? Certainement pas. Dans son livre, Thomas Philippon suggère plusieurs pistes, toutes indirectes mais toutes pertinentes : la fiscalité des successions ; l'architecture du système financier ; les règles de représentativité des syndicats ; le management dans l'administration publique ; l'indépendance des médias ; l'éducation. Il serait bon de pouvoir évaluer nos candidats, qu'ils soient de droite, de gauche ou du centre, sur leur capacité à comprendre un tel message et à en faire un levier pour l'action.

2. Isabelle Ferraras, *Critique politique du travail : travailler à l'heure de la société des services*, Editions Presses de Sciences po, collection Académique, janvier 2007.



LA FATIGUE DES ÉLITES ; LE CAPITALISME ET SES CADRES

FRANÇOIS DUPUY

Editions du Seuil / La République des Idées, mars 2005

PAR LIONEL CHOUKROUN

novembre 2005

« Cadres, vous n'êtes plus les rois de l'entreprise ! ». Voici le cri – et bien d'autres – lancé par François Dupuy, sociologue, à l'adresse de ces centaines de milliers de salariés des entreprises françaises. La mondialisation et la logique financière des entreprises ont profondément modifié les styles de management et d'organisation. Désarroi, perte de confiance, impression d'abandon sont les sentiments devenus courants au sein de cette population. L'auteur souligne, pour aggraver le tableau, deux facteurs : l'individualisme traditionnel des cadres et l'inversion des relations de pouvoir : le client est roi, l'actionnaire passe avant le salarié. Rien que de très entendu, mais l'analyse de son auteur nous éclaire sur les mécanismes subtils, subreptices qui transforment l'entreprise. Après « la France qui tombe », va-t-on assister à « des entreprises qui tombent et entraînent dans leur chute leur encadrement » ?

En effet, les cadres, habitués à être la « courroie de transmission » traditionnelle entre la direction générale de l'entreprise et leurs équipes, voient leur identité propre bousculée. La notion même d'encadrement n'a plus son sens. Combien de cadres sans équipes ? La participation – vraie ou fantasmée – aux décisions de l'entreprise ne concerne plus qu'une minorité. Combien de changements d'orientation stratégique appris en même temps que le reste de l'entreprise ?

Que reste-t-il de cette fonction, valorisante et largement soutenue par les directions générales à une autre époque ? Plus grand-chose selon l'auteur. La proximité avec le management se perd et les cadres sont affectés à des tâches sans encadrement, à des fonctions spécialisées, bref, on leur demande d'élargir leur champ de compétences « vers le bas ». Ils subissent de plein fouet ce que l'auteur appelle « la déprotection », ce phénomène d'instabilité profonde des organisations, de modification radicale des conditions de travail, de transformation de la relation aux autres dont les ingénieurs et cadres en subissent les premiers les conséquences. Cette « révolution des organisations » constitue un changement des façons quotidiennes de travailler et est illustrée par la perte d'un bien précieux pour les cadres : l'autonomie. Car, le paradoxe du taylorisme est là : ne coopérant pas, les acteurs se protègent ainsi contre la dureté de la relation aux autres, se créent un espace de tranquillité humaine !

Seuls, car fondamentalement individualistes, ils comprennent progressivement que l'entreprise n'a pas respecté son contrat : leur loyauté n'est pas

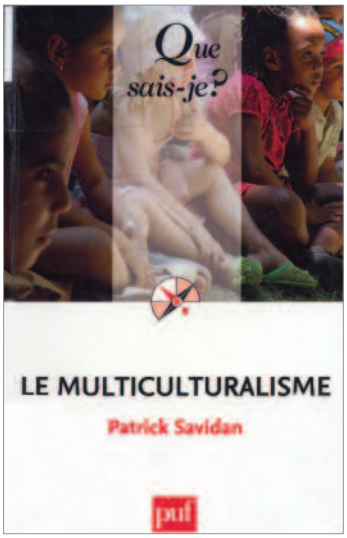
reconnue, les discours managériaux ne sont ni à la hauteur des enjeux, ni parfois capables de mettre en face des objectifs les moyens pour y parvenir. Face à ce constat amer, les cadres déclinent une série de réponses : perte de motivation, conception plus utilitariste de leur place dans l'entreprise, découverte des moyens d'action collectifs (la CFDT est devenue le premier syndicat de l'encadrement devant la CFE-CGC)… En définitive, les cadres souhaitent devenir des salariés comme les autres. Pour preuve, ils plébiscitent les 35 heures ! Au passage, l'auteur, par ailleurs président du think tank « L'ami public », fondé par Christian Blanc, affirme que cette réforme n'a pas créé d'emploi par le temps libéré. On aurait apprécié qu'il donne quelques éléments pour étayer cette assertion un peu courte.

François Dupuy dresse également quelques pistes de réflexion autour des parcours professionnels (créér de la « re-protection » par la polyvalence, ce que l'auteur nomme la « déspécialisation ») et de la négociation des parcours professionnels pour en faire des « mobilités apprenantes », enjeux majeurs pour nos entreprises et pour la gestion de leurs ressources humaines. Ces quelques idées, bien senties, mériteraient approfondissement. On peut regretter au passage le peu de place accordée à l'analyse des nouvelles relations sociales collectives et la façon dont les cadres ont vécu quelques grands moments sociaux tels que les grèves de 1995 ou la réforme des retraites.

REFAIRE SOCIÉTÉ

- III -

L'Humain dans tous ses états
(éthiques, pratiques et mystiques)



LE MULTICULTURALISME

PATRICK SAVIDAN

Editions Presses Universitaires de France, collection « Que sais-je ? », avril 2009

PAR JUDITH HERPE

juillet 2011

Vous prendrez bien un peu de hauteur ? C'est ce que nous proposait le philosophe Patrick Savidan dans son ouvrage sur le multiculturalisme, paru dans la collection didactique « Que sais-je ? » en 2009, dont la deuxième édition vient de sortir.

Afin de donner un peu d'air au débat sur les identités qui constituent une nation, le président de l'Observatoire des inégalités choisit de se placer sur le terrain des principes et du débat philosophique. Sa volonté est telle de ne pas se perdre dans les méandres des débats contemporains qui agitent, surtout depuis le début du mandat de Nicolas Sarkozy, la sphère politique – où à défaut de proposer de vraies réflexions sur le devenir de la cohésion sociale, on ébranle cette dernière à coups de boutoir répétés et orchestrés – que Patrick Savidan prend le risque de l'abstraction et de la densité théorique. Ce choix est le bienvenu. Il est le détour réflexif nécessaire pour interroger les fondements de notre construction démocratique et de sa capacité à être un opérateur de justice sociale.

Patrick Savidan n'analyse pas le fonctionnement de telle ou telle communauté, ni la forme de leur inscription dans la société majoritaire. Le propos de son ouvrage recherche la construction conceptuelle qui exige de se détacher des particularismes. Ce que l'auteur questionne, c'est le fonctionnement du corps démocratique, à la lumière de ses fondements, face à la diversité et aux demandes de reconnaissance des groupes qui la constituent, à l'heure de la mondialisation (le terme anglais de *globalisation* traduit alors mieux l'idée d'uniformisation).

La diversité ethnoculturelle est inscrite dans le génome des sociétés humaines. Que se soit par l'unification nationale ou par la résultante de mouvements migratoires de grande ampleur, le corps constitué des Etats est pluriel. La demande de reconnaissance de ces identités minoritaires est un fait social récent en ce sens qu'il est désormais devenu une demande politique importante, tant au plan national qu'international.

Si la reconnaissance des droits des minorités est sans conteste un axe de la légitimité des institutions internationales, si le combat contre la ségrégation, les relégations ethniques et toutes les formes d'oppression culturelle ou raciale ne fait pas débat, il en va beaucoup moins de soi lorsque l'on aborde la question des pluralismes culturels à l'échelle des Etats-nations.

Plusieurs raisons expliquent cette frilosité. C'est ce détour à la fois historique et éthique que prend tout d'abord Patrick Savidan, pour nous donner les clés conceptuelles utiles à la formulation du débat qui taraude nos sociétés contemporaines : le multiculturalisme est-il un affaiblissement de la Cité ou un approfondissement du libéralisme démocratique ?

L'IDÉAL RÉVOLUTIONNAIRE ET LES PRÉSUPPOSÉS DE L'ETAT DÉMOCRATIQUE

Les gouvernements démocratiques modernes se sont construits sur la destruction de hiérarchies préexistantes telle que l'aristocratie de l'Ancien Régime en France. Ces structures archaïques étaient organisées autour de l'enchevêtrement entre l'ordre naturel et l'ordre normatif, reposant sur un principe transcendant. C'est l'appartenance à un corps et à un rang qui fait alors l'individu. L'autre étant lui-même perçu par ses caractéristiques de caste et non par son humanité.

Le mouvement révolutionnaire, avec l'affirmation des valeurs d'égalité, d'autonomie et de liberté individuelle, entraîna donc un profond ébranlement de la conception de communauté – qui de naturelle devint de pure convention – mais aussi de la définition de l'être et de l'autre : en s'affirmant sujet, l'être démocratique redéfinissait l'altérité comme humanité.

Cette nouvelle expérience de l'altérité pose aussi la problématique de la reconnaissance de soi, de son identité par l'autre. Dans le cadre politique de nos démocraties modernes, elles-mêmes filles de la Révolution, cette interrogation sur la reconnaissance de ce qui est autre renvoie à la construction du corps social et citoyen. En un mot, comment accepter le particularisme sans mettre en péril l'universalisme ? Le principe unificateur de l'Etat-nation passe par l'identification de l'autre comme étant le même. La réduction de l'altérité est un facteur nécessaire de l'égalité et de la justice. Nos différences sont inessentielles, puisque que nos ressemblances sont, quant à elles, essentielles au regard de l'objectif unificateur fondateur du corps national.

On pourrait aisément se satisfaire de l'idéal démocratique. Beaucoup de penseurs, dont Patrick Savidan analyse les doctrines, prônent une sauvegarde acharnée de l'effacement du particularisme au nom de l'unité démocratique. En mettant de côté les tenants de la domination raciale, il est passionnant de revenir aux sources de la réflexion sur la constitution contemporaine du corps social. En reprenant les pensées de John Stuart Mill, Patrick Savidan nous permet d'envisager de manière diachronique le refus de la fragmentation associée cependant à une volonté de ne pas marginaliser les minorités. Pour Mill, l'unification culturelle et linguistique est une condition nécessaire de la démocratie représentative, afin d'éviter les anomies locales et de permettre une plus grande cohésion sociale et économique.

Passionnant aussi de retourner aux sources de la pensée républicaine et de sa distinction entre la sphère privée et la nation civique qu'elle seule reconnaît comme régulateur politique nécessitant l'homogénéisation. Nous sommes aux sources du principe assimilationniste français.

Que ce soit par attachement au « postulat d'une supériorité épistémologique du modèle de la Cité » (elle-même idéalisée), par crainte de la guerre civile, ou par défiance à l'égard d'une construction politique du communautarisme (Pierre-André Taguieff), les opposants au multiculturalisme se sont appuyés sur une définition de l'Etat démocratique comme facteur d'émancipation, d'égalité et de justice sociale et sur la reconnaissance de son rôle d'arbitre neutre.

Et si ce n'était pas le cas ?

L'ÉCHEC DE L'IDÉAL UNIVERSALISTE ET DE LA NEUTRALITÉ DE L'ETAT

Et si l'appareil démocratique au lieu d'unifier avait ségrégué à son tour, à sa manière ? Et si la neutralité de l'Etat avait plutôt pris les traits d'une mise en avant plus ou moins discrète de la norme majoritaire ?

Pour illustrer l'échec de la prétendue neutralité de l'Etat, Patrick Savidan choisit très justement l'exemple de notre calendrier traditionnel rythmé par les célébrations chrétiennes. Poser la question de la justification d'une telle norme religieuse pour scander les saisons de la population dans son ensemble – sans pour autant remettre en question non pas les racines mais l'histoire de France – revient très concrètement à interroger le rôle de l'Etat en tant que promoteur inavoué d'une identité majoritaire.

A partir du moment où l'Etat ne sait être neutre, où au lieu d'éradiquer les traces de particularismes il se fait agent culturel et promoteur d'une norme particulière, il devient non plus facteur d'unification mais de différenciation. Celui qui ne se reconnaît pas dans la norme majoritaire (et qui, par exemple, doit poser des jours de congés pour les fêtes de sa culture d'appartenance) se sent exclu du corps social.

LE MULTICULTURALISME : UN ENJEU DÉMOCRATIQUE ET DE JUSTICE SOCIALE

L'idéal démocratique et libéral s'abîme donc à nier les différences et à ne pas accorder de reconnaissance de droit à des identités culturelles minoritaires. A force d'universalisme ou de recherche de la « généralité sociale » (Pierre Rosanvallon), il entretient des attitudes et des représentations vécues comme des « marques de mépris social ».

La prise en compte politique du multiculturalisme est alors, comme le rappelle Patrick Savidan, non seulement un facteur d'émancipation pour les groupes minoritaires mais aussi un renforcement de la démocratie de l'Etat.

Plusieurs raisons plaident ainsi en faveur d'un multiculturalisme libéral : la lutte contre les inégalités ; le respect d'accords antérieurs ; l'enrichissement de la culture sociale globale. Le premier argument étant au cœur d'une redéfinition d'une politique démocratique.

Comment, dès lors que l'on admet l'intérêt principiel du multiculturalisme, construire une politique de la reconnaissance qui ne soit pas une traduction d'un repli sur soi communautaire par défiance envers un corps social dans lequel on ne se retrouve pas, ni la mise en œuvre d'un « monoculturalisme pluriel » (Amartya Sen) ou encore une légitimation passive de groupes illibéraux ? Ou, pour reprendre les mots de Charles Taylor, comment être « hospitalier à la différence » tout en assurant la justice et la cohésion d'ensemble ?

A cette interrogation fondamentale, Patrick Savidan répond en épousant le chemin réflexif et argumentaire du philosophe canadien Will Kymlicka, grand défenseur contemporain du multiculturalisme libéral (*cf. La citoyenneté multiculturelle*), et son questionnement de la définition du groupe minoritaire et de la reconnaissance de ses droits. Dans la théorie de Kymlicka, il y a une distinction entre les groupes pluriethniques ou migrants, qui en immigrant volontairement ont accepté les normes de leur nouvelle nation, et les minorités nationales tels que les Québécois au Canada. Patrick Savidan choisit de ne pas approfondir ce distinguo, ce que nous pouvons regretter au regard de la spécificité multiculturelle française. La France se pose, en effet, la question du multiculturalisme beaucoup plus à l'égard de ses populations issues des immigrations successives qu'au sujet des régionalismes. Mais là encore,

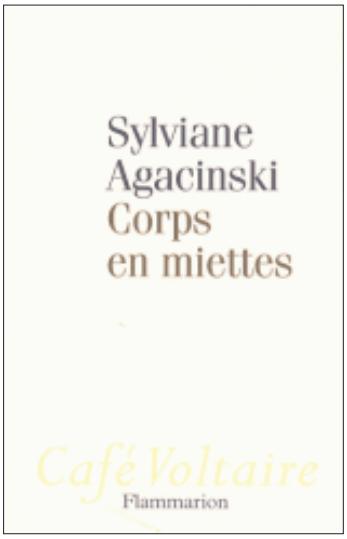
c'est en voulant s'abstraire des enjeux uniquement hexagonaux que l'auteur entend poser les principes conceptuels d'un multiculturalisme politique libéral.

Patrick Savidan fait cependant une entorse à son principe d'abstraction du contexte français en abordant l'épineux problème du voile à l'école. Le refus du *hijab*, perçu comme une décision profondément illibérale à l'étranger (*cf.* Anthony Giddens), s'est fait au nom, à la fois, du principe de laïcité mais aussi de la promotion de l'autonomie des femmes. Or, selon Patrick Savidan dans la lignée de nombreux penseurs du multiculturalisme libéral, l'effet obtenu était l'inverse de celui initialement recherché. Au nom de la laïcité républicaine, on a exclu puisqu'on a ainsi « [sanctionné] une logique de déni de reconnaissance », on a promu une vision monolithique et statique de la culture et on a placé les femmes musulmanes, jugées incapables de mener un travail critique, en situation de devoir choisir entre leur liberté et leur culture.

Patrick Savidan ne nie pas pour autant la problématique des dérives des cultures minoritaires niant ou mettant en péril les droits individuels (la culture majoritaire n'en est d'ailleurs pas exempte non plus). Existe-t-il, dès lors, des garde-fous à l'autonomisation et à la reconnaissance de droits minoritaires ? Oui, dit Savidan reprenant l'argumentaire de Kymlicka. La limite du libéralisme est ce qui est anti-libéral. Ou, autrement dit, si le multiculturalisme a vertu d'émancipateur, il ne peut donc accorder de licence à des groupes qui, au nom d'une certaine autonomie, dénient à certains de leurs membres le droit d'être libre.

Comme le dit Patrick Savidan, en conclusion de son ouvrage, le multiculturalisme politique est bien une réflexion sur la tolérance et ses limites. Et le parcours philosophique que l'auteur nous propose souligne bien le fait que s'il apparaît indiscutablement nécessaire de repenser notre modèle d'intégration, par trop d'aspects anti-démocratique, il convient cependant d'adopter la méthode des « accommodements raisonnables » telle que mise en œuvre en Angleterre et au Québec.

Les thématiques abordées par le philosophe – l'universalisme, le contrat social, la justice sociale, le droit des minorités… – sont au cœur des enjeux politiques actuels. En nous invitant à ne pas nous perdre dans les méandres des faits divers pour analyser la construction conceptuelle de la cohésion sociale dans notre Etat-nation, il réveille aussi chez nous l'envie de retourner à la réalité présente pour que des réponses soient apportées à des situations qui, instrumentalisées à des fins électorales, mettent gravement en danger nos principes démocratiques.



CORPS EN MIETTES

SYLVIANE AGACINSKI

Editions Flammarion, collection Café Voltaire, avril 2009

PAR TANGI LE NEVÉ RICORDEL

juin 2009

« Non, la France n'est pas en retard, affirme l'auteur sur la quatrième de couverture. Elle est en avance sur la protection, par la loi, de la dignité des personnes et de leur corps ». Au fil des 140 pages de son dernier essai, Sylviane Agacinski mène avec brio une lutte contre le *baby business* ; une lutte qu'elle ne veut surtout pas considérer comme un baroud d'honneur.

Alors que d'éminentes autorités – dont l'anthropologue Maurice Godelier – estiment le « mouvement irréversible en Occident », elle fournit aux opposants à la gestation pour autrui (GPA)[1] une batterie d'arguments d'autant plus efficaces qu'ils portent le sceau du féminisme et de la gauche… A quelques mois de la prochaine révision des lois bioéthiques, il s'agit là d'un renfort précieux, n'en doutons pas, pour les gardiens habituels de l'ordre naturel.

Interdite en France depuis 1994, la pratique des mères porteuses pourrait bientôt faire l'objet d'une légalisation. Un récent rapport du Sénat recommande en effet d'autoriser la maternité pour autrui sous réserve qu'elle soit strictement encadrée. Soucieuse, pour sa part, de préserver l'éthique de tout compromis, Sylviane Agacinski livre un réquisitoire implacable contre la GPA en ouvrant la bataille sur tous les fronts. Heidegger, Marx et Kant lui servent ainsi tour à tour pour défendre les créneaux de la citadelle assiégée.

L'auteur met d'abord en garde contre les dérives de la rationalité technique. D'emblée, elle rappelle que « la barbarie a toujours été moderne » et que « nous progressons parfois vers elle sans le vouloir, aveuglés par les 'progrès' de la puissance technologique ». Grâce aux avancées scientifiques, la reproduction humaine est désormais en passe de déserter l'univers charnel du désir pour gagner le fonds aseptisé des éprouvettes. Sous l'emprise du discours biotechnique et sous l'effet d'une survalorisation de la génétique, la procréation s'envisage toujours plus comme la *fabrication* d'un enfant sur la base de cellules éparses. Dans ces conditions, la GPA devient un moyen comme un autre. Mais cette désincarnation des processus les plus élémentaires coupe l'individu des sources de la vie humaine : « les liens entre les hommes et les liens entre les générations sont intraduisibles dans les termes de la biologie », rappelle-t-elle.

1. Cette pratique consiste à implanter l'embryon fécondé par le sperme et l'ovocyte d'un couple dans l'utérus d'une femme tierce.

L'auteur dénonce également la marchandisation des corps. Derrière la volonté des couples de surmonter leur stérilité par la GPA, elle débusque l'instrumentation de leurs désirs par un secteur industriel sans scrupule. A l'appui d'exemples étrangers, elle montre comment le *baby business* développe – à grands renforts de bons sentiments – un marché où l'offre et la demande se disputent le corps des femmes. Qu'il s'agisse de la mère porteuse ou de l'enfant à naître, l'un et l'autre deviennent des ressources que l'on dépense ou des produits que l'on achète. Ces pratiques mercantiles sont d'autant plus indignes qu'elles exploitent, dans de nombreux pays, un prolétariat féminin soucieux d'échapper à la misère.

Mais la principale critique de Sylviane Agacinski contre la GPA reste qu'elle porte atteinte – par elle-même – à la dignité de la personne. Quelles que soient les motivations de la mère porteuse (pécuniaires ou non) et quelles que soient les règles encadrant son utilisation (fins thérapeutiques ou pas), elle viole le principe fondamental qui interdit à quiconque la dépossession de soi-même. La mise à disposition de l'utérus engage, en effet, tout le corps de la femme durant neuf mois et la transforme en outil vivant au service d'un tiers. Que la femme soit consentante ne change ici rien au problème. Selon l'auteur, aucun individu n'est possesseur de son corps car chacun est son corps. Dès lors, le corps est par définition exclu de toute approche patrimoniale et reste, en toutes circonstances, inaliénable.

Conduite avec panache, la charge contre la GPA prend à revers certaines positions traditionnelles du féminisme. Longtemps considérés comme une source d'aliénation par les épigones de Simone de Beauvoir, la grossesse et l'accouchement retrouvent avec Sylviane Agacinski leur statut privilégié : eux seuls fondent la maternité. Cette approche renoue avec l'essentialisme d'un précédent essai, Politique des sexes, qui postulait déjà le principe intangible et universel de la polarité sexuelle. Face aux revendications de la Culture, l'auteur rappelle, à nouveau, les lois de la Nature : il est des règles contre lesquelles il est vain pour les hommes d'espérer tout vouloir.

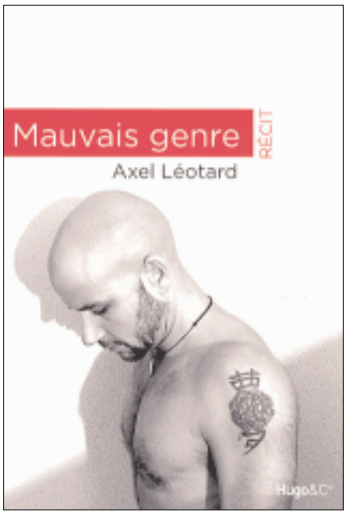
C'est peut-être sur ce point que l'argumentation de Sylviane Agacinski offre vraiment le flanc à la critique. Son édifice repose sur l'existence de normes objectives (maternité, dignité...) dont on cherche en vain le point d'appui dans nos sociétés marquées par l'individualisation et la sécularisation. Sur quelle légitimité peut-on aujourd'hui opposer à la liberté d'une personne l'idée que l'on se fait de sa dignité ? De quelle autorité le législateur peut-il encore fixer les règles du bien et du mal dans les choix intimes de chaque individu ? Que la loi soit toujours nécessaire pour veiller à ce que la liberté des uns ne viole pas celle des autres, certes ! Mais qu'elle doive également s'assurer de la conformité des comportements privés... « Dieu est mort », disait un autre philosophe... Et le vieil homme a emporté bien des règles avec lui dans sa tombe.

Dans la mesure où toutes les conditions d'un libre consentement sont réunies – et il est bien certain que cette vérification n'est jamais facile *quel que soit le contrat dont il s'agit* – il paraît impossible d'interdire le recours à la GPA sans ressusciter de grands concepts transcendants. La dignité du corps touche en effet à la sacralité quand sa définition échappe à l'individu et s'impose contre ses choix.

« Il faut admettre, dit l'auteur, que l'humanité reste devant nous, qu'elle est sans cesse, et à nouveau, incertaine, voire égarée, ne sachant plus ce que veut dire 'être humain' ». Si le doute est aussi radical, c'est qu'il est peut-être temps de renoncer aux prétentions de le définir encore une fois pour tous – et d'en confier le soin à chacun.

S'agit-il là d'une « vision libérale et individualiste de la liberté », comme l'affirme l'auteur ? Sans

doute, mais ces adjectifs qualificatifs suffisent-ils vraiment à la flétrir ? Et que peut-on lui opposer sinon la liberté des anciens caractérisée par la soumission de l'espace privé aux lois communes ? Au cours de son histoire – et pour sa plus grande gloire – la gauche a déjà ramassé bien des étendards de causes perdues... D'aucuns pensent pourtant qu'aujourd'hui Don Quichotte est fatigué.



MAUVAIS GENRE

AXEL LÉOTARD

Editions Hugo & Compagnie, février 2009

PAR JOËL LE DEROFF

mai 2009

On peut naître doté d'un caryotype XX, et devenir homme !
(utile complément à Beauvoir)

Il était une fois l'histoire d'un jeune homme à la tête fermement ancrée sur les épaules, cherchant à construire sa vie dans la liberté que la société européenne du XXIème siècle considère comme un droit acquis par tous les citoyens. Telle pourrait être l'accroche d'un résumé de *Mauvais genre*, récit autobiographique puissant.

Sauf que tout bascule, simplement parce qu'Axel Léotard, homme né femme, renvoie cette société libérale si avancée à ses interrogations et à ses monumentales confusions entre les notions du genre en tant qu'identité psychologique et sociale, du sexe en tant que caryotype et anatomie génitale, et de la sexualité en tant qu'interaction entre les désirs, les volontés et les corps.

Si *Mauvais genre* est incontournable, ce n'est pas parce qu'il raconte l'histoire d'une personne, aussi instructive et attachante soit-elle. C'est bien davantage parce que la force de caractère et de conviction du héros/auteur fait de son parcours personnel, associatif et militant, un tableau joyeusement vivant et radicalement implacable d'une réalité sociale niée, condamnée à l'invisibilité par une société qui ne la conçoit pas, et donc le plus souvent la rejette dans la marginalité, la précarité et l'exclusion.

Il y a de la révolte, assez pour la faire partager au lecteur le moins averti. Il n'y a pas une once de misérabilisme, tant le besoin de solidarité entre les personnes, tout au long du parcours de transition, est mis en évidence. Il y a de la douleur, parce que parfois cette solidarité fait défaut, et du bonheur, car parfois elle permet des découvertes. Bref : c'est difficile, mais c'est la vie !

Il y a surtout une puissante intelligence qui décrypte les regards des autres sur un corps et une personnalité (les siens propres !) qui évoluent et franchissent les frontières du genre et de la sexualité. Des frontières qu'une norme sociale donnée a construites patiemment pendant des siècles en Occident, comme on a construit à un moment de l'histoire une infranchissable muraille de Chine, laquelle couronne aujourd'hui, majestueuse, un paysage constitué d'un côté de la Chine, et de l'autre… de la Chine.

Il en va ainsi de l'humanité et de ses constructions matérielles ou sociales : des repères sans

doute, pas des bornes ! En marge de son récit, Axel Léotard nous le dit dans une allusion aux sociétés amérindiennes d'avant la colonisation.

MESSAGE POLITIQUE URGENT…

Ces dernières années, les militant-e-s des droits gays et lesbiens sont devenus, sans que le grand public en soit très conscient, des militant-e-s « LGBT », lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Les associations de convivialité, de réflexion, les groupes politiques agissant au sein des partis politiques français et européens ont adopté ce vocable. *Mauvais genre* le souligne, non sans moquer sévèrement la frilosité des respectables responsables associatifs gays et lesbiens, établis en porte-parole d'homosexuels qui ont certes encore bien des droits à défendre et acquérir, mais qui bénéficient, eux (en France du moins), du luxe d'une visibilité et d'un soutien institutionnel consolidés.

Peu à peu, une visibilité des personnes trans naît donc. Plus chaotiquement en France que dans d'autres pays. Difficile de désigner un modèle parfait, mais le Royaume-Uni a développé des législations antidiscriminatoires en réponse à des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. L'Espagne a adopté en 2007 une loi permettant la modification de l'état civil sans imposer d'intervention chirurgicale non souhaitée (les tribunaux français, souverains en l'absence de texte prévoyant la transition, demandent la preuve de la stérilisation).

Des revendications politiques existent pourtant pour mettre fin à la psychiatrisation de la transition et à l'arbitraire médical, judiciaire et administratif qui ruinent des vies. Au sein de la gauche française, Homosexualités et Socialisme (HES) a conduit depuis 2006 un travail de fond que les socialistes gagneraient à s'approprier[1], car il est grand temps d'agir. Un récent rapport de la Haute autorité de santé (HAS) montre à la fois que le débat public est désormais ouvert et qu'il est urgent pour les forces de progrès social de mériter leur nom en s'y investissant fortement, car aucune avancée n'est acquise.

L'arbitraire juridique, cela signifie être privé de papiers d'identité, de numéro de Sécurité sociale et de tout document officiel correspondant à son identité vécue. Par voie de conséquence, cela décuple la lourdeur des multiples tracasseries administratives. Cela expose à toutes les discriminations possibles et imaginables. Souvent, cela écarte les personnes du salariat. Le terme de « sans-papiers » trouve une nouvelle acception.

Ainsi précarisées, les personnes transgenres doivent faire face à toute une série de coûts, chiffrables au total en milliers et dizaines de milliers d'euros. Ce sont par exemple des frais médicaux, certains relativement modestes (endocrinologie), d'autres beaucoup plus lourds (chirurgie). Ce sont aussi des frais de procédure, d'ailleurs engagés sans aucune garantie de résultat : avocats, expertises médicales ordonnées par les juges.

Faut-il encore insister sur le coût psychologique ravageur d'une transition dans ces conditions ? Axel Léotard l'illustre sans réplique quand il croise, dans la salle d'attente de l'hôpital public où il tente d'obtenir un suivi médical, une jeune femme hagarde remerciant d'une voix atone le « spécialiste » qui a changé sa vie en la convaincant qu'elle était une malade mentale. Brisée par l'obscurantisme.

…CONTRE L'OBSCURANTISME

Le mot s'impose comme une évidence. L'ignorance peut expliquer bien des réflexes frileux et bien des méfiances. Il est compréhensible, de la part d'un médecin non averti, qu'il manifeste des

1. Cette recommandation est le fait de l'auteur de cette critique et n'apparaît pas dans *Mauvais genre*.

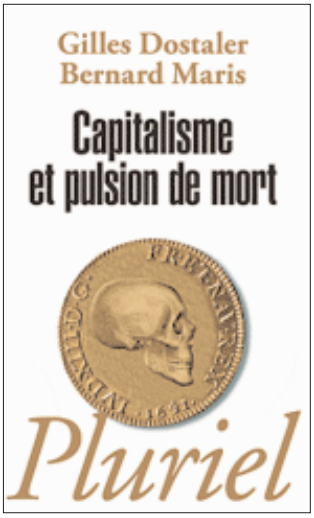
réticences à faciliter un parcours de transition irréversible, comportant éventuellement des interventions chirurgicales qui, sur la majorité des patients, relèveraient de la mutilation.

Mais quand les trans se heurtent à des spécialistes revendiqués, qui construisent leur renommée nationale sur leur prétendue compétence, alors qu'ils organisent délibérément les heurts et la durée inacceptable des parcours de leurs patients, il y a bien obscurantisme.

Quand les hôpitaux et les tribunaux soumettent les gens à un harcèlement incessant de questions intrusives, répétées à l'identique par des praticiens censés représenter des spécialités médicales différentes, il y a bien obscurantisme. Le récit de la triple expertise imposée à Axel Léotard (à ses frais) par le tribunal de Paris est édifiant : un endocrinologue, un psychiatre et un gynécologue, séparément et sans concertation, pataugent successivement dans la même confusion et se livrent à des interrogatoires déplacés, indignes, relevant d'un voyeurisme libidineux.

Quand tous ces professionnels hautement qualifiés refusent de voir et d'entendre que leurs chers patients courent le danger d'être mis à la rue et réduits à la prostitution, non par choix, mais parce que privés de tout ce qui permet l'accès à un emploi salarié, et qu'ils continuent à multiplier arbitrairement, sans ciller, délais, expertises et honoraires, en y ajoutant parfois l'insulte, alors il y a bien obscurantisme.

Et quand tous ces spécialistes placés en position d'autorité sabotent des vies, la conscience tranquille, sans apparemment réaliser ou vouloir savoir une seule seconde que des collègues et homologues, hors des frontières françaises, développent d'autres méthodes, les mettent en pratique, écrivent et publient, alors il y a bien obscurantisme.



CAPITALISME ET PULSION DE MORT

GILLES DOSTALER et BERNARD MARIS

Editions Albin Michel, janvier 2009

PAR VIRGINIE HIS
mars 2009

L'homme est pourtant bien doté de ce que l'on appelle communément la mémoire. Mais pourquoi diable n'utilise-t-il pas à bon escient cette faculté ? Il y a 80 ans, une crise que l'on pensait sans pareil ébranlait le monde. Une crise de démence passagère en réalité. Une première alerte. Des diagnostics ont alors été établis, des analyses effectuées mais le traitement prescrit n'était apparemment pas le bon. La rechute est d'autant plus violente.

Dans leur ouvrage consacré à la crise du capitalisme, Bernard Maris et Gilles Dostaler croisent la vision psychanalytique freudienne et la théorie économique keynésienne. Les auteurs, embarqués comme nous tous à bord de ce Titanic, s'interrogent : « Pourquoi les élites poussent-elles à fond les machines au beau milieu des icebergs ? Quelle inconsciente arrogance, quel désir de catastrophe, animent les hommes ? ». Convoquant Freud et Keynes à la rescousse, ils nous montrent comment ces deux penseurs contemporains de la crise de 1929 avaient, bien qu'évoluant *a priori* dans des sphères bien différentes, fait une analyse convergente des mécanismes qui mènent le système capitaliste à sa perte. Des mécanismes qui, loin des théories économiques, sont nichés au plus profond de la nature humaine dans ce qu'elle a de plus sombre.

Si Freud et Keynes aspirent tous deux à une humanité cultivée, ils savent que l'homme, bien que cultivé, reste dominé par ses pulsions primitives. La culture pousse les hommes, dont le penchant naturel pour l'agression est indéniable, à être meilleurs qu'ils ne le sont en réalité : tantôt dominés par la pulsion de vie, tantôt par la pulsion de mort. La mort qui est la fin de la vie, le terme, mais aussi la finalité, le but à atteindre.

Ainsi les auteurs citent-ils le livre de Job et ses termes d'une extrême violence : « Pourquoi ne suis-je pas mort dès le sein, n'ai-je péri aussitôt enfanté ? Pourquoi s'est-il trouvé deux genoux pour m'accueillir, deux mamelles pour m'allaiter ? » Le but de la vie serait donc la mort. La pulsion de vie pousse les hommes à assurer la survie de l'espèce. Cette pulsion de vie collective contient et retient les pulsions de mort individuelles, l'enjeu étant d'éviter qu'elles ne s'agrègent en pulsion collective destructrice. C'est le combat entre Eros et Thanatos.

Pour le plaisir (Eros), on consomme et cela nous détourne de notre pulsion de mort (Thanatos). La ruse du capitalisme est de canaliser, de détourner les forces d'anéantissement, la pulsion de mort, vers la croissance. On gagne du temps, on gagne

de l'argent, le temps devient de l'argent. Une course infernale est engagée pour accumuler plus, et plus encore. On produit et on reproduit à l'infini.

Pour autant la mort rôde toujours. Le plaisir de consommer mène à la destruction. On surproduit, on surconsomme jusqu'à l'overdose, jusqu'à l'aberration : l'accumulation de biens négatifs (déchets). La publicité et les médias entretiennent ce culte de l'insatiabilité et du nouveau. Les besoins sont de plus en plus grands, de plus en plus insatisfaits, créant désarroi, frustration et violence.

A l'inverse de cette boulimie du capitalisme, il y a une tendance puritaine qui consiste à accumuler sans dépenser. On retrouve là une forme d'abstinence, de refus du plaisir qui amène à la thésaurisation, à l'avarice. Le taux d'intérêt, nouveau paradis, en est la récompense !

Le paradis, parlons-en ! Si l'homme (et la femme en l'occurrence) ne s'était pas montré si faible, nous n'aurions pas été contraints de quitter le paradis terrestre où régnait l'abondance pour tous… Il a ainsi précipité l'humanité dans l'ère de la rareté, du labeur, de la technique, donnant ainsi naissance à l'économie. La technique et la science sont utilisées au profit de l'accumulation dans le but de recréer les conditions d'un nouveau paradis.

L'homme est donc coupable et cette culpabilité est le moteur de la culture et du capitalisme. La dette se transmet de génération en génération comme un refus héréditaire de la vie. Une nouvelle religion, celle du travail, bâtit ses églises, édicte ses commandements. Le chrétien, coupable, avare, est condamné à accumuler de l'argent pour racheter le poids de ses fautes. Pour le père de la psychanalyse, l'argent renvoie à la pulsion de mort enfouie dans l'inconscient. Il est mis en rapport avec les excréments, l'érotisme anal, la mort.

Keynes de son côté, plaide pour *l'euthanasie du rentier*. Fervent défenseur de la psychanalyse et des thèses de Freud, il établit le lien entre la pulsion de mort et le désir de liquidité, la tendance rentière des économies. Il considère que l'amour de l'argent est le problème moral de son époque (que dirait-il de la nôtre…) et qu'il faut en débarrasser le monde. Il parle de « désir mortifère de l'argent » et réfute la théorie quantitative de la monnaie : « […] booms et dépressions témoignent que la monnaie n'est pas neutre ». Ainsi érige-t-il en modèle un élu d'Athènes, Solon, qui en 594 avant J.-C. a été le premier à utiliser la loi pour modifier la valeur de la monnaie. Deux siècles plus tard, Platon décrit les ravages de l'amour irraisonné de l'argent et évoque avant Freud le mythe de Midas. On ne pourra pas dire qu'on ne nous avait pas prévenus…

Keynes, qui s'était farouchement opposé à l'étalon or, considérait le métal précieux comme « une relique barbare », « un fétiche qui jouit encore du prestige de son parfum et de sa couleur ». Il prône une monnaie « fondante » qui ne servirait qu'à l'échange. Dès lors que l'argent devient une réserve de valeur, cela ouvre la voie au désordre et à la perversion : d'intermédiaire, l'argent devient une fin en soi, un objet de convoitise.

Mais l'argent a un rôle essentiel de canaliseur de la violence des hommes. La civilisation, la culture sont sans cesse menacées de désagrégation. Il faut souder les hommes. Envieux, imitateur, violent, l'homme refonde sans cesse la société pacifique à travers le meurtre collectif du bouc émissaire : « Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque que sur ses concitoyens », écrit Keynes.

Accumuler c'est repousser la violence, mais vient le temps où celle-ci ne peut plus être contenue et s'exprime. « Le marché contient la panique » au double sens du terme.

Keynes met en rapport les thèses de Freud sur la psychologie des foules et le marché. Ce dernier

est conçu comme un objet collectif en soi : « C'est une foule aveugle, moutonnière, ignorante, stupide, sujette à la panique, et sensible au mouvement qu'elle provoque ».

L'analyse de Freud des notions de concurrence et de compétition qui animent le marché nous éclaire encore un peu plus. Dans la concurrence, il y a ce qu'il appelle une *rivalité mimétique*. Tels les moutons de Panurge, nous courons avec d'autres vers le même point, même si ce point est le néant.

Dans la compétition, on cherche à obtenir les mêmes avantages que les autres dans une dimension quasi infantile. L'homme est insatiable, perpétuellement insatisfait. Le capitalisme apparaît alors comme un moment puéril, inachevé, immature de l'humanité. « Dans la meute il faut hurler avec les loups », écrit le professeur. Le marché est donc le lieu de l'opinion moyenne où jouent à plein le mimétisme et l'envie, « poison des sociétés modernes uniformisées et indifférenciées ». « En proclamant l'égalité de tous, on a promulgué la déclaration des droits de l'envie », disait Balzac[1].

Alors évidemment à l'heure de la mondialisation, c'est l'humanité toute entière embarquée dans ce train de folie poussé à toute vapeur qui court à sa perte. Les auteurs échafaudent des pistes bien noires sur l'évolution de l'homme et de ce système économique infernal.

Midas, Orphée, Narcisse…, les mythes et les contes populaires nous interpellent pourtant depuis des siècles sur notre rapport à l'argent, à la consommation. Sans doute serait-il opportun, tout comme la psychanalyse d'ailleurs, de les enseigner dans les grandes écoles et les universités où sont formées les élites d'aujourd'hui. Peut-être parmi elles se cache le Solon du XXIème siècle ?

Peut-être faut-il garder l'espoir avec Michel Foucault que « De l'homme à l'homme vrai, le chemin passe par l'homme fou »[2] et que nous sommes sur ce chemin.

1. Honoré de Balzac, *Beatrix*, Gallimard, 1979.

2. Michel Foucault, *Maladie mentale et psychologie*, PUF, 4ème édition 2005.

OUVRIR LA POLITIQUE À LA DIVERSITÉ

ERIC KESLASSY

NOTE DE L'INSTITUT MONTAIGNE, JANVIER 2009

PAR VINCENT TIBERJ

mars 2009

L'élection de Barack Obama n'est que le dernier événement en date scandant cruellement le retard hexagonal en matière d'ouverture politique à la diversité. Cette note fait office de bonne piqûre de rappel face à un système politique qui a la fâcheuse tendance à préférer la reproduction au renouvellement. Comment ne pas s'interroger avec l'auteur sur les retards français, quand on les met en perspective avec d'autres démocraties ? Les Etats-Unis font figure de référence à la fois positive et négative (« le communautarisme américain »). Force est de constater que la politique prend des couleurs dans bien d'autres pays. L'Angleterre compte 15 députés et 28 Lords issus des minorités visibles. Au Pays-Bas, les « nouveaux Néerlandais » représentent 8 % des membres de la chambre basse et 3 % de la chambre haute. L'Italie, pays d'immigration récente, compte deux députés issus des minorités. L'honneur français est sauf puisque notre assemblée en compterait trois[1] (hors représentants des DOM-TOM).

Comment en est-on arrivé là alors que, avec Gaston Monnerville, « protocolairement un Noir a été le deuxième personnage de l'Etat français de 1958 à 1968 » (p. 13) ? Ce n'est pas pour rien que l'auteur rappelle le sort fait aux femmes dans la classe politique ; il aurait pu faire de même pour la représentation des moins de cinquante ans ou des non-cadres. La diversité est bien en butte à un mode de fonctionnement sclérosant des partis qui inconsciemment ou sciemment mettent en avant une définition du « bon candidat ». L'incapacité de la représentation politique à « faire France »[2] n'est pas qu'une affaire de couleur, c'est aussi une affaire de genre, de génération et de classe sociale.

Avec Mariette Sineau, nous avions ainsi pu caractériser le député français type en 2002 : un homme (87,5 %), blanc, âgé de 58 ans en moyenne, titulaire d'un diplôme supérieur au baccalauréat (82 %, contre 17,5 % dans la population française), souvent issu d'une grande école (17,5 %) et exerçant une profession intellectuelle supérieure (49 %, contre 7 % de la population française). Obligation de désigner des femmes ? Pas de problème : on les cherche dans les mêmes classes d'âge et dans les mêmes milieux sociaux.[3]

1. Notons qu'ici Eric Keslassy est obligé d'utiliser une « méthode empirique » qui peut être contestée, mais qui, de par ses défauts mêmes, montre bien le besoin qu'il y a désormais de compter, selon des méthodes et des définitions objectives et scientifiques.
2. Michèle Tribalat, *Faire France*, Paris, La Découverte, 1995.
3. Mariette Sineau, Vincent Tiberj, « Candidats et députés français en 2002. Une approche sociale de la représentation », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 2, avril 2007.

La représentation nationale préfère le blanc et blanc ? C'est parce que les candidats de la diversité « n'avaient pas le niveau » (Patrick Ollier, cité p. 41). Rien à voir avec le fait que l'UMP les investit dans le X^{ème}, le XVIII^{ème} ou le XX^{ème} arrondissement parisien… Des endroits où la gauche dépasse allègrement les 60 %. Attendons avec impatience la performance de Patrick Ollier dans ces quartiers. Eric Keslassy démonte exemple à l'appui la reproduction partisane : le rôle central et dès lors conservateur des commissions d'investiture, la diversité de façade promue par les partis de gouvernement[4], cette tendance à faire des rares élus de la diversité des spécialistes de la politique de la ville ou de l'intégration, comme c'était déjà le cas des femmes en matière d'enfance ou d'éducation…

Face à ce constat d'échec, Eric Keslassy fait le compte des obstacles réels et imaginés. Il en va ainsi d'un électorat « frileux », alors même que les citoyens de base semblent sur ce point en avance sur ceux qui sont censés parler en leur nom.[5] Il en va aussi de cette idée à la vie dure d'un manque de talent des enfants de l'immigration.[6] A ce sujet, l'auteur considère qu'ils délaissent trop le militantisme partisan. On remarquera pourtant que des militants de la diversité, il en existe et que leur carrière commence à être longue.[7] Pour une même ancienneté militante, on devrait s'attendre à les voir plus souvent en haut de la hiérarchie partisane et politique...

L'auteur pointe les blocages et leurs sources, blocages tels qu'il ne peut que préconiser à large spectre : faciliter en amont la diversification des élites en multipliant des dispositifs similaires à ceux que Richard Descoings a mis en place à Sciences Po-Paris, modifier en profondeur le système politique (dose de proportionnelle, limite en durée et en nombre des mandats, organisation de « primaires ouvertes » à l'américaine ou encore droit de vote aux étrangers non-européens). Sur ce dernier point, notons que, dans le baromètre CNCDH de 2007, seuls 42 % des Français s'y opposent encore ; mais l'électorat n'est pas prêt, selon Nicolas Sarkozy. On retrouve des antiennes de notre débat public, certaines de ces préconisations figurent même dans le rapport Balladur. Difficile donc de les appliquer, dira-t-on. Certes, en bloc, c'est le cas. Pourtant, si l'on se réfère aux autres démocraties, il suffit qu'une seule soit effectivement mise en place pour que la représentation des minorités progresse – mode de scrutin « conservateur » mais primaires ouvertes (Etats-Unis), droit de vote des étrangers (Pays-Bas) – et on voit où l'on en est.

Voilà donc une note-bilan accessible et pédagogique, qui apporte sa pierre aux voix scientifiques, politiques et associatives qui militent déjà sur cette nécessité démocratique : que la politique prenne enfin des couleurs !

4. Les réponses de François Hollande et Patrick Devedjian aux demandes d'interview de l'auteur sont savoureuses : en résumé une question qui tient à cœur mais hélas, les contraintes d'emploi du temps…

5. Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, *Représenter la diversité : fardeau ou opportunité électorale* ?, Note de la Fondation Jean-Jaurès, n°1, septembre 2006.

6. C'est ainsi que Lionel Jospin justifie l'absence dans son gouvernement de représentant de la France plurielle (p. 43). Etonnant quand on regarde de près les membres du Club XXI^{ème} siècle, pour ne citer qu'eux, ou que l'on se réfère aux enquêtes de l'Insee sur la mobilité sociale des enfants de l'immigration (http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip1042.pdf)

7. Voir Vincent Geisser et Yamine Soum, *Discriminer pour mieux régner*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2008.

PETIT ÉLOGE DE LA COLÈRE

PATRICK AMINE

Editions Gallimard, , collection « Petits éloges », août 2008

PAR FRANÇOIS BUSIER

janvier 2009

Restons calmes… Patrick Amine, que certains ont pu croiser au coin d'une page ou d'une musique, en tant que journaliste, écrivain, critique d'art, éditeur indépendant, parolier ou comme fin connaisseur des milieux et de la musique rock, ne nous incite pas, ici, à ressortir de nos caves ou de nos greniers débordants les vieilles fourches, aujourd'hui rouillées, des souvenirs passés de nos révolutions oubliées. Que nenni. L'objet de cet opuscule relève plutôt du geste de salubrité personnelle, « cette colère dont je fais l'éloge ne peut être vécue ou assumée pleinement par tous. Elle est essentiellement violente, antisociale et souvent pénible à supporter physiquement et psychologiquement. C'est peut-être la raison pour laquelle je lui voue un culte inaltérable et infini ».[1]

Comme vous le devinez, ce livre n'est pas le lieu de la colère mesquine, de celle qui vous étreint lorsqu'un malfaisant s'empare d'une place de parking qui vous semblait destinée ou de celle qui vous durcit les dents à la vue du trou dans le pull tout neuf que vous venez d'acquérir ! Non, foin de ces enfantillages ! Délaissons, sur l'heure, ces anecdotes puériles ! Ce dont il est question, c'est de cette colère tissée dans le drap et dans la transcendance dont on fait les tragédies. Patrick Amine va jusqu'à citer même Henry James qui, en son temps, en appelait déjà à « l'imagination du désastre ».[2] C'est dire…

Mais la colère peut s'avérer saine quand elle permet de n'être pas emporté par notre propre souffrance. De celle qui s'enracine bien au-delà de l'irritation passagère, de celle qui vous tord le cerveau et les tripes devant l'injustice, l'incohérence, l'absurdité et surtout devant la bêtise du monde. Cependant, cette invitée qui ne prévient pas vaut bien l'effort d'être apprivoisée pour devenir constructive. Pour devenir vertu.

S'emporter pour ne pas être emporté. Car cette majesté de l'éréthisme est une dévoreuse, qui réclame une exigence de vigilance autant qu'un effort surhumain pour dire l'inhumain, et le dépasser. Car il ne peut y avoir de fausse colère, d'où cette obligation de fermeté, cette absence d'artifice, cette proximité avec le vrai et le fondamental ; il ne peut y avoir de réelle colère sans une véritable indignation, sans le chatouillis de l'universel…

Patrick Amine n'hésite pas, d'ailleurs, à la comparer à la luxure, comme une sorte de « grâce

1 & 2. *Cf.* p. 10.

divine immédiatement censurée ».[3] Nous sommes donc dans le lourd, dans le métaphysique, dans un monde parallèle où la colère reprend, en fin de compte, du poil de la Bête ; nous sommes, surtout, loin des terres de la bien-pensance et de ses petits arrangements entre ennemis. La colère met en scène les corps dans l'expression de leur vérité nue, dans cet instant où la séduction, déjà dépassée, s'avère inutile puis oubliée. À l'image de la luxure, la colère éclate le doux vernis du spectacle social consensuel, et c'est très certainement ce qui heurte et choque, bien plus que l'exhibition de crudité éruptive : l'œil policé ne supporte toujours pas ce passage de la souffrance à la fureur, d'autant moins qu'il ne peut pas ne pas le voir. La colère ne s'encombre de rien ; c'est une évidence à l'assaut du lien social : la colère ne négocie pas. Fort heureusement, les excès de vertu dont aime à se parer la civilisation constitue l'une des cibles privilégiées de cette colère profonde et puissante, qui se révèle, alors, colère des dieux, et qui trouve, là, une certaine forme de noblesse. Gare aux faux-culs et aux faux-jetons en présence…

De même que la colère peut s'emparer de tout et de tous, Patrick Amine fait feu de tout bois en abordant son sujet par toutes les voies qui lui semblent opportunes. Loin de l'article encyclopédiste, il tente maintes approches et virevolte parmi ses propres irritations et les exaspérations de personnages célèbres (Khrouchtchev martelant, chaussure à la main, son pupitre à l'ONU), auxquelles il ajoute les coups de sang d'auteurs qu'il qualifie de « fulminants ».

Sa colère, tout d'abord. L'auteur se plaît à explorer des chemins de traverse qui le mènent à arpenter quelques analyses historiques, mythologiques, psychologiques ou sociales en accompagnement et partage de quelques-unes de ses franches fâcheries. Au-delà du fait divers ou de l'anecdote, ce qui se lit correspond bien à la description faite en début d'ouvrage : « j'éprouve constamment de la colère lorsque je sens immédiatement chez les êtres qui m'entourent leur esprit pernicieux, prêt à déverser sur vous des idées doucereuses, assiégées de bonnes intentions, leur sentimentalisme de quatre sous, leurs falsifications fondamentales. L'idée reçue distillée invariablement me soulève le cœur ».[4] Flaubert n'est pas loin… Il l'est d'autant moins qu'il répond, en bon tempêteur qui se respecte, à l'appel tonitruant de notre élogiste moderne, dans un joyeux mélange des genres visant à effacer des frontières littéraires par trop incertaines, eu égard à la matière et au courroux que distille cet exercice de style.

Là réside l'un des charmes les plus délectables de ce petit ouvrage : la présence, pas du tout chiche, d'une foultitude de références et de citations d'écrivains, à la plume – comme à l'âme, certainement – bien trempée. Ce double regard, personnel et littéraire, apporte à l'ouvrage une congruence et une épaisseur des plus jubilatoires. Au choix, selon votre humeur et vos ires : « Lorsque les rois ne savent plus régner – les peuples s'énervent » (Louis Calaferte) ; « Je refuse de savoir ce que peut penser des hommes de talent un homme qui n'en a pas » (Jules Renard) ; « Etonnantes jocrisseries des occultes (!) qui ont besoin de rires et de grimoires pour sentir la présence du Démon, et qui ne voient pas le Satanisme – à crever les yeux – de leur épicier, par exemple » (Léon Bloy) ; « Un livre est un miroir ; quand c'est un macaque qui s'y mire, il ne réfléchit pas le visage d'un apôtre » (Lichtenberg) ; « Car le poète – je ne parle pas des amuseurs de toutes sortes – ne peut être reconnu comme tel s'il ne s'oppose par un non-conformisme total au monde où il vit » (Benjamin Péret) ; « Un déluge mal observé c'est toute une ère entière pour rien !… toute une humanité souffrante qui a juste servi les asticots !… » (Céline) ; « C'est vous qui devriez être en devenir, pas votre

4. *Cf.* p. 12.
5. *Harold Pinter, l'homme en colère*, Le Figaro.fr, rubrique *Théâtre*, édition du 26 décembre 2008.

foutu connard d'ordinateur » (Kurt Vonnegut) ; « La colère est sublime et veut des mots altiers » (Boileau) ; « Indiquer les désastres produits par les changements de mœurs est la seule mission des livres » (Balzac) ; et, pour finir : « Je ne voudrais pas crever avant d'avoir déversé quelques pots de merde sur la tête de mes semblables » (Gustave Flaubert). A bon entendeur…

Ce *Petit éloge de la colère* indique quelques portes qui ouvrent à la colère : à vous de les enfoncer furieusement ou de les pousser avec délicatesse, pour mieux exploser ensuite ! A ce titre, il y manque une vraie colère, celle, énaurme, kolossale, lancinante, débordante et fondamentale de l'auteur ; celle de ses exécrations les plus absolues ; celle qui l'a poussé à écrire ces pages, à affronter ses démons les plus obscurs pour en transformer la matière, brute et première, en révolte pour dépasser ainsi le simple stade de la crise de nerf trépidante ou de l'offuscation mondaine. Le lecteur en reste quelque peu orphelin… Car la colère produit le déchaînement d'une violence indispensable à l'extirpation des racines d'une souffrance vécue, désormais, comme insupportable. De celle qu'il faut, sans doute, partager et attiser pour arracher une séparation des églises et de l'Etat, ou défendre une conviction malmenée par des faits barbares auxquels, pourtant, nul ne semble prêter attention… De celle qui vous fait prendre une arme, qu'elle soit de plomb ou de plume, pour raviver les feux mourants d'une quelconque dignité ou lucidité. Ou de celle qui marqua tant Harold Pinter – issu de cette génération des « jeunes gens en colère »[5] – pour qu'il s'opposât si durement à l'invasion de l'Irak, à l'embargo contre Cuba, aux violations des droits de l'homme, à Tony Blair et par tant d'autres combats, qu'il finît, en 2005 (l'année de l'attribution de son Prix Nobel de littérature), par annoncer qu'il cesserait d'écrire des pièces pour se consacrer à la politique. Harold Pinter, « qui dans ses drames découvre l'abîme sous les bavardages et se force un passage dans la pièce close de l'oppression ».[6] Une grande colère ne peut être que le fruit de la conscience d'une atteinte inacceptable au bien commun. Malheureusement, il arrive que les voix se taisent aussi…

Pour Patrick Amine, et pour en finir, une saine colère est « le propre de l'homme qui reste debout »[7] ; elle se doit de « posséder cette fierté nue qui lui donne tant de qualités, et une souveraineté insoupçonnée », et dont « le charme n'existe que pour les courageux ».[8] Alors, restons calmes, mais pas trop. Louons notre colère à l'heure rouge d'en lâcher les chiens enragés et furieux, afin de dévorer avidement la vie à pleines dents ; ordonnons de même, à ceux de nos molosses les plus féroces – sorte de cerbères libérés de leur condition de gardiens – d'aller mordre, bien plus cruellement encore, la bêtise et l'injustice au cul.

6. Voir http://www.svenskaakademien.se/web/02a9e228-b513-4fdd-9daf-0df79777bc07.aspx
7. *Cf.* p. 20.
8. *Cf.* p. 138.

LE PLAN VERMEIL
Modeste proposition

RÉGIS DEBRAY

Editions Gallimard, Hors-série Connaissance, octobre 2004

PAR GILLES FINCHELSTEIN
février 2005

Régis Debray – ou, plutôt, un faux Régis Debray – a publié un livre, intitulé Le plan vermeil. Il s'agit d'un rapport – ou, plutôt, d'un faux rapport – consacré au vieillissement de la population française dans lequel, pour dénoncer le cynisme de notre société, il propose un certain nombre de mesures radicales visant à « réduire » le nombre de personnes âgées. La Fondation Jean-Jaurès s'est « procurée » la note – ou, plutôt, la fausse note – préparant l'entretien d'un faux ministre avec Régis Debray. Puisque le procédé semble à la mode, elle est signée par un mystérieux Monsieur Y – Gilles Finchelstein, en effet, ne souhaite pas être identifié comme auteur de cet exercice périlleux.

Le conseiller spécial

Monsieur le Ministre,

Vous allez recevoir Régis Debray, auteur du rapport intitulé *Le plan vermeil* consacré au vieillissement de la population française. Il formule des propositions novatrices et radicales permettant de « rééquilibrer » notre pyramide des âges : vous trouverez en pièce jointe une synthèse de ce rapport. Aussi, la présence note a pour objet exclusif de vous proposer un guide d'entretien.

Avant cela, parce que je sais que vous avez hésité, je tiens à vous dire que je suis convaincu de l'utilité de ce rendez-vous avec Régis Debray. Bien sûr, il est inutile d'insister sur l'inopportunité de ce rapport dont la commande, le choix du thème comme l'identité de l'auteur constituent « l'héritage » de votre prédécesseur – un de plus, merci pour lui… Je mesure combien cet entretien peut vous être pénible : quoi de commun, en effet, entre lui et vous ? Entre le « philosophe » ringard et l'économiste moderne ? Entre le ronchon invétéré et le volontariste impénitent ? Entre la glorification du passé et la projection dans le futur ? Entre la dernière trace du gaullisme et la nouvelle version du libéralisme ? Entre l'attachement désuet à l'écrit et le choix assumé de l'oral ? Entre l'idéologue qui ne pense que « systèmes » et le pragmatique qui ne parle que « résultats » ? Entre l'ex-gauchiste français revenu de tout, et d'abord de l'Amérique du Sud, et la droite mondialisée qui est chez elle partout, et d'abord en Amérique du Nord ? Oui, nous nous connaissons depuis trop longtemps pour que j'ignore tout cela. Mais il faut malgré tout en passer par là… « La tradition républicaine », ont avancé certains membres de votre équipe – vous voyez jusqu'où peut aller la contamination de ces concepts éculés ! Non ! Le seul argument qui justifie ce rendez-vous est

– évidemment – l'écho médiatique que nous allons lui donner : la photo dans Paris Match est acquise, l'image dans le 20 heures reste possible, nous négocions de bonnes reprises dans quelques journaux « amis ». J'ajoute que cela peut permettre en outre d'assourdir l'écho de la publication du douloureux plan « PXK2 » qui sera – opportunément – rendu public le même jour…

S'agissant du constat formulé par Régis Debray, il est banal mais, reconnaissons-le, il n'est pas bancal. Tous les chiffres qu'il avance sur le vieillissement de la population française, sur ses incidences négatives pour la croissance économique ou sur ses conséquences dramatiques pour l'équilibre de la Sécurité sociale sont parfaitement exacts – je les ai fait vérifier par la Direction de la prévision, de l'anticipation et de la futurologie. Régis Debray aurait pu être un parfait technocrate ! Dites-le lui d'emblée : je ne sais s'il y verra un éloge de sa rigueur ou s'il le percevra comme une critique de sa banalisation, mais cela le déstabilisera peut-être… et cela vous amusera sûrement.

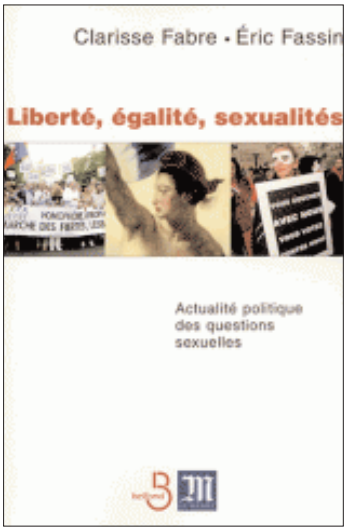
S'agissant du style de son rapport, la plume est classique mais, reconnaissons-le également, la plume est agile. Si j'osais, je dirais que ses formules n'ont pas toujours de sens mais qu'il conserve le sens de la formule ! Je vous en cite quelques-unes consacrées à la vieillesse et à la mort, piochées au hasard mais qui lui donneront l'impression, à laquelle il sera sensible, que vous avez lu personnellement son rapport. « Ellipse des soins funéraires, inflation des soins intensifs » ; « le flux oxygéné contre le stock oxydé », « ceux pour qui demain ne sera pas un autre jour mais le même en pire », « savoir s'il convient de donner à chacun sa propre mort ou à tous une mort propre ». Je m'arrête là en vous mettant malgré tout en garde sur le point suivant : n'abusez pas du dithyrambe sur son style. D'abord, parce vous ne serez pas le premier. Ensuite, parce qu'il prendra cela comme une diversion. Enfin, parce que je me souviens que, dans l'un de ses précédents essais autobiographiques – *Les masques*, je crois –, il avait écrit que « le style n'est pas l'homme mais la revanche de ce qu'il se veut sur ce qu'il est ».

S'agissant des idées du rapport de Régis Debray, il convient, vous vous en doutez, d'en prendre un peu et d'en laisser beaucoup… Elles ont déjà été exprimées maintes fois, par lui ou par d'autres, mais certaines peuvent alimenter agréablement votre entretien. Pour vous donner un exemple que vous pourrez utiliser, les développements qu'il consacre au « passage d'une société de transmission, où le temps est la dimension cruciale, à une société de communication immédiate, où l'espace tient la vedette », ne sont pas inintéressants. Il explique que nous assistons à une inversion du « fléchage du temps », que « pendant deux millénaires, les hommes se sont vieillis pour se valoriser », que « pour accréditer un mythe et le rendre respectable, les Grecs le proclamaient égyptien ; les Romains, grec ; et les seigneurs médiévaux, romain ». Il ajoute que « nous sommes la première civilisation où la compétence acquise fait obstacle aux compétences à acquérir ; où le jeune se débrouille mieux que l'ancien ». Pas mal vu et bien écrit, non ?! Vous pouvez abonder en son sens et l'illustrer de ces anecdotes hilarantes que vous m'avez racontées à propos de votre fils et de son ordinateur : cela créera une connivence entre Régis Debray et vous – en dépit de la différence d'âge, nous sommes toujours le vieux schnoque de quelqu'un !

S'agissant, enfin, de la proposition principale formulée par le rapport, je me permets d'insister sur la nécessité d'une prudence extrême. Pour lutter contre le vieillissement de la population Régis Debray propose, vous le savez, la solution du « regroupement », « sur un territoire propre » et « autonome », « exclusivement consacré à l'aménagement prophylactique d'un *happy end* », d'un million de personnes âgées chaque année. Poussant la précision plus loin encore, il suggère même – ce qui ne lui était aucunement demandé – de

localiser ce futur *Bioland* en Ardèche. La proposition, évidemment, ne nous choque aucunement par son cynisme – elle nous inquiéterait presque par son modérantisme. Nous travaillons à une opération d'une plus grande ampleur qui, pour être réussie, doit être préparée avec minutie. Votre conseiller juridique vérifie que la constitution de ce « territoire autonome » serait compatible avec les normes communautaires – ce qui ne m'inquiète guère. Votre conseiller budgétaire doit apprécier si l'objectif d'un million annuel de personnes âgées « regroupées » est suffisant – ce dont je doute. Votre conseiller politique doit étudier si l'Ardèche est le département le plus pertinent – ce dont je doute également : un département comme le Gers me semble plus prometteur (plus chaud, il serait plus « productif » quantitativement, plus à gauche, il serait moins pénalisant politiquement). Votre conseiller opinion doit réaliser une grosse étude qualitative auprès non seulement de la cible en question mais aussi – c'est déterminant – de notre électorat et notamment des femmes de plus de cinquante ans qui pourraient être choquées (en raison d'une espérance de vie plus longue et d'une sensibilité plus forte). Votre conseiller presse, enfin, doit proposer un *média planning* à la hauteur de l'événement. Bref, nous travaillons avec le professionnalisme que vous connaissez à l'opération dont le nom de code reste « OM3M » – objectif moins trois millions. N'en dites donc pas un mot à Régis Debray. Faites-lui même croire, au contraire, que son idée se heurte à bien des obstacles. Il ne sera pas surpris et nous ferons « fuiter » une petite phrase pour brouiller les pistes.

Une dernière idée. Lorsque vous raccompagnerez Régis Debray – la porte de votre bureau serait trop peu, le hall de l'Hôtel des ministres serait trop, l'entrée de l'ascenseur conviendra – glissez-lui un dernier mot : dites-lui qu'il a bien vieilli. Je crois que c'est vrai.



LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SEXUALITÉS.
Actualité politique des questions sexuelles

CLARISSE FABRE et **ERIC FASSIN**

EDITIONS BELFOND - LE MONDE, OCTOBRE 2003

PAR DENIS QUINQUETON

novembre 2003

Un avertissement, d'abord. L'auteur de ces lignes – voilà que je parle de moi à la troisième personne maintenant ! – a quelque chose à voir avec les questions traitées dans cet ouvrage. « Comme tout le monde et c'est rassurant », se dira le lecteur dans un sourire. Certes, mais un peu plus que tout le monde puisque j'ai eu la chance de faire partie des quelques fous qui, en 1992, se sont mis en tête de trouver les moyens politiques de créer un cadre juridique pour les couples – hétérosexuels et homosexuels – qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se marier. Ce fut le d'abord le contrat d'union civile. Ce fut finalement le pacte civil de solidarité. Voilà pour l'avertissement.

Risquons-nous maintenant à de l'humour caricatural : quel est le point commun entre Christine Boutin, Monica Lewinsky, le juge Clarence Thomas, Coluche et sa définition cynique du viol, le clandé de la rue de Choiseul de Michel Audiard et « ça glisse au pays des merveilles » à l'affiche d'un cinéma de Pigalle ? Le livre d'entretiens de Clarisse Fabre, journaliste politique au *Monde*, et Eric Fassin, sociologue, américaniste, enseignant à l'Ecole normale supérieure et chercheur au laboratoire de sciences sociales (ENS/EHESS).

Soyons sérieux à présent, car justement les auteurs nous proposent de l'être sur des sujets importants que la tradition française – est-ce la seule ? – a plutôt tendance à évacuer d'un éclat de rire gras et rougeaud. « Liberté, égalité, sexualités » est un livre organisé et pédagogique qui donne à penser. Entre l'introduction et la conclusion se déroulent sept chapitres : l'épouvantail américain ; le Pacs et au-delà ; parité et discrimination positive ; harcèlement sexuel ; violences sexuées, violences sexuelles ; prostitution ; pornographie. Pour chacun des chapitres, une chronologie partielle et judicieuse aide à fixer la problématique.

L'ensemble est complété d'annexes, textes de loi, études, statistiques et d'une bibliographie fournie. Tout ça ressemble un peu à un « manuel des castors seniors » du citoyen. Bien.

Les auteurs ont le goût du risque. Le premier chapitre est consacré à l'Amérique, entendez les Etats-Unis. Mais on y parle d'autre chose que des délires hallucinés d'un président élu à coup de cartes mal perforées sous le soleil de Floride. On y lit une analyse de l'appréhension des questions sexuelles par la société américaine et de son « dialogue » sur ces mêmes questions, avec la société française. En pleine guerre d'Irak, alors que la

France – par la voix de son président et le lyrisme de son ministre des Affaires étrangères – est à deux doigts de bouter hors de son territoire, une deuxième fois, les bases américaines de l'OTAN (oui je sais ce n'est la peine, c'est fait depuis quarante ans, mais c'est une image…), il fallait oser. Mais ça valait le coup. Car, effectivement, il y a bien « dialogues » entre les sociétés de part et d'autre de l'Atlantique sur ces questions. Avant de le lire, il faut bien sûr évacuer de son esprit la simplification qui consiste à dire, comme on se réjouit dans les beaux quartiers, que les Portugaises font quasi génétiquement bien le ménage (pardon pour elles), que les Américains sont puritains et obsédés par les questions sexuelles tandis que les Français en parlent beaucoup moins mais le font beaucoup plus !

J'ai écrit plus haut que ce livre constituait une sorte de « manuel des castors seniors » du citoyen. Cette remarque ne commentait pas seulement la forme. Elle portait aussi sur le fond. Le sujet ou plutôt les sujets traités – Pacs, parité, harcèlement sexuel, violences sexuées, violences sexuelles, prostitution, pornographie – se sont tous invités ces dernières années dans le débat politique, parfois avec quelques tonitruances. Les polémiques furent vives, les opinions tranchées, les oppositions parfois violentes. D'aucun n'y ont vu que de la poudre jetée par les responsables politiques en mal de différenciation aux yeux de citoyens abusés. C'est bien connu, paraît-il, les « vraies » questions ne seraient qu'économiques et les « vrais » problèmes ne seraient que sociaux. Ce faisant, on conteste la place de ces questions sexuelles dans le débat politique en oubliant que toutes renvoient à un enjeu général pas moins important que l'enjeu économique : l'ordre symbolique, c'est-à-dire les normes qui organisent la vie en société. Rien de moins.

Bien sûr, ce livre prend parti dans le débat. Deux intellectuels ne peuvent être décervelés au point d'être « objectifs ». Ah ! « L'objectivité », cette escroquerie, intellectuelle elle aussi, qui a la vie dure depuis si longtemps. Ecrivons-le à tout hasard, il n'est donc pas interdit d'être en désaccord avec les auteurs. Mais après le 21 avril 2002, ce livre se pose comme une pierre sur laquelle nulle chapelle n'est à bâtir. Une pierre dans le jardin dévasté et asséché du débat politique. Dans une société en manque de valeurs, disons plutôt de repères tant le mot « valeur » est marqué économiquement ou négativement, Clarisse Fabre et Eric Fassin nous convient à ne pas escamoter un débat essentiel autour des mœurs, des modes de vie que l'on ne saurait confier uniquement au marché ou à la religion. De ce point de vue, les deux dernières polémiques en date autour de l'école – le port du voile et le port du string – font, sans mauvais jeu de mots, froid dans le dos. Et incontestablement, ce débat mérite mieux qu'un 9 octobre 1998 et des députés qui oublient de venir en séance. Incontestablement, ce débat vaut plus qu'un lundi de Pentecôte.

LA LAÏCITÉ, CENTRE DE L'UNION

JEAN-MICHEL REYNAUD

Editions Graffic / Bruno Leprince, 2003

PAR PASCAL JOSEPH

décembre 2003

Rappels au règlement

Il en va des bons ouvrages comme d'un verre de whisky chez Boris Vian, certains en prennent pour s'endormir, d'autres pour se réveiller. C'est toute l'utilité du précis que livre Jean-Michel Reynaud, *La Laïcité, centre de l'union*, dernière parution de l'Encyclopédie du socialisme[1], dans le cadre d'une nouvelle collection lancée à l'initiative de Denis Lefebvre.

En effet, on pourra lire l'ouvrage en se disant que rien de nouveau sous l'œil de la Raison, mais qu'il n'est jamais inutile de réviser ou qu'à l'aune de la réalité contemporaine, nous sommes en train de perdre l'essentiel et qu'alors, l'heure est à la mobilisation des esprits.

Si l'actualité récente vient de rendre un bel hommage à une notion naguère défendue par des colliers de barbes sans moustaches, force est de déplorer que, en cette matière, la confusion est maîtresse du logis national. C'est pourquoi le mérite de Jean-Michel Reynaud est de reprendre, de manière pédagogique, mesurée et ferme, l'état de la question, en évitant deux écueils : le rappel professoral d'une idée morte, dont il ne resterait plus que quelques adorateurs en blouse grise ; l'invention d'une cuisine nouvelle qui viserait, au nom de la perpétuation du vocable, à la mort du concept.

Rien ne sert à toute force de se persuader du mélange possible de l'eau et de l'huile. Dans ce débat on ne peut plus inactuel, puisque consubstantiel à l'idée même de République, l'auteur retrace les contours du concept vivant de laïcité et les éléments les plus récents du débat.

Sans y revenir ici, l'examen historique dressé par l'auteur montre s'il en était besoin que loin d'être la recherche à tout prix de la paix sociale, le principe laïque a été une révolution dans la pensée, pour oser affirmer qu'un citoyen en République est d'abord le produit de la culture au lieu de la nature. Premier rappel au règlement.

La laïcité pose la question du vouloir vivre ensemble et de la manière de créer de l'unité à partir de ce qui est épars. Elle postule l'homme

1. Déjà parus : Louis Levy, *Vieilles histoires socialistes* ; Pierre Serne, *Le Parti socialiste 1965-1971* ; Jean-Frédéric Desaix, Christian Pineau, *De la Résistance à l'Europe* ; Léon Blum, *Textes socialistes 1919-1920* ; recueil de deux textes de Jean Jaurès, « Socialisme et Liberté » (1898) et « Discours à la jeunesse » (1903).

libre, « même si partout il est dans les fers » comme l'écrivait Rousseau. Du jour de janvier 1793 où les Français ont tranché définitivement le lien entre le pouvoir et le spirituel, est né le citoyen, car ici commence le pays des hommes libres.

A l'heure où la grande trouille agit comme un principe de précaution, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la laïcité a été et reste un combat. Qu'on se reporte à nos livres d'histoire pour voir que l'établissement des inventaires comme naguère le rapatriement des registres d'état civil ne se sont pas faits dans la dentelle. Deuxième rappel au règlement.

Sommes-nous confrontés au retour du religieux (au nom d'une fameuse phrase que l'on attribue à Malraux quand on a tout oublié de lui) ou plus sûrement à un refuge dans des valeurs redécouvertes, voire importées, signes avérés de l'échec de l'intégration républicaine ? Et dans quelle France voulons-nous vivre ? Dans une France laïque ou concordataire ?

Troisième rappel au règlement : l'Etat est areligieux. La question posée n'est pas de savoir comment l'Etat se situe par rapport au fait religieux, à quoi l'on résume trop souvent le débat. La laïcité n'est pas un principe de neutralité mais la condition première de l'organisation de notre société. Ce par quoi l'on voit que la laïcité n'est en rien tolérance (il y avait des maisons pour cela) mais concorde universelle, organisée autour du dogme des dogmes : la liberté absolue de conscience.

La laïcité n'est donc pas un supplément d'âme sans saveur et sans odeur dont le périmètre rétrécit au gré des coups de boutoirs de la religion. Elle s'organise autour d'une « déontologie laïque » selon l'expression d'Henri Pena Ruiz, à savoir une théorie de devoirs et une pratique claire des comportements, produit d'une histoire des peuples, qui n'est en rien laissée au libre choix des individus ou des communautés.

Le débat sur l'enseignement du fait religieux à l'école et le port du voile montrent tout à la fois le caractère réducteur et quotidien de la manière dont a ressurgi la question laïque. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir aujourd'hui Régis Debray, revenu de son « revival » républicain de 1989, défendre au nom de conversions sans cesse renouvelées non l'enseignement d'une approche spirituelle, mais du confessionnel.

Le rapport à l'école est donc fondamental[2], non point parce qu'il faudrait savoir comment des gens différents par la terre et la religion peuvent partager un même espace sans heurts, mais comment des êtres semblables en droits et en devoirs peuvent émerger de la forge républicaine. Quatrième rappel au règlement.

La seule querelle qui fasse sens est bien celle-ci : sommes-nous prêts à promouvoir une société de liberté, d'égalité et de fraternité ? Il est vrai que les facteurs d'intégration, oriflammes de la République, sont en berne : le service national est mort de son inéquité, l'école est en crise, le travail se fait rare et cher. En outre, la laïcité aujourd'hui souffre d'être invisible, au contraire d'un voile, d'une croix ou d'une kippa.

Alors comment répondre à l'offensive puisque c'en est une ? Parmi les propositions, il en est une qui peut faire sourire, mais qui est plus sérieuse qu'il n'y paraît puisqu'elle pose la question de l'unité de la République : celle de revenir sur les différents statuts en métropole comme en outre-mer, avec la remise en cause du Concordat. Ensuite, appliquer 1905.

2. On relira avec intérêt la fondatrice « Circulaire adressée par monsieur le Ministre de l'Instruction publique aux instituteurs concernant l'enseignement moral et civique » plus connue sous l'expression « Lettre aux instituteurs » de Jules Ferry, dont le 120ème anniversaire (17 novembre 1983) est passé totalement inaperçu.

Mais, il faut aussi donner à voir et à intégrer. Faut-il ainsi interpréter, et c'est ici une liberté avec le texte de l'ouvrage, la proposition d'un service civique récemment déposé au Parlement par le groupe socialiste ? L'auteur propose de créer des fêtes civiques et des cérémonies civiles. La République, en rompant avec le calendrier chrétien, donnait chair et couleurs aux principes fondateurs : fêtes de la moisson, de l'amour, de la fraternité… Autant de pistes qu'il serait bon d'investir et de concrétiser pour donner sens à ce qui a créé la République, tant il est vrai que l'on n'aime et défend que ce que l'on partage.

SCÈNE ET ACTEURS

Mémoires, biographies, épopées, drames, récits,... C'est à hauteur d'hommes que se respire le monde puisque c'est à cette échelle que se déploie la vie. Racontée – storytellée dirait-on aujourd'hui – par des médias en pleine métamorphose, cette Histoire tissée d'histoires prend aussi la forme de fictions, expositions et représentations qu'il est important de saisir, tant les signes que fait une société d'hommes, si divers soient-ils, renvoient chacun à un sens et à un enjeu.

- I -

A hauteur d'hommes
(portraits ; bios ; destins ; histoire)

HISTOIRE D'UN ALLEMAND
Souvenirs 1914-1933

SEBASTIAN HAFFNER

Editions Actes Sud, collection Babel, septembre 2004
Edition revue et augmentée. Traduit de l'allemand par Brigitte Hébert

PAR DENIS QUINQUETON

décembre 2009

Cette histoire, finalement, il l'avait gardée pour lui. Elle ne fut publiée qu'en 2000. Sebastian Haffner, Raimund Pretzel de son vrai nom, est né en 1907. Il s'est exilé en 1938, passant quelques semaines à Paris avant de s'installer en Angleterre où il tente, en vain, de former un gouvernement allemand exilé doté de son propre service de propagande et d'une organisation d'aide aux réfugiés. Son idée ne put s'imposer en raison des divisions internes entre les mouvements de résistance allemands qui, bien que peu nombreux, furent divers et soumis aux vents contradictoires de l'histoire. Il vécut en Angleterre dans la précarité jusqu'en 1954. Juriste de formation, magistrat stagiaire à Berlin au début des années 1930, il mènera, à son retour en Allemagne, une carrière de journaliste et d'historien reconnu. C'est après sa mort, en 1999, que l'on a retrouvé dans ses archives cette *Histoire d'un Allemand*. Elle répondait, en 1939, à une commande de l'éditeur Warburg, qui resta sans suite probablement pour cause de guerre. Après, il se peut bien qu'elle restât rangée dans un de ses tiroirs parce qu'on ne pouvait pas l'entendre, cette *Histoire d'un Allemand*. Il y avait tant d'autres histoires plus dramatiques, plus épouvantables, qu'on n'entendait pas non plus. Le temps fit son travail qui nous permit de détailler ce qui fut d'abord un bloc ignoble complètement fermé, le nazisme. On put alors entendre l'histoire des déportés, des assassinés, entre nuit et brouillard. On sortit, ici, en France, de l'enluminure d'un pays résistant pour commencer à découvrir une réalité plus nuancée. Finalement, on tenta de comprendre ce qui s'était passé, comment la démocratie avait enfanté la barbarie. Et nous voici avec cette *Histoire*, de Sebastian Haffner. Son histoire.

Comme il l'écrit dans le prologue, « il peut arriver qu'un événement historique ne laisse presque pas de trace dans la réalité vraie, c'est-à-dire dans la vie la plus authentique, la plus intime de l'individu. Il peut, au contraire, la ravager jusqu'à n'en rien laisser intacte. (…) 1890 : Guillaume II renvoie Bismarck. C'est certainement une date importante, inscrite en gros caractères dans l'histoire de l'Allemagne. Mais il est peu probable qu'elle ait fait date dans l'histoire d'un Allemand, en dehors du petit cénacle des gens directement concernés. La vie suit son cours. Pas de famille déchirée, pas d'amitié brisée, pas de départ pour l'exil. Pas même l'annulation d'un rendez-vous galant ou d'une soirée à l'opéra. Les amours malheureuses n'en furent pas moins malheureuses, les amours heureuses n'en furent pas moins heureuses, les pauvres restèrent pauvres et les riches restèrent

riches. Et maintenant, en regard, cette autre date : 1933, Hindenburg nomme Hitler chancelier. Un séisme ébranle soixante-six millions de vies humaines ». C'est dans ce rapport singulier à l'Histoire qu'il inscrit efficacement sa démarche d'écrivain, de témoin, puisque c'est avec sa vie, avec les événements qui passèrent à portée de son regard ou de son cœur qu'il construit cette *Histoire d'un Allemand*. A plusieurs reprises, et c'en est frappant, Sebastian Haffner s'excuse de trop parler de lui. Comme une candide pudeur dans un exercice qui, par essence, doit le dévoiler. Il s'excuse et se justifie, à raison, car l'histoire n'est pas faite que de héros et de chefs d'Etat. « Il faut lire les biographies, non pas celles des hommes d'Etat, mais celles, trop rares, de citoyens ordinaires, inconnus », souligne-t-il. L'auteur utilise donc sa vie ordinairement dévastée par le nazisme pour interpeller ses contemporains, non sur son sort mais sur le sort et l'avenir des Hommes. De tous les Hommes. C'est la force, extraordinaire cette fois, de ce récit à la lecture duquel nous accompagnons un enfant allemand, âgé de sept ans en 1914, qui grandit dans une famille patriote et devint un adulte amoureux, déchiré, un intellectuel engagé dans un « duel » perdu d'avance.

Duel, le mot est de lui. Le chapitre quinze, qui achève la partie dans laquelle il plante le décor de sa vie, tient en quelques mots : « Nous sommes arrivés. Le trajet est terminé. Nous voici sur le pré. Le duel peut commencer. » Le duel ? Avec le nazisme, ce régime fétide dont il décrit précisément la perversion. La moindre, d'ailleurs, n'est pas d'inciter au duel alors que c'est la force de l'ensemble qu'il faudrait mettre en branle contre le totalitarisme. Mais voilà, le nazisme s'insinue jusqu'à l'intime. « Mes démêlés avec le Troisième Reich ne représentent pas un cas isolé. Ces duels dans lesquels un individu cherche à défendre son individualité et son honneur individuel contre les agressions d'un Etat tout-puissant, voilà six ans qu'on en livre en Allemagne, par milliers, par centaines de milliers, chacun dans un isolement absolu, tous à huis clos. Certains des duellistes, plus doués que moi pour l'héroïsme ou le martyre, sont allés plus loin : jusqu'au camp de concentration, jusqu'à la torture, jusqu'à avoir le droit de figurer un jour sur un monument commémoratif. D'autres ont succombé bien plus tôt : aujourd'hui, ils récriminent sous cape dans la réserve de la SA ». Comment sortir du huis clos sinon par la politique ? Mais la réponse de Sebastian Haffner est terrible. Pour « parachever » l'accession des nazis au pouvoir, il souligne qu'une « chose était indispensable : la lâche trahison de tous les chefs de partis et d'organisations auxquels s'étaient confiés les cinquante-six pour cent d'Allemands qui, le 5 mars 1933, avaient voté contre les nazis ». « Seule cette trahison, insiste-t-il un peu plus loin, explique le fait, apparemment inexplicable, qu'un grand peuple, qui ne se compose pas exclusivement de poltrons, ait pu sombrer dans l'infamie sans résistance ». C'est, en effet, l'honneur de la politique que de permettre de faire ensemble, de construire ensemble, de résister ensemble. C'est son déshonneur d'y échouer ou – pire – d'y renoncer.

Et c'est aussi en politique que l'on peut borner, poser des limites aux petits compromis du quotidien. Que l'on peut, à partir d'un événement, donner de la force à un acte de résistance. Et donner un sens puissant et fécond à une sorte de limite au-delà de laquelle on est dans l'inacceptable. Mais, en Allemagne, les politiques ont fait défaut. Alors, le huis clos a continué et nombreux sont ceux, probablement, qui se sont interrogés : quel acte faut-il refuser ? A partir de quand n'accepte-t-on plus ? C'est la question qui traverse l'ensemble de cette *Histoire*. Et là encore, la réponse est terrible. A partir de quand n'accepte-t-on plus ? Trop tard. Alors qu'il suit une sorte de « stage d'embrigadement » organisé par les nazis à destination des juristes stagiaires, Sebastian Haffner cherche à borner son action : « Il y a des choses à ne pas faire, jamais : ne rien dire moi-même dont j'aurais honte plus tard. Tirer sur une cible, d'accord. Mais pas sur des gens. Ne pas me

lier. Ne pas me vendre... Quoi encore ? Mais tout le reste était déjà abandonné, perdu. Je portais un uniforme, un brassard avec une croix gammée. Je me mettais au garde-à-vous et j'astiquais mon fusil. (...) Que répondre au juge qui me demanderait : tu portes une croix gammée. Tu ne le veux pas ? Bien. Alors, pourquoi le fais-tu ? Aurais-je dû refuser, dès le premier jour, au moment où on nous avait distribué les brassards ? Déclarer d'emblée : Non je ne porterai pas ce truc, et le piétiner ? Mais ç'aurait été une folie, et surtout ridicule. Tout ce que j'y aurais gagné, ç'eût été de me retrouver dans un camp de concentration au lieu d'aller à Paris. (...) Et je serai sans doute mort – pour rien ; pour une donquichottade pas même publique. Ridicule ». Là s'exprime aussi l'incroyable force de ce témoignage. A des analyses pénétrantes sur la mainmise des nazis allemands sur l'ensemble de la société allemande, il ajoute un témoignage lucide où il ne se donne pas le beau rôle mais où il joue le sien.

En 1934 fut créée à Paris, à l'initiative de Heinrich Mann, André Gide et Romain Rolland, une Bibliothèque des livres brûlés en Allemagne : « Deutsche Freiheitsbibliothek », littéralement la « Bibliothèque allemande de la liberté ». Elle rassemblait des œuvres qui avaient été interdites et brûlées par les nazis lors de l'autodafé de livres en 1933. Si l'on créait son pendant contemporain, une sorte de bibliothèque contre la barbarie et le totalitarisme, *Histoire d'un Allemand* y figurerait en bonne place, à côté du *Complot contre l'Amérique* de Philip Roth et de *Conscience contre Violence* de Stefan Zweig. Autant d'honorables tentatives de nous avertir des folies des Hommes. Pour les étourdis, les Hommes, c'est nous.

MONSIEUR BOB
OLIVIER BAILLY
Editions Stock, 2009

LE VIN DES RUES
ROBERT GIRAUD
Editions Stock, 2009

PARIS INSOLITE
JEAN-PAUL CLÉBERT
Editions Attila, 2009

UN PARISIEN À TRAVERS PARIS
PHILIPPE MEYER
Editions Robert Laffont, 2009

PAR THIERRY GERMAIN
septembre 2009

En ce temps-là, coude au comptoir, l'on savait être facétieux. A l'heure de commander, vous pouviez sans indisposer quiconque opter pour un staline, un socialiste, un chômeur ou un mendès, soit un verre de vin rouge, un rosé, un verre d'eau ou un demi de lait. Les mélanges étaient déconseillés (l'Histoire a prouvé qu'ils n'étaient pas toujours digestes) et, quelque soit la combinaison, l'épilogue était écrit d'avance. Une affichette fort opportunément placée au dessus du bar vous le redisait en terme simples : « Surtout n'oubliez pas de payer. Même si vous buvez pour oublier ».

Tout le monde ne boit pas pour oublier. « On dit que je bois beaucoup. C'est faux. Je bois tout le temps ». Cette forte remarque est d'un drôle de personnage qui tient de véritables sièges dans des gargotes aujourd'hui mythiques : le Café de l'Institut rue de Seine (chez Fraysse pour les habitués), les Quatre sergents de La Rochelle rue Mouffetard ou le Bar Bac dans les mêmes latitudes. C'est que, « braconnier de l'éphémère », Robert Giraud, « Monsieur Bob » pour la postérité, travaille à « herboriser » des spécimens humains et raconte autant qu'il les fabrique à longueur de tournées des *Mystères de Paris* maison. Lorsque « l'habitué du bout du zinc aimante son essaim de nez piqués », c'est pour exercer, respecté de tous, ses talents de conteur et son apostolat envers la mémoire populaire.

De l'inlassable « pas du promeneur qui n'en finit pas d'arpenter les heures de l'insomnie » (Michel Ragon), Monsieur Bob exerce une vocation que la vie peu à peu lui a collé en pognes et qu'il finit par traduire ainsi : « se faire l'intermédiaire de ceux qui n'ont que leur peau pour tout manuscrit ». Nuit après nuit, il part récolter ces « fleurs de bitume » dont parlait Audiard, cette poésie ambiguë de la cloche et de la misère que le papier imprimé rend

belle, mais que l'on ne fabrique pas moins avec ceux que la vie matraque. Les photos de Doisneau, les rimes de Prévert, les récits de Giraud sont puisés au cœur même des failles de l'existence, des torsions de nos vies, des infirmités de notre République. Le noir et blanc ne sera jamais la couleur du sang.

Journaliste, bouquiniste, voleur de chat à l'occasion lorsqu'il n'est pas dans l'attente d'une embauche à la tâche, résistant, poète, romancier, Robert Giraud sait parler et sait de quoi il parle. Sa plume que le chômage a éloignée des journaux, son refus de la société que la résistance et la prison ont aiguisé, sa poésie que les vers ne savent plus assouvir vont trouver dans la comédie humaine des cafés et de la cloche un univers où s'accomplir. La différence avec tant d'autres : l'absolu de cette démarche, et sa pudeur.

Absolue car personne n'a autant que Robert Giraud la capacité d'être véritablement et totalement immergé dans cet univers de la zone et du zinc. Ainsi que le constate Robert Doisneau qui passe en sa compagnie des centaines d'heures accoudé aux comptoirs, à rechercher un « sujet » qui convienne. Et lorsque Giraud explique au géant difforme finalement choisi que cet honneur lui revient « parce que t'as une sale gueule », l'autre acquiesce sans sourciller, puisque c'est Bob.

Pudique car Robert Giraud façonne son œuvre dans le matériau à vif de sa propre existence. Œuvre de commande certes mais de la vie elle même, œuvre dans laquelle René Fallet saura reconnaître une profonde tendresse et un infini respect pour « ces ombres ballonnées de vin noir et de rêves d'enfants ». C'est en 1955 que Monsieur Bob écrit ce superbe livre aujourd'hui réédité, ce *Vin des rues* qui lui vaudra de devenir l'un des grands témoins du Paris populaire, aux côtés de Jean Follain[1], de Jacques Yonnet[2] et de Jean-Paul Clébert dont les livres datent aussi de cette période.

C'est d'ailleurs l'écriture par Clébert de son *Paris insolite*, un chef-d'œuvre que les éditions Attila viennent de superbement rééditer, qui aiguillonnera Giraud et le conduira, exilé sur l'île de Bréhat, à enfin aboutir son propre témoignage. Ces œuvres sont donc jumelles et l'épicentre de ce tremblement littéraire en hommage à un Paname qui se meurt est facile à identifier : le Café de l'Institut, chez Fraysse, où Clébert, Giraud, Blondin, Yonnet, Vidalie, Doisneau, les frères Prévert et tant d'autres entretiennent la geste d'un Paris populaire et bohème dont ils sentent bien, réfugiés derrière les vitres de l'estaminet et solidement agrippés à son zinc, qu'il est en train de sombrer. Ce qu'ils tentent de saisir, ce sont les accents d'une tendre agonie, et les dernières notes, si belles dans leur habit d'éphémère, d'une chanson qui va s'éteindre.

Robert Giraud ira tirer de sa solitude la vieille chanteuse Fréhel pour lui offrir aux Escarpes, rue Mouffetard, un dernier tour de chant triomphal, avant que cette voix ne s'éteigne à jamais durant l'hiver qui suivit. Dans sa préface au Vin des rues, Philippe Claudel use d'une expression qui s'applique à merveille aux très belles photos de Patrice Molinard illustrant *Paris insolite* : « l'obturateur émet un son de guillotine ». Se révèle ainsi pour mieux disparaître « un Paris qui était une fête et dans lequel, désormais, nous errons comme des singes en hiver » (Olivier Bailly). Si quelqu'un visite aujourd'hui autant d'appartements que Clébert (il était métreur), y trouvera-t-il une champignonnière, une volière, un vivarium, un musée particulier de l'érotisme ou la mansarde d'un polyglotte aux 27 langues, désespéré au soir de sa vie de ne pouvoir apprendre l'esquimau ?

Cet « exotisme de porte-à-porte », ce vagabondage qui permet « de connaître les femmes par

1. Jean Follain, *Paris*, Phébus Libretto, 2006.
2. Jacques Yonnet, *Rue des maléfices*, Phébus Libretto, 1987.

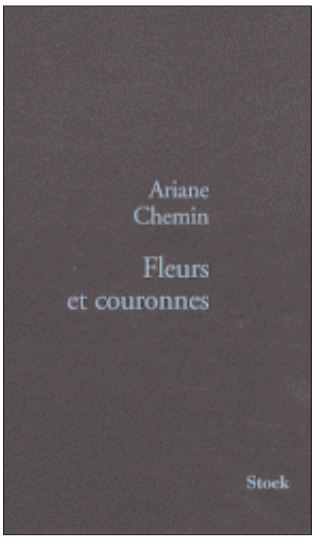
leur prénom et les hommes par leurs travers », ces extraordinaires plongées dans la zone, les faubourgs, les rues perdues et les terrains vagues, ces espaces aujourd'hui à la mode que Clébert décrit dans leur incroyable noirceur d'alors (ainsi du Grand canal), ces lieux insolites qui marient l'anecdote et le drame (telles les baraques de secours aux noyés), ce café Chez Francis qui semble comme un condensé de tous ces endroits de chaleur et de misère, cette description sur plusieurs pages, qui vous émeut et vous amuse tout autant, des conditions dantesques dans lesquelles les clochards devaient envisager leur minimum d'hygiène, tout cela décrit un monde sur le point de sombrer.

« On y cavale, au chagrin », s'écrie l'un des frères de dèche de Clébert, et c'est cette cavale que l'auteur essaie d'arrêter pour un instant, avec ses instantanés faits de mots bruts et de poésie noire, rejoint en cela par un Molinard dont chaque cliché semble le reflet sur plaque des propos inspirés de l'auteur.

Dans son très réussi *Parisien à travers Paris*, Philippe Meyer nous replonge dans le Paris de la cloche, même si c'est entre deux sorties délicieuses. Offrez-vous un moment de franche rigolade avec cette exposition *in situ* consacrée aux graffitis et organisée depuis le 104 par un improbable commissaire (lequel énonce sans trouble apparent que « sur un support mobile, le tag perd incessamment son identité géographique » !) ; amusez-vous de cette commerçante qui face à un projet qu'elle conteste s'écrie, fataliste : « c'est fichu, on a été concerté » ; goûtez aux « dromomonomanes et voracitoyens » pour décidément voir votre ville et sa circulation d'un autre œil.

Rompant avec cette talentueuse et éclairante désinvolture, l'auteur eut l'idée d'aller passer un réveillon du 24 décembre avec le SAMU social et d'arpenter Paris de « lieux » en « espaces » de vie. C'est en effet ainsi que ces pros de la misère nomment les pauvres niches creusées dans le tissu parfois lâche de nos villes, et dans lesquelles des femmes et des hommes se protègent tant bien que mal du froid, de la solitude, de la peur et parfois de la mort. Sans misérabilisme, Philippe Meyer décrit. Il nous laisse seuls avec une scène irréaliste au fort parfum de honte dans les urgences de l'hôpital Saint-Joseph, seuls face au quotidien à la fois tendre et violent du centre d'accueil de nuit, seuls aussi devant d'inoubliables personnages. Il y a cet homme perdu dans la nuit de Noël et qui farouchement, contre toute vraisemblance, nie sa solitude, ou cet autre qui quitte, le dernier et empreint d'une émouvante nostalgie, le squat qu'il occupait depuis de longs mois, là où sa vie enfin avait pu mettre quelques maigres encoches.

Savez-vous que dans l'argot parisien, la cloche signifie le ciel, et les clochards ceux qui dorment sous le ciel ? Giraud vous ferait facilement voir et même toucher les étoiles qui souvent constellent ce ciel, fût-il de misère. Philippe Meyer vous rappelle qu'il existe 380 bouches de chaleur dans Paris. Et Clébert vous prévient : la faim donne le mal de mer.



FLEURS ET COURONNES

ARIANE CHEMIN

Editions Stock, collection Bleue, mai 2009

PAR THIERRY GERMAIN

juin 2009

La mort joue parfois aux vivants de bien drôles de tours.

« Le crâne ouvert, nous n'avons rien trouvé d'extraordinaire », écrit sans plus de délicatesse l'auteur de l'examen post mortem de Voltaire, alors que celui de Pascal proclame une « abondance de cervelle prodigieuse ». Et voilà les embaumeurs érigés en arbitre des plus nobles compétitions de l'esprit.

Les ruses du trépas glissent un voile d'ironie sur les existences les plus fameuses[1]. Pourtant alerté par une ancienne prédiction, Eschyle ne put éviter la carapace de tortue qui lui fracassa le crâne. Paul Claudel bizarrement demanda ses lunettes, et Maupassant fut surpris par la faucheuse léchant à quatre pattes les murs de sa chambre. Homme illustre, toujours tu te méfieras des derniers instants !

On dit que longtemps les Chinois d'un certain rang avalèrent une émeraude ou un rubis au moment de leur agonie, afin que leurs héritiers, en leur ouvrant le corps pour récupérer cette part du legs, garantissent au dignitaire défunt qu'il ne serait pas enterré vif. Quelle belle précaution que de confier ainsi aux vivants une part de la route que nous aurons à parcourir dans l'autre monde…

N'étant pas chinois, Gérard Brach, Maurice Kriegel, Alain Robe-Grillet, Robert Feliciaggi, Georges Marchais et Raphaël Kuderski ne l'ont pas fait. C'est pourtant ce bijou emporté dans l'autre monde que quelqu'un vient délicatement leur prendre, pour tendrement nous le restituer.

Car enfin, sait-on ce qui pousse Ariane Chemin à suivre ainsi l'enterrement de gens qu'elle n'a parfois jamais vus et à nous en faire ensuite le récit ? « Vous n'êtes pas de ma famille mais – comment dire ? – vous êtes mes morts », écrit-elle dans sa courte préface.

Enterré Gérard Brach, scénariste agoraphobe qui envoyait son épouse voir films et expositions, et tressait ainsi son existence du regard d'Elisabeth et de sa propre vision mêlés. Ayant choisi de se replier dans l'appartement de la rue Bérite, il se contentait pour voyager des coups de fil d'un Jean-Jacques Annaud, et pour vivre des séances d'écritures avec son complice Roman Polanski. Ce sont les clés de cet appartement qu'Elisabeth glisse ce jour-là dans le cercueil, au cas où.

1. Michel Schneider, *Morts imaginaires*, Gallimard, janvier 2005.

Enterré Maurice Kriegel-Valrimont, devant vingt personnes. « Il y a dans cette assemblée clairsemée plus qu'une mémoire qui vacille : de la grossièreté ». Celui qui reçut avec quelques autres la reddition de Von Choltitz ne figure pourtant pas dans la scène reconstituée par René Clément pour son « Paris brûle-t-il ? ». Escamotage de mémoire si violent que c'est devant une grande photo de ce moment d'Histoire que se firent ces maigres funérailles, comme un rappel d'honneur juste avant l'oubli, le vrai.

Enterré Alain Robe-Grillet, devant une pauvre assistance aussi, avec le bon mot tout de même d'un ami écrivain (« il est mort en odeur de non sainteté ») et l'émotion non feinte de son jardinier lorsque celui-ci découvre qu'il est, aussi fortuitement que cela soit, le personnage d'une œuvre de son employeur. Qui peut nous dire, de tous nos partenaires de vie, lequel demain aura réellement le souci de notre mémoire, et la délicatesse d'embuer son regard au moment du dernier salut ?

Enterré Robert Feliciaggi, dans un village corse tout entier rassemblé dans le deuil, lorsque, l'écho des coups de feu à peine éteint, on mesure l'absence et le trouble, et que le fatras d'affaires et de politique s'efface devant la disparition « d'un homme qui vous embrasse par votre prénom ». Si « en Corse, on réserve toujours la plus belle vue aux tombeaux », il doit bien y avoir là comme un message des vivants aux défunts.

Enterré Georges Marchais, par un parti qui vit l'une des dernières grandes communions funèbres dont il aura parsemé son destin. Organisées par la très officielle « commission des obsèques » du PCF, et par les pompes funèbres générales d'Ivry-sur-Seine où, à la ligne « famille du défunt », l'on inscrit souvent « place du colonel Fabien », ces funérailles nécessiteront que l'on abatte un mur. Celui du cimetière, pour que s'écoule la foule de ceux qui se recueillent.

Enterré « un homme » mort de froid place de la Concorde une nuit de janvier 2008, « figé dans le cadre balisé et rassurant de la carte postale qu'on lui avait dessinée ». Dominique Chantreux, jardinier à la ville de Paris, trouva un jour « un homme » installé dans un abri de stockage, et l'accueillit sans plus de forme. Mais « un homme » mourra vite, ivre lui qui ne buvait jamais, seul pour n'avoir pas rejoint l'une de ces confréries de la misère qui dessinent dans Paris comme une géographie de notre honte, gelé de n'avoir pas resserré autour de lui ses huit couvertures, posé sur le sol les palettes qui toujours le protégeaient, ou brûlé ce qu'il avait pourtant à portée de main.

Un « vol » de vélib' lui avait valu une identification policière, et c'est cela seul qui permit que « loin de la place de la Concorde, quelque part à l'est du Rhin, une tombe porte aujourd'hui son prénom d'archange : Raphaël ». Sans cela, pourvu d'un surnom comme tous ceux qui venus mourir sous nos yeux ont un patronyme trop difficile à prononcer, et à retenir, « et c'est l'honneur de la rue de faire ainsi, sans cérémonie, des pauvres des Français », Raphaël Kuderski serait allé rejoindre au cimetière de Thiais la cohorte des oubliés.

Ariane Chemin avait fait paraître une autre version de ce superbe texte, dans *Le Monde*. Il est repris dans la passionnante anthologie de grands reportages qui vient de paraître aux Arènes[2].

« Un homme » n'y est pas seul. En parcourant ces soixante années de violences et de drames, d'histoires en Histoire, il importe de ne jamais perdre de vue la juste échelle de cette vaste tragédie, celle de l'Homme, de chaque Homme.

« Un Homme » celui qui éloigne les caméras du cadavre de son frère, juste après le tremblement de terre de Mexico.

2. *Le Monde. Les grands reportages 1944-2009*, Les Arènes, mai 2009.

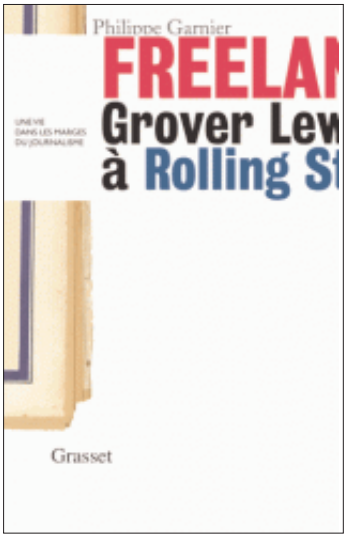
« Un Homme » Bobosse, rapatrié pour être enterré alors que son bateau mouille encore à Fort-de-France, « au terminus des rêveurs ». « Un Homme » Tommie Smith, qui « a ramassé toute sa vie » dans le poing brandi lors des Jeux Olympiques de 1968. « Un Homme » ce rescapé du génocide rwandais, qui jour après jour veille sur des milliers de cadavres, afin que l'école de Murambi devienne la mémoire de l'indicible.

« Un Homme » Ali Legasse, qui comme des milliers d'autres paysans éthiopiens, « en juillet abandonne femme et enfants » pour ne plus les revoir. « Un Homme » Marinette, inlassable localière assassinée dans la maigre masure d'Argenteuil où elle égrenait de tristes jours de vieillesse. « Un Homme » Carole Annis, percluse de douleur dans la salle des Assises où l'on juge celui qui brûla vif son mari handicapé. « Un Homme » Achour, vieil immigré riche de sa seule et minuscule chambre d'hôtel et qui, pour accueillir ses enfants, au terme de tant de labeur, n'a d'autre solution que de les emmener au McDo.

« Les gens de votre métier sont toujours là où ils ne devraient pas être ! ». Le général qui apostrophait ainsi un groupe de reporters, sur l'un des fronts de la boucherie mondiale de 1914-1918, poursuivit après un temps de silence : « C'est pour cela que nous lisons les journaux ».

Le « toujours là où ils ne devraient pas être » d'Ariane Chemin, ce sont les tombes oubliées, les maigres cortèges funèbres et les petits ou grands cimetières sous la lune.

C'est pour cela qu'il faut lire son livre.



FREELANCE, GROVER LEWIS À ROLLING STONE

PHILIPPE GARNIER

Editions Grasset, 2009

PAR THIERRY GERMAIN

mai 2009

Leonard Sanders était dans les années 1960 le chroniqueur littéraire du *Star-Telegram* de Fort Worth. Descendu un soir au marbre, il tomba sur un drôle d'individu « courbé sur sa copie, qui secouait la tête comme Ray Charles, le papier à cinq centimètres des cabochons qu'il avait pour verre de lunettes ». Dans sa surprise, il ne put s'empêcher de crier : « Mon dieu, nous en sommes là, le journal a embauché un aveugle comme correcteur » !

Il n'en était évidemment rien. Leonard Sanders venait de fortuitement faire la connaissance de Grover Lewis.

Se servant d'une machine spéciale qui écrivait en immenses caractères gras, Grover Lewis souffrait effectivement d'une très mauvaise vue et affectait en toutes circonstances une vieille courtoisie très caractéristique du vieux Sud des Etats- Unis. Comment deviner derrière cette politesse surannée l'auteur féroce de quelques-uns des articles les plus fameux d'un journalisme qui devait définitivement renouveler le genre, le « journalisme gonzo »[1] ?

Grover Lewis était texan et orphelin. Orphelin, difficile de l'être plus puisque ses deux parents s'étaient entretués en 1943, sa mère achevant d'une balle en pleine tête un mari qui venait lui-même de copieusement la truffer de plombs. Et tout cela, s'il-vous-plaît, avec le même pistolet ! Texan puisque recueilli puis trimbalé de parents en cousins, il devait pourtant ne jamais dépasser les limites de Oak Cliff, bourgade plutôt typique d'une famille qui ne l'était pas moins, et au sein de laquelle armes, alcool et combines en tout genre ne venaient jamais à manquer. Il s'était finalement tiré de là par sa plume, au *Star-Telegram* de Fort Worth d'abord puis au *Chronicle* de Houston pour échouer enfin, après un détour par le *Village Voice*, au magazine *Rolling Stone*. Il y restera de 1971 à 1973, juste assez pour inventer avec quelques autres une nouvelle vision de son métier.

Le magazine créé et dirigé par Jan Wenner n'inspirait pas exactement la mélancolie et, du ton des articles aux procédés d'écriture, du choix des sujets à la personnalité des rédacteurs, c'est avec de forts accents d'épopée que ces quelques années « pas comme les autres » défilent sous nos yeux.

L'alcool est omniprésent : il faut lire sans y laisser un muscle le récit du mariage de Lewis, entouré de toute l'équipe de *Rolling Stone*, et les tentatives désespérées du pasteur baptiste pour

1. Sur son inventeur, Hunter S. Thompson, voir la critique de son ouvrage, *Gonzo Highway*, Robert Laffont, 2005, dans la bibliothèque d'Esprit critique.

garder à la « cérémonie » un minimum de tenue. La drogue est à peine moins discrète, et bien des comportements pouvaient objectivement relever d'une approche psychiatrique. Lawrence Dietz évoque avec un reste d'émotion ces « comités de rédaction où tout le monde hurle et envoie valser le mobilier, et où un rédacteur sort de son fourreau un *bowie-knife* juste pour appuyer un argument ».

Gardons-nous pourtant de considérer ces femmes et hommes comme de doux amateurs un tantinet dingos. Il faut avoir entendu Grover Lewis défendre pied à pied un texte et hurler en désespoir de cause « cette virgule est à moi, je l'ai écrite ! » ; il faut écouter Kenneth Turan lorsqu'il affirme que « Grover Lewis prenait tout à cœur ; pour lui, écrire était une question de vie ou de mort » ; il faut surtout lire quelques-uns de ses articles pour mesurer à quel point l'engagement de l'auteur, le ton résolument neuf et l'audace dans le choix des sujets ont permis à ce professionnels d'écrire, au-delà de quelques récits de circonstance, rien moins qu'une page neuve du journalisme.

Si l'on voulait résumer l'approche « gonzo » du journalisme, l'on pourrait parler de « reportages romancés ». Ecrits comme de véritables fictions, mettant en scène des personnages aussi soignés que ceux des romans, ces papiers racontent plutôt qu'ils ne décrivent la réalité. La part du reporter y est toujours déterminante, donc sa vision des choses. Ecrits « in vivo », ces articles ne visent pas à l'objectivité mais se veulent la transcription la plus littéraire possible d'une seule vérité, celle de leur auteur.

Cet ouvrage sur Grover Lewis nous permet de disposer de multiples exemples de ce procédé. Force des descriptions, épaisseur des personnages, sens de la formule, crudité du propos, jeux multiples sur les situations, équilibre subtil entre l'inventé et le récit, engagement total du journaliste, tous les ingrédients de base sont installés dès 1971, et ne feront que se renouveler au fur et à mesure des récits.

Ne manquez pas de vous plonger dans l'un ou l'autre de ces morceaux d'anthologie, de préférence en VO (une anthologie bilingue vous attend en deuxième partie de volume).

Vous pourrez accompagner Grover Lewis sur le tournage de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, et vivre en sa compagnie un improbable séjour au cœur de l'Oregon State Hospital de Salem, longer des couloirs dont la couleur « passe sans prévenir du vert scabreux à une sorte de couleur merde tamisée », entendre des chants dont « l'effet est comparable, peut-être, au dernier râle d'une lavette à carreau », subir l'attaque de kamikazes en peignoir armés de balais et de serpillières ou entendre le scénariste vous glisser, assis sur une moquette « vert exorciste », que « lorsque j'en aurai fini avec eux, les gens ne sauront plus s'ils doivent chier ou devenir aveugles ».

Vous aurez l'occasion de le suivre sur le tournage de *The Friends of Eddy Coyle* et de lire un extraordinaire morceau de bravoure sur Hollywood et plus particulièrement l'une de ses icônes, Robert Mitchum.

Le scénariste est là aussi en veine de confidences (« Ca m'a pris des années de tennis pour découvrir que ce n'est pas une saloperie au coude que j'attrapais, mais un truc à la tête »), les femmes sont omniprésentes (« Si j'avais l'une ou l'autre de ces poupées, je crèverais d'euphorie incurable »), l'alcool consommé à profusion et, pour quelques pages d'anthologie, Robert Mitchum se met en scène dans un monologue éthylique de la plus belle facture.

L'acteur de légende ne nous cache rien, que ce soit sur ses approches techniques (« tous ces plans à la con par le trou de balle qui ressortent par les dents de sagesse »), sa vision des mœurs hollywoodiennes (« le secret pour écrire dans les studios, c'est de se trouver un chapeau et de l'accrocher quelque part bien en vue, comme ça si quelqu'un vous demande, on répond qu'il doit bien être quelque part puisque son chapeau y est »), ses exploits de mâle accompli (ne manquez pas le récit où un immense chien prend sans trop de délicatesse ses parties intimes en gueule) ou de

buveur d'exception (page 201, il urine sans plus de cérémonie sur le tapis immaculé de David O. Selznick, lequel, pourtant aguerri par une longue fréquentation d'un milieu parfois viril, n'en est toujours pas revenu) et, *last but not least*, sa vision des journalistes (« Comme Sinatra me l'a expliqué : ils se pignolent, et nous on se paye des yachts »). De façon surprenante, l'article n'a pas trouvé réellement grâce auprès du principal interviewé.

Ce qui avait déjà été le cas pour Lee Marvin (Lewis, évoquant le travail du maquilleur, explique que son art revient « à essayer de déguiser un steak cru en côte de mouton »), Sam Peckinpah (« saint et monstre »), Thuesday Weld (on la voit, quelque peu prise de boisson, demander « est-ce qu'il a vraiment besoin d'être là pendant qu'on travaille » à propos d'un quidam qui se révèle être le caméraman), Franck Perry (« ce qu'il y a de plus maigre en ce moment chez Franck Perry, c'est son sourire »), le Allman Brothers Band (l'article lança le genre) ou Robert Redford (Lewis fait le récit de 480 kilomètres éprouvants passés en compagnie de l'acteur dans son camion Chevrolet Cheyenne, lequel conduit sans permis, les phares souvent éteints et une main toujours libre afin de s'enfiler des bières Corrs à un rythme de métronome).

Il ne faudrait pourtant pas croire que les articles de Lewis sont de simples tirs aux pigeons (lesquels mettront de façon surprenante un certain temps pour se décourager de venir affronter les griffes du journaliste).

Lisez le récit de sa recherche de Lightnin' Hopkins, parcours initiatique dans le ghetto noir de Houston qui, après une apparition du héros digne des meilleurs romans (« Y'a un petit trou de l'enfer passé le coin par là-bas qui vend la mousse la plus froide de tout Houston. Et si on allait s'y arracher la tête ? »), se conclut par un improbable concert privé « dans un bayou à peine liquide aux confins de la ville ».

Son papier sur Charlie Parker et sa fantastique formule finale (« he blew himself out of this world ») ou son incroyable description d'une fête branchée dans une maison présentée comme « une version graillon de Xanadu » (« une flopée de journalistes venus de New York galopent parmi les chênes-lièges, glorieusement défoncés et poussant des yodels de Mongols. L'un s'assied à croupetons dans l'ombre du bar, cherchant à reprendre son souffle : « même les moucherons sont en chaleur », se lamente-t-il ») témoignent de sa capacité à saisir les êtres au plus près et à transmettre, par la formule qui frappe et un humour au scalpel, le plus vrai de ceux qu'il croise.

Le cinéma est omniprésent dans l'ouvrage de Philippe Garnier et le rapport entre le livre et son adaptation cinématographique constitue l'un des fils rouge de l'ouvrage. D'Edward Anderson, l'auteur de *Thieves like us*, à Gus Hasford, dont l'ouvrage *The lost timers* servira de base à Stanley Kubrick pour *Full Metal Jacket*, non sans des difficultés épiques qui nous sont ici fort bien relatées, en passant par Larry McMurtry, ami de Grover Lewis et futur scénariste de *Brodeback Mountain*, c'est toute la délicate alchimie de la transformation du livre et scénario qu'il nous est proposé d'observer, avec ses passions et ses drames (Hasford pourrait y avoir laissé la vie).

Et comme toujours avec Lewis, un personnage finit par résumer d'une formule et en une scène toute une problématique, en l'occurrence John Huston sur le tournage de *Fat City* s'évertuant à convaincre Leonard Gardner, auteur et scénariste, que non, décidément non, et malgré le texte original, « Leo-NARD ! Je ne peux pas montrer un mec en train de ch… ! »

Chahuté par la vie une fois ce « miraculeux » moment *Rolling Stone* achevé, devant chaque année affronter un peu plus les difficultés du journalisme freelance, lorsque le « nous contre tous » du début se transforme peu à peu en un éprouvant « moi contre tous », impuissant à aboutir un roman auquel il aura pourtant donné dix années, emporté par un cancer en 1994, Grover Lewis aurait pu sans peine reprendre cette formule de l'un de ses interviewés et en faire sa devise : « J'ai besoin de collisions ».

ANDRÉ GORZ OU LE SOCIALISME DIFFICILE

ARNO MÜNSTER

Editions Lignes, 2008

PAR VIRGINIE HIS

novembre 2008

Il est des rencontres qui ressemblent à des naissances. Gerard Horst vient au monde en 1923 à Vienne dans une famille où règnent la froideur, la dureté d'un père, petit industriel qui renie ses origines juives et se convertit au catholicisme.

En 1939, ses parents le placent en Suisse dans une institution catholique particulièrement stricte dans laquelle il passe les années de la guerre. Il confiera dans un entretien à Marc Robert[1] : « J'avais fait dès la première enfance l'expérience de tous les existentiaux – l'angoisse, l'ennui, la certitude de n'être là pour rien, de ne pas correspondre à ce que les autres attendaient de moi, de ne pas pouvoir me faire comprendre d'eux ».

Après Vienne, c'est Lausanne qui sera en 1946 le berceau de sa seconde naissance. Confiné dans la rigueur, l'indifférence, sans identité propre, c'est à 23 ans qu'il se sent vivre, pour la première fois peut-être, à l'occasion d'une conférence donnée par Jean-Paul Sartre sur l'existentialisme. Il trouve là son maître. Un an après, Lausanne lui donne cette fois une maîtresse : Dorine, son double féminin. Il lui dédiera un dernier ouvrage poignant paru en 2006, *Lettre à D., Histoire d'un amour*[2] avant de mourir ensemble le 24 septembre 2007. Ainsi, rien, pas même la mort, ne les aura séparés.

Ayant trouvé un père spirituel et une mère complice, l'ingénieur chimiste de formation veut devenir écrivain. Il ne sera jamais le chef d'entreprise tant attendu par son géniteur. Le fils de patron deviendra le « pourfendeur de l'aliénation capitaliste ».

En 1949, Dorine et lui rejoignent Paris. Il devient alors Michel Bosquet, journaliste à *Paris-Presse* puis à *L'Express* avant de co-fonder *Le Nouvel Observateur* et de collaborer à la rédaction en chef des *Temps modernes*. Ce n'est qu'en 1958 que Gerard Horst achève définitivement sa mue pour devenir André Gorz. Il signe de ce pseudonyme identitaire son premier ouvrage intitulé *Le Traître*[3]. Jean-Paul Sartre en signera la préface intitulée « Des rats et des hommes » dans laquelle il parle de son disciple en des termes particulièrement forts : « A-t-on pilonné, broyé sa vie intérieure, au point de ne laisser subsister qu'un grouillement de mots dans un corps décomposé ? Ou bien, sa

1. « L'écologie politique, une éthique de la libération », entretien réalisé par Marc Robert paru dans *Ecorev*, n°21, automne-hiver 2005-2006.
2. *Lettre à D., Histoire d'un amour*, Galilée, 2006.
3. *Le Traître*, Seuil, 1958 (préface de Jean-Paul Sartre), réédité par Gallimard, augmenté de l'essai *Le vieillissement*, coll. « Folio-essais », 2004.

conscience intacte est-elle si profondément enfouie qu'elle le considère de très loin, en étrangère et qu'elle ne le reconnaît pas ? Personne ne le sait encore, puisque cet être fissuré n'est personne ».

Dans cet ouvrage, Gorz se penche sur la quête de l'identité, le sens de la vie, il panse ainsi ses blessures existentielles pour enfin pouvoir parler de lui à la première personne d'un singulier si singulier.

Devenant un penseur de la gauche à part entière, un dilemme l'anime sans cesse : être un intellectuel retiré du monde et des hommes animateur de son seul débat intérieur, ou un intellectuel engagé, qui prend part au débat public.

A partir des événements de Mai 68, la pensée d'André Gorz, jusqu'alors totalement imprégnée de celle du « Pape » de l'existentialisme, va progressivement gagner en autonomie. Il se reconnaît dans la spontanéité du mouvement et la dénonciation des institutions qui limitent la liberté de l'homme.

Ni trotskiste ni maoïste, il refuse de suivre la ligne préconisée par Sartre et Simone de Beauvoir. Il dénonce les systèmes autoritaires et la planification. Individualiste, résolument libre, il est incapable de se soumettre à la discipline d'un parti.

Dès lors, il s'engage dans une démarche de réfutation des fondamentaux du marxisme et en transcende les limites. Il s'attaque au concept de conscience de classe indispensable au bon déroulement de la dialectique marxiste. En 1980, il va jusqu'à faire ses *Adieux au prolétariat*[4] en voie selon lui de « petite bourgeoisisation ». Le travail a connu de telles évolutions avec l'automatisation et l'informatisation que les conditions ne sont plus réunies pour faire émerger cette conscience de classe fédératrice, moteur de la révolution. Il faut trouver le « néo-prolétaire post-industriel ». Peut-être se cache-t-il dans ce que l'on nomme la fracture numérique.

Il prône « un autre socialisme », négation positive du capitalisme et alternative au socialisme autoritaire de la planification centralisée. Il faut pour cela donner plus d'autonomie aux individus et aux communautés en veillant à « la liquidation permanente des structures hiérarchiques et des rigidités bureaucratiques qui tendent à renaître ».

La solution ne réside pas dans la suppression de l'Etat, du capital ou du marché. Il ne faut pas détruire le système mais s'en servir, le mettre en permanence sous tension pour ne pas figer les situations, être dans un ajustement permanent, à l'écoute des attentes de la base. Le socialisme est alors conçu comme un « au-delà du capitalisme ». Plutôt que l'insurrection, il est partisan de l'infiltration pour épuiser la bourgeoisie de l'intérieur dans un processus graduel jusqu'à la crise.

Dès les années 1970, avec Ivan Illich, viennois lui aussi de trois ans son cadet, il prend le tournant de l'écologie politique dont il devient l'un des principaux théoriciens. Pour autant, il dénonce l'écologisme bon teint, romantique qui tend à donner à la nature une dimension quasi religieuse tout comme l'écologisme radical et son catastrophisme stérile.

Se définissant comme socialiste écologique ou écologiste socialiste, André Gorz définit quatre urgences objectives :
— Subordonner la rationalité économique à la rationalité écologique et sociale,
— Déclarer la guerre au productivisme capitaliste et favoriser la décroissance en autolimitant les besoins,
— Réduire la durée du travail pour favoriser les temps de rapprochement entre les individus dans une mise en commun auto-organisée et une coopération volontaire,
— Découpler le travail du salaire.

4. *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Galilée, 1980, réédition augmentée, 1981.

Aux antipodes des slogans présidentiels que nous connaissons aujourd'hui, il pense que la société doit trouver ses satisfactions ailleurs que dans la consommation. Imaginez un candidat socialiste à l'élection présidentielle scandant « Travailler moins pour consommer moins » ou encore « Gagner moins pour vivre mieux ». Gorz inverse le système de valeurs qui est actuellement le nôtre pour développer une éthique socialiste humaniste qui mettrait un terme à la course à l'argent et au profit. Ne pouvons-nous pas exister autrement que par ce que nous consommons ?

A l'heure où le monde entier respire en fonction des cours de la Bourse, où le capitalisme connaît des spasmes sans pareils, les batailles pour le leadership du Parti socialiste donnent l'impression de l'emporter sur ces interrogations pourtant fondamentales.

Ce premier opus signé d'Arno Münster nous livre un parfait condensé de la pensée philosophico-politique d'André Gorz. Analytique et sensible, le philosophe et ami d'outre-Rhin nous incite à aller plus loin dans la découverte de cet homme passionnément libre, visionnaire et désintéressé.

A VRAI DIRE
Livre de l'après-pouvoir

VACLAV HAVEL

Editions de l'Aube, 2007 (Parution en République Tchèque en 2006)

PAR JOËL LE DEROFF
février 2008

« Notes, carnets et entretiens avec Karel Hvízd'ala 1986-2006 » : le sous-titre annonce la structure de l'ouvrage. Rédigé comme en écho, vingt ans après, à *Interrogatoire à distance*, condensé de souvenirs politiques et de tranches de vie, le *Livre de l'après-pouvoir*, est un patchwork qui se dévore de bon appétit. L'entretien, qui permet la réflexion sur les événements des vingt dernières années, se mêle aux morceaux choisis du journal tenu par le président au cours de ses mandats, témoins de moments historiques ou de pensées légères. Les pensées de Vaclav Havel, assemblant jour après jour les pièces du livre, ponctuent l'ensemble avec bonheur.

Le dissident le plus célèbre d'Europe centrale est devenu un ancien président de la République, après être resté en fonction plus longtemps (1989-2003) que la plupart de ses homologues du continent, et ce sans même avoir adhéré à un des grands partis politiques qui ont dominé la vie politique tchèque depuis la fin du Forum civique de la révolution de velours. L'incarnation d'une *success story* parfaite, aux yeux de nombreux admirateurs, notamment anglo-saxons. Havel a la grâce de le noter, flatté, mais non sans autodérision.

Une lecture agréable. Surtout, une des meilleures occasions offertes, citoyens européens, d'apprendre sur un pays qui, devenu membre de l'Union, est désormais l'une des parties constitutives de notre espace commun politique, juridique, social et économique !

UNE PÉRIODE HISTORIQUE (RE)FONDATRICE

Les premiers souvenirs évoqués remontent aux prémisses de la révolution de 1989. De février à mai de cette même année, qu'il achèvera au Château de Prague, résidence présidentielle, Havel avait été une dernière fois emprisonné à la suite d'une commémoration en l'honneur de Jan Palach, l'étudiant qui s'immola en 1969 pour protester contre l'étouffement du printemps de Prague. En décembre 1989, ce sont les élus du Parlement de la République socialiste tchécoslovaque, acculés et par réalisme, qui élisent le héros de la Charte 77 à la tête de l'Etat.

La période de réflexion constitutionnelle et de transition donne alors naissance pour trois ans à la République fédérale tchèque et slovaque, guidée par le Forum civique à Prague, et par le Public contre la violence à Bratislava. Havel, qui occupe le fauteuil de Masaryk, qui avait donné corps à l'idée tchécoslovaque, assiste à un divorce

pacifique et inéluctable, mais fait son deuil d'une dimension spirituelle gâchée par l'échec de la vie ensemble. L'ascension des futurs Premiers ministres, le tchèque Vaclav Klaus et le slovaque Vladimir Meciar, la montée en force de leur parti respectif qui annonce la fin du Forum et du Public, est un des facteurs de cette seconde transition.

La République Tchèque qui naît le 1er janvier 1993 est donc pour le président la dernière phase de la refondation constitutionnelle, sur laquelle il rappelle ici certaines de ses positions : sur le mode de scrutin proportionnel (il n'en était pas partisan), le bicaméralisme, l'élection du chef de l'Etat au scrutin universel direct (qui n'a pas été adoptée jusqu'ici), sur l'Etat de droit, la place de la société civile, le rôle des partis.

AU CŒUR DE LA VIE POLITIQUE D'UN ETAT CENTRE-EUROPÉEN MODÈLE ?

Dans les années qui suivent, la vie institutionnelle trouve ses équilibres, et Prague redevient la capitale d'une démocratie parlementaire libérale. Comme les autres ? Attendons une génération, semble suggérer Havel : les politiques formés dans les années de la normalisation soviétique en garderaient les marques indélébiles. Pour cette raison peut-être, il témoigne de manière récurrente de son admiration pour les classes politiques occidentales et notamment américaine.

Evoquant ses relations avec les ministres et Premiers ministres successifs, Vaclav Havel permet au lecteur non tchèque de se familiariser de manière vivante avec les partis et les mœurs politiques de son pays. Une lecture passionnante s'agissant d'un membre de l'Union européenne, dont nous votons les lois et qui vote les nôtres. C'est ainsi qu'il justifie la nomination du Premier ministre communiste Marian Calfa pendant la période de transition. La cohabitation avec Vaclav Klaus (1992-1997), fondateur du Parti démocratique civique (ODS) et admirateur de Margaret Thatcher, actuel occupant du Château de Prague, semble avoir été autrement plus douloureuse. Milos Zeman (1998-2002), artisan de l'arrivée de la social-démocratie (CSSD) au pouvoir, fait l'objet d'appréciations sans complaisance, mais cependant plus indulgentes. Plus largement, les deux grands partis ne sont pas épargnés par l'ancien président.

La vie d'un président ne s'arrêtant pas aux frontières nationales, les relations entretenues avec ses homologues retiennent également l'attention. François Mitterrand est rapidement cité comme un ami. L'hommage rendu au président allemand Richard von Weizsäcker (1984-1994) et à son attitude en 1990 est chargé d'émotion. Plus contemporaine, la proximité avec le polonais Alexander Kwasniewski (1995-2005) nous rappelle qu'il existe en Europe centrale un héritage commun. Vaclav Havel a d'ailleurs contribué dès 1990 à monter le groupe de Visegrad, formation diplomatique destinée à promouvoir l'échange et la solidarité entre son pays, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie. Mais c'est incontestablement le couple présidentiel et présidentiable formé par Bill et Hillary Clinton qui décroche le record du nombre de citations. Une proximité due à une amitié très solide pour l'ancienne secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, née Marie Jana Korbelova… à Prague.

LES LIGNES DE FORCE D'UN ENGAGEMENT POLITIQUE INDÉPENDANT

Dissident, président, au nom de quelle idéologie ? Difficile d'identifier un mot en « isme » pour qualifier le courant de pensée auquel rattacher Vaclav Havel. Pour ceux qui ne connaissent pas bien son parcours, ni son action de responsable politique, *A vrai dire* apportera quelques éléments, en retraçant les engagements des dernières années.

Du point de vue diplomatique, Havel est certainement un atlantiste. C'est avec fierté qu'il rappelle

la dissolution du Pacte de Varsovie à Prague, le 1er juillet 1991, puis qu'il organise le Sommet de l'OTAN dans la même ville, le 21 novembre 2002. A cette date, la République Tchèque a rejoint l'Alliance depuis trois ans, et il s'agit de discuter d'un nouvel élargissement incluant les Etats baltes, anciennes possessions de l'Union soviétique. Havel indique avoir compris, tôt, que la disparition du Bloc de l'Est ne conduirait pas à la disparition, mais à la diversification des missions de sécurité collective et à l'élargissement géographique du Traité de l'Atlantique Nord. Pour autant, il ne parle pas en suiveur passif des Etats-Unis. Quelques mots sur la crise en Irak en témoignent. Sans condamner, il paraît perplexe devant les projets de l'administration Bush et la prétention à l'exportation de la démocratie par une telle méthode.

L'intégration européenne fait bien sûr partie des grands desseins politiques de la présidence Havel. La compréhension de la réunification allemande, la volonté de recomposer la famille européenne après tant de décennies, sont un classique. La préservation de la diversité culturelle et politique de l'Union est sans doute la valeur maîtresse défendue. Une considération qui répond à l'euroscepticisme « provincialiste » tchèque, très fort au sein du parti ODS des actuels président et Premier ministre. Dans une civilisation qui tend à tout uniformiser au nom du matérialisme, de l'offre et de la demande, l'Union est le moyen de se préserver ensemble, et non pas le danger qui menace la nation. Encore faut-il mieux lui donner confiance en sa mission.

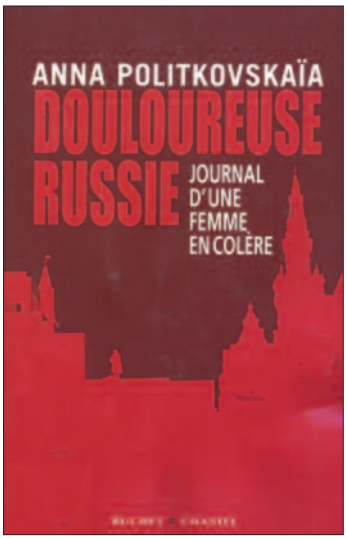
Politiquement libéral, fossoyeur du dogme communiste, Vaclav Havel reste en effet critique face au capitalisme mondialisé à son tour érigé en dogme. Et s'amuse, inquiet, de voir des « aigrisseurs », qui refusaient le mouvement et l'action avant 1989, reconstruire une culture du conformisme à l'heure du tout-marché, en piétinant l'héritage des dissidents, empêcheurs de tourner en rond. Critique à l'égard de la mondialisation, Havel répond par la diversité de la société civile et de sa capacité à s'organiser. Il réhabilite également la force de décision qui doit être celle du politique. Préoccupé par l'environnement, il donne notamment sa lecture de la politique énergétique de son pays et de ses failles, du choix nucléaire coûteux qui n'a pas été accompagné de sa contrepartie théorique, la préservation de l'environnement forestier.

UN PRÉSIDENT ARTISTE ?

Le *Livre de l'après-pouvoir* comporte aussi une dimension intimiste. Havel s'y livre, dans les réponses aux questions de Hvizd'ala, mais aussi au détour de ses commentaires contemporains ou des extraits de son journal des années de la présidence. La vie personnelle et ses interactions avec la vie publique sont clairement dépeintes. La maladie bien sûr, constante dans la vie d'un homme physiquement fragile. La maladie de sa femme, Olga Splichalova, décédée en 1996. Le remariage l'année suivante avec l'actrice Dagmar Veskrnova, les intrusions de la presse et les indélicatesses…

Considérations intimes également, la sensibilité au beau, à l'art et au patrimoine. La bataille de quatorze ans de présidence pour l'amélioration architecturale du Château de Prague en est un exemple récurrent, traité avec agacement et ironie. Très politique, cette sensibilité rejoint l'engagement politique en faveur de la diversité culturelle et environnementale. Elle est aussi celle de l'écrivain, qui confie la difficulté à écrire tout au long de ses mandats successifs, et ce jusque dans l'élaboration de ses discours, parfois laborieuse et conflictuelle.

Le rapport de Vaclav Havel avec son œuvre littéraire s'entrevoit à l'occasion, comme lorsque le nouveau président, en route pour sa première visite officielle aux Etats-Unis, assiste en Islande à une représentation d'une de ses pièces, *L'Assainissement* : « c'était la première fois après vingt ans que je voyais une de mes pièces jouée sur une scène professionnelle ».



DOULOUREUSE RUSSIE
Journal d'une femme en colère

ANNA POLITKOVSKAÏA

Editions Buchet-Chastel, septembre 2006

PAR THIERRY GERMAIN

octobre 2006

Galina Starovoïtova était l'une des dirigeantes du mouvement démocrate russe. Elle est morte assassinée dans le hall de son immeuble, le 20 novembre 1998.

Elena Tregoubova était une journaliste très critique envers Vladimir Poutine. Ayant de peu échappé à un attentat à la bombe, elle a choisi de quitter le pays.

Anna Politkovskaïa est restée. Elle est morte assassinée dans le hall de son immeuble, le 7 octobre dernier.

« Ai-je peur ? ». Ainsi conclut-elle son dernier ouvrage. Non la dernière phrase – elle n'aurait pas aimé qu'il y en eut une. Le dernier chapitre, qu'elle nomme « conclusion ». « Ai-je peur ? »

Pas pour elle. Pour la Russie. « Peut-être ne serai-je plus de ce monde, mais il ne m'est pas indifférent de savoir comment vivront mes enfants et mes petits-enfants ».

Un peu pour elle quand même. Lucide : « je vois tout, que ce soit le bien ou le mal ». Mais déterminée : « je me refuse de me cacher et attendre des jours meilleurs dans ma cuisine, comme le font les autres ».

Alors elle dit tout, le bien un peu, mais le mal surtout, tellement le mal.

La Russie d'Anna, tout au long des pages de son journal de colère, ce sont des députés intimidés par des sacs d'organes humains qu'on leur lance par la fenêtre ; c'est le ras-le-bol grandissant exprimé dans ce « vote contre tous » qui ne cesse de progresser ; c'est Poutine affirmant : « A quoi peut bien servir une émission qui invite des perdants ? » ; c'est la *propiska*, cette carte d'identité qui attache le Russe là où il vit ; c'est une pantalonnade présidentielle dans laquelle un leader présente son garde du corps quasi-analphabète, pendant qu'un autre, enlevé et drogué au sérum de vérité, finit piteusement par se réfugier à Londres ; ce sont les incessantes exactions de l'armée ou l'affligeante hypocrisie des oligarques et des popes.

La Russie d'Anna, ce sont ces disparus tchétchènes qui rythment son journal et, comme une sombre respiration, cette même phrase lancinante et brutale avec chaque fois un autre nom, une autre vie : « personne ne sait où il/elle se trouve ».

La Russie d'Anna, c'est la dramatique, la douloureuse, l'inexcusable et pourtant si compréhensible résignation du peuple, de son peuple,

comme si le long calvaire des Russes à travers siècles et régimes ne devait jamais cesser, comme si un ironique destin, inflexible et tenace, avait choisi de faire sur cette terre et pour eux, toujours, comme une antichambre de l'enfer.

La Russie d'Anna fait mal au cœur et aux tripes.

Celle de Daniel, l'orphelin, « chandelle qui brûle dans l'obscurité ».

Celle de cette autre enfant, portée par son frère, et protégée du froid par une mince couche de papier peint.

Celle de Nadejda et d'Alexandre, son fils tué en Tchétchénie, maman brûlante de douleur et de revanche.

Celle d'Hurcheda Sultanova, massacrée à neuf ans en plein Moscou par des skinheads, parce que tadjike.

« Le soir tombe sur la Russie. Les nains ont des ombres immenses », entend Anna au plus profond des rues de Moscou, là où se disent les mots que même le pouvoir ne peut saisir.

Le soir tombe, et le froid. Bernard Guetta, quel fatal enchaînement des hommes et des consciences fait que vous avez dû écrire ce peu de mots pourtant si justes, et si douloureux : Anna est morte « comme meurent, à l'automne, les dernières fleurs du printemps, victimes du froid qui revient »[1] ?

Un froid qui est un peu le nôtre. Un froid mortel qu'il serait plus mortel encore d'ignorer. Un froid qui nous guette puisqu'il est partout et puis nulle part, vaincu souvent puis encore vainqueur. Un froid qui court l'Histoire et le monde. Un froid qui aura eu raison d'Anna. Le froid d'Anna.

Lisez son livre.

1. *L'Express*, n° 2884, 12 octobre 2006, p. 83.

L'OBSERVATEUR ENGAGÉ
GILLES MARTINET

Editions Jean-Claude Lattès, septembre 2004

CHAQUE HOMME EST LIÉ AU MONDE
ROGER STEPHANE

Editions Grasset, collection Les Cahiers Rouges, octobre 2004

PAR THIERRY GERMAIN

avril 2006

C'est durant les jours qui ont suivi sa prise par les armes de l'agence Havas, là où plus jeune il avait désespérément tenté de convaincre de jeunes couples en mal d'exotisme des charmes injustement méconnus du Crotoy, et après avoir gravement déclaré à quelques isolés piégés par une Histoire en pleine effervescence qu'il prenait la direction de l'agence « au nom de la République française », c'est à ce moment-là précisément que Gilles Martinet a croisé le chemin de Roger Worms, alias « commandant Stéphane », jeune résistant occupé en ce mois d'août 1944 à tenir, telle une place forte rendue à la France, l'Hôtel de Ville de Paris.

Avec Claude Bourdet, ces deux hommes allaient en avril 1950 fonder *L'Observateur*, lequel deviendrait *France-Observateur* puis en 1964, avec l'arrivée de Jean Daniel[1] et de Claude Perdriel, *Le Nouvel Observateur*. Celui-là même dont nous soufflons cette semaine les quarante bougies. Une aventure éditoriale vécue comme une autre façon de poursuivre le combat, combat dont chacun de ces ouvrages nous laisse à deviner qu'il se mène d'abord contre soi-même.

C'est patent dans le journal 1940/1944 de Roger Stéphane, qui parvient admirablement à « rendre ce mélange de bassesse et de grandeur, d'inconscience et de ruse qui est le lot des êtres. A bien des pages de ce livre, les hommes sont leurs propres juges » (Emmanuel d'Astier). Par exemple le verra-t-on défendre la victoire anglaise simplement parce qu'elle est probable ou marquer une réelle sympathie envers l'un des plus sombres acteurs de la Cagoule, le Dr Martin[2].

Ainsi, le parcours de Roger Stéphane dans la guerre est fait de multiples postures improvisées au fur et à mesure de ce jeu de misère et de mort, que sa jeunesse et son dandysme ne lui permettront d'apprivoiser que difficilement, et peu à peu.

Jeune journaliste exilé sur la Côte d'Azur, il passe le plus clair de son temps à disserter avec une « intelligentsia » très largement débordée par les événements, à la notable exception de Malraux. S'il n'en est pas à dire, comme Cécile Sorel, que « la guerre est terrible pour des gens comme nous, qu'elle fauche au milieu de leur carrière », il

1. Signalons sur Jean Daniel le très bon livre d'entretiens récemment paru : *Cet étranger qui me ressemble, entretiens avec Martine de Rabaudy*, Editions Grasset, 2004.

2. A ce sujet, Pierre Péan, *Le mystérieux docteur Martin*, Editions Fayard, 1993.

sait que la sienne ne fait que commencer. Et si sa détermination est totale, Roger Stéphane reste profondément, tout au long de ces pages, l'homme qui finalement nous assènera comme une sentence : « adhérer, c'est renoncer ».

Gide, Malraux, Cocteau, Aragon, Martin du Gard,… sa guerre au début ressemble à un cocktail rue Sébastien Bottin. On y devise généralement de choses générales pour bien souvent vite trouver refuge dans les préciosités littéraires, si accueillantes en ces temps de froidure.

Viennent très vite cependant le moment de l'action, les réseaux et les missions, les internements successifs et enfin l'aboutissement de la Libération de Paris. Baladé de cénacles en cellules, de trains aveugles et réunions borgnes, de longues veillées carcérales en fulgurants entretiens, Roger Stéphane nous offre au passage une remarquable vue en coupe de la France occupée.

L'on sait que sur cette période émergent les deux *Journaux* de Guéhenno[3] et Werth[4]. Ce qui fait la force du récit de Stéphane, c'est ce regard distant, incertain mais sincère porté sur les événements qu'il traverse, comme si un jeune sorbonnard occupé de concepts et de sentiments se ruait sans plus de précautions dans les méandres passablement dangereux d'une Histoire qui avant tout l'amuse. On peut à ses côtés disserter sur l'issue du conflit avec Malraux, résister avec Teitgen, discourir avec Blumel, Weygand, Flandin, Rovan[5] ou Jouhaux, entendre un militant communiste nous dire que Thorez est « un amour de militant » ou Thierry Maulnier professer que « pour qui veut écrire, il n'y a pas de mauvaise tribune ».

Au cœur de ce maelström, Roger Stéphane est d'abord et avant tout un observateur. Il note sans sourciller que sur tel sujet, tel soir et dans telle prison, Blumel a fait un « excellent exposé ». Il juge très sévèrement les réseaux dans lesquels il combat mais échange de façon fort civile avec Dunoyer de Ségonzac, lors d'une mémorable soirée à Uriage. Dans son bureau à Vichy, il se fait raconter par Barthélemy que le Maréchal garde toute sa vivacité d'esprit, puisque capable de repérer au premier coup d'œil un franc-maçon dans une longue liste de noms.

S'il lui arrive de rechercher un camarade de combat et que la personne lui est décrite comme un « grand gaillard blond, avec les cheveux en brosse et l'air sain », il ne s'alarme pas pour autant ! S'il fréquente à Nice les conférences du moment où des idéologues soudains vantent sans trop de nuances les forts discutables mérites de l'Allemagne nazie, il note aussi que « l'entrée est de 10 francs et qu'il n'y aura pas de quête ». Il sait garder son calme lorsqu'un élu de l'Aude lui pérore sans plus de précautions qu'il « se voit bien l'âme d'un mouvement mais pas son animateur ». Et lorsque Cocteau lui révèle sa conviction que « si les Allemands reculent, ils ne reculeront devant rien », comment pourrait-il mesurer l'atroce portée de cette prédiction ?

Traverser la guerre avec Roger Stéphane, c'est tourner les pages d'une remarquable leçon d'humanité lucide mais sincère, c'est saisir combien lorsque les temps sont durs et l'horizon obscurci, penser reste la première force de l'homme en même temps que sa plus grande faiblesse. Dur et juste, aiguisé mais tendre, humain, si humain, Roger Stéphane aurait pu dire comme Verlaine : « mon regard vieillit les enfants ».

C'est encore avec une douce ironie qu'en 1989 il rassemblera ses souvenirs sous un titre emprunté à l'une des dernières phrases prononcées par

3. Jean Guéhénno, *Journal des années noires*, Editions Gallimard, collection Folio, 1984.

4. Léon Werth, *Déposition. Journal de guerre (1940-1944)*, Editions Viviane Hamy, 1992.

5. Il faut lire le recueil de souvenirs de Joseph Rovan, récemment disparu : *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été Allemand*, Editions Seuil, 1999.

André Gide : « Tout est bien ». Avant de choisir la nuit en 1994, le partenaire de Gilles Martinet et Claude Bourdet dans l'aventure de l'*Observateur* aura été conseiller des plus grands, gaulliste militant et pionnier de la télévision culturelle. De quoi nourrir une excellente biographie, sur un homme décidément intéressant[6].

« J'ai traversé le siècle avec un immense désir de comprendre » confesse également Gilles Martinet au moment de conclure ses Mémoires. Et comme Roger Stéphane, il n'aura pas hésité à emprunter bien des voies pour assouvir sa soif de connaître et son besoin d'agir.

Il a fréquenté les rangs de ces militants communistes qui impressionnaient tant son compagnon de l'Observateur et, devenu « dissident », il savait vouloir rester à jamais un « communiste dissident ». Il a combattu, creusé des tranchées à la Roche-sur-Yon juste avant de déclarer la cité « ville ouverte » et dirigé à Clermont-Ferrand une improbable « commission des replis suspects » (*sic*). Le feutre rempli de papier journal, il a fait le coup de poing contre l'extrême-droite à la Sorbonne, avant de défendre son pays et ses valeurs au péril de sa vie, n'échappant à une arrestation certaine qu'en dévoilant… sa véritable identité.

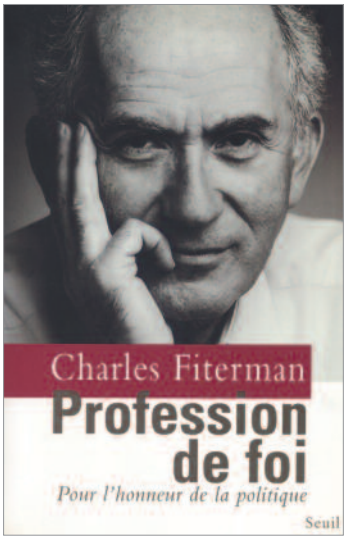
Du fascisme, il avait mesuré toute l'ineptie avec la découverte de sens uniques pour piétons Via del Corso à Rome. Il devait à nouveau en ressentir toute l'horreur avec l'assassinat en 1944 de son beau-père, un important responsable syndical italien. Il n'était pas forcément plus rassuré par les anarchistes croisés lors de la guerre d'Espagne, lesquels accompagnaient de bons gros rires et de gestes évocateurs vers leurs armes cette phrase incessamment répétée : « Que sont devenus les prêtres ? ». De l'homme, on ne visite pas toutes les faces en une seule vie.

Pourtant, le parcours militant de Gilles Martinet est impressionnant. Du PSU, dont il nous dit qu'il fallait « être un peu polyglotte » pour le diriger aux Assises du socialisme de 1974, de la revue *Frontières* animé avec Didier Motchane au Parlement européen en 1979, de la « Trilatérale » à l'actuelle « Association pour la communauté culturelle européenne », l'on peut retenir trois idées fondatrices, trois exigences qu'aujourd'hui nous entendons avec le sentiment qu'elles sont au cœur de notre projet et de notre urgence : l'émergence d'une troisième voie constitutive d'une « post social-démocratie », l'édification d'une Europe puissance et l'absolue nécessité de la dignité du combat[7].

Dignité lorsque en 1993 à la Maison de la Chimie Gilles Martinet hésite à rejoindre un homme esseulé qui lentement quitte l'assemblée de ses camarades pour marcher d'un pas lourd vers la mort. Dignité en Italie, dont il fut l'un de nos grands ambassadeurs, lorsque Giovanni Falcone lui confie que si « le courageux ne meurt qu'une fois, le lâche lui plusieurs fois par jour ». Dignité avec ce « procès » Boukharine qui aura noué la plus importante, la plus douloureuse mais aussi la plus fondatrice de ses ruptures.

Roger Stéphane et Gilles Martinet n'ont pas simplement créé le même journal. Si le gaullisme devait en 1958 défaire un peu de ce que les journées de 1944 avaient indéfectiblement lié dans le drame et dans l'espoir, ces deux hommes, ces deux combattants, ces deux idéalistes portent profondément en eux cette évidence révélée par Romain Rolland : « Il n'y a qu'un héroïsme au monde, c'est de voir le monde tel qu'il l'est et de l'aimer ».

6. Olivier Philipponnat, Patrick Lienhardt, *Roger Stéphane*, Editions Grasset, 2004.
7. Sur les idées de Gilles Martinet : Gilles Martinet, *Une certaine idée de la gauche. 1936-1997*, Editions Odile Jacob, 1997.



PROFESSION DE FOI
Pour l'honneur de la politique

CHARLES FITERMAN

EDITIONS DU SEUIL, 2005

PAR THIERRY GERMAIN

octobre 2005

L'histoire de Charles Fiterman s'est parfois faite en direct à la télévision.

A l'été 1977, lorsque Georges Marchais utilisa la petite lucarne pour exprimer tout son mécontentement face aux positions prises par le PS et singulièrement son leader François Mitterrand. Intervenue dans le cadre de l'actualisation du programme commun, cette admonestation publique portait essentiellement sur le maintien de notre capacité nucléaire. Elle se concluait par le tristement célèbre « Liliane, fais les valises, je rentre à Paris ! ». Charles Fiterman qui pilotait cette actualisation pour son parti, et qui le jour même avait bouclé une base d'accord entre les trois partenaires de gauche, n'avait été informé ni de l'intention ni du contenu qu'allait développer, dans son style si particulier, le secrétaire général du PCF.

Le 11 janvier 1980 à 13 heures, c'est avec quelques-uns des principaux dirigeants du parti, dans la salle à manger du mythique cinquième étage de « Fabien », que Charles Fiterman assistait estomaqué à l'impressionnante prestation télévisée du même Georges Marchais. En direct depuis Moscou (!), le secrétaire général du PCF s'employait, sans plus de nuance, à justifier l'intervention des forces soviétiques en Afghanistan. Médusés, conscients de l'impact d'une telle position, dans son fond et dans sa forme, les responsables politiques quittaient cependant la salle sans mot dire une fois la télévision éteinte. Voyez-vous, ce qui fait la particularité du secrétaire général, c'est « que sa légitimité exige qu'il ait toujours raison ».

Ces séquences cathodiques ne sont pas neutres. Placé à chaque fois en position de spectateur impuissant, profondément contesté dans son rôle et dans ses choix, Charles Fiterman vivait là comme un résumé de sa propre histoire.

Parce que ces interventions mettaient en relief, et de quelle façon, les raisons profondes du déclin communiste en France, raisons que Charles Fiterman avait analysées, proposées au débat interne et tenté de résoudre au sein même de son parti : l'impossibilité de définir et d'incarner efficacement un socialisme à la française, tel qu'évoqué lors du XXII^{ème} congrès en 1976, et donc de bâtir pour le PCF une identité et une place dans la gauche, en rapport avec la rénovation réussie du Parti socialiste ; la capacité à prendre en compte la dégradation rapide et brutale de l'image et de la réalité soviétiques, « allié nécessaire mais encombrant », de plus en plus encombrant même, des communistes français.

Parce que surtout elles incarnent parfaitement le dilemme profond qui parcourt l'ensemble du livre de l'ancien dirigeant communiste. Cet ouvrage sincère, empreint de pudeur et même de délicatesse, est en effet le portrait d'un homme qui va tenter de partager et d'analyser avec nous une fracture, ouverte encore, une blessure par nature irrémédiable. Il nous dit aussi quelle volonté entière il faut garder au cœur et au poing.

Ce que Charles Fiterman nous offre dans ces quelque 350 pages, c'est l'effleurement pudique d'un destin, l'analyse douloureuse d'un échec et l'expression exigeante d'une intense espérance. « Vivre au présent est difficile », « mais je me suis trompé de futur » : dès le préambule, l'essentiel est dit, d'une vie passionnée qui veut porter son message pour demain, d'un passé difficile qui veut se comprendre et se faire comprendre pour servir l'avenir, d'un parcours riche d'enseignements qui veut parler aussi pour les générations à naître.

Effleurement d'un destin : l'auteur ne livre ici ni une succession d'anecdotes (il en reste, et de fort bonnes), ni un déroulé chronologique où tout (c'est-à-dire cinquante ans d'Histoire) s'enroulerait plus ou moins bien autour d'un moi hypertrophié. Charles est bien caché derrière Fiterman. Seule l'enfance, la prime jeunesse, quelques rares personnages dont la silhouette est un peu plus précisément dessinée par l'auteur (Georges Cogniot, Jean Kanapa, Waldeck-Rochet…), la séquence ministérielle si importante à ses yeux ou la page difficilement tournée en 1994 de quarante-deux années de vie militante, permettent de pénétrer un peu plus dans l'univers personnel et familier de l'auteur. Pourtant, lorsque lassé du spectacle d'un congrès du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) en 1980, il demande à se rendre à Auschwitz, là où son père fut assassiné en mai 1944 ; lorsque il évoque son grave accident d'automobile de 1989 et les réactions qu'il provoque… ou non (cinq petites lignes dans *L'Humanité*) ; lorsque les mots prononcés lors du XXVIII^{ème} congrès du Parti communiste sont, il le sait, les derniers, perce à ces occasions et toute entière la part de l'homme.

Analyse douloureuse d'un échec : « Je me suis trompé de futur ». Ce que Charles Fiterman nous fait partager, à sa place et selon son regard, ce sont des dizaines d'années passées au cœur de l'appareil communiste. Là non plus pas de méprise : ceux qui rêvent que l'Histoire ne se fasse que sous les tables ou dans les coulisses, que les plus claires apparences soient des leurres jetés au peuple et que c'est en faisant les poubelles que l'on dénoue les destins, fussent-ils ceux des peuples, en seront pour leurs frais. L'œil de Moscou ayant à peu près la même valeur que la main invisible du marché, ce n'est pas ici qu'on le rencontrera. Reste que derrière tous les « livres noirs » il y a des livres de vie. En voici donc un, et pas n'importe lequel.

Etape par étape, en évoquant sa progression dans l'appareil du PCF (direction de l'Ecole centrale, secrétaire de Waldeck-Rochet puis de Georges Marchais, membre du bureau politique et du secrétariat national et de fait enfin numéro 2), Charles Fiterman illustre d'une formule l'essentiel de son livre.

« Il faut du temps, beaucoup de temps à l'échelle humaine, pour que l'acide des faits entame l'acier des convictions » : tout son parcours de dirigeant en atteste. En 1956, « l'année terrible » : « Et moi, qu'ai-je fait ? J'ai approuvé mon parti ». Lors de sa direction de l'Ecole Centrale du parti, en défendant au cœur même des Trente Glorieuses l'idée de « paupérisation absolue » de la classe ouvrière : « Comment ai-je pu dispenser toutes ces thèses avec tant de sentiment du devoir accompli ? ». En découvrant en 1980 la métamorphose d'Edward Griek, ex-mineur chaleureux et ouvert devenu l'un de ces autocrates de l'Est : « Quelle malédiction pesait donc sur ce système pour transformer ainsi l'or en plomb ? ». Oui, décidément, l'acide aura

mis bien des années pour percer. Et Charles Fiterman sait que le dire aujourd'hui, en faire « l'aveu », ne suffit pas.

Il est arrivé que l'acide des faits prenne de drôles de formes. Ainsi de Mitterrand qui, lors d'une visite à Moscou, convoque ministres et collaborateurs dans ses appartements du Kremlin et développe d'une voix claire pendant de longues minutes les mérites du régime, dans le seul but d'en convaincre les micros forcément placés là ! L'affaire a une autre saveur lorsque l'on est le principal ministre communiste du gouvernement de la République française.

Mais les faits – fussent-ils tenaces –, l'espérance était la plus forte, le combat idéologique emportait tout : « Nous savions de quel côté penchait l'avenir » selon la formule empruntée par Charles Fiterman à Pierre Courtade, journaliste à *L'Humanité*. Il est bien temps aujourd'hui, comme le fait l'auteur, d'en analyser les raisons : le contexte politique et international, déterminant ; le rôle central de la conception léniniste du parti, portée à ses plus redoutables extrémités ; une lecture « absolutisée, dogmatisée » de la notion de lutte des classes… Il est bien temps aussi de refuser la vision du totalitarisme d'Hannah Arendt ou de trouver quelques éléments de bilan positif aux régimes communistes, éléments éducatifs ou sociaux dont on se demande comment on peut les séparer de l'échec général du système et de la violence qui les a accompagnés.

André Wurmser a résumé d'une formule choc ce dilemme de tant de militants et responsables : « Trahir en parlant ou trahir en ne parlant pas ». Cela déforme une vie, la cabosse, la détermine une fois pour toutes. Il est bien temps, certes, mais il est de toutes les façons toujours trop tard dans le siècle. Reste à jamais « dans la bouche un goût terriblement amer, dans le corps le poids d'un extraordinaire échec ».

Reste alors, et peut-être surtout, ce « devoir d'inventaire et d'invention » qu'affirme avec force Charles Fiterman, cette « profession de foi pour l'honneur du politique ». Car « comment considérer tous ces combats comme inutiles », tant « l'espérance d'un monde meilleur et même du meilleur des mondes est consubstantielle à l'être humain ».

Cette espérance, Charles Fiterman va la chercher dans sa victoire contre l'échec. Ayant vécu lors de sa rupture en 1994 un véritable « exil intérieur », laissé sans responsabilités, suivi, cambriolé, « marqué » en permanence (parfois par d'anciens amis), il laisse échapper au fil des mots le sens exact de ce moment de sa vie, l'enjeu réel de ce qui s'est joué là : « La mort aurait eu pour moi le sens d'un aveu, d'une défaite ».

C'est sur cette victoire aussi que Charles Fiterman appuie son désir d'utopie, son appel à une renaissance, son ambition pour demain.

Parce que « l'échec du socialisme réel ne valide pas le capitalisme réel », parce que l'abus actuel de « concret » à toutes les sauces et de « proximité » de toute nature ne parvient pas à masquer la carence des idées, parce que nous sommes conscients aujourd'hui d'avoir ces dernières années « affronté les problèmes du XXI^{ème} siècle proche avec des outils d'un XX^{ème} siècle finissant », plus que jamais, ce qu'il nous revient de construire, c'est une utopie. Une utopie à taille humaine, avec ses ambitions et ses garde-fous, ses espoirs partagés et ses effets maîtrisés, une « utopie politiquement soutenable », mais une utopie véritable.

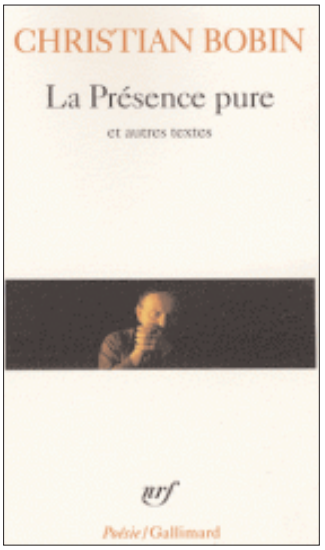
Traduite dans notre réalité politique, cette ambition pour la gauche s'appelle un projet, « un contrat de gouvernement ». De ses années ministérielles, déterminantes dans son parcours, Charles Fiterman retient que la réforme est possible, et qu'accompagnée de pas mal de volontarisme et de ce qu'il faut de cohérence, réforme signifie progrès. Revalorisation du travail, développement

durable et « nouvelle efficacité », mieux vivre ensemble et « urgence d'un nouveau civisme », réforme du statut de l'entreprise…, l'auteur trace les lignes de force d'une contribution claire à ce travail de définition programmatique.

Mais mieux que quiconque, par son expérience de dirigeant d'une grande formation mais aussi par ses efforts depuis des années pour la remettre en équilibre sur ses multiples jambes, au travers de plusieurs démarches successives (Refondations, Convention pour une alternative progressiste, Forum Alternatives européennes), Charles Fiterman sait que la gauche, cela s'organise ! Il en appelle aujourd'hui à un pacte fédérateur, à un contrat de gouvernement et plus loin à l'émergence progressive d'une nouvelle formation, « d'un type nouveau ». Refondateur on est, refondateur on reste !

Depuis 1998, Charles Fiterman est membre du Parti socialiste. Tout son message tient en cela qu'on peut ambitionner de « réenchanter la politique » tout en participant au congrès du Mans ! Utopie et réalité sont inséparables, et Charles Fiterman dispose de toute une vie d'engagement pour en avoir pris l'exacte mesure.

Oui, il y a « urgence de futur ». Oui, selon la très belle formule d'Hölderlin citée par l'auteur, il nous apparaît souvent que « Dieu a créé l'homme comme la mer a fait les continents, en se retirant ». Et alors oui, au fait d'une vie de passions et de blessures, au moment où le fleuve rejoint la mer, où l'inventaire d'une existence se fond dans l'invention d'un monde à venir, on peut comme Charles Fiterman crier avec un espoir neuf : « Vive la politique ! ».



LA PRÉSENCE PURE

CHRISTIAN BOBIN

Editions Le temps qu'il fait, 1999, réédité en 2004

THE WEST WING

4e saison, série télévisée de John Wells, Aaron Sorkin et Thomas Schlamme, avec Martin Sheen, Richard Schiff, Rob Lowe, Moira Kelly, John Spencer, Allisson Janney et Stockard Channing.

PAR DENIS QUINQUETON

juillet 2005

Vous connaissez l'histoire. Un commensal vous a sans doute déjà postillonné ses restants de bœuf bourguignon à la fin d'un repas sans soif en vous la racontant. « Quel est le prénom d'Alzheimer ? ». Comme personne ne le connaît, le dit poursuit, dans un éclat de rire qui lui rougit et lui gonfle le visage : « c'est généralement comme ça que ça commence ! » Alors, faisons simple. La prochaine fois qu'on vous pose la question, répondez : « Aloïs ». Ca calmera ! Aloïs Alzheimer était un médecin allemand qui, en 1906, découvrit de curieuses lésions sur le cerveau d'une femme décédée. Chacun peut deviner la suite.

Dans le treizième épisode de la quatrième saison de la série « The West Wing » – en français, « A la Maison-Blanche » – on voit C.J. Craig, l'attachée de presse du mythique et imaginaire président Bartlet, assumer un face-à-face avec son père, atteint de la maladie d'Alzheimer. Autant dire que l'épisode ne s'annonce pas riant. Il est en effet plutôt mélancolique. Reste qu'ils sont forts, ces Américains ! D'ordinaire, ça vous plombe une série un truc pareil. Rendez-vous compte : un personnage susceptible de ne plus se souvenir du nom des autres personnages ! Dallas n'y aurait pas survécu. Vous imaginez Sue Helen confondant JR et son frère Bobby ? Encore que...

Et bien là, non. On assiste à cinquante minutes de télévision qui évoquent la longue, terrible et épuisante prise de conscience d'un malade – Don Quichotte qui se (dé)bat contre les moulins à vent du naufrage de son esprit. Cinquante minutes qui laissent entrevoir – au moyen d'un parallèle avec une série d'attentats – ce profond sentiment d'injustice ressenti quand la maladie touche un proche, et probablement quand la maladie vous touche. Cette sourde et inutile révolte qui vous saisit sans savoir vers qui la retourner. Parce qu'on voudrait identifier une raison, mieux, un responsable, un coupable même, et qu'il n'y en a pas. Cinquante minutes qui parlent aussi de ce long effroi qui vous paralyse, parce qu'on ne sait pas tout de suite comment faire avec un petit enfant de 75 ans qui a fait votre éducation quelques décennies plus tôt. Cinquante minutes qui disent aussi ces petits signes qu'on met d'abord sur le compte de la fatigue ou de la déprime parce que – encore heureux ! – on ne passe pas sa vie à attendre cette foutue maladie. On ne réalise que plus tard.

On retrouve cette même révolte désorientée dans *La présence pure* de Christian Bobin. Dans ce court ouvrage, il écrit et philosophe autour de ce père, lui aussi atteint par la maladie d'Alzheimer. Avant d'entrer dans la « maison de long séjour »,

la « maison dont il ne ressortira pas », son père a séjourné dans un hôpital psychiatrique. Peut-être pour faire la jonction entre une vie à domicile devenue littéralement invivable pour sa mère et une trop longue liste d'attente pour avoir une place dans la maison de long séjour. En la matière, la liste d'attente représente l'écart immonde qui sépare la conférence de presse compassionnelle d'un ridicule ministre de la Santé désargenté de la réalité. Evoquant ce passage hospitalier, Christian Bobin s'énerve : « Mon père a séjourné pendant quelques semaines chez les morts (...). Les morts n'étaient pas les malades mais les infirmiers qui les abandonnaient pour la journée entière sans aucun soin de parole. Les morts étaient ces gens de bonne santé et de vive jeunesse répondant à mes questions en invoquant le manque de temps et de personnel (...). Les morts étaient ces gens murés dans leur surdité professionnelle. Personne ne leur avait appris que soigner c'est aussi dévisager, parler – reconnaître par le regard et la parole la souveraineté intacte de ceux qui ont tout perdu ».

Le papa de C.J. Craig est encore bien gaillard mais n'en demandons pas trop. A moins d'un interminable travelling, c'est difficile à caser dans un scénario un personnage qui, par exemple, marche sans arrêt, sans dire et sans but. Il s'agit d'une série télévisée qui doit s'adresser à un large public. C'est même précisément pour ça qu'elle mérite le détour. Alors on choisit les symptômes. Ce papa-là oublie des choses, range ses factures dans le frigo et dit à sa fille, alors au bord des larmes, qu'il ne sait pas qui est l'enfant sur la photo, jouant dans le jardin de la maison qu'il habite toujours. Mais il ne ressemble pas encore à la « petite momie » que raconte Christian Bobin : « Je la connaissais du vague de l'enfance : une amie de mes parents, elle tenait un magasin dans le quartier. Je me souvenais de ses allures de "grande dame". Je la trouve recroquevillée dans un fauteuil, les os du visage saillant sous le peu de chair des joues. La grande dame a laissé sa place à une petite momie dans la maison de long séjour. Privée de mots, elle me regarde et pleure. Je me penche vers elle pour l'embrasser et je retrouve la grande dame : elle est là, hurlant en silence dans le fond des yeux humides de la petite momie ».

Une ancienne copine d'école de C.J. lui dit que la maladie d'Alzheimer est surnommée « the long goodbye »... « Le long au revoir », a-t-on envie de traduire, plutôt que « le long salut ». Car, de salut, on ne voit point quand elle pénètre votre univers familier. Cela peut sembler bête, mais parvenir à orthographier correctement ce mot qui résonne comme le nom d'un imaginaire savant fou et cruel peut constituer une épreuve. Trouver, du premier coup la juste place du « h » et du « l »... L'apprentissage dure le temps de s'avouer la vérité, de reconnaître l'évidence. L'évidence, c'est une interminable tournée d'adieu à la manière des Frères Jacques, jadis. Cette tournée-là n'est pas hypocrite, suivie de près par un triomphant concert de retour assorti du plan média approprié. C'est une tournée sans coquetterie aucune, attendrissante parfois, qui dure parce qu'on ne s'en va pas comme ça, et qui s'achève par un authentique adieu, la mort.

Imaginez un grand tableau noir d'école, le tableau de la vie. « Ce qu'il savait du monde et de lui-même est effacé par la maladie, raconte Christian Bobin dans *La présence pure*. Le tableau est grand, il est impossible de l'essuyer en une seule fois, mais de nombreuses phrases ont déjà disparu ». Ce ne sont pas seulement des capacités intellectuelles qui s'en vont. C'est la vie quotidienne qui devient un enfer. Un ami médecin du père de C.J. lui explique : « le problème n'est pas qu'on ne se souvient plus où on a mis la clé. Le problème est qu'on ne souvient pas à quoi elle sert ». « La bête qui ronge leur conscience, observe Christian Bobin, leur en laisse assez pour qu'ils connaissent, par instants, l'horreur d'être de là ». Par instant, juste le temps de reconnaître que « ce n'est pas facile de s'occuper de moi » ou d'implorer un « tu ne m'abandonneras pas, hein ? ».

Alors, on cherche la vie dans ce qu'on imagine être un enfer, dans ce qu'on vit comme une terrible épreuve. « Un peu avant six heures du soir, raconte Christian Bobin, je raccompagne mon père dans le réfectoire de la maison de long séjour. La plupart des pensionnaires ont déjà été rassemblés dans cette pièce, certains depuis une demi-heure. (…) Leurs yeux sont éteints. Ils ne se parlent pas. (…) Mon père entame parfois une colère au seuil du réfectoire. Il refuse d'avancer comme s'il pressentait que plus rien ne le détachera de cette communauté morte – que sa mort personnelle. Sa colère tombe quand il découvre les visages de ceux qui partagent sa table, toujours les mêmes. Il les a côtoyés toute la journée et il leur serre longuement la main, chaque soir avant de se mettre à table, comme s'il les retrouvait après une longue absence. Ils répondent à sa poignée de main en souriant faiblement : même en enfer la vie peut resurgir une seconde, venue on ne sait d'où, intacte. Il y suffit d'un geste ».

« Riez, mais pleurez en même temps », conseillait Lautréamont dans *Les Chants de Maldoror*. Et n'oubliez pas : Aloïs, il s'appelait Aloïs.

MON SANG RETOMBERA SUR VOUS

Lettres retrouvées d'un otage sacrifié mars-mai 1978

ALDO MORO

EDITIONS TALLANDIER, AVRIL 2005

PAR PASCAL JOSEPH

juillet 2005

D'abord les faits, bruts et de sang. Le 16 mars 1978, Aldo Moro, président de la Démocratie-chrétienne, se rend à la chambre des députés pour entériner le « compromis historique » entre le Parti communiste italien et la Démocratie-chrétienne (DC). Aldo Moro est, à cette époque, une grande figure de la vie politique italienne, député depuis 1948, plusieurs ministres, cinq fois président du Conseil.

A 9 heures, un commando des « Brigades rouges » attaque sa voiture et celle de son escorte, cinq hommes sont tués ; Aldo Moro est enlevé.

Le 9 mai 1978, on retrouve dans le coffre d'une 4L le corps du dirigeant de la DC, assassiné vraisemblablement entre 6 heures et 7 heures du matin.

Entre ces deux dates, 16 mars et 9 mai 1978, 55 jours de captivité. 55 jours où Aldo Moro écrit sans cesse. 55 jours pour dire d'abord son amour des siens. 55 jours pour mobiliser ses amis, la communauté politique, l'opinion mondiale. 55 jours pour obtenir son échange et sa libération. 55 jours qui s'achèvent par son exécution.

La première lettre connue date du 26 mars, la dernière du 5 mai 1978. Elles sont toutes les deux adressées à Eleonora Moro, « ma Noretta chérie », « Noretta, ma toute douce », l'épouse. Les 95 lettres publiées ne constituent pas l'intégralité de la correspondance en captivité d'Aldo Moro, la commission parlementaire d'enquête ayant statué sur le caractère public de certaines lettres.

Toutes ne furent pas adressées, les ravisseurs exerçant leur censure « révolutionnaire ». C'est pourquoi seules trente lettres furent acheminées à leur destinataire. Cela, Aldo Moro ne le sait pas.

Quelques-unes furent rendues publiques par les « Brigades rouges » et publiées dans la presse, par souci de « transparence » (*sic*). Peu de lettres reçurent de réponses directes, sauf par voie de presse, notamment de sa famille. Aldo Moro n'en eut connaissance que par les rares journaux que lui fournirent ses geôliers.

Il y a, pour une génération qui se souvient de l'affaire, comme un sentiment de culpabilité qui revient, celui au fond d'avoir donné une once de crédit à cette lutte qui n'était qu'un crime, d'avoir fait, dans un inconscient collectif, de tout ce qui portait le vocable de révolutionnaire quelque

chose de juste en soi, non discutable, alors qu'il ne s'agissait que d'un assassinat. Ou pire encore, d'avoir trouvé ce fait banal.

La préface dit bien le fond de ce malaise. Elle restitue le souvenir confus que nous pouvons en avoir gardé, celui d'un homme mal rasé, brandissant un journal, sur fond de drapeau à étoile, tendu sur un mur. Et cet autre, un coffre ouvert d'une voiture abandonnée et un corps replié.

Il y a comme une tristesse infinie à lire les 95 lettres d'Aldo Moro, parce que l'on sait, lui-même le pressent, que rien ne changera le cours des choses. Justement, pourquoi n'a-t-on pas changé le cours des choses ? Quel crime abominable, quelle faute impardonnable avait donc commis Aldo Moro pour être exécuté au terme d'un simulacre de procès par un simulacre de brigades dites révolutionnaires ?

Jusque-là, tout cela pouvait paraître très banal en effet. Qu'était l'Italie à cette époque dans l'inconscient collectif ? L'homme malade de l'Europe, exact reflet d'une caricature facile : *combinazione*, instabilité ministérielle et inamovibilité de la classe politique. En face, héritiers d'une imagerie tout aussi facile, se lovaient dans l'ombre les « révolutionnaires », opprimés, forcément opprimés, réduits à des méthodes réprouvées, sans doute, mais justifiées par la dureté des temps.

Jusque-là, les schémas faciles allaient de soi. Certes, un homme allait mourir, mais il était le symbole de ces années de plomb où se poursuivait la lutte entre le fascisme, innervant la scène politique italienne, et les désespérés des grandes causes. A cette même époque, l'assassinat, tout aussi froid, d'Hans Martin Schleyer, patron des patrons allemands, pouvait ne pas causer d'autre émotion particulière, dans un pays où le passé ne passe pas non plus. Un peu plus tard, la France est toujours en retard, Action directe reprenait le flambeau de feu et de sang et expliquait doctement que l'assassinat d'un général ou d'un PDG d'entreprise publique participait du grand mouvement de la vengeance des peuples.

Jusque-là, si l'on en restait à cette vision binaire, on pouvait faire œuvre de compassion mutuelle, ressortir les grandes références pour expliquer, excuser, amoindrir : « J'ai lancé une bombe sur votre tyrannie, non sur un homme.[1] Sans doute. Mais c'est l'homme qui l'a reçue. Et ça ne l'a pas arrangé. Voyez-vous, mon cher, quand on a retrouvé le corps, la tête manquait. Disparue, la tête ! Quant au reste, on a tout juste reconnu un bras et une partie de la jambe ».

Jusque-là, nous pouvions consentir à disserter de l'inadéquation entre les causes et leurs traductions. On ne fait pas la révolution sans casser des œufs et on ne fait d'omelettes sans tuer des hommes.

Jusque-là et pas plus loin. La vérité est ailleurs en effet. On ne discutera pas le point de savoir si les Brigades rouges étaient vraiment révolutionnaires. En revanche, la critique contre le système politique italien et la personnalité d'Aldo Moro pouvaient-elles expliquer cet assassinat ? On sera sans doute mesuré sur le système politique italien, marqué par l'omnipotence de la Démocratie-chrétienne, des réseaux secrets dévoyés à d'autres fins (la loge P2 notamment), des services parallèles et par la faiblesse d'une alternative de gauche, renforcée par la mise à l'écart du puissant Parti communiste italien. Pour autant, même minée par l'instabilité politique et la permanence des réseaux militaires et des services secrets, l'Italie était bien une démocratie, à la recherche d'une autre voie pour sortir de l'enlisement institutionnel.

Et c'est justement ce verrou qu'Aldo Moro devait faire sauter, au nom de la DC, en entérinant l'intégration active du PCI dans la vie politique italienne,

1. Albert Camus, « Les Justes », pièce de théâtre, 1949.

en passant ce fameux « compromis historique ». Voilà, au-delà du mobile de l'enlèvement, l'élargissement de « prisonniers politiques », le motif véritable.

Cette ligne politique, Aldo Moro accepte de la porter, l'expression prend ici toute sa valeur, « à son corps défendant », non qu'il y soit hostile, mais Aldo Moro est un vieil homme qui aspire au bonheur, tout neuf, d'être grand-père. Pas une lettre dans laquelle le petit Luca n'est cité, caressé, enjôlé, rendant dérisoire la cause dont Aldo Moro est le symbole malgré lui.

Alors, Aldo Moro écrit, à ses amis, à ses collaborateurs, aux dirigeants de son parti, au président du Conseil, au président de la République, au Pape, au secrétaire général de l'ONU. Il dicte comment joindre tel parlementaire, tel diplomate. Il s'enflamme à l'idée évoquée par Bettino Craxi, alors chef du Parti socialiste italien, de faire appel à la clémence, il s'étonne de la ligne dure, tombée drue quelques jours après son enlèvement, de la DC et de l'Etat : pas de négociation, c'est-à-dire la mort. Enlevé, Aldo Moro sait très vite qu'il est condamné à mort tout autant par ses ravisseurs que par ses amis et par le système italien, qui ne feront rien ou si peu pour le sortir de son cachot.

Ces 95 lettres donnent la nausée, tant elles dessinent l'image d'une classe politique italienne qui communie dans la lâcheté silencieuse et soulagée. Qui a donc commandité l'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro ? La réponse court toujours.

Peut-on aller au-delà ? L'Italie, comme l'Allemagne d'une certaine manière, sont des territoires où la Guerre Froide se poursuit par d'autres moyens. Peut-on imaginer que par une grande manipulation, Aldo Moro ait été livré par la DC mais aussi, en gage, par le PCI, au sacrifice ? Peut-on envisager l'ombre des Etats-Unis ? Ce serait un pied-de-nez bien atroce aux agissements « révolutionnaires ». Au grand jeu de qui manipule qui, l'affaire Moro n'a pas dévoilé tous ses secrets.

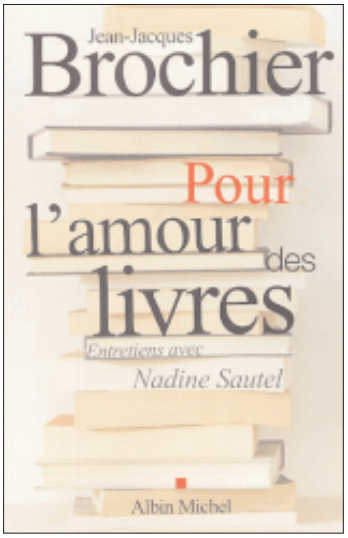
Certes, on a dit la simplicité des faits : rapt, procès révolutionnaire, exécution. Mais plusieurs éléments sont troublants. Tout d'abord, la rapidité des autorités politiques à prôner la non-négociation. Ensuite, quand les lettres se font insistantes, la thèse selon laquelle elles sont écrites sous la dictée des Brigades rouges.

Mais, surtout, l'efficacité redoutable mise en œuvre pour ne pas retrouver Aldo Moro. Un ravisseur suspecté, convoqué par la police, qui ressort tranquillement du commissariat. Alors que les indices pèsent sur le nom « Gradoli », la police se déplace dans le village du même nom mais pas dans la rue de la ville de Rome où Aldo Moro a été retenu. Cinq cartables de cuir auxquels Aldo Moro fait souvent allusion, restés dans la voiture après son enlèvement et qui n'ont jamais été retrouvés. Ses lettres dont une partie a été trouvée dans une planque des Brigades rouges en 1978 et ensuite en 1990, au même endroit. Cette enquête reste à écrire, mais elle peut s'appuyer sur plusieurs indices.

Alors que reste-t-il ? 95 lettres d'un homme que l'on redécouvre, qui va mourir et qui ne sait pas pourquoi il faut que son sang soit versé. 95 lettres de désespoir et d'amour, dures à lire, tant nous savons que la répétition des arguments se heurtera au mur du silence. 95 lettres qui portent l'espoir, marquent la résignation et préparent, comme une confession intime, le moment ultime.

Vient l'heure du testament, du règlement des affaires matérielles, du partage des biens. Vient l'heure où Aldo Moro se met en ordre, pour être, pour lui-même au moins, dans un rapport de vérité, de sincérité et d'apaisement.

Pendant ces 55 jours, il faut imaginer Aldo Moro malheureux : « Tout est inutile quand on ne veut pas ouvrir la porte ».



POUR L'AMOUR DES LIVRES

JEAN-JACQUES BROCHIER

EDITIONS ALBIN MICHEL, FÉVRIER 2005

PAR THIERRY GERMAIN

mars 2005

Cela durait depuis des années, depuis toujours presque. Chaque mois le rendez-vous était immuable. Rien de sentimental là-dedans, juste la voix régulière et sincère d'un ami fidèle, d'un de ces mentors à encre d'imprimerie, de ceux dont on se sert lorsqu'on est jeune et auprès de qui l'on se serre plus tard. Qui ne possède de ces aînés de librairie, de ces pères de papier ? Ceux-là, je les plains. Surtout, je ne les crois pas.

Les *Chronique du Capricorne* ont donc rythmé mes années d'apprentissage littéraire. J'en aimais le ton et le style, la simplicité du propos et la grande sincérité des opinions. Ayant par trop le goût des billets phosphorescents et des polémiques au scalpel, cette évocation très personnelle de choix et de passions me ramenait vers un rivage plus tranquille, plus profond aussi : celui d'aimer et de transmettre.

En fait, des années durant, je n'ai échangé qu'avec une signature. L'homme derrière ne m'intéressait pas plus qu'il ne semblait s'intéresser. Peu ou pas dans l'actualité, discret, il ne se manifestait qu'au travers de ces quelques centaines de signes mensuels et des univers de mots ainsi créés. Pour exister enfin de chair et d'os, il aura donc fallu que cet homme meure.

Son intervieweuse, Nadine Sautel, ne dit rien d'autre : ce n'est que se sachant condamné qu'il aura finalement accepté de livrer une part de lui-même, demande à laquelle il refusait depuis des lustres d'accéder. C'est pour vous peut-être l'occasion d'un premier échange. C'est pour moi le moment de lâcher une main que je n'aurai cessé de tenir, sans trop y prendre garde.

Jean-Jacques Brochier avait donc le goût des livres, et plus que tout celui de le(s) partager. Jeune stagiaire au CNRS, travaillant alors aux côtés de Roland Barthes, il est approché par Dominique de Roux pour prendre la direction d'un tout jeune et balbutiant magazine littéraire. Avec Guy Stibon, François Bott – au tout début – et Simone Arous, Jean-Jacques Brochier se lance donc en 1967 dans l'aventure du *Magazine littéraire*, laquelle ne s'achèvera qu'en février 2004 avec son départ du journal, et quelques mois plus tard avec sa mort. L'œuvre d'une vie.

« J'ai gâché ma vie ». Dans son ultime article pour les *Lettres françaises*, Aragon avait su choisir ses derniers mots, cinglants et définitifs, pour marquer la force de son courroux et la profondeur de sa désillusion. Jean-Jacques Brochier n'aura pas le loisir d'un dernier message adressé à ses

lecteurs de presque quarante ans. Est-ce un hasard alors si sa première chronique dans *Lire*[1], qui l'accueillera pour quelques numéros, avait pour titre « Le chagrin d'un ami » et évoquait au travers d'un livre de Tahar Ben Jelloun le triste destin de ceux qui préfèrent s'isoler pour attendre la mort[2] ?

Tout son livre en témoigne : il était l'homme d'un autre temps, de ce « bocal de St-Germain-des-Prés » duquel il n'a jamais vraiment voulu sortir. A l'image de Bernard Fixot, dont les éditions déménagèrent un jour et qui ne garda son ancien bureau que pour un unique mais noble motif : « ils ne vont quand même pas me faire manger Rive droite ! ».

C'était le temps de Francis, barman du Port-Royal mais véritable Saint-Simon des petites et grandes frasques littéraires ou mondaines, souvent les mêmes d'ailleurs ; celui de Gallimard expliquant qu'il « n'est pas là pour s'occuper des petits éditeurs qui font faillite », petits éditeurs très largement évoqués par l'auteur en juste retour des choses (Losfeld, Pauvert, Tchou…) ; celui d'un Maspero chez qui les franckistes commandaient en nombre des livres que les lambertistes, forcément en désaccord, renvoyaient ensuite.

Les chats de Perec s'appelaient alors « Du Con », Mauriac entreposait dans l'entrée de Malagar des chapeaux improbables qu'il essayait pourtant consciencieusement un à un avant de sortir, les lecteurs incrédules venaient aux Editions de Minuit chercher la page manquante du *Voyeur* de Robbe-Grillet et Alain Bosquet décidait de demeurer au Père-Lachaise, par épitaphe et à jamais, « le laquais des mots ».

On pouvait rire, comme lorsque cet auteur reconnu apprit la mort de son nègre alors que venait de débuter dans un grand quotidien un retentissant feuilleton portant sa signature. Sans qu'il s'en mêlât, l'édition du lendemain fut pourtant assurée, et les autres jours également, lui évitant les affres de la fuite ou du ridicule. Eh oui, le nègre avait un nègre !

On pouvait pleurer aussi, au récit d'un Jean-Louis Bory venu à son journal faire une sinistre page d'écriture et qui, considérant l'exercice comme raté et sa plume définitivement morte, rentrait chez lui se tirer une balle dans le cœur.

Etre de ce temps n'empêchait nullement chez Jean-Jacques Brochier la curiosité et la largeur de vue. Systèmes d'écriture, évolution du monde de l'édition, part de la fiction étrangère, « crise » du roman, rôle des sciences humaines, place de la littérature populaire, ces entretiens sont d'abord une vaste réflexion sur l'acte d'écrire, son sens et ses métamorphoses. Si la culture est vaste, le parti-pris est permanent et la pensée très personnelle. C'est au sens propre du mot un témoignage, dans un procès très largement ouvert[3].

S'il ne fallait s'en tenir qu'aux choix des auteurs, quel critique installé confesserait ne pas aimer Artaud, Céline, Camus ou Claude Simon ? Pour Jean-Jacques Brochier, un écrivain « tient à ce qu'il a voulu dire ». Si le style compte, le sens l'emporte, et c'est toujours ce subtil alliage qui fera l'œuvre. Tant il est certain qu'un bon livre trouvera toujours ses lecteurs.

Si vous prenez le temps de lire ces entretiens, ne vous attendez pas à être ébloui ou charmé. L'homme est franc, direct même s'il sait être drôle, tranchant même s'il sait être nuancé, précis même s'il sait être émouvant. « Vous ne cessez de vous peindre en petit bourgeois » finit par lâcher Nadine Sautel. « Faute de pouvoir en être un grand, hélas », rétorque notre homme, faussement ironique. En le quittant, peut-être aurez-vous comme moi le

1. Magazine *Lire*, Février 2005.
2. Magazine *Lire*, Avril 2004.
3. Revue *Médias*, n° 4, printemps 2005, dossier sur la critique littéraire (lire notamment l'entretien avec Raphaël Sorin).

sentiment d'avoir reçu un précieux témoignage, de ceux dont on pressent qu'ils nous auraient réellement manqué.

Encombrés de leurs milliers de pages, il est arrivé à Souvestre et Allain, les auteurs des foisonnants Fantomas, de ressusciter par mégarde des personnages, ce qui avouons-le peut retirer quelque crédibilité au récit, fût-il fleuve. Ils ont alors inventé un système sommaire mais ingénieux, consistant à disposer des soldats de plomb sur une table et à coucher ceux représentant les personnages morts.

Jean-Jacques Brochier est désormais de ceux-là.

DES VOIX SOUS LA CENDRE

Manuscrits des Sonderkommandos d'Auschwitz-Birkenau

COLLECTIF

Editions Calmann-Lévy, Mémoire de la Shoah, janvier 2005

PAR THIERRY GERMAIN

février 2005

A la fin de son témoignage lors du procès de Cracovie, lorsqu'il s'est agi de prononcer les derniers mots, Szlama Dragon, l'un des très rares rescapés des Sonderkommandos, eut cette phrase terrible : « Je tiens à retourner à une vie normale, et à oublier tout ce que j'ai vécu à Auschwitz ».

Lassé de tant d'horreurs, ayant presque froidement et si minutieusement décrit durant de longues minutes l'effroyable processus de mort auquel il avait assisté, Szlama Dragon aspirait, comment lui en faire le reproche, à la vie et à l'oubli.

Nous savons que l'oubli, c'est la mort. Et nous savons avec Claude Lanzmann que l'arme de la mémoire, c'est la parole. Voilà ce qui donne son prix à ces témoignages extirpés de la terre d'Auschwitz, à ces bouteilles, aux sens propre et figuré du terme, jetées par ces hommes embarqués dans l'enfer nazi vers d'attendus témoins. Jetées vers nous.

Ces « voix sous la cendre », ce sont à la fois les témoignages déterrés des charniers d'Auschwitz et les récits recueillis des très rares survivants des Sonderkommandos, les « commandos spéciaux » qui ont existé à Birkenau jusqu'au 18 janvier 1945.

Zalmen Gradowski, Lejb Langfus, Zalmen Lewenthal, Szlama Dragon, Henryk Trauber et Feinsilber, aucun de ces hommes n'avait sa place dans le « monde d'après ». Encore fallait-il imaginer qu'il y en eût un. Témoins forcés et acteurs involontaires de l'indicible, de cette extermination que leurs bourreaux avaient la folie de vouloir faire et la folie de vouloir cacher, ils devaient aussi « s'accoutumer à l'idée qu'il fallait bien penser au lendemain ».

Mesure-t-on la part d'espoir qu'il fallut à ces hommes lorsqu'ils résolurent d'utiliser quelques pauvres pages griffonnées pour combattre la plus systématique et la plus impitoyable entreprise de mort et de destruction que l'homme ait pensée ? « Pour autant qu'un monde d'Hommes continue d'exister, il y a un prochain pour lire et déchiffrer la trace », traduit admirablement Philippe Mesnard dans l'un des éclairages apportés à ces documents. Malgré l'horreur sans nom, savoir la part des mots, croire en la force du dire.

Mesure-t-on également l'effort que constitue le fait de raconter, l'acte de traduire en paroles des scènes que ni le vocabulaire, ni l'âme de l'homme ne sont prêts à affronter ? Très neutres souvent, presque détachés, ces récits sont aussi comme

pour Zolmen Gradowski très littéraires, délibérément portés par un style alors utilisé comme une mise à distance. Pour pouvoir écrire, « écrire en dehors de soi » nous dit Philippe Mesnard, « se détourner de la réalité pour mieux y faire retour ».

Mesure-t-on enfin le prix de cette parole ? Découvert en avril 1945, négligé, le témoignage de Lejb Langfus dormira jusqu'en avril 1970 dans la mansarde oubliée d'une maison polonaise. Ce « retour à la vie » au sens littéral du terme prend toute sa valeur. Langfus jette sa parole comme le dernier cri d'un homme libre, comme un ultime témoignage d'humanité. Qu'il nous arrive enfin ne lui donne pas son sens, mais cela lui rend toute sa valeur.

Car ces témoignages ne parviennent pas de n'importe où, ni de n'importe quand. Pour être l'auteur de l'ouvrage le plus souvent cité sur l'univers concentrationnaire[1], Primo Levi a la parole qui n'en prend que plus de force : « L'histoire des *Lager* a été écrite presque exclusivement par ceux qui, comme moi-même, n'en ont pas sondé le fond ». Un « fond » dont ces « voix sous la cendre » sont presque seules à pouvoir témoigner.

Les Sonderkommandos, ce sont ces hommes à qui l'on a fait miroiter des conditions plus clémentes et qui finissent totalement isolés, à deux kilomètres d'Auschwitz, dans l'usine de mort de Birkenau. Vider les chambres à gaz et les fosses, brûler les corps, récupérer les effets, voilà leur tâche quotidienne, au cœur même de la « solution finale », à l'ultime étape de la folie nazie. Leurs voix nous viennent directement de ces moments et de ces êtres que les SS voulaient nier, pour le monde et pour l'histoire. Au travers de ces phrases simples, elles accomplissent une renaissance fragile, tragique mais inespérée.

Sait-on que ces hommes accompagnaient les victimes jusqu'au dernier moment de cette improbable chaîne de destruction, jusque dans le ventre d'apparence si banale et si trompeuse du génocide ? Dénudés, fourvoyés le plus souvent, résignés parfois, si rarement révoltés, les martyrs ne lâchaient le regard des Sonderkommandos que dans les dernières secondes, lorsque se refermaient la porte des chambres à gaz.

« Ils m'ont confié le dernier secret de leur vie », traduit Zolmen Gradowski.

Mot après mot, phrase après phrase, ces « rouleaux d'Auschwitz » nous livrent l'indicible. Ces hommes enrôlés le soir même de leur arrivée au camp et qui découvrent dans les corps manipulés leurs plus proches. Ce garçonnet battu à mort à l'entrée du « bunker » et dont les yeux incrédules ne lâcheront pas une seconde ceux de son bourreau. Ces derniers regards portés vers le ciel par ceux qui savent ou qui devinent, et l'insouciance terrible des enfants qui ne se doutent de rien.

Mais si chaque récit prend au cœur et aux tripes, si l'on pouvait imaginer sans plus les tolérer la détresse des mères, le désespoir des pères isolés à quelques mètres de leurs familles martyrisées, l'effroi des plus jeunes, comment affronter cette description presque technique de leur mise à mort ? Techniques pour gazer, techniques pour évacuer et transporter les corps, techniques pour dépouiller, techniques pour brûler,… : il n'est pas une étape de cette tuerie systématique qui ne soit rigoureusement organisée et mise en œuvre. Et ici décrite, avec des mots de chaque jour, des expressions familières dont on se demande ce qu'elles font là.

Ces hommes découvraient les corps après le gazage, « pressés comme du basalte ». Ils les séparaient, les portaient ou les traînaient jusqu'aux crématoires et là, pour tenir le rythme imposé par les nazis, ils appliquaient des procédés de créma-

1. Primo Levi, *Si c'est un homme*, Editions Julliard, 1987.

tion où la disposition, l'âge, l'état de délabrement des victimes comptaient. Ces mêmes êtres côtoyés quelques minutes ou quelques heures auparavant, et accompagnés jusqu'aux portes de la mort, il fallait ensuite les traiter, comme le souhaitaient leurs bourreaux, à l'égal de « stucks », de pièces sans vie ni valeur.

L'on sait que le devoir de mémoire consiste à comprendre individuellement et collectivement hier pour éclairer aujourd'hui et demain. L'on mesure combien la « solution finale » contient de questions essentielles et de résonances à jamais vivaces. Le quotidien même des camps implique tant d'interrogations pressantes et irrésolues, ne serait-ce que le rôle de certains détenus par rapport aux autres et la vision qu'ils nous renvoient de l'Homme.

« Toute personne qui vivait plus de deux semaines ne le pouvait qu'en vivant au détriment des autres victimes », nous rappelle Zolmen Lewenthal. Et Rudolf Vrba, dans son récit d'Auschwitz[2], avoue que « durer permettait d'approcher du noyau qui non seulement avait appris à vivre mais aussi à prospérer ». L'univers concentrationnaire a malheureusement à nous dire sur nous-mêmes plus que la vérité brute de l'extermination, tant « les nazis auront démontré avec une minutie teutonne jusqu'à quelle profondeur l'homme peut tomber » (Rudolf Vrba).

Oui, comprendre est tout. Mais pour comprendre sincèrement il faut savoir vraiment.

Rudolf Hoess, dans ses édifiants mémoires[3], évoque ces hommes occupés à évacuer puis brûler leurs semblables. Pour lui leur action lancinante et leur apparente maîtrise d'eux-mêmes est tout simplement de l'indifférence. Et de citer cet homme des Sonderkommandos découvrant son épouse parmi les cadavres, et partageant quelques minutes plus tard, sans trouble apparent, le « repas » de ses compagnons.

Ce que ces hommes ont caché, c'est ce qu'ils nous livrent. Ce qu'ils ont tu, c'est ce qu'ils nous disent. Ce qu'ils ont supporté, c'est ce qu'ils nous lèguent. Ce témoignage est incomparable.

Ils ont douté de notre capacité à croire. Ils ont douté de notre capacité à voir et à entendre. « Tu ne croiras pas ce que ton œil te montrera », dit Zalmen Gradowski et, pourtant, c'est à nous qu'il s'adresse et à nous seulement, dans son ultime exorde : « Un jour ton cœur gelé se réchauffera peut-être et tes mains froides, tes mains glacées viendront ici éteindre ces flammes ».

C'est le sens de ces testaments enterrés. Ne pas laisser geler les cœurs. Jamais plus.

2. Rudolf Vrba, *Je me suis évadé d'Auschwitz*, Editions Ramsey, 1998 : l'un des 270 prisonniers ayant réussi à s'échapper d'Auschwitz ; son témoignage, transmis à Pie XII, Roosevelt et Churchill, aura une réelle importance dans la prise de conscience par les Alliés de l'ampleur de l'extermination menée par les nazis en Pologne.

3. Rudolf Hoess, *Le commandant d'Auschwitz parle*, Editions La Découverte, 2004.

SALVADOR ALLENDE
L'autre 11 septembre

ANTOINE BLANCA

Editions Graffic / Bruno Leprince, 2003

PAR PASCAL JOSEPH

février 2004

A ce qu'on dit, Gérald Ford avait du mal à pratiquer deux activités intellectuelles en même temps, marcher et mâcher du chewing-gum. Mais calé dans un fauteuil et libéré de sa pratique d'assouplissement de la gomme, il savait parler clair et simple. Ainsi en 1977, à la question de savoir ce qui pouvait justifier l'intervention des Etats-Unis dans la politique intérieure d'un autre gouvernement, qui plus est issu du suffrage universel, il fut répondu au journaliste, dans ce que le *New York Times* qualifia de « déclaration la plus malheureuse qu'ait jamais faite un chef d'Etat respectueux, en principe, de la loi » : « Je ne vais pas entrer dans le détail, ni porter de jugement sur le droit international. C'est un fait reconnu historiquement. De telles mesures, on les prend toujours, dans l'intérêt bien compris des pays concernés ».

Nous avions connu des visages, nous nous étions faits à des accents, nous avions même appris à chanter les Quilpayun et souvent nous dodelinions de la tête avec le sentiment douloureux de l'incompréhension née des effets qui nous dépassent.

C'est le mérite de la préface d'Antoine Blanca, écrite 27 ans après la première édition, avec une plume d'acier, de situer l'origine du 11 septembre 1973 qui marque « la fin d'une longue traque », dont le gibier est Salvador Allende et le gouvernement de l'Unité populaire ; les chasseurs, la droite chilienne et les grandes compagnies américaines ; les stratèges, la CIA et le président Nixon.

Il était donc nécessaire que l'auteur revienne aux sources du coup d'Etat, face à un révisionnisme historique qui n'a pas désarmé, à preuve les consternantes prises de position de la droite parisienne, lorsque Bertrand Delanoë a proposé de rebaptiser la place Santiago du Chili en place Salvador Allende. Le 11 septembre 1973 n'est pas une opération venue des profondeurs du peuple chilien, mais l'application d'une doctrine d'intervention impériale, à visage humain sous Kennedy, à balles réelles sous Johnson et Nixon.

On ne résistera pas à citer une scène du film de Pierre Kalfon et de Patricio Hernandez[1] où Nixon, à l'annonce de l'élection d'Allende, au bord de l'apoplexie, tapant du poing sur la table, éructe qu'il convient d'écraser ce *son of a bitch*. On se reportera aussi pour comprendre cette vision équilibrée de l'ordre mondial à l'excellent docu-

1. « Le dernier combat de Salvador Allende », 1998.

mentaire[2], sorti il y a peu, qui fait parler les commissionnaires des Américains. Le plus frappant est que tout est su et tout est dit depuis le rapport du sénateur américain Church, publié quelques années après le 11 septembre. Voilà pour l'origine, claire et sans taches, du dénouement tragique.

Un mot sur le titre, évidemment nouveau, *L'autre 11 septembre*, comme si là encore il fallait, de manière anachronique, situer un événement qui vient avant par rapport à un autre survenu depuis. On voit bien le difficile travail de mémoire active. De ce point de vue, on ne pourra que saluer la cérémonie organisée par la Ville de Paris où l'auteur, Antoine Blanca, faisait resurgir l'espoir assassiné.

Mais Salvador Allende ne se résume pas à la dernière image que l'on a gardée de lui : un homme un peu hagard, coiffé d'un casque militaire, les sangles se balançant sur les joues, en veste avec un pull à carreaux, perdu dans ses immenses lunettes et entouré des derniers défenseurs de la démocratie chilienne, pendant l'assaut du Palais de la Moneda.

La première partie raconte l'histoire mêlée d'un homme et de son pays. C'est en effet la capacité des grands hommes que de faire corps avec la géographie de leur pays et de tenter d'en façonner l'histoire : Allende fut directeur de campagne présidentielle, ministre de la Santé publique à trente ans, quatre fois candidat à l'élection présidentielle (de 1952 à 1970), député, puis sénateur de plusieurs territoires d'élection, président du Sénat, secrétaire général un temps du PS. La seconde partie déroule, sur deux plans, la montée inexorable vers une fin programmée : du point de vue de l'Unité populaire et de ceux qui en organisent la fin.

Il y a de l'obstination chez Allende, celle de convaincre sans cesse et de travailler à l'unité : l'unité de la gauche, l'unité du peuple, avec sans doute un optimisme en la raison qui a pu confiner à de la naïveté, face à des adversaires qui préfèrent rompre les arguments à coups de trique. D'Augusto Pinochet, on citera la réaction d'Allende, dans le Palais alors qu'il ne sait pas encore que le général, franc-maçon comme lui, fait partie des conjurés : « pauvre Augusto, comme il doit être malheureux », au même moment où ledit général s'esclaffe au téléphone à l'idée de jeter le corps du président d'un avion en plein vol…

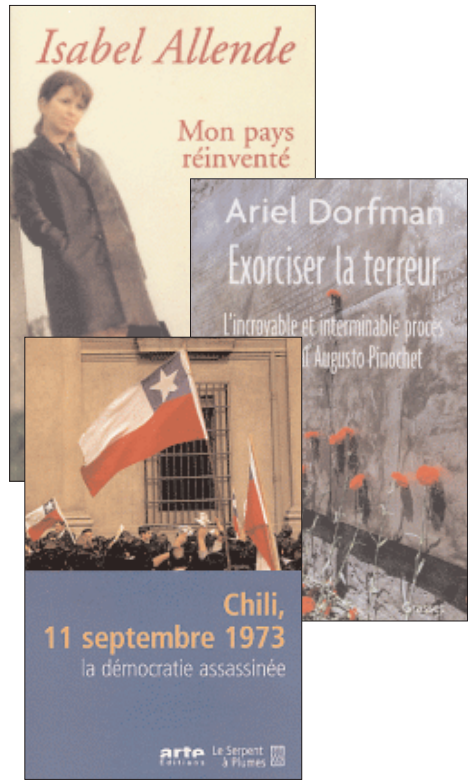
Peut-être fera-t-on reproche à l'auteur, qui cisèle en de courts paragraphes le portrait d'un homme de son temps, de sa tentation hagiographique qui perce : bon enfant, bon étudiant, bon père, bon socialiste, grand lecteur, dépassant en de nombreux points ses contemporains sans leur infliger sa superbe. Il faut sans doute y voir la douleur amoureuse de l'auteur qui a vibré pour un homme qui a fait l'histoire et qui savait l'histoire qu'il faisait.

Salvador Allende, c'était une voix. Pour des raisons objectives, sa très mauvaise vue l'empêchant de lire des discours trop écrits. Un simple plan, des mots clés, nourris de longue et ultimes discussions avec ses proches, vertébraient une langue juste, généreuse et simple.

Bien sûr, résonnent pour ceux qui les ont entendues ses dernières interventions sur Radio Magallanés : « Je m'adresse surtout à la modeste femme de mon pays, à la paysanne qui a cru en nous, à l'ouvrière qui a travaillé plus, à la mère qui a compris notre préoccupation pour les enfants… Ma voix tranquille n'arrivera pas jusqu'à vous : peu importe. Vous continuerez à m'entendre, je serai toujours à vos côtés… D'autres hommes viendront, qui surmonteront ces instants sombres et amers où la trahison prétend s'imposer. Sachez que bien plus tôt que prévu s'ouvriront de nouveau les larges avenues où passera l'homme libre pour bâtir une société meilleure. Vive le Chili ! Vive le peuple ! Vive les travailleurs ! »

Companero Allende ? Presente !

2. « Condor : les axes du mal », réalisé par Rodrigo Vazquez, 2003.



MON PAYS RÉINVENTÉ
ISABEL ALLENDE

Editions Grasset, 2003

L'INCROYABLE ET INTERMINABLE PROCÈS DU GÉNÉRAL AUGUSTO PINOCHET
ARIEL DORFMAN

Editions Grasset, 2003

CHILI, 11 SEPTEMBRE 1973, LA DÉMOCRATIE ASSASSINÉE
Sous la direction d' **D'EDUARDO CASTILLO**

Editions Le Serpent à plumes/Arte Editions, 2003

PAR THIERRY GERMAIN

septembre 2003

C'est une belle et tragique histoire. Et comme dans toutes les belles et tragiques histoires, il y a un héros. Acteur et victime à la fois, traversé de mille contradictions, hésitant sur son destin mais inflexible sur ses principaux traits, ce héros est fait de fulgurances et de doutes, de lutte et de silence, de grandeur et de petitesse. Allende, Castillo, Dorfman : les trois livres évoqués ici tournent autour de ce personnage principal, le scrutent et l'interpellent, tentent de le piéger, de l'émouvoir, de le saisir, pour tous enfin se réfugier dans la certitude de lui appartenir. Le peuple chilien, ce « pueblo » fier et meurtri, élégant et lâche, coupable et sacrifié, cette petite multitude de quinze millions d'âmes qui aujourd'hui encore, en cet anniversaire de la mort d'Allende, semblent danser d'un drôle de pas autour des miroirs qu'on lui tend, voilà le héros de cette histoire. Et qui peut se targuer de savoir tout d'un peuple ?

Ariel Dorfman vit aux Etats-Unis. Eduardo et Carmen Castillo à Paris et Isabel Allende en Californie. Tous savent cet étrange compagnonnage qui s'instaure entre un être en exil et son pays, lorsque l'éloignement soudain devient volontaire et que votre patrie, désormais accueillante, reste pourtant comme un impossible mais incontournable horizon. Leur vie semble un sempiternel voyage autour du Chili. Cette commémoration est pour eux l'occasion de nous embarquer dans leur interminable retour vers Santiago. Cette escapade, faites-la, elle en vaut la peine.

Isabel Allende est romancière. Commencez par elle. Géographie, coutumes, histoire, gastronomie, mœurs, c'est en effet avec l'idée de « réinventer » sous nos yeux son pays qu'elle nous convie à cheminer à ses côtés. Réinventer au sens étymologique du terme, c'est-à-dire que jamais l'avis de l'auteur et le talent de l'écrivain ne le cèdent à une impossible objectivité. Trop de passion dans ce regard, trop de poésie et trop d'humour aussi. C'est donc sans concession qu'elle nous dépeint

son peuple, et pas mal des traits ici profondément et délicatement dessinés peuvent éclairer ces phases de l'histoire chilienne que d'autres ouvrages parus et l'actualité nous incitent à déchiffrer. Si l'on veut connaître dans ses humeurs, dans ses caractères et dans son destin ce pays et ce peuple qui le 11 septembre 1973 et ensuite auront à se battre, de quelque façon que ce soit, « de toute façon » pourrait-on dire, avec la dictature de Pinochet, c'est dans les mots d'Isabel Allende que cette initiation peut se faire. Et puis, quelle galerie de personnages ! La romancière mêle l'ironie légère et l'émotion sincère pour illustrer quelques sépias tirés de sa geste familiale et personnelle. Ces fantômes exhumés sont autant de portraits en creux d'un autre Chili et opposent au « vrai » pays un miroir simplement savoureux, et à bien des aspects passionnant.

Ariel Dorfman fut conseiller de Fernando Flores, le secrétaire général du gouvernement de Salvador Allende. Il est aujourd'hui essayiste et romancier, et comment mieux définir l'ouvrage qu'il nous offre ? Lui aussi mêle une aventure et des personnages, mais cette aventure est précise, argumentée, politique et ses personnages sont réels, impliqués, tragiques. Depuis le 16 octobre 1998, depuis ce moment où le juge Garzon parvient à la surprise générale à atteindre Pinochet dans sa clinique londonienne, l'auteur suit pas à pas les procédures, démarches, arguments et positions. Il ne cache rien des motivations des uns et des autres, des jeux diplomatiques, de l'importance que prend le « dossier Pinochet » au moment où se construit sinon la réalité du moins la perspective d'une « mondialisation de la justice », système idéalisé dans lequel on jugerait désormais au nom de l'humanité. Des délibérations incertaines des Lords britanniques aux jeux grossiers des médecins chiliens, cette fresque fait alterner des considérations importantes sur la nature même et les enjeux d'une justice internationale avec les scènes hautes en couleurs de la saga Pinochet, avec en point d'orgue son extravagant retour au pays.

Mais chaque étape de cet « incroyable et interminable » procès est aussi l'occasion de se tourner vers un pan de mémoire, lequel bien souvent prend le visage de femmes et d'hommes emportés dans la redoutable histoire de la dictature. Ce qui fait la force de l'ouvrage, c'est moins une thèse que cette façon de mêler profondément la procédure en cours et le peuple chilien, les actes juridiques et les êtres de chair et de sang. Ces noms évoqués, ces histoires racontées, ces sacrifices subis, ces personnages tout à coup et avec tant de pudeur ressuscités par le romancier, ce sont ces mêmes noms et prénoms qui alimentent froidement le dossier à charge de ceux des juges, Garzon et Guzman notamment, qui travaillent à faire triompher la justice. Il faut lire les minutes de l'acte d'accusation du juge Garzon, passer trop vite sur une identité, des faits, et découvrir plus tard les actes et les émotions d'une femme et d'un homme racontés par Dorfman pour saisir ce qu'a de fort, de vrai, ce procédé qui ailleurs aurait pu être facile. Ces personnages nous apparaissent à bien des égards fragiles, tant la bataille est difficile et serrée, tant leur force d'êtres torturés, meurtris par le régime, séparés des leurs semble dérisoire face au temps et au droit, tant leur martyre semble ne plus rien peser dans le bras de fer diplomatique engagé et les intérêts en cause. Quelle émotion de les voir ainsi ressurgir, d'imaginer enfin leur sacrifice justifié, leur mémoire apaisée, leur meurtre puni, et quelle douleur de les voir finalement perdre, bien malgré eux, cette ultime bataille. C'est en leur nom que l'auteur s'emploie tout au long de ces 250 pages à répondre à la question qui le hante : « avons-nous réussi l'examen qu'on nous a fait passer lorsque Pinochet est revenu au Chili ? ».

Car dans ce vaste mouvement autour de la responsabilité juridique de Pinochet se joue le sort même du peuple chilien. Cette bataille juridique est finalement surtout un dilemme, un cas de conscience posé à toute une nation autour de sa mémoire. « Pinochet est un miroir. Sommes-nous vraiment prêts à le juger ? », traduit Dorfman.

« Avons-nous vraiment la volonté de juger le pays d'où est issu Pinochet ? » puisque de larges pans du Chili furent intégrés et restent attachés au système Pinochet. « Est-il en réalité le besoin d'introduire une distance entre lui et nous ? » puisque tant de femmes et d'hommes peuvent se sentir les complices muets et souvent même les acteurs revendiqués d'un système certes dépassé mais pas disparu. La fierté nationale aidant, la question Pinochet devient la condition du bon achèvement de la transition du Chili vers la démocratie.

En pourtant, quel remarquable symbole que le biais juridique trouvé par Guzman pour « ferrer » juridiquement Pinochet. Assimilables à des enlèvements, les « disparitions » ne sont pas prescrites et ne peuvent l'être qu'une fois le corps retrouvé. Nous sommes là au cœur de l'enjeu de mémoire : les morts jugent. « El piquete de Londres », ce rassemblement quotidien devant la clinique où est retenu l'ex-dictateur, rassemble bien des filles et des fils de victimes du régime : la chaîne est vivante, le souvenir vit et agit. « Nous ne sommes pas les maîtres de la vie et de la mort. En revanche, nous sommes ceux qui donnons du sens à cette mort », résume Dorfman. Quelle plus forte exigence ? Y a-t-il plus beau plaidoyer pour le devoir de mémoire ?

De fait, comme dans le récit d'Isabel Allende, il y a des photos dans le petit ouvrage collectif coordonné par Eduardo Castillo, de « ces clichés en noir et blanc qui prennent l'histoire en flagrant délit », comme l'écrit si joliment Philippe Broussard en exergue de sa contribution. Il y a aussi, comme chez Dorfman, des silhouettes qui réapparaissent pour un douloureux séjour hors de l'ombre et de l'oubli, rappelées au cœur de l'histoire par l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998. Patrick Zachman exprime ce rapport complexe du Chili avec son passé au travers d'une image, celle d'une ancienne prison transformée en hôtel et dans laquelle sauna, salle de gymnastique et salle de billard sont garnies de barreaux. « Parce que l'oubli est le pire cadeau que l'on puisse faire au présent », Zachman tente par divers modes d'expression de revenir sur cette parenthèse de sa vie, de retisser d'espace et de temps cette période allant du 11 septembre 1973, date à laquelle il a « rayé le Chili de [sa] carte du monde, comme on enfouit une douleur dans un trou de mémoire », à l'arrestation de Pinochet. Redécouvrant un pays dont l'état d'amnésie le stupéfie, il partage sans le savoir le sentiment d'Aliocha Maldavsky, fille de prisonnier politique, qui vécut sept longues années à deux pas du stade national de si triste mémoire sans que personne, jamais, ne lui signifie de quelque façon que ce soit le caractère particulier de ce lieu et sa sinistre place dans la répression. Dans l'émouvante évocation de son emprisonnement, son père, José, nous parle certes du Chili en lutte, et notamment du rôle des vidéos clandestines comme instruments d'une « contre-actualité », mais aussi des habitants de Chuchungo, « les seuls au monde à boire de la brume », qu'ils recueillent en effet grâce à un ingénieux et magnifique système. Quant à Carmen Castillo, si elle évoque avec profondeur son pays au travers de la figure de son père, architecte de grand renom et important responsable élu, c'est pour revenir encore et toujours à cette même exigence qui parcourt toutes ces pages et semble animer toutes ces âmes meurtries : « ne pas devenir des consommateurs passifs de la mémoire ». En murant la porte du 80 de la rue Morandé du palais de la Moneda, celle que franchit une dernière fois le 11 septembre 1973 le corps sans vie de Salvador Allende, ou en ne laissant subsister, dérisoire vestige, que la piscine de la villa Grimaldi, haut lieu de la torture sous son règne, Pinochet avait délibérément engagé cette bataille essentielle sur la mémoire. Aujourd'hui plus que jamais, c'est là que le combat se poursuit.

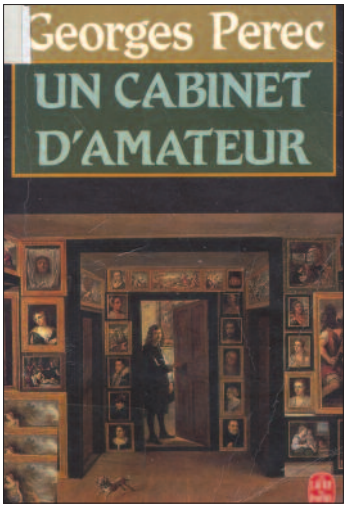
Du fond de sa geôle, José Maldovsky avait fini par se la poser, cette question piège : « mais après tout, est-ce qu'il y a quelque chose à comprendre au règne du général ? ». Jamais loin de la caricature ou du grotesque, appuyées sur les plus bas

sentiments de l'homme, ancrées à des intérêts aveugles, les dictatures ont la redoutable habitude de clore leur histoire avec leur règne. Et d'autant plus facilement que la réconciliation est, ou paraît, à ce prix. C'est ainsi que la commission chargée au Chili de ce travail de mémoire fut dénommée « Vérité et réconciliation ». L'on mesure la redoutable ambiguïté que recèle la juxtaposition de ces deux mots. Officialiser un dilemme, est-ce le résoudre ? Dans sa contribution à l'ouvrage de Castillo, Alain Touraine a bien saisi la double interpellation qui nous est faite aujourd'hui comme hier par le Chili et son histoire. Comprendre d'abord au sens classique du terme, c'est-à-dire saisir les causes et les effets, analyser les forces sociales en présence, les réalités économiques et politiques, le rôle des multinationales et des superpuissances. Mais aussi comprendre que, comme le dit Touraine, « la place du Chili vaincu dans l'histoire restera celle d'un espoir, souvent incapable de se réaliser lui-même, mais soulevant les esprits, les cœurs et les masses avec une force que la répression militaire et policière n'a pu abolir ».

Car que savait des équilibres internes de l'Unité populaire le père de Georges Klein, collaborateur assassiné d'Allende, lorsqu'il choisit en 1989 de passer seul ce qu'il savait être les dernières nuits de sa vie dans la chambre d'un fils disparu en 1973, qu'il avait partout cherché et jamais revu ? Que savait des causes du coup d'Etat cette femme qui, le 12 mars 1990, devant soixante mille personnes réunies au stade national pour fêter la démocratie revenue et dans un silence de mort se mit, désespérément et définitivement abandonnée, à danser seule la *cueca*, cette danse chilienne qui ne se danse qu'à deux ?

Oui, décidément, le héros de cette belle et tragique histoire, c'est le peuple chilien. Celui à qui dans ses derniers instants, pour ce qu'il mesurait être ses derniers propos publics, Allende avait assuré d'une voix sereine : « beaucoup plus tôt que tard, vous ouvrirez de nouveau les grandes avenues, par où passe l'homme libre pour construire une société meilleure ». Et si l'une de ces avenues se nommait le souvenir ?

A lire également sur le Chili : Luis Sepulveda, *La folie de Pinochet*, Métailié, 2003.



UN CABINET D'AMATEUR

GEORGES PEREC

Editions Balland, collection L'Instant romanesque, Paris, novembre 1979

PAR FRANÇOIS BUSIER
septembre 2009

Si certains pensent que le concept de destin ne s'adresse qu'aux êtres, qu'ils passent leur chemin. *Un cabinet d'amateur* ne pourra les satisfaire. Il est une évidence de penser que les livres relaient les idées et qu'ils constituent donc, par-là, l'un des supports d'une agitation du développement du vivant. Le souffle qu'ils propagent peut, au-delà de la réflexion, porter jusqu'à prendre la plume, ainsi que vous le conseillerait un ami ou un proche (plus ou moins bien intentionné, certes, au regard de l'épaisseur de votre talent).

Ce texte court de Georges Perec n'en finit pas de rebondir en d'incessants jeux de miroirs. Pourtant, l'argument de cet ouvrage se réduit à quelques lignes : *Un cabinet d'amateur*, œuvre du peintre d'origine allemande Heinrich Kürz, est exposé en 1913 à Pittsburgh (Etats-Unis), dans le cadre d'une série de manifestations culturelles organisées par la communauté allemande de la ville, à l'occasion des vingt-cinq ans de règne de l'empereur Guillaume II. La description minutieuse que fait Perec de ce tableau, amène à comprendre pourquoi de grands musées américains se battirent pour acquérir à prix d'or des toiles réalisées par les plus célèbres peintres classiques européens, toutes reproduites dans ce tableau.

Mais ce serait bien mal connaître Perec que de se contenter de cette apparente simplicité. Car, chez lui, sous les flux du quotidien, sous le poids de la banalité, s'organisent discrètement des parcours où s'annonce et se prépare la fin, la catastrophe : sous l'histoire, il y a toujours d'autres histoires, de celles qui s'emboîtent, s'agencent, se mêlent et se croisent avant de trouver leur place. Un peu comme un puzzle, son jeu favori, où l'image ne survient pleinement qu'après la pose du dernier élément, et que l'effort contemplatif en oublie alors la forme, le nombre et même l'existence des pièces.

Sous. Il y a d'abord le cabinet d'amateur comme mode d'exposition d'œuvres artistiques (en général des peintures et des sculptures), où les murs se chargent de toiles et de cadres, sans aucune logique particulière de chronologie, de genre, d'école, de style, etc. Ce principe (dés)organisateur ne pouvait que retenir l'attention de Georges Perec dans ses jeux d'écriture, où l'accumulation, la collection, la juxtaposition et la rencontre d'éléments *a priori* hétéroclites parviennent à produire la surprise du sens. Dans *Espèces d'espaces* (1974), l'écrivain s'interrogeait déjà sur le rapport de l'œuvre au mur : « Les tableaux effacent les murs. Mais les murs tuent les tableaux ».

Puis, il y a le cabinet d'amateur comme genre pictural chez les peintres flamands du XVIIème siècle. L'auteur s'est beaucoup documenté sur leur production au travers de nombreux ouvrages d'histoire de l'art. Il prend pour référence l'un des maîtres incontestés de cette tradition, Guillaume van Haecht, et son tableau le plus représentatif[1] : *Le Cabinet d'amateur de Corneille Van der Geest lors de la visite des Archiducs*, réalisé en 1628. Pour les historiens, ce tableau reste toujours un modèle et une source précieuse d'informations, par la précision et l'exactitude des œuvres représentées et reproduites. Le fait que les illustres personnages présents aient été peints à partir de portraits originaux de Van Dick et de Rubens, rappellent des pratiques chères à Perec : l'emprunt, la copie, l'évocation, la modification, la variation, etc. Le plaisir – non dissimulé – qu'il prend à la manipulation et à la thésaurisation de ces données pour modeler les avancées de son récit, se distille et s'apprécie au fil des pages, pour devenir nôtre.

Dessous. A partir de ces matériaux de choix, Georges Perec s'en donne à cœur joie pour combiner le vrai, le faux, le probable et l'hypothétique dans la composition du tableau fictif et éponyme de son récit. A la demande du commanditaire – un certain Hermann Raffke, émigré allemand aux Etats-Unis, ayant fait fortune dans la bière et devenu collectionneur reconnu et soucieux de réunir les pièces maîtresses et adulées de sa collection en passe de devenir une œuvre –, le peintre Heinrich Kürz y insère même l'image du brasseur-esthète en train de regarder son tableau : « un tableau dans le tableau et un tableau du tableau » ! Ces mises en abîme, façon sapeur Camember, incitent le spectateur pointilleux à l'exploration des reproductions de la reproduction. Surprise ! A chaque étape, le peintre s'est amusé à modifier des détails des œuvres originales ! Loin d'être anecdotique, ce détail constitue aussi l'une des clés du récit.

Pour asseoir la crédibilité de sa narration, l'auteur prend un ton détaché, parfois savant, cite des extraits de presse et use d'une précision quasiment maniaque dans la description des faits, des ouvrages et des toiles, etc., jouant et multipliant les listes et les catalogues pour renforcer l'impression d'authenticité et de véracité des éléments produits.

Toujours en dessous. A ce stade, il est impossible de continuer sans relier *Un cabinet d'amateur* à *La vie mode d'emploi*, roman volumineux pour lequel Perec obtint le prix Medicis, en 1978. Dans un entretien radiophonique[3], il évoqua son désir d'en travailler une dernière fois les thèmes pour achever de s'en défaire (sans pour autant les abandonner), au regard de l'énorme investissement dont ce livre avait fait l'objet. Sa volonté manifeste était d'encrypter *La vie mode d'emploi* dans un texte court, manifestement sans rapport avec le roman initial, créant, par exemple, des liens entre certains tableaux du *Cabinet d'amateur* et les 99 chapitres de ce roman : « *La vie mode d'emploi*, ce livre qui se déroule dans un espace tout petit, mais dans un temps énorme et finalement dans un espace énorme parce qu'il déborde, en fait se passe dans un dixième de seconde, pendant le moment où le protagoniste principal est en train de mourir ».[4] Cette transition, d'une œuvre à l'autre, est à la fois continuité d'une écriture et abandon d'un genre. Après *Un cabinet d'amateur,* Georges Perec ne publiera plus de fiction/roman de son vivant.

Mais plus en dessous, encore, il y a d'autres histoires, plus profondes, plus enfouies. Celles des perturbations et douleurs de sa vie familiale, liées aux thèmes de la disparition et de la mort (perte des parents, déportation de sa mère, séparation,

1. Perec avait acheté un puzzle de 3000 pièces de ce tableau, d'un format 120 x 80 cm ! (cité par Jean-Louis Ezine lors de sa rencontre avec Perec en octobre 1978).

2. *Cf.* p. 28 de l'édition originale de 1979.

3. Entretien avec Gérard-Julien Salvy, diffusé le 12 janvier 1980.

4. Pour plus d'informations, consulter la page « Georges Perec : cabinet du falsificateur » (http://remue.net/cont/Perec_Montfrans.html), écrite par Manet van Montfrans, ou sa thèse de doctorat : « Georges Perec. La contrainte du réel », éditions Rodopi, Amsterdam, 1999.

etc.), de celles qui font que vous préférez définir et poser vos contraintes avec un certain niveau d'exigence, pour mieux les transfigurer et respirer un peu plus librement.

Mais *Un cabinet d'amateur* ne pourrait se résumer à une histoire de fiction, de dessous, de faux ou de falsification[5], alors même que les marques en sont nombreuses : les copies non identiques, les faux tatouages de Bronco McGinnis[6], etc., ainsi que bien d'autres indices dont il est impossible de parler ici sans assassiner l'intrigue de ce livre. Peut-être faut-il plus y voir la jubilation de représenter la représentation, ou celle de la libre écriture affrontant un destin, tant on n'est jamais sûr de ce qu'on lit, de ce qu'on voit ou de ce que l'on pressent, comme le « paysage à manivelle », cette curiosité qui laisse défiler une suite incompréhensible de paysages (n° 8 de la première vente Raffke)[7]. Ce qui importe, c'est ce soupçon de mensonge qui rend les choses vraies, pour, ainsi que l'écrivait Perec, « le seul plaisir, le seul frisson du faire-semblant »[8]. C'est cette fascination qui vous colle à un texte, et que l'on reconnaît à cette vérité : même quand on en dénoue les ficelles et les stratagèmes, ça marche encore…

Etc. Ce texte court de Georges Perec n'en finit pas, donc, de rebondir en d'incessants jeux de miroirs, de plus en plus complexes, de plus en plus obscurs. Ainsi, le 9 novembre 1989, la prestigieuse *Pennsylvania Review of Books* fit paraître un article émanant de cercles conservateurs regroupant les descendants d'immigrés allemands (cet Etat fut l'un de leurs plus importants points de chute), pour se plaindre de l'attitude hostile du livre de Perec à l'égard de « l'esprit allemand ». Quelques temps plus tard, à la suite de cet article, les milieux d'extrême-droite s'agitèrent à leur tour, et notamment en Allemagne, avec le Germanisch Volksunion (Union du Peuple germanique), qui menaça de détruire les bibliothèques où cet ouvrage serait présent. Fort heureusement, dans une de ses récentes livraisons, *The New Yinzer*[9], revue littéraire en ligne de Pittsburgh, édita un article s'attachant à restituer la vérité sur le contenu et les intentions d'*Un cabinet d'amateur,* et rappela aussi l'importance et l'intelligence des écrits comme la reconnaissance dont jouissait cet auteur, à fort juste titre. Si cet assaut de raison ne calma pas les agités, elle permit néanmoins d'en stopper le venin.

La langue ressemble, sans doute, à une géographie intérieure qui se déploie et s'étend, et Georges Perec s'y entend pour orienter notre regard à coup de pinceaux légers et subtils, afin de recomposer des paysages distanciés, autant prenants que surprenants. Et là, s'inscrit la modeste fragilité de toute contribution littéraire, à la fois lettre et esprit : « Ecrire : essayer méticuleusement de retenir quelque chose, de faire survivre quelque chose, arracher quelques bribes précises au vide qui se creuse, laisser, quelque part, un sillon, une trace, une marque ou quelques signes ».[10] Ni paraître, ni disparaître, mais avec soin.

A consulter :

Je me souviens de Georges Perec (http://jb.guinot.pagespagesperso-orange.fr/pages/home.html).

Le site de l'OULIPO (http://www.oulipo.net/).

5. Georges Perec, « A propos de la description », dans *Espace et Représentation. Actes du colloque d'Albi (20-24 mars 1981)*, Editions de la Villette, 1982, p. 342.

6. *Cf.* p. 19 de l'édition originale de 1979.

7. *Cf.* p. 34 de l'édition originale de 1979.

8. *Cf.* p. 90 de l'édition originale de 1979.

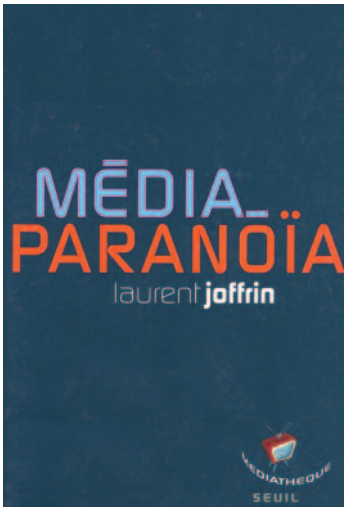
9. Site de la revue : http://www.newyinzer.com/

10. Cité par Christelle Reggiani, *in* « Epuisement du roman et expérience du temps dans *Un cabinet d'amateur* », Revue *Le Cabinet d'amateur*, 2002.

SCÈNE ET ACTEURS

- II -

Médias et communication



MEDIA-PARANOÏA

LAURENT JOFFRIN

Editions du Seuil, collection Médiathèque, 2009

PAR CLARA BAMBERGER

mai 2009

Le journalisme français est malade. De ses moyens. De ses erreurs. De ses dérives. Mais pas seulement. Dans *Media-paranoïa*, essai stimulant s'il en est, Laurent Joffrin s'attache à déceler une autre souffrance dont pâtissent les médias, sans doute la plus aiguë parce que la plus profonde : le mal d'amour. A travers une argumentation convaincue et convaincante, le directeur de la rédaction de *Libération* nous montre comment la critique du système médiatique, évidemment légitime et salutaire dans toute démocratie digne de ce nom, a progressivement glissé, depuis une dizaine d'années, vers le terrain boueux de la média-paranoïa. Mais à quoi renvoie donc ce terme barbare ? La média-paranoïa, c'est le réflexe pavlovien d'un rejet indifférencié de l'ensemble des organes d'information, la défiance systématique à l'encontre des télévisions, des journaux et des radios, bref, « une nouvelle forme de poujadisme sémiologique et branché ».

Qui sont les média-paranoïaques ? Pour une grande partie, l'opinion, chaque jour plus persuadée que le système médiatique ne représente plus qu'une obscure machine sans foi ni loi, manipulatrice et au service des puissants, quels qu'ils soient. Convaincue que les journalistes ont, par définition, partie liée avec les élites politiques et économiques, cette majorité voit dans toute information issue des médias traditionnels un artifice visant à défendre les intérêts d'une caste ploutocratique. Cette réprobation véhémente d'un système médiatique considéré comme discrédité et illégitime se retrouve relayée par un certain nombre d'universitaires, de chroniqueurs, d'intellectuels voire d'idéologues, ces derniers profitant du sentiment de désenchantement collectif pour faire avancer leurs thèses.

Le but de Laurent Joffrin n'est pas ici de balayer d'un revers de main l'ensemble des critiques adressées à la sphère médiatique, de protéger sa corporation et de l'exonérer de chacune de ses fautes. Au contraire, l'auteur décide de prendre au mot ceux qu'il appelle les média-paranoïaques, d'étudier leurs thèses principales et de les démonter patiemment. Non pas dans une entreprise de « blanchissement » du journalisme, dont il est le premier à reconnaître les failles, mais précisément pour favoriser une meilleure critique de sa profession, meilleure car assainie. En nous décrivant les exagérations, les contrevérités et les fantasmes des média-paranoïaques qui viennent contredire la réalité journalistique, Laurent Joffrin cherche à démontrer que les assertions de ses détracteurs ne résistent guère au seul examen qui vaille, celui des faits.

Mais avant de s'en prendre à la critique de la critique des médias, l'auteur se laisse aller lui-même à la critique, comme pour arguer de sa bonne foi, de son humilité et de sa lucidité. Laurent Joffrin voit dans le journalisme français contemporain quatre maux fondamentaux, lesquels ont fini par le mener vers une profonde crise morale. Tout d'abord, l'auteur s'en prend au manque de rigueur des rédactions françaises, à leurs erreurs trop nombreuses, bénignes ou dramatiques. Si l'immense majorité des informations émises est exempte de bévues ou d'approximations, il en demeure toutefois une fréquence trop grande. D'où l'avertissement de Joffrin : « Une faute dans un journal de référence ou dans un 20 heures est comme une verrue sur le visage d'une jolie femme. On ne voit qu'elle ». Ce manque de rigueur n'émane pas uniquement d'un défaut de vigilance des rédactions, mais s'enracine dans l'héritage même du journalisme français, qui a souvent délaissé le journalisme professionnel, centré sur la recherche de la véracité, au profit du journalisme engagé et du journalisme à sensation.

Le deuxième mal du journalisme français, c'est sa révolution technologique mal maîtrisée. A partir des années 1980, les médias deviennent des acteurs de plus en plus envahissants de la vie quotidienne et certains d'entre eux tombent dans les dérives du spectacle, du sensationnalisme et de la superficialité. Ainsi les dérives journalistiques deviennent-elles criantes, car exposées au grand jour.

A ce tournant technologique mal négocié s'agrégea un choc économique, avec la privatisation des chaînes et la modernisation des magazines de presse écrite, qui marqua un regain d'efficacité dans la gestion des médias mais qui ne se fit pas sans une détérioration de leur réputation. En effet, la logique de l'audimat prévalant, la qualité de nombreuses émissions se retrouva atténuée et perdit dès lors en respectabilité auprès d'une partie de l'opinion publique.

Un ultime mal vint handicaper une profession déjà fragile : le discrédit des élites. Assimilées – à tort – aux classes dirigeantes, les journalistes semblent, aux yeux de l'opinion, participer de l'arrogance d'une nomenklatura nantie et coupée des réalités sociales. Les polémiques sur le salaire de certains animateurs – assimilés à des journalistes –, l'exposition de leur vie privée, les « mercatos » télévisuels et autres évolutions « bling bling » ont fini par donner aux journalistes une image de parvenus, davantage fascinés par le monde des puissants que par leur critique. Alors que ce type de comportements ne touche qu'une infime partie des journalistes, il n'en reste pas moins qu'ils sont aujourd'hui perçus bien davantage comme les amis complices du pouvoir que comme d'essentiels contre-pouvoirs.

Laurent Joffrin prend acte de ces quatre maux structurels et reconnaît que la crise du journalisme français trouve là son origine. Mais il refuse que ces excès offrent à la critique média-paranoïaque une condamnation indistincte, agressive et surtout infondée du système médiatique dans son ensemble. En particulier, il s'agit de déconstruire quatre thèses aussi répandues qu'illusoires :
« - les médias travestissent systématiquement la réalité ;
- les médias travaillent sous le contrôle du monde politique et économique ;
- les médias véhiculent une pensée unique ;
- les médias exercent sur l'opinion une influence décisive. »

Joffrin y parvient brillamment, en expliquant dans un premier temps que les journalistes sont contraints par des règles déontologiques de garantir des informations d'une fiabilité suffisante. C'est le *Truth Business* cher aux Anglo-Saxons : le business journalistique n'est viable que s'il s'appuie sur la vérité.

L'auteur en vient ensuite à démythifier la thèse d'une connivence absolue entre journalistes et

politiques. Oui, les seconds fréquentent les premiers. Forcément, puisque les premiers analysent le jeu des seconds. Mais sont-ils pour autant complices ? Certainement pas, répond Laurent Joffrin. Il s'agit en fait de « frères ennemis », aux aspirations antagoniques. De l'aveu même de François Hollande : « Un homme politique ne peut pas devenir ami avec un journaliste. Si nous resserrons les liens, nous sommes trahis aussitôt. Le journaliste fait toujours passer une bonne information avant un bon ami ». L'âge d'or d'une presse hors de toute pression politique, économique, publicitaire n'existe pas. Aux journalistes de savoir résister.

Concernant la dénonciation média-paranoïaque d'une « pensée unique », Joffrin note habilement que la pertinence du concept se retrouve altérée par le fait que d'aucuns dénoncent la pensée unique « droit-de-l'hommiste », d'autres la pensée unique social-libérale, sans oublier les pourfendeurs de la pensée unique « ultra-libérale » et ceux de la pensée unique « étatiste ». Aussi existe-t-il autant de pensées uniques que d'opinions contradictoires dans le débat public, ce qui témoigne bien de sa vitalité, n'en déplaisent à certains.

Finalement, Laurent Joffrin s'attaque à la quatrième croyance de la foi média-paranoïaque, celle d'une toute-puissance des médias sur l'orientation de l'esprit public. L'auteur en vient à en relativiser la portée, en montrant que c'est la réalité qui influe sur l'opinion bien plus que le seul discours médiatique. D'ailleurs, comment les journalistes parviendraient-ils à manipuler des gens qui n'ont déjà plus confiance en eux, pointe-t-il subtilement ?

Ainsi, on le voit, c'est tout en finesse que Laurent Joffrin rend compte des contradictions média-paranoïaques et nous invite à les dépasser, afin de repenser le métier de journaliste de façon sereine. Ce « métier qui remplit une vie, parce qu'il incarne l'infinie variété de la vie des autres », le lecteur perçoit que Laurent Joffrin en est amoureux. Mais se dit que l'homme, si inspiré dans la défense de sa cause, eut pu, dans une autre vie, être avocat.

PROPAGANDA
Comment manipuler l'opinion en démocratie

EDWARD BERNAYS

Editions La Découverte, 2007

PAR FRANÇOIS BUSIER

mars 2008

Vous allez me dire (d'ici, je vous entends déjà venir) : mais quel est l'intérêt de rééditer un livre paru en 1928 ? Je vous réponds, dans un premier temps, que c'est parce que nous sommes en 2008.

D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une simple réédition, si l'on en considère la préface. En la matière, il en est souvent de doucereuses ou de policées, voire parfois de serviles. Vous savez, de celles qui vous déroulent le tapis rouge avant l'exhibition des fastes du palais. Ici, il n'en est rien. Normand Baillargeon, auteur et enseignant canadien à l'université du Québec à Montréal, remet le texte de Bernays dans sa perspective historique et, surtout, en produit une analyse intelligente, une sorte d'œuvre de salut public à l'attention des sourds et des mal-comprenants victimes du système médiatique.

Cette préface, donc, encadre – recadre serait un terme encore plus approprié – la prose de Bernays, et la qualité des saveurs du discours critique qui s'y développe fait que, *in fine*, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie* se lit comme une suite en deux temps, aussi essentiels (et lumineux) l'un que l'autre, alors que près de quatre-vingts ans séparent les deux textes.

PREMIER MOUVEMENT

Tout de go, Baillargeon nous brosse le portrait de Bernays : un personnage dont l'influence de la pensée demeure incontournable si l'on veut comprendre les profondes transformations qui ont façonnées le XX^{ème} siècle (excusez du peu !), mais aussi père fondateur de l'industrie des relations publiques (excusez, à nouveau). Sachant opportunément faire valoir sa qualité de neveu de Tonton Sigmund[1], « Bernays aimait se concevoir comme un psychanalyste des corporations en détresse ».[2] Autre tendance, son pragmatisme n'a d'égal que son désir de se vouloir aussi théoricien des relations publiques (entendez, par-là, manipulation de l'information, des médias et de l'opinion, ce que les Américains nomment *spin*).

Ce qui caractérise Edward Bernays, c'est sa parfaite compréhension des limites de la « réclame » issue du siècle précédent, et son intuition de la nécessité de s'appuyer sur les apports tant théoriques que techniques des sciences sociales, alors en plein essor, afin d'être à la hauteur de ses ambitions, c'est-à-dire devenir l'un des conseillers en

1. Oui, il s'agit bien de celui auquel vous pensez !
2. *Cf.* p. 7.

relations publiques les plus courtisés des Etats-Unis. La qualité de sa clientèle et son insolente réussite professionnelle montrent à quel point il a su atteindre cet objectif ambitieux.

Normand Baillargeon synthétise parfaitement la philosophie fondatrice sur laquelle repose l'édifice Bernays. Il s'agit, ni plus ni moins, que de considérer que le peuple s'avère incapable de jugements pertinents et que, seuls, quelques « chefs » éclairés sont à même de pouvoir gérer correctement les affaires du monde, à travers ce que Monsieur Edward nomme « le gouvernement invisible ». « Le public, au fond, constitue pour la gouvernance de la société un obstacle à contourner et une menace à écarter ».[3] Tout un programme… Il est cependant bon de noter que cette approche trouvait un écho plus que large auprès d'une bonne partie de l'intelligentsia américaine de l'époque, effrayée par l'élévation culturelle du monde ouvrier – due au développement des techniques de diffusion de l'information et des moyens de transport –, et donc par la force que pourrait représenter cette « masse » ouverte aux idées nouvelles.

Selon l'auteur de la préface, la conception de Bernays sur les relations publiques, « aussi bien sur le plan épistémologique que sur les plans éthique ou politique, [est] l'exacte antithèse de ce qu'exige une démocratie ». Vous voilà prévenus : l'entreprise, qu'elle soit d'ordre économique ou politique, doit obligatoirement, pour assurer sa mission de recherche de profit, agir sans le peuple.

DEUXIÈME MOUVEMENT

« La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirigent véritablement le pays »[4] : sous le titre « Organiser le chaos », voici le premier paragraphe de son livre. Les choses sont on ne peut plus claires. Plus loin, il écrit : « La propagande est l'organe exécutif du gouvernement invisible ».[5] La démonstration que tente Bernays – et qu'il veut scientifique – tout au long de son texte exploite l'idée d'une domination nécessaire pour la bonne marche du monde (des affaires, sous-entendu). En fidèle pragmatique, il constate les limites du peuple à décider, sans jamais poser la question de son éducation, si ce n'est pour modeler les cerveaux malléables et peu structurés, et déclare inévitable, pour toute personnalité politique ou pour toute entreprise, l'obligation de l'assentiment des masses, avec toute la charge péjorative que peut véhiculer ce terme.

Dès lors, nous comprenons que la stratégie de Bernays vise à « contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elles s'en rendent compte ».[6] Il prétend, pourtant, que la propagande a également pour objectif de réduire l'écart entre classes laborieuses et classes intellectuelles ![7] Cherchez l'erreur…

Pour lui, la propagande concerne tous les secteurs de la vie d'un pays : l'économie, bien sûr, mais aussi, et ainsi que l'annoncent les différentes têtes de chapitre : l'autorité politique, les activités féminines, l'éducation, les œuvres sociales, sans oublier l'art et la science. On cherche encore ce qui pourrait échapper à cet immense appétit.

Autant vous le dire tout de suite, et loin des prétentions de son auteur, ce livre n'est pas un outil théorique passé sous les fourches caudines de la démonstration scientifique ; il se révèle plus comme une tentative de justifier et rendre honorables – donc, crédibles – des pratiques professionnelles humainement et socialement contestables, en direction d'une clientèle potentielle avide de bonne

3. *Cf.* p. 17.
4. *Cf.* p. 31.
5. *Cf.* p. 39.
6. *Cf.*. p. 60.
7. *Cf.*. p. 107.

conscience (et surtout d'efficacité). La rigueur des modes d'analyse le cède à la force de la conviction.

L'un des intérêts de ce texte repose sur la présentation de nombreux exemples d'actions réalisées par notre cher conseiller, pour illustrer à la fois la nécessité de son intervention, le bienfondé de sa démarche, l'efficacité de sa réflexion comme l'importance et l'évidence de ses résultats. Et le tableau de chasse ne tiendra pas dans le petit salon ! Poussez les meubles : Bernays peut s'enorgueillir d'avoir réussi, par exemple, à amener les femmes américaines à fumer[8], à faire mettre en place, avec la CIA, le général Castillo Armas au Guatemala en 1954, à retourner, par l'intermédiaire de la Commission Creel, l'opinion publique américaine en 1917 en vue de lui faire accepter l'entrée en guerre des Etats-Unis. N'oublions pas, ce serait grand dommage, de signaler que certains de ses ouvrages tenaient une place de choix sur les rayons de la bibliothèque de Goebbels. Jamais Bernays n'est revenu, dans ses écrits, sur le fait que son modèle de pensée puisse engendrer des situations inhumaines, et certaines parmi les plus effroyables…

Il nous faut, cependant, le reconnaître, Bernays reste le premier à formaliser de manière aussi cohérente ce qui va persister comme un modèle de référence, et pas seulement pour les professionnels de la profession. Ce modèle, aujourd'hui bien éprouvé, continue de sévir – mais peut-être moins encore que son « fondement » philosophique antidémocratique si nous nous référons aux chiffres record des profits multinationaux –, et seuls les outils se sont affinés, perfectionnés et démultipliés, pour investir et pénétrer plus avant les sphères intimes de notre individualité.

ÉNIÈME MOUVEMENT

Vous le constaterez aussi : Edward Bernays ne s'embarrasse de rien pour faire avaler la couleuvre de la propagande, surtout à ceux qui vont devoir en supporter les conséquences. Son univers ressemble à un Barbie World, où quelques-uns tirent les fils d'une masse de poupées uniformes et sans âme, un pur paradis sans l'enfer de la conscience sociale, cette ultime terreur des élites…

Pour qualifier cette posture et en montrer l'intentionalité, Normand Baillargeon parle de *projet politique*, en expliquant que les masses ne doivent pouvoir choisir ceux qui vont les gouverner que dans les « classes spécialisées » : « Pour que la masse se contente de jouer ce rôle, il sera nécessaire d'opérer ce que Lippmann décrit comme une « révolution dans la pratique de la démocratie », à savoir la manipulation de l'opinion et la « fabrication des consentements », indispensables moyens de gouvernement du peuple. « Le public doit être mis à sa place, écrit Lippmann, afin que les hommes responsables puissent vivre sans crainte d'être piétinés ou encornés par le troupeau de bêtes sauvages ».[9]

Au cas où vous ne l'auriez pas encore perçu ou ressenti, Bernays aligne sans complexe cynisme, mépris et arrogance, malgré l'utilisation ponctuelle d'un vocabulaire destiné à assurer une vitrine respectable à son œuvre – *sincère, honnête, immorale, déloyale, saines relations, code moral, ligne de conduite*,… – émaillent ses propos de façon récurrente. Parallèlement à ce discours lénifiant, il n'hésite pas à employer le mot troupeau.[10] Ce qui n'est pas sans rappeler le célèbre « Les Français sont des veaux » d'un général en képi de notre connaissance, aux commandes de notre nation, il n'y a pas si longtemps… Faut-il un système éducatif si peu efficace – ou si peu de considération, ce qui relève d'une même pensée – pour que nous en soyons réduits, aux yeux et aux oreilles de ces prétendues élites, au beuglement pour toute

8. *Cf.* p. 15.
9. *Cf.* p. 18.
10. *Cf.* p. 106.

forme d'expression ? Etonnez-vous, après ça, que le vilain peuple réclame la chute de quelques têtes et que, parfois, il les obtienne !

Aux heures présentes et éclatantes de la communication, le mot *propagande* ne peut plus s'écrire, désormais, sans se trouver automatiquement sous-titré par celui de *manipulation*. Aussi, pour illustrer la duplicité avec laquelle Bernays traite son affaire, il suffit de se référer à la compréhension qu'il a de ce terme. Il commence par en poser une définition neutre, acceptable par tout un chacun : « La propagande moderne désigne un effort cohérent et de longue haleine pour susciter et infléchir des événements dans l'objectif d'influencer les rapports du grand public avec une entreprise, une idée ou un groupe ». Puis, dix lignes plus bas, passons de la théorie à la pratique : « Ce qu'il faut retenir, c'est d'abord que la propagande est universelle et permanente ; ensuite, qu'au bout du compte elle revient à enrégimenter l'opinion publique, exactement comme une armée enrégimente les corps de ses soldats ».[11]

En fin d'ouvrage, cela peut même porter le doux nom de *circonstances*, lorsqu'il évoque l'explosion inexpliquée d'un cuirassé américain dans le port de La Havane, ce qui justifia l'intervention des Etats-Unis pour libérer Cuba de la domination espagnole et, accessoirement, permit d'installer la figure de Roosevelt.[12] Un Pearl Harbour avant l'heure… Là où le pragmatisme semble dissoudre toute question morale, les habitudes ont la vie dure.

Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie fait donc œuvre utile : ce livre permet au dernier bien-pensant de se déniaiser, de lui fournir, enfin, l'opportunité de perdre le pucelage de ses dernières illusions en matière médiatique et, plus loin, de mieux saisir les accointances des différentes sphères de décision. Il peut, désormais, épingler à son revers la citation de Noam Chomsky qui ouvre la préface : « La propagande est à la démocratie ce que la violence est à un Etat totalitaire ».

A propos de totalitarisme, d'ailleurs, la quatrième de couverture nous rappelle que ce ne sont pas ces régimes autoritaires qui ont produit les méthodes de propagande les plus abouties, mais bien nos chères démocraties. La question, dès lors, est de savoir si la propagande représente une étape incontournable dans la négociation démocratique, ou si elle en figure un déséquilibre, une perversion ou, autrement dit, la marque de l'indécrottable volonté des dominants à vouloir ferrer les peuples au boulet d'un système féodal (la réponse est facile si l'on se dispense du point de vue social global). Une fois notre premier émoi passé, rappelons-nous aussi que les dictatures et les tyrans, comme leur nom l'indique, n'ont nul besoin de l'assentiment des peuples pour se faire obéir. Bien au contraire.

Propaganda n'est ni un scoop, ni une révélation, ni un texte exhumé d'un coffre lichtenstanien, auquel seuls des initiés de fortune pourraient accéder en s'adonnant à la pratique rituelle d'un culte du secret à tendance mafieuse. Avec plus de réalisme et moins de naïveté, pensons plutôt que cette résurgence vient mêler ses eaux aux flots de notre quotidien. Car, ce qui interpelle profondément dans ce texte, c'est la persistance de l'actualité des propos de Bernays. Pas seulement en ce qui concerne l'application vivace de sa réflexion et de ses méthodes propagandistes, mais surtout au regard de la similitude des contextes des deux époques, la sienne et la nôtre. *Propaganda* paraît un an avant la Grande Dépression de 1929, et déjà la recherche d'efficacité entraînait l'ultra-concentration des capitaux, les crises à répétition, la constitution de monopoles, les bénéfices hypertrophiés, les scandales financiers : tout y est. Et nous savons, aussi, quelle fut la porte de sortie…

11. *Cf.* p. 43.
12. *Cf.* p. 140 et note 1.

Alors, oui, nous sommes en 2008, et – quitte à froisser quelque ego, même de façon *post-mortem* – nous ne sommes toujours pas des veaux. Ce qui justifie aussi et pleinement cette réédition « commentée » du texte de Bernays, c'est que, dans cette extrême dureté des temps, et même avertis de ce qui peut nous arriver, il nous faut sans cesse agir pour que l'histoire ne nous repasse pas des plats dont la faisanderie nous paraît toujours plus avancée. Aux soirs de lassitude, pourrons-nous encore nous consoler en pensant, comme Bourdieu l'affirme avec raison, que *L'opinion publique n'existe pas ?*[13]

Terminons simplement sur une note optimiste, en rappelant que, quoi qu'il arrive – et c'est, certainement, ce qui doit en faire le charme –, le cynisme profite et conserve : ce cher Edward passa ses dernières années comme il avait vécu son parcours professionnel, en pleine forme. Il disparut en 1995, à l'âge de 104 ans.

13. Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, n° 318, janvier 1973, pp. 1292-1309 (repris *in Questions de sociologie*, Editions de Minuit, 1984).

Jean Mauriac
Le Général et le journaliste
Conversations avec Jean-Luc Barré
Philippe Cohen · Élisabeth Lévy
Notre métier a mal tourné
Deux journalistes s'énervent

LE GÉNÉRAL ET LE JOURNALISTE
conversations avec Jean-Luc Barré

JEAN MAURIAC

EDITIONS FAYARD, 2008

TUEURS DE PAPIERS

HENRI MARC

EDITIONS DU LOSANGE, 2007

NOTRE MÉTIER A MAL TOURNÉ

PHILIPPE COHEN et **ELISABETH LÉVY**

EDITIONS MILLE ET UNE NUITS, 2008

PAR THIERRY GERMAIN

mars 2008

A chacun ses trophées. Jean Mauriac fut le seul homme à voir le général de Gaulle en pyjama. Henri Marc n'aura cessé toute sa vie « de trébucher sur des cadavres de papiers ». Quant à Philippe Cohen et Elisabeth Lévy, ils ornent leur dessus de cheminée des têtes que l'on imagine plus ou moins ravies de toute leur profession. Et si tous font du journalisme, ils ne savent pas toujours le journalisme qu'ils font.

Jean Mauriac a le profil *a priori* peu avantageux du « journaliste officiel ». Fils de son père, accrédité par l'AFP auprès du Général de 1944 à 1969 (remarquons que c'est le « personnage » et non le chroniqueur qui le premier rendra les armes…), adhérent du RPF, sa distance à son sujet n'est pas exactement maximale. Lorsque l'on parle de journalisme « embarqué », Jean Mauriac fait figure de précurseur, lui qui passa presque trente ans aux premières loges de la saga gaulliste.

Premières loges est le mot : un peu perdu dans sa retraite irlandaise, orphelin du pouvoir et plus encore de l'Histoire, le général de Gaulle ne s'approcha des journalistes qui le suivaient que pour leur lancer un édifiant « Mauriac est-il là ?». Et pour la première fois, la réponse était non.

C'est que rares furent les moments où le destin, la vie et les jours mêmes des deux hommes devaient cesser de se confondre. La mort qui guettait De Gaulle devait bien les séparer à jamais quelque temps plus tard, mais le journaliste de l'AFP sera le seul de sa profession à voir entrer dans la petite église de Colombey, dans une scène tragi-comique du plus bel effet, un Malraux plus désarticulé que jamais appuyé sur un Gary passablement boudiné dans son uniforme de guerre.

Avant cela, Jean Mauriac aura tout connu des grandes et petites heures de la geste gaulliste, et le récit qu'il nous en fait est tout simplement remarquable, unique (et pour cause) de par son point de vue, d'une folle intelligence et parcouru toujours par une belle sensibilité.

L'émotion de Caen à la Libération, l'improbable croisière dans le Pacifique, le drôle de périple deux jours durant en avion, les grands voyages (Mexico, Québec, Tahiti), les moments forts (la visite d'Auschwitz, et l'improbable livre d'or…), autant de scènes saisies sur le vif où s'anime chaque facette du pouvoir gaullien : l'homme, ses analyses, ses façons, sa sensibilité, ses doutes, son rapport au peuple et son idée du monde.

On y mesure les temps difficiles : c'est Olivier Guichard appelant Jean Mauriac pour lui demander s'il « connaît quelqu'un que je pourrais inscrire sur la liste des audiences : il n'y a personne ». On y entend incrédule le Général glisser à son voisin, durant le magnifique discours de Malraux pour le transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon : « ça prend ». On y savoure la nuit passée par le journaliste de l'AFP dans un bordel de Beauvais, seul abri trouvé à la presse par les policiers des voyages officiels. On est impressionné par la façon méthodique qu'a De Gaulle de labourer le pays, et par les neuf discours prononcés en Seine-et-Marne en une seule journée de 1965.

Durant toutes ces années, Jean Mauriac va pratiquer une forme très particulière d'autocensure. Très engagé au plan personnel (« il s'agissait du Général et j'étais entré en religion »), souvent conduit (c'est l'une des révélations du livre) à recueillir de la bouche du chef de l'Etat, au gré de leurs pérégrinations incessantes, des confidences aussi inattendues qu'explosives (sur l'indépendance de l'Algérie par exemple), le journaliste doit sans cesse affronter une réalité qu'il énonce très clairement : « le plus difficile n'était pas de trouver des informations mais de pouvoir les publier ».

On aura d'abord un mouvement de recul devant cette position ambiguë, qui renvoie à une très large responsabilité déontologique, morale presque, de l'homme derrière le journaliste. Mais quelle puissance que le drame algérien décrit par Mauriac lorsque l'on a la possibilité de ne pas quitter De Gaulle d'une semelle ! Quelle émotion cet homme seul écoutant de son palais désert la clameur toute proche des manifestants du 30 mai 1968 ! Quelle grandeur que ce géant abattu qui quitte définitivement et sans rien en laisser paraître un palais présidentiel qu'il n'a jamais aimé, en glissant simplement à son chauffeur : « vous roulerez lentement » !

L'autre grand apport du très beau livre de Jean Mauriac et Jean-Luc Barré concerne bien sûr François Mauriac. Sur le rapport sensible d'une infinie richesse qu'il aura entretenu avec son père, Jean Mauriac exprime de nombreux souvenirs, de subtiles nuances, de sourdes condamnations parfois mais dresse surtout par son évocation un très beau portrait posthume de l'écrivain.

Partant d'une époque où un Marcel Prévost poussait le dandysme jusqu'à faire vieillir ses cigarettes entre des piles de linge parfumées aux rhizomes d'iris, Jean Mauriac remonte le fil de ses souvenirs et parle sans retenue inutile mais avec une grande pudeur de la distance entretenue par son père, de sa souffrance à écrire, de son inavouable homosexualité, de la guerre et de ses doutes, des mains d'enfants dépassant d'un train de marchandises aperçues gare d'Austerlitz par sa mère, du portrait de Pétain dans sa chambre à lui, autant de confessions douloureuses, dignes, et d'une incomparable apport pour ceux que la vie et l'œuvre de François Mauriac passionnent.

Et pour son fils cadet, il n'est pas neutre d'avoir entendu ce père glisser avec son extraordinaire ironie « avec ma chance habituelle, je vais mourir quand ce monde deviendra inhabitable » et d'avoir si souvent dû se taire devant l'autre grande figure de sa vie, ce Général « qui déjà ne m'écoutait plus et me parlait de l'écroulement des empires ».

Henri Marc aura connu bien d'autres vicissitudes, mais il aura fait, et c'est l'essentiel, le même métier.

Si Jean Mauriac nous parle de « ses » pères, Henri Marc, immédiatement privé du sien (qui préféra se volatiliser peu après sa naissance), doit se concentrer sur ses pairs. Et, désir de transcender une vie ou jeu d'écriture, il le fait au travers d'un personnage de fiction, double inventé et animé pour la circonstance : Hubert Crain.

Journaliste au *Populaire*, longtemps engagé dans la presse socialiste (il verra naître et disparaître *Démocratie* et *La nation socialiste*), Henri Marc nous montre d'abord de son métier l'extrême précarité. Recyclé dans une agence de presse (l'*APP*) puis dans la presse professionnelle (*La vie des métiers*), il nous conte la modicité et l'irrégularité des revenus, l'ambiance changeante et les rites pas toujours sains des salles de rédaction, les drôles de propositions des centres de reclassement et les inévitables voies parallèles (pour lui la Fédération Léo Lagrange, où il développera l'activité cinématographique avant un certain Daniel Mitrani).

Tout n'est certes pas triste dans le parcours d'« Hubert Crain », et les moments forts abondent. Il aura ainsi enfin rencontré Léon Blum, « patron » du *Populaire*, le jour même de la mort du leader socialiste, avant de le veiller dans le hall de « son » journal. Il aura évité les tirs à balles réelles de François-Jean Armorin dans les couloirs de *Franc-tireur*, fréquenté le festival de Cannes avec Bazin, Sadoul et Truffaut, et bien ri aux titres d'un Nimier pour *Opéra* (« Surprise à Marigny : Barrault encore plus mauvais que d'habitude ») ou aux vrais/faux dérapages de *France Dimanche* (le fameux « Margaret renonce à Peter »).

Pourtant, ce qui se tisse au fil des pages, c'est sans cesse mêlés un regard empreint d'une magie qui perdure pour ce métier à nul autre pareil et une désillusion grandissante, bâtie de mille difficultés de parcours et d'un pessimisme qui s'approfondit année après année quant à la réalité et au devenir de la presse écrite. Jusqu'à évoquer en conclusion de son ouvrage « ces journalistes incultes, ces rédacteurs illettrés, ces polyglottes analphabètes, ces industriels de politique politicienne, ces bouffeurs de papiers imprimés qui sans préparation et sous prétexte d'investir et de renforcer leur pouvoir, s'emparent d'une entreprise de presse comme ils s'offrent une starlette avec le même appétit qu'un magazine ».

A peine embauché à *La vie des métiers*, il y sera édifié par le récit d'un collaborateur récemment licencié pour avoir imp(r)udemment retourné contre le mur le portrait du patron fondateur, Cino del Duca. Et le long récit des manœuvres internes à ce magazine, des élections aux prises de pouvoir en passant par les changements d'actionnaires, nous plonge dans la réalité quotidienne la plus crue d'un métier (trop ?) souvent fantasmé.

Pour son dernier numéro, *Combat*, dans un éditorial en forme de réquisitoire, lançait ce cri sans espoir : « venu de la clandestinité, *Combat* y retourne ». Pour ne pas connaître le même sort, Henri Marc, journaliste, a écrit *Tueurs de papiers*. Ami et biographe de René Fallet et Francis Blanche, il sait la valeur des (bons) mots. Et les siens savent faire mouche.

Ils viennent aussi illustrer les thèses sans concession et les réquisitoires au cordeau de Philippe Cohen et Elisabeth Lévy.

Profession en crise assimilée d'entrée à un troupeau (« pour l'essentiel, nous nous taisons »), le journalisme affronte un contexte dont la riante description n'a rien à envier au sombre tableau d'Henri Marc : « Quand le verbe est prié d'abdiquer devant l'image, quand la distance est sommée de s'incliner devant la proximité, quand la médiation doit céder à l'immédiateté, en somme quand la réflexion a perdu toute dignité face à l'émotion, il ne reste qu'à s'adapter. Vous écriviez ? En bien, montrez-vous maintenant ! Vous cherchiez du sens ? Fabriquez du *show* ! ».

Sans intérêt désormais pour le fond des processus politiques, les journalistes se seraient donc concentrés sur le destin des hommes et des femmes qui la font ; dans ce journaliste embarqué (prégnant lors de la campagne présidentielle), extrêmement lié au personnage qu'il « couvre », « la logique suiveuse devient vite suiviste ». Comme c'est le média désormais qui fait référence (« le premier étage de l'action, c'est la communication » selon un certain Sarkozy), la concurrence (trompeuse) finirait par engendrer le mimétisme.

Un temps masquée par les beaux jours de la presse d'investigation, dont nos auteurs démontrent assez aisément qu'elle fut surtout une presse de délation où le secret de l'instruction fut largement foulé au pied et les juges très maîtres du jeu (jusqu'aux fiascos des « affaires » Alègre et Clearstream), cette crise interviendrait donc au moment même où la presse a quasiment pris le pouvoir dans notre pays.

Cette « tyrannie médiatique », largement acquise sur le « discrédit politique », recèlerait pourtant une ambiguïté majeure dans son rapport aux grandes puissances d'argent et plus largement à l'idéologie dominante, très empreinte encore de libéralisme. Là demeurent des sujets « à éviter », des notables « à préserver », des intérêts croisés à « bien prendre en compte ». D'autant que la presse prônerait très majoritairement cette même « non-idéologie » devenue en fait une vraie idéologie : « le journalisme serait devenu un -isme ».

Croyance et idéologie, le journalisme aurait ainsi remplacé dans nos sociétés le religieux (depuis longtemps) et le politique (récemment) défaits. Alors même que son rôle est déterminant dans le fonctionnement de nos démocraties, le journalisme serait « la nouvelle croyance » et aurait le rôle non de relater mais de façonner le réel : « ce qui n'est pas médiatique n'est pas ». C'est « l'autoréférentialité ».

Pour prétendre disséquer la façon dont ce « pouvoir journalistique » se déploie ou tente de le faire, son rapport le plus délicat étant donc avec les puissances d'argent, nos auteurs reviennent en détail sur les sociétés de journalistes et leur rôle ambigu ou selon eux très surévalué lors des grandes « sagas » récentes de la presse française : la crise au *Monde*, la reprise de *Libération* par Rothschild et le rachat des *Echos* par Arnaud.

Ces petits moments d'histoire journalistique édifiante ne sont pas plus empreints de prétendue objectivité que le reste de l'ouvrage. Si les premiers rôles (Colombani, Plenel, July, Beytout et consorts) en ressortent plutôt froissés, il n'est guère que du côté de la rédaction du grand quotidien économique que les journalistes dans leur ensemble peuvent prétendre, selon la vision des auteurs, avoir un tant soit peu tiré leur épingle du jeu.

Enfin, pour bien enfoncer un clou déjà correctement frappé, les journalistes de *Marianne* (Philippe Cohen étant en charge du site Internet, *Marianne 2*) se penchent sur le cas de « journalautes » de plus en plus nombreux et influents (beaucoup d'entre nous ne s'informant désormais que par le biais de la toile).

Cette plongée dans les rédactions du net leur permet d'avancer une fois encore, non sans une réelle pertinence (mais avec toujours la même vigueur), leurs principales analyses : *imperium* des faits et refus de toute opinion, augmentation exponentielle et non maîtrisée du flux (de la masse) d'information, rôle premier de l'audience, uniformité de l'information (le rôle des trois grandes agences de presse est ici central) : les journalistes deviennent plus que jamais de (précaires) « producteurs de contenu », et ici encore « l'abondance est le masque chatoyant de la redondance ».

Même s'ils ouvrent (tactiquement ?) quelques petites fenêtres vers une révolution positive de leur métier autour du net, Philippe Cohen et Elisabeth

Levy voient dans les sites d'information présents sur la toile d'abord et avant tout le signe fort que le journalisme d'aujourd'hui n'est décidément plus que le « simple relevé de la représentation médiatique des faits ».

Vous serez étonné de savoir que leur livre a été diversement reçu et commenté dans la presse. Assez peu critiqué, parfois juste signalé, à l'occasion « l'ai-je bien descendu », ce livre a pourtant le mérite de synthétiser et d'aller au bout d'un réquisitoire au final assez lancinant sur la presse d'aujourd'hui.

Même si finalement l'entreprise de démolition à laquelle ils se livrent, le rôle de la presse étant ce qu'il est dans nos démocraties, appelle à une petite réserve, qu'exprimera mieux que moi Claudel[1] relatant les propos que lui tint son voisin une fois l'arbre centenaire abattu : « il faisait de l'ombre et il était plein de rossignols ! ».

1. *Journal*, Editions Gallimard, 1968.

LA PUBLICITÉ AUTREMENT

JEAN-MARIE DRU

Editions Gallimard, collection Le débat, février 2007

PAR VIRGINIE HIS

juillet 2007

A la fin des années 1930, Auguste Detoeuf, industriel et essayiste, écrivait « la publicité c'est la gloire du riche ; la gloire c'est la publicité du pauvre ». En 2007, rien n'a changé comme nous le montre malgré son titre *La publicité autrement*, le livre du publicitaire et grand patron de l'agence internationale TBWA, Jean-Marie Dru. Il en apporte la preuve par l'exemple en se référant aux grands comptes pour lesquels il a travaillé : Apple et son *Think different*, Adidas et son *Impossible is nothing*, Nissan, McDonald et même Royal Canin ! Toutes ces multinationales ont fait confiance à son agence pour opérer leur changement d'image, réussi, bien entendu. On reste entre soi, on parle le même langage.

Les grandes agences internationales travaillent pour les managers les plus emblématiques de la planète Carlos Ghosn ou Steve Jobs car ils ont compris depuis longtemps que l'image de marque et la pub sont des leviers essentiels de management. Le publicitaire n'accompagne plus seulement le projet de l'entreprise, mais, et c'est plus troublant, il « crée » les valeurs qui vont stimuler les équipes et doper les ventes.

L'animal publicitaire a un profil pluridisciplinaire, toujours en éveil, ouvert et hypersensible. Comme tout créatif, il souffre d'un problème existentiel : suis-je un artiste, un accoucheur d'idées au service de l'entreprise, un bâtisseur d'image ou – quelle horreur – un simple marchand ? Parce que, au fond, avant de voir la publicité autrement il faut déjà s'interroger sur sa nature. Pour Jean-Marie Dru, c'est tantôt « un art mineur qui d'ici cent ans sera l'un des reflets les plus sûrs de notre époque », tantôt « un média art », ou encore de « l'advertainment », néologisme qui associe loisirs et publicité. Il est vrai que la pub a recours à de nombreuses disciplines artistiques – cinéma, photo, arts graphiques, écriture – et s'associe, quand les budgets le permettent, à de grands noms du cinéma notamment. Elle utilise des méthodes quasi militaires avec les fameux « commandos créatifs ». Elle passe par les canaux de diffusion qui sont ceux de l'information (journaux, télévisions, Internet) et, de plus en plus, elle se confond et se fond avec elle, on s'oriente ainsi vers un « journalisme de marque ».

Car la pub est partout, de plus en plus et souvent sans que l'on s'en aperçoive. Quand Jean-Marie Dru explique la méthode publicitaire utilisée pour vendre le dernier modèle d'une console de jeux qui consiste à faire circuler à l'échelle mondiale une rumeur sur le web, on peut

s'extasier de la créativité dont ont fait preuve les publicitaires mais cela n'exclut pas de s'inquiéter de telles pratiques. Le web est de plus en plus malade de cette communication virale pour laquelle aujourd'hui on ne connaît aucun traitement. La pub, nouvelle épidémie du web ? En France, la publicité à la télévision ou à la radio est réglementée, l'affichage en ville fait l'objet de règlements de publicité, les journaux sont également contraints en termes de pagination. Mais sur le web aucune règle ne s'applique. L'internaute y est libre, insaisissable, alors pour les publicitaires il faut redoubler d'imagination pour réussir à l'attraper – mieux, le capter. Les médias changent, donc la pub doit s'adapter.

« La pratique du métier se renouvelle de fond en comble. Ma génération se contentait de trouver des idées. La prochaine devra toujours trouver des idées, mais imaginer en plus les canaux qui iront avec. Ce sera la génération Internet, pour laquelle le média et l'idée ne feront qu'un. Pour elle, l'immersion dans le média et une meilleure compréhension des canaux seront source d'inspiration. L'aval influencera l'amont. Le canal suggèrera l'idée ».

Dommage que la partie relative aux nouveaux médias et aux nouveaux modes de consommation médiatique n'ait pas été plus approfondie, plus prospective. La télévision sera-t-elle demain confrontée aux mêmes difficultés que la presse écrite ? Et *quid* de l'avenir de cette presse écrite ?

Alors il est temps pour les agences de faire le grand « saut créatif » et peut-être ainsi accéder au titre convoité de *media art*. Pour cela, elle doit brasser des savoir-faire, des disciplines, des collaborateurs d'horizons divers, des *curiosity workers* pour rompre les habitudes de pensée, apporter une plus-value symbolique. C'est la disruption.

Une méthode de travail dont Jean-Marie Dru revendique, via TBWA, la paternité et qu'il présente comme LA méthode qui permet de faire de la publicité autrement : « une méthode dont l'objet est de produire avec rigueur des idées neuves » ; « faire la chasse aux idées reçues afin de mieux les mettre en pièces au travers d'une idée radicalement nouvelle ».

Très bien, mais est-ce vraiment neuf justement – l'auteur précise d'ailleurs que la méthode remonte à une dizaine d'années ? Est-ce bien une spécificité de l'agence TBWA, comme l'indique de façon très « pub » le chapitre 10 du livre humblement intitulé « La méthode (ou comment la disruption fait de notre agence une entreprise à part) » ? Petite ou grande, une agence de publicité ne se doit-elle pas de travailler en disruption ? Certes les « petites » agences et leurs « petits » clients n'auront pas les moyens d'organiser de grandes messes baptisées les *disruption days*.

On termine donc l'ouvrage avec le sentiment que Jean-Marie Dru n'a finalement fait qu'appliquer sa méthode en utilisant un nouveau canal : une grande maison d'édition pour faire la pub de son agence et la sienne au passage. En avait-il vraiment besoin ? La mutation dont il est question est déjà largement en marche ; on aurait pu légitimement s'attendre de la part de ce grand publicitaire à plus de… disruption.

LA FIN DE LA TÉLÉVISION

JEAN-LOUIS MISSIKA

Editions du Seuil, collection La République des Idées, mars 2006

PAR LIONEL CHOUKROUN

mars 2007

Dans *La folle du logis*, Jean-Louis Missika, avec Dominique Wolton, nous régalait déjà avec une analyse nouvelle de la télévision. Au hasard des notes prises lors de sa première lecture, certaines phrases prennent soudain un sens et une actualité inattendus : « cette notoriété acquise facilement peut conduire à une certaine paresse. Pourquoi s'imposer beaucoup de travail quand l'impact de ce que l'on fait est en général immense et qu'une infime minorité de spectateurs est réellement capable de vous critiquer sur le fond ».[1] Ecrites en 1983, ces lignes sont prémonitoires de ce que la télévision a fini par générer en grande masse. Pour certains, c'est le signe de la fin de la télévision, celle des émissions qui prennent le temps, qui explorent, qui fouillent l'histoire et animent le débat politique. Cette télévision-là est celle d'une autre époque, celle d'« Apostrophes », celle que Missika appelle la paléotélévision. Une ère définitivement révolue où le téléspectateur est en position d'infériorité et dans une distance – un respect – à l'égard de la télévision et de ceux qui la font. Mais c'est surtout une ère de rareté des canaux et des programmes.

Avec la privatisation de TF1 et la création de chaînes nouvelles, dans les années 1980, le modèle économique change. Le contexte économique et social, l'individualisme croissant, la perte de repères offrent à ces nouvelles chaînes la possibilité d'explorer de nouveaux programmes et une nouvelle fonction. En plus de se faire pédagogue, la télévision se fait tour à tour thérapeute, justicier, psychanalyste. Autant de fonctions qui pansent les plaies de l'individualisme, donnent la parole et réparent ce qui relève bien souvent de l'intimité. Le *reality show* connaît ses heures de gloire en donnant au téléspectateur le rôle titre. L'animateur, hier expert, se fait désormais accoucheur d'émotion. Ce n'est plus « la télévision qui parle au téléspectateur mais le téléspectateur qui se parle à lui-même et de lui-même ». L'avènement de la post-télévision n'est qu'un continuum de cette télévision devenue miroir des réalités individuelles. Avec la télé-réalité, le téléspectateur n'est plus seulement témoin, il est acteur de sa réalité, de ses souffrances. La post-télévision ne réclame plus cette particularité (avoir souffert, être en quête identitaire…), cette identité classifiée. Notre société perdant progressivement ses liens avec les corps intermédiaires ou les groupes sociaux, on passe d'un « individualisme dépressif », caractéristique de la néo-télévision, vers un « individualisme positif » associé à une

1. Dominique Wolton, Jean-Louis Missika, *La folle du logis*, Editions Gallimard, 1983, p. 93.

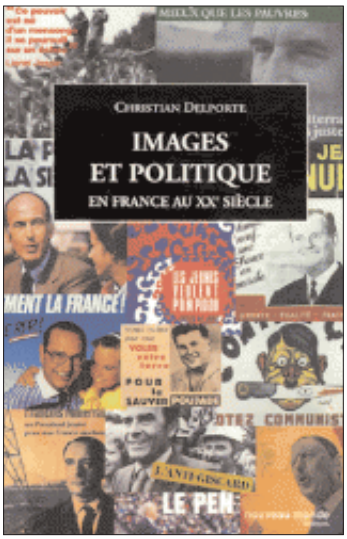
liberté d'expression et de choix, particulièrement assumée. Mais cet individu, par le biais de jeux, d'épreuves, devient un héros, qui aura surmonté mille difficultés et aura fait la preuve de sa bravoure. Chacun peut s'identifier à celui qui est à l'écran, d'autant plus aisément qu'il est un individu dénué de caractéristiques « originales ». Le téléspectateur devient l'arbitre de celui qui lui ressemble tant, dans un monde artificiel (celui du jeu) mais tellement conforme aux affres de la vie en société ! Le téléspectateur sanctionne, approuve, rejette, défend cet autre qui est lui-même, mis à nu par la quête conjuguée de transparence et d'audience. Cette micro-société qu'il commente et juge n'est autre que la sienne, mise en scène, exagérée, fantasmée. Cette télévision produit et consomme du héros, de l'orchestration des êtres et de leur histoire. Elle fédère aussi et crée des communautés, des valeurs, des personnalités auxquelles tout un chacun peut s'attacher. Elle prend en définitive une place laissée vacante par d'autres. Et semble donc avoir des jours heureux devant elle.

C'est sans compter le processus de disparition de la télévision décrit par Jean-Louis Missika. La consommation même de télévision a été bouleversée par l'hypersegmentation. Une offre plus généreuse que jamais avec l'émergence forte du câble et du satellite et plus récemment l'offre TNT. La vague qui va ébranler les chaînes hertziennes est proche puisque la part d'audience des chaînes thématiques est de 50 % chez les moins de quinze ans qui y ont accès. Cette vague a surtout permis l'émergence de nouveaux acteurs à côté des « historiques » TF1, France Télévisions, Canal Plus et M6.

Mais « la fin de la télévision » semble plus liée à un changement de relation entre l'offre de programmes et le mode de consommation. L'offre est désormais plus vaste et technologiquement plus souple que le simple et classique flux d'images et de programmes. Cette « démédiation » se fait jour dans plusieurs registres. La programmation, naguère mono-support, est mise à mal par la possibilité de regarder à tout moment son programme (via la VOD ou la SVOD), de choisir l'heure pour regarder son programme, de le combiner à un autre, d'une autre chaîne. Ce n'est guère plus la télévision en tant que telle qui est regardée mais le programme. Ceci a des incidences nombreuses ; sur le rôle du média lui-même et sur la fameuse notion de « grand-messe du 20 heures », sur le partage autour d'un programme. L'économie de l'audiovisuel se trouve bouleversée et au premier rang la chronologie des médias. Pour contrer cette offensive de la télévision individualisée et redonner à la télévision un intérêt concurrentiel majeur, apparaissent des programmes qui semblent plus jouer le rôle de « ligne Maginot » que de véritable offensive : télé-réalité, droits sportifs aux coûts exorbitants, fictions-événements et personnages récurrents. Contrairement à la presse écrite qui s'adapte (certes au prix de lourds sacrifices) aux nouvelles habitudes de consommation sur Internet, la télévision ne semble pas encore avoir fait sa révolution culturelle. Elle en prend le chemin, mais concurrencée là aussi par de nouveaux entrants sur le marché : les opérateurs de téléphonie notamment, soucieux de trouver des relais de croissance. En définitive, les médias sont soumis à une dépendance économique forte de la part de ces nouveaux acteurs, aux outils, savoir-faire, puissance d'investissement d'acquisition de droits audiovisuels considérables. Enfin, dernier élément à charge, la télévision a, nous dit Missika, « creusé sa propre tombe » en accélérant le processus de « déprofessionnalisation » de la post-télévision, en dévalorisant « la parole de l'expert, du savant, du politique [et en survalorisant] la parole ordinaire et souvent dénuée d'intérêt ».

Enfin, Jean-Louis Missika s'arrête sur les impacts de ces changements majeurs sur le débat public. En particulier, là où la télévision pouvait donner à voir simultanément la même image, le web désynchronise le débat et diversifie à l'infini les sources d'information. Chacun, quand il le

veut, d'où il le veut, peut participer, regarder, analyser, alimenter la vie politique. Faut-il se réjouir de cette « désynchronisation » ? Au-delà des excès quasi consubstantiels à un outil aussi incontrôlable qu'Internet, la campagne présidentielle actuelle – et avant elle le débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe – nous donne quelques signes d'un intérêt nouveau pour la chose publique. Certes, le risque de désintégration du débat public existe, tel que décrit par Jean-Louis Missika ; mais voyons-y une recomposition de l'investissement en politique par l'appropriation des idées à travers les nouveaux médias.



IMAGES ET POLITIQUE EN FRANCE AU XX^ÈME SIÈCLE

CHRISTIAN DELPORTE

Nouveau Monde éditions, Paris, octobre 2006

PAR FRANÇOIS BUSIER

janvier 2007

Imaginez, un instant, une affiche où l'image dessinée de notre cher président de la République (ou de toute autre sommité politique) contribuerait à vanter les mérites d'un nouvel aspirateur ou d'un illustrissime apéritif… La surprise passée, et même convaincu de façon certaine que l'image reste toujours un solide argument de promotion, l'anachronisme évident de cette situation vous inciterait, sur l'heure, à reconnecter cette production visuelle aux temps de la réclame, aux temps joyeux où Fallières et Jean Jaurès acceptaient (à l'insu, eux aussi, de leur plein gré) de se voir transformer en éminents supports de marques ! Si ce détournement d'image à des fins commerciales pourrait prêter aujourd'hui à sourire, il n'en était pas de même pour les caricatures politiques de l'époque, où la cruauté ne s'imposait aucune limite pour étriller les personnalités publiques et marquer l'opinion.

Depuis ces caricatures implacables de la fin du XIX^ème, comment s'est construit, en un siècle particulièrement chargé de barbaries, de massacres et de boucheries industrialisées, l'usage de l'image en politique (au sens large de représentation de l'espace public comme lieu du débat et de l'échange), pour aboutir à ces purs produits de marketing que représentent les débats télévisés actuels qui, bien que sévèrement policés et lissés, n'en montrent pas moins, pour autant, de férocité ? De plus, quelles voies prennent les formes récentes et futures de cette imagerie ?

Pour aborder ces questions, Christian Laporte nous propose *Images et politique en France au XX^ème siècle*, un ouvrage sérieusement documenté – ce n'est pas là une de ses moindres qualités –, pour parcourir plus d'un siècle d'images liées aux événements traumatiques de notre histoire, aux oppositions fortes et aux émotions collectives intenses, de celles qui vous entraînent à verser, promptement, dans l'outrance et la sauvagerie. Mais seuls les peuples heureux, etc.

Entrer dans l'analyse historique par la porte de l'image présente quelques difficultés, comme de devoir affronter la diversité et la multiplicité des supports (et le peu de considération de l'image en tant qu'archive) ou la compréhension technique des modes d'élaboration de ces images, mais aussi la sous-estimation de l'importance des représentations collectives dans la construction des sociétés.

L'évolution de l'image en politique s'articule autour d'un axe double. Le passage progressif,

d'une part, de l'impersonnalisation à la personnification du pouvoir – sous la IIIème République, la conception parlementaire des institutions relève, alors, d'une doctrine « qui repose sur la conception d'une souveraineté nationale indivisible, ne pouvant appartenir à aucun individu, à aucune partie du peuple, à aucun parti » (p. 281). D'autre part, le développement constant des techniques de reproduction et de diffusion de l'image : la nécessité, par exemple, de passer par des formes de dessins excluant dégradés et modelés pour satisfaire aux exigences d'impression de documents dont les tirages peuvent atteindre plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Et pour parvenir à une approche globale de la situation, il faut également intégrer la nouvelle loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881.

Mais, à la fin du XIXème siècle, avec près de 200 hebdomadaires illustrés recensés, le dessin satirique s'impose pour marquer les moments forts de la vie politique, c'est-à-dire ses agitations et ses tempêtes, mais aussi ses drames. La caricature, forme d'expression par essence excessive, ose violemment ce que le texte ne peut se permettre : elle « reprend, amplifie et synthétise les idées portées par l'écrit » (p. 33), elle joue, sans vergogne, de l'affect et des émotions pour attiser les débats et marquer les esprits. Et les caricaturistes risquent d'autant moins d'être poursuivis qu'ils sont considérés, alors, comme des artistes.

Tremplin de tous les délires graphiques, l'affaire Dreyfus va faire vendre du papier. Beaucoup. Rien ni personne ne sera épargné. Car la caricature s'appuie sur les clichés les plus traditionnels : elle « est un art populaire qui, pour s'épanouir et prospérer, a l'obligation de provoquer l'adhésion des lecteurs. Elle peut les surprendre. Mais jamais elle ne doit choquer leurs convictions profondes. Elle navigue entre deux écueils : la complaisance et le décalage. Pour éviter le second, elle a parfois tendance à verser dans la première, ce qui contribue sans doute à la survie des stéréotypes » (p. 273-274).

Cet enracinement populaire de la caricature – et, surtout, son exploitation des clichés les plus basiques – se retrouve également dans le déploiement de l'imaginaire colonial (avec, notamment, et disparu – seulement – depuis peu, le célèbre personnage du *Y'a bon Banania*), comme dans la déferlante sans retenue qui va s'abattre sur Léon Blum, « l'homme le plus insulté de France »[1], révélant aussi l'ancrage profond de l'antisémitisme hexagonal. La caricature ne peut se défaire de cette vision réductrice et dégradante de l'autre, définissant une altérité de la haine (l'ennemi, le boche, l'exploiteur, le juif, le profiteur, le franc-maçon,…), dont le simplisme des arguments n'a d'égal que le poids du bon sens rassurant qu'elle flatte.

Finalement, avec la caricature, l'imagerie politique peut-elle sortir de la propagande ? D'entrée, le débat paraît clos si l'on se réfère à l'approche qu'en a Christian Delporte : « Les précautions oratoires, les valeurs d'une démonstration appliquée, la recherche d'une argumentation juste, car fondée sur l'exactitude des faits, et la fiabilité de la documentation qui peuvent distinguer l'essai, la caricature les ignore. Par sa violence et son ironie, elle se rapproche du pamphlet. Mais elle y ajoute la schématisation visuelle, l'instantanéité de l'effet, le choc émotionnel, la panoplie des signes et des codes répétés qui créent entre l'auteur et celui à qui il s'adresse une solide connivence. C'est pourquoi la caricature constitue un précieux observatoire de stéréotypes. Voulant se rendre immédiatement intelligible à tous, non seulement elle utilise nos croyances, nos certitudes, voire nos préjugés, mais elle les conforte et les adapte à la conjoncture » (p. 254). Cette longue – mais indispensable (car nous allons y revenir) – citation signale, plus largement, l'émergence d'un modèle de communication nouveau – en cela qu'il combine instantanéité de perception, sensibilisation émotionnelle, contenu de message réduit et diffu-

1. Jean Lacouture, *Léon Blum*, Editions du Seuil, 1977, p. 212-213.

sion de masse –, un modèle sur lequel vont s'appuyer, entre autres, les différentes formes de propagande naissantes et à venir.

A son tour, avec l'évolution des techniques d'impression, la photographie va progressivement s'imposer dans la presse, et la Première Guerre mondiale va marquer aussi le temps de la mobilisation médiatique. Avec la création, en 1915, du Service photographique de l'armée (SPA), puis du Service photographique et cinématographique des armées (SPCA), c'est l'irruption de l'impression de réel dans le quotidien des Français, le témoignage par l'image de l'atrocité des tranchées comme de l'étendue des destructions. C'est aussi l'émergence d'une objectivité illusoire qui fournit à ceux qui ne vivent pas directement la tragédie des « preuves » *palpables* pour condamner l'ennemi – cet *autre* inacceptable – et lui attribuer les pires abominations : « accuser l'adversaire de barbarie autorise même à user de procédés moralement inacceptables » (p. 160). Heureusement, nous savons ce qu'il faut penser, aujourd'hui, de la légende des mains d'enfants et de femmes coupées par la soldatesque allemande, ou du mythe de la Cinquième colonne, qui permit de justifier toutes les censures…

L'essor des nouvelles techniques industrielles accompagne et renforce l'édification du mythe du progrès qui, par ricochet, oblige à repenser le modèle de l'homme moderne dans son nouvel environnement, pour répondre, sans doute, à la déshumanisation croissante des modes de production : la célébration des corps musculeux, par exemple, rejoint le catalogue des images manipulatrices destinées à satisfaire la nécessité, pour les régimes autoritaires qui s'instaurent, d'asservir les individualités et les esprits autour du thème de la puissance nationale et du renouveau. Mais, dans le chapitre intitulé « L'homme nouveau dans l'image collaborationniste », Christian Delporte relève que « les fascismes n'ont pas inventé le portrait idéal de cet homme nouveau » et que l'origine de ce modèle remonte au début du siècle, avec « l'élan produit par les mouvements de masse », et que « le vernis mythologique révèle l'incapacité à dessiner le futur » tout en le magnifiant (p. 195). Ce mythe de l'homme nouveau marque une charnière – en pleine époque de charniers – dans l'évolution de l'image politique : à la dépersonnalisation de « l'individu-masse » (p. 191) va répondre, après-guerre, la personnification de l'image de la République. Désormais, Untel remplacera Marianne… Mais il faudra attendre les années 1960 pour constater une pleine utilisation de l'image photographique par les différents mouvements politiques.

Cependant, même si nous ne pouvons prétendre restreindre la propagande à ces instants tragiques, les deux guerres mondiales en ont officialisé l'image. Dans un contexte plus global, et dès le début du siècle, la densification des techniques d'influence en a démultiplié les formes et renforcé la présence. Puis, après 1945-46, tirant les leçons informationnelles des divers totalitarismes, les leaders n'hésitent plus à s'afficher ; la politique n'est plus un sujet vendeur : dorénavant, c'est l'homme (public) – nouvelle figure – qu'il faut promouvoir. « La personnalisation de la propagande serait apparue avec la V^{ème} République, se prolongeant ensuite par l'essor de la communication politique. Une rupture nette, donc, dans l'histoire de la République » (p. 280). Cette banalisation de la représentation va se confirmer sur les écrans télévisés des décennies à venir.

Car la télévision sort des cartons. Le 18 juin 1956, l'interview télévisée de Guy Mollet, assurée par Pierre Sabbagh, marque la rupture de l'indifférence des hommes politiques vis-à-vis du petit écran. Bien vite, à mesure que progresse le niveau d'équipement des foyers, ils comprennent l'intérêt du nouveau média. Certains comprennent encore plus rapidement. Il suffit de comparer la métamorphose du général de Gaulle entre ses deux prestations du 13 et du 27 juin 1958 ! Ou, encore, le 10 mai 1974, lors du débat qui oppose Mitterrand

à Giscard : ce dernier aura pour stratégie – alors gagnante – de pratiquer l'obstruction plutôt que de chercher à être convaincant. Il l'appliquera à nouveau en 1981 (avec la réussite que l'on sait), même s'il fallait, déjà, relativiser raisonnablement l'influence des prestations télévisuelles sur le résultat des urnes : les dents blanches de Lecanuet furent un peu trop courtes pour lui apporter la victoire…

Puis, après la contestation du monopole gaulliste en la matière – le Général comparait le débat télévisé à un « combat de chiffonniers », indigne de sa personne –, viendra le temps de la maîtrise de l'outil et la nécessité d'être entouré de professionnels compétents. Au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, la position de Michel Poniatowski étonne encore : « Il faut fuir comme la peste les experts en publicité ou autres spécialistes de marketing. Ils n'ont aucune connaissance des phénomènes politiques et s'imaginent que l'on peut vendre un candidat comme une pâte dentifrice » (p. 333). Par machiavélisme, vision déifiante de l'élu ou crainte de perte de contrôle, « Ponia » semble oublier que la publicité, même à ses débuts – dès les dernières décennies du XIX^{ème} –, a participé à la promotion et à l'enracinement des symboles républicains. Que par pragmatisme, opportunisme, réalisme ou autres *ismes*, les stratégies politique et publicitaire soient en grandes noces depuis fort longtemps, Horkheimer et Adorno en débattaient déjà en 1944, lorsqu'ils définissaient la publicité comme « pure représentation du pouvoir social ».[2] Donc, sauf à penser que tout se vaut, nul n'est parfait…

Alors que, dans les années 1960, la télévision devient un média de masse « poids lourd », captant tous les regards, l'influence et le poids de ce média sur le débat se mesurent mieux, surtout quant à son ouverture et à son élargissement. Les communicants passent de l'état de créatifs à celui de stratèges ; ils s'adaptent aux contraintes de l'instrument en reformatant toute participation télévisée de leurs équipages, les yeux rivés sur les mesures d'audience : « ce qui compte, désormais, ce n'est plus tellement ce que l'on dit, mais la façon dont on le dit, et l'image qui se dégage de ce que l'on dit » (p. 406). Si l'affiche conserve, aujourd'hui, un rôle important dans les échéances électorales, désormais « le JT fixe la cadence et la chronologie de la campagne et réduit l'image politique au seul comportement du candidat. » (p. 439) et toute présence sur les plateaux (*talk show*, variétés, émissions *people*, jeux,…) est bonne à prendre pour diffuser son image et, surtout, gagner en notoriété.

L'irruption d'Internet dans le paysage médiatique paraît ne provoquer aucun renouvellement des formes de l'imagerie politique : « nouvel outil, vieux procédés » (p. 432). Le citoyen surfeur semble plutôt vouloir combler le fossé – grandissant ? – qui le sépare des élus, en les interpellant directement par blog ou site interposés, portant ainsi, pour son bon plaisir, les petits arrangements entre amis sur la place publique. Les bonnes villes de Puteaux et de Toulouse en savent déjà quelque chose…[3] Avec tous les risques que cela comporte, Internet amorcerait-il un déverrouillage débridé et tant attendu de la parole politique ? Rien n'est moins sûr…

Quoi qu'il en soit, pour Christian Delporte, « le Net constitue désormais un espace essentiel de création et de diffusion des images politiques de type satirique, et une source intéressante d'interrogation et de réflexion pour l'historien soucieux de comprendre les mutations des médias contemporains » (p. 433). Il évoque également le rôle éventuellement déstabilisateur d'Internet, « qui pourrait bien ouvrir un nouvel âge de l'image politique avec les avantages et les risques d'une production et d'une réception sans entraves »

2. Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *La dialectique de la raison, Gallimard*, 1974 (New York, 1944), p. 170-172.
3. A ce sujet, consulter le site www.monputeaux.com

(p. 441). Vouloir faire logiquement du réseau des réseaux une référence d'accès aux sources rappelle la nécessité et l'urgence de la mise en ligne d'archives audiovisuelles consultables, comme vient de le faire l'INA, d'autant que son actuel PDG, Emmanuel Hoog, considère qu'« Internet est surtout un média de texte, pauvre en images et en sons. Ceux-ci sont souvent piratés. De plus, les images y relèvent du divertissement ou du gag (comme sur *YouTube* ou *DailyMotion*[4]) ou encore de la violence ».[5]

Restant dans son rôle d'historien, Christian Delporte nous invite, avec son ouvrage, à une relecture profonde et particulièrement passionnante de l'iconographie politique liée aux grands soubresauts qui ont marqué notre histoire comme notre mémoire collective. Par contre, il ne délivre pas de conclusions hors de son champ d'étude ni de perspectives futuro-post-modernes : il permet à tout un chacun de se bâtir une opinion sur la place et l'utilisation de l'image en politique et de s'appuyer sur les leçons de l'histoire comme moyen préventif de décodage de ce qui nous est donné à voir aujourd'hui.

La démarche de Delporte tient autant de l'historien que de l'archéologue, si nous tenons compte de la rapidité avec laquelle évoluent les médias. Il parvient à rendre cohérent un parcours-puzzle des plus passionnants, analysant en profondeur une multitude de supports, même si certains sont peu évoqués (tels l'exposition et le cinéma) et si l'on excepte le chapitre sur le dessin animé. Au final, il accumule une diversité suffisante de thèmes pour accréditer sa thèse de l'image comme clé essentielle de la compréhension de l'histoire politique du XX^{ème} siècle.

Un seul regret, pourtant, qui relève du paradoxe : nous aurions souhaité, en parcourant *Images et politique en France au XX^{ème} siècle*, avoir à nous mettre sous l'œil une richesse iconographique à la hauteur de l'argumentation, ne serait-ce que pour partager pleinement le plaisir des découvertes proposées par Delporte : on se prend à imaginer la parution d'un second volume en couleurs pour compléter le texte initial et, pourquoi pas, l'édition d'un DVD pour accéder aux archives audiovisuelles. Ainsi composé, l'ensemble constituerait, dès lors, un ouvrage de référence emportant plus largement encore notre conviction.

Cependant, sur la base de la perspective historique dressée par cette étude, les questions s'accumulent, nous transportant de l'archive au débat : alors que l'image est devenue aujourd'hui l'outil prépondérant de la communication politique, les médias sont-ils porteurs d'un quelconque espoir de réanimation de la confrontation d'idées au sein de l'espace public ? Ou, *a contrario*, la logique médiatique se dirige-t-elle vers une confiscation (une mise au silence) de l'échange politique – et, accessoirement, des élections –, au profit d'une gestion élitaire de la société (vraiment tout, pour les gens de tout…) ? L'image politique, forte des émotions qu'elle véhicule, a-t-elle, pour autant, l'ambition et le pouvoir de dissoudre les possibilités de tout discours construit et, surtout, contradictoire ? Pourrons-nous accepter, longtemps encore, l'« envahissement définitif des journaux, des murs, des oreilles du public » par le « vacarme des grandes mises en vente »[6], ainsi que l'écrivait déjà Zola en 1883 ?

L'un des enjeux n'est pas tant que la communication politique pratique les ficelles habituelles de la propagande, mais que la prédominance visuelle et télévisuelle du *fast food* informatif pré-formaté noie la spécificité et la particularité du registre (et du discours) politique dans le flux quotidien des émissions, toutes choses devenant égales. De

4. Respectivement www.youtube.com et www.dailymotion.com/fr.
5. « La France est le premier pays à garantir la pérennité des images télévisées et des sons radio », interview d'Emmanuel Hoog, PDG de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), par Macha Séry, lemonde.fr, édition du 20 décembre 2006.
6. Emile Zola, *Au Bonheur des dames*, 1883.

plus, alors que s'annoncent les candidatures pour le premier tour de l'élection présidentielle, le traitement déséquilibré de l'information imposé par les médias – dont la bipolarisation excessive est une des conséquences – déforme le principe de l'opposition et de l'expression politiques à travers le prisme de la vision primaire et archaïque du « combat des chefs ». Comment comprendre la complexité des réalités sociales, comment, donc, définir les combats à mener, quand les prétendants finalistes semblent déjà choisis ? Quelle pythie !

Devoir se contenter d'une information schématique jetable, à forte géométrie affective, suscite deux types de réflexion. Le premier, lié à la personnification de l'idée politique : nous devons nous interroger, *a priori*, sur la portée de cette volonté d'incarnation d'une idée ou d'une politique, et de leur mise en image, de leur mise en scène. L'adoption des règles publicitaires exploitant le phénomène de starisation renvoie à la politique-spectacle et à sa gestion religieuse et sacralisée des hiérarchies : l'image, en passe de devenir icône, se déconnecte progressivement de la dure réalité du terrain, pour nous vendre des paillettes pixellisées en lieu et place d'une interprétation des contraintes qui pèsent sur nos destins. Quant au second, il concerne l'importance de l'image comme outil majeur de communication : cela implique-t-il un échec – un échouage – de la pensée et de la rationalité ? Certainement pas pour ceux qui en ont la maîtrise et le profit. Bref, les moyens.

A travers ces jeux à facettes de la personnification du pouvoir (fascination) et de l'image toute puissante (omniprésence), pouvons-nous imputer et reprocher à l'image politique :
— une occultation ou une mise en léthargie de tout jeu critique par la mise en scène d'une séduction démultipliée s'appuyant sur les clichés les plus basiques ;
— une impossibilité à l'abstraction, à la prise de recul, au dépassement d'une pensée bipolaire, donc une incapacité à approcher l'universel ;
— une appropriation, par les bénéficiaires, de la plus-value d'image et de notoriété qui devrait plutôt servir la promotion de l'idéal républicain, et plutôt échoir dans la besace du bien commun (mais quelqu'un peut-il encore s'opposer raisonnablement et ouvertement aux valeurs fondamentales de la République ?) ;
— un détournement, une réorientation du regard vers l'inconséquent, l'anecdotique, le neutre, c'est-à-dire le désamorçage et l'évacuation des enjeux, immédiats comme à long terme, au profit de l'amusement de l'instant, de l'*entertainment* ? Comme il est amusant, d'ailleurs, de détourner le titre de ces émissions pour l'appliquer au monde politique : *Perdu de vue*, *La méthode Cauet, Combien ça coûte ?, La Star Academy*,…

Avec tout cela, est-il risible de vouloir rester optimiste ? Avec l'imbrication massive et contrainte du citoyen au sein d'un système productiviste, consumériste, voyeuriste et exhibitionniste, la démocratie se gère de plus en plus comme une émission de télévision : assis ou vautrés devant nos écrans, sans prise réelle sur le réel, comment pénétrer le monde médiatique pour décrypter ce qui se trame dans la coulisse et ce qui se négocie derrière l'image ? Et savoir qu'il est tout aussi difficile de changer durablement d'image que de politique ne nous consolera que de peu, tout autant que de constater qu'une nouvelle image cherche à rectifier, au mieux, un obstacle ou un échec, au pire, une incompétence ou la marque enflée d'un ego. Mais, comme le précise Christian Delporte dans son introduction, « il n'y a pas d'approche définitive du visuel » (p. 12) : ouf, rien n'est perdu, tout perdure (fors l'honneur).

En attendant, les affaires reprennent : ce qu'ont bien compris les manipulateurs ou les communicants soucieux d'efficacité « première », c'est que l'immédiateté de lecture d'un visuel l'emporte, le plus souvent, sur la rationalité de l'écrit – point de vue déterminant dans une approche massive des médias. La tentation régressive du choc des pho-

tos contre le poids (plume) des mots : la violence émotive contre l'éthique et l'esthétique.

Définitivement, s'il doit être question de rationalité dans la gestion du couple image et politique, il ne peut s'agir que de celle de la maîtrise des outils de domination sociale, plutôt que celle d'une volonté de développement et de partage d'une parole et de la mise en œuvre des moyens de la négociation. Les craintes grandissantes, liées aux phénomènes de l'abstention et du vote blanc lors des consultations, demeurent éloquentes quant à la gestion optimisée d'un parc humain encore un peu rétif, et l'application même du principe démocratique chatouille des esprits pour lesquels l'accusation de manque de lucidité serait malvenue : « C'est quand même extraordinaire que l'on ne s'arrête pas pour s'interroger sur ce qu'est la démocratie, à quoi elle sert, à qui elle sert ? C'est comme la Sainte-Vierge, on n'ose pas y toucher. On a le sentiment que c'est une donnée acquise. Or, il faudrait organiser un débat de fond à l'échelle internationale sur ce sujet et là, certainement, nous en arriverions à la conclusion que nous ne vivons pas dans une démocratie, qu'elle n'est qu'une façade ».[7] Le goût d'une démocratie longue en bouche, mais sans oreilles.

Alors que les campagnes pour la prochaine élection présidentielle galopent déjà à grand train, la communication des candidats – futurs *sujets de choix* – ressert les vieilles soupes habituelles. Nous cesserons donc de nous étonner, une bonne fois pour toutes, du peu d'originalité et du peu d'imagination des méthodes utilisées pour s'adresser aux citoyens et les mobiliser intelligemment. Même les premiers slogans gambadent dans le pré du voisin : un « ordre juste » – (heureusement pas nouveau !) contre une « rupture tranquille » (merci, François !). Et pourquoi ne pas revendiquer, *in fine*, un « ordre tranquille » ? A ce point, une seule certitude : difficile d'imaginer qu'un candidat puisse s'emparer, avec gourmandise, du fameux « ordre sans le pouvoir » ![8]

Sur ces joutes verbales, Maurice Tournier, agrégé de lettres, aujourd'hui retraité, pratique, avec l'aide de mathématiciens, l'analyse statistique pour établir « un inventaire systématique de vocabulaire », portant principalement ses recherches sur le langage politique, où « les mots sont archi-surveillés » : « Le politique cherche à s'approprier la parole en occupant les médias, mais aussi la langue et le langage, en devenant le référent du sens des mots. Il essaie de s'emparer d'un système de stéréotypes et de détruire celui de son adversaire ».[9] Rappelons, aussi, que pour Christian Delporte, « la culture du stéréotype s'apparente aussi à une forme confuse de nostalgie » (p. 275)…

A voir tant jouer le spectacle de la séduction sans convictions, de la pleine exploitation des clichés et des stéréotypes pour ne pas choquer (gare à la nouveauté !), de l'affichage d'une harmonie sans aspérité, de la recherche officielle de tant de transparence que nous frisons la trans (-)lucidité (encore) – avant l'invisibilité ? –, le franchissement d'un seuil de saturation semble déjà atteint, si nous nous référons à la décrédibilisation croissante et au désintéressement des citoyens à l'égard des personnes politiques supposées les représenter. C'est l'instant tragique où le média (ou plus exactement le support de diffusion) devient lui-même caricature, celle de son propre discours lorsqu'il défigure, à ce point, l'équitabilité de l'échange informationnel.

Par ailleurs, la parfaite maturité de cette formule magique – marketing politique, publicité et télévision –, par le redéploiement permanent de ses

7. « Nous ne vivons pas en démocratie », interview de José Saramago (Prix Nobel de littérature en 1998), par Christine Rousseau, lemonde.fr / *Le Monde des Livres*, édition du 23 novembre 2006.

8. Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) : « L'anarchie, c'est l'ordre sans le pouvoir ».

9. « Par mon verbe, je vaincrai », Jean-Baptiste de Monvalon, lemonde.fr, édition du 3 janvier 2007.

effets sur la « cible citoyenne », produit une pression incessante et croissante, au risque de devenir contre-productive par ses discours finalement plus manipulés que manipulateurs. Au risque, également, comme dommage collatéral, de forcer l'éclairage sur sa finalité grossière : la domestication et la mise en ordre des citoyens, à des années-lumière de la promesse civilisatrice d'éducation et d'information que portait en lui, à l'origine, le projet de la télévision.

Et cet appareillage de communication nous renvoie naturellement à la longue citation évoquée plus haut sur la caricature : remplaçant caricature par télévision, force est de constater l'actualité comme la pérennité et la permanence – la reproductibilité ? – d'un modèle désinformant, où le simplisme le dispute au mercantile, où le vote devient, à son tour, marchandise et marchandage, c'est-à-dire objet de consommation.

Après l'affaire des caricatures de Mahomet, qui mit (et met encore) à gros bouillons l'émotivité des peuples (même des plus aguerris), comment vivre et transmettre ce qu'il reste de la liberté d'expression, ce corollaire culturel extraordinaire à notre aptitude à communiquer, à cette nécessaire capacité à échanger et à débattre pour construire nos sociétés ? Et si la dernière utopie reste celle d'en avoir une, alors il nous faudra, irrésistiblement, tenir bon !

Par imposition ou surtaxe excessive du sens, la communication politique massive réoriente-t-elle le sens de l'histoire informationnelle vers le régressif de la gestion des émotions et de l'immédiateté, alors que les outils actuels nous prédisposent, tout au contraire, au partage durable ? A moins qu'elle ne soit, déjà, prise au piège des exigences de l'outil dont elle pensait en avoir obtenu la maîtrise ? Nous devons nous interroger (encore !) sur le poids réel et les conséquences de cette pratique médiatique qui menace de stériliser les débats, tant par sa domination que par son immobilisme et son conformisme. Osons, à nouveau, l'anachronisme : à l'heure des réseaux mondialisés, voilà bien un modèle féodal de l'échange au sein de l'espace public. Pour, à la fois, faire court et le dire autrement, la propagande ne serait-elle que la maladie infantile de la communication politique ?

Quoi qu'il en soit, la messe n'est pas encore dite. Pour l'heure, remercions Christian Delporte, avec *Images et politique en France au XX*^{ème} *siècle*, de fournir et motiver les bases d'une réflexion salutaire sur l'évolution des stratégies de communication des différents partis en lice pour la prochaine compétition (ainsi que de ceux qui ne pourront s'y aligner). Et, face aux promesses qui commencent à pleuvoir, toujours nous revient cette phrase réitérée par le Guépard, alias Burt Lancaster, héros félin du film culte éponyme de Visconti, cette véritable profession de foi surgie d'un temps de catastrophe, où tout se délite et s'écroule, et qui contient sa propre condamnation : « il faut que quelque chose bouge pour que rien ne change »…

A défaut de comprendre que l'âpreté de la lutte pour le pouvoir ne possède pas le même sel que le combat pour enrayer la dureté de nos vies, le risque demeure de voir les citoyens opérer un décrochage face à cette « politique de l'image » et à ses « sur-déterminismes » communicationnels. De guerre lasse, ils vont peut-être finir par superposer et faire se coïncider l'icône médiatique des têtes d'affiche à la perception intuitive (et certainement caricaturale) de leur caractère, si parfaitement que s'appliquera et se justifiera la célèbre boutade : « faut-il avoir si peu de personnalité pour ressembler autant à son image ! ».

Peut-être aussi, aux soirs de lassitude, ressortiront-ils de leurs souvenirs l'apostrophe de Maurice Clavel qui, lors de l'émission *A armes égales* du 13 décembre 1971 l'opposant à Jean Royer, quitta le plateau, sous les applaudissements du public, après avoir jeté avec véhémence : « Messieurs les censeurs, bonsoir ! ».

UNE PRESSE SANS GUTENBERG

JEAN-FRANÇOIS FOGEL et BRUNO PATINO

EDITIONS GRASSET, PARIS, 2005

PAR FRANÇOIS BUSIER

juin 2006

Tenter, aujourd'hui, une approche globale de la question Internet s'avère aussi délicat – hasardeux / raffiné / malicieux ? – que de vouloir apprécier la fidélité et la loyauté des élus UMP à l'égard du souverain républicain en place, après les crises et maladresses récentes, en passe de devenir des habitudes : l'évolution rapide des points de vue et l'étonnante mobilité des candidats en observation en rendent instantanément obsolète le moindre aperçu. Serions-nous face à des parangons parfaits pour un éloge moderne de la complexité ?

De ces deux représentations, Internet, à l'opposé du roitelet sus-évoqué, offre le dynamisme de son adolescence encore boutonneuse et la conviction de travailler à la mise en œuvre d'un monde ouvert et partagé. Un monde difficile à définir, certes, et donc impossible à mettre en cage. D'ailleurs, sur ce point… De plus, le réseau des réseaux, pour notre plus grand plaisir, semble ne pas renier ses utopies initiales, et les voies non encore écrites qu'il emprunte laissent augurer de futures batailles à la hauteur d'enjeux que nous savons importants, mais actuellement encore incompréhensibles.

Alors que près d'un milliard de personnes, dans le monde, consulte chaque jour un quotidien (pour une diffusion de 464 millions de journaux[1]), 950 millions d'utilisateurs recensés à l'été 2005, soit 14 % de la population mondiale[2], tapotent sur un clavier, en recherche d'informations plus ou moins désirées. Avec un tel fond de clientèle, décrypter Internet n'est pas chose aisée, surtout lorsque l'on songe à la diversité chaotique des profils, des pratiques et des topologies ! Aucun secteur d'activités impliqué dans la fabrication, la gestion, la manipulation ou la transmission d'information n'échappe aux fourches caudines de la moulinette du numérique, comme préparation et conditionnement pour mise à disposition et diffusion, enfin, sur la toile.

De plus, l'explosion technique conforte cette déstabilisation de modèles éprouvés, et l'incertitude plane sur l'efficacité et la rentabilité économiques des solutions à trouver, pour lesquelles personne n'a vraiment été préparé. Donc, la presse en ligne bouscule, chahute et grignote chaque jour davantage la presse traditionnelle, s'attaquant même à l'airain tutélaire des fondations les plus affirmées.

1. Ces chiffres ont été diffusés le 5 juin 2006 par l'Association mondiale des journaux (AMJ), lors de son 59ème congrès mondial des journaux à Moscou, sur le thème « Les journaux, une nouvelle ère d'innovation », *in Le Monde*, rubrique Médias, du 5 juin 2006.
2. *Cf.* p. 178.

Mais, dans cette tourmente médiatique, le quatrième pouvoir ne souhaite pas rester muet. Jean-François Fogel, journaliste, consultant et écrivain, et Bruno Patino, directeur de la publication de *Télérama*, mais aussi président du *Monde interactif* (éditeur du monde.fr), entreprennent, avec *Une presse sans Gutenberg,* un travail de vivisection du phénomène de la presse en ligne. Bien sûr, une fois de plus, la presse parle de la presse ! Mais comment se dispenser du regard de deux compères de « l'ancien monde », armés précisément de l'outil du recul critique, des bienfaits de la documentation, des provisions de l'histoire historienne et des délices d'une langue structurée ?

Nul besoin d'être devin pour pressentir l'importance de la mutation en cours, la quotidienneté des preuves suffit. Cependant, pour en démêler mieux les enchevêtrements, le bilan sérieux de l'existant qui nous est présenté défriche utilement le champ de la réflexion et souhaite associer notre conscience à l'écriture de cette nouvelle histoire.

Que s'est-il passé pour en arriver là ? Pour assurer l'élucidation du mystère Internet – comprendre l'émergence et l'emprise de ce nouveau média et de la presse qu'il colporte –, l'ouvrage égraine et analyse une suite, cadrée dès le sommaire, d'éléments constitutifs et évidents de la presse en ligne (navigateur, principe de l'œuvre ouverte, moteurs de recherche, look du réseau,…), et la richesse des évocations et rappels de lois, principes, références et citations incontournables rend la lecture de l'ouvrage passionnant, tant le poids des enjeux et des défis à relever oblige notre lucidité.

Pour information, ce débroussaillage thématique mérite quelques arrêts :
— avec McLuhan, et sa vision prophétique du « village global » ;
— avec le principe de deuxième oralité (oralité première avant l'apparition de l'écriture, puis extension de l'audience avec la création de l'alphabet et de l'imprimerie, puis retour à une seconde oralité, induite par Internet, à travers une perte prétendue de maîtrise de la langue provoquée par l'outil) ;
— avec le concept-clé d'hypertexte, crée par Ted Nilson, en 1965 ;
— avec la séparation entre information et opinion, chère à la presse « d'avant » ;
— avec le principe de « concurrence pure et parfaite », développée par Léon Walras en 1877, qu'Internet paraît aujourd'hui concrétiser.

Cependant, contrainte dès l'origine par une démonstration en appui permanent sur l'opposition concurrentielle et insoluble entre presse traditionnelle (grands médias) et presse électronique, cette approche obère un regard neuf sur ce média et nous place du côté officiel, installé ou conformiste, pour apprécier diversement cette rupture historique. A l'heure de la synthèse et de la prospective, les auteurs nous abandonnent au milieu du gué, et conclure l'ouvrage en annonçant la fin des médias de masse paraît un peu court. De même, pour cette citation en fin d'ouvrage, aussi hasardeuse que péremptoire : « être en ligne amène toujours à être à l'écart ».[3]

Comment, dès lors, reformuler l'interrogation ? Par quel point fondamental aborder ou se réapproprier la question double d'Internet et de la forme de presse qui s'y déploie ? Nous est-il possible, d'ailleurs, de différencier le destin de cette presse échevelée et omnidirectionnelle de celui plus vaste et encore plus fou de l'avenir de la toile ? L'histoire humaine eut-elle déjà à (se) mesurer ou à comprendre une perspective si vaste, si globale, sauf à vouloir renouveler ou reconduire le modèle éprouvé de la confrontation à l'idée de Dieu ?

Tranchons, et écartons d'emblée les aspects techniques ainsi que les évidences propices à la

3. *Cf.* p. 226.

paresse intellectuelle (instantanéité, simultanéité, ubiquité, …). Bref, dégageons-nous de tous les fantasmes habituels liés à la magie que toute nouvelle technologie laisse entrevoir, à toutes les promesses qu'elle essaie de nous vendre. Puis débusquons les voies possibles pour un émoustillement neuronal plus intense. L'aventure Internet nous engagerait-elle irrévocablement vers :
— une libéralisation des connaissances ? Posséder une bibliothèque aura-t-il encore un sens à l'ère du tout en ligne ?
— une banalisation de la diffusion des contenus ? La multiplicité des modes de duplication (clonage parfait) induit-il une désacralisation et une déhiérarchisation s'opposant au modèle paternaliste et bonapartiste de diffusion ou de rétention de l'information (la hiérarchie incombant dorénavant au lecteur) ? Du haut de ces pyramides, combien de siècles nous contemplent ?
— une dé-nobiliarisation du fameux quatrième pouvoir et de ses privilèges ?
— une éviction de l'emprise des politiques sur ce média ?
— un nouvel espace public insaisissable et impossible, pour l'heure, à définir ?
— une impossibilité de monopole, de contrôle et de censure, du média comme des contenus ?
— une contestation irréversible du droit d'auteur, si ce dernier n'est pas immédiatement perceptible et identifiable ?
— une redéfinition de la valeur de l'information (des contenus) et l'identification de son propriétaire final, alors que s'étend la presse gratuite ? Quel intérêt de la posséder ?
— un nouveau modèle de développement (et donc de financement) des réseaux à très haut débit pour en préserver l'ouverture ;
— la considération de l'information comme patrimoine mondial ? Ne devons-nous pas repenser totalement le piratage, mais aussi la volonté abusive de vouloir breveter le vivant ?

Si certains de ces points sont esquissés en fin d'ouvrage, *in fine*, aucun ne donne lieu à un solide développement ou ne constitue un parti-pris ou un soubassement apte à redynamiser la réflexion prospective.

La nature particulière même du nouveau média nous incite pourtant à la réflexion. Internet, c'est le média des médias, un média qui absorbe tous les autres médias : l'appellation d'« hypermédia » n'est pas usurpée. Faut-il, pour autant, que nous le considérions – ainsi que nous le proposent les auteurs – comme le média ultime, l'aboutissement définitif de la forme médiatique ? L'histoire nous enseigne aussi la prudence et ce trou noir médiatique semble loin d'en écrire la fin, sauf à se séparer de toute raison.

Plus que l'hypermédia, c'est l'hypermédiatisation qui doit nous interroger. Communiquer avec le plus grand nombre impose de réduire le niveau de qualité du message pour que tous puissent se l'approprier, en accord avec les codes déjà intégrés. Allons-nous assister à une « médiocratisation » (trop large nivellement vers le bas) en lien avec l'immensité de l'audience, mais aussi avec sa fragmentation intense ? Pour l'instant, et comme pour tout nouveau support ou média, les gestionnaires de flux l'emportent sur les créateurs de contenus. Mais ne nous y trompons pas : l'expansion du marché publicitaire sur Internet indique bien l'entrée dans l'âge adulte.

Jamais aucun être humain n'a eu, par le passé, à sa portée un tel capital d'informations. De nombreuses voix se lamentent, pourtant, de la pauvreté des expressions qui se manifestent sur la toile (due, par exemple, à la maladie du copier/coller) et en reportent, sans retenue aucune, la responsabilité sur l'outil. Encore faudrait-il mieux en connaître la diversité des besoins à satisfaire pour répondre efficacement et honnêtement à cette question !

A ce point, la question Internet se transforme en problématique d'apprentissage : comment maîtriser

des quantités aussi considérables d'informations, comment y accéder, comment les structurer et organiser sa pensée pour produire du sens, pour se faire entendre ? D'où l'urgence de modifier, certainement, le rôle de l'école et des lieux d'enseignement : solliciter plus la compréhension et l'intelligence de l'individu-internaute, par le développement de la capacité à agencer des signes, plus que miser sur l'accumulation et la mémorisation de savoirs, souvent vite oubliés. Avec, sans doute, un ré-apprentissage des rapports humains.

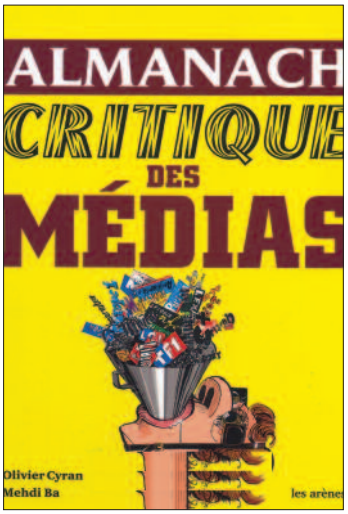
Nos deux analystes avouent ainsi le poids de leurs déterminismes professionnels : ils paraissent ne pas se consoler de l'évolution irréversible de la presse en ligne et du défaut de reconnaissance de ceux qui la font. Un monde sans journalistes est-il en train de naître ? Affrontons-nous, là, la méfiance traditionnelle des conservatismes et leur caractère habituellement rétif à tout changement qu'ils ne maîtrisent pas (ou qui ne s'oriente pas à leur profit) ?

A l'instar de certains héros, la presse en ligne serait-elle sans qualité aucune ? Le principe de numérisation coulerait-il la moindre qualité dans le bronze de l'ordre du chiffre ? La prépondérance de la quantité tuerait-elle dans l'œuf toute évolution ? C'est oublier que nos sociétés sont, avant tout, humaines donc aléatoires et incertaines, et que tout progrès s'inscrit dans le temps.

Une presse sans Gutenberg. Comme le veut l'historiette, ce ne sont pas les fabricants de chandelle qui ont porté le développement de l'électricité. N'ignorons pas le risque de confusion entre l'outil et l'organe : Internet s'impose comme un gigantesque accès à la parole pour tous. Préférons donc cet aspect réjouissant d'une liberté neuve d'informer, de penser et d'échanger. Cette création différente de la parole porte en elle l'épanouissement de notre humanité, contre toutes les barbaries.

La presse en ligne a, dans ses gènes, un potentiel infini : celui de devenir à la fois outil de conscience globale et outil global de conscience. Alors, n'hésitons pas à froisser la susceptibilité de quelques cols rigides pour s'affranchir d'actuelles cruautés. Internet, c'est tous !

Circulez, y a tout à voir !



ALMANACH CRITIQUE DES MÉDIAS

OLIVIER CYRAN et **MEHDI BA**

EDITIONS LES ARÈNES, AVRIL 2005

PAR FRANÇOIS BUSIER

octobre 2005

« Mieux vaut rester au bureau, lire un bon rapport, connaître un dossier, mener des investigations sur Internet que courir micro en main à La Courneuve ».
J.-P. C., juin 2005

Miam ! Cet almanach des médias, c'est une gâterie, une gourmandise ! Signe des fêtes qui approchent : dans sa belle robe jaune, on dirait une boîte de chocolats… Et il y en a pour tous les goûts : ça donne dans le croustillant (le journalisme de connivence), dans le fourré à souhait (le journalisme policier), l'onctueux qui dégouline (le journalisme de chaire) et le douteux (le journalisme de marché), dans le sévère (le journalisme de faits divers) et dans le flamboyant de la délire (le journalisme patriote). Mais à peine le nez dedans, on ne peut plus s'arrêter, je vous le dis. Tout y passe ! Bref, ça vous remue, ça vous purge et vous nettoie franco la tripe de la tête !

Après une telle orgie, l'important, c'est de ne pas sombrer dans l'éclatement hépatique, dans l'indigeste nauséeux, celui qui vous transforme illico en atrabilaire infréquentable, en écœuré de la feuille de chou, en allergique à l'info ou en vomisseur de JT. Faut dire aussi qu'il y a matière…

Pour assurer le service, j'aurais pu faire dans le bref, me contenter de vous livrer une rapide sélection d'extraits, de chapôs pointus et de citations assassines : effet garanti. J'aurais pu. Mais les chocolats, ça se mérite, c'est pour après le repas, les grandes occasions. Quand le ventre, affermi après tant d'extases culinaires, a mis la faim en congé et la morale en somnolence, qu'il en redemande quand même, simplement pour vérifier que la vie demeure et que le désir peut ou doit aller là où il veut : au fond des choses, dans une autre dimension… Mais pour ça, faut du volume, du sérieux, de la quantité, de l'opulence. Et là, cet almanach tient ses promesses : 364 pages pour se faire les crocs, quotidiennement et inlassablement. Joyeux mélange bicolore d'Almanach Vermot et de catalogue Manufrance, les photos en moins mais la férocité des illustrations en plus, ce retour critique sur plusieurs années d'actualité cherche à rendre compte avec quelle légèreté consciencieuse et avec quel parti-pris idéologique les grands médias conçoivent et élaborent notre pâtée informative du jour. Notre pain quotidien, façon opium du peuple. Avec, souvent, l'arrogance et le mépris en prime.

Les grévistes ? Une poignée de « zozos » qui forme « un corps psychotique où tous, enseignants, élèves et parents, sont des organismes en proie aux peurs collectives et aux fantasmes ».
J. J., 22 mai 2003

Blurp ! Quel que soit le mode de lecture choisi, l'effleurement ou l'annotation assidue, je dois reconnaître que l'Almanach ne s'adonne pas à la performance de l'endoctrinement, au militantisme ultra ou à l'humeur pastichieuse. Pas de grande théorie, donc, pour dénoncer le complot malfaisant ou la main invisible qui vont nous emporter vers l'abîme, mais, simplement, par l'accumulation de textes et l'analyse, nous inviter à la prise de recul, nous inciter à la vigilance. Et cette démarche, saine sinon encore salvatrice, devrait aboutir, pour chacun, à pouvoir se forger une opinion sur le fonctionnement et la responsabilité des médias, en appui sur des avis documentés, ainsi que nous le conseillait Pierre Bourdieu. Par contre, un seul mot d'ordre (de désordre serait plus approprié) : halte à « l'info transgénique » ! Sus au gavage !

Remonte alors le vieux débat, toujours abusif à mes yeux, sur l'objectivité de l'information. Débat qui a permis à de pleines générations de journalistes de défendre l'impartialité exemplaire de leurs propos et, par voie de conséquence (d'inconséquence), de ne pas envisager l'éventuelle remise en cause de leur prose. Pourtant, tout assemblage d'informations porte, en lui, la marque d'une intention première liée, au final, à une volonté d'influencer le destinataire du message (caractéristique inhérente à tout acte de communication). La consultation de cet ouvrage colle donc un devoir d'anamnèse à tout esprit emprunt de la plus élémentaire honnêteté intellectuelle, et pour peu que, bonheur ultime et marque appréciable d'une élégance pas encore désuète, s'y adjoigne quelque souci humaniste (même *a minima*). Une lecture qui ouvre à plusieurs questionnements fondamentaux.

« Un groupe de presse, vous verrez, c'est capital pour décrocher des commandes ».
J.-L. L.

Pouah ! La concentration, tout d'abord. Les rachats et fusions d'entreprises de presse et de communication, par de grands groupes industriels (BTP, armement,…), conduisent à un contrôle resserré, en peu de mains, des supports, mais aussi de l'expression, ce que l'Almanach évoque à travers le concept du PPA : le Parti de la Presse et de l'Argent. On peut légitimement s'interroger sur la capacité d'un journal à résister à la voix de son maître ou à l'impératif, entre autres et par exemple, de la rentabilité immédiate. Cette logique économique impose celle de la soumission à la volonté du groupe : acceptée par ceux qui dirigent et encadrent les supports, mais plutôt inconsciente ou peu discernable pour ceux qui les lisent. Ce constat prend son véritable éclat lorsque l'on s'aperçoit que 90 % de la presse médicale appartient aux labos, et que les ventes du magazine féminin *Elle* ne représentent que 25 % de son budget.

Tout citoyen sait que la presse ne peut plus survivre sans la publicité. Pour conserver sa véritable pertinence, cette assertion devrait être réactualisée : en adoptant la posture (l'imposture) publicitaire, les médias se transforment en complément naturel de la publicité, ils sont aujourd'hui un seul et même espace. Cet acoquinement induit le respect des règles de ce marché avec, notamment, l'acquiescement au conformisme ambiant et au formatage des esprits. La règle célèbre des 4 W, *when, where, who, why*, chère au cœur des journalistes de terrain (à l'ancienne), risque d'évoluer dorénavant en règle des 4 C : complaisance, connivence, collusion et compromission.

Mais surtout, ne me parlez pas de censure ! Je préfère vous infliger « l'autorégulation », façon cirage de pompes et lèche-PAF, d'un système porté à l'autocélébration et au médiatiquement correct, où tout semble joué d'avance. J'aime bien

ce que tu fais, Coco ! Et en plus, toujours dévoués et pas autistes, les journalistes : « bien sûr qu'il a de l'autocensure. Mais qui l'impose, l'autocensure ? Le public, le public ! » (François-Henri de Virieu).

« L'indépendance, c'est très simple : il faut gagner de l'argent ».
S. J.

Beurk ! Autre débat auquel il faudrait tordre le cou : celui de la faillite des élites. Je crois, bien au contraire, qu'elles n'ont jamais aussi bien réussi à imposer leur parole avec autant d'aisance et de dureté, à mettre en place à la fois un discours dominant et la maîtrise des conditions de sa médiatisation. Nous assistons, impuissants (depuis la fin prétendue de la lutte des classes ?), à une communication de caste, qui cherche à satisfaire la volonté de ses élites à maintenir l'ordre établi, par le respect de la tradition, du bon goût et du bon sens, voies naturellement simplificatrices et indolores de la justification d'une tutelle de type féodal. Ne bougeons plus ! Exit le bazar social et les grognements du peuple…

Le réel serait-il devenu si *hénaurme* et pesant qu'il faille tant le taire, le maquiller et le réécrire pour le rendre présentable et socialement acceptable ? Les temps difficiles n'exhibant toujours que les extrêmes, la facilité du discours manichéen dissimule opportunément les raisons et la compréhension profondes des moteurs complexes de l'évolution sociale et de ses enjeux. Le laminage des opinions intermédiaires achève la caricature d'une opposition simple, présentée comme naturelle, entre dominants et dominés. Souvenons-nous de Louis Althusser : « L'idéologie, c'est quand les réponses précèdent les questions ».

La parole des médias, c'est, désormais, la parole officielle, instaurée par les élites pour se rassurer et persister dans l'affirmation de leur supériorité et de leur distinction du peuple ; la seule trahison envisageable, pour elles, serait celle de ne pas respecter ce contrat. Les gros écrivent, les petits suivent…

« Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels ».
P.-A. T., 1997

Houps ! Cette mise en opposition des extrêmes verrouille l'émancipation de tout discours autre que dominant, et renforce le principe réducteur d'appréhension bipolaire du monde (gauche/droite, bien/mal, riche/pauvre, …). Elle sert également la sauvegarde des intérêts de classe : le placement en forteresse du discours conduit au secret et à la confidence (opacité) les informations stratégiques porteuses de plus-value (matérielle ou symbolique), et à la marchandisation celles à l'usage des masses consommatrices.

Pour incarner un discours, le recours systématique à la personnalisation (logique de la star, de l'éminence), à la mise au premier plan d'un porte-parole (la voix de son maître) ou à la personnification des problématiques (logique de l'expert, du docte) valorise un individu (plan particulier) au détriment du débat (plus universel). C'est une excellente voie de rappel des principes d'autorité et de propriété (et donc de leur sauvegarde) ; c'est aussi l'émergence possible de l'homme providentiel, de l'Un, de l'Unique, prêt à guider et sauver le peuple de tous les malheurs du monde : la justification posée du bonapartisme et du népotisme, et parfois pire.

Quoi de plus facile, en effet, que de charger les pauvres de tous les maux, puisqu'ils sont aussi sans parole. Et, peut-être, bientôt, sans dignité.

« Si le peuple est souverain, il n'est pas infaillible. En démocratie, l'ingratitude, l'immaturité font partie des privilèges inaliénables des citoyens ».
A. D., Libération, *20 août 2002*

Slurp ! L'Almanach revient sur nombre d'affaires et de situations où les médias ont allègrement dérapé (Grégory, le port du voile à l'école, Besseghir, Outreau, le RER D,…), sur les attitudes particulières de certaines têtes d'affiche (PPDA, Ockrent, Stephen Smith,…) et, plus généralement, sur les us et coutumes des professionnels de la profession (les journalistes médicaux, l'art du bidonnage, les petits « ménages », les mensonges avérés, les prises de position « courageuses »,…). Dans un premier temps, ce panorama d'égarements et de turpitudes médiatiques incite au rictus moqueur, comme autant d'écorniflures vengeresses sur l'image du bon bourgeois. Au fil des pages, on devine, ce faisant, que le mal est plus profond, là où le sourire se fige, là où l'humour et la satire ne peuvent se contenter de prendre à rebrousse-poil les évidences de surface d'un conformisme confit. Le travail critique, s'il demeure possible, est-il encore écoutable, lisible ? Pour et par quels publics ?

Mais l'Almanach tient son rang. Et bien. Loin de s'enfermer dans un champ unique de contestation juvénile, loin d'en appeler à prendre toutes les bastilles à coup de « tous pourris ! », il n'utilise pas les armes sournoises de l'adversaire pour renier l'apport démocratique des médias, cette part indispensable sans laquelle nous n'existerions pas, tout simplement. Les médias restent un de nos liens vitaux au monde, les intermédiaires par lesquels se dissolvent la violence aveugle et la méconnaissance de l'autre. A travers sa collecte de contradictions et d'arrogance, ce que nous montre cette œuvre collective, c'est l'écume apparente d'un immense gâchis, celui de ces grandes gueules qui accouchent de si peu, celui des mous de la feuille et de la plume : « J'avais été giscardien dans ma jeunesse. (…) J'étais déjà considéré comme un petit peu insolent » (Patrick Poivre d'Arvor, sur la chaîne Histoire, 12 avril 2003).

Désormais, c'est de doute qu'il faut s'armer pour se préparer à traquer, déceler et reconnaître la manipulation et le mensonge, la falsification de nos vies. Savoir retrouver l'analyse pertinente en lieu et place du spectaculaire, de l'immédiat et de l'instantané. Fuir cette logique de l'information comme éjaculation précoce, tant la bavure n'est pas loin… Ce que nous recommande l'Almanach, c'est de résister à l'ordre médiatique, c'est d'entrer en désobéissance. Alors, quels contre-pouvoirs aux contre-pouvoirs des médias ?

« La politique n'est plus affaire de pouvoir (…) mais d'expérimentation hors système ».
Technikart*, novembre 2003*

Re-miam ! Une soixantaine d'auteurs ont travaillé à la dimension critique de l'ouvrage, issus, pour la plupart, du milieu de la presse (journalistes, archivistes, illustrateurs, D.A., associations,…). On sent poindre la remarque habituelle liée à cet exercice de style : seuls les médias sont autorisés à critiquer les médias. L'équipe revendique haut le défaut d'homogénéité de ses troupes, et n'a pas manqué d'intégrer un historien et un sociologue. Conformément à toute pratique communicationnelle, l'apport de compétences étrangères au champ initial ouvre à d'autres problématiques, à d'autres perspectives. Il faut souhaiter le renforcement d'une telle démarche, pour parvenir à une portée plus étendue, plus large des débats et à une meilleure reconnaissance de cet immense travail.

Face à une telle compilation d'informations, j'ose la question perverse : sont-elles réellement vraies ? Ont-elles été vérifiées ? Quel degré de fiabilité et de sérieux leur accorder ? Au-delà de l'*a priori* sympathique suscité par l'entreprise de l'Almanach, on peut aisément imaginer qu'à la moindre découverte d'erreur ou, pire (*vade retro, satanas* !), d'information mensongère ou d'intention manipulatrice, l'ouvrage subirait instantanément les flammes rédemptrices d'un autodafé (largement médiatisé, comme il se doit), et serait même précipité, sans autre forme de procès, dans l'enfer du PPA !

« La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui ».
A. M., 5 décembre 1994

Snif ! On a beau vouloir ne pas désespérer, les temps sont durs. Une consultation dévorante de l'*Almanach critique des médias*, ça vous laisse un peu sans voix. Et triste. De cette tristesse qui sourd, silencieuse, du cœur des humbles, dans *Pluie Noire,* de Shohei Imamura (réalisé en 1989). Récemment rediffusé, ce film raconte la bombe d'Hiroshima, et la difficulté d'y survivre. Une villageoise pauvre y sollicite, pour son fils (devenu à moitié fou à la suite d'une blessure de guerre), la main d'une jeune fille irradiée mais de bonne famille, donc virtuellement non mariable. Redoutant son « audace », et face à la crainte d'un refus, elle traduit, par une simple phrase, son inaptitude à comprendre et réagir à ce qui la dépasse et la submerge : « Nous les pauvres, nous nous résignons facilement ».

Cette incapacité réelle à oser décider d'une vie tranche avec, aujourd'hui en regain, la vision élitiste des masses comme élément hostile et opposé à leur devenir. En 1891, dans un essai intitulé *La Foule Criminelle*, le sociologue italien Scipio Sighele range « toutes les violences collectives de la plèbe » sous le doux concept de « crimes de la foule ». Dans sa deuxième édition (1901), le métier de journaliste se voit attribuer la fonction de meneur des masses, et son lectorat (lesdites masses), celui du « plâtre mouillé sur lequel sa main met son empreinte ». Les foules comme sous-catégories humaines inférieures…

Alors, qui, dorénavant, a le temps nécessaire pour décrypter les médias ? Pour vérifier l'authenticité de ce qui nous est proposé ? Pour assurer la formulation d'un discours critique ? Et surtout, qui pour le lire ? En cette période d'éviction de l'autre (anéantissement), où le mot *alter* devient une insulte (altermondialiste !) s'il ne se conjugue avec *ego*, les chocolats sont amers. Que reste-t-il de la grande idée émancipatrice de diffusion des connaissances en vue d'une élévation commune et partagée ?

« Le référendum est pareil à une « vérole » antidémocratique que la France aurait propagée dans l'ensemble de l'Europe ».
A. M., 11/04/2005

Et glou, et glou… Comme toute calamité ne surgit jamais seule, notons les conclusions d'un rapport produit par l'Open Society Institute, une émanation de la fondation Soros : ce fort volume de 1600 pages s'alarme de l'importance de la baisse de qualité des télévisions européennes ; il en attribue la responsabilité aux grands groupes de l'audiovisuel (cités plus haut) et à leurs sous-produits, les chaînes commerciales, qui misent sur le spectaculaire et le divertissement pour attirer le chaland. Est-il encore raisonnable de ne seulement « s'inquiéter » de l'avenir du pluralisme lorsque, par exemple, RTL détient 60 % d'audience en Allemagne ?

Cependant, la tristesse que l'on ressent face à une telle accumulation de suffisance, de condescendance et, on ne peut le taire, de crétinerie aussi indécemment arborée, cette tristesse, donc, n'oblige aucunement à l'inaction si l'on désire reprendre la parole. Un « appel à des Etats généraux pour une information et des médias pluralistes » a été lancé par l'Observatoire français des médias (OFM), une initiative qui réunit déjà des associations et des syndicats nationaux, des syndicats d'entreprises, des associations et syndicats locaux, des médias associatifs et coopératifs ainsi que des associations et partis politiques. Une façon de reposer le cycle de l'information sur d'autres bases, et de regrouper ceux pour qui informer relève aussi d'une pratique citoyenne et responsable.

Si l'on mesure les difficultés actuellement affichées par la presse, la presse quotidienne

notamment, la mise en chantier d'une nouvelle formule et d'une nouvelle maquette, à l'exemple du *Figaro*, laisse un tantinet rêveur. Une simple opération de cosmétique pourrait-elle remettre en grâce un titre auprès de lecteurs dubitatifs ? *Le Monde* s'apprête à s'adonner à cet exercice le 7 novembre prochain. En une seule accroche promotionnelle, pour marquer cet événement, l'ex-référence de la presse française réussit le tour de force de produire une excellente synthèse de la réflexion critique portée par l'Almanach : « *Le Monde* réinvente votre quotidien… ». Après le cerveau, les médias nous refont … le monde !

« Un journaliste digne de ce nom (…) tient la calomnie, les accusations sans preuve pour les plus graves fautes professionnelles ».
Charte des journalistes

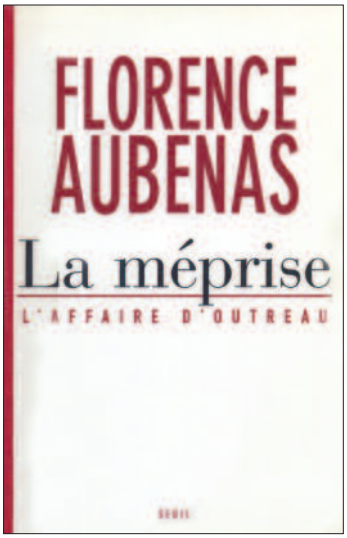
Le spectaculaire tente d'effacer les identités et les distinctions fondamentales (celles qui nous fondent), c'est-à-dire l'histoire de nos convictions. Bon. Que nous reste-t-il, alors ? Au moins cette joie tonifiante que procure la mise en désordre du *statu quo* et la destructuration des espaces de la prétention : un plaisant bordel en perspective, dont l'Almanach parvient à nous communiquer le souffle revigorant.

Il reste également un arc-en-ciel, celui qui apparaît à la fin de *Pluie noire*, pour nous chuchoter à l'oreille que rien n'est écrit par avance, et que le sens de l'Histoire ne se grave qu'après les combats.

(Les citations proposées sont extraites de *L'Almanach critique des médias*.)

Sites des contributeurs :

Acrimed : association action-critique-médias (www.acrimed.org)
CQFD : mensuel de critique sociale (www.cequilfautdetruire.org)
Zalea TV : télévision libre nationale, sur le web et en salles (www.zalea.org)



ALMANACH CRITIQUE DES MÉDIAS

OLIVIER CYRAN et **MEHDI BA**

Editions Les Arènes, avril 2005

LA MÉPRISE. L'AFFAIRE D'OUTREAU

FLORENCE AUBENAS

Editions du Seuil, octobre 2005

PAR DENIS QUINQUETON

octobre 2005

Il pose une sacrée question, cet *Almanach critique des médias*, l'air de rien : sommes-nous à ce point décervelés, vidés de tout esprit critique pour avoir gobé tous ces « scandales » « dénoncés » au fil des 360 pages qu'il compte ? L'ambition, dit la quatrième de couverture, est de « rendre définitivement imbuvable l'expresso matinal concocté par les petits maîtres de l'information de marché, à coup de tsunamis à répétition, de révélations en trompe-l'œil, et de débat de société montés en mayonnaise » ? On a l'air si bêtes que ça dans la rue ? J'vous jure, ça m'a fichu un sacré coup !

Bon, soyons sérieux. Dès l'introduction, « un almanach contre l'info transgénique », les auteurs, Olivier Cyran et Mehdi Ba, sonnent la charge : « On n'avait que l'embarras du choix : informations déformées ou carrément bidon, charlataneries, amalgames, stéréotypes, téléachat, brouhaha idéologique, bourrages de crânes, soliloques prétentieux, effets de mode, renvois d'ascenseurs et nuages de fumée, le florilège que vous trouverez dans ces pages n'est pas exhaustif, loin s'en faut ». Bien sûr qu'on partage avec eux des reproches, qu'on suppute, comme eux, des grosses manipulations, qu'on en a plus qu'assez du mélange des genres et l'information dégoulinante d'émotion qui permet de voir dans un même journal télévisé l'actuel président de la République annoncer une baisse d'impôt phénoménale – pour celles et ceux qui en paient – et trois sujets plus tard, la dulcinée dudit président – désolé mais moi, je n'ai pas voté pour elle, le président serait une présidente et la dulcinée, un dulciné, le problème serait le même – la dulcinée du président, donc, nous assommer avec ses pièces jaunes, bleues ou vertes, je ne sais plus, pour financer l'accueil des enfants à l'hôpital... Il y a comme une violente contradiction qui saute à la figure ! Mais une fois la colère passée, ne peut-on pas se consacrer au fond du sujet ?

C'est vrai, quitte à en faire un livre, quitte à solliciter des contributeurs talentueux, enfin pas tous, autant que ça serve à quelque chose. Parce que 360 pages pour dire que les médias sont méchants et manipulés ça fait un peu beaucoup, c'est un peu simpliste comme message et ça n'aide personne à réfléchir. Tiens, un peu comme le 13 heures de TF1, mais sur papier.

Une fois qu'on a recyclé un livre déjà paru en articles expliquant que les « tournantes » ne sont pas un phénomène aussi nouveau que ça – et alors, ça change quelque chose ? – et dénonçant la pseudo analyse effectivement très raciste qui a accompagné la visibilisation médiatique des viols

collectifs, on fait quoi ? Une fois qu'un pigiste du service communication de Saint-Nazaire raconte comment, selon lui – l'information n'est-elle pas une discipline qui nécessite la contradiction ? – il a été viré dudit service communication pour avoir mis en cause les chantiers navals après l'accident meurtrier de la passerelle du chantier du Queen Mary II, on fait quoi ? Quand on a bien ri ou qu'on s'est offusqué des paroles de tel ou telle, sans d'ailleurs avoir toujours pris la précaution d'en signaler le contexte, qu'on a bien classé l'auteur desdites paroles dans la catégorie des usurpateurs ou des manipulateurs, on fait quoi ?

Finalement, ce livre, c'est comme un chamboule-tout de fête foraine qui ne chamboulerait pas tout à fait tout, voire pas grand-chose. Comme un rendez-vous manqué. Car, bien sûr il y a à dénoncer. Encore faut-il être convaincant, ce qui n'est pas toujours le cas. Mais la dénonciation n'est que la moitié du travail. Enfin, quand on ambitionne, même un peu, de faire bouger le système. Il peut être intéressant de le démonter, ce système, d'en comprendre son fonctionnement, ses ressorts, sa logique économique, ses relations avec le pouvoir, avec les pouvoirs, ses ramifications à l'étranger, ses enjeux techniques. Parce que ce « système » ne nous est pas arrivé par génération spontanée.

Pour le reste, l'ouvrage est de belle facture, la maquette, tape-à-l'œil à souhait, correspond tout à fait à ce qu'on imagine être celle de la presse dite « people », mais en mieux. C'est sans doute par dérision. Sauf que, du coup, les recettes sont les mêmes. Bref, le vieux con qui commence à s'éveiller d'un long sommeil en moi considère qu'il a passé l'âge de se passionner pour l'Almanach Vermot, surtout quand ce dernier a été racheté par la LCR. Enfin, c'est une image : je ne dispose d'aucune information exclusive sur l'appartenance politique éventuelle des auteurs et les almanachs ne s'acheminent plus par la poste...

Mais en revanche, vu l'état du système justement, ceux qui se cantonnent dans des rôles de Don Quichotte le renforcent au lieu de l'entamer. C'est vieux comme le monde. Tout aussi vieux que le procès qu'on fait aux journalistes. Car, au fond, on souhaiterait qu'elles et ils soient des êtres mutants, humains et machines à la fois. Il faudrait tout nous raconter, mais en résumé, ils ne devraient pas choisir les infos transmises et ne pas réagir humainement à ce qu'ils voient, vivent, entendent, avant de nous les rapporter. Et puis, après un siècle de pratique des médias de masse, après des millénaires de transmission de l'information par un médiateur, on est tous restés collés à cette insulte de cours d'école maternelle : « c'est celui qui dit qui l'est ! ». Un journaliste, encore plus depuis l'apparition de la télévision, est assimilé à ce qu'il raconte. C'est le porteur de nouvelles qui les incarne, en fait, et en porte une partie de la responsabilité puisque s'il ne les rapportait pas, nous ne serions pas au courant, donc les nouvelles en question n'existeraient pas à nos yeux. Cela aussi, c'est vieux comme le monde. La réflexion sur les médias, leur usage, leur appréhension, avanceraient grandement si on osait tenir compte du fait qu'il s'agit d'un activité faite par des femmes et des hommes au service d'autres femmes et d'autres hommes et que tout cela n'est pas une activité théorique – savoir pour savoir n'a strictement aucun intérêt – mais que cette activité de faire savoir et de donner à penser est précisément au cœur du projet démocratique et républicain.

C'est un peu ce que fait Florence Aubenas dans son dernier livre *La Méprise*. La méprise est celle qui entoure l'affaire dite d'Outreau, cette commune du Pas-de-Calais où, nous a-t-on alors dit, on s'apprêtait à confondre un à un les acteurs d'un monstrueux réseau pédophile. Cette affaire n'est pas spécialement riante, disons-le. Mais elle est passionnante et, comme l'écrit Florence Aubenas, « elle est le produit de notre époque et de notre pays, parce que s'y croisent nos peurs et nos fantasmes, parce que nous y avons tous participé,

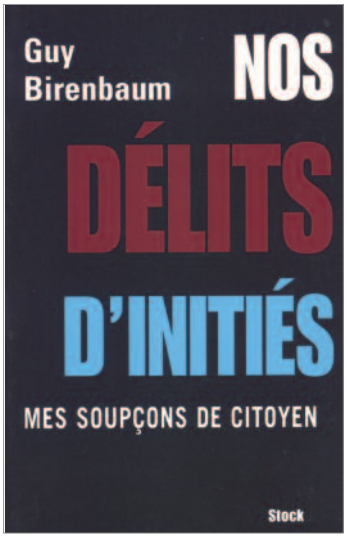
chacun où elle nous a trouvés ». C'est l'histoire d'une énorme et monstrueuse erreur qui dépasse largement le stricte cadre de l'institution judiciaire. « A Outreau, rappelle la journaliste de *Libération*, des pauvres ont été arrêtés parce qu'ils étaient pauvres, des notables parce qu'ils étaient notables, un chauffeur de taxi parce qu'il avait un taxi, un curé parce qu'il était curé, une boulangère parce qu'elle vendait des baguettes. On a cru des enfants parce que c'étaient des enfants. On a cru les coupables parce qu'ils se disaient coupables. En revanche, on n'a pas cru des gens qu'on accusait de pédophilie parce qu'ils étaient accusés de pédophilie. On n'a pas fait confiance à l'enquête d'un policier belge parce qu'il était un policier belge ». C'est comme un énorme délit de sale gueule. Autant dire le degré zéro de la réflexion : ce qui arrive quand on se borne aux apparences.

Un livre comme celui-ci est un cadeau dans une démocratie. Il est précieux, pour qui considère la Justice et est soucieux de notre société humaine comme elle va. On aurait pu en faire un, à l'époque, de même facture au moment sur l'affaire du « pull-over rouge » ou avant, au moment de l'affaire « Buffet-Bontemps ». Mais à l'époque, justement, des livres ont été écrits, par Gilles Perrault et par Robert Badinter pour mener un combat plus urgent et plus impérieux : le combat contre la peine de mort. Débarrassé de cette ignominie, on peut mener un autre combat, contre l'erreur – pas seulement judiciaire – dans un pays démocratique. C'est celui de Florence Aubenas.

A petites touches, elle raconte ces vies prises dans la tourmente d'Outreau. Elle le fait en prenant son temps, parce qu'il faut du temps pour dire la complexité humaine. Elle le fait avec une infinie humanité, parce qu'il en faut beaucoup pour dire la misère dans un pays qui ne veut pas la voir. Elle le fait du haut de sa terrible expérience en Irak, sans en parler, sinon en quelques phrases dans l'avant-propos. Expliquant que pendant sa captivité elle devait oublier pour survivre, elle écrit : « Je suis rentrée le 12 juin 2005. Les Assises avaient été reportées, le manuscrit interrompu était dans mon ordinateur et moi, j'avais réussi ce que je voulais : j'avais tout oublié d'Outreau. J'ai été surprise en relisant ce que j'avais écrit. Comment un accusé avoue ce qu'il n'a pas commis ou pourquoi un magistrat acte des déclarations si farfelues qu'elles feraient rire des enfants, ces choses qui me semblaient compréhensibles mais obscures, ces ténèbres-là m'étaient devenues étrangement familières. » Au prix d'une enquête attentive et patiente, conjuguant dans une étonnante clarté passé et présent, réalité et irréalité, elle décortique patiemment cette sortie de route de notre société démocratique : « ce dossier phénoménal, gigantesque, s'est substitué à la réalité. Les procès-verbaux, les actes de justice ont fini par donner consistance à cet univers construit mot à mot par des enfants, leur mère, quelques accusateurs, d'autres enfants encore. Il est devenu plus vrai que le monde, plus palpitant que la vie. La cohérence à respecter est désormais celle de l'affaire, ses lois internes sont celles qui prévalent. Que le réel s'y plie va devenir l'enjeu de l'instruction ».

Et le mieux, c'est qu'elle arrive à nous faire pénétrer dans « ces ténèbres-là », les siennes, en Irak, les nôtres : celles de notre société repue et injuste qui ne va pas bien, plus prompte à s'émouvoir qu'à réfléchir, toujours avide de coupables et rarement d'analyses. Et il faut avoir les idées passablement courtes, bien calées sur un formidable culot pour dire que tout ça, c'est la faute aux médias...

Ce livre de Florence Aubenas est un cadeau. Il faut commencer par le lire.



NOS DÉLITS D'INITIÉS

GUY BIRENBAUM

Editions Stock, 2004

PAR JÉRÔME SADDIER

octobre 2003

Une chose est sûre : Guy Birenbaum est à son affaire en matière de coups éditoriaux. Du grand art, du style à forger une réputation éternelle et comme il se doit sulfureuse à Saint-Germain-des-Prés… Au regard de cette incontestable réussite, plus surprenant est le silence pesant de la classe politique depuis la sortie du livre, dont on ne sait trop s'il doit accréditer le travail de l'auteur ou si, au contraire, le mépris doit l'emporter sur le débat. Même si quelques éditorialistes préposés s'en sont donné à cœur joie contre l'importun donneur de leçons, le malaise est perceptible à l'égard de cette entreprise de dynamitage sauvage du microcosme politico-journalistique. Pourtant, si cet ouvrage pose de sérieux problèmes déontologiques, il n'en demeure pas moins que son présupposé de départ mérite d'être débattu.

Guy Birenbaum a « la rage » depuis le 21 avril 2002. Le politologue spécialiste du Front national est en colère contre lui-même, contre les médias, contre le « camp républicain moralisateur », ce qui fait beaucoup pour un seul homme, mais pas forcément pour l'éditeur qui dispose de la liberté suffisante et de l'entregent nécessaire pour pousser son coup de gueule avec force relais médiatiques. Annoncé à grands renforts de trompettes comme un grand déballage civique, l'ouvrage se vend très bien, son auteur s'expose volontiers, et le public s'arrache avec gourmandise les dernières révélations sur « le fils caché de Jacques Chirac », ultime turpitude du grand délinquant qui siège à l'Elysée par notre faute à tous.

D'emblée, c'est là que le bât blesse. Présenté comme une réflexion citoyenne sur les mœurs incestueuses des responsables politiques et des journalistes chargés de couvrir leurs activités, *Nos délits d'initiés* est aussitôt relégué à la rubrique « people » et aux documents habilement présentés comme sulfureux mais que l'on parcourt finalement d'un œil distrait. Dommage, car il y avait pourtant matière à mener une enquête sérieuse sur les errements de la responsabilité politique et l'utilisation des deniers publics à des fins privées, sur les confusions d'intérêts chez les puissants faiseurs d'opinion, sur les manquements à la déontologie élémentaire du journalisme, ou sur les conditions de la souveraineté démocratique dans une société gangrenée par la communication.

Avec le même souci de vérité et de justice, on aurait par exemple volontiers suivi l'auteur dans une démarche de dénonciation systématique du « deux poids, deux mesures » des médias lorsqu'il s'agit de respecter la présomption d'innocence ou

de protéger la vie privée de tel ou tel puissant personnage, alors que n'importe quel quidam impliqué dans un fait divers quelconque risque de voir, du jour au lendemain, étaler sa vie privée sur les ondes et les manchettes. On aurait également volontiers débattu des conditions et limites de la transparence nécessaire dans une société ouverte comme la nôtre, sans pour autant suivre l'auteur sur la violation « légitime » de la correspondance privée lorsqu'il s'agit de celle de Lionel Jospin.

Guy Birenbaum souligne à juste titre que l'avenir de la démocratie représentative impose le strict respect du droit et de l'éthique dans la responsabilité politique : la non-confusion entre intérêts publics et privés, l'interdiction d'utiliser les fonds publics à des fins privées, ou la condamnation du trafic d'influence et de la corruption vont évidemment de soi, même s'il s'agit de ne pas relâcher l'étreinte si l'on veut poursuivre le nécessaire assainissement de la vie politique française. Mais au-delà de ces rappels civiques élémentaires, Guy Birenbaum suggère d'étendre cette vigilance citoyenne à la vie privée des responsables politiques, afin de mettre sur la place publique les comportements personnels contradictoires avec les prises de position publiques ou les attitudes moralisatrices.

Soit. Le citoyen a donc le droit d'être informé lorsqu'un élu se distingue par son soutien à des manifestations homophobes alors qu'il est lui-même un homosexuel notoire, où lorsqu'il plaide pour la pénalisation renforcée de l'usage des drogues douces alors qu'il abuse lui-même de substances illicites, ou encore lorsque sa vie sexuelle contredit de façon flagrante l'image complaisamment livrée à l'opinion de son couple modèle qui fleure si bon la tradition… La colère vengeresse de Guy Birenbaum exécute alors à bon droit les tartufferies de ces quelques hiérarques et souligne non sans raisons les silences complices des journalistes qui savent mais qui trient l'information destinée aux humbles citoyens.

Dont acte. Le problème avec cette démarche théoriquement justifiée tient aux méthodes de collecte de ce type d'informations. Quelle est la fiabilité d'une révélation de cette nature, probablement recueillie dans un cocktail mondain, une arrière-salle de congrès, une antichambre ministérielle, ou plus confortablement sur un oreiller ? Certes, il y a les photos dont une certaine presse se fait la spécialité, mais dont on connaît par ailleurs l'éthique professionnelle… Certes, il y a les indices récurrents tirés des habitudes constatées d'un responsable, comme dans « l'affaire du fils caché de Jacques Chirac »… Mais là encore, la démonstration dérape franchement : une passion pour le sumo et les arts primitifs, de fréquents voyages au Japon et une recherche méthodique sur Internet du type « Chirac + Japon » suffit-elle à apporter les preuves de ce que l'on prétend ?

Il ne manque certainement pas de journalistes qui aimeraient dégonfler certaines baudruches médiatico-politiques, mais qui n'en ont pas les moyens ou qui n'y sont pas particulièrement encouragés par leur hiérarchie. Il ne manque certainement pas non plus de journalistes qui ont délaissé les fastidieuses règles de base de leur métier et qui sont devenus les complices objectifs des stratégies de communication personnelles de quelques puissants. Dans cet entre-deux fangeux, Guy Birenbaum ne fait pas de détail et flingue à tout va (avec de rares exceptions), prenant la pose du chevalier blanc écœuré là où il aurait fallu faire preuve de discernement et de détricotage méticuleux des intérêts endogames dans les milieux de la politique, de l'économie et de la communication.

Si la colère civique de Guy Birenbaum est à bien des égards légitime et mérite à tout le moins d'être débattue, elle n'en est pas moins, au vu du résultat, mauvaise conseillère. Il y avait matière à traiter d'une dérive incontestable de notre démocratie, dans laquelle une stratégie léchée de communication tient souvent lieu de boussole politique avec la complicité active de réseaux

d'intérêts bien choisis. Il y avait une légitimité à démontrer que cette négation de l'éthique même de la démocratie représentative fait plus volontiers le lit de l'extrême-droite que la dénonciation obstinée de ces turpitudes à la frontière du public et du privé. Il n'en demeure pas moins que l'on aurait préféré de Guy Birenbaum un travail fouillé digne de l'universitaire brillant qu'il est, plutôt que les facilités d'un coup éditorial qui, faute de créer un débat public sur l'amélioration de notre démocratie, ne contribuera certainement qu'à sceller un peu plus lourdement la chape de plomb sur la médiocrité de quelques-uns. C'est d'ailleurs l'auteur lui-même qui conclut : « je crois néanmoins que ce livre ne servira à rien… ».

SCÈNE ET ACTEURS

- III -

Peut-on faire l'économie de la culture
(la culture interroge le monde) ?

CRIME ET CHÂTIMENT

MUSÉE D'ORSAY Du 16 mars au 27 juin 2010

Commissaire de l'exposition : Jean Clair
Catalogue de l'exposition publié chez Gallimard en mars 2010

PAR VIRGINIE HIS
avril 2010

« Qu'on lui coupe la tête ! » Voilà une réplique d'*Alice aux pays des merveilles* qui hantera encore longtemps bien des cauchemars d'enfants. Mais aujourd'hui, heureux parents, nous pouvons expliquer à nos chers bambins que l'on ne coupe pas la tête des gens, c'est bien trop horrible… Pourtant, il n'y a pas si longtemps, la *décolleuse* était encore à l'œuvre. Et quand on se retrouve face à elle, dans le premier espace de l'exposition « Crime et châtiment » au musée d'Orsay, on éprouve comme un léger picotement dans la nuque. Une rencontre macabre s'il en est. Allez savoir pourquoi, on s'imagine immédiatement à la place du condamné. Bien moins à celle du bourreau… Jean Clair et Robert Badinter nous convient à un voyage passionnant dans les méandres les plus sombres de l'âme humaine et titillent le Caïn qui sommeille en nous.

Si l'homme est comme le rat le seul animal à tuer ses congénères, la société s'interroge sur la meilleure manière de déceler celui qui dans la nichée s'attaquera à son frère… Mais Lacassagne a eu beau disséquer dans tous les sens le corps et la vie des criminels pour en dresser une typologie, Bertillon les photographier et les mesurer sous toutes les coutures, il n'y a pas de portrait-robot du criminel. L'homme a en lui les germes du crime. Caïn, premier homme charnel, est aussi le premier assassin, un assassin qui échappe à la mort mais pas à sa conscience. L'instinct de mort est libéré par le crime de l'autre. Face à celui qui a tué, la foule scande « A mort ! A mort ! ».

Plus de 50 000 têtes sont tombées entre 1792 et 1981 dans notre pays. La guillotine a pourtant été considérée à la Révolution comme un progrès social, un facteur d'égalité entre citoyens quels que soient leurs rangs. Fini l'écartèlement sur la place publique ou le bain d'huile bouillante ! La réforme de la procédure pénale en 1791 à l'initiative de Le Peletier de Saint-Fargeau rend les audiences publiques et dévoile ainsi au grand jour les crimes et leurs auteurs, exacerbant l'intérêt du public et de la presse. On se bousculait alors au Châtelet pour y admirer le spectacle… de la justice. L'exécution des condamnés resta publique jusqu'en 1939.

Au cours des deux siècles de guillotine active en France, les tentatives d'abolition ont parfois été proches d'aboutir. Ainsi Le Peletier de Saint Fargeau, bien qu'il condamnât Louis XVI à avoir la tête tranchée, était abolitionniste. Evidemment, Victor Hugo dont on découvre ici des dessins d'une grande force a été un fervent militant de l'abolition,

notamment dans *Journal d'un condamné*. Puis en 1908, alors que le gouvernement de Clemenceau est favorable à l'abolition, le débat à l'Assemblée nationale emmené entre autres par Jean Jaurès se solde par un échec. Il faudra donc attendre 1981 pour que Robert Badinter puisse s'adresser en ces termes à ses collègues députés : « Grâce à vous, la justice française ne sera plus une justice qui tue ».

Mais ne vous méprenez pas, le thème de la peine de mort n'est qu'une facette de cette exposition dont le spectre est bien plus large. Il s'agit véritablement de décortiquer la façon dont les artistes et à travers eux la société s'emparent des criminels, les condamnent, les observent et les glorifient aussi. Goya, Odilon Redon, Félix Valloton, Georges Rouault… concentrent sur la toile tout ce qui fait l'horreur du crime, la perversité de l'être humain, son sadisme.

Walter Richard Sickert, peintre des bas-fonds de Camden à Londres, intitule deux de ses toiles d'un énigmatique « Comment fait-on pour le loyer ? ». Certains, comme la célèbre romancière Patricia Cornwell, pensent que cet artiste le jour était, la nuit, Jack l'éventreur en personne ! Art et violence sont souvent liés et les surréalistes comme André Breton poussent ce rapprochement assez loin, voire un peu trop… « L'acte surréaliste le plus simple consiste à descendre dans la rue, revolver au poing, et à tirer tant qu'on peut au hasard dans la foule ».

Malgré le sordide de certains faits divers décrits dans les canards de l'époque, accompagnés de leur sanglante imagerie d'Epinal, notre œil tout en répugnant ces horreurs les observe avec avidité. Que déduire de l'agglutinement des visiteurs autour de la vitrine présentant les photos en noir et blanc de scènes de meurtres ? Le crime fascine toujours et encore, le succès immense de certaines séries télévisées en témoigne.

Les femmes, plus lorsqu'elles sont coupables que victimes, fascinent les artistes qui s'interrogent sur le geste contre-nature de celles qui donnent la vie. Ces portraits de femmes fatales, tentatrices, manipulatrices, ont une place importante dans l'exposition, de Charlotte Corday à Violette Nozière en passant par Lady McBeth.

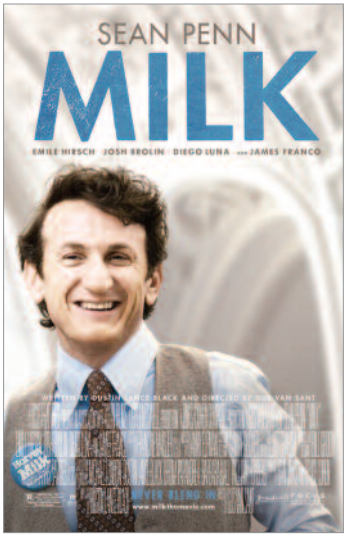
Nombre d'artistes dont les œuvres sont présentées ont eu maille à partir avec la justice : Egon Schiele, Gustave Courbet, Honoré Daumier… Ils ont été emprisonnés et leurs œuvres sont des témoignages saisissants de leur incarcération. La prison est abordée notamment sous l'angle architectural avec la présentation du panoptique de Bentham qui permettait à un seul homme de surveiller l'ensemble des détenus. Et puis il y a cette porte d'une cellule sur laquelle sont gravés des mots bouleversants de simplicité, *Pas de chance* ou *Adieu Frisette*.

Si la chaise électrique peinte par Andy Warhol comme la guillotine appartiennent désormais au passé, l'Oncle Sam, entre autres, n'a pas désarmé mais opté pour une solution plus « douce » : l'injection létale. Il y a encore quelques semaines, les mouvements abolitionnistes américains étaient mobilisés sur le cas d'un père de famille, condamné à mort pour avoir tué femme et enfants. Si 138 Etats dans le monde ont aboli la peine de mort, 199 la pratiquent encore. Les mots de Victor Hugo aux habitants de Guernesey en 1854 résonnent encore en 2010 : « Ô machines monstrueuses de la mort, hideuses charpentes du néant, apparitions du passé, […] Vous êtes les choses de la nuit, rentrez dans la nuit. Est-ce que les ténèbres offrent leurs services à la lumière ? Allez-vous-en ».

A lire :

Hors-série Télérama – « *Crime et châtiment au musée* d'Orsay, Art et faits divers », 2010

Hors-série *Le Figaro / Beaux arts* – « Crime et châtiment, les artistes fascinés par les criminels », 2010



HARVEY MILK

Film de **GUS VAN SANT**

Sortie le 4 mars 2009

PAR DENIS QUINQUETON

avril 2009

Il fait beau, très beau, mais franchement froid à Washington ce 20 janvier 2009. Diane Fenstein, présidente du comité d'organisation de l'investiture de Barack Obama, apparaît la coiffure impeccable et l'allure énergique, derrière le micro installé sur la terrasse de l'aile Est du Capitole : « Bienvenue à l'investiture du 44ème président des Etats-Unis d'Amérique. Le monde nous regarde aujourd'hui ». Celle qui est aussi sénatrice de Californie lance aux millions d'Américains massés sur le Mail de la capitale fédérale ces quelques mots : « Les futures générations regarderont et se souviendront de ce moment où le rêve croise l'histoire et s'accorde avec elle, des marches du Lincoln Memorial aux murs de la Maison-Blanche ».

Trente ans plus tôt, le 27 novembre 1978, la même Diane Fenstein apparaît derrière un micro, à l'autre bout du continent, sur le perron de la mairie de San Francisco. La mine est plus jeune et nous arrive sur des images en noir et blanc, sous un éclairage approximatif. Diane Fenstein vient de découvrir le corps sans vie de son collègue Harvey Milk, puis celui du maire de la ville, George R. Moscone. Elle a donné l'alerte, mais les secours sont intervenus en vain, et elle doit alors s'adresser à la presse : « En tant que présidente du *board of supervisors*[3], il est de mon devoir de vous annoncer que le maire Moscone et le *supervisor* Harvey Milk ont été tués par balle. Le suspect est le *supervisor* Dan White ». L'histoire avait rendez-vous avec quelques vieilles relations, cette fois : la violence, la bêtise, la haine.

Ces deux-là – Barack Obama et Harvey Milk – n'ont pas que Diane Fenstein en commun. Cette dernière ne fut d'ailleurs pas précisément parmi les supporters du « maire de Castro Street » comme on le surnommait, du temps où ils siégeaient l'un et l'autre au sein du *board of supervisors* de San Francisco. Quant à Obama et Milk, ils ont un point fondateur commun : trouver la force de s'extraire de là où la société vous met. S'affranchir en quelque sorte. Mener courageusement cette guerre de tranchée contre l'injonction sociale. Dans un autre film qui mérite également le détour – *Torch Song Trilogy* – Harvey Fierstein explique assez bien ce qu'est l'injonction sociale.

1. « Supervisor » est une fonction difficilement traduisible en Français. C'est une sorte de super conseiller municipal, élu au scrutin uninominal, par circonscription (*district*). Le maire, lui, est élu aussi au scrutin uninominal mais sur l'ensemble de la ville. Diane Fenstein, présidente du *board of supervisors*, est devenue maire de San Francisco « par ordre de succession » le 4 décembre 1978. Elle fut élue à cette fonction en 1979, puis réélue jusqu'en 1988 et reste la seule femme à l'avoir occupée. Elle est élue au Sénat fédéral depuis 1992.

Au cours d'une discussion plus qu'orageuse avec sa mère, jouée par l'inénarrable Anne Bancroft, il lui demande de s'imaginer une seconde comment elle, hétérosexuelle, aurait pu se construire sans aucune référence, entourée de gays, ne voyant que des gays dans les séries télévisées... Comment « on » peut vous faire sentir, voire vous rappeler explicitement que vous n'êtes pas du bon côté, pas comme il faut, pas là où il faut. Le racisme ne se confond pas avec l'homophobie mais leurs cheminements sont singulièrement parallèles. Et c'est pied à pied qu'il faut se battre, oui se battre, pour faire admettre cette évidence et tout le respect mutuel qu'elle suppose : la certitude de la diversité. Les Hommes naissent et demeurent différents, libres et égaux... Il faut s'affranchir et montrer l'exemple, montrer que c'est possible. Pour les homosexuels, cela passe par la sortie de placard, le *coming out*. Et ce n'est pas tant par goût de la provocation que par nécessité qu'Harvey Milk fut « le premier élu ouvertement homosexuel » (*sic*). Voilà une expression qui pourrait prêter à sourire si on veut bien la lire pour ce qu'elle est. Mais le « ouvertement » fait bien plus que de rappeler que certains ne le sont pas ouvertement : il signe la promesse de visibilité. Et Harvey Milk ne fut pas « ouvertement homosexuel » n'importe comment. Il médiatisa un jour une proposition de loi obligeant les propriétaires de chiens à nettoyer derrière leurs animaux. Selon Randy Shilts, auteur d'une biographie de référence, il fit observer à ses proches que « dans tout le pays on parle de moi, et on ne parle pas de moi parce que je suis gay. On parle d'une personne homosexuelle qui fait juste son boulot. » Finalement, il était « ouvertement homosexuel » pour rappeler inlassablement la diversité humaine.

Comment cet homme de quarante ans, s'ennuyant quelque peu à New York, s'est-il retrouvé corps et âme dans l'une des importantes batailles pour la dignité humaine menée à la fin du XX^{ème} siècle ? Comment cet homme s'est-il mué en corps et âme de cette bataille ? C'est ce que raconte le film de Gus Van Sant. La prise de conscience, d'abord, qu'il faut peser pour exister dans la société. Le combat, ensuite, contre ceux qui voulaient ni plus ni moins ôter aux homosexuels leurs droits civiques et avaient déjà remporté quelques référendums locaux sur la base de campagnes obscurantistes. Leur figure de proue, la chanteuse reconvertie dans la publicité pour les orangeades de Floride Anita Bryant, prétendait « tuer un homosexuel pour l'amour du Christ ». Cela a au moins le mérite d'être clair. Ne ricanons pas trop, à la même époque en France l'homosexualité était toujours là où l'avait mise Pétain et d'où personne n'avait encore jugé bon de l'ôter : dans le Code pénal.

Il serait facile de ranger Harvey Milk dans l'étagère communautariste. Mais c'est faire fi d'une autre évidence – décidément – qu'il n'est jamais bon signe d'oublier : si la dignité d'une femme ou d'un homme est remise en cause, c'est la dignité de l'humanité qui est atteinte. L'histoire le raconte à longueur de siècles. L'humanité est une. Harvey Milk l'a portée tout au long de son combat. Ce sont ses adversaires d'alors – qui ressemblent à s'y méprendre à ceux d'aujourd'hui, ici ou là-bas – qui classent, trient et enferment l'humanité selon leur ordre de préséance. Pas Harvey Milk, pas les militants gays d'hier ou d'aujourd'hui. Et d'expérience, le « communautarisme » sert bien plus souvent de prétexte à ceux qui prétendent le débusquer, pour rester sourds au progrès humain, que de conviction à ceux qui en sont accusés, pour défendre des intérêts particuliers.

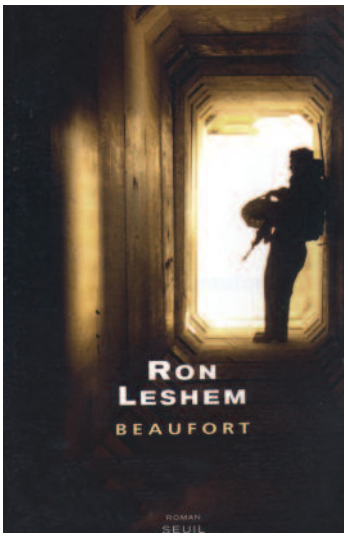
Le 10 mars 1978, l'élu de San Francisco est invité à prendre la parole lors d'un dîner organisé par un groupe gay du *California Democratic Council* à San Diego. Ses assistants appelèrent son intervention ce soir-là « le discours de l'espoir ». Il répond d'abord aux imprécations illuminées d'Anita Bryant avec l'humour ravageur qui le caractérise : « Il y a environ six mois, Anita Bryant a dit dans son discours à Dieu que la sécheresse qui a frappé la Californie était due aux homosexuels. Le 9 novembre, le lendemain de mon

élection, il a commencé à pleuvoir. Le jour de mon investiture, nous marchions vers l'Hôtel de ville et il faisait plutôt beau. Et dès que j'ai prononcé mes premiers mots, il s'est de nouveau mis à pleuvoir. Il pleut depuis ce jour et les gens de San Francisco pensent que le seul moyen d'arrêter la pluie est de signer une pétition exigeant mon renvoi… C'est une blague locale ».

Mais alors que son discours s'achève, l'élu de San Francisco interpelle l'auditoire : « Je n'oublierai jamais ce que j'ai ressenti lorsque j'ai fait mon *coming out* et que je n'avais personne vers qui me tourner. Je me souviens du manque d'espoir (…). Je ne peux pas oublier les regards des gens qui ont perdu l'espoir. Que ce soient ceux des gays, des seniors, des Noirs cherchant un travail presque impossible à trouver, que ce soient ceux des Latinos essayant d'expliquer leurs problèmes et leurs aspirations dans une langue qui leur est étrangère. A San Francisco, trois jours avant le *Gay Pride Day*, un homme a été tué juste parce qu'il était gay. Et cette nuit-là, j'ai marché parmi les gens tristes jusqu'à l'hôpital de la ville de San Francisco, et plus tard cette même nuit tandis qu'ils allumaient des bougies dans Castro Street et restaient debout en silence, cherchant une chose symbolique qui leur donnerait de l'espoir. (…) Ils étaient forts mais même eux avaient besoin d'espoir. Et les jeunes d'Altoona, en Pennsylvanie, et de Richmond, dans le Minnesota, qui font leur *coming out* et entendent Anita Bryant à la télévision et son histoire, la seule chose à laquelle ils peuvent se raccrocher est l'espoir. Et vous devez leur donner de l'espoir. L'espoir d'un monde meilleur, l'espoir de lendemains meilleurs, l'espoir de trouver un endroit meilleur où se rendre si les pressions dans leur famille deviennent trop fortes. Sans espoir, non seulement les gays mais aussi les Noirs, les seniors, les handicapés abdiqueront ».

S'il faut reprocher quelque chose au beau film de Gus Van Sant, porté par un Sean Penn aérien qui crève l'écran, c'est d'être de son époque, la nôtre, celle qui classe, qui réduit et enferme. La conscience universelle d'Harvey Milk n'est pas un trait assez saillant du film. Comme si les Anita Bryant et autres Kevin Starr avaient fait plus de dégâts qu'on ne l'imaginait dans nos esprits. Où l'on mesure qu'en matière de civilisation, on est parfois moins avancé qu'on croie l'être...

Harvey Milk mesurait l'outrecuidance sociale de sa démarche. Il se savait potentiellement menacé. Réellement, même, puisqu'il reçut bon nombre de lettres lui promettant une fin brutale. Et comme les armes sont assez courantes aux Etats-Unis, la probabilité que l'une d'elles se retrouve entre les mains d'un fou prêt à passer à l'acte est assez importante. Alors, il avait enregistré une sorte de testament politique qui sert de fil rouge au film de Gus Van Sant. Il se trouve qu'il l'a enregistré neuf jours avant son assassinat. « Je représentais plus qu'un candidat. (…) Je ne me suis jamais considéré comme un candidat. Je me suis toujours considéré comme faisant partie d'un mouvement, d'une candidature. J'ai toujours considéré que le candidat était le mouvement. Je pense qu'il existe une différence entre ceux qui utilisent le mouvement et ceux qui font partie du mouvement. Je crois que j'ai toujours fait partie du mouvement ». Ce testament d'Harvey Milk vaut leçon d'éthique politique – donc d'efficacité – pour époque ombrageuse qui voit les progressistes tâtonner plus qu'à l'habitude. « Voilà tout ce que je demande. Rien de plus. Je demande au mouvement de continuer, je lui demande de se développer, car la semaine dernière, j'ai reçu un coup de téléphone d'Altoona en Pennsylvanie et mon élection a donné de l'espoir à quelqu'un d'autre, à une personne de plus. Et finalement il ne s'agit que de cela. Il ne s'agit pas de gain personnel, d'ego, de pouvoir : il s'agit de donner de l'espoir à ces jeunes gens d'Altoona en Pennsylvanie. Vous devez leur donner de l'espoir ». Comment être plus clair pour dire que ce qui est en jeu, c'est la marche de l'humanité ? Le sens de la marche, dans toutes les significations du terme, et ce que l'on transmet pour franchir le pas suivant.



BEAUFORT

RON LESHEM

EDITIONS DU SEUIL, FÉVRIER 2008

PAR LIONEL CHOUKROUN

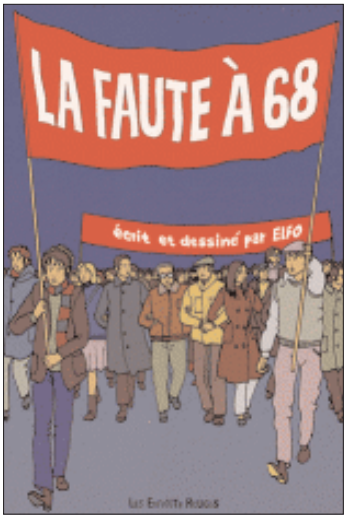
octobre 2008

Beaufort est une citadelle perchée au Sud-Liban. Construite par les Croisés, elle fut conquise lors de la guerre du Liban en 1982 par l'armée israélienne. Beaufort symbolise alors la présence de Tsahal, sa domination géographique et sa faiblesse face à un ennemi invisible et omniprésent, le Hezbollah. Premier roman du journaliste Ron Leshem, *Beaufort* est devenu un phénomène littéraire. Best-seller en Israël, Beaufort a connu un succès immédiat en France et une adaptation cinématographique récompensée par une nomination aux Oscars et un Ours d'argent au Festival du film de Berlin 2007.

Beaufort, c'est le récit de sale guerre, celle que l'on fait sans savoir pourquoi, sans jamais voir son ennemi. Tout juste sait-on pourquoi défendre cette position. A peine sait-on comment elle a été conquise. C'est aussi le récit de la vie au quotidien de la section emmenée par Erez, 22 ans. Cette section de jeunes hommes aura à vivre les derniers mois de la présence israélienne à Beaufort et à en assurer l'évacuation et la destruction. Ce quotidien est le jeu terrible du « il ne pourra plus » : longue litanie de sentiments, faits et gestes que les soldats morts ne pourront vivre : « la joie de louer un appartement avec sa petite amie, voir l'Hapoel remporter la coupe de foot, s'asseoir sur la pelouse avec un enfant, le sien… ». Et Zitlawi qui « ne pourra plus fantasmer sur le paradis. Il avait l'habitude d'expliquer que « les soldats ne vont pas en enfer, jamais ». Et je reconnais qu'il y a là quelque chose d'encourageant ».

Beaufort, c'est aussi le quotidien des alertes, des missiles qui tombent, du sang, des larmes, de la peur. Et du quotidien qui reprend autant que possible son cours : les gardes, les sorties pour des raisons et dans des conditions incomprises, les obus, les blessés, les morts et les instructions en cas d'attaques mille fois répétées qui, au moment d'être appliquées, se bousculent pour faire place à d'autres logiques de survie. Avec Erez, on suit aussi les tourments de la jeunesse israélienne et de son rapport à l'armée, la haine tenace des jeunes soldats à l'égard des journalistes et de manière générale des *jobniks* de Tel-Aviv qui dégustent des milk-shakes banane-mangue sans avoir la moindre idée de ce qu'est la camaraderie et le sacrifice. Puis vient le moment du retrait. Il s'agit alors de mettre fin à une histoire qui a commencé ici même, sur le Beaufort, « pas seulement les héros, les symboles mais la crise au sein du peuple, et les manifestations de protestation, et le mouvement La Paix Maintenant. Ici pour la première fois sont nées les idées de mort pour rien ».

Beaufort, c'est enfin une longue route sinueuse qui nous mène jusqu'à Gaza. Ron Leshem y recueille les premiers témoignages auprès de soldats engagés sur ce front sud qui ont connu le retrait du Sud-Liban. Des mois de récit, de notes, de rencontres pour faire vivre des soldats de semi-fiction dans un univers au-delà du réalisme. On y est transporté avec intensité. On en ressort bouleversé.



LA FAUTE À 68

ELFO

Editions Les Enfants Rouges, avril 2008
Titre original : Tutta colpa del 68. Garzanti Libri S.p.a.
Traduction Joseph Incardona

PAR JOËL LE DEROFF

juin 2008

Il y a plusieurs formes de mémoires de 1968. La bande dessinée, quelque part entre images vécues et littérature, trouve avec Elfo, Giancarlo Ascari de son vrai nom, le ton d'une nostalgie critique dans lequel humour et dérision ont leur part. Pour les amateurs, *La Faute à 68* est un moment de plaisir qui, fondamentalement différent d'un essai historique, offre pourtant une image extraordinairement complète des « années 1968 », c'est-à-dire, ici, 1968-1973.

C'est que, en Italie, mai 1968 a duré des années. L'autre année culminante des mouvements sociaux, le réel point d'orgue de cette période historique, n'arrivera qu'en 1977. La plongée dans la jeunesse milanaise lycéenne et estudiantine s'accomplit sans modération, portée par une langue parsemée de tournures italiennes, conservées par la traduction, dont les connaisseurs se régaleront.

FRANCE, ITALIE, 1968, MÉMOIRES SŒURS

Rinaldo, étudiant issu d'une famille aisée, nous promène dans un Milan qui a beaucoup en commun avec tous les Quartiers latins de la période. Avec ses condisciples et amis, il participe à des mobilisations impressionnantes où des foules sortent des écoles et universités pour aller à la rencontre des ouvriers de la métropole lombarde. Ici aussi, les syndicats et les communistes sont dépassés. Ici aussi, les joies et les cortèges de « ces années » se vivent sur les musiques des Beatles et de Bob Dylan. Ici aussi, d'ailleurs, il n'est pas tout à fait sûr que les ouvriers et les étudiants soient toujours sur la même planète.

C'est que les débats quasiment théologiques sur la nature du mouvement, entre anarchistes, marxistes-léninistes et autres maoïstes, sont infinis. Les protagonistes irréconciliables, et les brouilles irréparables. Avec malgré tout l'impression qu'il s'agit d'un exercice merveilleusement formateur dont la beauté très abstraite et quelque peu gratuite se révèle gentiment incongrue pour le lecteur né après cette époque bénie. Les batailles de graffitis entre les tendances, le récit de l'assemblée générale de 1971 où « le mouvement se divisa » ont un parfum nostalgiquement et tendrement exotique : « Passage de la révolution de la politique à la politique de la révolution ».

Mais, en Italie comme en France, 1968 n'est pas un accident de l'histoire que l'on pourrait réduire à quelques clichés désuets d'une jeunesse prise d'un coup de folie. Si les réactionnaires de tout poil honnissent ces quatre chiffres au point d'en ponctuer les grands discours de veille de

second tour des élections présidentielles, il y a une raison. Laissons Rinaldo nous la rappeler.

« Perché il 68 ? » La narration s'interrompt, au milieu de son élan, pour répondre très concrètement à la question. « Parce que, autrefois, seuls les fils de riches ou de ceux qui avaient déjà étudié fréquentaient l'école jusqu'aux degrés supérieurs ». « Parce que, en dehors de quelques rares exceptions, le comportement des enseignants [avec les élèves] était odieux ». « Parce qu'avant 68, certains sujets étaient tabous » : l'avortement, la contraception, le divorce, non autorisé en Italie avant une loi de décembre 1970…

Alors la tendresse et l'empathie balaient la note d'autodérision de Rinaldo dans le cœur du lecteur. Car ces luttes-là, chacun les reconnaît comme des joyaux du patrimoine des gauches européennes. Qui coïncident de très près en France et en Italie. A ne pas laisser s'endormir. Les premières pages de l'album sont l'occasion d'une sorte de testament, celui du libraire des révolutionnaires milanais de tout poil, décédé en 1998, sur la tombe duquel des travailleurs précaires se rassemblent tous les ans, pour fêter le Premier Mai hors des cortèges officiels.

LABORATOIRE ITALIEN DES RÉVOLUTIONS ET CONTRE-RÉVOLUTIONS EUROPÉENNES

L'Italie a son identité propre, celle d'un pays à bien des égards plus instable que les autres grands Etats d'Europe occidentale. Quant à Milan, capitale économique et financière, métropole industrielle de haut rang en Europe, aujourd'hui haut lieu du berlusconisme, elle a aussi un autre visage, celui d'un laboratoire social fécond et, quoi qu'en dise aujourd'hui la Ligue du Nord, tellement italien. Au point d'avoir partagé et incarné des heures marquantes du destin national.

Rinaldo nous promène donc du Ticinese, ce quartier populaire depuis lors boboïsé, aux Aula Magna (grand amphithéâtre) des universités, des lycées aux usines de la périphérie, sous un brouillard dont la responsabilité, selon la saison, incombe aux gaz lacrymogènes ou au climat lombard. Un jour, le 12 décembre 1969 exactement, il passe non loin d'une place au moment où celle-ci s'invite dans l'histoire : Piazza Fontana inaugure les années de plomb.

Les années de massacre commencent en Italie, elles prendront fin près de quinze ans plus tard. Dix-sept personnes trouvent la mort dans l'explosion de la Banque nationale de l'agriculture. Pour les Français qui n'auraient retenu de ces années que le vague souvenir du terrorisme des Brigades rouges, Elfo sera salutaire. Piazza Fontana, en 2008, n'a toujours pas de coupable officiel. Les enquêtes ont néanmoins prouvé, après maints suicides suspects, l'implication déterminante de groupes fascistes, mêlés à des éléments des services secrets italiens et internationaux.

Les années de plomb ont bel et bien commencé avec la mise en place de la *stratégie de la tension*, monstrueuse invention des tenants d'un ordre étriqué, liés à l'extrême-droite. Quand la droite berlusconienne d'aujourd'hui sème la peur en accusant ses adversaires très modérés d'être communistes, elle joue avec perversité sur des traumatismes dont les origines ne lui sont pas assez souvent rappelées. Sans doute est-ce délibéré. Puisqu'on apprend que la municipalité de Milan, détenue par Forza Italia, a fait enlever la stèle érigée en l'honneur de Giuseppe Pinelli, anarchiste et victime « suicidée » de la première enquête biaisée sur l'attentat de 1969.

L'histoire s'écrit et c'est un combat, des vallées indiennes fantasmées par les amis de Rinaldo aux grandes villes européennes qui vivent leur vie dans le meilleur des mondes post-moderne. La droite a proclamé la fin des idéologies, tellement périmées. Si l'on garde à l'esprit que, « quoi qu'il se passe dans cette partie de l'univers, c'est toujours *la faute à 68* »…

Grazie, Rinaldo. Merci, Elfo.

MAI 68. *Les murs ont la parole. Journal mural*
JULIEN BESANÇON
Editions Tchou, octobre 2007

MAI 68. *Soyons réalistes, demandons l'impossible*
PHILIPPE GODARD
Editions Syros, mars 2008

PAR FRANÇOIS BUSIER
juin 2008

L'art c'est de la merde.[1] Ami(e)s de la poésie, bonsoir. Il fut un temps, certes peu glorieux (et pas que pour nos sens), où les murs avaient des oreilles. Mais voilà qu'en ce joli mois de mai 1968, ils se mettent à prendre la parole ! Et quelle parole ! Voici que le gris muraille se pare d'un arc-en-ciel de bons mots sans concession et d'une radicalité aussi excessive que jubilatoire ; voilà que quelques cerveaux en rupture touneboulent cette bonne vieille langue française, quelque peu assoupie, pour en extirper un extraordinaire, une sorte de langage poétique à l'assaut d'un quotidien tristounet, pour ne pas dire désespérant ou clos. *Ne prenez plus l'ascenseur, prenez le pouvoir.*

Alors que cette époque semblait satisfaite et confite dans sa mornitude au carré, les mots poussent en tous sens en plein Quartier latin, sans prévenir mais en criant « Gare ! » ; ils débordent des amphis pour occuper les murs de la cité – de lassitude ? –, des murs qui deviennent, aux yeux de tous, le lieu d'une expression débridée et libérée du poids de toutes les hiérarchies et de tous les pouvoirs en place : un véritable happening permanent, un festival enjoué du haïku libertaire… *La poésie descend dans la rue.*

Relire aujourd'hui cette production incontrôlée dans le petit livre rouge et noir (couleurs d'un autre temps ?) reparu chez Tchou nous renvoie à cette certitude : c'est bien de travail poétique dont il s'agit (même s'il ne fut pas pensé comme tel), d'une œuvre commune non concertée et toujours ouverte. L'avantage de cet opuscule est de présenter les citations expurgées de toute nostalgie graphique, que bon nombre d'autres ouvrages se sont plu à exploiter dans les fastes de la commémoration : que du texte, rien que du texte ! *La marchandise on la brûlera*. Nous voici donc face à la substantifique moelle de ce que des mains et des esprits plus ou moins brouillons ont jeté sur des murs endormis. *Le sacré, voilà l'ennemi*. Si les grands classiques muraux de mai vibrent encore dans nos mémoires, il en est d'autres, non moins succulents et truculents et tout aussi efficaces dans l'attaque du petit-bourgeoisisme ambiant, comme dans la louange faite à l'épanouissement de l'individu, à la libération des corps et des esprits, ou à l'étripage des conformismes d'un autre siècle. *Le respect se perd, n'allez pas le rechercher*.

1. Les citations en italique sont extraites de l'ouvrage de Julien Besançon.

Déboutonnez votre cerveau aussi souvent que votre braguette. C'est certainement cette langue du désir qui nous parle encore, aujourd'hui, et qui fait toute la saveur d'un tel ouvrage. Ces paroles déchaînées disent cet élan vital, ce besoin d'un autre monde comme cette nécessité de la confrontation. *Nous sommes tous des « indésirables »* : elles résonnent avec l'actualité de l'écrasement idéologique, avec ce qu'est devenu notre monde en 2008, tel l'écho douloureux d'un rêve qui se heurte à la refondation de plus en plus réactionnaire et rétrograde de notre société. *SEXE : c'est bien, a dit Mao, mais pas trop souvent.*

Manifestations de la révolution symbolique de 68, ces paroles usent de leur brutalité – mais quel plaisir peut s'en dispenser ? – comme d'un instrument de mesure de la profondeur de l'enracinement du malaise. Mais de l'humour et du second degré, aussi, pour signifier peut-être que tout cela n'est qu'un jeu, et que le plus important est ailleurs, sur les sentiers de l'imagination et de l'utopie – ces fenêtres ouvertes sur l'univers de nos cerveaux –, hors de portée des raideurs d'un militaire Général égaré, voire perdu. *La volonté générale contre la volonté du général.* Cette incompréhension réciproque mène à une outrance de rigueur pour ce verbe aux fleurs extrêmes, qui tente de masquer la réalité de ce jeu de dupes, où derrière la colère s'écrit déjà l'inévitable défaite de cette « révolution ». *La révolution n'est pas un spectacle pour anglicistes.*

Parlez à vos voisins. Finalement, une des victoires de mai 68, c'est peut-être celle du désir et des mots : désir des mots et mots du désir. C'est cette tentative de désacralisation du discours officiel et de la voix de son maître, pour, à l'opposé, promouvoir la possibilité de la parole individuelle, quelle qu'elle soit, ainsi que celle de son partage. *J'emmerde la société mais elle me le rend bien*. Alors, vouloir aujourd'hui « liquider Mai 68 » présente l'inégalable légèreté des pavés en fin de vol (outre le préjugé épais sur ce que pût être le plein réel de cet événement) : cette formule s'appuie sur les mêmes recettes et, surtout, révèle que ce que souhaite voir disparaître celui qui pourrait la prononcer, c'est cette liberté de parole – voire l'impertinence – qui caractérise, pourtant, l'esprit de toute véritable démocratie. On liquide ses peurs comme on peut, et pour l'élégance, on repassera. *On ne compose pas avec une société en décomposition.*

Après les images, les légendes. *Soyons réalistes, demandons l'impossible*. L'ouvrage de Philippe Godard, au titre éponyme de ce qui est devenu l'un des plus célèbres slogans de Mai 68, revient sur cet instant historique, et sur ce qu'il reste aujourd'hui de cette exigence d'impossible. Les contributions de cinq acteurs – plus ou moins offensifs – de ces chaudes journées remettent cette parenthèse agitée dans une perspective salutaire, celle de la profondeur historique, mais à l'échelle de destins particuliers, là où se réinscrivent les tensions, les luttes, les combats, les rencontres, les échanges et les découvertes, bref, tout ce qui vous aiguise une conscience et un regard critiques. Ces témoins, ne les cherchez pas parmi les partisans du grand Charles, ceux qui défilèrent le 30 mai sur les Champs-Elysées, autant pour apporter leur soutien rangé à l'ordre officiel que pour exorciser les conséquences du traumatisme provoqué par le débordement populacier. Ne les cherchez pas, ils ne risquent pas d'être sur la photo.

Cinq réflexions pour cinq profils bien différents. Tous ont mûri ; tous ont digéré qui sa part de naïveté, qui le mirage des vieilles lanternes ou l'exubérance des sensations fortes. Tous, aussi, reviennent sur cette expérience formatrice, où les convictions se sont d'abord affermies, puis renforcées à l'épreuve du temps puis face aux questions actuelles.

Jean-Pierre Duteuil ouvre le ban. Animateur du mouvement du 22 mars, avec Daniel Cohn-Bendit,

ce sociologue souligne la radicalité et le contexte politique de Mai 68, aussi mouvement ouvrier. Il stigmatise, entre autres, ce penchant permanent des élites dirigeantes à ne pas comprendre les soubresauts de l'histoire sans y injecter du complot et de la paranoïa. Acteur de mouvance anarchiste, il s'étonne des sommets de bordélitude atteints (sans trépas, faut-il l'oublier ?) et rappelle le rôle des comités d'action, celui – pas toujours très clair – des syndicats, et la nécessité de réinjecter de l'utopie dans le quotidien. Pour lui, « Mai 68 a apporté un lieu de rencontre, de collectivisation de la parole ».[2]

François Rauline, créateur du Cirque Bidon, considère que « ce qui est intéressant, ce n'est pas le possible, c'est l'impossible ! »[3] : c'est surtout ce qu'il faut vivre ! Il évoque son parcours d'homme du cirque et sa farouche détermination à poursuivre un chemin en accord avec ses principes. « 68 m'a aidé. Ça m'a formé, et après, j'ai passé ma vie à tenter d'être en harmonie avec les idées que j'avais, et encore maintenant ».[4]

Hélène Lee défend ses racines et « la supériorité de la vision populaire sur les systèmes tarabiscotés des intellos ».[5] Mai 68 tient, pour elle, du parcours initiatique : cette étudiante en langue russe découvre les trotskystes, le rock et la vie sans argent ! A ses yeux, la seule avancée se situe au plan individuel, dans cette dimension libératrice qu'elle a pu éprouver : « Après 68, on n'avait plus peur de rien ».[6] Aujourd'hui, elle estime que cette petite victoire nous a endormis, que, l'air de rien, l'étau s'est resserré sur nous, nous abandonnant à cette contradiction : « peut-on avoir une conscience de classe quand on n'a pas encore une conscience individuelle bien nette ? ».[7]

Claude Neuschwander a travaillé chez Publicis, à la Fnac, et a participé à l'expérience Lip ; il se dit simple spectateur de 68. Pourtant, ce manager analyse finement les apports et surtout les manques des différents acteurs de « cet événement réflexe, qui n'a jamais trouvé son aboutissement ».[8] Il épingle l'émergence de cet individualisme aujourd'hui plus destructeur que jamais, et dont il nous faut impérativement sortir. « C'est ça demander l'impossible : c'est que les hommes changent ! ».[9] Et de s'interroger sur le rôle d'Internet et l'utilisation qui pourrait en être faite pour le transformer en véritable arme de bataille : « Quelle démocratie faut-il désormais inventer dans un système où il n'y a plus de pouvoir que monarchique, d'influence que médiatique, de moteur qu'à partir du seul profit financier ? ».[10]

Est-il besoin de présenter Raoul Vaneigem, cinquième contributeur ? Compagnon de route de Guy Debord et membre de l'Internationale situationniste, il est l'auteur de nombreux ouvrages qui ont fait date. Pour affronter « la nullité triomphante », il tient à rappeler quelques évidences à propos de Mai 68. Que, tout d'abord, « une civilisation a pris fin avec une grande discrétion »[11], que la pensée radicale issue de ce mouvement ne pourra s'éteindre, et qu'il nous faut, encore et toujours, cultiver notre autonomie et notre créativité individuelles. Quelques pages (bien trop peu !) de rappel pour les étourdis, dans une langue aussi précise que subtile et évocatrice : « L'idéologie est une mutilation du vivant »[12]

Loin du rituel maniaque et commercial des anniversaires, ces parcours croisés illustrent bien la multiplicité des points de vue et des convictions de ceux qui ont participé à ce joli mois ; ils montrent aussi la profondeur de l'ancrage de cet élan deli-

2. *Cf.* p. 52.
3. *Cf.* p. 59.
4. *Cf.* p. 64.
5. *Cf.* p. 67.
6. *Cf.*. p. 72.
7. *Cf.* p. 74.
8. *Cf.* p. 83.
9. *Cf.* p. 89.
10. *Cf.* p. 90.
11. *Cf.* p. 101.
12. *Cf.* p. 102.

berté des consciences comme la diversité de ces chemins sauvages qui mènent à l'humanisme. L'ouvrage de Philippe Godard nous dit, là, la leçon fondamentale de Mai 68 : la nécessité et la permanence d'une « volonté d'émancipation généralisée et immédiate que craint avant tout le pouvoir. Tout pouvoir ».[13] Par ces temps immobiles qui courent, ne ratez pas cette gourmandise, ne serait-ce que par péché…

Mai 68 n'a pas changé le monde, certes, mais il a changé des vies et surtout des consciences, irrémédiablement ; il a bousculé des destins qui semblaient pourtant tracés d'avance, tirés au cordeau. Dans la bagarre, quelques vieilles habitudes en ont pris un coup, et les esprits échauffés se sont mis à croire à l'impossible ; certains, même, sont allés jusqu'à le demander ! D'autres, plus pesants et pourtant sans la moindre once d'imagination, nous resservent aujourd'hui les vieilles soupes saumâtres et résignées de l'inéluctable acceptation de notre servilité… Mais de quelles couleurs allons-nous peindre, maintenant, nos ambitions et nos rêves ? De quel désir allons-nous draper les étoiles ? Décidemment, en mai et plus que jamais, il est urgent de faire ce qu'il te plaît !

Oubliez tout ce que vous avez appris. Commencez par rêver.

13. *Cf.* p. 9.

FOUDRES DE GUERRE

BENJAMIN BERTON

Editions Gallimard, collection Blanche, février 2007

PAR MARC VILLEMAIN

juillet 2007

Sarkozysme et schtroumpfs rebelles

Le durcissement de la société française (qui ne date pas, loin s'en faut, du triomphe de Nicolas Sarkozy, mais que celui-ci incarne avec la morgue et l'audience que l'on sait) ne peut pas ne pas trouver écho dans la littérature contemporaine. Il sera d'ailleurs passionnant, demain (un jour…), de scruter le paysage littéraire des années sécuritaires. Ce quatrième roman de Benjamin Berton, un peu déjanté derrière sa très respectable façade gallimardienne, permettra alors peut-être, à défaut de dresser un état des lieux scientifique de la France, de se faire une idée de ce qui se tramait dans la tête de la *majorité silencieuse* et de ce que tentait de lui opposer un *underground* parfois plus officiel qu'il y paraît. Echo plus ou moins direct mais parfaitement assumé des paysages mentaux de Quentin Tarantino, Luc Besson ou Enki Bilal, *Foudres de guerre* relate l'aventure, *a priori* très improbable, d'une sorte de Club des Cinq de la post-modernité, ou plutôt de schtroumpfs gavés aux comics et aux mangas, au hip hop et au rap, aux *snuff movies* et à la télé-réalité, à la fascination mortifère et à la *Nike philosophy*, à l'hindouisme de Prisu et à l'hédonisme pour pas cher. Inopinément, et au cours d'aventures dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont invraisemblables, nos schtroumpfs désœuvrés vont se retrouver à défier l'Etat au point d'incarner, spectacle oblige, un espoir quasi mystique pour un grand nombre de jeunes. Ainsi éclot la « *gohsnmania* », référence à celui qui se baptisa pour les besoins de la cause du nom ésotérique de Gohsn Frost – en réalité un grand ado tout aussi désœuvré que les autres. La figure de ce Gohsn Frost avait « pour seule qualité d'être insondable et vierge de toute signification, ce qu'exigeaient des consciences revenues de tout », et apparaissait comme une « synthèse réjouissante entre le marxisme, les insurrections de banlieue et le situationnisme ». C'est peu dire si, dans la France des années 2010, quand sévit comme ministre de Nicolas Sarkozy le terrible Général Duval, leurs chances de succès étaient maigres. L'intelligence de Benjamin Berton permet tout à la fois de stigmatiser la France qui domine (capitaliste, frileuse et policière) sans omettre de railler (gentiment) quelques-unes des postures les plus *cool* du gauchisme quand celui-ci a perdu son armature intellectuelle. Car si le message n'est pas discutable (en gros, l'air du temps est devenu irrespirable), l'auteur, dont on perçoit la tendresse particulière pour une génération qui perd pied dans le monde sans savoir ou vouloir véritablement le changer, dresse aussi un tableau assez hilarant du tropisme contestataire, anti-pub et

hyper marqué, écolo et technoïde, anarchiste et cynique, rebelle et dilettante.

Là où un Maurice G. Dantec décide que notre destin d'humain ne mérite plus même une pointe d'humour, Benjamin Berton se lance dans le défi de l'anticipation politique et sociale avec l'âme du cancre du fond de la classe, plus brillant qu'il y paraît, mais surtout plus mélancolique. Car on ne peut douter, à l'issue de cette rocambole tragique, que l'ironie très détachée dont il fait preuve sert aussi de paravent à une pensée du crépuscule. « A notre époque, rien ne se produit jamais pour la première fois. Tout a déjà été vécu, pensez pas ? », assène le narrateur dès les premières pages. On saurait mieux dire, et résumer ce qui constitue sans doute une part du surmoi de ces jeunes gens, hyperactifs du verbe et mollassons de la praxis. Gohsn Frost ne fait qu'incarner l'inconscient de sa génération : « Qu'est-ce que vous voulez faire pour que ça change ? Rien. Alors ne faites rien et tout cela changera selon vos vœux ». Leur slogan, devenu le mantra du temps, donne une idée de cette forme nouvelle et très dérangeante de rébellion : « J'aimerais autant pas ».

Autant dire qu'on ne s'ennuie pas un instant, nonobstant quelques surcharges et surenchères. Mais il faudra au préalable accepter de jouer le jeu de la farce : autrement dit, il serait vain et (lamentablement) académique de déplorer les (nombreux) défauts de crédibilité. Partir du réel pour lui faire dire ce qu'il ne dit pas (encore) n'est pas une mauvaise méthode pour explorer les bas-fonds de la conscience occidentale. Et si nous aurions parfois aimé davantage de littérature et un peu moins d'exploits caméra sur l'épaule, cette foutraque épopée a le mérite de dire l'extrême précarité du lien qui croit encore faire tenir nos sociétés. Non sans profondeur parfois : « Il en faut si peu pour quitter la normalité, un pas de côté, un regard qui traîne. Tant d'efforts sont nécessaires pour border la marge de précautions et d'habitudes et si peu pour tomber dedans » ; ni sans lucidité : « Au fond, nous n'étions rien de plus que tout ce pour quoi l'on nous prenait » – ce qui est au demeurant une excellente définition du grand barnum dans lequel nous vivons.

L'AVOCAT DE LA TERREUR

Film français de **BARBET SCHROEDER**

Avec Jacques Vergès, Béchir Boumaza, Hans-Joachim Klein, Anis Naccache, Gilles Ménage, Siné, Alain Marsaud, Lionel Duroy, Claude Faure, Patricia Tourancheau, Carlos, Zohra Drif, Ahmed huber, Rolande Girard-Arnaud, Nuon Chea, Abderrahmane Benhamida… Musique de Jorge Arriagada

Distribué par Les Films du Losange, durée 2h15, sortie le 6 juin 2007

PAR DENIS QUINQUETON

juillet 2007

On lui doit *JF partagerait appartement, Kiss of Death* ou encore *L'Enjeu*, avec Andy Garcia et Michael Keaton. « La Vierge des tueurs », tourné en Colombie, est récompensé en 2000 au Festival de Venise. Barbet Schroeder vient de signer « L'Avocat de la terreur », un documentaire centré autour de l'avocat Jacques Vergès, présenté cette année à Cannes dans le cadre de la sélection « Un certain regard » et en salles depuis le 6 juin 2007.

Un film sur Vergès, fût-il ainsi titré, autant se l'avouer, on peut rechigner à l'idée. Un documentaire ! Et pourquoi pas une série télévisée tant qu'on y est ? Tiens, on a déjà le titre : « Porté disparu »… De 1970 à 1978, voilà huit années propres à nourrir quelques soirées en prime time. Pourtant la salle n'était ni vide ni inerte pendant la projection du film de Barbet Schroeder. Y aurait-il un sujet ? Le nombre n'a pas toujours raison, c'est une affaire entendue, mais il reste judicieux de se méfier de tout élitisme, dans une République comme la nôtre, quand il masquerait la réalité d'un refus de réfléchir et de comprendre. En regardant ce documentaire, on peut choisir de faire de Jacques Vergès le sujet du film, et réfléchir sur sa démarche, ou son objet, et l'idolâtrer ou le haïr.

Voyons le sujet. Avocat par hasard ou par destinée – et inversement ! – Jacques Vergès vaut plus que sa caricature et moins que son icône. C'est qu'il participe à l'une des plus belles inventions de la civilisation : la Justice. Cette notion créée et mise en œuvre, patiemment et de manière empirique, pour sortir, non de la loi du Talion, qui en est une amorce, mais de la logique mortifère de la vengeance. Ce concept que les Hommes ont inventé petit à petit pour permettre aux victimes de surmonter leur traumatisme et d'obtenir réparation matérielle ou morale, pour imposer peu à peu des valeurs humaines communes à la société, aux sociétés, pour punir le coupable qui a commis un crime et lui rendre la dignité qu'il a perdu en le commettant. En somme, nous avons inventé la Justice pour rester des Hommes... Ou pour en devenir ? C'est au service de ce grand œuvre que Jacques Vergès place sa démarche. Il prend des chemins de traverse de temps à autre ou des impasses parfois choquantes. Mais il défend.

Barbet Schroeder sait que son sujet peut parfois sentir le souffre dans nos contrées. Il sait aussi ce qu'est son art de réalisateur. Alors il prévient, au début du film, et donc assume pleinement que son œuvre est le résultat d'un parti pris. « Je ne me situe pas par rapport au personnage », précise-t-il

dans une interview sur Internet. « Toute mon idée, c'est de laisser parler les personnages. Je veux laisser les choses se dérouler, suivre le fil rouge qui m'est donné et qui me permet de suivre l'histoire du terrorisme contemporain à travers les destins d'une dizaine de personnages qui se croisent et s'entrecroisent ». Ces destins, ceux des « clients » de Jacques Vergès, se croisent, s'entrecroisent… Ils se choquent, devrait-on écrire : de Djamila Bouhired, la passionaria du FLN algérien, que Jacques Vergès défendit et épousa, à Klaus Barbie, au fil d'une longue carrière débutée dans les années 1950 et fondée davantage sur un goût et un sens de la publicité que sur une maîtrise absolue du Code pénal ! Dans *L'Avocat de la terreur*, le journaliste Lionel Duroy observe d'ailleurs qu'il « est devenu avocat par accident, c'est le seul endroit où il peut avoir une tribune ». Jacques Vergès exerce autant son métier dans la salle d'audience, face à la cour et aux jurés, que devant la société toute entière. Lors du procès de Djamila Bouhired devant le tribunal militaire d'Alger, pendant ce que la République française appela « les opérations de maintien de l'ordre », il interpelle un public très hostile en s'adressant au président : « dois-je leur rappeler que pendant que leurs ancêtres mangeaient des glands dans une forêt, les miens construisaient des palais ? »…

Jacques Vergès provoque son public, nombreux ou solitaire. Il aime ça. A Roland Dumas venu lui annoncer qu'il allait faire partie des avocats des parties civiles au procès du criminel nazi Klaus Barbie, il répond, raconte-t-il lui-même, « N'y allez pas, vous serez un parmi trente, je serai seul en face ! ». Un peu plus tard, il conclut *L'Avocat de la terreur* par une autre anecdote. «"Un jour, quelqu'un m'a dit, raconte Vergès, "est-ce que vous défendriez Hitler ?" ; j'ai répondu : "mais je défendrais même Bush !". Et l'on m'a dit : "mais à quelle condition ?". Et de répondre : "à condition qu'il plaide coupable"». Des acrobaties intellectuelles pas totalement gratuites, certes, mais qui tiennent aussi parfois lieu d'explications pour des contradictions qui demeurent. Jacques Vergès dit son parcours dicté par son rejet farouche de toute atteinte à la dignité humaine, la torture ou le colonialisme, par exemple. Mais il s'entiche des Khmers rouges, peu connus pour leur exercice humaniste du pouvoir, et défend des terroristes confirmés… Voilà sans doute un point trouble tant il semble avéré que, si les Etats peuvent être de grands prédateurs pour la dignité humaine, cette dernière s'y dissout tout autant dans un bain de violence aveugle.

En deux heures quinze d'interviews et de documents exhumés, Barbet Schroeder aligne un ahurissant casting. On y croise Anis Naccache, les journalistes Lionel Duroy et Patricia Tourancheau, Carlos – par téléphone – ou le dessinateur Siné. Ce faisant, Barbet Schroeder raconte un monde bousculé, le nôtre. Il ne cède pas au faussement sensationnel de révélations à trois sous sur, par exemple, la « disparition » de Jacques Vergès qui reste une énigme même pour ses proches. Il jette le jour sur la démarche d'un homme dans le monde. L'ensemble dessine quelques utiles rappels sur la justice et l'humanité.

D'abord que la justice n'est pas forcément enfermée dans un éternel aller-retour entre la vengeance et la compassion, le châtiment des salauds et la défense des faibles. Que les sociétés humaines sont autrement plus complexes et leurs rapports intrinsèques avec eux. Que la Justice est peut-être d'abord une question éthique. Ensuite, et c'est l'évidence s'agissant du parcours de Jacques Vergès, on se souvient que chacun doit être défendu. Que ce principe du débat contradictoire, qui peut être si douloureux – qui a envie de défendre Klaus Barbie ? – n'admet aucune exception sauf à faire reculer la civilisation et céder du terrain à la barbarie. Avocat des pires, enfin, il rappelle avec force qu'ils sont des hommes, avant d'être des pires. Et on se souviendra des mots d'Eric-Emmanuel Schmitt qui dénonce « le piège définitif des bonnes intentions » dans une préface

de *La part de l'autre*. « Bien sûr Hitler s'est conduit comme un salaud (…) il demeure un criminel impardonnable, bien sûr je le haïs, je le vomis, je l'exècre, mais je ne peux l'expulser de l'humanité. Si c'est un homme, c'est mon prochain, pas mon lointain (…) une vérité cachée au fond de nous-mêmes qui peut toujours resurgir ».

Dire qu'un criminel, un tyran ou un sadique est un homme et qu'à ce titre, il a droit à une défense dans un procès ne revient pas à le laver des soupçons ou des accusations qui pèsent sur lui : c'est voir l'humanité comme elle est et, ainsi, mieux mesurer les progrès à accomplir.

DE LA CULTURE EN AMÉRIQUE

FRÉDÉRIC MARTEL

EDITIONS GALLIMARD, COLLECTION NRF ESSAI, DÉCEMBRE 2006

PAR LIONEL CHOUKROUN

mai 2007

On connaît bien, pour l'envier ou le combattre, l'impérialisme culturel américain. On connaît moins sa réalité chiffrée ou structurelle. Quelques chiffres : 134 milliards de dollars de dépenses culturelles non marchandes, 2 millions d'artistes, 17 500 musées ou encore 120 000 bibliothèques. Ils sont impressionnants, à la mesure des Etats-Unis et de leurs poids dans le secteur artistique et culturel mondial. Frédéric Martel nous emmène, à travers l'histoire, les institutions, les politiques culturelles, dans un univers méconnu. Cet essai, s'appuyant sur des centaines d'interviews, d'archives, de témoignages, s'attache à comprendre comment des intervenants aussi divers – tant dans leurs fonctionnements que dans leurs objectifs – finissent par « faire politique ».

Cet ouvrage met en lumière une réalité complexe de l'univers culturel américain. Bien que dépourvu de ministère de la Culture – au sens où nous l'entendons – on découvre un agencement équilibré entre les acteurs : le marché (bien entendu), le secteur public (faible en central mais disséminé sur tout le territoire) et la société civile qui apporte ses fonds, sa capacité de réaction, ses influences « non gouvernementales » et une source considérable de diversité.

A l'heure de la décentralisation culturelle, les Etats se dotent dans le courant des années 1970 d'agences culturelles (« State Art Agency »). Une forte autonomie vis-à-vis du pouvoir local semble se dessiner. L'un des dirigeants interrogés se désole même de n'avoir presque jamais rencontré le gouverneur depuis son recrutement ! C'est aussi en termes d'objectifs ou de moyens que le grand écart peut être important : de six millions de dollars pour le Texas jusqu'à cinquante millions pour l'Etat de New York. De la promotion des traditions locales ici aux projets en direction des populations immigrées ailleurs.

S'il fallait piocher quelques idées neuves et audacieuses dans les politiques culturelles américaines, celles concernant la diversité et le multiculturalisme sont sans doute à étudier de près. Avec Carter, nous raconte Frédéric Martel, apparaît la notion de « community control » dans la prise en charge des quartiers par les communautés elles-mêmes. Ces CDC (« Community Development Corporations ») s'appuient, en autonomie à l'égard de l'exécutif local, sur des fondations ou des entreprises privées. Gérées par les habitants du quartier, les CDC œuvrent dans le domaine de l'action sociale, culturelle, éducatif ou urbain. La revitalisation passe bien souvent par l'expression culturelle,

et singulièrement, des cultures afro (du jazz au gospel).

On a alors le sentiment que même si la politique culturelle est nulle part du fait de l'absence de ministère notamment, chaque programme social, urbain prend en considération une dimension culturelle. En 1980, l'Agence culturelle fédérale (NEA, « National Endowement for the Arts ») se voit rajouter une contrainte supplémentaire : la diversité culturelle. Notons au passage le poids plus que relatif du NEA puisque, avec 125 millions de dollars de budget, il représente 1 % des investissements culturels en 2005.[1]

Pour injecter les fonds nécessaires et mieux comprendre ce qui fait la « force de frappe » culturelle américaine, il faut se pencher également sur le rôle dynamisant joué par la société civile. Elle œuvre dans le sens d'un « civisme culturel ». Le financement de la culture est donc fait de mécénats certes, mais aussi et surtout de mécanismes nombreux et avantageux d'exonérations fiscales, de subventions indirectes de l'Etat fédéral, des Etats ou des villes.

Le régime associatif associé à ces exonérations est à la fois à but non lucratif et d'intérêt public, ce qui fait de lui un audacieux contributeur à la vie culturelle, en dehors et à côté du marché. C'est, souligne Frédéric Martel, une caractéristique fondamentale de l'articulation des acteurs dans la société civile : commercial et non commercial œuvrent, dans des registres et avec des objectifs différents.

Que de contrastes et de paradoxes ! Favorisant une expansion sans limite de ses industries et de ses produits (ô combien stéréotypés), les Etats-Unis n'en restent pas moins soucieux de préserver leurs propres identités culturelles locales. Dépourvue de structure d'impulsion ou de financement central richement doté, la politique culturelle américaine semble irriguer nombre de politiques publiques locales et s'accompagne de moyens nécessaires. Bien que soucieuse de liberté et de « non profit », le paysage culturel est aussi fait de censure, de soumission directe ou indirecte aux bailleurs de fonds ou aux lobbies.

Bref, l'Amérique, ses paradoxes, sa puissance, ses contrastes.

Toutes les raisons de l'aimer aussi pour ça !

1. Le budget de la ville de Paris, en 2006, est de 260 millions d'euros.

AU-DELÀ DE LA HAINE

Film de **OLIVIER MEYROU**

TEDDY DU MEILLEUR FILM DOCUMENTAIRE (FESTIVAL DE BERLIN, 2006),
SORTIE EN SALLES LE 14 MARS 2007

Teddy Award / Meilleur documentaire / FESTIVAL DE BERLIN 2006
"On a rarement vu un film aussi humaniste sur un sujet riche et complexe : la haine, la nécessité de la justice et le pardon"
France Inter
"Une magnifique méditation sur la tolérance"
Télérama
au-delàdelahaine
un film de olivier meyrou
CNC

PAR DENIS QUINQUETON
mars 2007

On voudrait ne rien ajouter, ne rien écrire sur le film d'Olivier Meyrou, de peur d'être vulgaire et grossier, comparé à la finesse dont il témoigne. Rien, sinon une évidence : allez le voir, pour un moment d'humanité prodigieuse. De ces moments, pas si courants, qui vous tirent vers le haut, vraiment vers le haut, vers les cimes. Images, musique et paroles vous conduisent toutes ensemble à penser au sens de la vie dans nos sociétés, aux discriminations, aux exclusions, aux valeurs et à leurs traductions dans des actes, fût-ce dans des circonstances dramatiques. Et puis à autre chose, qui nous tenaille depuis pas mal de temps, peut-être depuis que l'on a aboli la peine de mort en France, cette marque infamante de la vengeance sur la justice des hommes : qu'est-ce que cette justice ? Quelle est la finalité de la peine ? Que signifie la sanction ? Tout cela en une heure et 25 minutes !

Le film documentaire d'Olivier Meyrou prend appui sur ce qu'ont vécu, ces dernières années, Marie-Cécile et Jean-Paul Chenu et leurs enfants. D'abord il y avait la vie, « les amis, les amours, les emmerdes » comme chantait Aznavour. Le journal que l'on achète au matin d'un lundi, le frère qui n'a pas rappelé depuis samedi, cet échange bienveillant avec l'amant inquiet pour le rassurer : « peut-être voulait-il prendre du champ, je connais mon frère tu sais »… Et puis il y a ce crime évoqué dans le journal, ces détails qui font tiquer, le coup de téléphone au Service régional de police judiciaire de Reims, parce que vous sentez bien que les détails n'en sont pas tout à fait et qu'ils finissent par peser des tonnes. Il y avait la vie. Et soudain, il y eut le chaos : la route vers l'institut médico-légal pour reconnaître un corps meurtri. Cette heure, en voiture, pendant laquelle on tente d'échapper à l'horreur qui s'abat. Ce laps de temps au cours duquel l'esprit se cherche en vain un chemin d'espoir, fait mine d'apercevoir une issue à l'impasse qui s'impose. Un de ces moments où, parce que l'on est humain, simplement et pleinement humain, on veut échapper à l'évidence barbare, croire que tout ceci n'est pas réel, pas possible. Tout ceci ? Tout ! Ne pas croire que trois néonazis aient frappé sans merci et jusqu'à le tuer un garçon homosexuel qui passait par là… Ne pas croire que ce garçon sauvagement assassiné fut ce grand frère à qui l'on vient de laisser un message, pour qu'il donne signe de vie… Et puis viennent les signes qui ne trompent pas. Des visages et des regards, tout de compassion, qui vous accueillent et finalement les photos, puis la reconnaissance du corps laissé sans vie, sans papier d'identité et presque sans visage dans

l'étang d'un parc public à Reims. Une deuxième épreuve attend la sœur de François Chenu : prévenir ses parents, leur dire que François, le grand frère, le fils aîné est mort, assassiné, pour ce qu'il était, et parce qu'il était là.

730 jours après le meurtre de leur fils François, Jean-Paul et Marie-Cécile Chenu ont accepté de se livrer à la caméra d'Olivier Meyrou pour un documentaire qui va des tripes à la tête. Avant, pendant et après le procès des trois assassins devant la cour d'assises de Reims, ce film est le témoin du chemin de salut choisi, en conscience, par ces parents, ces sœurs, ce frère. Il est le miroir de ce chemin de reconstruction, frayé petit à petit, qui commence par, comme l'écrit Robert Badinter dans le dossier pédagogique, « amener les meurtriers de leur fils à prendre la mesure de leur crime, à se voir enfin tels qu'ils sont, dans leur indignité, dans leur barbarie ». Un chemin qui commence par là mais ne s'y enferre pas, allant au-delà de la haine, s'éloignant du désir de vengeance pour savoir et comprendre. Tout est là. Et plus que le témoin ou le miroir, ce film est l'écrin de la sublime humanité de Jean-Paul et Marie-Cécile Chenu, ce cadeau si précieux qu'ils nous font depuis leur effroyable douleur. Parce que, bien sûr, ils ont trouvé le moyen de rester debout. Au lieu de jeter aux orties les valeurs humanistes et républicaines qui fondent leur appréhension de la vie et l'éducation qu'ils ont donnée à leurs quatre enfants, ils se sont appuyés dessus, puissamment, pour faire face aux agresseurs qui ont mis leur vie en lambeaux. Comme François Chenu roué de coups qui, comme l'évoque un agresseur lors du procès, encore tout à son ignominie, les a – je cite – « insultés »… en les traitant de « lâches ».

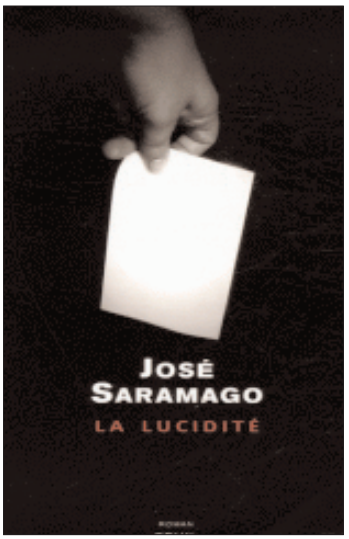
Et comme François Chenu a « insulté » si pertinemment ses agresseurs, lui et sa famille nous dérangent en choisissant de s'éloigner de la vengeance pour retrouver la vie, pas comme « avant », mais la vie tout de même. Il aurait été plus simple pour nous, qui ne sommes pas engagés intimement par cette histoire, de hurler à la vengeance, à la mesure de l'horreur du crime, de résumer François Chenu à son homosexualité, puis de passer à autre chose. Seulement voilà, François Chenu était un homme libre et l'a prouvé jusqu'au bout. Et sa famille avec lui. Alors la question sur cette société qui classe, résume et exclut, qui permet la barbarie et enferme jusqu'aux victimes dans la spirale de la violence, alors vengeresse, est posée par ce film et par cette histoire. « Cette parole partagée, notent Marie-Cécile et Jean-Paul Chenu à propos du film, s'est avérée très constructive puisqu'elle nous engageait ensemble dans une réflexion ». Cette « parole partagée » semble faire écho à la voix du Jaurès philosophe qui, il y a un peu plus d'un siècle, du haut de la tribune de la Chambre, réclamait avec force et courage que la justice ne considère pas qu'il pouvait être des « individus maudits, socialement maudits, qui sont à jamais incapables de se relever », qui demandait que l'on ne renonce pas au « progrès social », au « progrès de l'éducation et de la justice », qui implorait presque que l'on n'envoie pas à la société « le signal du désespoir volontaire, systématique et éternel, (…) signifiant que la voie est barrée, que l'espérance humaine ne passera pas ». Parce qu'en effet, renonçant à « l'espérance humaine », on abdique notre propre humanité. Alors il ne reste que de la violence. La grandeur de Jean-Paul et Marie-Cécile Chenu est de l'avoir compris, sans doute un peu instinctivement au début, et d'avoir trouvé dans leur éducation, leur culture, la force de résister à notre société, et parfois à des proches choqués, qui les poussaient vers la vengeance. La force d'Olivier Meyrou est d'avoir pris le temps de capter cette grandeur humaine et d'avoir eu la finesse de nous la restituer.

« Cette attitude d'écoute, cette proximité respectueuse, notent encore M. et Mme Chenu, a permis à Olivier de réorienter l'objectif de départ du documentaire et de réaliser un travail universel qui interpelle bien au-delà de ce que nous pouvions

espérer ». A l'inverse de cette journaliste de télévision qui apparaît furtivement dans la salle des pas perdus du Palais de justice de Reims et s'avère indécente tellement elle semble légère. Ce n'est sans doute pas sa personne qui est en cause, mais plutôt ce qu'on lui a demandé de faire et les conditions dans lesquelles on lui impose de le faire : pas le temps de savoir ni de comprendre pour faire partager, juste le temps d'apercevoir pour montrer...

« Cette attitude d'écoute » donne aussi à ressentir le travail de la justice, invisible puisqu'on ne filme pas dans une salle d'audience, mais tellement présent. Elle donne à penser cette justice, processus humain complexe judicieusement créé pour nous détourner de la barbarie. Si la justice en pince pour la vengeance, autant faire des économies et livrer directement les coupables aux victimes ou à leurs proches. C'est bien sûr le piège qu'il faut éviter pour créer les conditions d'une prise de conscience du crime commis, de la peine qui va en découler et préparer la suite. Parce que suite il y aura. C'est la force de ces audiences, observe le réalisateur, qui permettent aux trois agresseurs de réaliser qu'ils « n'ont pas tué une ombre dans un parc, mais un fils et un frère ». « Ce crime commis en France à l'aube du XXIème siècle a été notre affaire à tous, indique Mourad Benkoussa, avocat de la défense, au point de me sentir coupable, au nom de mon client, de la mort de François Chenu ». « Défendre l'Humain avec la même dignité qu'exprimée par la famille de François, poursuit-il ; le défendre avec elle, mais surtout face à elle, dans cette salle d'audience, comme pour la leur renvoyer. En définitive, je crois qu'ensemble, nous avons réussi à défendre l'avenir ».

Au-delà de la haine est une œuvre complète et rebelle. Pour Olivier Meyrou, « François Chenu était un résistant, l'homme qui, ce soir-là, avait dit non à l'intolérance, à la haine de l'autre, à la violence ». Pour Mourad Benkoussa, « ce film est un œil résistant ».



LA LUCIDITÉ

JOSÉ SARAMAGO

Editions du Seuil, 2006

PAR MARC VILLEMAIN

décembre 2006

Les petits blancs

Y aurait-il sur l'île canarienne de Lanzarote, où le Nobel portugais José Saramago a posé ses valises, une sorte de microclimat houellebecquien ? On pourrait le penser, tant un certain esprit de subversion mâtiné de pessimisme historique semble y sévir. Rappelons que c'est sur cette petite île volcanique en effet que Michel Houellebecq trouve souvent l'inspiration – il y consacra d'ailleurs un joli recueil – et que c'est sur cette même petite île volcanique, donc, que vit désormais José Saramago, malmené par ses compatriotes après la publication, il y a quinze ans, de *L'évangile selon Jésus-Christ*. Très opportunément, son nouveau roman paraît à l'heure où la société politique française commence à sortir la très grosse et très spectaculaire artillerie qui, dit-on, devra aider les électeurs à choisir celle ou celui qui présidera à leurs destinées : raison de plus pour encourager les acteurs de la campagne qui s'ébroue à lire ce roman peu ordinaire – lequel, sous ses airs gentiment pince-sans-rire, se révèle être une fable redoutablement subversive.

Et comme dans toute fable, le prétexte est assez simple. Imaginez, donc, la capitale d'un pays dont les habitants/électeurs vont se rendre coupables, dans la langue-type du ministre de l'Intérieur, d'une « calamité encore jamais vue dans la longue et laborieuse histoire des peuples connus » : comprenez, en fait, que 83 % d'entre eux ont voté blanc lors de la dernière consultation municipale. Sans doute une partie de l'électorat est-elle restée l'irréductible obligée du civisme partidaire, mais, au poids, le triomphe des « blanchards » est on ne peut plus indiscutable. Triomphe qui n'est d'ailleurs absolument pas vécu comme tel par lesdits blanchards, l'injonction civique qui les a conduits à ce vote n'étant pas moins impérative ni moins noble que celle qui en conduisit d'autres à soutenir, qui le *pdd* (parti de droite), qui le *pdc* (parti du centre), qui le *pdg* (parti de gauche). Ils n'auront donc fait ici, dans un mouvement qui ne manque ni de panache, ni d'élégance, qu'appliquer le droit électoral *stricto sensu.* De quoi, vous en conviendrez, ébranler le bel édifice démocratique, ses routines, sa dramaturgie éprouvée, son petit théâtre des procédures. Dans un souci légaliste incontestable, le peuple s'apprête donc à gouverner le gouvernement, à retourner, non contre lui mais contre une tradition tellement ancestrale qu'elle a fini par en devenir impensée, insensée, l'usage du droit. Du moins est-ce ce qui se profile dans les premières pages – d'anthologie – où nous assistons, goguenards, au désarroi du prési-

dent d'un bureau de vote, de ses assesseurs, de ses suppléants et de ses *entourages*, tous membres d'un petit personnel politique campé avec une drôlerie d'autant plus cruelle que le narrateur ne ménage pas sa commisération. C'est que les premiers indices de la tragédie ne tardent pas à sourdre : le ciel lui-même est de la partie, la pluie se déverse sans discontinuer, et les ouailles électrices tardent à venir accomplir leur devoir.

C'est à une belle réflexion que nous convie José Saramago, tellement belle que nous en avions omis de penser qu'elle pouvait avoir quelque incarnation crédible : que devient une démocratie lorsque ses membres usent, jusqu'en ses plus ultimes conséquences, de ce qu'elle autorise, justifie et légitime ? La réponse ne se fait pas attendre : d'autant plus malmenée quand elle l'est dans le scrupuleux respect de ses propres procédures, la démocratie laisse place à une société qui n'est pas sans rappeler la société imaginée (quoique…) par George Orwell. Les dirigeants demeurent en place – étant entendu qu'il n'est nullement question de révolution – mais, au nom de la sauvegarde de la démocratie, usent désormais des armes traditionnelles du totalitarisme le plus éprouvé – surveillance tous azimuts, écoute téléphonique, filature, délation, désignation de boucs émissaires, fabrication de coupables et assassinat. Tout ici est cul par-dessus tête : le gouvernement se voit peu ou prou contraint à *décréter l'anarchie*, et le ministre de l'Intérieur lui-même exige des éboueurs qu'ils se mettent en grève – afin de montrer aux blanchards ce qu'il en coûte de défier les partis. En montrant, de l'intérieur, le fonctionnement d'un pouvoir qui croit tout entier à la technique de la carotte et du bâton, technique « appliquée principalement aux ânes et aux mules dans les temps anciens, mais que la modernité a adaptée à l'usage humain avec des résultats plus qu'appréciables », c'est au tropisme infantilisant qui guette toute démocratie que Saramago s'attaque entre autres maux. Le président, qui parle « comme un père abandonné par ses enfants bien-aimés, perdus, perplexes », ne manque d'ailleurs pas d'avertir : « de même que nous interdisons aux enfants de jouer avec le feu, de même nous avertissons les peuples que jouer avec la dynamite est contraire à leur sécurité ». L'avertissement sera suivi d'effets.

La grande pertinence de ce roman réside autant dans le sujet – la délitescence de la culture démocratique, en un mot – que dans le style, allègre, vif, corrosif, de haute tenue mais comme libre de toute attache, qui résonne parfois d'un rire où l'on peut entendre quelque chose de secrètement diabolique – en fait la marque d'une tristesse. L'auteur, qui, rappelons-le, est âgé de quatre-vingt-deux ans, ne s'attache pas sans raison à ce tableau déconfit des mondes qui s'effondrent. Qu'il le fasse avec le sourire n'aide pas à faire passer la pilule, bien au contraire : nous rions, certes, mais nous rions aussi parce que ce paysage n'est pas sans ressemblance avec celui que nous avons, là, aujourd'hui, sous nos yeux.

Dans son superbe *Millenium People*, J.G. Ballard avait décrit, non sans lyrisme ni mauvais esprit, la révolution à venir des classes moyennes ; ici, José Saramago nous donne à voir la rébellion de citoyens devenus indifférents aux mimiques du pouvoir. Et, ce faisant, pose la question qui agita en son temps le Portugal de la Révolution des Œillets : la vie peut-elle s'organiser sans la politique ? Non, nous répond ce texte autrement civique que ce qu'il y paraît de prime abord – et en dépit, peut-être, de la secrète espérance du narrateur. « Comme les citoyens de ce pays n'avaient pas la saine habitude d'exiger le respect systématique des droits que leur conférait la constitution, il était logique et même naturel qu'ils ne se soient même pas rendu compte que ceux-ci avaient été suspendus » : autrement dit, la démocratie ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. L'avertissement vaut en tout lieu, et en toute époque.

UN HOMME EST MORT

KRIS et ETIENNE DAVODEAU

FUTUROPOLIS, 2006

PAR DENIS QUINQUETON

décembre 2006

L'histoire, la nôtre, se révèle parfois petit à petit.

Comme si, sous un dessin obligeamment peinturluré sur du papier photographique, apparaissait, après un passage dans le bain révélateur du temps, une image plus authentique et moins riante. Moins simpliste aussi. On a découvert, ces dernières années, l'histoire moins caricaturale de la France occupée, qui ne fut pas peuplée que de héros. On a découvert que la guerre d'Algérie, qui vit sombrer institutionnellement une République qui s'y perdit, ne commença peut-être pas à la Toussaint 1954 mais à Sétif en 1945. On a découvert qu'on pouvait être haut fonctionnaire servant une dictature, puisqu'il faut bien appeler les choses par leur nom, puis la République sans que celle-ci soit effarouchée. On a découvert ? Non, on s'est souvenu, on s'est… révélé ces épisodes et bien d'autres qui interrogent notre conscience citoyenne. Comme si, par ces souvenirs progressifs, on voulait épargner à celle-ci de crouler sous les questions, comme si on voulait la ménager un peu.

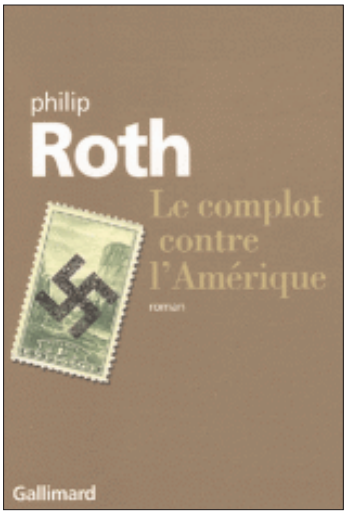
L'histoire racontée par Kris et Etienne Davodeau est de celles-là. Ces deux-là grattent le dessin peint du début des Trente Glorieuses pour laisser apparaître la photo… Fût-ce en bande dessinée.

Avril 1950, René Vautier, le futur auteur, entre autres, du film *Avoir vingt ans dans les Aurès* est invité par la section brestoise du bâtiment de la CGT à venir filmer cette ville en reconstruction et en ébullition où des ouvriers du bâtiment, alliés aux dockers, aux traminots, à ceux de l'arsenal, demandent un meilleur salaire. La ville est littéralement en état de siège policier, ce qui n'effraye pas le cinéaste : « Deux cars de flics, ça fait combien de flics ? Euh… je sais pas… une soixantaine ? Hé non. Ca fait un demi-flic ! ». Venant d'Irlande, il débarque à Douarnenez : « tous les perdreaux sont à Brest ! » Et il arrive à Brest le lendemain d'une manifestation « interdite » qui se solda par la mort d'un ouvrier, tué par la police, et de dizaines de blessés. Le jeune homme tué d'une balle dans la tête le 17 avril 1950 s'appelait Edouard Mazé. René Vautier en tirera un film, documentaire dirait-on aujourd'hui, avec pour commentaire un poème de Paul Eluard : « un homme est mort qui n'avait d'autre défense que ses bras ouverts à la vie »…

La destinée de ce film et de son commentaire poétique, racontée par Etienne Davodeau et Kris, n'est vraiment pas banale. Vraiment pas. Tellement pas qu'il serait inconvenant de la résumer. A vous de voir, de la découvrir, de vous émouvoir, de comprendre. A vous de saisir, aussi, l'actualité de cette

histoire bien française et pourtant universelle, de cette histoire « qui souhaite envisager un futur possible sans pour autant trahir le passé », selon les mots d'Howard Zinn dans *Une histoire populaire des Etats-Unis*, cité par les auteurs. Cette histoire de femmes et d'hommes qui se sont organisés pour obtenir un meilleur salaire de patrons qui construisaient sous leurs yeux de confortables maisons et avaient visiblement de quoi les payer. Cette histoire de femmes et d'hommes à qui l'on expliquait que les gens riches méritent de s'enrichir, pendant que d'autres mangent peu et ne s'habillent que froidement, et que c'est même le signe d'une bonne marche de la société. Cette histoire de femmes et d'hommes qui demandaient une autre considération à une « élite » – le mot est-il bien choisi ? – tellement prompte à faire passer l'ordre pour la justice ignorant que le premier était dépourvu de sens et plein de violence sans la seconde.

Enfin, on referme ce grand livre rouge sang qui raconte cette histoire de femmes et d'hommes pauvres et humiliés en colère. Et l'on fredonne la chanson de Ferrat qui n'a pas tant vieilli que ça : « Picasso tient le monde au bout de sa palette / Des lèvres d'Eluard s'envolent des colombes / Ils n'en finissent pas tes artistes prophètes / De dire qu'il est temps que le malheur succombe / Ma France / Leur voix se multiplient à n'en plus faire qu'une / Celle qui paie toujours vos crimes, vos erreurs / En remplissant l'histoire et ses fosses communes / Que je chante à jamais celle des travailleurs / Ma France ».



LE COMPLOT CONTRE L'AMÉRIQUE

PHILIP ROTH

EDITIONS GALLIMARD, COLLECTION « DU MONDE ENTIER », 2006

PAR DENIS QUINQUETON

septembre 2006

Commençons par l'essentiel : il faut lire le dernier Roth ! Ceci étant écrit, amis lecteurs : vous vous précipitez chez un libraire ou vous lisez la suite…

Il faut lire le dernier roman de Philip Roth d'abord pour l'habituel talent de l'auteur et son humour, même si le sujet est grave. Pensez-donc, Philip Roth a choisi comme point de départ la victoire de Charles Lindbergh, candidat républicain pronazi et aviateur, face au mythique président sortant Franklin Delano Roosevelt lors de l'élection présidentielle de 1940...

La fiction se glisse dans un interstice de l'histoire, pendant cette période où la Deuxième Guerre mondiale ne fut pas imposée aux Etats-Unis, grosso modo jusqu'à l'attaque surprise japonaise de Pearl Harbour. Et Philip Roth n'a eu qu'à forcer le trait, l'Amérique isolationniste ayant réellement existé. Charles Lindbergh, lors d'un meeting d'America First le 11 septembre 1941, rangea « la race juive » parmi ceux qui poussent avec le plus de force et d'efficacité l'Amérique à la guerre, « pour des raisons qui ne sont pas américaines », après avoir considéré dans son journal en 1939 qu'il y avait « trop de Juifs à New York dans l'état actuel des choses. En petit nombre, ils donnent de la force et du caractère à un pays, mais quand ils sont trop nombreux ils engendrent le chaos ». Rappelons également qu'il reçut des mains de Goering la Croix de l'Aigle allemand, décernée aux étrangers pour services rendus à l'Allemagne nazie, en octobre 1938. Son épouse, Anne Morrow Lindbergh, critiqua, pour sa part, « cette idée strictement puritaine qui a cours chez nous, selon laquelle les dictatures sont forcément condamnables, mauvaises, instables, et qu'il ne peut en sortir aucun bien ». Le sénateur du Montana Burton K. Wheller, chaud partisan du président Roosevelt au début des années 1930 avant de s'opposer à lui à partir de 1937, proposera publiquement dans les années 1940-1941 un « plan en huit points pour négocier avec Hitler » et participera à la création de l'organisation réactionnaire et isolationniste « America First » dont le nom constitue une sorte de programme d'action peu équivoque. Aussi peu équivoque que ces propos d'Henri Ford, qui avait une longueur d'avance sur ses comparses, tenus devant des cadres de son entreprise, pendant la Première Guerre mondiale : « Je sais qui est cause de la guerre. Ce sont les banquiers judéo-allemands. J'en ai la preuve, je vous parle de faits. Ce sont les banquiers judéo-allemands qui ont causé la guerre ». Et ainsi de suite. Sans diminuer aucunement les mérites de

l'auteur, on peut dire que les protagonistes du roman de Philip Roth furent donc faciles à trouver !

Mais au-delà des aventures de la famille Roth, de leurs voisins, et des principaux leaders politiques du moment, ce *Complot contre l'Amérique*, ce récit de ce que n'a pas été l'histoire de l'Amérique est aussi, quoi qu'il s'en soit défendu au cours de quelques interviews, une adresse assez subtile à l'Amérique d'aujourd'hui… unilatéraliste et chrétienne en diable, où gouvernance et vérité n'entretiennent plus guère de rapports !

Au-delà, encore, l'œuvre de Philip Roth a une dimension universelle qui lui est donnée par le personnage principal, Philip Roth lui-même, alors âgé de sept ans et qui se fait narrateur.

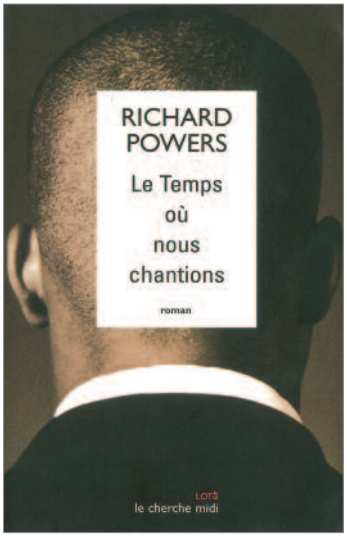
Enfant, je me souviens de la peur qui m'a saisi quand une vache que mon grand-père tenait au bout d'une corde commença à se dresser sur ses deux pattes arrières suite à je ne sais plus quelle contrariété. Sur ces quatre pattes, la bête ne me rassurait pas spécialement. Mais dans ce mouvement iconoclaste, elle prit des allures de monstre qui me fit chercher refuge assez loin de son rayon d'action. Plus tard, quand j'ai repensé à cette scène, j'ai bien sûr compris la raison de ma peur. Je la voyais d'en bas, de ma taille d'enfant, en contre-plongée en quelque sorte. Et bien Philip Roth porte le même regard sur la bête immonde – réellement immonde celle-là. L'enfant porte un regard effaré sur les errements racistes et haineux des femmes et des hommes de son époque et, parfois, de son entourage. Et ce regard, effaré et naïf, est bien plus efficace que la première profession de foi antiraciste venue, tant les rappels à faire sont basiques : « les hommes naissent et demeurent libres et égaux… ». On a beau se le répéter, en être profondément convaincu même, on sait aussi la force dérisoire de ces mots face à la barbarie. Ils sont tellement, constamment et concrètement battus en brèche par les régimes démocratiques, ceux-là mêmes qui disent sincèrement les défendre, que nous sommes presque parvenus à les vider de sens, ces mots simples et beaux qui disent à la fois l'unicité de l'humanité et le caractère sacré de notre condition d'homme. Autre chose est la réflexion d'un enfant sur le sort imposé à sa famille, ses relations avec ses camarades de classe, les bribes d'actualité que ses parents laissent filtrer jusqu'à lui. Bref, *Le complot contre l'Amérique*, c'est une dérive raciste et autoritaire vue d'un mètre vingt de haut.

En le lisant fin juillet, étalé sur une plage des Pyrénées-Orientales écrasée d'un soleil de canicule et balayée par une petite et bienvenue tramontane, je me suis revu le 1er mai 2002, place de la République, au milieu de ce qu'il fallut bien appeler une marée humaine qui manifestait son effroi suscité par la participation du candidat d'extrême-droite au deuxième tour de l'élection présidentielle. Sans la remettre en cause – dans le doute… ! – quelque chose me semblait vain dans cette démarche. Le résultat de l'élection était connu d'avance et nous ne nous trouvions pas dans un processus de confiscation du pouvoir mais dans le cadre d'une élection régulière organisée dans une démocratie mature. Je ne voyais pas bien à quoi mènerait de morigéner comme nous le fîmes les deux votants sur dix qui s'égarèrent ou s'enterrèrent dans cette impasse politique, puisque c'est précisément eux qu'il faudrait convaincre de l'absence d'issue qu'impliquait leur choix. Il y avait, je crois, dans cette manifestation des traces de la culture antifasciste de la gauche du XXème siècle – mais nous étions au XXIème siècle ! – qui supposait que lesdits fascistes devaient prendre le pouvoir par la force, ce qui impliquait qu'on leur oppose, même symboliquement, le désordre de la rue. Je ne voyais pas non plus quel processus – même si je le sais possible – nous mènerait d'une démocratie libérale à un pays raciste. Je ne voyais pas bien comment on pouvait gouverner à l'extrême-droite sous les auspices d'une Constitution qui donne à la déclaration des droits de l'homme une force constitutionnelle. Je ne voyais

pas bien… Philip Roth l'écrit et le décrit avec une clarté éclatante et effroyable. De petites lâchetés individuelles en programmes gouvernementaux anodins, sans oublier quelques trouvailles communicantes qui effacent l'esprit critique de ceux dont la fonction sociale est justement d'avoir un esprit critique surdimensionné, on voit au cours du Complot contre l'Amérique comment le cœur même d'une démocratie libérale peut être atteint profondément par des racistes. On s'y rappelle, par exemple à l'occasion de la visite familiale à Washington, la force du discours – acte politique aujourd'hui dangereusement amoindri puisque paraît-il il faut agir à tous prix –, la force de la parole politique, dans le comportement individuel des citoyens et donc le fonctionnement de la société : ce qu'il libère et ce qu'il rend tabou…

Enfin, Philip Roth refuse la caricature. Il dénonce, bien sûr les discours d'America First, mais dans son regard d'enfant, le monde qui le côtoie n'est pas séparé entre les bons et les méchants. C'est un cousin aux allures de héros qui s'engage dans l'armée canadienne pour aller faire la guerre en Europe contre Hitler et qui revient éclopé pour finir vaguement truand. C'est son frère qui se fait bon public des programmes gouvernementaux insidieusement racistes. C'est cette tante pas très solide intellectuellement qui se laisse éblouir par une success-story aux dépens des siens et – pire – aux dépens de sa propre humanité. C'est cet oncle indifférent alors que l'essentiel est en cause. Alors les souvenirs de mes doutes de 2002 se sont estompés à mesure que Philip Roth me donnait des réponses. Et c'est Eric-Emmanuel Schmitt qui m'est revenu en mémoire. Dans *La Part de l'autre*, il imagine l'histoire si, le 8 octobre 1908, l'école des Beaux-Arts de Vienne n'avait pas recalé un jeune candidat nommé Adolf Hitler. « Un livre humain, terrible et nécessaire », commenta un critique littéraire à la sortie du livre. Dans une postface qui augmente l'édition de poche, Eric-Emmanuel Schmitt fait état de ses doutes et de ceux de son entourage quand il s'est attelé à ce livre « terrible et nécessaire ». Puis il y apporte une ferme et convaincante réponse : « Aujourd'hui, les hommes caricaturent Hitler pour se disculper eux-mêmes. La charge est inversement proportionnelle à la décharge. Plus il est différent, moins il leur ressemble. (…) Dangereuse naïveté. Angélisme suspect. Tel est le piège définitif des bonnes intentions, poursuit-il. Bien sûr Hitler s'est conduit comme un salaud et a autorisé des millions de gens à se comporter en salauds, bien sûr il demeure un criminel impardonnable, bien sûr je le haïs, je le vomis, je l'exècre, mais je ne peux pas l'expulser de l'humanité. Si c'est un homme, c'est mon prochain, pas mon lointain ». Et Schmitt de conclure : « Hitler est une vérité cachée au fond de nous-mêmes qui peut toujours resurgir ». Brecht n'avait pas dit autre chose dans *La résistible ascension d'Arturo Ui* avec sa célèbre formule : « Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde ». Mais dans une société comme la nôtre, tellement prompte à offrir une séance de manucure au sage qui montre la lune avec son doigt, nous oubliâmes que le ventre en question n'est pas un organisme étranger : il est en chacun de nous et c'est précisément pour cela qu'il est « encore fécond ».

Philip Roth nous offre avec *Le Complot contre l'Amérique* une nouvelle occasion de regarder la lune en oubliant le doigt. Il sonne comme un utile et efficace rappel pratique de quelques principes et notamment celui-ci : dénoncer une cause unique à un mal, désigner une catégorie ennemie, ce n'est pas réfléchir, c'est caricaturer, accuser en se dispensant d'expliquer. Je vous l'avais bien dit : il faut le lire !



LE TEMPS OÙ NOUS CHANTIONS

RICHARD POWERS

Editions Le Cherche Midi, mars 2006
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nicolas Richard

PAR MARC VILLEMAIN

juin 2006

Master class

Ce dimanche de Pâques, 9 avril 1939. La contralto Marian Anderson chante, à Washington, en plein air, devant le monument dédié à Abraham Lincoln. Bien avant la grande marche des droits civiques d'août 1963, à l'endroit même où Martin Luther King lancera son « rêve » à la face de l'Amérique, le pays tout entier ou presque se laisse empoigner par la voix de la chanteuse. Ce moment symbolique de l'histoire américaine faillit pourtant ne pas se produire : pour cause de négritude, Marian Anderson s'était vue refuser le Constitution Hall ; c'est Eleanor Roosevelt, démissionnant de la très aristocratique association des « Filles de la révolution », qui permettra que le concert se tienne, aux pieds, donc, de celui qui abolit l'esclavage.

Ici est le point de départ du roman de Richard Powers. Ce jour de Pâques en effet, au cœur de ce « fleuve humain » à la couleur mêlée, David Strom, émigré juif blanc tout juste arrivé d'Allemagne, rencontre sa future épouse, Delia Daley, une jeune Noire mélomane qui rêve de devenir cantatrice. Ce jour même où, « lorsque cette femme noire se mit à chanter les lieder de Schubert, toute l'Amérique, même la plus sauvage, se rendit compte que quelque chose ne tournait pas rond dans le pays ». Car « pendant un moment, ici, maintenant, s'étirant le long du bassin aux mille reflets, selon une courbe qui va de l'obélisque du Washington Monument à la base du Lincoln Memorial, puis s'enroule derrière la cantatrice jusqu'aux rives du Potomac, un Etat impromptu prend forme, improvisé, révolutionnaire, libre – une notion, une nation qui, pendant quelques mesures, par le chant tout du moins, est exactement ce qu'elle prétend être ». C'est dans la foi de cette « nation » sans Etat ni frontières que David Strom et Delia Daley vont bâtir, non seulement leur union, mais leur famille : Jonah, dont la « voix semble assez forte pour guérir le monde de tous ses péchés », et qui deviendra l'un des plus grands ténors au monde ; Ruth, la petite sœur, dont le don inouï pour le chant ne survivra pas au décès de la mère, morte dans un incendie dont tout laisse à penser qu'il fut en fait criminel, et qui reniera l'éducation familiale pour s'engager aux côtés des Blacks Panthers ; Joseph enfin, dit Joey, le narrateur, scribe mélancolique de l'épopée familiale, qui liera son destin à celui de Jonah et tentera jusqu'au bout de maintenir l'unité de la famille.

David et Delia, le paria du Vieux Monde anéanti par l'antisémitisme et la descendante des esclaves

africains, vont se lancer de concert dans une folle entreprise : élever leurs enfants en dehors du monde ; mieux : dans une forme de retraite qui leur permettra, une fois devenus grands, de rebâtir le monde à de nouvelles aunes, au-delà du noir et du blanc, au-delà de la couleur – mais d'aucuns entendront : « comme des Blancs ». « On leur parlera de l'avenir » se disent-ils, car l'avenir est « le seul endroit supportable ». Ils vibrent aux promesses d'un fol idéal qui consiste à vouloir épargner aux siens les horreurs d'une humanité qui, en renonçant, ne fait que choir : chez eux, à l'abri des hommes, avec la musique au cœur comme seul espoir de traverser les frontières, ils abolissent le temps et les races. « Nous pouvons être notre propre peuple », confie David à Delia ; « défendez vos couleurs », enjoint-il aux enfants qui savent bien, eux, que le métissage se heurte toujours aux limites du regard des autres, les Noirs autant que les Blancs. Il s'agit de chanter comme on résiste ; de chanter, non pour le simple plaisir de chanter, non pour alléger la vie, mais parce que la musique est le seul véhicule qui conduise à l'universel. Folie pure que de croire possible d'interdire au monde qu'il nous atteigne ; comment grandir, comment survivre même, dans un monde dont on ignore tout, dont on a sciemment, fût-ce pour la plus noble des causes, été écarté ? Jonah, même au faîte de sa carrière, le Jonah parcourant non le monde mais ses estrades, le Jonah globe-trotter ovationné sur les plus grandes scènes humaines, le Jonah dont la vie s'enflamme à la seule perspective de redonner vie aux motets et aux madrigaux de la Renaissance (« Rien de postérieur à 1610 », exige-t-il), Jonah demeurera longtemps, pas toujours mais longtemps, un enfant, un de ces êtres immatures et touchants qu'aucune violence humaine ne suffit jamais à détourner de l'essentiel – de l'art. Joey lui-même, tellement moins enthousiaste, tellement plus mélancolique, tellement plus sujet à la dépression sans doute mais tellement plus perméable aussi au destin de la condition humaine, avouera avoir compris sur le tard « que ce que la plupart des gens attendaient de la musique, ce n'était pas la transcendance, mais une simple compagnie : une chanson tout aussi empreinte de pesanteur que les auditeurs l'étaient, guillerette sous sa lourdeur écrasante. (…) De toutes les chansons, seules les joyeusement amnésiques vivent pour l'éternité dans le cœur de leurs auditeurs ». C'est à ce paradoxe que vont se heurter Jonah et Joey – Ruth, elle, est déjà ailleurs, qui doit lutter pour retrouver ses origines ; pour chanter le beau des promesses humaines, il faut se retirer de la vie des hommes.

Soixante années et plus de l'histoire américaine vont ainsi défiler. Et elles commencent bien, ces années. La famille chante, tous les soirs elle réinvente la musique. Sa langue même n'est plus que musique. On apprend à respirer, à souffler, à tenir la note, à vider le silence, on respire ainsi, en chantant, on se parle et on apprend à se connaître en citant tel opéra ou tel air ancré dans les mémoires populaires ou savantes. Chaque soirée en famille est un festival pour les sens et l'esprit : chanter est leur unique jeu de société. Un jeu qu'ils ont inventé d'ailleurs, et qu'ils appellent « le jeu des citations folles ». Le cadre est précis, toutes les règles sont permises : c'est la naissance de l'improvisation. On lance un chant, puis, derrière, un autre vient s'y greffer, et encore un autre, jusqu'au moment où l'enchevêtrement des contrepoints finit par donner naissance à une nouvelle ligne où Mendelssohn vient se heurter à Cole Porter, telle basse gospel à tel aria de Mozart, et ce n'est plus qu'une longue conversation où les questions posées brillent autant que les réponses, tout se terminant toujours « en tête-à-queue hilarants, celui qui se faisait éjecter du manège ne manquant jamais d'accuser l'autre de falsification harmonique déloyale ». C'est une explosion quotidienne et perpétuelle de talent, de lyrisme et de joie. Mais ce qui n'est alors – et c'est déjà beaucoup – qu'une hygiène de vie, qu'une matrice pour l'éducation et l'élévation, tourne vite à la révélation. Et c'est lors d'une de ces innombrables soirées, quand Jonah n'est encore qu'un enfant, que

David et Delia vont réaliser ce à quoi ils ont donné naissance : « Maman commence avec Haydn ; Da y applique une folle couche de Verdi. (...) Et puis soudain, sans crier gare, Jonah ajoute avec une impeccable justesse sa version du « Absalon, fili mi » de Josquin. Ce qui lui vaut, à un âge si tendre, un regard effrayé de mes parents, plus effrayé que tous les regards d'inconnus auxquels nous ayons jamais eu droit ».

Tout s'emballe. On voudra pour les enfants ce qu'il y a de meilleur, les plus grands professeurs, les plus grandes écoles – celles du moins que n'effraie pas la perspective de compter des Noirs en leur sein. Car tout se recoupe, la vie nous rattrape toujours et, pour l'heure, le monde ne vit pas au-delà des considérations de race. La petite Ruth bouleversera son jury, surtout une « frêle dame blanche de l'âge de sa mère, émue aux larmes par la musique et la honte » : bouleversée ou pas, l'école n'admettra pas la talentueuse petite négresse. Le talent, pas même le succès, n'y changent quoi que ce soit. Ainsi lors de cette audition que passe Jonah, qui doit chanter avec une soprane le premier duo d'amour de l'acte deux de Tristan. « Au bout de deux minutes environ, Melle Hills commença à comprendre qu'elle était en train de jouer une scène d'amour avec un Noir. Elle s'en rendit compte progressivement, par ondes successives, au fil des accords flottants. Je vis l'incertitude se transformer en répugnance, tandis qu'elle essayait de comprendre pourquoi on lui avait tendu ce piège ». Une fois l'audition terminée pourtant, la soprane « leva la tête, rayonnante et déconfite. Elle avait voulu ce rôle plus qu'elle n'avait voulu l'amour. Et puis, l'espace de dix minutes, elle l'avait habitée, cette légende antique du désastre provoqué par l'alchimie. Elle chancelait, encore sous le charme de cette drogue ». Mais le charme est fait pour être rompu, et la couleur de peau pour se rappeler au regard des autres.

Pendant que dehors le monde s'agite, pendant que la police quadrille les quartiers populaires, que la violence légale réprime les émeutes qui, chaque soir, sont la seule actualité possible du pays, pendant que Ruth ajoute son nom à la liste déjà longue de ceux que recherche l'Amérique blanche, Jonah et Joey, les « Jo-Jo » à leur maman, s'enferment dans leur génie propre et passent leur journées à chanter et à jouer ; Jonah, le leader incontestable, Joey plus que jamais et pour toujours le seul pianiste apte à l'accompagner. Ils jouent partout, n'importe où, dans des chambres miteuses ou dans des hôtels, dans le désert américain ou sur les scènes les plus prestigieuses. Ce n'est pas qu'ils ne voient rien venir, c'est que la perfection l'exige. Mais le monde est là, malgré tout, courant d'air qui pénètre par les fenêtres et se moque de l'art comme d'une guigne. Il leur faut presque sortir de l'Amérique pour s'en apercevoir : « Je lus dans un magazine wallon qu'un Américain avait plus de chances d'aller en prison que d'assister à un concert de musique de chambre », semble s'étonner Joey. Les destins se séparent, Jonah s'envole, Joey ne s'y résout pas. « Ou bien l'art appartenait réellement à une époque perdue, ou bien il y avait certains êtres humains qui s'éveillaient un jour vieux, perclus, avec le désir désespéré d'apprendre un répertoire plus lourd que le reste de l'existence, avant que la mort nous enlève à toutes nos tribus ». De cette lucidité, Joey ne se remettra jamais : « Pendant vingt ans j'avais cru que le talent, la discipline et le fait de jouer selon les règles me garantiraient la sécurité. Je fus le dernier d'entre nous à le comprendre : la sécurité appartenait à ceux qui la possédaient ». L'acceptation du monde signera leur entrée dans la vie adulte ; toute la difficulté sera de vivre dans la dignité de la vie humaine sans que l'absolu ne s'en trouve jamais affecté.

Le temps où nous chantions est un des romans les plus vertigineux qui n'aient jamais été écrits sur l'identité américaine. Le *New York Times* et le *Washington Post* l'ont élu livre de l'année, et on a parlé à son propos de Philip Roth, de Garcia Márquez, de Thomas Mann ou de Proust – autrement

dit l'Amérique, l'envergure, la musique et le temps. Mieux que cela pourtant, il révèle celui qui est peut-être un des plus grands écrivains de notre temps – et dont nous attendons désormais la traduction des autres œuvres. La puissance, l'élégance, l'intelligence d'une parole dont le lyrisme est toujours confiné aux lisières du réel font d'emblée de Richard Powers un classique, au sens où il atteint à une universalité qu'aucun truc d'écrivain, aucune martingale de rhétoricien, aucun désir de table rase ne peut salir. C'est dans l'écriture d'un maître que nous entrons dès les premiers mots de cette histoire, cette écriture maintenue en permanence dans une langue qui bannit l'excès, le jugement et la sentimentalité, une écriture qui se tient d'une seule force dans son apparence de fragilité, portée un souffle d'une richesse et d'une simplicité lumineuses.

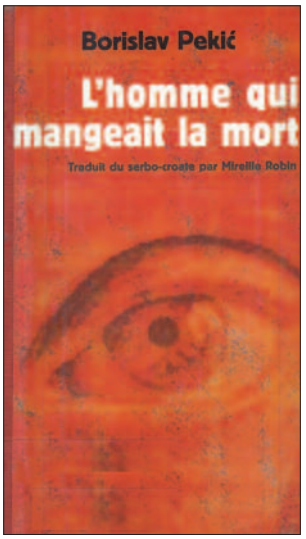
Et puis il y a la musique, dont je ne me souviens pas avoir lu de transposition littéraire aussi éclatante. Or la musique est un défi pour les écrivains, et ils sont nombreux à rêver de pouvoir s'en emparer. Bien sûr nous avons *Mort à Venise* à l'oreille, chant magnifique sans doute mais qui fut d'abord un chant à la mort – ou le chant même de la mort. Bien sûr nous pouvons aussi avoir Au piano, de Jean Echenoz, mais la musique, ici, et quelle que fût la qualité de l'hommage qui lui était rendu, servait plus de décor intérieur ; les notes, s'égrenant comme dans une forme de pointillisme pictural, ne faisaient que moucheter, que compléter le tableau. Et Christian Gailly, bien sûr, qui a fait de la musique la matrice autour de laquelle les histoires s'enroulent, et qui parvient comme personne à nous donner l'impression de tenir nous-mêmes un saxophone ou, tout en lisant, de jouer rubato au clavier ; mais si chez Gailly la musique peut expliquer l'histoire, elle n'explique pas, seule, les destins : elle demeure dans l'ordre d'un impressionnisme sensible, fût-il musical par nécessité. C'est donc un défi pour les écrivains parce qu'il n'est rien de plus hardi que de faire sonner les mots, non seulement au gré d'un rythme, mais selon les lignes d'une musicalité intérieure tellement ancrée que la parole elle-même en devient symphonie. C'est un défi technique enfin, parce que vous aurez beau user de tout l'abécédaire musicologique, vous aurez beau écrire les mots *alto* ou *ténor*, vous aurez beau avoir à l'esprit une certaine tonalité, ou décortiquer une gamme chromatique ou pentatonique, vous serez toujours exposé à l'écueil de la froideur, de l'explication mécanique, du brio. Dire d'une symphonie qu'elle est « grandiose », d'un standard qu'il est « inoubliable », d'une chanson qu'elle est « populaire », ne nous fera jamais entendre la moindre note, la moindre harmonie, le moindre écho de la symphonie, du standard ou de la chanson. Défi, donc, parce que musique et écriture s'adressent à des sens qui, s'ils se complètent, n'en sont pas moins distincts. Or la volonté de rendre hommage à la musique induit la possibilité – le talent – de la faire entendre : c'est rare, rarissime ; et c'est l'une des qualités les plus saillantes de ce roman, tellement éblouissant qu'il n'est plus même besoin d'être mélomane pour aller s'enquérir des œuvres qui s'y jouent. Par tropisme personnel, j'ai parfois pensé à Keith Jarrett, à ce que Keith Jarrett dit lui-même de la musique, aux mots mêmes qu'il emploie. J'ai pensé à lui par exemple lors qu'il se remémore ses concerts au Japon, où le public, par instinct ou par culture, se refuse à applaudir entre les morceaux, et ce faisant respecte ce que le musicien considère comme une œuvre d'un seul tenant, une œuvre que l'on ne peut donc qu'applaudir qu'à la toute dernière, à l'ultime note.

Une fois n'est pas coutume, et pour illustrer ce que j'ai en tête, je laisse conclure Richard Powers. Ecoutons donc Joey parlant de Jonah. Tous deux achèvent un concert : « Il s'appuyait sur les notes, incapable de gommer l'excitation que lui-même éprouvait, tant il était grisé par sa propre puissance créative. Et lorsqu'il termina, lorsque ses mains retombèrent à hauteur de ses cuisses, et que la boule de muscle au-dessus de la clavicule – ce signal que je guettais toujours, comme on

épie la pointe de la baguette du chef d'orchestre – enfin se relâcha, j'omis de relever mon pied de la pédale forte. Au lieu de conclure avec netteté, je laissais voyager les vibrations de ce dernier accord et, tout comme la trace de ses mots dans l'atmosphère, elles continuèrent de flotter jusqu'à leur mort naturelle. Dans la salle, on ne sut si la musique était terminée. Les trois cents auditeurs du Middle West refusèrent de rompre le charme, de mettre un terme à la performance, ou de la détruire avec quelque chose d'aussi banal que des applaudissements.

Le public ne voulut pas applaudir. Il ne nous était jamais rien arrivé de semblable. Jonah se tenait dans un vide grandissant. Je ne peux faire confiance à mon sens du temps qui passe ; mon cerveau était encore baigné par des notes glissant langoureusement à mon oreille comme autant de mini-dirigeables à une fête aérienne. Mais le silence fut total, allant jusqu'à gommer les inévitables quintes de toux et autres craquements de sièges qui gâchent tout concert. Le silence s'épanouit jusqu'au moment où il ne pourrait plus se métamorphoser en ovation. D'un accord tacite, le public se tint coi.

Après un moment qui dura le temps d'une vie – peut-être dix pleines secondes –, Jonah se relâcha et quitta la scène. Il passa juste devant moi, encore assis au piano sans même jeter un regard dans ma direction. Après une autre éternité immobile, je quittai la scène à mon tour. Je le rejoignis derrière le rideau, il tripotait les cordes de l'arrière-scène. Mes yeux posèrent cette question brûlante : Que s'est-il passé ? Et les siens répondirent : Qu'est-ce que ça peut bien faire ? ».



L'HOMME QUI MANGEAIT LA MORT

BORISLAV PEKIC

Editions Agone, 2005

PAR MARC VILLEMAIN
mars 2006

La mort dans ses petits papiers

Je me suis souvenu, en lisant *L'homme qui mangeait la mort*, d'une nouvelle de Rachid Mimouni, *Le manifestant*, où l'on voyait un homme défiler dans les rues d'Alger, seul, brandissant au-dessus de sa tête un écriteau sur lequel il avait écrit « Vive le président ! », ne rencontrant sur son passage que l'indifférence, puis l'incrédulité, enfin l'incompréhension des autorités, au point qu'elles le condamnèrent à mort : l'absurde administratif ne sait que faire d'un civisme aussi étrangement revendiqué.[1] Cette dimension à la fois moderne et ancestrale de l'absurde n'est pas le seul point commun entre Rachid Mimouni et Borislav Pekic : outre qu'ils connurent l'un et l'autre les foudres de leur société (une condamnation à mort fut placardée dans la mosquée à quelques centaines de mètres à peine du domicile de Rachid Mimouni), tous deux cultivaient un savoir-faire inégalé dans la fabrication de fables aux dimensions anthropologiques et politiques très élaborées. Peu connu en France, Borislav Pekic est pourtant l'une des plus grandes figures de la littérature yougoslave. Disparu en 1992, il nous a laissé un grand œuvre, *La Toison d'Or*, phénoménale saga qui relate sur sept tomes huit siècles d'histoire des Balkans. De lui, l'écrivain serbe Borislav Mihailovic Mihiz a dit qu'il était comme « un homme fiché sur le pal de l'histoire ». Le propos est d'autant plus juste que ladite histoire n'aura rien épargné à Pekic, qui sera condamné à quinze ans de prison en 1948 pour activisme démocratique – il en purgera cinq. Sans doute cette *expérience* n'est-elle pas étrangère à ce qui va enfanter ce court récit inspiré des heures les plus noires de la Terreur.

Le personnage central, Jean-Louis Popier, dont on ne sait pas au fond s'il est le fruit de l'imagination de l'auteur ou la survivance incarnée de quelque témoignage de la tradition orale, officie comme greffier au tribunal institué par la Révolution française. Au rythme où vont les choses et où tombent les condamnations (toute révolution charrie son lot, généralement grossissant, de déviationnistes), le brave greffier Popier, citoyen à l'apathie assez exemplaire, se retrouve rapidement débordé par sa charge. Tant et si bien qu'il commet une maladresse qui le contraint, s'il veut échapper au contrôle de sa hiérarchie, à faire disparaître un acte de condamnation. Et quoi de plus efficace pour faire disparaître ledit acte que de l'ingurgiter aussi sec, laissant ainsi la promesse de mort se dissoudre au fond d'entrailles que nul n'aura jamais idée de venir fouiller ? Ce faisant, un éclair de génie lucide traverse la sourcilleuse et très réglementaire conscience du brave Popier, lequel réalise du coup qu'engloutir un tel

acte entraîne irrémédiablement le salut d'un condamné. Qu'à cela ne tienne, le brave et désormais conscient Popier n'aura de cesse, chaque jour, de manger la mort et d'épargner la guillotine à un congénère supplémentaire. Jusque-là d'ailleurs, le rigoureux gratte-papier n'avait jamais vu de guillotine : après tout, sa mission s'arrêtait aux marges du grand registre où il consignait les condamnations. Difficile, au passage, de ne pas songer à la banalité de ce mal dont Hannah Arendt fit l'herméneutique en d'autres circonstances. La pratique quotidienne et routinière d'une fonction sociale légale, voire valorisante aux yeux de ses contemporains immédiats, induit des mécanismes réflexes qui confinent l'individu dans l'impression de sa normalité – fût-elle parfaitement abjecte. Et aujourd'hui encore, l'on condamne à des peines parfois très lourdes sur la base d'assertions et dans des perspectives qui ne sont pas toujours fécondées par la raison.

Pekic ne cherche nullement à ménager un mauvais suspens. La fable n'est édifiante que parce qu'elle nous empêche de sombrer dans l'excitation du voyeur et que, dès le départ, il est clair que le brave greffier Popier devra rejoindre à son tour la cohorte des déchus de la Révolution : ce n'était pas là une possibilité pour le scénario, mais sa seule conclusion disponible. Car la grande histoire a quelque chose d'une machine infernale ; et tout spécialement lorsqu'elle se veut révolutionnaire. « La méfiance, le soupçon et la peur – sentiments indissociables de la vigilance révolutionnaire » – sont à la fois le terreau et le fruit de la révolution. Etrangement, paradoxalement peut-être, la politique révolutionnaire (et donc contre-révolutionnaire, la contre-révolution ne visant au fond qu'à faire la révolution contre la révolution) n'exige pas l'engagement des citoyens, ni même, à l'extrême, leur approbation, mais leur simple effacement ; elle ne leur dénie pas nécessairement le droit à exister pleinement, mais les contraint à une sorte d'invisibilité sociale, d'inexistence singulière. Pekic écrit à propos du brave greffier Popier qu'il serait vain de lui chercher des « signes particuliers. S'il en avait eu, il aurait été sur la paille de la Conciergerie et non assis derrière un bureau du greffe du Tribunal révolutionnaire ». C'est tout le mystère des révolutions – qu'elles aillent de l'avant ou qu'elles marchent à reculons – : elles donnent corps à des individus compulsifs qui se révèlent à eux-mêmes en se laissant entraîner là où ils ne pensaient pas vouloir aller. Naturellement, le piquant de la fable est que la Révolution va ici se heurter à l'un des ses agents les plus irréprochables. La résistance ne viendra pas d'individus héroïques extérieurs au système, mais de l'être le plus docile, le moins soupçonnable, le plus indifférent à ce qui se trame. Nonobstant les apparences, et n'était la chute finale, il pourrait donc bien s'agir d'une fable optimiste, le contrôle social total se révélant impraticable : le plus policier des systèmes viendra peut-être à bout de l'homme, jamais de l'imprévisibilité humaine. Ici, l'individu devient malgré tout, et surtout malgré lui, le meilleur agent corrupteur, l'imprédictible grain de sable qui s'ingéniera à gripper les rouages. Pourquoi ? Par accident. Que la prise de conscience de ce hasard qui entraîna l'accident, puis la compassion qu'il fera naître chez notre agent corrupteur, se manifestent ensuite comme des principes politiques ou civiques ne changent rien à l'affaire : au départ, rien ne disposait le brave greffier Popier à vouloir renverser, ne serait-ce qu'interrompre, l'ordre des choses. Il aura fallu que l'imprévisible lui mette la puce à l'oreille.

Comment se forge-t-on une conscience en ce monde ? La réponse de Borislav Pekic est pleine d'une richesse métaphorique et anthropologique peu commune : par le hasard. La conscience de soi et du monde peut nous tomber dessus comme le ciel sur la tête ; elle peut tout aussi bien loger dans la petitesse des choses ordinaires que dans la brutalité des actes sociaux, s'apparenter à une révélation dans le désert autant qu'à un accident de parcours dans la paisible linéarité des jours. Dès lors entrevoyons-nous, fût-ce faiblement, ce qui demeure vivant une fois que la société a érigé ses miradors : l'aspiration à la liberté.

1. Rachid Mimouni, *La ceinture de l'ogresse*, Editions Seghers, 1990.

1916-1924

RÉTROSPECTIVE DADA au Centre Pompidou

TÉLÉRAMA, HORS-SÉRIE, OCTOBRE 2005

PAR PHILIPPE RAIMBAULT

novembre 2005

Les hors-série *Télérama* nous ont déjà habitués à une grande qualité d'analyse et d'écoute du monde de l'art, en correspondance étroite avec l'actualité culturelle de notre pays. Après les Rimbaud, Matisse, Paul Klee, Chagall, Alechinsky et autres grandes figures de notre patrimoine littéraire et pictural, la rédaction de la revue s'attache à nous faire découvrir et comprendre l'univers Dada, à l'occasion de la grande exposition nationale proposée au Centre Georges Pompidou jusqu'au 9 janvier 2006.

« Les intentions d'un artiste comptent plus que ses réalisations. »
Marcel Duchamp

Né durant la Première Guerre mondiale, le mouvement Dada affiche un mépris rageur pour les valeurs en place. L'objet industriel considéré comme œuvre d'art, l'intérêt porté aux performances, à la poésie sonore, la pratique du collage – entre autres – seront des éléments déterminants pour l'histoire de l'art du XX^{ème} siècle. Les années 1910 et le début des années 1920 ont vu l'avènement de la presse illustrée, de la radio, du travail à la chaîne et du cinéma en tant que phénomène commercial. La démarche Dada s'empare des nouveaux médias, de la culture de la machine et les soumet à une critique mordante.

« Ce n'est pas Dada qui est absurde, c'est notre époque qui est absurde. »
Tristan Tzara

Par une petite annonce, l'Allemand Hugo Ball invite les jeunes artistes présents à Zurich à se réunir, le 5 février 1916 au Cabaret Voltaire, pour participer à des programmes poétiques et musicaux. « Le jour de l'ouverture, le local était comble, beaucoup n'ont pas trouvé de place », écrit Hugo Ball, qui se souvient de l'arrivée d'une « délégation à l'aspect oriental […] composée de quatre petits bonshommes, cartons et toiles sous le bras ». Parmi eux, on compte le peintre Marcel Janco et son frère Georges, et surtout Tristan Tzara, tous originaires de Roumanie. Jean Arp participe également à la soirée. Richard Huelsenbeck, en provenance de Berlin, se joindra rapidement à eux.

« Dada est contre la supercherie artistique expressionniste », « A bas l'art ! A bas la spiritualité bourgeoise ! » : la pluie de slogans affichés sur les murs donne le ton de la première foire internationale Dada qui s'ouvre le 30 juin 1920.

La maquette de ce numéro hors-série *Télérama* aurait de quoi nous surprendre. Prise d'une frénésie très dadaïste, la rédaction de la revue nous propose une visite du mouvement Dada par un système de collage, où les chapitres et les thèmes abordés sont plus posés les uns à côté des autres qu'organisés dans une logique chronologique. A nous, lecteurs, de recomposer le puzzle mais… cette idée n'aurait sans doute pas déplu à un Tristan Tzara ou un Francis Picabia.

Le mouvement Dada n'est-il pas d'abord une révolte artistique, un phénomène intemporel ?

Dérivé du collage, le photomontage est un procédé qui « dirait par l'image ce qui, en paroles, se serait trouvé immédiatement censuré » (Georges Grosz). Organisant la collision au sein d'une même composition d'images et de textes hétéroclites extraits de journaux, de publicités, le photomontage offre aux dadaïstes un instrument d'une rare puissance subversive.

Le manifeste Dada de 1918 fixe ainsi des objectifs nouveaux à l'art qui serviront par la suite de « Bible » à de nombreuses générations de plasticiens : « L'art, quant à ses réalisations, ses moyens d'expression, sa manière et son orientation, dépend du temps dans lequel il vit – et les artistes sont le produit de leur époque. Le plus grand art sera celui qui présentera par son contenu de conscience les multiples problèmes de son époque, celui qui fera ressentir qu'il a été secoué par les explosions de la semaine précédente, celui qui, inlassablement, cherchera à se retrouver après l'ébranlement du jour précédent. […] Etre contre ce manifeste, c'est être dadaïste ».

Ce sont les « regardeurs qui font le tableau ».
Marcel Duchamp

Les 98 pages du hors-série *Télérama* sont réparties en trois grands chapitres dont les titres reprennent les slogans phares des dadaïstes. Le premier se fait constellation autour de l'interview de Marc Dachy : auteur notamment du *Journal du mouvement Dada* paru en 1989 aux Editions d'Art Albert Skira. Il aborde l'univers Dada à grands traits caractéristiques : son épidémiologie galopante outre-Suisse, en passant par Berlin, Paris et New York (bien plus dangereuse que la grippe aviaire !), son art de la dissidence, sa propension à la mécanique érotique et son goût immodéré pour l'ivresse typographique.

Les manifestes comme les œuvres Dada fourmillent de procédures créatrices qui ont été, elles aussi, analysées uniquement sous l'angle de la provocation ou de l'anti-art. « On annonce la mort prochaine de l'art, nous réclamons un art plus art », affirmait Tzara.

Le deuxième chapitre est plus « académique » et tire le portrait à la lettre de plusieurs grandes figures du mouvement Dada : Tristan Tzara « dont le rire est un grand paon… », l'artiste en roue libre Marcel Duchamp, Sophie Taeuber, compagne de Jean Arp, la « danseuse qui parlait aux fleurs et aux étoiles », Kurt Schwitters, le poète du recyclage, Raoul Hausmann, l'explorateur de l'abstraction et enfin Francis Picabia, père spirituel de Dada…

« Produire des œuvres à jamais incomprises. »
Tristan Tzara

Mais s'il vous manquait du temps ou bien que vous connaissiez déjà un peu l'histoire éphémère Dada (huit ans : 1916-1924), vous pourriez seulement parcourir le troisième chapitre de ce hors-série *Télérama* pour comprendre toute la force du mouvement Dada, sa mise en perspective, son « séisme à long terme », sur quatre-vingt-dix ans de création artistique (1916-2006). Ils sont en effet des centaines d'artistes, de musiciens, de plasticiens, « d'installationnistes » à avoir hérité, dans leur manière d'aborder et de critiquer leur époque, du souffle révolutionnaire Dada.

Mieux, ce qui fait la force de ce troisième chapitre, c'est le jeu du miroir incessant, l'aller-retour moteur, sans comparaison excessive, entre les œuvres, les idées et les gestes des dadaïstes du début du XX^{ème} siècle, d'une part, et les réalisations des artistes contemporains d'autre part. Sans donner plus d'explication, voir sur la page de gauche la photographie de Sophie Taeuber, épouse de Jean Arp, danser en 1917 avec un masque conçu par Marcel Janco et, sur la page de droite, le peintre américain Paul McCarthy arborer un masque obscène lors d'une de ses formances de 1995, et le non-dit prend tout son sens.

Terme d'une existence météorique, l'avis de décès paraît en novembre 1924 : « Les amis et connaissances de DADA, mort à la fleur de l'âge d'une littératurite aiguë, se réuniront le 30 novembre 1924 à 14h30, sur la tombe de leur frère en néant, afin d'y observer une minute de silence. On se groupera à la grille du cimetière Montparnasse. N.B. : On est prié de n'arborer aucune cocarde d'école littéraire ».

L'article de Jean-François Lasnier est par ailleurs tout à fait éclairant sur l'héritage Dada. Il montre comment l'esprit du mouvement, même après son extinction « déclarée », a continué à souffler sur la musique, le cinéma, la danse, l'art sous toute ses formes mais aussi la pensée révolutionnaire contemporaine. Ainsi, les « lettristes » s'en prennent au cinéma. Isidore Isou s'invite en 1951 au festival de Cannes et réussit à obtenir la projection de son film « Traité de bave et d'éternité », un pensum de quatre heures et demie qui, sous le prétexte d'une histoire d'amour, s'amuse à piétiner toute la grammaire cinématographique : désynchronisation du son et de l'image, écrans blancs, images à l'envers et rayées… Allan Kaprow invente dans les années 1950 le « happening », comme mise en œuvre d'une situation inaccoutumée et l'immersion du public, devenu acteur, dans un environnement-assemblage particulier. Le compositeur John Cage ouvre pour sa part, en 1961, la musique au hasard et au collage.

« Tout homme qui mène sa tendance la plus personnelle à la délivrance est dadaïste. »
Raoul Hausmann

Les dissidents du mouvement lettriste, mené par Guy Debord, fondèrent en 1953 l'Internationale lettriste qui deviendra en 1958 l'Internationale situationniste. Correspondant avec le dadaïste Raoul Hausmann, Debord estime en 1969 que « Le mérite des situationnistes fut simplement de reconnaître et de désigner les nouveaux points d'application de la révolte dans la société moderne », qu'il s'agisse de l'urbanisme concentrationnaire des grands ensembles, de la société de consommation et des loisirs ou de la manipulation de l'information. Pour remédier à l'ennui et à l'aliénation, les situationnistes préparent les conditions de la « réalisation de l'art », en inventant la notion de « situation ». Laquelle permet à l'individu de sortir de sa passivité dans laquelle le confine le « spectacle ». Mouvement à tous égards prophétique, appelant de ses vœux une « révolution ludique », l'internationale situationniste porte en germe l'explosion de Mai 68, que l'on peut considérer sous un certain angle comme un immense happening.

« Il est inadmissible qu'un homme laisse la moindre trace de son passage sur la Terre. »
André Breton

Après Zurich et Berlin, l'arrivée de Tzara à Paris en janvier 1920 donne le coup d'envoi d'un nouveau remous dadaïste. Sous l'influence de la revue Littérature, animée par André Breton, Philippe Soupault et Paul Eluard, Dada prend, à Paris, une couleur plus poétique que plastique. D'autres poètes se joignent au mouvement : Georges Ribemont-Dessaignes, Pierre Albert-Birot et Clément Pansaers.

« Vous ne comprenez pas ce que nous faisons ? » lançait Picabia. « Eh bien, chers amis, nous le comprenons encore moins ».

Loin des tumultes européens, New York en 1915-1920 fait figure de havre de paix pour les artistes indésirables dans leur pays. Après avoir été réformé, Marcel Duchamp émigre à New York, dès août 1915. […] Francis Picabia, oubliant la mission officielle qui le menait à Cuba, s'y est déjà installé. Autour de ces deux figures, de Gabrielle Buffet-Picabia, d'Arthur Cravan et de Man Ray, Dada prend pied en Amérique. Le difficile combat pour imposer l'art moderne aux Etats-Unis, mené autour de la galerie 291, trouve parmi les dadaïstes d'incontrôlables alliés.

Posez des objets sur une feuille de papier photosensible, allumez la lumière, puis plongez dans le révélateur. Voilà c'est fait. Une simple expérience est à l'origine de l'invention de la rayographie, si l'on en croit Man Ray.

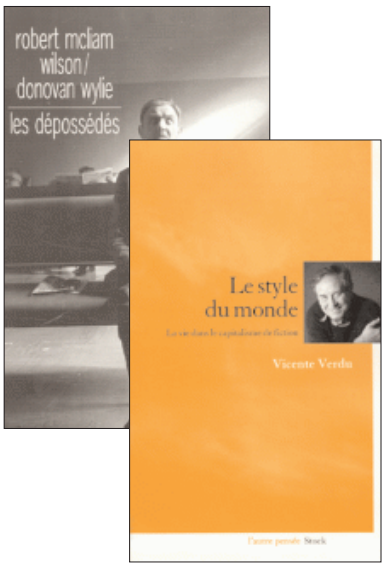
L'unique numéro de New York Dada arbore sur sa couverture un collage de Marcel Duchamp : sur une bouteille d'eau de toilette – Belle Haleine, eau de voilette -, il a incrusté son portrait travesti en Rose Sélavy (comprenez « Eros c'est la vie »), son alter ego. En 1921, Gabrielle Buffet-Picabia avait demandé avec une solennelle ironie à Tzara « l'autorisation » de créer une branche Dada à New-York. Le poète lui avait répondu que : « Dada appartient à tout le monde » et « n'est ni un dogme ni une école mais plutôt une constellation d'individus et de facettes libres. » Tristan Tzara.

Le recours aux objets réels, le « ready-made », constitue en tout cas une méthode privilégiée de production dada. Comme le précise Marcel Duchamp : « Le choix des ready-made est toujours basé sur l'indifférence visuelle, en même temps que sur l'absence totale de bon ou mauvais goût. »

« Une autre manière de voir », comme l'écrivait si bien Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*, serait de prolonger la lecture de ce hors-série *Télérama* par une visite de l'exposition Dada à Beaubourg ; à moins que ce ne soit l'inverse. Néanmoins, en vous limitant à la lecture du hors-série, peut-être éviteriez-vous cette remarque spontanée d'un visiteur de l'exposition : « Bon sang, qu'est-ce que tout cela a vieilli », en parlant bien évidemment de toutes les œuvres en volume exposées au célèbre musée… Ou, au contraire, seriez-vous sensible à la troisième dimension audiovisuelle donnée au mouvement Dada par la scénographie de l'exposition (nombreux enregistrements sonores et films) et impossible à rendre sur le papier. Une chose est sûre, les expositions meurent, les écrits restent !

« Pour Dada, la fonction de l'art est la dissidence. »

Difficile de faire une synthèse ou d'apporter une conclusion tangible au numéro hors-série *Télérama*, consacré au phénomène Dada, tant son contenu est riche d'informations et de sens « interdits ». Néanmoins, nous pourrions vous inviter à méditer cette phrase de Marc Dachy, se faisant l'écho de la pensée dadaïste (initialement émise dans le contexte sordide de la Première Guerre mondiale) mais dont l'actualité, hélas, reste troublante pour nombre de nos concitoyens plasticiens : « Les dadaïstes ne cherchent pas à s'inscrire dans la perspective d'une société nouvelle, parce que celle-ci ne leur inspire aucune confiance. […] La société contemporaine ayant perdu toute crédibilité à leurs yeux, il n'y a aucune raison d'obéir à ses canons esthétiques. Leur message dit en substance que sauver le monde, c'est le transformer, c'est en faire partie d'une manière totalement différente, en y apportant sa contribution individuelle. La fonction de l'art est la dissidence ».



LES DÉPOSSÉDÉS
ROBERT MCLIAM WILSON et **DONOVAN WYLIE**
Editions Christian Bourgois, 2005

LE STYLE DU MONDE
La vie dans le capitalisme de fiction
VICENTE VERDU
Editions Stock, 2005

PAR MARC VILLEMAIN
novembre 2005

Le monde empire

Il n'est pas inintéressant de lire en parallèle *Les dépossédés* et *Le style du monde*. D'un côté, Robert McLiam Wilson, né en 1964 à Belfast, auteur de *Ripley Bogle* et de *La douleur de Manfred*, accompagné ici par Donovan Wylie, photographe qui, depuis l'écriture de ce livre hors norme, a fait du chemin et gagné bien des galons ; de l'autre, Vicente Verdu, souvent présenté comme l'intellectuel le plus brillant de sa génération, et qui est un peu à l'Espagne ce qu'Alain Minc est à la France, l'euphorie libérale en moins. Le premier nous parle de ceux que l'on a dépossédés – de leur maison, de leur famille, de leur argent, de leur travail, de tout –, le second de la marche obstinée du monde vers un progrès qui n'en finit pas de nous laisser sur la désespérante impression d'une fuite en avant, et qui pourrait bien nous revenir à la figure comme l'instrument de destruction de l'humanisme classique – thème sloterdijkien par excellence. Il n'y a pas, formellement, d'accointance particulière entre les deux livres. L'un est écrit par un observateur empathique des misères ordinaires et romancier unanimement célébré, l'autre par un docteur ès lettres diplômé de Harvard, par ailleurs journaliste vedette d'*El País*. L'écrivain nous ferait plutôt penser à Dickens, ou à Zola, l'universitaire évoquera plutôt Barthes, ou Finkielkraut – mais un Finkielkraut libéré des tentations de l'âge d'or. Les deux pourtant nous livrent les clés d'un monde dans ce qu'il a de plus inique (pour Wilson) et de plus inepte (pour Verdu), le premier en s'obligeant à habiter l'individu concret, broyé, anonyme, le second en cherchant à embrasser la plus grande totalité possible. En résulte pour le lecteur une semblable consternation, faite d'effroi, de compassion et de rage chez Wilson, de terreur technoïde et civilisationnelle chez Verdu.

Robert McLiam Wilson et Donovan Wylie (dont on regrettera que les clichés très justes soient aussi médiocrement restitués) n'ont guère plus de vingt ans lorsque, à la naissance des années 1990, ils se lancent, stylo en poche et appareil photo en bandoulière, dans une vaste enquête sur la misère en Grande-Bretagne. Margaret Thatcher appliquait alors ses recettes à la lettre, et la mode occidentale profitait plus que jamais aux ultras du libéralisme. McLiam Wilson connaît la pauvreté pour l'avoir lui-même fréquentée de près. Mieux que d'autres, il sait qu'elle « est peut-être la seule expérience humaine, en dehors de la naissance et de la mort, que tout être humain est capable de partager ». Et en effet, « si nous continuons de nous intéresser à

la pauvreté, c'est parce que bon nombre d'entre nous sentons qu'elle n'est pas très éloignée ». Ce contre quoi il se dresse finalement, en dehors de la misère elle-même et de ce mélange d'accoutumance et d'impuissance dans laquelle elle semble devoir nous plonger, c'est peut-être contre son abstraction grandissante, sa déréalisation : « Les innombrables discours musclés, l'idolâtrie de l'argent et l'autocélébration médiatique nous ont presque convaincus que la pauvreté n'est plus une situation humaine. Elle est devenue une idée, une notion anachronique. On ne la tient plus pour une entité qui écrase et détruit la vie des gens. La pauvreté a été annulée ». De fait (et le constat vaut pour la Grande-Bretagne de la fin du XX^{ème} siècle comme pour la France du début du XXI^{ème}), les pauvres sont non seulement parqués, isolés, jetés aux périphéries ou directement en prison, mais de plus en plus ignorés, radiés, objets d'une idéologie statistique sans doute très utile aux grands équilibres, mais dont la dimension symbolique (« quelques petits chiffres trapus, suivis du signe dodu et rassurant du pourcentage ») contribue largement à leur éviction du système – d'ailleurs, « du point de vue du système, tu n'existes pas », déclare l'un d'entre eux.

A sa manière, Vicente Verdu, dans *Le style du monde*, ne dit pas autre chose quand il écrit qu'un « gouvernement peut se régénérer de nos jours à condition de s'assujettir au programme de blanchiment dicté » par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (« programme composé très souvent de recettes économiques provoquant l'appauvrissement des plus pauvres et l'augmentation du pouvoir du capital »). Ce qu'il y a de poignant dans le livre de McLiam Wilson, et qui transforme son enquête sociologique initiale en expérience littéraire, c'est la qualité instinctive de son empathie pour celles et ceux qu'il rencontre. Car il s'agit bien du livre d'un écrivain, pour lequel « l'empathie nécessaire du roman constitue peut-être l'une des seules voies d'accès à la compréhension d'un tel phénomène ». Peut-être est-ce, en effet, ce qui donne toute sa force à ce livre, autrement plus puissant dans ses conséquences que n'importe quelle expertise sociologique. Mais il fallut pour y parvenir que McLiam Wilson fasse fi de toute idéologie, y compris d'un bourdivisme d'ambiance, qu'il bouscule quelques idées reçues, se fasse violence, témoigne des autres tout autant que de lui-même, et accepte de laisser parler ses ambiguïtés, ses peurs, ce que lui-même nomme souvent sa « honte ». Aussi le voit-on à un certain moment rebrousser chemin, n'ayant plus « ni la force émotionnelle ni la force morale indispensables pour témoigner des souffrances et des épreuves », et laisser le photographe poursuivre seul l'enquête à Glasgow.

Cette sincérité devant l'épreuve empêche le livre de tomber à aucun moment dans l'affectation ou la sensiblerie : Wilson n'est pas dupe, pas plus qu'aucun des dépossédés qu'il rencontre. « Mon attitude mitigée a d'abord choqué légèrement Donovan, comme s'il fallait aimer tous les pauvres. Une telle idée relève de la sentimentalité bourgeoise de la pire espèce ». Il n'empêche : chaque être rencontré est extraordinaire de combativité, d'abnégation, de stoïcisme et de générosité. Tout ce que le bourgeois prend pour un vice dès lors qu'il est pratiqué par plus pauvre que lui (l'alcool, le jeu, la résignation, l'inactivité, la fertilité excessive, les heures accumulées devant un écran de télévision…) apparaît ici comme le trait distinctif de tout être qui aurait chuté, condamné dès lors à se débattre entre une société dont la machine judiciaire et administrative se fait chaque jour plus oppressante, les rêves qu'il fomente pour ses enfants, et une survie ordinaire dans des conditions que peu d'entre nous pourraient ne serait-ce que concevoir. Ainsi cette femme, dont le mari dépense trop au jeu – mais « trop », ici, est déjà très peu – et qui ne peut se résoudre à lui en vouloir, quelles que soient les difficultés (gravissimes) du foyer : elle sait et comprend en effet que, « dès qu'il dépense de l'argent, il se convainc qu'il n'est pas pauvre ». Il faut être dépossédé comme elle

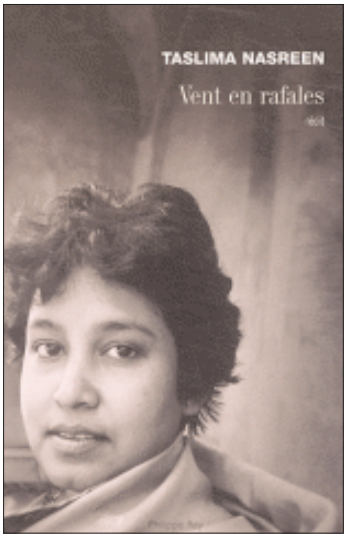
l'est pour cultiver pareille sagesse, et ne pas sombrer dans le moralisme sécuritaire autour duquel se dessinent souvent les programmes politiques de notre temps – et sans doute des temps à venir.

Lorsque Vicente Verdu, s'appuyant sur le Rapport annuel des Nations unies de 1998, souligne que « les dépenses annuelles en parfums aux Etats-Unis et en Europe seraient suffisantes pour apporter une solution définitive aux problèmes de santé et d'alimentation sur toute la planète » et que « les achats de crèmes glacées en Europe dépassent le budget nécessaire pour couvrir les besoins sanitaires et d'eau sur terre », l'on ne peut s'empêcher de songer aux dépossédés de Robert McLiam Wilson. Car la terminologie compte : on ne parle pas ici de pauvres, mais de dépossédés, autrement dit de gens qui ont possédé et qui se sont vus peu à peu presque entièrement dépouillés. Le fait est, et Brice Matthieussent a raison d'y insister dans sa postface, que nous avons affaire à un « processus », et que Wilson aussi a raison lorsqu'il refuse la terminologie du « pauvre » et « s'insurge contre une telle naturalisation de la précarité ». Autrement dit, la foule immense des pauvres s'étend du fait de la déréliction planétaire économique, sociale et culturelle, rarement de son propre chef. C'est ici que, incidemment, Vicente Verdu vient non seulement corroborer mais étayer l'intégralité du constat dressé par Robert McLiam Wilson. Son sujet n'est pas la misère, mais le monde désormais tout entier lové au cœur du « capitalisme de fiction », ce capitalisme qui « ne pose plus comme objectif suprême la production des biens mais l'invention d'un état de choses conforme à nos désirs ». D'une écriture à la limpidité et la suggestivité exemplaires, Vicente Verdu remonte le fil de nos marottes et tire aussi haut que possible le rideau qui nous masque la vraie scène contemporaine : nous nous croyons maîtres incontestés de nos désirs, seuls instigateurs de notre réalité, entrepreneurs raisonnables du futur, mais nous continuons pourtant d'être le produit de ce qui nous dépasse, le fruit putrescible d'un arbre dont nous ne voyons plus ni les racines, ni la cime. Tel est d'ailleurs le dessein véritable de ce nouveau capitalisme : il s'agit bien de « produire une nouvelle réalité présentée comme ultime », « une réalité de fiction ».

Aussi la multiplication des clapiers identitaires (au mieux folkloriques, au pire terrorisants) ne doit pas faire illusion : c'est bien à l'homogénéisation du monde que besogne le capitalisme global. Sans doute la Chine observe-t-elle nos effritements en cours avec quelque gourmandise : il n'en demeure pas moins que les deux émissions de télévision préférées des Chinois en 2002 furent « X Files » et les « Teletubbies », et qu'il se boit chaque heure dans le monde pas moins d'un million de bouteilles de Coca Cola. Le désappointement au cœur de la réflexion de Vicente Verdu, au risque de parfois sembler expéditif, n'en est pas moins stimulant. Car une chose est la course du monde, une autre est ce qui le fait courir. Et si l'interrogation est permise dès lors qu'il s'agit de discerner ce qui nous attend réellement, la crudité du regard jeté sur les motifs, les fantasmes, les croyances et les ambitions du monde, touche souvent très juste. Ainsi, quand Verdu écrit que « la bataille en faveur des miséreux ne peut pas se passer de la vente aux enchères de manteaux d'actrices », ou encore que « jadis, les villes pouvaient être paralysées par les grèves générales ; aujourd'hui ce sont les matchs de football qui en sont responsables », nous ne sommes pas loin des *Dépossédés* de McLiam Wilson. Un peu à la manière d'un Slavoj Zizek, dont le *Plaidoyer en faveur de l'intolérance* pourrait faire figure de manifeste post-marxien, *Le style du monde* nous plonge dans une forme de mélancolie que vient teinter la nostalgie impossible, l'espoir déçu et l'impuissance militante. L'idiosyncrasie de la modernité – fût-elle post-moderne – n'en finit pas de charrier le pire en prêchant le meilleur : la démocratisation, la transparence, le métissage, l'art, tout ce qui aurait pu constituer le terreau, voire le fer de lance, d'une (re)politisation prometteuse n'en finit pas de s'essouffler et de mourir par inadvertance,

indifférence, indolence. Nous détournons nous-mêmes de ses voies et de sa puissance tout ce qui pouvait nourrir le renouveau de la pensée politique. Il faut dire qu'il y a de la religiosité dans les fondements mêmes de nos croyances démocratiques, précisément parce que les fondements nous indiffèrent et que seules les croyances nous emplissent d'aise. Aussi la démocratisation ne réside-t-elle plus que dans « le droit de satisfaire le désir de devenir soi-même un événement », et ce faisant ne fait qu'apprêter son déclin en se condamnant au clinquant, au faux, au double, à l'esthétisation, au recyclage, à l'écologie comme ersatz de l'humanisme. C'est le mérite de ce livre de dire les choses sans ambages, sans souci de complaire aux progressistes vertueux, et tant pis si nous restons finalement un peu sur notre faim, à l'issue d'une exploration qui s'accommode parfois un peu vite de son diagnostic.

De l'optimisme comme du pessimisme, nous savons depuis longtemps ce qu'il faut penser : projection d'une complexion individuelle, manifestation exorbitante d'une psychologie singulière balayant de ses tourments l'image du monde, ils sont impuissants à en rendre compte. La rage, elle, est autrement plus fonctionnelle. Impuissante aussi, souvent, sans doute, mais suffisamment dérangeante pour contraindre le monde à la réaction. C'est là ce que ces deux livres ont en partage, celui de Robert McLiam Wilson, que taraude une rage immédiate et charnelle, celui de Vicente Verdu, que corrode une forme de désolation exaspérée. On dira peut-être que (le sentiment de) l'impuissance est toujours au bout du chemin. Mais c'est aussi à cela que tient la justesse de ces livres : à la pureté de leur inconsolable affliction.



VENT EN RAFALES

TASLIMA NASREEN

Editions du Seuil, Collection Points, 2005

PAR PHILIPPE RAIMBAULT

octobre 2005

Ce monde m'est inconnu.

Si je me laisse porter par le *Vent en rafales* de Taslima Nasreen, je pars pour un long voyage à travers les paysages et la vie quotidienne d'un Bangladesh fraîchement indépendant.

Plus qu'une autobiographie de jeunesse, l'ouvrage de Nasreen est un plaidoyer pour la condition féminine et la paix.

Ce monde m'est inconnu.

Avant de tourner les pages du livre, je dois tout d'abord laver mes yeux d'Européen de leur poussière, trouver le juste regard pour apprendre à lire une culture étrangère. Mettre en veille mon disque dur latin pour tenter d'ouvrir le chant du Bengali, merveilleusement traduit par Philippe Daron.

Ce monde m'est inconnu.

Il me faut oublier la Seine, le Rhône et la Loire, nos petits villages bien rangés, traverser un pays façonné par le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna. Un horizon de delta formé de 237 « fleuves ». Une plaine liquide s'écoulant lentement vers la baie du Bengale, la ressource naturelle d'une région dont l'économie dépend principalement de l'agriculture et de la pêche en eau douce.

Je suis comme Taslima, jeune adulte, venue visiter, pour la première fois de sa vie, Mandarinagar, le village natal de son père. « Tous les villageois nous regardent en écarquillant les yeux. Un citadin est pour eux comme un sujet d'étonnement. Les bâtiments constituant la maison sont faits de tiges de bambou garnies de paille, le sol de terre battue. [L'oncle] Borodada partage avec ses autres frères une de ces cabanes dont il occupe la pièce principale. Ils vivent tous là avec femmes et enfants. […] Papa nous montre des champs verts à perte de vue, jusqu'à l'horizon ; il a tout acheté lui-même ».

Et déjà, les mots pour souligner, s'interroger, dénoncer les déséquilibres… comme une révolte intérieure : « Tant de terres, tant de vaches, tant de greniers remplis de riz, et pourtant aucun luxe dans cette maison ! Les hommes sont vêtus de *lunghis* bleus bon marché achetés au bazar du village. Ils dorment sur des plates-formes en bois, se nourrissent uniquement d'aubergines grillées sur la braise et de dal très liquide. Ils fument la *houka*, assis sous la véranda, le front courbé comme sous un soleil d'angoisse. Leurs femmes aussi sont vêtues de tissus grossiers. A quinze ans, elles en paraissent vingt-cinq, à vingt-cinq elles en font cinquante ».

Ce monde m'est inconnu.

Comment comprendre la violence des rapports familiaux, l'insupportable situation de la femme

rabaissée sans cesse par l'homme et la religion musulmane, au rang de subalterne, humiliée gratuitement, battue fréquemment, dans un pays où la poésie est une énergie populaire et rayonnante ?

Et Nasreen de nous faire comprendre par exemple combien la polygamie peut engendrer de rapports sordides entre époux, de jalousies, de répudiations… Ecoutons la mère de Jori, domestique à « Sans-Souci », la maison familiale, qui ne comprend pas la jalousie de la mère de Taslima Nasreen, pour Raziya Begum, la seconde épouse de son mari :

« La mère de Jori ne comprend pas la douleur de Maman. Cette douleur n'est rien comparée à la sienne, elle qui a été mariée dans un foyer où il y avait trois co-épouses qui n'ont eu de cesse de la tourmenter. Son mari n'a pas été en reste, lui qui l'a privée de nourriture après la naissance de Jori, pour finalement la jeter à la rue à coups de pied. Au moins dans son foyer, Maman est nourrie ! Une co-épouse ? Mais celle-ci n'habite pas sous le même toit. A côté de ce que la mère de Jori a enduré chez elle, ici c'est un foyer en or ».

Adolescente, Taslima Nasreen s'évade très vite par les mots et entreprend, avec sa plus grande amie, Chandana, d'envoyer des poèmes à plusieurs magazines littéraires de son pays : « Je suis un cygne en liberté, j'ouvre mes ailes sous la voûte azurée ». Ce qui lui vaut de nourrir de nombreuses correspondances avec d'autres poètes, filles ou garçons. Evidemment, son père ne l'entend pas de cette manière et, ayant trouvé une lettre, laissée malencontreusement en évidence par Nasreen, il s'en prend sauvagement à sa fille : « Au milieu de la nuit, Papa me tire de mon sommeil, me jette au bas du lit et, enlevant sa chaussure, commence à m'en frapper sans que je comprenne ce qui motive une telle fureur. « Qu'est-ce que j'ai fait ? Qu'est-ce qui se passe ? » Mes phrases se perdent sous les menaces de mon père qui s'est transformé en véritable monstre. Il m'attrape par les cheveux, me frappe sur le dos, sur la poitrine, sur le visage. Jamais encore il ne m'avait flanqué une raclée en pleine nuit. Maman tente de l'arrêter, mais il la repousse d'un grand coup et s'empare à nouveau de moi. Il ne s'arrête qu'à épuisement de ses forces ».

Et toujours cet esprit rebelle naissant : « C'est la lettre restée sur son lit qui est la cause de tout, je le sais. Papa aura beau m'arracher la peau du dos, me briser les os si ça lui chante, cela ne m'empêchera pas de penser que l'amitié entre un garçon et une fille peut exister, de la même façon qu'il y a des relations d'amitié entre garçons ou entre filles ».

Ce monde m'est inconnu.

Qu'il est regrettable que je ne sache pas lire le Bengali dans le texte, tellement la langue de Taslima Nasreen, même transposée par la traduction, reste limpide et chargée de vérité. Dans Vent en rafales, l'auteur nous fait partager l'émotion de ses premiers écrits, la naissance du magazine de poésie, *Sejuti* (« La veilleuse »), dont elle sera « éditeur et poète » pour quatre numéros, et la création, à son initiative, d'un cercle littéraire Shatabdi (« Siècle ») à la faculté de médecine…

C'est d'ailleurs l'écriture qui lui fera rencontrer son futur mari, le poète Rudro Muhammad Shaïdullah.

En quatrième année de médecine, Taslima est invitée par la faculté à « s'aérer » avec ses camarades étudiantes. Un voyage est organisé pour aller voir la mer à Cox's Bazar, sur la côte Est, à une trentaine de kilomètres de la frontière birmane. Taslima n'a jamais vu la mer de sa vie : « Assise sous la véranda devant notre chambre, seule, j'écoute le bruit de la mer. Elle m'appelle, viens, viens, viens ! Au petit matin, j'y cours pour voir le soleil levant. Je suis habillée d'un sari rouge, pieds nus, cheveux défaits. Les vagues m'entraînent, me submergent… Des groupes de filles arrivent et je les invite à jouer, elles aussi, avec les vagues. « Voilà que déferlent sur le corps les vagues pleines d'écume de la marée montante, on nomme cela amour, moi je nomme cela ivresse, je nomme cela soif ardente. Un égarement trompeur inonde

le cœur, inonde la vie, il appelle, viens, viens, viens ! C'est un danger qui appelle. Il se nomme amour, je le nomme bonheur, je le nomme rêve. » Toute la journée dans l'eau de mer, je suis ivre, je suis amoureuse ».

Ce monde m'est inconnu.

Les vingt-cinq premières années de la vie de Taslima Nasreen n'auront été fondées que sur l'éducation à la trique, la peur d'un père imprévisible et violent, la soumission aux règles de vie imposée par une tradition « masculine », l'incompréhension d'une mère dévote devenue « esclave » de son époux, puis enfin la débauche, le mensonge et la trahison de « Rudro », l'homme de sa vie…. Ne soyons pas surpris qu'elle soit devenue critique vis-à-vis de la société bangladaise, militante féministe et athée convaincue. Ainsi, dans les dernières pages de son livre, elle signe son désaccord profond lorsqu'elle s'adresse, furieuse, à sa mère en disant : « Je ne comprends pas comment toi, une femme, tu peux supporter tant de mépris à l'égard de ton sexe. Les hommes ont beau jeu de respecter le Coran et la tradition. Ils consolident leur prestige. Mais que faire quand on est une femme ? Comment accepter d'être considérée comme inférieure aux hommes ? Ton mari a le droit de te battre. Ce que ton frère obtiendra de ton père en héritage, tu n'as pas le droit de le recevoir. Comment accepter qu'il suffise à un homme de prononcer son intention de divorcer pour que la femme soit répudiée, alors qu'elle n'a pas le droit de divorcer de la même façon ? Comment peux-tu accepter que tu n'aies pas le droit au paradis à soixante-douze compagnons et que seul ton mari jouisse de ce privilège, [soixante-douze vierges] juste parce qu'il est un homme. Va témoigner au tribunal ! Tu ne pourras pas le faire seule. Pour que tes propos soient pris en compte, il faudra que vous soyez deux à témoigner. Pourtant, un homme peut témoigner seul, lui. Ici-bas, la race des hommes vit dans le bonheur, et dans l'autre monde aussi ! Mais pour toi, pour moi, pour toutes les femmes, Dieu n'a prévu que la souffrance dans ce monde, et dans l'autre aussi ! Voilà ton jugement de Dieu ! Et toi, tu passes ton temps à le révérer ? Maman fond en sanglots… »

Ce monde m'est inconnu.

Née en 1962, Taslima Nasreen a d'abord été médecin avant de se consacrer définitivement à l'écriture. A 24 ans, elle publie son premier recueil de poésie et s'emploie dès lors à mettre à nu les racines de l'oppression des femmes. Avec ténacité, elle dénonce l'escalade de la violence qui frappe son pays à partir de 1988. L'islamisme d'Etat provoque entre autres la terrible persécution de la minorité hindoue, qu'elle décrira quelques années plus tard dans son roman *Lajja* (« La honte »). A sa parution, en 1993, le gouvernement interdit la diffusion du livre. L'organisation « Soldats de l'Islam » exige même sa mise à mort, émettant une première fatwa. En 1994, après la publication d'un article où elle critique ouvertement le Coran, les autorités lancent un mandat d'arrêt contre elle. Les fondamentalistes brûlent ses livres en public et émettent deux autres fatwas à son encontre. Elle sera expulsée du pays en août 1994. Elle s'est alors exilée en Suède où elle poursuit son œuvre, ne cessant de dénoncer les conditions sociales des minorités et des femmes musulmanes partout dans le monde.

En écoutant le *Vent en rafales* de Taslima Nasreen, je ne peux que relire en courant le *Huis clos* de Jean Paul Sartre et *Le Tiers-instruit* de Michel Serres.

Et pourtant, le vent ne s'arrêtera pas de hurler…

Ce monde m'est inconnu.

Ai-je le droit de l'ignorer ?

LE PROMENEUR DU CHAMP DE MARS

Film français de **ROBERT GUÉDIGUIAN**

avec Michel Bouquet, Jalil Lespert, Philippe Fretun… ; genre : historique ; durée : 1h57 ; année de production : 2004 ; date de sortie : 16 février 2005.

PAR PASCAL JOSEPH
mars 2005

Le vieil homme et la mort

Comment séduire une femme ? Il fallait parler cinéma et nous étions nuls. Notre seul objectif, c'était à tout prix d'attirer l'attention de cette tête charmante qui ne daignait même pas nous adresser un regard. Alors commençait la recherche effrénée du bon mot qui ferait qu'enfin, ses yeux intéressés se planteraient dans les nôtres. Et, ce fut l'invention de la répartie magique : « Ce film est nul ! », « Oui, mais la photo est très réussie » ! Bingo !

Il en va de même du film de Guédiguian. Ne dites pas ce que vous en pensez, écartez les commentateurs d'une moue de votre lippe tombante, sacrifiez au volapuk des nouveaux Bouvard et Pécuchet et dites l'air inspiré : « Quelle performance d'acteur ! »

On peut aussi tomber dans la mauvaise blague : « ah non, merci, j'ai déjà vu La Chute », mais c'est à sortir parmi un public d'amis choisis ! Voire… Bruno Ganz a reçu les mêmes éloges que Michel Bouquet, parce que du film, on ne peut rien dire ou si peu. Au fond, qu'est-ce qui pousse un réalisateur à faire un film sur un personnage politique et historique, précisément au moment où il sort de l'histoire et de la politique ?

Le président va partir, le président va mourir, double décompte morbide sur lequel s'ouvre le film, dont on notera au passage que la photo justement est atroce, striée de points et de pixels, comme un faux documentaire sur de fausses confidences.

Et pour le personnage, justement, ce simple décompte vaut œuvre d'une vie : « j'ai tenu plus que l'Autre », « ils ne m'ont pas eu malgré leur longue traque », et toute la geste s'efface au profit de cette simple performance temporelle, durer, toujours durer, plus que quiconque, parce qu'après moi, s'ouvre l'époque des notaires et des administrateurs, tandis que moi et ceux qui m'ont précédé étaient des causes.

Des scènes collectives, il ne reste plus que du théâtre vide, comme celle où l'acteur vient parler à des figurants mineurs des terres noires avec un mélange de compassion et de distance.

Il y a quelque chose de glaçant dans ce tableau très clair d'une vie d'ombre et de lumière, des matins pâles sur la mer, des commensaux, ou très vieux, d'une strate de vie que nous n'avons pas connue ou trop jeunes, de ceux qui disparaîtront avec lui, mais eux dans un oubli plus durable.

Nous n'avons pas eu les ortolans, mais nous avons les langoustines. Scène assez crue où le président brise une langoustine, en badinant sur la mort, simulant l'os qui casse comme du verre… et ça fait des grands « cracs ». On songe à cette scène mémorable de Barry Lyndon, où Ryan O'Neal se livre à un concours d'engloutissement de mets qui simule l'acte sexuel, tout autant que cette scène annonce la corruption du corps.

Quant au personnage qui joue à être le Georges-Marc des années *Globe*, il investit toute sa consistance dans un livre à 2 000 francs (Janvier ! 24, rue Poliveau !) et sa question retournée comme une crécelle « et René Bousquet ? et René Bousquet ? ».

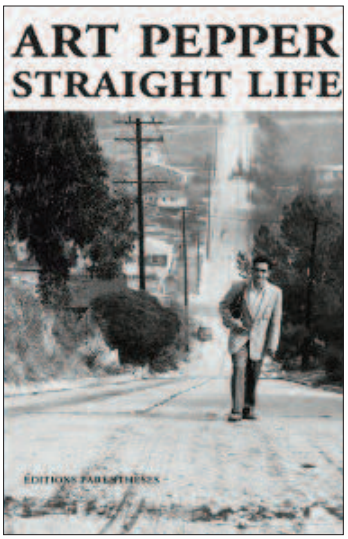
Au fond, c'est « Pappy Daniel », ce film où le président fait tourner en bourrique ses visiteurs, scrutant sur leur visage les traces de sa décrépitude, un peu à la Volpone, tantôt souffrant, tantôt souffletant.

Et politiquement alors ? A part l'anecdote condescendante sur la Twingo offerte par le Parti socialiste et quelques longues méchancetés sur Jospin, rien d'utile ou de révélé. Bref, « much ado about nothing ».

La réception du film fut à l'image de la guerre des clans qui n'en finit pas de structurer les anciens et nouveaux zélateurs du président. Les anciens reprocheront toujours à Benhamou l'ouvrage commis et qui « inspire » le film. Il est à noter qu'à cette époque, les fidèles du président s'en allaient mener campagne auprès de l'inventeur de la « fracture sociale », on parle ici de l'expression, pas de sa réalité. Et certain éditorialiste en donnait la raison, poursuivant Jospin de sa haine, lui reprochant dans un numéro de *Globe*, « son menton mussolinien » ! Les nouveaux en profiteront pour s'associer à la mémoire, à défaut d'avoir partagé l'histoire.

Mais l'histoire de Mitterrand a été écrite ailleurs et de belle manière, nous la prenons dans sa complexité et nous en retenons la fresque collective, tant il est vrai que rien ne fut possible sans l'espoir de la multitude. Et c'est de ce moment-là dont nous sommes les héritiers. La vie privée n'appartient qu'aux hommes et aux femmes qui furent ses proches.

Alors ? Eh bien, vivement le retour de Guédiguian à Marseille, là où le soleil rencontre la mer et l'accent du Panier, l'histoire des hommes simples et vrais. Mais, tout de même, ce « Bousquet », quel acteur !



STRAIGHT LIFE

LAURIE et **ART PEPPER**

Editions Parenthèses, 2004
Traduit de l'américain par Christian Gauffre, préface de Philippe Carles

PAR MARC VILLEMAIN
décembre 2004

Art Pepper, le souffle à bout de shoot

1957. La scène se passe au Blackhawk, un club de San Francisco. Art Pepper joue avec sa formation du moment. Je pense qu'il y a Brew Moore avec lui, un bon ténor. Arrive Sonny Stitt, l'autre grand altiste du moment. Ils échangent un mot, ça sent la compétition à plein nez et Art en a horreur. On tombe d'accord pour jouer *Cherokee*, un thème difficile, très rapide, avec des modulations un peu folles sur le « pont ». On expose le thème, Sonny Stitt prend le premier chorus. Il en prendra quarante. Il ne s'arrête pas, ça dure une heure. Quarante grilles qui tournent, pas une fausse note, pas une faute de goût, pas une mesure échouée, section rythmique à l'affût, Sonny Stitt est un musicien exigeant. Pepper est tétanisé. Défoncé, surtout. Il vient d'avoir une scène avec Diane. Elle a menacé de se tuer dans sa chambre d'hôtel, assise au bord de la fenêtre, une lame de rasoir dans la main, elle n'en peut plus, elle veut juste qu'il l'aime, qu'il l'aime vraiment. Folle de rage, elle a mis toutes ses affaires à tremper dans la baignoire, lui qui n'avait déjà rien, même sa clarinette à quatre cent dollars, finie, rouillée ; terminé. Il a les bras démolis, des traces de piqûres dans chaque veine, et les stups qui veillent dans la salle. Le chorus de Sonny touche à sa fin, le public est aux anges, ça hurle, siffle, applaudit à tout rompre. Pepper est ailleurs. Sonny le regarde. Les musiciens l'attendent, ils font tourner une grille, deux peut-être, allez savoir. Puis il comprend. Alors il joue au plus haut de son art. Altère le registre de Stitt, prend le contrepied, n'en fait qu'à sa tête, il part, éblouissement, ce n'est plus de la musique, c'est Art Pepper mis en musique. C'est lui qui dit ça. A la fin ils se regardent, avec Sonny, un signe de tête, quelque chose de viril et de doux à la fois, les musiciens sont souvent comme ça, parfois c'est agaçant, enfin toujours est-il que les deux se comprennent, se sont compris. Le public est survolté. Ils ont devant eux, là, sur la scène, les plus beaux musiciens du moment, ceux qui donnent tout, qui ont toujours tout donné, qui n'ont jamais eu que la musique pour dire l'urgence de vivre. Et s'agissant d'Art Pepper, celle de crever.

Cette scène, Pepper la raconte en conclusion de son autobiographie. Mais il y en a des dizaines comme ça. Je l'ai choisie pour commencer parce que lui-même l'a choisie pour conclure. Mais j'aurais pu commencer par une autre. Celle du 19 janvier par exemple, la même année, quand Diane organise sans lui dire un enregistrement avec la section rythmique de Miles Davis. Ils sont tous là : Paul Chambers à la contrebasse, Phillie Joe Jones

à la batterie, Red Garland au piano. Le gratin, des types qui jouent tous les soirs, toutes les nuits, des heures durant. Mais voilà, ça fait six mois que Pepper n'a pas joué une note, même pas touché son instrument. Il sort tout juste de Terminal Island, le pénitencier de Los Angeles. Art pose son alto sur le lit, l'anche sent le moisi, il faut tout démonter, tout nettoyer, ni le temps, ni le courage. Alors c'est comme ça qu'il va jouer, qu'il va jouer avec les monstres sacrés. Il connaît à peine les mélodies, comme souvent. Et ça donne *Art Pepper meets the rhythm section*, un de ses meilleurs albums.

En lisant Pepper, j'ai souvent pensé au *Seigneur des porcheries*, le premier roman, magnifique, de Tristan Egolf. En plus urbain. Faudrait aussi voir du côté de Kerouac. Mais au fond c'est la même Amérique, celle, née au milieu des années vingt, qu'on va envoyer faire la guerre en Europe, comme Art lui-même, et qui sait bien que le rêve américain est un truc pour les étrangers. Son père fuira la maison familiale à l'âge de dix ans et rejoindra les docks de San Pedro : labeur, alcool et violence. Sa mère ne voulait pas de lui, elle s'enfoncera un cintre dans le ventre. En vain : Art débarque sur terre à l'automne 1925, malade, rachitique, avec la jaunisse. Il est prévu qu'il meure, il ne tiendra pas deux ans c'est sûr. Et puis ça ira, finalement. Car Pepper est né avec ce que d'aucuns nommeraient un don, et qui n'est rien d'autre que la fatalité : la sienne à lui, c'est son génie. Alors il a peur de tout, il se trouve différent, et déjà il veut tant qu'on l'aime. Thelma, belle-mère qu'il aurait adoré avoir pour mère, dira de lui que c'était « un vrai petit cadavre ambulant ». A l'école il se bat pour plaire à son père, empêchant même ses plaies de cicatriser. Il est obsédé par le sexe. Pas les filles, le sexe. Il était beau, le Pepper. De la trempe d'un James Dean. Une nonchalance de chat dans un corps brut. Une indolence ténébreuse et muette, une réserve, une solitude d'animal exalté, quelque chose de la *morbidezza*. Toutes les femmes le regardent, le convoitent, elles déclarent leur flamme, déclament leur amour, elles veulent l'aimer, oui, sans doute, mais plus encore je crois qu'elles veulent l'aider, l'aider passionnément. Il courra derrière l'amour et ne saura qu'en faire quand il sera là. Sauf à la fin, à la toute fin, et encore, quand il rencontrera Laurie, dans un hospice bizarre, sorte de secte d'Etat pour toxicos désœuvrés. C'est Laurie qui le sauvera, qui lui permettra de rejouer. Et c'est à elle que nous devons ce livre, la parole d'Art Pepper enregistrée sur un magnéto, retranscrite avec admiration, lucidité, amour.

Mais tout ça c'est plus tard. Avant il faudra passer par les prisons, les injustices, les hôpitaux, le succès. Pour l'instant il n'est qu'un enfant. Son cousin joue de la trompette, il adore, mais les dents ébréchées par les parties de football lui interdisent l'instrument. Alors ce sera la clarinette. Quand il se bat dans la cour, son premier réflexe, c'est de protéger sa bouche. Car il le sait, déjà, et il le dit : « Je serai un si grand musicien que mes manières n'auront plus aucune importance ». Il a neuf ans. A la radio, ils passent le *Concerto for Clarinet* d'Artie Shaw ; alors il se met à le travailler, tout seul, lui qui sait à peine lire la musique et ne connaît rien à l'harmonie – il ne s'y mettra d'ailleurs que bien plus tard, quand la gloire sera déjà là. A quatorze ans, il joue dans l'orchestre de Lee Young, le frère de Lester, son alter ego en lyrisme. Et il traîne avec Dexter Gordon, il prend de l'herbe, des comprimés, ne va pas, ou si peu, à l'école. Il joue trop pour ça. Quand Benny Carter l'embauche, il n'a que seize ans. Puis Stan Kenton, un an plus tard. Le grand Stan Kenton, avec son orchestre, son savoir-faire, sa réputation, sa mécanique bien huilée, ses tournées mondiales. Stan Kenton, avec qui il donnera jusqu'à sept concerts par jour. Car sur le fond, tout Pepper est déjà là : le gosse ultrasensible, celui que la vie effraie, qui donnerait tout pour être aimé et laisse tout tomber dès qu'on l'aime, qui se sent tellement coupable de tout, qui ne donne personne, jamais, pas même en prison, jamais, le camé aux fêlures trop profondes pour saisir le bonheur quand il passe, le trop-vivant pour réussir un suicide, il est déjà là, il est déjà le musicien qui,

d'oreille, joue les trucs les plus invraisemblables, et mieux que tout le monde. Il ne changera plus. Il accumulera juste plus de shoots, plus de balafres, plus de cachots. Dix-sept nuits sans dormir dans une cellule de Los Angeles, tétanisé par le manque. Ou à Saint-Quentin, la prison-symbole réservée aux plus violents, six mille prisonniers pour mille cinq cents places, les chiottes bouchées, le liquide infect qui rampe sous le matelas, les cafards qui jaillissent par dizaines du moindre croûton de pain. Ces prisons américaines d'antan qui ressemblent à certaines des nôtres aujourd'hui, et à côté desquelles l'armée, pour Art, fut « un paradis de chaleur humaine ». La vie est un drame, et le drame lui échappe. Je pense qu'il pense juste que c'est ça la vie, que c'est comme ça. Et même qu'il n'a pas vraiment envie d'autre chose.

Straight Life, par ailleurs le titre d'une de ses premières et plus fameuses compositions, n'est pas une plongée dans le jazz. On y croise des musiciens bien sûr, des ambiances, des clubs, des histoires d'instruments, de rivalités, de drogues et de femmes. Mais c'est d'une fresque dont il s'agit. La fresque d'un homme qui passe des clubs aux pénitenciers sans jamais avoir revendu un gramme de quoi que ce soit, mais qui en a juste trop, beaucoup trop consommé. Des dizaines de capsules d'héroïne par jour. Et pas suffisamment d'argent pour en acheter d'autres, malheureusement. Sans compter l'herbe, les acides, la cocaïne. Et l'alcool. La fresque d'un musicien qui restera parmi les plus grands souffleurs de l'histoire, qui planera sur ses journées en volant pour pouvoir s'acheter ses doses quotidiennes, et qui pourtant n'aura eu de cesse de mener une *straight life*, une vie droite. Bien sûr, ce n'est pas la droiture de la société qui réprime et légifère ensuite pour justifier la répression : c'est la droiture d'un homme que l'on dirait comme programmé pour des embardées dont on se dit parfois qu'elles sont raisonnables tant vivre est une chose folle, et qui se tue à anéantir ses peurs, sa culpabilité, son enfance. Il est lucide, Pepper. C'est pourquoi sa parole est touchante. Même, et surtout, quand il dit que les choses auraient été plus faciles s'il n'avait pas eu autant de talent. Il ne fanfaronne pas quand il dit ça, il soupire. Et puis c'est la fresque, aussi, bien sûr, de cette Amérique pauvre et misérable d'avant la guerre, avec son orgueil, ses codes d'un honneur fabriqué par une violence qui vibrionne, toujours, partout, en chacun. Avec sa bêtise aussi, son racisme, son machisme, et Pepper n'y échappe pas. Mais tout ça est tellement plein de vies brisées, dès la naissance, dès le lieu de naissance, dès la première confrontation avec la société des hommes. Au final, pourtant, je regarde flotter sous mes yeux l'image d'un homme à la fragilité de verre, à la douceur presque animale, aimant comme un gamin, haïssant comme un ado, et qui s'écroule à quarante ans dans les bras du père ruiné à force de payer les cautions ou les soins.

Il y a deux écoles : prendre une œuvre sans considération de son auteur, sans son tissu charnel, sans ontologie, sans déterminismes, une œuvre comme un miracle, humaine, certes, mais tellement plus grande que l'homme : une œuvre comme une transcendance ; ou le contraire : pas d'homme, pas d'œuvre ; pas de chair, pas de sang, pas d'œuvre ; la jauger à l'aune de ça, à l'aune du temps, de la culture, de la tripe. Je n'ai jamais su que faire de tout ça. Je passe de l'une à l'autre école. Il faut bien qu'une œuvre ait un écho universel pour mériter son statut. Mais que serait-elle si elle n'était que divine ? Ce qui est sûr, c'est que je ne pourrai plus écouter Art Pepper de la même manière, maintenant que je l'ai lu.

MONDOVINO (2003)

Réalisation et scénario de **JONATHAN NOSSITER**

ETATS-UNIS, ARGENTINE, ITALIE, FRANCE, 2004

PAR JACQUES MOREL

décembre 2004

C'est un film où il y a beaucoup de chiens. Des petits, des gros. Des chiens qui aboient, des chiens qui viennent renifler la caméra. Des pedigrees rares et des corniauds. Des riches et des pauvres. Les chiens traversent *Mondovino*, des premiers plans au générique final comme une figuration allégorique de la mondialisation du vin.

Il y a beaucoup de chiens dans *Mondovino* parce que Jonathan Nossiter, sommelier de formation et réalisateur américain de 43 ans, filme à la hanche, à mi-hauteur, à hauteur de chien. Et c'est en terrier obstiné et teigneux que Nossiter poursuit un objectif et construit sa thèse : le monde du vin est aujourd'hui partagé en deux camps, celui du business et celui de la culture, celui du marketing triomphant et celui des terroirs, celui des manipulations techniques et médiatiques et celui de la tradition et de la sincérité. A l'appui de cette thèse, Nossiter convoque une galerie de personnages extraordinaires comme seuls les scénaristes hollywoodiens paraissent capables d'en inventer.

Dans le camp des méchants, les Mondavi, patrons californiens de la multinationale qui porte leur nom, filmés dans leur bunker de la Napa Valley, implacables cerveaux d'un projet global de normalisation du goût, mélange de Steven Spielberg et de Darth Vador du cabernet sauvignon. A leurs côtés, Michel Rolland, œnologue bordelais, Méphistophélès ricanant de la vinification en éprouvettes, entouré de laborantins en blouse blanche, qui visite en Mercedes à chauffeur les petits châteaux du Bordelais pour leur livrer le même conseil mystérieux et invariable : « Il faut micro-buller ! ».

Dans le même camp toujours, Robert Parker, issu de cette *middleclass* américaine qui vient de reconduire George Bush Jr à la présidence des Etats-Unis. Nourri jusqu'à vingt ans aux *milkshakes* et au Coca, Parker est devenu le critique le plus redouté de la planète des vignerons. Entouré de bouledogues pétomanes, Parker a une vengeance à accomplir : faire rendre gorge à cette vieille Europe du vin, drapée dans sa splendeur vacillante, en lui imposant « le goût Parker » : des vins boisés, élevés en fûts de chêne neufs, dont les arômes de vanille et de pain grillé répondent aux attentes d'un monde pressé qui ne sait plus attendre le lent travail du temps, dans la pénombre humide des chais.

Et derrière ces gourous, grands ordonnateurs de la marchandisation du vin, une armée de lieutenants dévoués qui, de l'Argentine à la Toscane,

des coteaux bourguignons à l'autrefois intransigeant Mouton-Rothschild, deviennent les Luc Besson du pinard, adoptent le jargon marketing des Mondavi, appellent les maîtres de chais des *wine makers* et « parkerisent » leur production pour prendre en marche le train de la mondialisation…

Face à eux, des résistants, des altermondialistes de la vieille vigne, des maquisards du coteau calcaire qui cultivent et vendangent l'exception culturelle, francs-tireurs de vins qui ne font pas d'esbroufe et qui savent se tenir droit…

Membre éminent de la tribu, Hubert de Montille, aristocrate du Volnay, rubicond, vif, oscillant entre la nostalgie d'un monde qui s'en va et le discours de maquis, soutenu par sa fille qui, comme lui, « n'aime pas les gens mous, et n'aime pas les vins mous ». Avec eux, Neal Rosenthal, importateur de vin à Brooklyn, pendant démocrate et new-yorkais des Mondavi, Woody Allen de la viticulture, plus amoureux des Volnay que Montille lui-même… Avec eux encore, Battista Columbu, un merveilleux vigneron sarde, parlant du vin et de la terre avec la poésie, l'humilité et la sincérité d'un vieux Mohican.

Caméra à la hanche, de châteaux en châteaux, de continent en continent, Nossiter construit avec un formidable talent de conteur cette vision un peu simplifiée du monde. Quand il force le trait en voulant démontrer – péniblement – que ceux qui cèdent aujourd'hui devant les Américains sont les descendants directs de ceux qui, en France, se sont couchés devant l'occupant ou, en Italie, ont soutenu Mussolini, il perd la légèreté et la drôlerie qui font la robe, le nez et la longueur en bouche de son film…

Mais il redevient terriblement pertinent quand il filme Aimé Guibert, autoritaire et grincheux propriétaire de l'excellent Daumas Gassac dans le Languedoc. Il y a quelques années, Aimé Guibert a, au nom de l'amour du vin et de la préservation de la haute vallée de l'Hérault, bouté les Mondavi hors de France. Quelques années plus tard, le même Guibert accueille avec bienveillance le projet de Bernard Magrez – clone bordelais des Mondavi – pourtant très proche de celui des envahissants Californiens mais plus respectueux, semble-t-il, des intérêts de M. Guibert.

En mettant en scène ces petites contradictions et ces inévitables compromis, Nossiter prend ses distances avec Michael Moore pour accepter – à la marge – de rendre compte d'un monde plus complexe qu'il n'y paraît, où les marketeurs américains sont parfois capables de faire de bons vins et où les vignerons résistants ne répugnent pas à faire des affaires…

C'est donc moins le propos de Nossiter sur la mondialisation, plus prévisible que provocant, qui retient l'attention. C'est son talent de réalisateur, son sens de la dramaturgie, du montage, de l'ellipse, son amour des personnages, le choix de ses décors, son sens du cadre et des focales qui font de *Mondovino* un vrai film de cinéaste, intelligent et réjouissant. Un film qui a du chien…